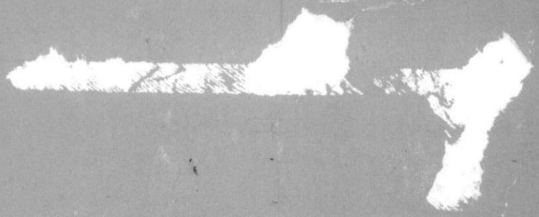
LE
970

J. Lesourne

LES SYSTEMES DU DESTIN



Dalloz
économie

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET SOCIETE
CNAM — 292, rue Saint-Martin — Paris-3e

LES SYSTEMES DU DESTIN

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1er de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

© Jurisprudence générale Dalloz — 1976

J. Lesourne

LES SYSTEMES DU DESTIN

Dalloz
économie

TABLE DES MATIÈRES

Chapitre I. — La grande question 1

Chapitre II. — Les finalités de la politique 9

Chapitre III. — La vanité des mythes 21

Chapitre IV. — La notion de système 44

Chapitre V. — Un modèle de l'homme 90

Chapitre VI. — L'organisation hiérarchique 166

Chapitre VII. — Le fonctionnement de l'économie 195

Chapitre VIII. — Le système politique national 238

Chapitre IX. — La concurrence entre les nations 342

Chapitre X. — Un modèle de l'histoire contemporaine. 391

Chapitre XI. — Une synthèse pour l'espérance 424

Analyse Economique Appliquée
Pr. Saint-Paul. N° 135

CHAPITRE I

LA GRANDE QUESTION

> « Nous voilà donc en proie à une confusion d'espoirs illimités justifiés par des réussites inouïes, et de déceptions immenses et de pressentiments funestes, effets inévitables d'échecs et de catastrophes inouïes. »
>
> P. Valéry
> La politique de l'esprit.

L'humanité est malade du futur.

Il y a quelques années pourtant, ce seul nom évoquait des lendemains qui chantent à l'homme des sociétés développées du XX^e^ siècle, cet homme qui avait une vision unifiée de l'évolution des espèces, qui, grâce aux découvertes de l'archéologie, embrassait l'histoire depuis l'aurore du néolithique, qui avait pénétré le code chromosomique, brisé l'atome, entrepris la conquête de l'espace, qui bénéficiait d'une croissance régulière et explosive de son niveau de vie, qui se savait à l'aube des transformations de l'informatique et des révolutions de la biologie.

Puis, brusquement, la prospective a étendu son ombre sur notre génération et réveillé le souvenir mal refoulé de la secousse d'Hiroshima. En quelques mois, entre deux rapports du Club de Rome et le temps d'une guerre éphémère au Moyen-Orient, tout a chaviré. Le contrôle de l'aventure humaine a semblé perdu. La peur s'est installée, et avec elle la conscience de risques essentiels. Celui de la destruction nucléaire (comme l'a dit Sartre « la communauté qui s'est faite la gardienne de la bombe atomique, est au-dessus du risque naturel, car elle est responsable de sa vie et de sa mort : Il faudra qu'à chaque jour, chaque minute, elle consente à vivre. Voilà ce que nous éprouvons aujourd'hui dans l'angoisse »). Celui de l'étranglement de la croissance économique par le manque de matières premières, l'insuffisance de la production agricole, l'épuisement des réserves d'eau douce et d'énergie, celui de l'explosion anarchique de la population mondiale, avec le problème majeur que représente l'extraordinaire inégalité de la répartition du capital et du revenu mondial. Celui de la contradiction, enfin, entre le

besoin de liberté qui suppose que chacun ait la maîtrise des décisions qui le concernent et la nécessité de tenir compte, sur le plan collectif, des effets externes croissants qu'engendrent des décisions chaque jour plus interdépendantes.

Et, maintenant, que faire ? Comment reprendre la maîtrise de ce nouvel avenir ? Car *il ne suffit pas de savoir* ; l'humanité n'est pas comme un piéton qui, voyant arriver un bolide, s'arrête de traverser la rue ; son destin résulte des comportements de milliards de piétons. Parmi les activités qui sont la plus haute expression de l'effort humain, quelle est celle qui nous servira de guide ?

la Science,
l'Art,
la Religion,
la Charité,
la Politique ?

La Science, à condition d'attendre que soit solidifiée la masse liquide des hypothèses mal assurées qui entourent le noyau dur et à condition de puiser, par-delà les vulgarisations superficielles dans des énoncés précis, est la seule source solide de la connaissance, la seule certitude devant laquelle tombent en poussière tous les échafaudages qui sont en contradiction avec elle. Mais si elle dégage des relations et des concepts et enrichit les possibilités offertes, le savoir et le pouvoir ne suffisent pas à la décision et à l'action et c'est pour cela que jusqu'à présent, elle n'a pas sensiblement modifié la manière dont l'humanité maîtrise le futur et résout le problème du présent. Mère du monde actuel, la science moderne ne réfléchit ni aux conséquences économiques et sociales de son fonctionnement, ni aux conditions préalables qui rendraient rationnel son développement. La science ne contrôle pas la science. Balkanisée par la spécialisation, elle subit la triple influence de sa logique propre où les résultats engendrent les problèmes et les problèmes appellent les recherches, des motivations inconscientes des savants avides de se réaliser comme les autres individus, du système politico-économique qui, par l'organisation qu'il impose, les crédits qu'il octroie et les débouchés qu'il offre, oriente les travaux de l'amont et de l'aval. Ainsi, cette valeur sûre de l'homme moderne, débouche à la fois sur la médecine et sur les chambres à gaz.

L'Art, à travers tous les modes d'expression et sous le perpétuel mouvement des formes, constitue le monologue intérieur de l'humanité, ce monologue nécessaire, à la fois daté et localisé, et sans progression derrière ses flux et ses reflux incessants, mais il ne transforme pas le monde et sa voix est plus étouffée que jamais par le tintamarre de la croissance économique.

La Religion est une consolation pour ceux qui ont la foi de

l'intelligence ou du cœur, mais la majorité de l'humanité actuelle sait que les visions unifiées de l'univers que proposent les religions et les métaphysiques s'effondrent au fur et à mesure des progrès de la connaissance scientifique ou ne constituent que des hypothèses gratuites dont il est impossible de décider si elles sont vraies ou fausses. Certes, dans le spasme d'un rejet du rationnel, notre Inconscient peut exprimer un « Père, détournez le calice de moi » et faire fleurir une multitude de sectes où notre affectivité trouvera la paix, mais la disproportion entre ces tentatives et les problèmes du monde semble trop grande pour ne pas rendre dérisoires les espérances de ces itinéraires.

La Charité, de l'altruisme confessionnel à la générosité des associations non religieuses, de l'exercice de la médecine ou de la psychologie clinique à l'action dans les organisations internationales d'aide et d'assistance, permet de limer quelques aspérités du monde et conduit sans aucun doute à la forme la plus élevée de l'accomplissement personnel, mais l'histoire montre que ses effets sont fragmentaires, locaux et intermittents.

Reste la Politique. Non pas la science politique qui, comme toutes les sciences humaines, fait partie intégrante de la Science, mais l'art politique de la conduite des collectivités humaines qui devrait nous enseigner comment les hommes appartenant à une collectivité doivent dégager des fins, imaginer des actions, choisir des décisions et les inscrire dans le réel. Mais, cet art, nécessaire au contrôle de l'aventure humaine, n'arrive pas à tenir compte en pratique des développements de la science au point que l'on a pu écrire que « *le degré d'absurdité de l'organisation fondamentale de notre monde augmente proportionnellement à la rationalité des systèmes particuliers* » [1]. En réponse aux menaces du futur, il étale ses échecs du passé et du présent. Dans l'intervalle de deux générations, ne suffit-il pas d'évoquer :

— l'impuissance, hier, de la république de Weimar à arracher l'Allemagne à la crise économique et à empêcher la prise du pouvoir par les national-socialistes, puis l'impossibilité pour la société allemande tout entière d'arrêter la descente progressive de ce régime vers la folie, la terreur et le génocide,

— la mutation de la lutte révolutionnaire, dure et généreuse de Lénine, en une dictature brutale éliminant de sang-froid plusieurs millions d'hommes, puis son affadissement en une bureaucratie apathique, tâtillonne et médiocre,

---

(1) Georg Picht, Réflexions au bord du gouffre. Robert Laffont, Paris, 1970.

— la décomposition de la démocratie française sous la quatrième république et la descente vers le chaos de la démocratie italienne sous les inconsistantes coalitions de centre gauche,

— l'absence de progrès aujourd'hui dans la lutte contre la faim, la surnatalité et le sous-développement auquel conduisent aussi bien les égoïsmes des peuples riches que les enfantillages des pays du Tiers-Monde,

— l'insuffisance, presque générale dans le monde, des politiques d'éducation et de formation alors que la transformation des hommes est le facteur essentiel du développement,

— l'inefficacité d'administrations, multipliant les contrôles, à maîtriser l'anarchie dans la croissance des villes, avec tout ce qu'elle entraîne de saturation des centres, d'incohérence dans la synchronisation des équipements, de congestion des transports urbains, de pollution esthétique et matérielle de l'environnement.

Et pourtant, malgré ces insuffisances, et par-delà les guerres et les révolutions, les collectivités humaines sont parvenues jusqu'à maintenant à adapter progressivement leur fonctionnement aux contraintes du monde et même, pour certaines d'entre elles, à s'assurer des niveaux de consommation, de liberté, de participation, et même d'égalité inconnus auparavant.

En seront-elles capables demain ?

La seule interrogation

Dès lors, un problème, un seul, pour l'homme contemporain qui n'entrevoit de solution ni dans la religion, ni dans la charité, ni dans l'art : *La faillite relative, hier, de la politique, qui n'a pu maîtriser la révolution technique engendrée par la science débouchera-t-elle demain sur l'effondrement de l'humanité ou sera-t-il possible de construire, solidement appuyée sur la science, seule source de connaissance, une nouvelle politique qui permette l'autocontrôle de l'histoire humaine* ?

Ce livre est une tentative de réponse à cette question. Ce n'est donc pas un nouvel essai de prospective. On n'y trouvera rien sur la croissance de la population mondiale, le coût de l'énergie solaire, le cycle des protéines ou le drame du Sud-Est asiatique. C'est un essai de politique, qui n'échappera certes pas au germe de destruction que la science met au cœur de toute réflexion (puisque l'état de la science doit en être le point de départ, mais que ses progrès futurs la ruineront), mais qui peut contribuer, en un lieu situé et une époque datée, à la mise en route des mille petites modifications par lesquelles l'humanité se transforme.

Il débouche sur une conclusion brutale : *Le danger pour l'humanité provient de l'interaction de trois insuffisances de contrôle, qui peuvent être à tout moment le point de départ de déséquilibres cumulatifs* :

● Au niveau de l'élément ultime de la vie sociale, l'*individu*, cet homme formé en quelques générations par des mutations chromosomiques, puis autoorganisé ensuite pendant des millénaires, à la fois sapiens et demens, suivant l'expression pertinente de E. Morin (2), l'insuffisance des liaisons entre les structures nerveuses profondes, siège de l'affectivité et le néo-cortex, source des constructions logiques, assure mal le contrôle des pulsions ancestrales tout en mettant à leur service le pouvoir du langage et de la symbolisation. Au cœur de nous-même, ver dans le fruit, réside sans doute cette première insuffisance de contrôle, la plus intime, la plus indéracinable, et pourtant celle qui est le moteur de toute l'aventure humaine.

● La seconde source de déséquilibre, provient ensuite des *systèmes politiques nationaux*. Construits au cours de l'histoire pour assurer l'intégration et la coordination des activités nationales, ils ne possèdent tout au plus qu'une imparfaite capacité de régulation à court terme, sont impuissants à maîtriser les trop rapides transformations sociales et n'arrivent pas à élaborer des fins à long terme. Souvent d'ailleurs, au-delà de la marge d'initiative souhaitable, les dirigeants échappent à leur contrôle et projettent sur une nation l'ombre de leurs propres déséquilibres.

● La *concurrence entre des nations* détentrices d'un pouvoir absolu de destruction est, au sommet de la pyramide des systèmes sociaux, le siège de la troisième insuffisance de contrôle. Avec elle, apparaissent le spectre de la guerre, la lutte pour les matières premières, le heurt de la richesse et de la pauvreté, l'écrasement des minorités par les multitudes.

Dans les guerres, les révolutions, les faillites des civilisations et des nations se retrouvent, presque toujours imbriquées, ces trois insuffisances de contrôle. C'est pour cela qu'il ne suffit pas de publier des rapports de prospective, de réunir des conférences internationales, d'écrire des essais politiques, de militer chez les pacifistes. De remède miracle, point. Nous ne viendrons à bout, si nous en venons à bout, de l'énorme système du monde, que par la *politique des mille sentiers*, ces mille sentiers qu'avec l'aide de la science, des hommes conscients du macrocosme peuvent parcourir pour gauchir l'his-

(2) E. Morin, Le paradigme humain. Le Seuil, Paris, 1973.

toire future : hommes politiques, sociologues, économistes, biologistes, chimistes, pédiatres, psychanalystes, cybernéticiens, politologues...

Mais nous ne sommes pas sûrs de réussir.

Pour vous transmettre cette conviction, il n'y avait qu'un itinéraire. Le voici.

Les étapes du constat

Il fallait d'emblée aborder deux préalables :

— Répondre pour commencer à une question inévitable, puisque l'objet de la politique, n'est pas la connaissance mais l'action : Quelles sont les *finalités* de la politique ? Sinon, comment pourrait-on évaluer ses insuffisances et apprécier les perspectives de progrès ? Or, rien n'est moins simple : Le bonheur n'est pas un concept opératoire. La Liberté, l'Egalité et la Fraternité, cette devise qu'ont adoptée les Constituants de 1789 ne correspond tout au plus qu'à une partie de la réponse. Au lieu de cette trinité, ce sont six dimensions principales qu'il sera nécessaire de dégager et certaines paraîtront sans doute inattendues : la sécurité, l'efficacité, l'égalité, la liberté, la participation et l'adaptabilité...

— Se convaincre ensuite de la *vanité des crédos officiels.* Sinon, il vaudrait mieux refermer ce livre, puisqu'il existerait — à quelques imperfections près, bien compréhensibles puisqu'il s'agit d'œuvres humaines — un système assurant très convenablement la réalisation des objectifs de la politique. Or, chacun vit avec son petit livre de Mao à lui, recueil de propositions d'un catéchisme politique élémentaire :

● Pour les uns, la forme occidentale de la démocratie assure la liberté par une large décentralisation, implique une vraie participation, est égalitaire dans une certaine mesure, atteint une efficacité remarquable grâce à la concurrence et fait preuve d'une grande adaptabilité.

● Pour d'autres, la démocratie populaire garantit la participation par la suppression des classes, accorde une liberté réelle avec la disparition de l'aliénation, réalise un maximum d'égalité, évite le gaspillage de la concurrence et n'a pas à s'adapter puisqu'elle constitue le dernier système avant l'âge d'or du communisme.

● Enfin, les partisans d'une dictature insistent sur l'efficacité permise par la disparition des vains palabres de la démocratie, soulignent les efforts du régime en vue d'améliorer effectivement le sort des plus défavorisés, mentionnent le soutien populaire qui

entoure le régime et prédisent la pérennité pour éviter de parler d'adaptabilité.

Mais ces assertions procèdent d'une culture politique infantile. Prendre conscience que le fonctionnement des collectivités humaines n'est pas celui que l'on décrit sur les bancs de l'école primaire ou dans les cours du soir d'un parti politique est donc une étape essentielle de notre analyse.

La voie est alors libre pour construire, mais il faut une *méthode*. C'est à l'épistémologie scientifique que nous demanderons les modes de pensée et les concepts permettant de réfléchir utilement au problème. Or, que nous apprend-elle d'essentiel ? Elle nous enseigne certes que la science se construit autour de relations entre des concepts opératoires fruits de la logique mathématique et de l'observation expérimentale, mais elle nous montre surtout qu'à l'heure actuelle, à partir des travaux de la biologie moléculaire, de la neurophysiologie, de l'ethnologie, de l'écologie, de la science économique, de l'informatique et même de la sociologie et de la science politique se dégage un concept majeur destiné à jouer un rôle fondamental dans l'évolution de la pensée humaine : C'est le concept de *système* avec toute sa constellation de notions associées : régulation, auto-organisation, hiérarchie, mémoire, adaptation, apprentissage,... Pourquoi ce concept est-il au centre de ce livre ? Parce qu'il permet de comprendre, au moins dans les grandes lignes, comment, à partir de machines passives, peuvent se construire des êtres adaptables, doués d'intelligence et d'initiative et capables, en interférant entre eux, de performances encore plus exceptionnelles. Grâce à la notion de système, le mystère divin recule dans l'homme et dans la société, et le problème des chances de réussite de l'humanité peut être abordé dans une optique qui rejette toute métaphysique. C'est pourquoi la théorie des systèmes fera l'objet d'un chapitre dense, peut-être ingrat, mais qui commande tout l'ouvrage et dont nous espérons qu'il respire l'intense joie intérieure avec laquelle il a été écrit.

Commencera ensuite la plus longue étape, celle qui, par degrés, dégagera les trois insuffisances de contrôle et s'efforcera d'aboutir à l'esquisse d'une synthèse sur les systèmes politiques, cette partie des systèmes sociaux essentielle au contrôle de l'histoire :

— La première halte est évidente : Elle est consacrée à l'individu, noyau insécable de la collectivité humaine et c'est en esquissant le *modèle de l'homme* que propose la science après l'extraordinaire développement de ses diverses branches dans les vingt dernières années, qu'apparaîtra la première des insuffisances de contrôle.

— La seconde halte traitera de *l'entreprise* et de *l'administration*,

parce que ce sont des systèmes sociaux dont les finalités sont relativement simples et dont la structure est hiérarchique. Un échelon dans la complexité sera franchi avec la troisième halte : *Le système économique* a, par rapport à l'entreprise, perdu les belles propriétés de la hiérarchie, mais conserve néanmoins la même unicité d'objectif dans la production de biens et de services. La quatrième halte sera celle des *systèmes politiques nationaux* dont l'analyse achèvera de dégager la nature de la deuxième insuffisance de contrôle qui pèse lourdement sur nos possibilités de maîtriser l'avenir.

— Quant à la cinquième halte, elle fera passer de la nation au monde, du système politique national au *système politique international*, cadre de la paix et de la guerre. Là, apparaîtra enfin la troisième insuffisance de contrôle, peut-être la plus grave à court terme.

Mais ces trois insuffisances interfèrent, et c'est pour cela qu'il faudra examiner les liaisons fondamentales des systèmes sociaux globaux et tenter de construire un modèle explicatif de l'évolution du monde moderne depuis l'aube du XIX^e^ siècle.

Alors, mais alors seulement, nous serons en face d'une tentative de réponse à la première partie de la question (pourquoi les sociétés développées, malgré l'extraordinaire succès de la science, se sont-elles jusqu'à présent montrées si peu capables de maîtriser leur histoire ?) et nous pourrons poser convenablement la seconde (comment l'humanité peut-elle surmonter les périls du futur et mieux contrôler son avenir ?). Sur le cadavre des thèses trop simples, fleurira la recherche des multiples chemins vers une espérance mesurée.

CHAPITRE II

LES FINALITÉS DE LA POLITIQUE

« Toute politique implique (et généralement ignore qu'elle implique) une certaine idée de l'homme et même une opinion sur le destin de l'espèce, toute une métaphysique qui va du sensualisme le plus brut jusqu'à la mystique la plus osée. »

P. Valéry
Regards sur le monde actuel.

« Nous ne connaissons pas l'objectif. Il me suffit de connaître les moyens. Selon ma philosophie de l'existence, moyens et fins sont interchangeables ».

Gandhi (1)

« Lorsque son unité est menacée, l'Eglise est dispensée des commandements de la morale. Car tout ordre existe pour les fins de la communauté et l'individu doit être sacrifié au bien général. »

Evêque Dietrich von Nieheim (1).

« La première, la grande question, celle qui conditionne toutes les autres et dont toutes les autres découlent, c'est le Bonheur. »

Thomas Paine
Common Sense.

Il suffit de quatre citations pour constater l'absence de consensus entre les cultures sur les finalités de la politique. Elles ne définissent même pas l'humanité de la même manière. Pour les hindouistes, à cause de la métempsychose, l'humanité doit s'étendre à l'ensemble

(1) Cité par R. Medvedev. Le Stalinisme. Origine. Histoire. Conséquences. Le Seuil, Paris, 1972.

des êtres vivants qui se transforment les uns dans les autres au cours de leurs existences successives. Pour les chrétiens du Moyen Age, l'humanité réunit les vivants et les morts des trois classes, celle du Paradis, du Purgatoire et de l'Enfer. Elle englobe également les âmes potentielles qui seraient si heureuses de s'incarner pour arriver au Paradis à travers une vallée de larmes. Pour de nombreuses cultures, l'humanité exclut au contraire les membres d'autres nations, les représentants d'autres races, les adeptes d'autres religions, les éléments de certaines classes sociales. Enfin, selon les cas, sont pris en compte ou non les hommes des générations futures.

Si les cultures ne s'accordent pas sur leur conception de l'humanité, *a fortiori* divergent-elles sur les notions de « souhaitable » et de « défavorable ». Le « Tuez-les tous ! Dieu saura reconnaître les siens » de Saint-Dominique est le cri d'une forme de christianisme qui n'a qu'un seul critère : la maximisation du nombre d'élus. Le « Liquidez-les koulaks » ou les « Aristos à la lanterne » sont les expressions de périodes où des « poids » très différents étaient attachés aux situations des membres des différentes classes sociales. Nous sommes en train de découvrir que l'objectif de la maximisation du revenu national par tête contient en lui-même toutes les limitations qui résultent de la définition et du calcul de cette grandeur.

Impossible naturellement de trouver une réponse dans la Science. Elle se contente de planter un décor bien aseptisé en nous disant : « Imaginons que nous soyions capables de repérer l'ensemble des variables qui caractérisent la situation de l'humanité actuelle, aujourd'hui en 1975. Enregistrons toutes les décisions prises par tous les individus et toutes les organisations. L'année prochaine en 1976, la situation de l'humanité dépendra de toute l'histoire antérieure à 1975, des décisions de 1975 et des événements aléatoires de 1976 — décès accidentels, découvertes occasionnelles, hasards climatiques... En répétant l'opération, de proche en proche, nous voilà à même de concevoir, pour toute succession de « décisions » et « d'aléas », une évolution de l'humanité, évolution qui peut se prolonger très loin dans la nuit du futur ou s'arrêter très tôt par la disparition de l'espèce. Le but de l'art politique est de faire en sorte que se réalise une « bonne évolution », ou du moins que soient exclues ou peu probables les plus « mauvaises ». »

Ce livre ne peut se contenter de cette confortable leçon de méthodologie. En sens inverse, il n'a pas besoin de graver des Tables de la Loi sur lesquelles seraient écrites en une immense formule mathématique les finalités révélées, les Seules. Il lui suffit de proposer une classe de finalités admissibles. Admissibles,

bien entendu, par une majorité de Français, au seuil du dernier quart du XX^e siècle.

Une réflexion sur les finalités de la politique se heurte banalement — et nous venons de le voir — à la divergence des systèmes de valeurs, mais elle se heurte aussi à une deuxième difficulté, car elle peut adopter deux points de vue :

— celui, extérieur, d'un petit père du peuple — pape d'une église, philosophe fondateur d'une école, tenant d'une idéologie — qui *énonce* souverainement *des critères de choix* entre les évolutions en se plaçant au-dessus de la communauté humaine,

— celui, plus humble, d'un individu pour qui la politique n'a pas pour objet de réaliser *directement* le souhaitable ou d'éviter le pire, mais de *créer des conditions* permettant aux humains de construire eux-mêmes, par le jeu de leurs interactions, les évolutions qu'ils souhaitent ou trouvent acceptables. Le problème est alors de définir des critères de comparaison des conditions de fonctionnement.

Dans la mesure où l'on pense que ces conditions aboutiront nécessairement à retenir certaines dimensions dans les critères de choix, il n'est pas logiquement contradictoire de retenir comme finalités de la politique des critères qui sont à la fois des critères de choix entre les évolutions et des critères de comparaison des conditions de fonctionnement. C'est ce qui sera fait dans ce qui suit.

Mais, pourquoi avoir alourdi le texte en introduisant par trois fois, et sous des formes à peine modifiées, l'alternative entre le souhaitable et l'acceptable ? C'est que nous avons le choix entre deux attitudes :

— celle d'*optimalité* qui est à la recherche de la meilleure évolution que rendent et rendront possible le passé et les aléas futurs ;

— celle de *viabilité* qui se propose seulement de maintenir dans un domaine acceptable les variables caractéristiques de l'évolution humaine, tout franchissement du domaine signifiant une catastrophe à éviter — disparition de l'espèce, désintégration d'un Etat, effondrement du niveau de vie des plus pauvres, destruction d'une partie de l'humanité par une guerre etc...

Le lecteur aura reconnu derrière la première attitude l'influence des économistes lancés depuis Pareto à la recherche de l'optimum et derrière la seconde la pensée des biologistes, des cybernéticiens et de la plupart des sociologues préoccupés de la survie des êtres vivants, des systèmes et des sociétés. Malgré cette dichotomie, la réflexion peut se poursuivre sans prendre parti si les dimensions qui interviennent dans les critères d'optimalité sont aussi celles qui servent à définir les seuils de viabilité.

Les dimensions des finalités

Quelles sont donc ces variables qui paraissent essentielles à un grand nombre de contemporains et peuvent servir à préciser les finalités de la politique ?

Et tout d'abord, quels individus concernent-elles ?

En premier lieu, nous admettrons brutalement qu'elles ne portent que sur la situation de l'humanité présente et future, les individus n'étant pris en compte que pendant leur vie terrestre. Cela n'exclut nullement les croyances en l'au-delà, mais implique qu'elles n'ont d'influence sur le classement des évolutions que par les attitudes professées à leur égard par des vivants.

En second lieu, le terme d'humanité future ne s'appliquera qu'aux individus qui existeront réellement dans une évolution, sans qu'aucune valeur ne soit attachée en soi et autrement que par l'intermédiaire de la satisfaction des parents à la mise au monde d'un plus ou moins grand nombre d'individus. Le respect de la vie humaine ne commencera donc qu'à la conception ou à la naissance. Même appliquée sans condition supplémentaire, cette hypothèse n'entraîne nullement une indifférence à la survie de l'humanité, puisqu'à chaque génération un grand nombre de vivants refuserait sans doute de se désintéresser de cette survie.

Il devient dès lors logique — puisque nous sommes tous plus ou moins des héritiers spirituels de Thomas Paine — de retenir les variables qui conditionnent le bonheur individuel mais là commencent les difficultés. Celles des manuels de morale classique (Qu'est-ce que le bonheur ? Pourquoi le bonheur ?) et une difficulté d'énoncé beaucoup plus moderne. Depuis Freud et « Malaise dans la civilisation » — et quelles que soient les différences entre les énoncés des divers psychanalystes — nous savons que la vie collective freine la réalisation des pulsions individuelles et qu'au cours de ce processus, l'agression individuelle est « introjectée, intériorisée, renvoyée au point même d'où elle était partie, en d'autres termes retournée contre le propre Moi. Là, elle est reprise par une partie de ce Moi, laquelle en tant que Surmoi, se met en opposition avec l'autre partie et engendre le sentiment de culpabilité » ([2]). Dès lors, si l'une des composantes du bonheur d'un individu — et peut-être la principale — consiste pour lui à résoudre au mieux les conflits internes résultant de son champ de névroses, il devient essentiel de connaître les relations qui existent entre l'organisation de la névrose et les types de sociétés. Seule cette connaissance permettrait de donner au « bonheur » non seulement des dimensions écono-

---

([2]) S. Freud, Malaise dans la civilisation. P. U. F., Paris, 1971.

miques et sociologiques superficielles, mais aussi des dimensions psychanalytiques profondes. Malheureusement, la sociopsychanalyse est encore dans l'enfance et ce ne sont pas les associations naïves entre la pensée de Marx et celle de Freud qui l'en ont sortie.

En attendant, et faute de pouvoir donner un contenu opératoire à une phrase du genre : « Permettre à un individu d'atteindre le bonheur, c'est lui donner la possibilité de se réaliser, tout en résolvant au mieux ses problèmes d'adaptation à la collectivité », force est d'avoir recours à une psychologie plus élémentaire pour dégager six groupes de variables — six dimensions — qui doivent intervenir dans les finalités de la politique, à l'échelle d'une nation ou à l'échelle de l'humanité. Que le procédé ajoute à l'arbitraire des valeurs celui d'une classification est une évidence, mais, comme en un treillis, les finalités s'engendrent, se combinent et se dédoublent et leur liste peut dépendre de la ligne de coupure sans qu'il en résulte de contradiction nécessaire avec d'autres énumérations.

Que le lecteur accepte donc cette liste provisoirement, moins comme un choix imposé que comme une hypothèse de travail, qui permettra de soumettre les systèmes de l'humanité à une sorte d'analyse spectrale.

Quant aux dimensions proposées, les voici : la *sécurité*, l'*efficacité*, l'*égalité*, la *liberté*, la *participation* et l'*adaptabilité*.

La sécurité

La *sécurité* ? C'est uniquement dans ce contexte la protection de la vie humaine par l'absence de guerres, d'émeutes ou de révolutions sanglantes, par la réduction des meurtres, des accidents mortels ou des condamnations à mort, par le développement de la médecine et de la chirurgie.

Même si elle se définit simplement par l'espérance de vie de tout être humain à sa naissance, cette dimension est néanmoins associée à quatre ordres de phénomènes tout différents :

— à la guerre étrangère tout d'abord, ce phénomène qui, avec une sorte de périodicité, jette les unes contre les autres les populations de plusieurs Etats, tendues dans l'utilisation extrême de toutes leurs ressources contrôlables, puis s'éteint sur des alignements de cadavres et des hordes d'estropiés,

— à la violence nationale ensuite avec ses massacres de septembre, sa guillotine ou ses balles dans la nuque, ses tontons macoutes ou sa Guépéou, ses camps de Dachau et de Sibérie, ses guerres civiles inexpiables, de la Catalogne à la Virginie,

— au meurtre individuel, œuvre de l'isolé, de la bande et du gang, ou, au nom de la loi, de l'appareil répressif et impersonnel d'une collectivité,

— enfin, aux risques de maladie et d'accident, engendrés par la physiologie individuelle et le contexte économique et social.

Cette définition met en évidence la multiplicité des formes que prend l'atteinte à la sécurité : Le déserteur que l'on fusille, le premier ministre assassiné par un anarchiste isolé, l'esclave qui meurt de sous-alimentation, les minorités étrangères que l'on extermine, en font à leurs dépens la cruelle expérience.

Elle conduit ensuite à se demander si l'on peut se contenter d'introduire la sécurité au seuil de la mort ? Le Cardinal de la Balue dans sa cage de fer, le paysan de la guerre de Trente Ans devant ses récoltes brûlées, les Bulgares aux yeux crevés par Léon l'Isaurien justifient une conception plus large de la sécurité tenant compte de l'intégrité physique de la personne et de ses biens.

Elle conduit enfin à constater que, contrairement aux grandes déclarations des Droits de l'Homme, aucune collectivité n'a jamais donné, comme dans un ordre lexicographique, la priorité absolue à la sécurité sur les autres finalités de la politique : On a tué au nom de la liberté comme pour maintenir l'ordre, pour préserver les traditions ou préparer l'avenir ou tout simplement parce qu'il était trop cher de construire des hôpitaux pour sauver des malades ou de limiter la vitesse et de multiplier les gendarmes pour diminuer les accidents de la route. Tous les jours, chaque société a choisi implicitement ceux à la vie desquels elle attachait le plus de valeur ; Aryens, riches, habitants des villes dotées d'un hôpital moderne ou tout simplement individus dont la maladie déchaîne la curiosité des médecins.

Nulle finalité plus que la sécurité n'implique donc des arbitrages aussi difficiles entre les peuples, les groupes sociaux ou les individus.

L'efficacité

Voilà une finalité honteuse et terre à terre. Elle est si loin des cîmes de l'éthique que nombre de moralistes prononcent son nom à mi-voix. Et pourtant, elle n'est en rien l'apanage des sociétés modernes. Elle existe déjà pour le chasseur paléolithique qui améliore au cours des millénaires le nombre de centimètres de tranchants par kilo de silex ou pour l'agriculteur néolithique qui a organisé sa cité pour permettre l'irrigation et la conservation des grains. Depuis lors, aucune civilisation, aucune nation n'a pu assurer sa survie sans en faire une finalité principale.

Il n'est donc pas étonnant que, loin d'éprouver à son égard, le mépris du philosophe, l'économiste en ait fait le centre de ses réflexions. Ecoutons pendant quelques instants ce qu'il a à nous dire :

● « Toute collectivité humaine consomme des services de toutes sortes, de la chemise en nylon à l'audition d'une symphonie de

Beethoven, de l'usage d'une automobile à la visite de la cathédrale de Chartres. Que ces services soient ou non qualifiés d'économiques, qu'ils soient payants ou gratuits, ils sont obtenus à partir de ressources rares et ne peuvent être produits en quantités illimitées. En d'autres termes, si la collectivité présente veut léguer à ses descendants un patrimoine déterminé, elle ne pourra pas, quelle que soit son organisation, dépasser une certaine frontière de consommation le long de laquelle il est impossible de consommer plus d'un service sans consommer moins d'un autre. « Plus de voitures et de routes, moins de logements. » Dans ce premier sens, plus un système politique permet à la collectivité de se rapprocher de la frontière, plus il est efficace. »

● « Mais, il faut aller plus loin en faisant l'hypothèse — héroïque — que chaque individu est capable de classer dans un ordre d'équivalence ou de préférence soit tous les ensembles de consommations et de fournitures de travail, soit même tous les états de la collectivité. » (Quitte à rendre fous de rage les accusateurs de la société de consommation, il convient de préciser que le terme de consommation est pris ici dans le sens le plus large et inclut tout aussi bien la lecture de l'Idiot International qu'un défilé de la Bastille à la Nation.) « Si cette hypothèse est vérifiée, à toute situation d'un individu peut être associé un indice de « satisfaction » ou d'« utilité » qui sert d'échelle de repérage de ses préférences. Compte tenu des limitations des ressources, il existe donc aussi, pour toute collectivité, une frontière du possible en termes de « satisfactions individuelles ». En deçà de la frontière, la collectivité peut, par une meilleure organisation, améliorer la satisfaction de tous ses membres. Le long de la frontière, ce qui est donné aux jeunes, l'est fait aux dépens des vieux, le supplément que reçoit le breton est repris au parisien. »

L'économiste continue, avec un peu de pédantisme :

● « Cette analyse ne doit pas se limiter au présent : La rareté des ressources oblige aussi à restreindre la consommation des générations actuelles si l'on veut accroître celle des générations futures. Pour mettre crûment en lumière ces choix entre aujourd'hui et demain, il suffit de repérer la situation de la collectivité par un seul indicateur à chaque période — une « utilité collective » abstraite, le revenu national ou un « bonheur national brut » — et de se donner des critères permettant de comparer les successions de valeurs prises par l'indicateur au cours des différentes périodes. La voie est alors ouverte à des réflexions sur la croissance économique optimale des sociétés... »

Un dernier mot après le spécialiste : Dans l'acception qu'il retient,

l'efficacité n'est pas prise dans son sens le plus général (selon lequel un système politique serait d'autant plus efficace qu'il rapprocherait la collectivité du meilleur état possible, « meilleur » se référant aux fins choisies par elle et « possible » aux contraintes auxquelles elle est soumise), mais dans le sens particulier d'efficacité dans l'atteinte de la frontière des consommations et des satisfactions. Pour éviter toute ambiguïté, c'est le terme d'optimalité qui servira plus loin à désigner l'efficacité générale d'un système politique.

L'égalité

Si l'efficacité, qui mobilise les énergies de nos contemporains, n'a pas plus que la sécurité, l'honneur de figurer dans la devise de la république française, il n'en est pas de même de l'*égalité*. Pourtant, — là est le paradoxe — cette reconnaissance n'implique pas qu'elle ait fait l'objet d'une analyse complète et précise, qu'il s'agisse des formes prises par les inégalités ou des critères de comparaison des distributions.

● Personne n'a cherché à énumérer les caractères dont l'inégale distribution devrait concerner la politique ! Il est facile d'exclure la couleur des cheveux ou le groupe sanguin et de se précipiter sur la richesse, mais que dire de la couleur de la peau ou de l'intelligence ? En fait, la politique ne s'intéresse sans doute qu'aux inégalités qui remplissent la double condition d'influencer le bonheur des hommes et de pouvoir être effectivement modifiées. Elles sont le plus souvent politiques, économiques ou culturelles.

● Mais l'art politique ne peut se borner à considérer les inégalités absolues (comme la distribution des revenus au sein de la population), car il est à la recherche de plusieurs situations idéales tout à fait distinctes de la seule égalité arithmétique dans la répartition des ressources. En voici un échantillon :

— l'égalité des chances, avec la suppression de toutes les inégalités qui ne résultent pas du patrimoine génétique ou du comportement individuel : avantages et handicaps dus à la naissance ou au milieu familial, possibilités de formation différentes, protections plus ou moins complètes de la santé, hasards des accidents (cette première situation tolère des inégalités considérables en matière de formation ou de revenu par exemple) ;

— l'inégalité de contribution qui réduit les différences entre les individus à celles que justifient des contributions différentielles à l'efficacité ou à l'optimalité de la collectivité. (« Plus jamais à chacun selon sa naissance, pour le moment à chacun selon ses mérites ») ;

— l'inégalité au sens de Rawls qui ne tolère des différences entre individus que dans la mesure où elles permettent de rendre maximum la satisfaction du plus défavorisé ([3]) ;

— l'égalité restreinte qui limite, hors de toute considération de capacité ou d'utilité, la dispersion d'un caractère entre les individus (instauration de salaires minimums garantis, création d'impôts progressifs sur le revenu, ...) ;

— l'égalité de besoins, avec une répartition des biens économiques en fonction des besoins individuels, sans aucune référence au comportement.

● Malheureusement, le choix du type d'égalité recherché ne suffit pas encore à définir une politique, car des propositions comme « vouloir réduire une inégalité » demandent à être précisées. Désire-t-on en matière de distribution des revenus diminuer la variance de la distribution (au sens mathématique), réduire son étendue — qui est la distance entre le revenu le plus élevé et le revenu le plus faible —, supprimer les plus bas revenus, éliminer les plus hauts ? Toutes ces définitions ne sont pas équivalentes.

Contrairement à l'efficacité, l'égalité ne semble pas avoir été toujours l'une des finalités des sociétés humaines. Pendant longtemps, les dirigeants ont recherché seulement le maximum d'inégalité tolérable sans révolte, mais à l'évidence, la transformation des inégalités est devenue l'une des finalités les plus fondamentales des systèmes politiques contemporains. Il est d'autant plus regrettable qu'il n'y ait à ce sujet que des études statistiques squelettiques — comme l'a souligné A. Sauvy ([4]) — et des études théoriques insuffisantes.

La liberté

Liberté de notre enfance, tu perds si facilement, sous la gangue philosophique qui t'entoure, ton caractère opératoire et concret que nous t'introduirons — o barbarie — à l'aide du concept de décentralisation et en partant du cas extrême d'un système politique où toutes les décisions sont prises par un unique « petit père du peuple ». Un tel système est totalement centralisé puisque tous les membres de la collectivité n'ont que la possibilité d'informer le petit père du peuple et d'exécuter ses décisions. Mais, pour économiser son temps et ses efforts, le « petit père du peuple »

([3]) J. Rawls, A theory of justice. Harvard University Press, Cambridge, 1971.

([4]) A. Sauvy, Le socialisme en liberté. Denoël, Paris, 1970.

préfèrera sans doute ne se réserver que les décisions qu'il juge importantes ; pour les autres, il s'interdira de les prendre et laissera les individus choisir, tout en leur imposant :

— soit des règles qu'ils doivent respecter (interdiction de voler le bien d'autrui, de dépasser une vitesse limite sur les routes, de pratiquer telle religion, etc...),

— soit des critères dont ils doivent s'inspirer pour leurs actions (gérer en « bon père de famille » les biens d'un enfant sous tutelle, chercher, à qualité de service donnée, à réduire au maximum les dépenses d'un établissement public, ...).

Selon le volume plus ou moins grand des décisions déléguées et selon le caractère plus ou moins contraignant des règles et des critères édictés, le système sera plus ou moins décentralisé, donc comprendra plus ou moins de « liberté ».

Certes, aucun système politique réel n'a jamais été ainsi construit du haut en bas, pourtant le degré de décentralisation dont jouissent les unités qui le composent constitue l'une de ses caractéristiques essentielles.

Ayant ainsi défini la liberté, le problème de la politique devient de déterminer, avec toutes les contraintes qui y sont associées l'ensemble des actions que peut accomplir chaque individu dans chaque rôle (père de famille, automobiliste, gendarme, etc...). Ecrire que l'on veut « accroître la liberté individuelle » est énoncer une proposition incohérente car l'on n'attache certainement pas la même valeur à l'augmentation de la liberté de choix du gendarme qui contrôle la circulation ou du commerçant qui gère son magasin. Déclarer que « la liberté de chacun cesse quand commence celle de l'autre » est aussi une formule creuse. Une analyse précise orienterait vers des propositions plus complexes et un peu rébarbatives comme la science en a le secret : « Rechercher une liberté maximale, c'est édicter un ensemble minimal de règles tel que si l'on voulait assouplir l'une des règles il faudrait soit renforcer une autre règle, soit réduire le niveau d'atteinte des autres objectifs de la collectivité » (l'efficacité ou l'égalité par exemple). Il conviendrait ensuite de se donner des critères pour choisir entre les diverses libertés maximales possibles.

Mais la liberté soulève un problème encore plus difficile : Certaines normes (règles ou critères) imposées par la société ont pu être assimilées par les individus au point d'être complètement intériorisées et intégrées dans leurs objectifs. Sont-elles alors privatives de liberté ? Non, diront certains, puisque l'individu fait ce qu'il veut... oui, naturellement, répondront d'autres, puisqu'il y a eu manipulation et ils auront raison, car non seulement il est logique d'introduire dans les contraintes influençant la liberté

toutes celles qui, données de l'extérieur, modifient les préférences individuelles, mais aussi parce que la politique ne peut se désintéresser des conditions d'apprentissage ayant un impact sur la formation de la personnalité et l'exercice futur de la liberté.

Liberté, le plus grand des crimes qui a peut-être été commis en ton nom a sans doute été de ne pas soumettre ce que tu signifies à une analyse sociologique scientifique.

La participation

Voilà l'une des dimensions les moins comprises des finalités de la politique. Sans doute parce qu'elle n'a de sens qu'une fois rapprochées la liberté et la décentralisation. Pour un individu, participer consiste à être associé à la prise de décisions qui concernent tout ou partie de la collectivité, mais qui ne lui sont ni déléguées, ni réservées. Cette participation peut n'être qu'un simulacre, une sorte de manipulation pour des décisions prises ailleurs. Elle peut se borner à une thérapie qui aide les citoyens à se sentir mieux ou à une diffusion d'information qui leur permet de savoir. Elle peut impliquer une consultation dont on tient compte ou non. Elle peut se traduire par une représentation, sans pouvoir réel, dans le processus de décision ou, au contraire, grâce à une association comme partenaire, à une délégation de pouvoir ou un droit de contrôle permettant une influence profonde. Sur un autre plan, elle peut être institutionnelle (élections, référendums, votes d'une assemblée) et dans ce cas, se limiter à classer des projets de décisions (votes), ou impliquer au contraire la recherche des décisions possibles (propositions de lois déposées par les membres d'une assemblée parlementaire). Elle peut aussi résulter d'une épreuve de force (la grève par exemple), un groupe d'individus faisant pression pour imposer ou modifier une décision. Un système politique est fréquemment participatif pour certaines unités et certaines décisions tandis qu'il ne l'est pas pour d'autres unités et d'autres décisions. Décentralisation ou liberté et participation ne s'impliquent pas l'une l'autre. Un système où l'assemblée du peuple prendrait toutes les décisions serait très participatif et très centralisé. Un système de monarchie absolu où rien en pratique ne viendrait influencer le monarque, mais où ce dernier ne déciderait que des questions importantes serait peu participatif et très décentralisé. Tout au plus peut-il exister une présomption que la participation a tendance à accroître la décentralisation, car les individus utiliseront sans doute leur pouvoir pour accroître leur marge de liberté. Mais énoncer une telle proposition permet de mesurer immédiatement sa validité relative !

Comme aucune collectivité ne peut survivre en décentralisant toutes les décisions, on comprend que la participation soit une dimension fondamentale puisque c'est elle qui assure les liaisons entre les préférences individuelles et les choix collectifs.

Depuis deux siècles, exactement depuis Rousseau, l'une des escroqueries de la pensée révolutionnaire est d'avoir cherché à confondre liberté et participation. Il est urgent de se débarrasser de ces sophismes. La prise de conscience des différences entre participation et liberté est une condition du progrès de l'analyse politique.

L'adaptabilité

Pour beaucoup, avec ces cinq premières dimensions, la liste est close. Mais toute collectivité évolue, se transforme, doit faire face à un environnement changeant. Aussi, le comportement d'un système politique en réponse aux secousses internes ou externes qu'il subit, c'est-à-dire son *adaptabilité*, fait-il partie, comme pour tout système physique ou biologique, de ses caractères fondamentaux. La nature de ces secousses est variée :

- Mouvement brownien de l'opinion publique capable en quelques heures de bouleverser ses préférences. La plupart des systèmes modernes contiennent des mécanismes régulateurs filtrant ou lissant ces oscillations brutales.

- Grands accidents, internes (conflits idéologiques violents, incapacité personnelle d'un roi dans un système de monarchie absolue, etc...) ou externes (guerre ou menace de guerre). Certains systèmes politiques, comme celui de la Diète polonaise au XVIII^e^ siècle, se sont révélés incapables de faire face à de tels coups de boutoir ; d'autres, comme celui de la république romaine s'y sont adaptés en ayant recours à des procédures exceptionnelles ; d'autres enfin, comme le système parlementaire britannique ont longtemps montré suffisamment de souplesse pour absorber les chocs sans modifications.

- Evolutions à long terme qui résultent des transformations psychologiques, économiques, sociales et culturelles de la collectivité. Certains systèmes se révèlent susceptibles d'assimiler de telles transformations, tandis que d'autres, rigides et bloqués, ne se réforment pas et finissent par être emportés par des révolutions.

La nature des secousses n'est pas le seul paramètre à examiner dans l'analyse des facultés d'adaptation. Un second paramètre est constitué par la hiérarchie des mécanismes de régulation et par les limites de stabilité propres à chacun : Dans la démocratie française

par exemple, un choc dans l'opinion publique n'atteindra déjà l'Assemblée Nationale que probablement atténué. Un choc à l'Assemblée sera amorti par la menace que constitue la mise en jeu de l'existence du gouvernement. Si le choc est trop violent, reste la possibilité de dissolution. Enfin, la réforme constitutionnelle est prévue pour permettre des adaptations à plus long terme. Tous ces mécanismes de régulation résultent explicitement de textes, mais il y a, au-delà, le mécanisme implicite du comportement de la collectivité française que l'on a vu fonctionner dans des conditions d'ailleurs sensiblement différentes, en 1958 et 1968.

L'adaptabilité d'un système politique n'a rien d'une constante puisque, par exemple, certains systèmes comme les dictatures voient décroître leur adaptabilité au cours du temps et sont plus sujets que d'autres au vieillissement et à l'ossification.

Moins un système est adaptable, et plus il sera nécessaire pour le transformer d'avoir recours à des régulations profondes, à l'emploi de la violence, à des métamorphoses brutales. Page après page, ce livre montrera combien la politique doit attacher d'importance à la construction de systèmes adaptables, susceptibles mieux que d'autres de faire face aux problèmes qui attendent l'humanité.

L'arbitrage entre les finalités

Sécurité, efficacité, égalité, liberté, participation et adaptatibilité interfèrent constamment :

- Elles interviennent à la fois au niveau des fins et des moyens : Ainsi, la liberté économique peut faciliter l'obtention d'une bonne efficacité.

- Elles impliquent des arbitrages, à la fois au sein de chacune d'elles et entre elles : Augmenter la liberté peut être souhaitable mais avoir pour effet d'accroître les inégalités ; développer la participation peut être nécessaire mais se faire aux dépens de la liberté (de la décentralisation) ; la diminution des inégalités peut nuire à l'efficacité économique ; une grande adaptabilité économise le coût des révolutions mais peut repousser dans le temps l'obtention de certains niveaux de participation ou l'élimination de certaines inégalités.

- A partir de ces arbitrages, le problème de l'optimalité d'un système politique acquiert une signification : Sa solution impliquerait une évaluation de la distance entre l'optimum voulu et les performances réelles. On pourrait aussi considérer la viabilité de ce système et se demander si ses réalisations le mettent à l'abri de secousses violentes susceptibles de détruire partiellement ou totalement la collectivité dont il est l'expression.

Première étape, première constatation : Malgré les devises des Etats, les lieux communs des discours électoraux et les livres épais des intellectuels révolutionnaires, l'humanité a peu réfléchi, en termes opératoires, aux finalités de la politique. Elle n'a pas abordé ce sujet avec la précision nécessaire. Elle n'a pas orienté les recherches de la science dans une direction permettant d'élaborer des concepts satisfaisants alors que la science, bien que par nature incapable de dégager des fins et de fonder des systèmes de valeurs, pourrait obliger la collectivité à donner à ses fins un contenu opératoire. Grâce aux considérations de ce chapitre, nous acquerrons la conviction dans ce livre de l'absence d'élaboration d'objectifs explicites et cohérents par les systèmes politiques tels qu'ils sont susceptibles actuellement de fonctionner et découvrirons dès les pages qui suivent la vanité des mythes à l'aide desquels toute culture a cherché jusqu'à présent à justifier la supériorité de son propre système.

CHAPITRE III

LA VANITÉ DES MYTHES

Avec la disparition des classes, disparaîtra inéluctablement l'Etat. La société qui réorganisera la production sur la base de l'association libre et égale des producteurs reléguera la machine de l'Etat à la place qui lui convient : au musée des antiquités, à côté du rouet et de la hache de bronze.

F. Engels
L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat.

Après deux siècles de recherches, de théories, d'expériences en tous sens, aucun point n'apparaît sur la planète, aucun îlot, où les deux objectifs, socialisme et liberté soient conciliés de façon satisfaisante.

A. Sauvy
Le socialisme en liberté.

Quand ils ont dit que la proportionnelle est juste, ils croient avoir tout dit. Et je vois bien une espèce de justice au premier moment, c'est-à-dire quand on nomme les députés ; mais encore faudrait-il y regarder de près. Si l'électeur est moins libre et moins éclairé dans son choix, est-ce juste ? Si les comités départementaux ont tout pouvoir pour imposer un tel candidat et surtout pour en diminuer un autre, est-ce juste ? ... En somme, quand vous dites que la proportionnelle c'est la justice, j'ouvre bien les yeux, car j'aime la justice, mais je ne comprends rien, je ne perçois rien de ce que vous annoncez.

Alain
Politique.

Quels sont, pour l'essentiel, ces dogmes dont nous vivons ? Résistent-ils à un premier examen en termes de sécurité, de participation, de liberté, d'efficacité, d'égalité et d'adaptabilité ? Est-ce parce que l'un de ces dogmes ne règne pas sans partage sur l'ensemble du monde qu'il n'y a pas encore de réponse à la grande question dont est parti ce livre ?

Le « républicain », le marxiste et le fasciste ont chacun une

représentation naïve du système qu'ils prônent : la démocratie occidentale, la démocratie populaire et la dictature. Ils proposent aussi un schéma élémentaire des autres systèmes. Le marxiste, en particulier, a consacré bon nombre de ses analyses à la démocratie occidentale, affublée pour l'occasion du qualificatif de bourgeoise.

Le modèle de la démocratie occidentale

Ce modèle est simple : Il se prétend la participation même. Le pouvoir appartient au peuple et chaque individu dispose du même poids : une voix. Le vote à la majorité est logique puisqu'on ne peut pas inventer de procédure plus simple respectant l'égalité des individus. L'idéal serait naturellement que le peuple puisse se réunir constamment pour prendre toutes les décisions. Comme c'est matériellement impossible, on a recours à une assemblée construite pour être le peuple en « modèle réduit ». Le gouvernement ne fait qu'exécuter les décisions de l'assemblée. La liberté découle de la participation. Comment le peuple pourrait-il vouloir s'asservir lui-même ? Quant à l'égalité économique, elle doit résulter de l'égalité politique puisque le fonctionnement de l'économie est contrôlé par le système politique. L'adaptabilité enfin est évidente : Rien n'empêche la transcription sous forme de décisions des modifications dans les opinions du peuple. Mais l'efficacité, direz-vous ? La réponse est ici plus subtile : d'une part, pour les décisions que se réserve l'assemblée du peuple, aucun choix n'est adopté, s'il en existe un meilleur pour tout le monde, d'autre part, pour les autres décisions, la libre concurrence, fille de la liberté tout court, assure l'efficacité. Quant à la sécurité enfin, elle résulte de la participation. Le peuple est généreux et il n'aime pas la guerre, dont il souffre dans sa chair, contrairement aux tyrans calfeutrés dans leurs châteaux.

Dans quelle mesure ces propositions s'accordent-elles avec le réel pour une collectivité de quelques milliers d'individus qui pratique la démocratie directe ou pour une population nombreuse avec des assemblées élues et un gouvernement ?

Dans la *démocratie directe*, la collectivité se réunit en permanence ou presque. Chacun peut prendre l'initiative d'une proposition de décision qu'il soumet au vote de l'assemblée, la majorité décide. Quelques « fonctionnaires » exécutent sans aucune possibilité d'interprétation. Pour le fonctionnement du système, il suffit de définir :

— les conditions auxquelles doit satisfaire un individu pour faire partie des votants,

— les procédures de votes et notamment la règle de la majorité.

Participatif ? Le système l'est probablement pour les votants ; il ne l'est pas pour les autres comme l'ont souligné les nombreux historiens des républiques aristocratiques, des cités grecques à Rome et des communes du Moyen Age à la République de Venise. Intéressons-nous donc aux votants. Pour eux, la règle de la majorité est un moyen de transformer les hiérarchies de choix individuels en choix collectifs. Avec deux vertus essentielles : la simplicité et l'acceptabilité ; la simplicité puisqu'il suffit de compter les oui, les non et éventuellement les abstentions, l'acceptabilité puisque le caractère égalitaire de la règle est évident et qu'il est facile d'intérioriser sous forme de valeur la loi du plus grand nombre. Mais les défauts sont non moins importants. Même si les choix individuels sont cohérents (transitifs disent les économistes), la règle de la majorité peut aboutir à des classements cycliques, l'assemblée du peuple préférant A à B, B à C et C à A lorsqu'elle a à classer successivement deux par deux ces trois éventualités. La règle ne tient aussi aucun compte du point de vue de la minorité : Si, par exemple, la majorité préfère très légèrement A à B, alors que la minorité a horreur de A, l'adoption de B est certainement la meilleure solution du point de vue collectif, mais la règle de la majorité conduira à retenir A. Enfin, est-il convenable, en fonction du problème posé, de donner le même poids aux voix des différents individus ?

De toute façon, le système n'est participatif pour tous les votants que si la majorité varie selon les sujets discutés ou, dans le cas où la majorité est stable, que si la minorité peut influencer le jeu en faisant sécession. Lorsque, comme à Chypre, de profondes divisions ethniques séparent la majorité de la minorité, il n'y a plus de participation pour la minorité et le système explose. Un des moyens pour un individu de faire adopter les dispositions qui lui tiennent à cœur, est de négocier avec d'autres en obtenant leur appui en échange d'une promesse de vote sur un autre sujet. Les échanges de vote, les négociations, les paiements de contreparties sont donc inhérents au fonctionnement de la règle majoritaire. Tant pis pour la morale, mais ces pratiques permettent à tous les individus d'aboutir à des situations préférables au résultat de la règle majoritaire avant négociations. Toutefois, la situation particulière qui se réalise peut plus ou moins avantager tel ou tel individu selon le processus de construction des coalitions. Avec un nombre de votants tant soi peu important, chacun cherchera à réduire l'incertitude des votes en participant à des coalitions préétablies d'individus ayant des échelles de choix semblables. La négociation finale ne se passe plus qu'entre quelques coalitions stables. Ainsi naissent pour une première raison les partis politiques, en tant qu'unités facilitant les négociations avant l'application de la règle majoritaire. Ils accélèrent les

négociations et réduisent leur coût, restreignent l'aléa des votes en les rendant plus prévisibles. Au passif, une ossification des mécanismes de négociations et une diminution de l'adaptabilité du système. Déjà, une première brèche dans les convictions trop simples : Même dans cette caricature du régime qui est un modèle de participation, la participation n'est pas une notion évidente et immédiate.

Qu'en est-il de la *liberté* ou de la *décentralisation ?* Certes, les votants souhaitent rester maîtres, à titre individuel, d'un certain nombre de décisions qui les concernent et, à l'assemblée, une majorité devrait se dégager en faveur d'une large décentralisation. Mais ce raisonnement néglige l'influence décisive que peut avoir sur l'étendue de la décentralisation la structure économique de la collectivité. Il oublie que chaque individu fait un arbitrage entre l'égalité et la liberté. Si les pauvres viennent d'arracher le droit de vote et sont devenus majoritaires à l'assemblée, leur politique peut être centralisatrice et restreindre la marge d'initiative individuelle dans l'espoir de contraindre la minorité de possédants à une redistribution des ressources. Si, au contraire, les « propriétaires » représentent une fraction notable des votants, il est probable qu'ils réussiront — en donnant des compensations aux autres, notamment dans le domaine de l'égalité — à maintenir le haut degré de décentralisation économique qui leur tient à cœur et cette situation a des chances d'être stable.

Pour expliquer les liens entre la liberté et la démocratie occidentale, impossible donc de se borner à une analyse formelle : C'est l'ensemble de la structure sociopolitique de la collectivité qu'il convient de prendre en compte.

Considérons maintenant l'*efficacité*. Pour les libéraux, aucun problème : Elle résulte de la décentralisation puisque la concurrence parfaite aboutit à des situations à partir desquelles il est impossible d'accroître la satisfaction de Pierre sans diminuer celle de Paul, ce qui est la définition de l'efficacité. Mais les socialistes ont beau jeu d'énumérer les hypothèses nécessaires à la véracité de la proposition précédente. Ils constatent alors que toutes ces hypothèses ne sont pas réalisées et rejettent les conclusions. La question est suffisamment difficile pour être examinée plus loin en profondeur lors de l'étude du fonctionnement du système économique. Toutefois, l'observation semble confirmer qu'en dépit de gaspillages et d'incohérences, une forte décentralisation s'est révélée extrêmement efficace — au sens précis qu'a ce terme dans ce paragraphe — dans les pays où le désir des individus d'agir sur le monde était tenace et vivace.

Plus douteuse est la réussite de la démocratie directe dans le

domaine de l'*égalité*. Pour les non-votants, seule la menace du refus de coopérer sous toutes ses formes, de la sécession sur l'Aventin au terrorisme, donne le moyen de modifier les inégalités. Pour les votants, et sauf pour une majorité et une minorité brutalement séparées par des haines raciales, sociales ou idéologiques, la règle majoritaire donne à quiconque la possibilité d'échanger sa voix contre une réduction des inégalités. La minorité à l'assemblée peut aussi brandir la menace de refuser de jouer le jeu et adopter un comportement de non-votant. Logiquement, la minorité revendique jusqu'au point où les risques pour elle d'une crise grave compensent l'intérêt d'une réduction supplémentaire des inégalités. La majorité, de son côté, fait des concessions tant que le coût pour elle d'une crise grave est supérieur à ce qu'elle abandonne en acceptant de moindres inégalités. Ainsi, même pour les votants, le modèle ne conduit pas à l'« Egalité » de la devise de la République Française (l'histoire le confirme), mais à des inégalités modérées excluant pour les votants les injustices les plus criantes.

L'examen de l'*adaptabilité* du modèle démocratique élémentaire est un sujet des plus intéressants :

— A long terme, les conditions d'adaptation dépendent de l'importance des non-votants, car ceux-ci dont le nombre, le rôle économique, les valeurs, les aspirations changent au cours du temps, ne peuvent guère obtenir que par la crise, une adaptation du système à leur profit. Lorsqu'aucun groupe d'individus n'est exclu de l'assemblée du peuple, la participation assure au contraire, au système une *adaptabilité remarquable*. Cette caractéristique — l'un des avantages essentiels de ce modèle — est rarement mise en valeur par les essayistes. La raison en est simple : L'adaptabilité est le moins glorieux de tous les objectifs de la politique. On se fait tuer pour la liberté ou pour l'égalité. On ne se fait pas tuer pour l'adaptabilité et c'est pourtant la propriété des systèmes politiques qui évite souvent que l'on ait à se faire tuer pour de bon.

— Une grave crise intérieure ou extérieure (la guerre par exemple) pose au système des problèmes beaucoup plus difficiles à résoudre : Elle impose, en effet, une rapidité de décision incompatible avec les processus habituels de négociations, de discussions et de vote, et oblige à interrompre le fonctionnement normal en déléguant le pouvoir soit à un homme, soit à un petit groupe d'hommes : En application d'une règle prévue, comme la nomination d'un dictateur pour six mois dans la république romaine, ou, sans aucun précédent, sous la pression de la nécessité. Se posera alors la question du retour à la normale. Quoique plus facile lorsque la procédure d'exception est « régulière », il dépendra beaucoup de l'attachement des votants à la participation et de l'image qu'ils se

font de l'efficacité générale du système. Plus la participation sera une valeur intériorisée et forte, plus le système survivra à ces chocs extérieurs.

— D'où un autre mode d'instabilité du système. Pour les votants, la participation ne présente pas que des avantages : Elle est une responsabilité, elle impose des tensions, elle coûte du temps. Que le système n'apparaisse pas doué d'une optimalité suffisante — nous allons y revenir — et la tentation peut grandir de se dégager de ce fardeau et de préférer un système moins participatif, mais perçu comme plus optimal, avec délégation du pouvoir à un homme ou à un groupe d'hommes.

— Reste enfin, à très court terme, l'instabilité de décisions brownienne entraînée par les mouvements d'opinion passionnels susceptibles d'enflammer la majorité.

Ultime finalité, la *sécurité*. Lorsqu'avec le serment du Jeu de Paume et la prise de la Bastille, commence l'ère de la participation et de la liberté, l'homme de 1789 a la conviction que ce sera aussi le règne de la paix. Il n'a pas conscience que, si la majorité du peuple est pacifique la majorité du temps, cela n'exclut nullement, comme les quelques années suivantes allaient le montrer :

— l'acceptation d'une guerre au nom de la sécurité nationale, comme à Valmy trois ans plus tard,

— l'explosion farouche d'un peuple jeune prêt à partir dans une croisade belliqueuse pour répandre son idéologie,

— la volonté de faire coïncider, même par la conquête militaire, l'Etat et une nation linguistiquement homogène,

— le déclenchement de guerres n'engageant qu'une fraction suffisamment faible de la nation pour ne pas sensibiliser l'opinion publique, guerres de conquête coloniale (la campagne d'Egypte) ou guerre contre les mouvements nationalistes à l'intérieur des colonies (l'écrasement de la révolte de Saint-Domingue).

La caractéristique des démocraties occidentales est moins leur pacifisme que le retard de réaction qu'introduit la participation : Les dirigeants doivent préparer l'opinion ; mais quand celle-ci, avec un décalage, prend conscience de l'évolution de la situation internationale, comme une traînée de poudre, elle explose de peur et brûle de folie guerrière. Voilà un système qui, selon l'adaptabilité du moment, est une proie facile ou un adversaire redoutable.

Quant au degré d'*optimalité* globale qui a, nous l'avons vu, la plus haute importance pour l'évolution de ce système, il semble soumis à l'influence contradictoire de multiples facteurs : lenteur des prises de décisions de l'assemblée, incohérence des successions de décisions si les coalitions sont instables, avec, en revanche, un

faible coût d'information grâce à la présence directe à l'assemblée des individus concernés et chez les votants une saine pratique des affaires publiques à la suite d'une auto-éducation progressive.

Ainsi, loin de l'imagerie d'Epinal reproduite dans beaucoup de discours politiques, le modèle démocratique le plus simple, celui de la démocratie directe, révèle déjà une complexité élevée et des faiblesses inquiétantes.

Par rapport à cette démocratie directe, la *démocratie réelle* implique, à cause de la taille de la population, deux innovations essentielles :

— la substitution à l'assemblée générale des votants, d'une ou plusieurs assemblées restreintes élues par eux,

— la désignation d'un gouvernement ayant le droit de prendre seul un certain nombre de décisions.

Le nombre de règles formelles nécessaires pour préciser le fonctionnement d'un tel système est naturellement beaucoup plus élevé. Inutile de les énumérer puisqu'il suffit de souligner ici les « petits détails » de cette forme de démocratie que néglige systématiquement le dogme :

● Aucun candidat à une élection à une assemblée ne peut recevoir de consignes précises sur ses votes futurs. Il propose donc une liste de principes en fonction desquels il se déterminera. Le contrôle des électeurs se fera à posteriori en acceptant ou en refusant la réélection. Ainsi s'établit un certain « couplage » entre les assemblées et les électeurs mais ce n'est pas une liaison rigide : l'Assemblée ne représente pas le peuple ; elle ne classe pas dans un vote à la majorité les diverses éventualités de la même manière : Il y a simplement *corrélation statistique* entre ce que seraient les votes du peuple et ce que sont les votes de l'assemblée.

● En dehors de leur rôle dans les assemblées, les partis politiques reçoivent deux fonctions nouvelles : Pour les électeurs, ils sont des *condensateurs d'information*, l'appartenance d'un candidat à un parti politique équivaut à l'adoption par lui des principes de ce parti (ainsi, les électeurs peuvent recevoir une information suffisante sur les candidats à moindre coût) ; en sens inverse, ils *limitent les choix* des électeurs qui doivent opter entre un petit nombre de listes de principes. Ils constituent ainsi un prisme simplificateur et déformant. D'où l'importance pour l'adaptabilité du système du nombre et de la structure des partis politiques et des procédures leur permettant de se créer et de se développer.

● La « loi électorale » est un élément essentiel du « couplage » entre les assemblées et les électeurs. Elle donne des poids différents aux votes des divers électeurs puisqu'en fonction de ses dispositions,

leurs chances de voter pour une coalition gagnante dépendent de la nature de leurs opinions. Elle façonne à long terme les structures des partis comme l'a si bien montré M. Duverger (1). Aussi, quelle naïveté ou quelle hypocrisie de présenter en terme de justice le choix de la loi électorale ! Ne nous laissons pas duper par ceux qui saluent la représentation proportionnelle comme la meilleure, car elle est censée conduire à des assemblées qui sont des réductions en miniature du corps électoral. C'est oublier qu'un système doit être évalué dans son ensemble et ne peut l'être qu'en pondérant les diverses finalités de la politique. Dans la mesure où la représentation proportionnelle renforce les structures de partis multiples et engendre facilement des assemblées sans majorité stable, elle débouche sur un mauvais fonctionnement qui annihile largement les avantages d'une meilleure représentativité. On saisit, en pleine lumière, sur ce point particulier, combien la foi du charbonnier peut aboutir à des conceptions doctrinaires absentes de réalisme.

● Une fois élues, les assemblées ont leur dynamique propre, le contrôle électoral futur n'imposant que des contraintes relativement larges à leur action. Les membres des assemblées ont donc tendance à devenir des semi-professionnels, avec des avantages sur le plan de la décision, de la connaissance des règles et des inconvénients quant à la compréhension des aspirations et des difficultés des individus eux-mêmes. Pour réduire l'instabilité possible de la dynamique d'une assemblée, les penseurs politiques ont certes préconisé l'existence de plusieurs assemblées — au moins deux — élues dans des conditions différentes ou à des dates différentes et constituant par conséquent des filtres distincts des opinions du pays. Les variations du système en sont amorties, ce qui élimine le mouvement brownien des opinions, mais risque d'affaiblir et de retarder l'influence des nouvelles tendances. Il y a risque de surstabilisation.

● Nécessaire pour accroître l'optimalité du système, l'apparition du gouvernement permet à un petit groupe d'hommes de décider des options courantes sans recours aux assemblées et de participer au choix des propositions soumises à ces mêmes assemblées. Mais, cette amélioration de l'optimalité est payée d'une diminution de participation, puisque le gouvernement n'est contrôlé qu'à posteriori.

Inutile d'aller plus loin : Le dogme républicain néglige une dimension essentielle comme l'adaptabilité, escamote les relations complexes entre la participation, l'adaptabilité et l'optimalité,

---

(1) M. Duverger, Les partis politiques. Armand Colin, Paris, 1951.

affirme des propriétés douteuses comme celles concernant l'égalité, l'efficacité et la sécurité, et finalement n'introduit pas le genre de concepts que fait pressentir l'analyse et qui seront développés dans des chapitres ultérieurs. Allons-nous trouver une plus grande rigueur dans le modèle marxiste ?

Le modèle marxiste et ses variantes

La profession de foi en est connue : l'état de développement des forces productives conditionne la structure sociale de la société qui engendre à son tour l'idéologie et le système politique. A la phase d'industrialisation correspond une société divisée en une classe dominante, la bourgeoisie, détentrice du capital et animatrice de la vie économique et deux classes dominées, la classe ouvrière dont le volume augmente régulièrement et la classe paysanne dont les effectifs au contraire diminuent. Grâce au pouvoir né de la propriété, la bourgeoisie empêche le niveau de vie des autres classes de s'élever. L'industrialisation entraîne l'augmentation progressive de la taille des entreprises, diminue l'effectif de la bourgeoisie, mais concentre entre ses mains une partie croissante du revenu national. L'inégalité de la distribution des revenus s'accroît et il y a paupérisation relative et même absolue des prolétaires. La contradiction qui existe alors entre la propriété privée des moyens de production et la taille des unités de production permet à l'élite de la classe ouvrière, soutenue au moins passivement par la masse de la population, de renverser par la révolution l'Etat bourgeois, émanation suprême du pouvoir de la bourgeoisie. Alors doit s'instaurer la dictature du prolétariat qui brise les autres classes sociales, socialise les moyens de production, élimine l'inefficacité qui résultait des contradictions entre la structure sociale et les nécessités économiques, supprime les inégalités en donnant à chacun selon ses mérites, et prépare par l'accroissement progressif du niveau de vie l'avènement du communisme, société d'abondance où les problèmes économiques auront disparu. Dans le domaine international, une fois le capitalisme rayé de la carte du monde, cesse, avec la disparition de l'exploitation des nations pauvres par l'impérialisme économique des entreprises capitalistes concurrentes, la cause principale des guerres et la paix peut s'établir sur une terre réconciliée.

Quoique les critiques les plus courantes de cette profession de foi soient bien connues, il n'est pas sans intérêt de les examiner en prenant comme guides les finalités de la politique, mais il convient évidemment de distinguer la période qui précède et la période qui suit la révolution.

Dans la phase prérévolutionnaire, la *participation* n'est pas, comme le prétendent les marxistes, limitée à la classe bourgeoise car celle-ci est amenée à négocier constamment et à faire des concessions pour éviter des crises graves. Ainsi voit-on s'affaiblir progressivement les droits des assemblées non élues, se réduire le nombre des non-votants par l'élargissement du suffrage censitaire et l'établissement du suffrage universel, se renforcer les partis politiques qui sont l'expression des idéaux des classes non bourgeoises et se créer des syndicats qui accroissent la participation des non-bourgeois à la vie économique. Certes, la bourgeoisie conserve des avantages indéniables grâce aux compensations qu'elle peut donner avec les ressources qu'elle détient, mais si la révolution n'éclate pas, si les majorités politiques restent favorables au maintien du système, c'est, entre autres, qu'il assure, contrairement au dogme marxiste, un certain niveau de participation.

Dans l'analyse marxiste, la participation, expression du pouvoir, est la conséquence de la propriété des moyens de production. Mais cette conception du pouvoir est insuffisante. Le problème doit être posé comme le pose Michel Crozier (2) : « Le pouvoir de A sur B correspond à la capacité de A d'obtenir que, dans sa négociation avec B, les termes de l'échange lui soient favorables. Si l'on admet cette nouvelle formulation, le problème essentiel que pose l'existence du pouvoir n'est plus celui trop difficile et trop incertain de l'action sur autrui, mais celui plus précis et plus limité des conditions qui règlent la négociation entre des partenaires s'efforçant d'agir l'un sur l'autre... Pour bien comprendre les données et la dynamique d'une négociation de pouvoir, il faut donc diriger l'attention sur l'ensemble de l'organisation qui en constitue le cadre. Le pouvoir n'apparaît plus alors seulement comme une relation, mais comme un processus inséparable du processus d'organisation... Dans sa négociation avec l'organisation, *le pouvoir d'un joueur dépend finalement du contrôle qu'il peut exercer sur une source d'incertitude affectant la poursuite des objectifs de l'organisation* et de l'importance de cette source par rapport à toutes les autres sources d'incertitude affectant le comportement de celui-ci dans le cadre des règles du jeu imposées par l'organisation. » Une telle définition rend compte du pouvoir de la bourgeoisie engendré par la possession de cette ressource rare, les outils de production, mais elle rend compte également du pouvoir du pape qui, aux temps de grande ferveur religieuse, pouvait barrer l'accès à la vie éternelle, du pouvoir des syndicats qui peuvent

(2) M. Crozier, La société bloquée. Le Seuil, Paris, 1970.

régler la disponibilité de la main-d'œuvre, du pouvoir naissant des « technostructures » de Galbraith, ces équipes d'hommes qui constituent cette ressource rare, si nécessaire aux collectivités modernes, les capacités de management ([3]).

En ne liant le pouvoir qu'à la propriété privée des moyens de production, Marx a sous-estimé la participation dans la démocratie occidentale et abouti à la conclusion erronée que le pouvoir et le sentiment d'aliénation qui est la contrepartie psychologique de son absence, cessaient de faire problème avec la disparition de la propriété privée des moyens de production, alors que — avec ou sans révolution — l'évolution économique et culturelle modifie l'importance relative des groupes sociaux, transforme les relations de pouvoir et a des conséquences sur la forme de participation.

En matière de *liberté*, les marxistes ont raison de souligner que la classe dominante délègue les décisions qui l'avantagent même au détriment de l'efficacité (la liberté d'utilisation du sol par exemple), mais ils oublient que, par suite de l'égalité devant la loi, cette décentralisation est bénéfique pour tout le monde, même si elle profite plus à certains qu'à d'autres.

C'est dans le domaine de l'*égalité* que les prévisions de Marx se sont révélées les plus fausses ; il n'y a eu ni paupérisation absolue, ni paupérisation relative mais lente réduction des inégalités dans la distribution du revenu et surtout diminution de l'influence de l'héritage dans cette distribution. Il est exact, en revanche, que des inégalités importantes subsistent.

Le grand débat sur l'*inefficacité* croissante du régime capitaliste serait ici prématuré puisque le problème des relations entre l'efficacité et la décentralisation est traité ultérieurement : Constatons simplement que l'efficacité moyenne a été suffisante pour permettre une hausse considérable des niveaux de vie et pour ne pas handicaper dans la concurrence internationale le type de la démocratie occidentale tel qu'il existe dans les pays développés.

Quant à la thèse sur la *sécurité*, elle explique pour une bonne part les phénomènes de colonisation, mais elle rend compte de manière trop simpliste des relations complexes entre grandes nations qui ont conduit aux guerres mondiales. Bornons-nous à prendre rendez-vous en attendant l'étude du système international.

Voici le point essentiel, l'*adaptabilité :* En prévoyant un durcissement des contradictions de la démocratie bourgeoise et la constitution d'une bourgeoisie de moins en moins nombreuse, confisquant une part croissante du revenu national, le schéma marxiste a cru

---

([3]) J. K. Galbraith, Le nouvel état industriel. Gallimard, Paris, 1968.

avoir démontré que le système devenait de moins en moins adaptable et que la révolution était le terme inéluctable de son aboutissement. Or, l'histoire des cinquante dernières années inflige à cette thèse trois démentis :

— La révolution ne s'est jamais produite dans les pays où le degré de participation était suffisant pour donner au régime une bonne adaptabilité. Pour qu'il en soit ainsi, la présence de « classes moyennes » est fondamentale, l'importance de ces classes étant liée à la fois au niveau de développement économique et à la structure de la propriété agricole.

— Toutes les fois que, par un excès d'adaptabilité à court terme, tournant vers l'anarchie, une démocratie a été menacée par la révolution, l'évolution a été en direction d'une dictature (l'Italie en 1922, l'Allemagne en 1933, l'Espagne en 1936, la Grèce en 1967).

— La révolution s'est déclenchée, au contraire, dans les pays à faible participation et à système politique peu adaptable, ce qui va habituellement de pair avec une économie peu développée (l'URSS, la Yougoslavie, la Chine, Cuba, le Vietnam). Dans quatre cas sur cinq, la révolution a pu avoir lieu parce que le système subissait en plus le choc d'une guerre ou des conséquences d'une guerre. En règle générale, ce sont donc les dictatures qui mènent aux révolutions. (En excluant naturellement les révolutions imposées de l'extérieur par les troupes d'occupation étrangères. Il ne fait maintenant aucun doute que, sans la menace de l'URSS, les démocraties populaires ne subsisteraient pas dans la plupart des pays d'Europe de l'Est sans se transformer profondément.)

Ainsi, tout en ayant apporté des éléments positifs, le schéma marxiste, dans son bréviaire courant, n'est pas un modèle acceptable de la phase prérévolutionnaire car les démocraties réelles, grâce à un certain niveau de participation, une décentralisation incontestable, une efficacité convenable et une bonne adaptabilité, ont le soutien des classes moyennes et d'une partie des classes ouvrières et paysannes.

La critique du dogme marxiste pour la phase postrévolutionnaire est plus délicate, car force est de constater qu'il y a deux modèles socialistes au moins, l'un centralisé et dont l'URSS est l'exemple par excellence, l'autre décentralisé, et dont la Yougoslavie et peut-être la Chine constituent les prototypes. Il est donc nécessaire de scinder la réflexion.

Les tables de la loi du *modèle centralisé* proclament que la suppression des classes, en faisant disparaître l'aliénation, conduit automatiquement à l'égalité et à la liberté, assure la participation

par l'intermédiaire du parti, expression de la volonté commune, et évite le gaspillage par une gestion centralisée de l'économie.

Dans ce modèle, l'essentiel est constitué par le parti dont le secrétaire général et le comité central détiennent en réalité le pouvoir suprême, la gestion étant déléguée à un gouvernement disposant, du fait des besoins de la centralisation, d'une administration nombreuse. Le système parallèle d'élections à diverses assemblées avec candidature unique ne joue qu'un rôle secondaire de contrôle et ne pourrait qu'en cas de crise grave présenter un intérêt autre qu'anecdotique. Les procédures les plus fondamentales portent donc sur l'admission des membres du parti, les nominations au sein du parti notamment aux échelons les plus élevés, les mécanismes de discussion et d'adoption des politiques par le parti. Comment se présente, derrière la phraséologie de la Pravda, le système qui en résulte ?

La *participation* est évidemment négligeable pour ceux qui n'appartiennent pas au parti. La seule possibilité de faire carrière est de réussir à se faire admettre comme membre du parti. L'admission obtenue, on bénéficie donc d'un privilège considérable. Au sein du parti — pour autant qu'on puisse en juger — la progression se fait par un système d'élections progressives à plusieurs degrés, système qui secrète des « notables » et ralentit l'accession au sommet des leaders hétérodoxes. L'isolement relatif des unités de base, les cellules, permet aussi à la hiérarchie de circonscrire les « hérésies » car elle est la seule à posséder l'information sur l'ensemble des unités supervisées. Elle peut donc déclencher à temps des actions de persuasion pour éviter la propagation. Ces actions sont d'autant plus efficaces que l'exclusion est une mesure grave pour celui qui en est l'objet puisqu'il perd toute possibilité de carrière ultérieure. Si l'on tient compte enfin de l'importance justifiée qui est attachée à l'information et à la discussion pour que les politiques du comité central soient bien comprises (le centralisme démocratique), on comprend plusieurs aspects essentiels de la vie des partis communistes dans la plupart des pays socialistes :

— L'appartenance au parti développe des attitudes et des comportements conformistes qui font accepter les politiques du parti.

— Au sein du parti, le pouvoir est réellement concentré au sommet.

— C'est au sommet que se développent les luttes pour le pouvoir, la base se ralliant généralement après discussions et exclusions aux points de vue de l'équipe dirigeante.

Cette situation explique une forme d'instabilité propre aux pays

socialistes car, dans ces pays, les caractéristiques individuelles des dirigeants ont une influence considérable sur l'évolution :

— Les dirigeants peuvent utiliser leur emprise sur l'administration, la police et l'armée pour développer un régime de contrainte qui les maintient au pouvoir : Cette structure débouche facilement sur le culte de la personnalité et la dictature et ce n'est pas un hasard, si le socialisme bureaucratique est constamment menacé à ce sujet.

— Les dirigeants peuvent faire évoluer la politique dans le sens d'une plus grande décentralisation et le parti suit (sauf intervention militaire étrangère) comme le montrent les événements de Yougoslavie et de Tchécoslovaquie.

— Enfin, les dirigeants peuvent pratiquer une politique centralisatrice sans aller jusqu'à la dictature personnelle mais il leur faut alors une prudence constante pour neutraliser au sommet toutes les manœuvres susceptibles de conduire à des changements d'équipes.

Dans le modèle socialiste centralisé, la participation est donc des plus limitées et elle ne pourra s'accroître à l'avenir que sous la pression de ceux qui contrôlent « une source d'incertitude affectant la poursuite des objectifs de l'organisation ». Donc, les modifications seront engendrées soit de manière imprévisible, par de nouvelles équipes de dirigeants, soit progressivement et sans doute lentement par les scientifiques et les grands spécialistes techniques, car eux seuls disposeront d'une ressource — leur savoir — à la fois rare et nécessaire.

La centralisation extrême de ce modèle, corollaire d'une restriction de la *liberté*, porte à la fois sur les décisions proprement politiques et sur l'ensemble des décisions de gestion de l'économie. Elle a pour conséquence une grande instabilité quant à la définition du domaine d'action réservé aux individus et l'absence de toute sécurité quant aux libertés individuelles. Naturellement, cette centralisation engendre elle-même ses limites puisqu'aucun système ne peut fonctionner sans adaptation locale aux aléas et que la multiplicité des règles donne aux individus la possibilité de se recréer des sphères de décentralisation.

Pourquoi cette centralisation se maintient-elle ou ne se desserre-t-elle que très lentement alors que tout porte à croire qu'une augmentation de la décentralisation améliorerait beaucoup l'efficacité économique et serait un soulagement pour le plus grand nombre ? Probablement parce qu'une décentralisation affaiblirait le pouvoir des membres du parti communiste, qui sont en même temps les fonctionnaires les plus importants. En d'autres termes, la

bureaucratie freine une évolution qui améliorerait l'efficacité à son détriment.

Cette *efficacité* a été beaucoup discutée. Elle est pourtant indéniable à la fois sur le plan politique, à cause de la stabilité à court terme des équipes de direction et des avantages que procure le conformisme en matière de réalisation, et sur le plan économique à cause de la possibilité de simplifier les fins, d'orienter quelques secteurs prioritaires et de tenir compte explicitement des interactions entre les différentes unités économiques. Toutefois, l'efficacité est certainement limitée par le coût énorme de la centralisation, les erreurs de décision engendrées par l'insuffisance d'informations sur les conditions locales, l'affaiblissement de l'initiative, etc... Nous y reviendrons. En tout cas, elle est suffisante pour ne pas entraîner d'explosion à l'intérieur du système et pour être jugée, de bonne foi, supérieure à celle des nations occidentales par de nombreux citoyens de ces pays. Mais la véritable réussite du modèle centralisé est dans le domaine de l'*égalité* : Les différences de revenus ont été très fortement limitées et en tout cas, reliées aux fonctions occupées. Cette réduction a été de pair avec une réelle égalité des chances. Il a peut-être fallu payer l'égalité du prix de la liberté, mais on a tout de même eu quelque chose en échange...

En revanche, sur le plan de la *sécurité*, l'échec du dogme est total. Certes, la croissance économique a permis aux Etats socialistes d'accéder à la puissance militaire et de se protéger, mais la même puissance leur a permis d'occuper des pays par la force, d'envahir la Corée du Sud, de briser des soulèvements populaires, de remettre au pas des partis communistes. Quant à la sécurité intérieure, l'absence de décentralisation l'a amenée, avec les procès préfabriqués, les camps de concentration et les millions d'assassinats politiques, à l'un des points les plus bas de l'histoire.

Qu'en est-il enfin de l'*adaptabilité* en excluant périodes et pays où le système a été synonyme de colonisation étrangère ? Les éléments se dégagent d'eux-mêmes des lignes qui précèdent :

— bonne stabilité à court terme à cause de la structure même du parti communiste ;

— risque considérable de basculement vers la dictature ;

— possibilité de basculement vers le modèle décentralisé, mais seulement à la suite d'initiatives de l'équipe dirigeante ou d'une lente transformation des relations de pouvoir ;

— excellente capacité de résistance à la guerre étrangère, à cause de la centralisation ;

— probabilité faible d'explosion violente des besoins de participation, par suite de la structure du parti communiste et du fonctionnement de l'économie, les seules éventualités à long terme étant

provoquées par les milieux scientifiques et techniques et peut-être l'armée ;

— capacité à contenir les besoins de liberté et de participation tant que l'égalité des chances est réelle et la croissance de la consommation suffisante. Si l'efficacité économique devait diminuer, la pression pour la décentralisation pourrait devenir très forte et entraîner une évolution progressive du système.

Rien dans ce diagnostic n'annonce l'affaiblissement progressif de l'appareil d'Etat annoncé par les prévisions marxistes. Tout tend à montrer, au contraire, que derrière les apparences subsistent les difficultés fondamentales de gestion des collectivités humaines.

En particulier, le conflit entre l'égalité et la liberté ou plutôt entre l'égalité d'une part, la liberté et la participation d'autre part, n'est pas résolu et, pour cette raison, une partie croissante des révolutionnaires tourne ses espoirs vers des modèles décentralisés de socialisme, modèles dont les communismes yougoslave et parfois chinois peuvent apparaître comme des incarnations et qui sont décrits de manière à la fois très diffuse et très différente selon les auteurs.

Ces modèles diffèrent du précédent sur un point essentiel : La propriété collective des moyens de production va de pair avec une décentralisation très poussée des décisions au niveau des unités élémentaires qui composent la collectivité et ces unités sont gérées avec une participation très développée.

L'espoir réel qu'offre le socialisme décentralisé est donc au départ la *participation* plus que la *liberté*. Au niveau des communes, des usines, des régions, des entreprises, il espère pouvoir instaurer des mécanismes permettant à chacun d'avoir une influence sur les décisions des organisations auxquelles il appartient. C'est aux groupes plus qu'aux individus qu'il accorde la liberté. A la limite ne sont laissées à l'initiative d'un individu que les décisions qu'il prend en dehors de toute collectivité... La participation à tous les niveaux pose d'ailleurs le problème de la cohérence puisque la propriété collective des moyens de production n'assure nullement que les objectifs des unités à tous les niveaux soient conformes à l'intérêt de la collectivité dans son ensemble. La limitation des décisions décentralisées à chaque niveau est donc l'une des questions essentielles dans de tels systèmes. Selon la réponse, la cohésion reste forte avec un parti politique unique assurant la prééminence de la superstructure gouvernementale sur les unités décentralisées ou l'ensemble peut être menacé par l'anarchie à cause des conflits de compétence entre des unités mal coordonnées, sauf si l'on réinvente une forme de régulation par la concurrence et les prix.

En matière d'*égalité*, les performances sont sans doute un peu moins bonnes que dans le socialisme bureaucratique puisque les groupes qui réussissent doivent, grâce à la décentralisation, s'assurer à leur profit un certain contrôle des ressources de la collectivité. Ainsi, la redistribution d'une aide gouvernementale entre des régions pour compenser des niveaux de développement différents peut se heurter à une résistance solide. De la même manière, des unités dont l'activité se traduit par d'importantes économies externes pour la collectivité — services de transports par exemple — peuvent abuser de leur situation pour extorquer aux autres unités des avantages inadmissibles.

L'organisation d'un modèle socialiste décentralisé implique ainsi des compromis multiples, instables, difficiles, dont l'impact sur l'*efficacité* est nécessairement ambigu. *A priori*, la décentralisation facilite l'esprit d'initiative, suscite la recherche de meilleures décisions, allège l'appareil central, diminue les coûts d'information, mais en sens inverse l'autogestion engendre de longues négociations au sein des unités, développe l'esprit de chapelle, crée des conflits entre unités de niveaux hiérarchiques ou de natures différentes. D'où une source de gaspillages sensibles, d'ailleurs probablement tolérables par des sociétés à haut niveau de vie.

L'*adaptabilité* de ces systèmes est incontestable. Le risque d'ossification est mince. Le danger de basculement direct vers la dictature est fortement diminué par l'étendue de la participation et de la décentralisation. Mais, l'éventualité d'une dissociation par incohérence des comportements semble réelle et peut, à travers des réactions brutales, mener à nouveau vers des formes de dictature.

Ainsi, le système auquel aspire la minorité la plus active de l'humanité promet une grande complexité et des équilibres délicats entre la participation décentralisée, la liberté individuelle et l'efficacité. On comprend que Michel Rocard ait répondu un jour à Edgar Faure, par légèreté ou par prudence : « Nous ferons la révolution et nous vous expliquerons ensuite comment cela marchera ». En tout cas, il n'y aura progrès que si les apôtres de ce système prennent lucidement conscience des difficultés de son fonctionnement, difficultés que n'éclipsera qu'un matin le romantisme révolutionnaire des gauchistes.

Les modèles de dictature et de monarchie absolue

Une partie importante de la population du globe ne connaît ni le modèle de la démocratie occidentale, ni les deux modèles de la démocratie populaire. Elle vit sous des régimes de dictature dont le nombre, malgré les optimistes prédisant périodiquement leur

disparition prochaine, reste sensiblement constant. La plupart de nos ancêtres ont aussi dans le passé connu une autre forme de régime, celui de la *monarchie absolue*. Bien que ces deux types de régimes soient unanimement critiqués en Occident, un examen de leurs modèles est donc indispensable.

Les partisans de la dictature lui reconnaissent deux avantages : l'efficacité et une absence d'inégalité que, selon eux, beaucoup de démocraties pourraient envier. Ses détracteurs insistent sur l'absence de participation et sur la limitation très forte de la décentralisation politique. Qu'en est-il exactement ?

La dictature est le plus souvent née avec le soutien de la majorité ou d'une forte minorité de la population, à un moment où de nombreux individus souhaitaient se décharger du fardeau de la *participation* ou n'éprouvaient aucun désir d'exercer des responsabilités collectives. Dans les démocraties occidentales, elles bénéficient de l'aide de la classe bourgeoise désireuse de combattre une baisse d'optimalité, de rétablir l'ordre et d'éviter une diminution trop forte des inégalités. Leur création suppose donc un affaiblissement des besoins de participation. Un second type, plus rare, de dictatures provient dans les démocraties populaires, comme nous l'avons vu, d'un basculement au sommet de la hiérarchie du parti communiste à un moment où le besoin de participation est déjà devenu presque inexistant. Un troisième type découle de la nécessité de construire un pouvoir central fort dans un pays en voie de développement menacé d'agitation permanente par les haines tribales, les difficultés économiques et les rivalités de clans.

La dictature s'appuie toujours sur un parti unique destiné à encadrer l'ensemble de la population et à assurer le minimum de participation sans lequel aucun système n'est viable. Mais cette participation politique est encore plus limitée que dans les partis communistes, car le pouvoir a été délégué par le peuple à un chef, Caudillo, Führer, Duce, Conducator, Père de la nation, qui a totale autorité sur le parti. En revanche, en dehors du parti et dans les dictatures nées des cendres des démocraties occidentales, la participation est plus forte que dans le socialisme bureaucratique car la décentralisation économique donne des pouvoirs aux capitalistes de la bourgeoisie et le maintien de la structure sociale assure la permanence de l'influence de certains milieux comme l'église et l'armée.

En effet, les dictatures, tout en éliminant presque toute *liberté* politique, tolèrent des niveaux extrêmement variables de décentralisation économique, allant de la planification totalement centralisée au maintien de la concurrence avec l'aide de l'Etat pour conserver le soutien d'une partie suffisante de la bourgeoisie.

Toutes les dictatures cherchent à diminuer le degré d'*inégalité* économique. Même les dictatures bourgeoises multiplient les mesures avantageuses aux défavorisés jusqu'au point toléré par la bourgeoisie, mesures qu'elles doivent à la fois aux idéaux propres du chef, aux possibilités que lui donne le pouvoir absolu et à une tentative de ralliement au régime des masses populaires. Cette action porte d'ailleurs plus sur des avantages sociaux (garantie d'emploi, conditions de travail, etc...) que sur la distribution des revenus elle-même, car la résistance serait trop forte dans ce dernier domaine.

Pour la *sécurité*, la réputation détestable des dictatures et des monarchies cache en fait une grande diversité :

— Si, à l'intérieur, la sécurité des personnes n'est jamais assurée, les mesures vont de l'arrestation de quelques centaines d'opposants aux camps de concentration immenses et au génocide des fours crématoires.

— En politique étrangère, il y a eu des dictatures pacifiques, tandis que d'autres ont vu leurs dirigeants, par besoin de sécurité ou de puissance ou pour compenser leurs échecs intérieurs, exacerber les sentiments nationalistes et provoquer régulièrement des guerres.

L'optimalité des dictatures est souvent au début des plus satisfaisante : absence de luttes politiques et de pertes de temps en négociations, existence d'un programme réaliste conçu au moment de la lutte pour le pouvoir (donc à une période de communication avec la population), stabilité du pouvoir et, pour les dictatures bourgeoises, degré élevé de décentralisation économique permettant de ne pas alourdir l'appareil de l'Etat. Certes, les effets pour la population en sont souvent amoindris par le poids des dépenses militaires, mais la résultante est suffisamment positive pour assurer le crédit du régime.

Pourtant, même dans cette période initiale, le risque est grand de décisions désastreuses à long terme, notamment dans le domaine de la politique extérieure, car l'individu isolé, agissant sans contrôle, est plus porté à des décisions extrêmes que les organes dirigeants d'un système à régulations complexes.

Puis, au fur et à mesure que le temps passe, cette belle optimalité s'envole : L'absence de participation rend difficile le renouvellement du programme ; aucun mécanisme ne permet la modification des équipes de commandement (en dehors des décisions du chef soumis lui-même à la sclérose du vieillissement) ; les dirigeants, assurés de leur avenir, se laissent aller à la paresse, au dilettantisme, à la corruption...

Et voilà le talon d'Achille des dictatures : leur faible *adaptabilité* à long terme. Stables à court terme, elles s'effondrent généralement à plus long terme à la suite de décisions hasardeuses en politique étrangère ou parce qu'aucun mécanisme n'assure par la participation la révision des objectifs et la circulation des élites dirigeantes. Les dirigeants vieillissent, perdent leur pouvoir créateur. Le chef ne sait comment transmettre le pouvoir, lui-même l'ayant obtenu à titre personnel et aucune règle n'existant pour le passage à un nouveau leader. Très dangereux et souvent mortels, les changements de génération donnent naissance, au milieu de crises violentes, soit à une démocratie populaire, soit à une démocratie occidentale, soit à une nouvelle dictature...

Pratiquement disparue maintenant, la monarchie absolue résistait beaucoup mieux à la sclérose que la dictature, bien qu'elle lui soit assez semblable, et cela pour trois raisons essentielles : Elle avait résolu le problème du passage de générations par un procédé automatique de désignation du successeur (dans une période où l'évolution était plus lente, le mécontentement se cristallisait en fin de règne sur les espoirs du règne futur) ; ensuite, elle maintenait les privilèges (donc la décentralisation) pour un grand nombre de corps intermédiaires et limitait de fait au minimum ses interventions ; enfin, elle s'appuyait sur des croyances religieuses, le roi tenant son pouvoir de Dieu. Néanmoins, l'absence de participation pour les groupes sociaux nouveaux a fait s'effondrer l'adaptabilité de la plupart des monarchies lorsque l'industrialisation a renforcé la bourgeoisie et l'a lancée à l'assaut du pouvoir.

Mythes et réalités

Où mène cet examen, à travers le filtre des finalités, des trois modèles principaux de systèmes politiques ? A trois types de conclusions :

— Les dogmes, au nom desquels les tenants ou les adversaires d'un système politique le jugent, ne sont même pas des caricatures acceptables de la réalité. Comment pourrait se construire et se mettre en pratique un art politique si les individus qui jouent un rôle essentiel dans le fonctionnement des collectivités sont incapables de se référer à des modèles satisfaisants ?

— L'examen critique des systèmes sociaux peut se faire à partir des mêmes points de vue quels que soient ces systèmes. A un certain niveau de généralisation, les lois qui gouvernent leur évolution sont identiques. Aucun système n'a tous les avantages qu'il prétend avoir, ni tous les inconvénients que lui prêtent ses ennemis. Chacun a au moins le niveau minimum d'avantages qui a permis

son apparition. En revanche, les systèmes vieillissent différemment et se distinguent beaucoup sur le plan de l'adaptabilité. Cet aspect presque totalement absent des dogmes populaires apparaît même à l'analyse comme le plus fondamental.

— Enfin, nous pressentons que l'adaptabilité d'un système peut lui permettre de survivre sous un ensemble de contraintes modérées tout en engendrant des contradictions insurmontables lorsqu'augmentent brusquement l'ampleur et la rapidité des changements de l'environnement.

Ainsi, en face des défis qui s'approchent, la réponse à la question de ce livre n'est pas triviale. Une amélioration fondamentale du fonctionnement des systèmes politiques est une nécessité, mais les moyens n'en figurent pas dans les pamphlets, les manifestes ou les traités des doctrinaires de la politique. Un nouvel art politique ne peut avoir pour base qu'une compréhension plus profonde des systèmes sociaux. Pour l'acquérir, il faut un guide. Le meilleur, sans doute, est la théorie générale des systèmes.

CHAPITRE IV

LA NOTION DE SYSTÈME

> C'est un caractère des sociétés comme des êtres vivants de croître à la fois en taille et en structure. Comme un animal inférieur, l'embryon d'un animal supérieur a peu de parties distinctes ; mais lorsqu'il acquiert une plus grande masse, ses parties se multiplient et se différencient. Il en est ainsi d'une société. Au départ, les différences entre ses groupes sont négligeables en nombre ou en degré ; mais quand la population augmente, les divisions et les subdivisions deviennent plus nombreuses et plus tranchées.
>
> H. Spencer
> The principles of sociology.

Comme un fruit qui mûrirait en même temps sous tous les climats, la notion de système a été progressivement dégagée, au cours des trois dernières décennies, par les branches les plus variées de la science et de la technique : la biologie, notamment la biologie moléculaire et génétique, la physiologie générale et la neurophysiologie, la science économique et la recherche opérationnelle, la sociologie, la technique des télécommunications, l'informatique, ... Explosion luxuriante, se manifestant comme pour toutes les révolutions intellectuelles, par une variété déconcertante du vocabulaire, par la coexistence de développements lyriques sur des notions floues et d'exposés mathématiques précis sur des concepts étroits, par l'absence d'ouvrages de synthèse jointe à la profusion de textes sur des sujets particuliers... Explosion qui amène pourtant à la surface un ensemble de concepts homogènes à l'aide desquels de nombreux chapitres de la science sont en train d'être réinterprétés.

Cette explosion est belle, mais notre objet principal n'est pas de la regarder en esthète. Pour nous, l'émotion intellectuelle qu'elle suscite, la sensation violente qu'elle procure d'une compréhension progressive de l'univers, vient de *la lente montée qui permet, marche après marche, avec étonnement mais sans mystère, de passer des*

systèmes les plus simples aux propriétés pauvres aux systèmes les plus complexes qui, dans leur richesse et leur diversité, peuvent apprendre, s'organiser et interférer. Ainsi, au travers d'innovations successives, un lien s'établit entre le système-gaz avec sa population de molécules et le système-collectivité humaine avec son tissu dense d'individus et d'organisations. *Il devient alors possible de concevoir la maîtrise de l'aventure humaine comme le contrôle de nombreux systèmes interconnectés,* de l'individu à la nation. Les systèmes du destin de l'humanité.

Mais, *qu'est-ce donc qu'un système ?* Tout simplement, un ensemble d'éléments liés par un ensemble de relations. De telle sorte que toute modification d'un élément va entraîner une modification de certains autres. Rien de plus facile que de trouver des exemples : un gaz, une cellule, un ordinateur, un dinosaure, le foie, un homme, une entreprise, une agglomération urbaine, un pays, le « système nerveux », l'économie nationale.

Pour caractériser un système particulier, il faut naturellement être capable de dire quels éléments et quelles relations font ou ne font pas partie d'un système. Il y a souvent des possibilités de choix dans la fixation des limites. Est-ce qu'appartiennent au système « pays » tous ceux qui vivent sur son sol ou tous ceux qui ont sa nationalité quel que soit le lieu de leur résidence ? Comment déterminer les frontières d'un système urbain sur le triple plan du tracé géographique, de la population concernée et des biens et des services économiques considérés ? La plupart du temps, un système est défini et souvent arbitrairement, comme une partie découpée dans l'univers et, en choisissant le découpage, on définit à la fois le système et le reste de l'univers, cet *environnement* dont les interactions avec le système seront l'un des sujets de la réflexion.

Mais, dira-t-on, l'étude des systèmes n'est pas une nouveauté. Elle est née avec le mouvement scientifique. Remarque exacte. Toutefois, pendant de nombreuses années, les chercheurs se sont essentiellement intéressés aux *petits systèmes* de quelques éléments et quelques relations (ils abondent en physique et en chimie : réseaux de l'électricité, solides en mouvement de la mécanique, réactions de la chimie minérale, ...) et aux *systèmes complexes faiblement organisés* où les éléments sont nombreux mais identiques et les liaisons simples (le meilleur exemple est celui des populations de molécules dans les gaz). C'est avec l'avènement des sciences biologiques et sociales qu'a sonné l'heure des *systèmes complexes organisés* mettant en jeu de nombreux éléments distincts et de multiples relations. C'est avec ces sciences qu'est apparu progressivement l'ordonnancement des systèmes du simple au complexe qui va ponctuer les étapes de ce chapitre.

Trois mots de vocabulaire encore :

● L'usage veut que l'on appelle *variété* le nombre d'états possibles d'un système. Par exemple, pour le système — jeu d'échecs, un état correspond à une disposition des pièces sur l'échiquier. Il est possible si, à partir de la disposition initiale des pièces et compte tenu des règles du jeu, il existe au moins une succession de coups permettant d'y aboutir. La variété est le nombre des états qui sont ainsi permis. Elle mesure en quelque sorte la « liberté » dont dispose le système.

● En étudiant un système, on l'examine toujours du point de vue de la *statique* ou du point de vue de la *dynamique*. Tandis que la statique se demande si, pour un environnement donné et invariant, il existe des états d'équilibre du système — états qui peuvent être instables, localement stables ou stables pour tout un domaine de l'environnement — la dynamique s'intéresse au contraire à l'évolution du système dans le temps, sous l'influence de l'environnement ou de ses propres éléments. Naturellement, pour tous les systèmes complexes, c'est l'étude de la dynamique qui est la plus riche d'enseignements. A quoi sert la connaissance des états d'équilibre à qui ignore la possibilité de les atteindre à partir d'une situation initiale ?

Il est temps maintenant d'aborder notre itinéraire — j'allais dire notre pèlerinage : Au départ, l'analyse des systèmes les plus simples, *les systèmes à états ;* puis l'étude de la manière dont ils peuvent être *commandés* de l'extérieur par un contrôleur humain. En supposant ensuite que cette commande est interne au système, nous introduirons les *systèmes à buts*. Des niveaux supplémentaires conduiront alors aux *systèmes à apprentissage* et aux *systèmes à auto-organisation* et enfin à ces systèmes complexes auxquels, dans un cadre précis et sans référence à l'acception courante, seront donnés les noms de *jeux*, d'*organisations* et de *sociétés*.

Une longue marche en quelques pages.

Les systèmes à états

Du pendule à la pile électrique, de la règle à calcul au téléscope, la plupart des systèmes physiques et chimiques, presque toutes les machines construites par l'homme, sont des *systèmes à états*.

Pour les définir, deux notions suffisent : celles d'entrées et de sorties, car les systèmes à états sont tout simplement des *systèmes qui transforment une succession d'entrées en une succession de sorties*.

Entrées et sorties d'un système

Ces termes ne désignent rien d'autre que les échanges d'un système avec son environnement. Ainsi, une agglomération urbaine subit, par le phénomène des migrations alternantes, une entrée de population active le matin, une sortie le soir ; un ordinateur « entre » des données à partir de bandes magnétiques, de cartes perforées, de claviers de machines à écrire, et en ressort sur un écran de télévision, sur du papier imprimé, des cartes perforées, etc... ; un homme reçoit de l'information par ses organes des sens (entrée), absorbe de l'air (entrée), donne un renseignement à un passant (sortie), rejette du gaz carbonique par sa respiration (sortie), etc... Le couplage des systèmes est une conséquence directe de l'existence d'entrées et de sorties : Prenez deux systèmes par exemple. Pour que le premier influence le comportement du second sans réaction en retour, il faut, et sans réciprocité, que l'une des entrées du second soit fonction de l'état de l'une des sorties du premier. Mais, rien n'empêche aussi de brancher des entrées du premier sur des sorties du second. Les deux systèmes apparaissent alors comme des *sous-systèmes* d'un système plus vaste. En sens inverse, presque tout système peut être décomposé en sous-systèmes plus simples.

C'est en termes de sous-systèmes que Pascal écrirait de nos jours ses pages sur les deux infinis. Il verrait dans le système « homme » des sous-systèmes fonctionnels comme le système digestif, le système nerveux... Il décomposerait le système digestif en sous-systèmes qui sont des organes comme l'estomac, le foie, etc... A des niveaux de moins en moins importants, la décomposition ferait apparaître les tissus, les cellules, les noyaux, les chromosomes, les molécules, etc...

Transformateurs d'entrées en sorties, les systèmes à états font partie de notre vie courante. C'est à eux que pensait Georges Duhamel quand il décrivait les abattoirs de Chicago qui recevaient des cochons vivants et restituaient des quartiers de porc. Mais, on peut trouver des illustrations plus simples où entrées et sorties s'isolent plus facilement :

— Un circuit électrique avec une lampe dans un appartement est un système à deux entrées (l'arrivée du courant en provenance du secteur et la position de l'interrupteur) et à une sortie avec deux états : lampe allumée ou éteinte. Pour que la lampe soit allumée, il faut que les deux entrées soient dans l'état où le courant passe.

— Une entreprise subit les influences du marché et de la concurrence (première entrée). Son directeur général, que l'on ne suppose pas faire partie du système, détermine la deuxième entrée sous forme

des quantités à produire et des prix de vente. Il en résulte un bénéfice, qui est la sortie du système.

Bien qu'ils jouent un rôle essentiel dans les phénomènes physico-chimiques, les systèmes à états sont des systèmes très pauvres. *Et pourtant, pour qui sait les regarder, ils aident à découvrir d'importants aspects de la réalité...* En particulier, leur évolution permet de progresser sur la voie de la compréhension de la dynamique des *systèmes politiques.*

C'est pourquoi les deux paragraphes qui suivent sont des pierres utiles de l'édifice qui se construit. Ils reposent sur la distinction, presque évidente sur la base du vocabulaire courant, en systèmes autonomes et non autonomes, un système étant autonome vis-à-vis de son environnement lorsque ses entrées sont indépendantes du temps (1).

Dynamique des systèmes autonomes

La sélection par un système autonome de sa trajectoire future, compte tenu des valeurs des entrées et des relations qui unissent les éléments du système est le phénomène de *régulation libre de ce système.* Cette régulation a une propriété importante : Si l'on considère, au départ, toutes les conditions initiales possibles, il leur correspond une certaine variété du système. La régulation libre est telle qu'au fur et à mesure de l'évolution, la variété diminue. En d'autres termes, le nombre d'états possibles correspondant à l'ensemble des conditions initiales décroît. *La situation finale est une situation de variété minimale.*

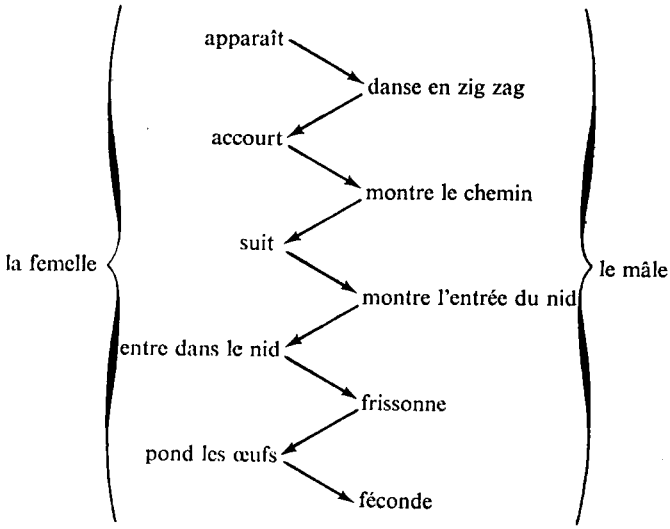
Voici quelques exemples qui feront mieux comprendre la signification de ce résultat général et tout d'abord un exemple emprunté par Ashby à l'éthologie : « Le mâle et la femelle de l'épinoche forment avec certains éléments de leur milieu un système dynamique déterminé (2). Tinbergen (dans son étude de l'instinct) décrit les états du système de la manière suivante : « Chaque réaction du mâle ou de la femelle est liée à l'action immédiatement précédente du partenaire. Chaque flèche (dans le diagramme ci-dessous) représente une relation causale démontrée par des tests muets. La première réaction du mâle, une danse en zig-zag, répond à un stimulus visuel provenant de la femelle, stimulus où les éléments abdomen gonflé, mouvements de la femelle, jouent un rôle important. La femelle répond à la couleur rouge du mâle et à

---

(1) C'est le cas, par exemple, d'un solide en mouvement soumis à la pesanteur.

(2) Un système est déterminé si, étant dans un état défini à un certain instant, il occupe un autre état et un seul à l'instant suivant. Un obus dans l'atmosphère, par vent régulier et connu, est un système déterminé.

sa danse en zig-zag en nageant droit sur lui. A ce mouvement, le mâle se retourne et fonce vers le nid, ce qui pousse la femelle à le suivre. Le mâle passe alors sa tête par l'ouverture du nid... C'est alors chez le mâle une réaction de frisson. La femelle pond des œufs. La présence des œufs dans le nid amène le mâle à les féconder. » Tinbergen résume la succession des états de la manière suivante qui est une trajectoire ([3]). »



Cet exemple illustre la forme que prend la décroissance de la variété pour les *systèmes déterminés où n'apparaissent pas à chaque étape des états nouveaux inconnus.* Au bout d'un temps plus ou moins long, le système atteint un état d'équilibre (comme l'état « œufs pondus et fécondés » du système précédent) ou un cycle-limite, c'est-à-dire un ensemble d'états que le système parcourt indéfiniment en oscillant. Ainsi, l'économiste Maurice Allais ([4]) a proposé une théorie monétaire où le système économique, quel que soit son état de départ, tend vers un cycle avec fluctuations des prix, du crédit, de l'activité économique et de la quantité de monnaie désirée par les individus...

L'allure de l'évolution n'est plus la même lorsque le système, tout en restant *déterminé*, est susceptible de prendre *à chaque étape des états nouveaux inconnus auparavant.* Un exemple ? Une

---

([3]) W. R. Ashby, Introduction à la cybernétique. Dunod, Paris, 1956.
([4]) Maurice Allais, Explication des cycles économiques par un modèle non linéaire à régulation retardée. CNRS, Paris, 1956.

population qui se reproduit à taux constant et dont la taille, par conséquent, croît exponentiellement sans naturellement jamais atteindre ni niveau d'équilibre, ni cycle-limite. Il est évident que de tels systèmes n'existent pas dans la nature. Mais, nombreux sont ceux qui se comportent *pratiquement* ainsi dans certains domaines et peuvent, par conséquent, dans ces domaines, être représentés par des modèles mathématiques permettant des croissances à l'infini.

Qu'en est-il enfin pour les *systèmes non déterminés*, où chaque état peut être suivi de plusieurs autres états ? Comme par exemple le système constitué par deux joueurs de cartes jouant à la bataille avec deux jeux parfaitement brassés. L'issue de chaque coup y est incertaine, mais au bout d'un temps plus ou moins long, l'un des joueurs aura toutes les cartes. Chaque joueur a une chance sur deux d'être ce gagnant. Traduisons : Un tel système a deux états d'équilibre dont la probabilité d'apparition est 1/2. Mais, si l'as étant la carte la plus forte, tous les as étaient initialement dans une seule main, le système évoluerait vers un seul état d'équilibre prévisible dès l'origine. Plus généralement, un système de cette nature peut évoluer soit vers un état d'équilibre analogue à celui des systèmes déterminés (as dans une seule main), soit vers l'un ou l'autre de plusieurs états distincts dont on ne connaît initialement que la probabilité (as répartis équitablement), soit vers une ou plusieurs classes d'états finals. Lorsque ce système entre dans une telle classe, il en est prisonnier et ne peut plus que passer aléatoirement d'un état à l'autre de la classe. Comme pour le poisson aux mouvements aléatoires, qui, en nageant, entre dans une nasse, la variété minimale est alors le nombre de positions du poisson dans la nasse.

La vie politique connaît des situations de ce genre. Si, dans un pays avec trois ou quatre partis et un mode de scrutin quelconque, on introduit brusquement (comme en Belgique aux alentours du début du siècle) le scrutin uninominal à un tour, le système tend progressivement vers une alternance au pouvoir de deux partis dominants, ce qui correspond à une classe de deux états finals possibles avec passage aléatoire de l'un à l'autre...

Dynamique des systèmes non autonomes

Lorsqu'un système déterminé n'est pas autonome, on ne peut plus affirmer que sa variété croîtra ou décroîtra au cours de son évolution, mais on peut connaître, *quelle que soit sa nature*, sa variété maximum possible sous l'influence de l'environnement.

Par un raisonnement simple. Prenons comme système, le système électoral uninominal à un tour de la Grande-Bretagne. Un état

initial du système correspond à un découpage particulier en circonscriptions. Deux partis, toujours les mêmes, se présentent dans toutes les circonscriptions. L'environnement n'est autre que l'opinion publique dont l'état se traduit par un ordre de préférence entre les deux partis pour chaque citoyen. La sortie du système est alors représentée par les résultats des élections dans l'ensemble des circonscriptions.

Lors d'une élection, si n est le nombre des citoyens, l'environnement sera susceptible d'occuper, compte tenu de tous les choix individuels possibles, a états différents ($a = 2^n$). a est la variété de l'environnement. Le système de son côté peut connaître b états d'entrée distincts correspondant à des découpages différents des circonscriptions. b est la variété propre du système. Au total, ab combinaisons sont possibles. Comme le système est déterminé, le nombre *maximum* de sorties possibles différentes est aussi égal à ab. Si, selon l'usage, les variétés sont mesurées non par les nombres d'états possibles, mais par les logarithmes de ces nombres, la conclusion s'énonce simplement :

La variété du système sous l'influence de l'environnement ne peut excéder la somme de la variété de l'environnement et de la variété propre du système.

Comme il s'agit d'une limite, la variété effective peut être beaucoup plus faible. Ainsi, si l'on fixe le découpage du pays en p circonscriptions ($b = 1$) et si l'on ne s'intéresse qu'à la couleur politique du parti vainqueur dans chaque circonscription, le nombre de résultats électoraux possibles est 2^p, nombre largement inférieur à $ab = 2^n$.

A cet instant précis, où le lecteur a l'impression que la pensée s'égare dans des abstractions lointaines, est en train d'apparaître l'une des notions les plus fécondes de la pensée scientifique moderne, la notion d'information qui est au cœur du fonctionnement du système politique.

Car, nous pouvons avoir recours à deux langages pour interpréter ce qui précède :

Premier langage : Nous pouvons dire que la sortie du système est *fonction* de son état d'entrée et de l'état de l'environnement. L'existence, dans la nature, de telles fonctions est fondamentale puisque c'est cette existence qui permet de dégager des lois, de faire des prévisions, de construire des machines, d'agir sur les collectivités humaines. En l'absence de telles fonctions, rien ne pourrait être dit du monde réel ou fait pour agir sur lui. La science et la technique se construisent en utilisant ces fonctions, en en tirant parti pour obtenir un résultat souhaitable.

Deuxième langage : Quel que soit le système, nous pouvons l'interpréter comme transmettant de *l'information* sur l'état de l'environnement, car on peut déduire des sorties des renseignements sur l'environnement :

● Si l'état d'entrée du système est invariant et s'il y a autant de sorties possibles que d'états de l'environnement, on peut faire correspondre à chaque état de l'environnement une sortie et une seule. Le système a codé sous forme d'une sortie l'état de l'environnement. Qui connaît la correspondance peut, en sens inverse, décoder et obtenir l'état de l'environnement à partir du message (la sortie).

● Si l'état d'entrée du système restant invariant, il y a moins de sorties possibles que d'états de l'environnement, une partie de l'information est perdue, car à chaque sortie ne correspond pas un seul état de l'environnement, mais un ensemble d'états. Le système ne peut pas restituer l'information en une seule fois. Mais, il peut le faire en plusieurs étapes si *l'on change chaque fois les correspondances entre états de l'environnement et états de sortie*. Interprétons : A chaque étape, la variété maximum, c'est-à-dire *l'information maximum transmise par le système*, est au plus égale à la variété de ses sorties.

La vie politique offre tous les jours des exemples de cette analyse :

Ainsi, si l'on considère le système des journaux, dont l'environnement est constitué par les individus d'un pays, les dirigeants politiques vont connaître les attitudes de ces individus (l'état de l'environnement) à travers les publications de la presse (les sorties), mais ces sorties dépendent aussi des options politiques des directeurs de journaux (l'état initial du système). Si ces options restreignent la variété des sorties, c'est-à-dire celle des informations publiées, les dirigeants n'auront qu'une information appauvrie sur l'opinion publique. Au contraire, les directeurs de journaux peuvent accroître la variété des sorties et donner l'impression d'une opinion publique empreinte tout d'un coup de morosité ou de mécontentement alors que ce sont les journalistes qui s'ennuient. Rappelez-vous... Le ministère Chaban-Delmas.

Si le système est un pays soumis à une dictature et l'environnement l'ensemble des autres pays, les dirigeants peuvent utiliser les entrées qu'ils contrôlent (propagande interne et restrictions à l'information en provenance de l'étranger) pour contrecarrer les informations diffusées par l'extérieur (l'état de l'environnement) et maintenir dans d'étroites limites l'information résultante de leurs nationaux (les sorties).

La notion d'information (ou de variété) est d'autant plus pertinente qu'elle s'étend sans difficulté aux *systèmes aléatoires.*

Imaginons que notre système, au lieu d'être un mode de scrutin, soit maintenant un procédé d'enquête par sondage, l'environnement étant un citoyen particulier.

Première étape : Un référendum vient d'avoir lieu. Nous ignorons comment a voté ce citoyen, mais il a pu voter oui ou non, donc être dans deux états possibles. Toutefois, nous savons qu'au référendum, la fraction p des citoyens a voté oui et la fraction 1 — p non. En l'absence d'autre information, il est naturel d'admettre que notre bonhomme a voté oui avec la probabilité p et non avec la probabilité 1 — p. Plus p est voisin de 1/2 et *moins nous avons d'information sur l'état du citoyen.* Au contraire, si p est égal à 0 ou 1, nous pouvons affirmer avec certitude quel a été son vote. L'incertitude est minimum et l'information sur le système maximum. Et c'est à ce stade qu'intervient le mathématicien Shannon pour nous proposer de repérer la quantité d'information dont nous disposons sur le système par une fonction I(p), maximum pour p = 0 ou 1, minimum pour p = 1/2, *ce minimum étant précisément égal à la variété (repérée par le logarithme) du système déterminé ayant le même nombre d'états possibles.*

Deuxième étape : Introduisons maintenant le procédé d'enquêtes par sondage. Il permet de déterminer, grâce à la connaissance des votes d'un échantillon représentatif de citoyens aux caractéristiques connues (le sexe, l'âge, le type d'habitat, la catégorie socio-professionnelle), de nouvelles probabilités p′ et 1 — p′ pour que notre citoyen, compte tenu de ses caractéristiques personnelles, ait voté oui ou non. Une fois le sondage effectué, l'information sur le citoyen devient supérieure ou au pire égale à celle que nous avions auparavant et est d'autant plus grande que la taille de l'échantillon est plus élevée. En d'autres termes, la taille de l'échantillon définit la *quantité d'information* que peut transmettre le système aléatoire de sondage, ce qui est l'équivalent de la variété pour les systèmes déterminés.

Si nous voulons améliorer la transmission de l'information, c'est-à-dire notre connaissance du vote, libre à nous d'avoir recours à *un système ayant une plus grande capacité de transmission* (échantillon plus grand) ou d'utiliser plusieurs fois le procédé de sondage, *en augmentant la durée de la transmission de l'information* (une vague de sondages).

Cette théorie de l'information a été la contribution essentielle que l'étude des télécommunications a apportée à l'analyse des systèmes. Grâce à elle, les liaisons entre les entrées et les sorties des

systèmes à états que la science interprétait dans le langage traditionnel des fonctions, se traduisent dans les termes tout nouveaux d'acquisition, de transmission et de perte d'information.

Un autre regard

Sous cet éclairage, nos bonnes vieilles machines ont un aspect inattendu.

● Certaines de leurs propriétés habituelles — qu'il s'agisse d'équilibre, de stabilité, de cycles limites — sont des propriétés générales des systèmes à états et du même coup ont une signification pour des systèmes du domaine des sciences humaines.

● Leurs évolutions peuvent s'exprimer en termes de gain, de perte et de transmission d'information.

● Elles nous aident à découvrir progressivement l'extrême généralité de la théorie des systèmes puisque des exemples ont pu être empruntés à la mécanique, à l'hydraulique, à l'électricité, à la science économique, à l'éthologie, aux télécommunications, aux jeux de cartes, à la science politique, aux techniques d'enquêtes par sondage...

Après ce petit pas, un autre petit pas.

La commande par l'homme des systèmes à états

Mettons tout simplement à côté d'un système à état, un contrôleur qui s'efforcera de le diriger en influençant ses entrées : Un officier de conduite de tir auprès d'une batterie antiaérienne de la deuxième guerre mondiale, un directeur général à la barre d'une entreprise, un Président de la République ou un petit père du peuple à la tête d'une nation.

Immédiatement, les questions viennent en foule : Quels sont les objectifs de ce contrôleur ? De quelle information dispose-t-il ? Comment calcule-t-il ses décisions ? Quelle est la nature de son contrôle ? et enfin, l'interrogation essentielle : Est-il capable de contraindre le système à réaliser ses objectifs ? Dans les réponses à ces questions se trouvent les bases de la compréhension des systèmes complexes.

Les objectifs du contrôleur

Pour l'officier de conduite de tir, le but est clair : abattre les avions ennemis, c'est-à-dire atteindre une cible ou encore, en jargon mathématique, « faire que des obus éclatent dans une sphère de rayon donné ayant pour centre un avion ennemi à cet instant ». Déjà, pour le directeur général, il n'y a pas « coups au but » et

« coups ratés » mais performance plus ou moins bonne et s'il cherche à rendre maximum le profit de l'entreprise ou une combinaison du profit et du taux de croissance, il le fait en tenant compte d'un certain nombre de contraintes : ne pas dépasser un taux d'endettement-limite, conserver la part du marché acquise, assurer une satisfaction minimum du personnel, ... Avec le « petit père du peuple » émergent des objectifs encore plus complexes, mélange des finalités du chapitre II et de son propre désir de rester au pouvoir, de ne pas être assassiné, de laisser une image à la postérité...

Situations très diverses, mais qui s'interprètent toutes de la même manière : Le contrôleur est capable de classer par ordre de préférence tout ou partie des états de sortie possibles du système ; il possède des *critères d'évaluation.* Mais ne nous y trompons pas : La structure de ces préférences peut être fort variable. A un extrême, la cohérence peut être si forte que tout se passe comme si le contrôleur associait à chaque sortie une valeur et s'efforçait d'agir pour la rendre maximum. A l'autre extrême, le contrôleur ne sait que classer les sorties suivant un certain nombre de points de vue sans être capable de pondérer ses différents jugements. Il retient comme *admissibles* les sorties telles qu'il n'y en ait pas de meilleures sur tous les plans, et choisit entre ces sorties admissibles la première de la liste ou celle qui résulte d'un tirage au sort ou celle dont la plus mauvaise note est la moins basse, etc...

Rien d'étonnant donc à ce que, dans les dix dernières années, l'axiomatique des critères d'évaluation ait été l'un des grands domaines de recherche des économistes.

L'information du contrôleur

Mais — et ce sera la deuxième question — *quelle information* utilise le contrôleur pour agir ? Que contiennent les rapports soumis au « petit père du peuple » ? Qu'y a-t-il dans le tableau de bord du directeur ? De quelles données dispose l'officier de conduite de tir ?

Tous trois ont le choix :

Réagir à la menace avant même de constater une détérioration des variables de sortie. Mais ils ont besoin pour cela de posséder sur l'environnement une information directe nécessaire à la *régulation anticipée* du système (l'officier repère la position et la vitesse des avions ennemis, le directeur général se renseigne sur le volume du marché, les prix qui y règnent, la position des concurrents).

Corriger leurs décisions au vu des effets des décisions précédendes. Il leur suffit pour cela d'être informés sur les sorties du système. L'officier de conduite de tir se renseigne sur l'écart en distance et en

direction entre la cible et le point moyen d'éclatement de la salve précédente. Le directeur général analyse ses comptes. Le « petit père du peuple » qui ne croit probablement pas aux sondages a, du moins, les rapports de ses indicateurs de police, sur les réactions de la population. Dans cette *régulation par erreur*, apparaît pour la première fois, cette *boucle de réaction* décision-effet-décision qui est, sans exagération, la pierre sur laquelle est bâtie la cathédrale du monde.

Attendre enfin d'être alertés par l'arrivée d'une information « anormale » sur l'état des entrées du système. Dormir d'un œil comme le chat...

La *troisième question* s'introduit alors logiquement : Comment le contrôleur détermine-t-il ses décisions de commande grâce aux informations dont il dispose et compte tenu de ses critères d'évaluation ?

Le calcul des décisions du contrôleur

Naturellement, la décision ne doit pas dépendre que des dernières observations, mais de toute l'histoire *des observations et des décisions passées.* Explicitement ou implicitement, le contrôleur établit donc une relation entre la décision actuelle et toutes les informations présentes et passées. Il définit un *modèle de commande.*

Modèle formalisé de l'artilleur antiaérien qui suppose un mouvement rectiligne et uniforme des avions ennemis et calcule en conséquence angle de tir des pièces et instant d'éclatement des obus. Modèle semi formalisé de l'entreprise où le profit est tant bien que mal relié aux caractéristiques du marché et de l'entreprise. Modèle implicite du ministre qui, devant les articles de presse, les réactions des députés, les projets de son administration, le climat de sa circonscription électorale, a l'intuition qu'une décision est nécessaire pour ne pas mécontenter telle fraction de la population...

La nature de la commande du contrôleur

« Va... et il va » dit l'Evangile, mais il en est rarement ainsi dans le domaine des systèmes. Certes, il existe des contrôles déterministes où système et environnement sont déterminés, informations transmises sans erreurs et décisions du contrôleur strictement suivies par le système. Pourtant, le plus souvent, des événements incertains interviennent à toutes les phases. Au mieux, lorsque leurs distributions de probabilités sont connues, le *contrôle est aléatoire :* Au vent irrégulier, qui influence la trajectoire des obus, s'ajoutent les variations dans les caractéristiques de la poudre, les erreurs de mesure de la vitesse des avions ennemis, les petits décalages entre les angles de tir affichés et les angles de tir réels. Dès lors,

le contrôleur ne peut plus associer à une décision une succession unique de conséquences. Seulement, une distribution de probabilités de résultats. Et tout le problème du choix des critères d'évaluation se repose à nouveau. Faut-il adopter la décision qui assure le moins mauvais résultat ? Choisir celle qui est la meilleure en moyenne sur une longue série ? Retenir celle qui rend maximum une valeur pondérée de la moyenne et de l'écart autour de cette moyenne ? Autant de possibilités dont les économistes ont dû étudier la signification et la validité.

Souvent, il n'existe même pas de distributions de probabilités connues. Ainsi, le touriste imprudent qui conduit une automobile dans un pays où il n'y a pas de signalisation et dont il n'a pas la carte, fait à ses dépens lorsqu'il rencontre des bifurcations, l'expérience de ce qu'est un *contrôle imparfait*. Libre à lui de se donner subjectivement, les probabilités des villes auxquelles conduisent chacune des routes... mais il a sans doute bien peu d'information pour le faire.

Toutefois, s'il a la chance de revenir plusieurs fois dans le pays, il aura recours au *contrôle par apprentissage*. Dans ce cas, le contrôleur part d'un contrôle imparfait, mais enregistre dans une mémoire toutes les situations, au fur et à mesure de leur apparition (états de l'environnement et du système, décisions prises, etc...) et il utilise cette information pour améliorer à chaque étape la connaissance des distributions de probabilité et par conséquent, modifier le modèle de commande.

Oublions maintenant provisoirement les contrôles aléatoires, parfait ou par apprentissage. Revenons au cas le plus simple du contrôle déterministe. Le système obéit aux ordres. Soit. Mais cela ne suffit pas pour qu'il atteigne la cible. D'où la cinquième question, la plus fondamentale de toute la théorie du contrôle : *Est-ce que le contrôleur est capable de commander le système ?* Dans quelles conditions l'amènera-t-il sur la cible ? Quelle est l'étendue de la contrôlabilité du système ?

La capacité du contrôleur à commander le système

Que cette question mène au cœur de problèmes politiques majeurs est sans doute maintenant une évidence :

Le gouvernement issu de la révolution de février 1917 avait-il la possibilité, avec les moyens à sa disposition, de faire de la Russie une démocratie bourgeoise (la cible) en évitant la révolution d'octobre ?

Le gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing pouvait-il, en juin 1974, se donner comme objectif d'arrêter l'inflation avant la fin de 1975, en agissant seulement sur le crédit, le déficit budgétaire et les impôts ?

La théorie des systèmes facilite la compréhension de tels problèmes en les posant de manière précise : Gardons l'exemple récent de l'économie française comme illustration, en supposant — ce qui n'est évidemment pas tout à fait le cas — que ce système est déterminé.

Dire que l'économie française est déterminée revient à admettre qu'il existe des *lois* (E) qui décrivent l'évolution de ce système en fonction de son état (le volume de la masse monétaire, le niveau des prix et son taux de variation, la propension à épargner, etc...) et des décisions prises par le gouvernement.

Quant à ces décisions (taux des réserves obligatoires des banques, niveau des dépenses publiques, taux d'imposition sur le revenu, etc...) elles ne peuvent être quelconques. Seules sont admissibles certaines valeurs situées à l'intérieur d'une *zone de contrôle* (C). Par exemple, le gouvernement peut juger impossible de réduire de plus de 10 % le niveau des dépenses publiques, car s'il allait au-delà, il lui faudrait licencier des fonctionnaires... Impossible aussi de modifier totalement les décisions d'un mois à l'autre, car les effets sur l'économie seraient trop brutaux. En d'autres termes, seule une certaine *classe* (Z) de relations entre les décisions du gouvernement et le temps peut être acceptée.

Au moment où Valéry Giscard d'Estaing est élu Président de la République, l'économie française est dans un état connu décrit par toute une batterie d'indicateurs économiques. Ce sont les *conditions initiales* (I).

Atteindre la cible consiste pour le gouvernement à réduire le taux de hausse des prix à moins de 5 % par an, par exemple, avant une date t_F donnée, en l'occurrence la fin de 1975. Mais, simultanément, il se propose de le faire en réalisant l'objectif (O) de minimiser le nombre total d'heures de travail perdues par chômage sur cette période.

Tout le problème du contrôle optimal s'énonce alors en quelques phrases : Etant données les lois (E) *qui régissent l'évolution du système, la zone de contrôle* (C), *la classe des contrôles possibles* (Z), *les conditions initiales* (I) :

— *Existe-t-il une manière de choisir le contrôle (les décisions du gouvernement en fonction du temps) qui amène le système dans la cible, c'est-à-dire à un taux d'inflation faible avant la date* t_F ?

— *S'il existe des contrôles possibles, y a-t-il parmi eux un contrôle qui rende minimum le chômage (l'objectif* (O)*) ? Comment le déterminer ?*

A chaque date d'arrivée du système sur la cible (octobre, novembre ou décembre 1975 par exemple) correspond un domaine dans

lequel doivent se trouver les conditions initiales pour qu'il existe un contrôle (une politique du gouvernement) amenant le système sur la cible à cette date. *Le domaine où le système est contrôlable est alors la réunion des domaines correspondant à toutes les dates antérieures à* t_F. Naturellement, les limites de ce domaine dépendent dans le cas général de l'ampleur de la zone de contrôle (C). Plus le contrôleur est limité dans ses possibilités d'action, plus restreint est le domaine de départ à partir duquel il peut amener le système dans la cible. *Il existe une liaison entre la liberté dont dispose le système et les possibilités d'action qui doivent être laissées au contrôleur.*

Plus précisément, on montre que la variété des sorties du système est nécessairement supérieure ou égale à la différence entre la variété de l'environnement et la variété du contrôleur ([5]). Dès lors, si le contrôleur veut maintenir la sortie sur la cible (c'est-à-dire recherche une variété nulle des sorties du système), il lui est *nécessaire de disposer d'un contrôle dont la variété soit au moins égale à la variété de l'environnement.* C'est la loi de la variété requise d'Ashby qui joue un rôle essentiel en matière de régulation. Elle signifie que seule la variété du contrôle peut bloquer la transmission au système de la variété des perturbations dues à l'environnement. En langage ordinaire, *si le contrôleur veut imposer sa volonté au système, il lui faut la même liberté d'action que l'environnement.*

Naturellement, pour que l'action du contrôleur soit efficace, une autre condition est nécessaire : Elle porte sur les délais de réaction du contrôleur et sur les délais de transmission de sa décision au système.

Ne croyez-vous pas que les hommes politiques auraient intérêt à méditer ces lois absolument générales ? N'en trouve-t-on pas des illustrations dans les périodes de révolution ? N'éclairent-elles pas le fait que le gouvernement de Salvador Allende n'ait pu construire le socialisme dans la liberté, car la variété des contrôles que le gouvernement avait à sa disposition était beaucoup trop faible pour maîtriser la variété du système économique. Il lui aurait fallu, par exemple, limiter d'abord la liberté, c'est-à-dire réduire les possibilités d'action des agents économiques, pour amener l'économie dans la situation désirée. Toutes les difficultés que pose le contrôle des grands systèmes sociaux sont donc en germe dans la loi de la variété requise.

Avec cette réflexion sur le contrôle extérieur des systèmes à états, apparaît pour la politique un autre langage, un langage où l'on parle de la nature des objectifs des gouvernements, des infor-

---

([5]) C'est-à-dire le logarithme du nombre des décisions qu'il peut prendre.

mations dont ils se servent, de la manière dont ils calculent leurs décisions, et en fin de compte, de la capacité effective qu'ils ont de contrôler les nations dont ils ont la charge. Un langage auquel ne se réfèrent guère les dogmes et les crédos.

Mais les gouvernements ne peuvent pas toujours être considérés comme extérieurs à la société, car ils en font partie et c'est pourquoi avec les systèmes à buts commence la partie la plus fascinante de l'escalade.

Les systèmes à but

Le changement est modeste en apparence. Un simple déplacement de frontières : Le contrôleur n'est plus extérieur au système, mais il en fait partie sous forme d'une *unité objectif* qui observe un but et agit en conséquence. Pourtant, c'est une révolution, car en étant englobé par le système, le contrôleur ne sera plus *nécessairement* un être humain. Nous n'aurons plus le droit de lui attribuer à priori les qualités de l'homo sapiens. Il faudra expliquer une par une les propriétés de l'unité objectif. Et c'est pour cela qu'avec les fusées à têtes chercheuses, les thermostats et les régulations biologiques, un autre monde commence. Même pour la compréhension de l'homme.

Les systèmes à but les plus simples ont tous la structure du système constitué d'une chambre et d'un thermostat qui en règle la température. Un tel système se compose de deux parties, naturellement couplées entre elles :

— la chambre qui est un système à états,
— le thermostat (le contrôleur) qui est une unité-objectif qui ajuste la température.

Pour le thermostat, trois entrées et une sortie :

Première entrée : Le but, c'est-à-dire le niveau de la température désirée.

Deuxième entrée : La mesure de la température de la pièce envoyée au thermostat.

Troisième entrée : Les perturbations qui, de l'extérieur, peuvent agir sur le réglage.

Une sortie : La décision prise par le thermostat d'ouvrir plus ou moins le circuit d'apport de calories.

Pour la pièce, au contraire, deux entrées et deux sorties :

La première entrée correspond au flux de calories échangé entre la pièce et l'environnement compte tenu des conditions climatiques ambiantes.

La seconde entrée n'est autre que la décision d'apport de calories prise par le thermostat.

La première sortie est la température de la pièce. La seconde est la mesure de cette température envoyée au thermostat.

Le thermostat compare l'information sur la température de la pièce à la température désirée et calcule en conséquence l'apport de calories grâce à un mécanisme incorporé qui reproduit un certain modèle de commande.

Mais, pourquoi un appareillage aussi anodin, à la portée d'un bricoleur, a-t-il une telle importance dans l'évolution de la pensée ? Les tenants d'une certaine conception de l'homme ne s'y sont pas trompé : C'est que *pour la première fois se rencontrent des systèmes ayant une certaine finalité.* Que signifie donc cet aspect téléologique et quel est en conséquence le rôle des régulations ? Une double question, inévitable et préalable.

Car, la barre franchie, tout pourra aller très vite : Il suffira de compliquer le meccano, d'accroître le nombre des régulations, de diversifier leurs types, de les organiser hiérarchiquement, de multiplier les buts pour avoir des systèmes qui rendent dérisoires notre pauvre thermostat.

Et alors, pour la première fois, apparaîtra cette question — traduction moderne d'une vieille interrogation humaine — : Comment imaginer la constitution de tels systèmes lorsqu'ils n'ont pas été fabriqués par l'homme ?

La signification de la finalité des systèmes à but.

C'est à Sommerhof, grâce à ses deux concepts d'*adéquation* et d'*adaptation*, que l'on doit l'analyse la plus lumineuse ([6]). Puisqu'il faut un exemple de référence, prenons celui d'une batterie anti-aérienne entièrement automatisée.

L'*adéquation* fait intervenir trois instants successifs t_0, t_1 et t_2 :

- Au temps t_0 apparaît un stimulus. Ce peut être l'apparition d'avions ennemis sur l'écran des radars. Le système évalue leur position et leur vitesse.
- Au temps t_1, le système répond par une salve avec une certaine ligne de tir. Au même instant, l'environnement est dans un certain état (positions et vitesse des avions et niveaux des autres facteurs influençant la trajectoire de la cible).
- A un instant ultérieur t_2, pourra se produire, comme résultat de la réponse, l'événement hypothétique qu'est un coup au but.

Il est naturel de dire qu'une ligne de tir est *efficace* en relation

avec un état bien défini de l'environnement au temps t_1, si elle permet la réalisation du but. Dès lors, pour Sommerhof :

« Une réponse (une ligne de tir) est *adéquate* par rapport à la trajectoire d'une cible si cette trajectoire appartient à un ensemble de trajectoires possibles et si la réponse appartient elle-même à un ensemble correspondant de réponses possibles, chaque élément de ce dernier ensemble étant choisi de manière à être efficace pour un élément du premier ensemble (6) ».

Le concept d'*adaptation* en résulte alors directement :

Une réponse est *adaptée* à l'état de l'environnement (au temps t_1) par rapport à un but futur (qui se réalisera au temps t_2) si l'organisme ou le mécanisme déterminant cette réponse est *conditionné* objectivement de manière telle que tout changement dans le stimulus initial à l'instant t_0 faisant apparaître à l'instant t_1 des états de l'environnement différents, conduise toujours à une réponse adéquate. En d'autres termes, *la réponse et l'état de l'environnement au temps* t_1 *sont causés tous deux et parallèlement par des événements antérieurs.* Et Sommerhof ajoute : « Il est impossible pour une machine ou un organisme vivant de s'adapter en vue d'une certaine action sur l'environnement s'il n'a pas d'information sur cet environnement. Cette particularité ne peut être en dernière analyse qu'une particularité existant *antérieurement* à l'action adaptée. L'adaptation par des prévisions rationnelles ne fait pas exception à cette règle car toute prévision déduit les événements futurs de la situation de fait antérieure à l'acte réel de prévision (6) ».

Remarques définitives. Contrairement à ce que murmurent de nombreux textes ambigus, l'existence d'un but, d'une finalité n'implique *aucun principe nouveau par rapport à la causalité traditionnelle.* Par-delà la vieille querelle des vitalistes et des déterministes, la preuve est faite que l'on peut construire des systèmes à but sans rien ajouter au déterminisme.

Il n'y a pas de rupture à cet endroit dans le fil qui conduit de la pierre à la société.

Le rôle des régulations

Même avec un contrôleur à l'intérieur, la contrôlabilité des sorties reste le problème fondamental. Comme l'écrit Ashby (7) :

---

(6) G. Sommerhof, Purpose, adaptation and directive correlation. Dans N. Buckley : Modern systems research for the behavioral scientist. Chicago Aldine, 1968.

(7) W. R. Ashby, *op. cit.*

« La fonction première d'un régulateur est de bloquer la transmission de variété entre la perturbation et la sortie contrôlée...

Supposons que deux bains d'eau me soient offerts et que je veuille choisir le meilleur, je les essaie tous les deux avec des perturbations identiques, ensuite je regarde les enregistrements de la température : Ce sont ceux de la figure ci-après. Il ne fait pas de doute que le modèle B est le meilleur ; plus précisément parce que l'enregistrement ne fournit aucune information sur les perturbations chaudes ou froides qui l'ont affecté. Le thermomètre et l'eau du bain n'ont rien vu de ces perturbations ».

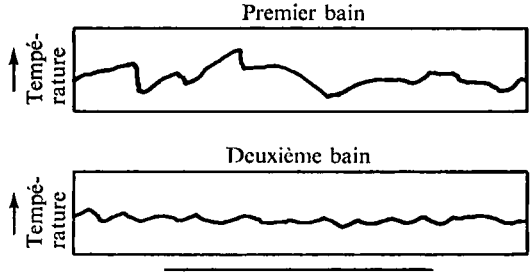


Figure 1.

« Avec quelques modifications évidentes, le même raisonnement s'applique au pilote automatique ; s'il est bon régulateur, les passagers de l'avion auront un vol très doux quel que soit le vent à l'extérieur. En bref, ils ne sauront pas du tout s'il vente ou si le temps est calme. Le bon pilote est une barrière pour cette information. »

« La même théorie s'applique à des régulations plus élevées, comme la recherche de la nourriture quotidienne. Alors que dans une période difficile, le chasseur maladroit souffrira de la faim, que son foie et ses tissus seront durement atteints, le chasseur habile ne se ressentira pas de la faim et ses tissus seront dans leur état normal... »

« Le blocage (de la transmission de la variété) peut se produire de plusieurs manières apparemment distinctes, mais qu'un examen plus attentif montre semblables. Deux exemples illustreront ce fait. »

« Une manière de bloquer le flot de variété est d'interposer un organe passif pour arrêter l'information. C'est le cas de la carapace de la tortue qui la préserve d'une quantité de chocs et de coups, les réduisant à une perturbation négligeable pour les tissus sensitifs à l'intérieur. Dans cette catégorie, il faut placer l'écorce des arbres,

la couche de graisse de l'épiderme des phoques, le crâne humain. »

« A l'autre extrémité de cette défense statique, se trouve la défense au moyen d'une adroite défense compensatrice. La défense reçoit l'information sur la perturbation, se prépare à son arrivée et ensuite s'oppose à la perturbation complexe et mobile par une défense aussi complexe que mobile. C'est le cas de l'escrimeur qui, dans un duel, ne porte pas de cuirasse mais est confiant en son adresse. C'est la défense de la plupart des organismes supérieurs qui ont un système nerveux suffisamment évolué pour pouvoir utiliser cette méthode. » Ainsi, les bonnes régulations permettent aux systèmes à but d'acquérir de l'*autonomie* par rapport à l'environnement.

La loi de la variété requise est l'une des conditions nécessaires de la contrôlabilité. Elle n'est pas la seule. La nature des relations entre l'information, la décision et la sortie contrôlée est aussi essentielle : Il est des thermostats qui, lorsque la température extérieure augmente brusquement, ramènent la température de la pièce à la température désirée par une diminution régulière. D'autres le font à travers des oscillations de température dont l'ampleur décroît progressivement. Certains enfin sont mal conçus et leurs réactions trop « brutales » peuvent faire subir à la température de sorties des oscillations de plus en plus grande ampleur. Comme un ministre de l'économie et des finances qui, en cassant l'inflation, engendre le chômage et en relançant l'expansion déclenche un mécanisme cumulatif de hausse des prix.

Les cybernéticiens vivent dans la hantise de voir la sortie contrôlée échapper au contrôle de l'unité-objectif, car lorsqu'il en est ainsi, le système disparaît ou connaît de graves difficultés : l'animal meurt, l'entreprise fait faillite, la dictature est renversée par une révolution. Leur crainte se reflète dans leur vocabulaire : Ils appellent *variable essentielle* la sortie contrôlée et cherchent à la maintenir à l'intérieur d'une *fourchette*.

Ainsi, dans la régulation de la température du corps humain (figure ci-après), tant que la température extérieure est comprise dans la zone AB, la température du corps se situe (sauf cas grave de maladie interne) entre deux limites M et N très rapprochées. Lorsque la température extérieure dépasse B, le mécanisme de régulation est brisé. Le corps commence à brûler et sa température augmente de manière cumulative. De la même manière, lors de froids de plus en plus vifs, le mécanisme de régulation devient incapable d'empêcher la chute progressive de la température. La constance de la température du corps entre A et B est le phénomène de l'homéostasie ou de l'*ultrastabilité*. Dans cette plage, la régulation assure l'équilibre quelle que soit la température extérieure.

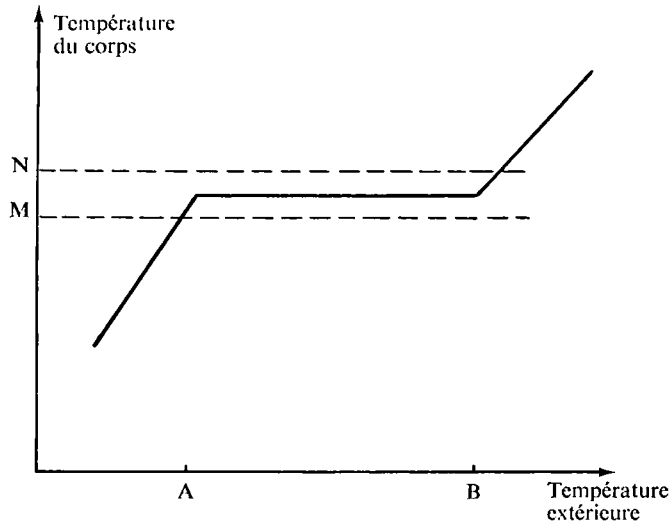


Figure 2.

Il en est ainsi pour l'animal qui maintient le fonctionnement de son métabolisme interne en consommant de l'énergie puis en cherchant de la nourriture lorsqu'apparaît la faim. Pour l'entreprise qui réagit à la baisse de bénéfice qu'engendre le lancement d'un nouveau produit par un concurrent, par une compression des dépenses, un lancement de produit et une baisse de prix de ventes. Pour la démocratie britannique qui assure une certaine stabilité du mécontentement des électeurs, par l'alternance des deux partis au pouvoir.

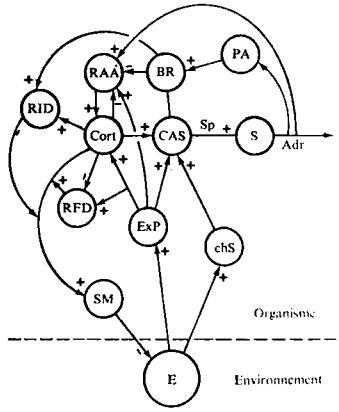
Dans tous ces phénomènes de régulation, une variation dans un sens de la variable essentielle entraîne une variation du contrôle tendant à l'annuler. Ce sont des *régulations compensatrices* qui se résument en un code (+, −) ou (−, +) selon qu'initialement la variable essentielle a tendance à croître ou à décroître.

Mais les systèmes à buts ne se limitent ni au schéma simple du thermostat, ni aux seules régulations compensatrices.

La multiplication et la diversification des régulations

Infinie richesse des enchevêtrements de régulations. Elles se renforcent, se contrarient, se neutralisent, se passent le relais, se contrôlent les unes les autres en donnant aux systèmes d'étonnantes facultés d'adaptation. Voici, par exemple, la régulation de l'adré-

naline ([8]). En limitant les détails techniques au maximum et en s'inspirant de la figure 3, sa description ne demande pas moins d'une quarantaine de lignes :



S : Surrénale.
Adr : Adrénaline.
CAS : Centres adrénalino-secréteurs.
BR : Baro-récepteurs.
PA : Pression artérielle.
RAA : Réticulée activatrice ascendante.
RID : Réticulée inhibitrice descendante.
RFD Réticulée facilitatrice descendante.
Cort : Cortex.
ExP : Excitations périphériques.
ChS : Chimisme sanguin.
SM : Système moteur.
E : Environnement.
Sp : Splanchnique.

Figure 3.

La surrénale (S), glande qui sécrète l'adrénaline (Adr), est mise en jeu par le nerf splanchnique (Sp) dont l'excitation a un effet positif sur la sécrétion. Ce nerf est lui-même commandé par des centres adrénalino-sécréteurs (CAS), eux-mêmes sensibles à l'environnement, soit sous forme d'excitations périphériques directement par voies nerveuses (ExP), soit par l'intermédiaire du chimisme sanguin (ChS) que l'environnement modifie (hypoglycémie liée à la faim par exemple).

Mais le rôle central est joué par une formation nerveuse du tronc cérébral : la réticulée activatrice ascendante (RAA), car elle est excitée à la fois par l'environnement par voie nerveuse (ExP) et par la sécrétion d'adrénaline et active à son tour le cortex (Cort) qui commande le système moteur capable d'intervenir sur l'environnement. « Il existe donc là une rétroaction entre l'individu et le milieu, avec rétroaction négative, d'un intérêt primordial pour les situations d'exception et dans lequel, on le sait, l'adrénaline joue un grand rôle ([9]). »

A ces régulations essentielles, s'en ajoute une autre importante : Le cortex agit de façon positive sur les centres adrénalino-sécréteurs et son activation entretient la sécrétion d'adrénaline, « régulation en tendance, ce qui veut dire que, grâce à cette rétroaction, l'adré-

([8]) Cet exemple est emprunté à H. Laborit, Physiologie humaine cellulaire et organique. Masson, Paris, 1961.

naline sera un facteur positif de sa propre sécrétion, tant que l'environnement agressif persistera ou que l'épuisement ne sera pas survenu » (9).

Mais, il faut ensuite une soupape de sécurité : Si la pression artérielle (PA) devient dangereuse pour les vaisseaux cérébraux, cette pression met en jeu des baro-récepteurs (BR) qui ont une influence négative sur la réticulée activatrice ascendante.

Interviennent enfin sur le système moteur deux formations nerveuses du tronc cérébral, la réticulée inhibitrice descendante (RID) qui a un effet dépressif, et la réticulée facilitatrice descendante (RFD) qui a l'effet contraire, toutes les deux sous le contrôle du cortex, ce dernier pouvant également agir en retour sur la réticulée activatrice ascendante. « Une fois de plus, conclut Laborit, apparaît une régulation entre l'organisme et l'environnement dans un schéma cybernétique, et ceci est conforme à ce que l'on sait de l'adrénaline, neuro-hormone des situations excessives, aboutissant à une réaction de l'organisme entier, à un certain comportement de sa part vis-à-vis du milieu où il baigne (9). »

La multiplicité des régulations n'est pas le seul intérêt de cet exemple : Pour la première fois, à côté des régulations compensatrices, existent des régulations amplificatrices où la croissance du paramètre de sortie entraîne une variation de la décision tendant à accroître encore ce paramètre.

Elles aussi sont omniprésentes.

Une fissure dans une roche permet le passage de l'eau. L'eau gèle et accroît la fissure. Une fissure plus large donne au courant d'eau un volume suffisant pour qu'y vivent des microorganismes. L'accumulation de matière organique rend possible la croissance d'un arbre dont les racines agrandiront la fissure.

Dans une plaine homogène et cultivée, un fermier décide d'ouvrir un atelier de réparation d'outils à côté de sa ferme. L'endroit devient un lieu de réunion des fermiers. Un café et une épicerie s'y installent, ce qui renforce l'importance du lieu de rencontre et permet l'arrivée d'autres activités. Ainsi, naît un village puis une ville.

Des mutants d'une espèce susceptibles de vivre à une température plus basse que les individus normaux, s'installent dans un environnement plus froid. De nouvelles mutations se produisent. Certains mutants sont inadaptés à la température et meurent. D'autres sont capables de vivre dans des climats plus froids que leurs parents et s'installent dans un environnement encore plus sévère. Ainsi se produit progressivement une déviation amplificatrice.

---

(9) H. Laborit, *op. cit.*

Le jeu des régulations antagonistes est susceptible d'aboutir, dès que le nombre de boucles est tant soit peu élevé, à des schémas de fonctionnement à la fois très complexes et très différents selon les situations de départ du système. Maruyama a montré ([10]) sur l'exemple saisissant du développement d'un organisme hypothétique à quel point l'interaction d'une régulation amplificatrice correspondant à des instructions simples et d'une contrainte (qui est l'équivalent d'une régulation compensatrice) permettait d'aboutir à *un organisme adulte beaucoup plus difficile à décrire par son état que par son histoire.* Remarque aussi valable pour les cornes de certaines gazelles que pour les sociétés du XX^e siècle.

Mais le nombre des régulations pose aussi le problème de la manière dont elles sont organisées. Or, les variables dont les variations commandent les régulations ne sont pas *nécessairement* des sorties du système. Ce sont souvent des variables internes qui repèrent l'état d'une partie du système et cette situation correspond fréquemment à une *structure hiérarchique* des boucles de régulation.

L'organisation hiérarchique des boucles de régulation

La vie quotidienne fourmille d'exemples de telles hiérarchies :

● Dans une plage de températures extérieures, la température du corps humain peut être maintenue constante par des régulations internes. Si la température extérieure devient trop forte ou trop faible, l'individu réagira avec deux nouvelles régulations (réaction consistant à se déshabiller ou à se couvrir de vêtements chauds, réaction de fuite).

● Lorsque certaines bactéries s'attaquent à nos cellules, entrent en jeu successivement les mécanismes de défense au niveau de la cellule, puis au niveau du corps humain (création d'anticorps), enfin au niveau de la société (intervention du médecin ou du chirurgien). Exemple particulièrement intéressant puisqu'on y voit la régulation passer du sous-système biologique de l'individu au système social.

● Un individu qui a besoin d'énergie, a à la fois une régulation interne de transformation de glycogène en glucose, et une régulation externe de nourriture déclenchée par la faim. La première régulation a naturellement un domaine d'action beaucoup plus limité que la seconde.

([10]) Magoroh Maruyama, The second cybernetics : deviation amplifying mutual causal processes (dans N. Buckley, Modern systems research for the behavioral scientist. Chicago, Aldine, 1968).

La science commence juste à comprendre les avantages décisifs que comporte pour un système une structure hiérarchique de régulation :

● La hiérarchie permet d'*augmenter considérablement le domaine de l'homéostasie.* Le système peut donc faire face à une variété beaucoup plus considérable de l'environnement.

● La hiérarchie accroît la sécurité, car les boucles de régulation peuvent tomber en panne à la suite d'accidents provenant de l'intérieur ou de l'extérieur. S'il n'y avait qu'une boucle de régulation, la *fiabilité* du système serait très faible. La hiérarchie est l'un des moyens de l'assurer, une régulation supérieure prenant le relais en cas de panne d'une régulation inférieure. L'autre moyen est la *redondance* qui consiste à avoir en plusieurs exemplaires certains éléments d'une boucle de régulation avec une boucle annexe assurant le transfert d'un élément en panne à un élément sain en cas d'accident.

● La hiérarchie est un mode d'organisation *efficace :* Les moyens employés par chaque régulation peuvent être adaptés à l'ampleur de son fonctionnement ; l'influence peut n'être transmise aux régulations supérieures qu'en cas d'exception ; comme en informatique de gestion, les cas, relativement peu fréquents, dont le traitement par la chaîne principale alourdirait le fonctionnement et accroîtrait le risque d'erreurs, peuvent faire l'objet de boucles de régulations accessoires intervenant en cas de nécessité.

● La hiérarchie est compatible avec *la construction progressive de systèmes complexes par couplage* de sous-systèmes. Ainsi, la structure hiérarchique est, comme nous le verrons, en harmonie avec une explication évolutionniste de la création des systèmes vivants. Par exemple lorsque, dans une société, on vote une loi, on rajoute une liaison supplémentaire entre certains sous-systèmes qui composent la société et on crée de nouvelles boucles de régulation.

C'est à juste titre qu'Arthur Koestler a entièrement écrit un livre « Le cheval dans la locomotive » pour mettre en évidence le caractère essentiel de la structure hiérarchique des régulations.

● Le terme de hiérarchie doit néanmoins être employé avec précaution : les couplages de sous-systèmes, l'empilement des régulations peuvent avoir des formes très diverses. Même dans le cas le plus simple où l'on superpose seulement un système à états, une première unité-objectif, puis une seconde, toutes deux avec le même but, les variantes sont nombreuses : Le contrôleur-chef peut ne donner des ordres qu'à l'autre contrôleur ou simultanément à l'autre contrôleur et au système à états. Son information peut provenir du système à états, de l'autre contrôleur seulement ou des

deux à la fois. Rien n'empêche non plus d'imaginer des systèmes plus complexes où la première unité-objectif est contrôlée par plusieurs autres unités distinctes agissant séparément.

Il ne s'agit donc nullement ici de la seule hiérarchie militaire où l'unité élémentaire de rang n (le soldat de deuxième classe par exemple) appartient à un seul système de rang n — 1 (la compagnie), à un seul système de rang n — 2 (le régiment), puis par des niveaux successifs à un seul sous-système de rang 1 (le corps d'armée), lui-même élément de l'armée de terre d'un pays... Les systèmes sociaux, en particulier, sont rarement hiérarchiques dans ce sens strict, chaque unité élémentaire — un individu — appartenant à un grand nombre de sous-systèmes : une famille, une commune, une entreprise, éventuellement un parti politique, un syndicat, une église, ...

Que des réflexions sur les systèmes à but conduisent à des considérations sur l'organisation hiérarchique, ce type d'organisation omniprésent dans la vie sociale, doit montrer au lecteur, s'il en était encore besoin, combien la théorie des systèmes, malgré ses imperfections, est une base solide pour l'analyse de la faillite de la politique.

La multiplicité des buts

Jusqu'à présent, notre système n'a toujours qu'un seul but (le maintien de la température de la pièce ou le contrôle de la sécrétion d'adrénaline), mais rien n'empêche de coupler des régulations correspondant à des buts différents. Dès lors, il n'y a plus *une*, mais *des* variables essentielles.

Ainsi, s'il y a trois variables essentielles et si les deux premières sont dans leur fourchette, tandis que la troisième tend à en sortir, la régulation de cette variable et le but correspondant vont devenir prioritaires. On retrouve ce phénomène souligné par les psychologues et les sociologues selon lequel les individus et les organisations considèrent généralement des objectifs successifs et non une fonction objectif globale et accordent à un moment donné leur attention à l'objectif pour lequel la performance tend à passer au-dessous d'un seuil minimum acceptable. L'existence de buts multiples n'introduit pas de nouveautés fondamentales dès l'instant où existe une procédure d'agrégation qui peut d'ailleurs varier avec l'état du système.

Quand il y a des régulations compensatrices et amplificatrices, ce sont les unes ou les autres qui l'emportent selon les conditions de fonctionnement. Quand l'amplification domine, l'embryon se développe, la ville grandit, la faune se diversifie. Quand la compensation est prépondérante, l'individu atteint l'âge adulte, l'économie cesse de croître. Il existe même des zones où les régulations amplificatrices jouent en sens inverse, leur action cumulative accentuant la

décadence de la ville, la sénescence de l'individu, l'extinction progressive de l'espèce.

Le nombre des variables essentielles peut être très élevé comme pour le corps humain, mais le système peut connaître, non pas la mort, mais seulement un fonctionnement *dégradé* (l'aveugle, le diabétique, ...) lorsque certaines variables sont en dehors de la plage de fonctionnement normale.

Dans certains cas, il est même possible — comme pour l'écosystème mondial décrit par le Club de Rome — que les buts du système soient incohérents et contradictoires et que cela n'apparaisse pas clairement sans une analyse approfondie.

La construction des systèmes à buts ([11])

D'où l'*ultime question* de cette étape (Comment peut-on imaginer la construction de tels systèmes ?), question qui sera abordée sans une discussion de la théorie de l'évolution qui dépasserait les limites de cet ouvrage. Si nous excluons les systèmes physiques construits par l'homme et pour lesquels c'est l'homme qui a imaginé les mécanismes de régulation et de contrôle, nous constatons que tous les autres — c'est-à-dire les systèmes biologiques et sociaux — *se sont construits progressivement par interaction avec l'environnement.* La biologie, la paléontologie, la zoologie, ont décrit l'évolution des espèces depuis l'origine de la vie ; l'histoire rend compte de la construction des Etats, des nations, des religions, du néolithique à nos jours ; la sociologie analyse les phénomènes de croissance, de décadence et de mort des organisations sociales (entreprises, villes, etc...). Jamais aucun système n'est apparu d'un seul coup, sans être progressivement engendré à partir d'un système précédent sous l'effet des interactions avec l'environnement.

Comment ? Notre génération dispose d'une première réponse dans la manière dont les biologistes imaginent, dans leur majorité, l'évolution de la vie :

Une fois découverts, au cours du processus d'évolution, les trois phénomènes que sont le programme génétique inscrit dans les molécules d'ADN, la reproduction sexuée et la mort, le mécanisme qu'ils nous proposent est le suivant : La grande fiabilité des procédés de copie des chaînes chromosomiques au cours de la reproduction assure tout d'abord la stabilité des espèces et, par conséquent, la permanence des systèmes vivants viables. Toutefois, des mutations se produisent au hasard, de temps en temps, soit au niveau des gènes, soit à celui des chromosomes. Une partie de ces mutations est létale

---

([11]) Dorénavant, pour plus de généralité, le mot but sera employé au pluriel.

et empêche de vivre l'individu qui en est atteint. Une autre partie le prive de descendance ou rend sa fécondité moins forte que celle de ses congénères. Par suite du phénomène de mort, la mutation sera donc immédiatement ou progressivement éliminée. Une dernière partie enfin accroît la fécondité effective de l'individu dans les conditions de l'environnement ; diffusée par la reproduction sexuée, la structure génétique mutante assure une plus nombreuse descendance à l'individu considéré et ainsi l'espèce se transforme dans le sens d'une adaptation meilleure au milieu. Comme le milieu environnant n'est pas constant, mais se transforme lui-même sous l'influence des conditions climatiques, de l'évolution relative des différentes espèces et des changements de leurs conditions de concurrence, l'évolution n'aboutit jamais qu'à des équilibres de concurrence contradictoires. La mutation des gènes ou des chromosomes, par effets amplificateurs, peut entraîner des transformations profondes et discontinues de l'espèce considérée.

Ces propositions correspondent à *un premier mécanisme de production progressive d'un système :* Le système engendre au hasard des modifications et l'action du milieu élimine par leur descendance les types de systèmes qui n'ont pas les modifications adaptées. L'apparition, au cours du processus, de régulations en boucle fermée, se comprend car ces régulations nécessitent un modèle de commande beaucoup moins élaboré que les régulations anticipées.

Mais l'évolution apprend aussi qu'au cours de cette construction, les *systèmes individuels* se compliquent, le nombre des niveaux hiérarchiques s'accroissant. Le système nerveux humain en est, comme nous le verrons au chapitre suivant, un extraordinaire exemple. Cela ne signifie nullement que la « complexification » soit bonne en soi. Certaines familles d'espèces peuvent avoir trouvé des solutions beaucoup plus simples se révélant à la longue beaucoup mieux adaptées. Il y a même des retours en arrière lorsque l'évolution se produit à partir de formes embryonnaires. *Le succès à court terme ne garantit nullement le succès à long terme par suite du mécanisme même :* Sont avantagées les espèces dont la fécondité effective permet, temporairement, dans un milieu donné, la prolifération, mais lorsque le milieu continue à se transformer, ces espèces peuvent être handicapées par cette adaptation et disparaître. Sont avantagées les sociétés qui trouvent les bonnes réponses au défi de l'environnement, mais elles peuvent se trouver incapables de changer en face de conditions nouvelles et entrer sur la voie du déclin.

Ainsi, avec l'analyse des systèmes à buts, la science fait franchir un pas capital dans la compréhension du monde, mais pour expliquer l'apparition de ces systèmes, elle introduit des systèmes encore

plus complexes, où se produisent des mutations engendrées au hasard ou induites par l'environnement : les systèmes à apprentissage et le système à auto-organisation.

Ce sera l'avant-dernière étape du voyage, et après la traversée du royaume de la finalité, l'entrée dans celui de l'imagination créatrice.

Les systèmes à apprentissage et les systèmes à auto-organisation

Leur étude est toute nouvelle. Moins de quinze ans ([12]).

Les systèmes à apprentissage

Repartons de notre vieille connaissance, le thermostat : Il est programmé pour associer une certaine décision à tout couple température désirée — température mesurée. Adjoignons-lui un contrôleur-chef et une *mémoire*. La mémoire enregistre toutes les observations passées — informations reçues, décisions prises, sorties obtenues. Le contrôleur-chef possède un mécanisme de calcul incorporé qui détermine alors sa décision en fonction de toute *l'histoire passée*.

Mais, en quoi consiste cette décision ? Tout simplement, en une modification des paramètres de la fonction déterminant à partir des informations reçues la réponse du thermostat.

Au niveau du thermostat, il y a donc apprentissage d'une forme de réponse plus adaptée. Par exemple, si la mémoire constate que le thermostat réagit à un écart entre la température de la chambre et l'objectif en amenant trop de calories au point de faire osciller la température de la pièce, l'action du contrôleur-chef consistera à réduire l'intensité de la réponse du thermostat à un écart de température.

Psychologie, science économique, science politique abondent en exemples de systèmes à apprentissage. Ainsi, en matière de contrôle fiscal, le système à états représente l'ensemble des assujettis à l'impôt soumis à certains contrôles effectués dans le cadre de procédures (les décisions du contrôleur-chef). L'étude des réactions de fraude (les sorties) conduit progressivement à modifier les procédures pour éliminer plus facilement les types de fraudes détectés. De même, en matière de gestion de production, la décision primaire consiste à lancer en fabrication un certain volume de production, en fonction de l'état des stocks et de ventes futures estimées à

([12]) Pour cette raison, un grand soin doit être apporté au vocabulaire employé. En particulier, rien n'implique que les mécanismes d'apprentissage présentés ici constituent les seuls mécanismes intervenant dans l'apprentissage animal, et encore moins naturellement dans l'apprentissage humain.

partir des commandes passées grâce à un modèle. La décision de contrôle ajuste périodiquement les paramètres de ce modèle pour améliorer la prévision des ventes.

La supériorité des systèmes à apprentissage est évidente : Le système *adapte sa règle de réponse* aux conditions de l'environnement. Si la règle de réponse initiale reposait sur des appréciations inexactes des probabilités de certains événements ou si elle entraînait par sa brutalité des oscillations du système, progressivement les fréquences observées se substituent aux probabilités à priori, la réponse se gradue, la qualité de la réaction s'améliore.

Pour la première fois, *nous voici en face de systèmes qui sont non seulement capables de poursuivre des buts, mais qui ont aussi la possibilité d'apprendre progressivement à les poursuivre de manière plus efficace. Et cela, grâce à un centre de contrôle qui, ajuste, à l'aide des informations de la mémoire, les paramètres de la réponse d'un autre centre de contrôle.* Mais la manière dont il le fait, est donnée, l'ajustement se calculant mécaniquement à partir des observations (exemple de l'usine).

Aussi, ces systèmes ont-ils encore un comportement bien rigide. Il n'en est plus du tout de même lorsqu'ils disposent de la possibilité de tester des solutions et deviennent alors des *systèmes à auto-organisation.*

Les systèmes à auto-organisation

Il suffit d'imaginer, à la suite de McKay ([13]) et de quelques autres que le contrôleur-chef choisit initialement au hasard la valeur des paramètres de la règle d'action du contrôleur : La mémoire enregistre ensuite température extérieure, décision du contrôleur, température de la pièce et examine si, par rapport au but (la température désirée), la réponse du contrôleur est efficace. Si elle l'est, la probabilité de la sélection de ces paramètres dans *un contexte analogue au contexte observé est accrue ;* si elle ne l'est pas, cette probabilité baisse. Ainsi, les différents contextes deviennent progressivement associés à des réponses-types efficaces. *Le système apprend, en modifiant le mode de fonctionnement de l'ensemble système à états-contrôleur à partir d'essais aléatoires.*

Progrès considérable. Inutile maintenant d'avoir incorporé dans la mémoire un mécanisme de calcul des paramètres en fonction des observations passées. Grâce aux essais au hasard du contrôleur-chef, les décisions efficaces dans un contexte donné sont renforcées,

---

([13]) D. McKay, The information analysis of questions and commands dans : N. Buckley, Modern systems research for the behavioral scientist. Chicago, Aldine, 1968.

les décisions inefficaces affaiblies. Le système apprend à s'organiser par essais et erreurs. Il *s'auto-organise.*

Infini pouvoir de l'imagination.

Mais, récapitulons. En faisant la liste des différents « centres » dont la présence est nécessaire en au moins un exemplaire dans les systèmes à auto-organisation ([14]) :

1. un centre de *stockage des buts* (ou objectifs) qui garde trace des buts assignés au système et élabore les critères d'évaluation jugeant s'ils sont atteints ou non,

2. un centre d'*imagination* qui engendre des actions possibles sous l'effet de perturbations extérieures et/ou intérieures au système,

3. un centre de *volonté*, qui sur la base des critères d'évaluation décide de l'action à effectuer.

« Ces trois centres disposent, pour exécuter leur tâche de centres d'actions parmi lesquels il est commode de distinguer :

4. des centres de *perception*, internes et externes, fournissant des informations simultanément sur l'état interne du système et sur celui de son environnement, à partir desquels l'action doit être effectuée,

5. des centres de *calcul*, permettant de calculer les conséquences des actions possibles, selon des règles de calcul qui sont en fait des actions suggérées par le centre d'imagination et décidées par le centre de volonté. Nous distinguons nettement parmi ces centres, les centres de calculs réalisant en quelque sorte une fonction d'*anticipation*, des centres de calcul correspondant à la traduction de lois physiques, chimiques ou biologiques *déterminées* gérant le fonctionnement des diverses parties constitutives du système,

6. des centres de *motion* réalisant dans les faits les actions décidées, aussi bien des modifications du fonctionnement interne et de la structure interne du système, que des modifications dans ses rapports avec l'environnement.

7. des centres de *mémorisation* gardant trace des situations passées : états du système et de l'environnement, actions étudiées, actions décidées et résultats,

8. des centres de *transmission* assurant la communication des informations entre les divers éléments constitutifs du système ([15]). »

([14]) Le mot « Centre », souvent employé dans la littérature, n'a pas dans ce contexte d'autre signification que celle de sous-système.

([15]) R. Fortet et H. Le Boulanger, Eléments pour une synthèse sur les systèmes à auto-organisation. METRA, n° 12, 1967.

Le centre d'imagination est donc la nouveauté essentielle de ce type de système, mais il serait inexact d'oublier que ce centre fonctionne en relation avec les centres de mémoire, en combinant selon le processus créatif du « heurt de deux matrices » si bien décrit par Kœstler dans « Le cri d'Archimède » ([16]), des éléments qui ne l'avaient pas été précédemment. Sa capacité dépend donc certainement de trois facteurs au moins :

- la richesse et la variété des éléments stockés dans les mémoires,
- l'intensité de son activité, c'est-à-dire la fréquence avec laquelle il tente des combinaisons,
- les procédures qu'il emploie pour rechercher des combinaisons en utilisant l'expérience du système pour reconnaître des analogies.

Rien n'empêche d'ailleurs l'activité du centre d'imagination, au lieu de se manifester en réponse à l'environnement, d'être incessante et d'exister même en l'absence de stimuli extérieurs : L'auto-organisation débouche sur la *recherche autonome.*

Dès lors, le caractère révolutionnaire des systèmes à auto-organisation devient aussi évident que leur rôle crucial dans la hiérarchie des systèmes.

L'histoire du monde est faite d'invention, d'imagination, d'organisation et de destruction. A quoi pourrait servir la notion de système pour analyser la faillite de la politique si elle était étrangère à la création et à la mort ?

Or, c'est tout le contraire.

Et, c'est ce qui rend pertinentes les questions que voici :

— Puisque l'existence d'une structure hiérarchique semble nécessaire pour l'auto-organisation, quels sont les liens entre les deux propriétés ?

— Jusqu'à présent, le but ou les buts du système ont été donnés, mais ne peuvent-ils pas eux aussi s'élaborer par des processus analogues ?

— Puisqu'un système à auto-organisation se transforme au cours du temps, que peut-on dire sur sa naissance et son développement ?

— Enfin, s'ils ne réagissent pas assez vite, les systèmes à auto-organisation peuvent échouer (ou mourir). Dans quelle mesure l'analyse de ces systèmes permet-elle de comprendre leurs causes d'échec ?

([16]) A. Koestler, Le cri d'Archimède. Calmann-Levy, Paris, 1964.

Hiérarchie et auto-organisation

Dans la définition des systèmes à auto-organisation apparaît tout d'abord une distinction essentielle entre les *routines*, c'est-à-dire les réponses-types évoquées dans un certain contexte et les *essais aléatoires de recherche de réponse* qui seront entrepris lorsque le système est confronté à une situation nouvelle.

Naturellement, les associations qui tendent à s'établir à chaque niveau entre un certain contexte et une certaine réponse doivent s'affaiblir si elles ne sont pas renforcées. Cet oubli progressif est nécessaire pour que le système puisse apprendre à faire face à des environnements nouveaux qui impliquent de nouvelles associations. Propriété bien connue des sociologues et selon laquelle une organisation qui n'arrive pas à briser les routines qui se sont révélées efficaces dans le passé, mais qui ne sont plus adaptées dans une situation totalement différente, a de grandes chances de disparaître. Réciproquement, si le système apprend trop lentement, c'est-à-dire si *la part d'exploration aléatoire dans toutes les directions est trop importante*, le comportement sera erratique et l'*innovation détruira le système aussi sûrement que la sclérose.*

Mais les perspectives offertes par l'auto-organisation sont d'autant plus riches qu'est élevé le nombre de niveaux de la hiérarchie des contrôleurs : Supposons qu'il y ait trois contrôleurs — le sous-chef, le chef et le grand chef — :

- L'un des modes de fonctionnement du chef, consiste à sélectionner la fonction de réponse du sous-chef, réponse qui est celle d'une régulation en boucle fermée à partir de la variable contrôlée.
- L'autre mode de fonctionnement du chef consiste à prévoir à partir du présent l'évolution de l'entrée et à agir directement sur le système à états.

En essayant au hasard les deux modes de fonctionnement du chef, le grand chef amènera progressivement le système à trois types de comportement :

- Pour certains contextes, une *routine* du sous-chef sera évoquée.
- Pour d'autres contextes, le système aura recours à une *régulation anticipée directe* par le chef.
- Pour d'autres contextes enfin le grand chef testera *au hasard* des solutions, car le renforcement des probabilités ne s'est pas produit pour ces contextes.

Chaque niveau supplémentaire additionnel permet ainsi à la fois une étape supplémentaire dans l'analyse de plus en plus abstraite des invariants qui caractérisent les évolutions du système et de son environnement, et l'adjonction aux comportements, de nouvelles séquences programmées plus complexes.

« On peut envisager une hiérarchie complète de contrôleurs dont l'activité peut aller de l'esquisse d'une configuration statistique à la reconstitution d'une structure stable découverte dans la séquence des événements de l'environnement. On peut même envisager un niveau « abstrait » qui considère comme ses données l'activité de l'ensemble du système des autres niveaux ([17]). »

Les systèmes politiques peuvent être considérés — si on les simplifie beaucoup — comme des systèmes auto-organisés hiérarchisés : Le gouvernement modifie l'organisation de la société ; si son action n'est pas jugée efficace, il est remplacé par l'unité de contrôle qu'est le parlement, l'ensemble fonctionnant dans le cadre d'une constitution, elle-même susceptible d'être transformée, et ainsi de suite.

Un des caractères fréquents de l'organisation hiérarchique est la possibilité pour un centre, en face d'un certain contexte, de court-circuiter des centres inférieurs de contrôle et d'agir directement sur le système à états. Pour un automobiliste, la coordination inconsciente de ses mouvements par une partie de son système nerveux suffit généralement, mais lorsqu'un risque de danger apparaît (camion, croisement, etc...) et que la régulation inconsciente peut devenir insuffisante, il devient conscient et sa conduite est contrôlée par des mécanismes beaucoup plus aptes à réagir en face d'aléas.

L'existence d'une hiérarchie permet d'une certaine manière d'économiser les essais en les faisant dépendre, à chaque niveau, de l'expérience et en les orientant vers les solutions voisines des solutions en vigueur. Et ainsi se retrouvent quatre caractéristiques générales, mises en évidence par Cyert et March dans le comportement du système particulier qu'est l'entreprise ([18]) :

- L'existence de plusieurs *objectifs* (ou *buts*) considérés *successivement* sous la pression des circonstances.
- L'utilisation très large de *règles de conduite* (routines) et la recherche constante de telles règles.
- *La recherche de solutions nouvelles*, sous l'aiguillon des problèmes mais au voisinage des solutions traditionnelles et en utilisant des *modèles partiels* de la réalité.
- L'importance des *processus d'apprentissage collectifs* au fur et à mesure du déroulement de la vie de l'organisation.

De même, se réinterprètent beaucoup de concepts de la psychologie traditionnelle comme la conscience et la volonté :

([17]) D. McKay, *op. cit.*

([18]) R. M. Cyert, J. G. March, A behavioral theory of the firm. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1963.

● La conscience à un niveau de contrôle déterminé peut correspondre à l'ensemble des informations, justes ou fausses, disponibles à ce niveau et concernant l'état interne du système. Définir ainsi la conscience implique l'existence d'un inconscient à chaque niveau. Une telle signification n'a évidemment rien de commun avec le centre de stockage des buts permanents (qui est probablement en psychanalyse le ça d'une part, le surmoi d'autre part) à ceci près que certains niveaux de contrôle connaissent, au moins partiellement, l'état du centre de stockage des buts.

● La volonté à un niveau apparaît liée au blocage de l'arrivée d'informations nouvelles, les informations déjà disponibles déclenchant l'action qu'elles évoquent, compte tenu de l'histoire du système. Ainsi, dans les systèmes d'armes automatisés, toute prise en compte d'informations supplémentaires est stoppée au bout d'un certain délai de prise de l'information, et la suite des opérations s'enchaîne alors mécaniquement.

L'élaboration des buts

Tout cela est bel et bon, pensent certains. Mais aussi perfectionnés soient-ils, vos systèmes à auto-organisation ne sont que de tristes maniaques qui poursuivent avec entêtement les buts que leur a assignés leur créateur.

Non ! Car il suffit de brancher une partie des entrées du centre de stockage des objectifs sur les centres de mémoire ou sur le centre d'imagination pour que le système engendre ses objectifs et devienne *autodirectionnel.*

Ainsi, si des objectifs se révèlent trop faciles à atteindre, le niveau d'exigence du système à leur égard s'accroît ; le seuil minimum jugé acceptable s'élève. En sens inverse, le système peut développer des objectifs de remplacement (l'alcool, la drogue) qui se substituent à des objectifs trop difficiles à atteindre. Le centre d'imagination cherche en permanence de nouvelles combinaisons d'objectifs. Certes, en cas de tension, des règles de priorité entre objectifs sont nécessaires mais elles sont élaborées progressivement, par apprentissage du système à partir d'une situation de départ, l'inné légué par le constructeur ou les parents. Enfin, l'environnement influence les objectifs, les renforçant par des récompenses ou cherchant à les affaiblir par des punitions.

L'analogie est si profonde entre ces systèmes et l'image que donne la psychanalyse génétique de la construction de la personnalité individuelle que des aspects essentiels de l'homme s'en trouvent éclairés.

En accédant à cette capacité d'élaborer ses propres fins, le système acquiert la liberté... mais aux contraintes près de la survie.

Aucune question n'a été posée jusqu'à présent sur la nature des

buts poursuivis par les systèmes, mais cette indifférence risquerait de conduire maintenant à l'omission d'aspects importants :

— Le premier système à but rencontré, le thermostat, pouvait se concentrer entièrement à sa tâche parce qu'il trouvait à l'extérieur, d'une part l'énergie électrique le faisant fonctionner, d'autre part la chaudière de chauffage central apportant les calories à la pièce. En d'autres termes, les ressources dont il avait besoin pour accomplir sa mission, lui étaient données en permanence de l'extérieur.

— Bien différente est la situation de la tortue d'Ashby qui est mue par une batterie et qui, lorsque la tension électrique baisse, part aléatoirement à la recherche d'une prise électrique et recharge sa batterie dès que possible. Ce système à auto-organisation très simple n'a qu'une variable essentielle, la tension électrique, mais s'il ne réussit pas à la contrôler, il meurt. Le système doit donc utiliser les ressources qu'il possède pour se procurer les ressources nécessaires à sa survie.

— Dans les systèmes plus élaborés comme l'homme, certains des buts ont ce même caractère conservatoire, au niveau de l'individu comme manger, boire, respirer ou de l'espèce comme le besoin sexuel. Le système pourra d'autant plus faire face à un environnement aléatoire qu'il aura à sa disposition des réserves importantes de ressources (par exemple réserves de glycogène, de graisses ou compte en banque pour un individu). D'autres buts, au contraire, comme le respect de règles morales ou le besoin d'une activité intellectuelle n'ont nullement ce même caractère et ils ne peuvent être recherchés que si la satisfaction des premiers laisse à la disposition de l'individu des ressources suffisantes.

Ainsi, dans la plupart des cas, les systèmes auto-organisés et les systèmes auto-directionnels doivent être capables de constituer et de gérer des réserves, de les mobiliser sous forme de ressources utilisables en cas de besoin, de s'en servir pour faire face à des accidents internes (panne d'une pièce) ou externes (danger venant par exemple d'un autre système) et c'est dans la mesure où ces fonctions sont convenablement remplies que ces systèmes peuvent poursuivre des objectifs autres que la seule survie.

Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que dans la recherche des finalités de la politique soient apparues des finalités essentiellement conservatrices comme l'adaptabilité et, dans une certaine mesure, la sécurité à côté de finalités très différentes comme l'efficacité, l'égalité, la liberté et la décentralisation.

La naissance et le développement des systèmes à auto-organisation

Un système ne s'organise que parce que son centre d'imagination engendre des solutions, que l'environnement lui renvoie des succès

ou des erreurs et que sa mémoire en garde la trace. Ainsi, par une voie totalement différente, se retrouve le mécanisme par lequel, à partir de mutations inscrites dans la mémoire chromosomique et sous la pression de l'environnement, les biologistes tentent d'expliquer l'évolution.

Toutefois, l'auto-organisation offre des perspectives plus riches puisque l'invention de solutions par le centre d'imagination peut être conditionnée par l'expérience.

Elle implique aussi, conformément à l'apport si fructueux de la psychologie génétique, qu'un système ne se comprend que par son *développement historique* résultant de l'interaction de son imagination et de son environnement. Mais, simultanément, à un moment déterminé, un certain *équilibre* est nécessaire au sein du système pour qu'il fonctionne effectivement.

Ainsi, à tout instant, un système linguistique pour pouvoir servir effectivement de moyen de communication doit respecter des oppositions entre phonèmes, des règles de construction de la phrase... D'où l'existence de structures synchroniques bien connues des linguistes. Mais, d'une période à l'autre, ce système évolue, certaines constructions de phrases, incorrectes tout d'abord, sont introduites pour exprimer des nuances qu'implique l'évolution sociale ; des emprunts sont effectués à d'autres langues ; certaines oppositions de phonèmes disparaissent, etc... De même, le développement de l'intelligence chez l'enfant se fait par étapes, chaque étape correspondant à une logique constituée d'un certain nombre d'opérations, mais ajoutant des opérations à la logique de l'étape précédente.

Tout système observé peut donc être considéré soit d'un point de vue génétique ou *diachronique* à partir de son développement, soit d'un point de vue *synchronique* à partir de sa structure présente. La théorie des systèmes qui, par l'auto-organisation, s'intéresse à la genèse et à l'équilibre des structures est donc en totale harmonie avec le structuralisme scientifique contemporain.

Pour comprendre un système, la règle d'or est alors de commencer par un examen synchronique qui permet de déceler les forces en équilibre à un certain niveau d'organisation et les tensions qui préparent une nouvelle organisation, puis d'aborder l'étude diachronique qui met en évidence l'enchaînement logique des structures historiques.

L'échec et la mort des systèmes à auto-organisation

Si les systèmes à auto-organisation se développent, soit de leur propre initiative, soit en réponse à l'environnement, ils peuvent naturellement être confrontés à des défis qu'ils sont incapables de

surmonter. Le lien est direct entre l'analyse de leurs échecs et le problème de la faillite de la politique. Pour K. Deutsch, l'un des grands artisans de l'introduction de la notion de système en science politique, les causes d'échec se ramènent à une liste de six dont il faudra se souvenir ([19]). Les voici :

1. « La perte de *puissance*, c'est-à-dire la perte des ressources et des disponibilités nécessaires pour que le comportement du système surmonte les obstacles de l'environnement. » Cet état de choses peut être la conséquence d'une inefficacité dans la combinaison des ressources, du gaspillage de ces ressources pour des buts secondaires ou nuisibles (l'expédition du Mexique sous Napoléon III), d'une certaine évaluation du présent par rapport au futur.

2. « La perte de la *capacité de s'informer sur l'environnement*, c'est-à-dire la perte d'efficacité des canaux d'information existants, la perte de canaux entiers, la perte de la faculté de réformer ces canaux ou d'en développer de nouveaux. « Font partie du phénomène précédent des attitudes comme la surévaluation de ses propres habitudes, la sélection systématique des informations favorables ou agréables, l'absence de curiosité sur l'extérieur. »

3. « La perte de la *capacité de gouverner* ou de coordonner, c'est-à-dire non seulement la perte, par l'organisation, du contrôle de son propre comportement ou de l'aptitude à modifier ce comportement avec une vitesse et une précision suffisantes. » A cette cause d'échec sont associées la surestimation des institutions par rapport à leurs performances, la complication progressive des procédures, la lenteur des transformations, l'inaptitude à utiliser de nouvelles informations.

4. « La perte de la *profondeur de la mémoire*, c'est-à-dire non seulement la perte de la capacité de stockage des mémoires, mais aussi toute perte d'efficacité des mécanismes d'évocation et de recombinaison des données, de balayage et d'identification des combinaisons les plus intéressantes... ; en langage de tous les jours, cette catégorie inclut les pertes de mémoire, d'imagination et de jugement. » Derrière un vocabulaire différent du nôtre puisque certaines fonctions mentionnées par K. Deutsch ne relèvent pas des centres de mémorisation, mais des centres d'imagination et de calcul, cette quatrième cause d'échec est liée essentiellement à la perte de l'aptitude à innover, à inventer, à modifier les priorités,...

5. « La perte de la *capacité d'effectuer des réorganisations internes*

([19]) K. Deutsch, The nerves of Government. The Free Press of Glencoe, 1963.

partielles : par conséquent, d'apprendre de nouveaux schémas de comportement limités. »

6. « La perte de la *capacité d'effectuer des réorganisations fondamentales* de la structure interne... ; dans différents contextes, de tels changements sont parfois appelés : restructuration, changement de personnalité, réforme profonde, renaissance ou conversion. » Ainsi, Toynbee a montré que si une collectivité a réussi à surmonter un défi excessif en adoptant une certaine organisation, le prestige et la solidité de la solution sont tels que la collectivité a les plus grandes difficultés à les modifier fondamentalement pour faire face à une nouvelle crise.

« Les six modes de perte de l'autonomie que nous avons discutés sont liés à la surévaluation du proche futur par rapport au lointain, du familier par rapport au nouveau, du passé par rapport au présent, du présent par rapport au futur. Ils impliquent la surestimation de l'organisation sur son environnement, des méthodes et des règles passées sur les nouvelles, de la volonté courante et de la structure propre sur toutes les possibilités de changement fondamental. »

La preuve n'est-elle pas déjà apportée ? Grâce au concept d'auto-organisation, c'est l'homme lui-même que l'on commence à comprendre, dans son évolution comme dans sa réalité du moment, et cela sans métaphysique, avec un mécano extrêmement simple qui peut servir à exprimer les découvertes de toutes les sciences humaines.

Au-delà, commence le règne des systèmes résultant à leur tour de l'interaction de systèmes à buts ou de systèmes auto-organisés. Le règne d'une nouvelle complexité ! L'étape ultime.

Les systèmes complexes : jeux, organisations, sociétés

Attention au vocabulaire. A ces trois mots sont associés ici — indépendamment de leur acception courante — des formes précises de systèmes : L'inconvénient qui en résulte est sans doute préférable à l'emploi de termes par trop ésotériques.

Les jeux

Qu'est-ce qu'un *jeu ?* Tout simplement un système constitué d'un nombre quelconque de systèmes à buts (ou auto-organisés) *indépendants* poursuivant leurs objectifs propres et réagissant aux actions des uns et des autres (les joueurs) : La lutte des partis politiques en compétition pour le pouvoir, les rivalités des nations indépendantes, les négociations entre les dirigeants d'une branche

professionnelle et les syndicats, la concurrence entre les entreprises d'un même secteur, une guerre, sont autant de formes de jeux.

Née en 1944 avec le livre célèbre de Von Neumann et Morgenstern ([20]), la théorie mathématique des jeux n'a cessé de se développer depuis. Avec des hauts et des bas. Tantôt butant sur des impasses et n'arrivant pas à représenter convenablement des situations réelles, tantôt éclairant des chapitres particuliers, grâce à de nouvelles hypothèses.

Elle commence à avoir une utilité certaine en science politique. Dans l'étude des relations internationales, de la formation des coalitions de partis lors des élections, de la constitution des gouvernements. Dans l'analyse des luttes syndicales ou de la concurrence industrielle. Souvent moins par ses résultats que par les distinctions qu'elle a introduites :

Jeux à deux joueurs. A somme nulle où tout ce qui est gagné par l'un est perdu par l'autre. A somme non nulle si cette condition n'est pas remplie. Avec, pour les joueurs, autorisation ou interdiction de s'offrir des compensations.

Jeux à plusieurs joueurs où les coalitions sont tolérées ou exclues, les compensations acceptées ou refusées.

Jeux où l'effet des décisions de l'ensemble des joueurs est déterminé, aléatoire ou incertain. Avec ou sans apprentissage progressif.

Jeux où chaque joueur connaît ou non l'éventail des possibilités de réponses de ses adversaires, est informé ou non du dernier mouvement des opposants.

Jeux consistant en un mouvement simultané et unique de chaque joueur, en une répétition de parties à un coup indépendantes ou en une succession de mouvements réciproques...

Ces classements sont précieux pour l'analyse détaillée des situations concrètes.

Les organisations

Elles aussi sont constituées d'un nombre quelconque de systèmes à but (ou auto-organisés), mais leur distribution est *hiérarchique*. Plus précisément, car le terme n'a pas ici exactement la même signification que dans les pages précédentes :

— A tout instant, chaque membre de l'organisation (l'un des systèmes composants) est contrôlé directement par un et un seul autre membre. La hiérarchie est donc une hiérarchie stricte.

([20]) J. Von Neumann et O. Morgenstern, Theory of games and economic behavior. Princeton University Press, 1944.

— Le sommet de la hiérarchie est toujours occupé par le même membre.

Une armée, une administration, une entreprise, voilà de bons exemples de systèmes réels pouvant être étudiés sous forme d'organisations.

Mais, que faut-il entendre exactement par niveau hiérarchique ? Simplement, que l'action des unités (ou membres) de niveau supérieur a la priorité sur les actions des unités de niveau inférieur. En d'autres termes, qu'une unité de niveau inférieur ne peut pas agir en contradiction avec une action d'une unité de niveau supérieur. *Dans les organisations, la désobéissance n'est pas permise* (Que l'on se rassure, elle le sera avec les sociétés).

Cette définition laisse la plus grande latitude aux interventions d'une unité supérieure. A un extrême, le supérieur peut intervenir directement en prenant les décisions pour l'inférieur. A l'autre extrême, il se contente d'agir sur les objectifs de l'inférieur en lui demandant d'adopter un critère d'évaluation, de tenir compte d'une variable bien déterminée, de modifier sa pondération entre objectifs. Entre les deux, le supérieur décide de l'ouverture ou de la fermeture des canaux de communication entre inférieurs, règle le contenu des informations qu'ils peuvent transmettre, leur fournit lui-même des informations, ou fixe des contraintes à leur comportement... D'où l'abondance et la diversité des problèmes que posent les organisations. Rien d'étonnant à ce qu'en fonction des hypothèses faites et des sous-problèmes étudiés, une impression d'anarchie se dégage des recherches nombreuses des sociologues, économistes ou spécialistes de gestion. Pourtant, derrière cette anarchie, une synthèse est lentement en marche... et une première distinction fondamentale est apparue. D'un côté, les *équipes* qui sont des organisations dont tous les membres ont des *buts identiques*. De l'autre, les *organisations conflictuelles* où chaque membre a ses propres buts, même s'il peut être influencé par les autres.

Certes, l'*équipe* est une caricature optimiste — ou effrayante — de la réalité. Mais, cette caricature permet déjà bon nombre de questions :

En supposant données la position de chacun dans la hiérarchie et la nature des décisions qu'il peut prendre, quelles doivent être les règles d'observation et de transmission de l'information ? Comment transformer l'objectif de l'ensemble en un objectif propre à une unité pour que, compte tenu de son information limitée, elle concoure dans les meilleures conditions à la réalisation du but commun ?

En supposant seulement donnée la position de chacun dans la

hiérarchie, comment définir la liste des décisions qu'un membre a la liberté de prendre ?

Enfin, quelle structure hiérarchique adopter ? Autrement dit, combien de subordonnés doivent dépendre d'une unité et comment choisir l'unité affectée à un poste ?

En revanche, c'est avec l'*organisation conflictuelle* qu'émergent ces deux questions qui hantent les dirigeants :

Comment et dans quelle mesure assurer une certaine cohésion des objectifs des membres du système ?

Comment tirer parti, au maximum, de la faculté de création de chacun ? Faculté qui dépend de la solution apportée à tous les problèmes précédents.

Les sociétés

Pour avoir des *sociétés* enfin, prenez toujours des systèmes à buts (ou à auto-organisation), mais établissez entre eux, contrairement au jeu, des hiérarchies partielles, distinctes selon la nature de l'activité, révisables, permettant des boucles.

Dès lors, la même unité (le même individu) pourra avoir des *rôles* différents (dirigeant d'une entreprise, électeur, membre d'un parti politique, ...). Contrôleur dans certains rôles, elle sera à son tour, hiérarchiquement contrôlée dans d'autres.

Il n'existera pas non plus d'*unités non contrôlées par d'autres :* Le tout-puissant gouvernement est contrôlé par le Parlement, le Parlement par les électeurs, le Président d'une société par les actionnaires, le haut fonctionnaire par le gouvernement, l'électeur par le Directeur de l'administration ou de l'entreprise auquel il appartient. Alors que la *décentralisation* — la liberté — était apparue sur les organisations, c'est au niveau des sociétés, grâce à ces boucles de contrôle, qu'apparaît la régulation essentielle de la *participation :*

Il y a participation lorsque plusieurs unités du système ont *collectivement* le contrôle d'une autre unité (au sens des hiérarchies partielles des sociétés), ce qui suppose un mécanisme (formalisé ou non) par lequel les réponses des contrôleurs sont transformées en une action *unique* sur l'unité contrôlée (Exemple : le contrôle des sociétés anonymes par la collectivité de leurs actionnaires). Souvent, d'ailleurs, les contrôleurs agissent collectivement sur une unité qui exerce à son tour, directement ou indirectement, un contrôle hiérarchique sur eux : Ce problème est au cœur du fonctionnement des systèmes politiques.

Autre particularité de la société : Elle contient en son sein des organisations variées. L'une des formes qu'y prend l'auto-organisation est donc la construction, la réforme ou la destruction de ces

organisations, ce qui, à la fois, facilite la résolution de certaines tâches et entraîne des rigidités dans l'adaptation. D'où ces phénomènes d'*institutionnalisation* sur lesquels ont tant travaillé juristes et spécialistes de science politique.

Comme le fonctionnement des systèmes complexes que sont les sociétés impose des échanges d'information considérables, le rôle des canaux de communication y est primordial ainsi que celui des *langages* avec leur syntaxe et leur sémantique... et plus généralement le rôle de tous les symboles. Il n'y aurait pas de pire erreur que de croire qu'une interprétation en termes de systèmes se limite à un quelconque fonctionnalisme et ne reconnaît pas la place essentielle de tous les langages dans l'auto-organisation.

Enfin, puisque les unités de la société ont des objectifs contradictoires, les conflits et les *tensions* y sont permanents comme dans les jeux et dans les organisations conflictuelles. Au fur et à mesure que des régulations tendent à éliminer certains conflits, l'évolution de l'environnement ou celle des membres de la société contribuent à en faire renaître. Illusoire harmonie, toujours recherchée et jamais atteinte. Malgré les mécanismes tendant à influencer les *objectifs* des différents membres et à les rendre compatibles par création de valeurs *collectives*, transformés par apprentissage en valeurs intériorisées par les différents membres. Malgré le rôle régulateur essentiel des normes de comportement qui réduisent la variabilité des solutions adoptées individuellement en réponse aux différentes situations.

On comprendra dès lors l'interrogation d'un sociologue comme M. Crozier qui pressent l'importance de l'analyse de systèmes ([21]) :

« En fait, l'expérience scientifique déjà accumulée nous a appris :

1. Que l'harmonie n'est pas la forme vers laquelle tend un système : conflits et contradictions sont inséparables de son fonctionnement ; ils ne sont jamais résolus mais dépassés dans d'autres conflits et d'autres contradictions ;

2. Il subsiste toujours une marge de jeu entre les divers éléments d'un système et les différents niveaux d'une réalité : Dans tous les systèmes vivants que nous connaissons coexistent des éléments théoriquement incompatibles ; le principe de cohérence n'est pas un principe plus régulateur que le principe de l'harmonie ;

3. S'il y a toujours répercussion dans le fonctionnement d'ensemble d'un système d'un changement opéré à un seul niveau, ce n'est

---

([21]) M. Crozier, La société bloquée. Le Seuil, Paris, 1970. Lorsque M. Crozier parle ici de système, il faut, pour rester en harmonie avec le vocabulaire de ce chapitre, parler de « société ».

pas le niveau le plus profond qui commande : Un rajustement peut avoir lieu à partir de n'importe quel point et de n'importe quel niveau... »

« ... Deux questions apparaissent alors centrales :

1. Comment, sous quelles conditions et à partir de quel moment, les tensions qui, au sein d'un système stable, tendaient à renforcer ce système deviennent trop difficiles à maintenir et provoquent des ruptures, des renversements et éventuellement une transformation ?

2. Comment, et dans quelles limites, les membres d'un système peuvent-ils apprendre d'autres règles que celles dont l'opération les ramène naturellement au système traditionnel ? Y a-t-il des processus d'apprentissage social ou institutionnel comparables aux processus d'apprentissage individuel mis en évidence par les psychologues ? Quelles en sont les conditions d'apparition ? »

Une méthodologie pour une recherche

Ainsi, de toutes les directions de l'horizon scientifique se prépare autour de la notion de système la plus vaste synthèse qu'ait jamais tentée l'humanité. Elle n'est plus limitée aux lois des corps en mouvement, aux échanges de la thermodynamique, à la synthèse de la relativité, à l'agencement des particules de la physique, aux lois de l'hérédité et de la reproduction chromosomique. Elle prend racine à la fois dans la physico-chimie, la biologie, l'éthologie, la psychologie, les sciences sociales. Elle permet d'organiser les connaissances tout en étant un extraordinaire guide pour les recherches futures. Quadrillant le champ de l'inexploré, elle va permettre de la moissonner plus rapidement.

Mais, tel n'est pas l'objet de ce livre. Sa hantise n'est pas l'avenir de la science, mais l'*autocontrôle de l'histoire humaine*. Il a besoin d'un cadre conceptuel et ce ne peut être que celui qu'offre la notion de système.

Choix fondamental qui met un point final aux chapitres d'introduction et ouvre la voie à l'analyse des trois insuffisances de contrôle. Celles du destin de l'humanité.

Instant-charnière.

Derrière nous, les finalités de la politique. Quatre d'entre elles — l'efficacité, la liberté, la participation et l'adaptabilité — trouvent dans la théorie des systèmes des possibilités de définitions précises, dépouillées de toute métaphysique et susceptibles d'avoir un contenu opératoire. L'une, l'adaptabilité, cette finalité négligée ou méprisée dans tous les essais politiques, cette finalité inavouable que poursuivent pourtant les gouvernements et qui en elle-même

n'est ni de droite, ni de gauche, est mise en pleine lumière, à sa vraie place, au cœur même de la constitution des sociétés.

Derrière nous aussi, la prise de conscience de la vanité des mythes politiques et la constatation aveuglante de l'inadéquation des concepts qu'ils emploient et de leur anachronisme périmé en marge de la grande révolution intellectuelle qui se prépare.

Devant nous, par degrés, la découverte progressive des trois insuffisances de contrôle. Au niveau de l'individu, des systèmes politiques nationaux et de la concurrence internationale. Une tentative de compréhension des problèmes de nos sociétés.

Au centre de ces sociétés, comme au cœur des finalités de la politique, il y a l'Homme — à la fois sommet d'une hiérarchie de sous-systèmes et élément de systèmes plus complexes — l'Homme qui, pour les incroyants que nous sommes, reste l'une des valeurs essentielles. C'est à ce niveau qu'il faut chercher, à la lumière des travaux scientifiques récents et grâce au concept unificateur de système, une première explication des échecs de la politique dans la conduite des collectivités.

CHAPITRE V

UN MODÈLE DE L'HOMME

L'homme n'est ni ange, ni bête, et le malheur veut que qui veut faire l'ange fait la bête.

B. Pascal
Pensées

La question du sort de l'espèce humaine me semble se poser ainsi : Le progrès de la civilisation saura-t-il, et dans quelle mesure, dominer les perturbations apportées à la vie en commun par les pulsions humaines d'agression et d'autodestruction.

S. Freud
Malaise dans la civilisation.

Quiconque s'efforce, malgré l'inégale distribution de son incompétence, de prendre une vue générale des recherches de la science actuelle sur l'homme, ne peut résister à une conviction qui s'empare progressivement de lui : Derrière l'hétérogénéité des concepts, en dépit des imprécisions de vocabulaire, malgré les larges plages d'inconnu, toutes les sciences convergent vers un même modèle de l'homme auquel la théorie des systèmes peut servir de cadre. Tandis que s'accumulent les preuves sur la réduction des mécanismes biologiques à des transformations physico-chimiques et que deviennent déterminantes à leur tour les présomptions d'une réduction des phénomènes psychologiques à des mécanismes biologiques, s'élaborent simultanément les schémas permettant de comprendre comment l'organisation et le fonctionnement des systèmes nerveux engendrent les types les plus variés de comportement. Plus l'homme se ramène à de la physico-chimie, plus le système qu'il constitue apparaît extraordinaire par rapport à ceux qu'ont décrits les sciences traditionnelles. *Il faut accepter cette évidence que seules cachent la fragmentation du savoir et la force des préjugés : Nous sommes au bord (un siècle peut-être) d'une compréhension satisfaisante du fonctionnement psychologique de l'homme.*

Mais, en accédant ainsi à cette connaissance de nous-mêmes, ce qui saisit est moins l'enthousiasme devant cet étonnant système

auto-directionnel qu'est l'individu, produit par le long processus d'auto-organisation de l'évolution, que l'angoisse devant les insuffisances d'une construction qui, en conservant des noyaux archaïques, assure la permanence de comportements de plus en plus inadaptés au monde qu'ils ont engendré. D'où cette conjecture hautement probable : *L'homme est un déséquilibré et c'est dans les imperfections de son propre contrôle qu'il faut chercher une première explication de l'impossibilité des sociétés humaines à se gouverner.*

Terrifiante constatation, à laquelle conduisent pourtant toutes les sciences avec des éclairages divers : L'éthologie met en évidence la continuité de l'animal à l'homme dans les domaines psychologiques et sociaux et pose dès lors le problème de l'existence et du rôle de l'instinct d'agression ; la paléontologie fait disparaître la distinction entre nature et culture, et substitue, à une succession de phases d'évolution biologique puis sociale, une évolution unique dont la construction de la société est à la fois l'un des moteurs et l'un des produits ; la neurophysiologie, en décrivant la structure hiérarchique du système nerveux humain, souligne l'importance des structures les plus anciennes, sources des émotions et des instincts d'amour et d'agressivité ; la psychanalyse s'attache à la construction de la personnalité à partir des pulsions primitives du Çà, refoulées et canalisées lors de l'édification progressive du Moi et du Surmoi tandis qu'à l'opposé la psychologie génétique, en permettant de comprendre le développement de l'intelligence, montre la puissance que le néo-cortex peut mettre au service des pulsions ; la psychiatrie jette un regard nouveau sur la folie et découvre comment, au sein de petits groupes, certains modes de communication peuvent engendrer des troubles graves de comportement ; la science économique et la sociologie, dans leur nécessité de disposer d'un modèle de l'homme pour l'étude des sociétés, dégagent des motivations qui sont l'expression de ces pulsions fondamentales ; enfin, l'anthropologie, en insistant sur la diversité des cultures, montre simultanément la généralité, chez tous les groupes humains, des processus psychanalytiques et la spécificité des personnalités de base qu'engendrent les interactions entre l'individu et la société.

Exaltante et effrayante convergence.

La continuité de l'animal à l'homme

La grande contribution de l'*éthologie* moderne a été de montrer, indépendamment de la neurophysiologie comparée, combien les animaux, loin d'être les machines de Descartes ou les ensembles de réflexes conditionnables de Pavlov, présentaient entre eux et avec l'homme une continuité psychologique et sociologique. La théorie

de l'évolution avait détruit le mythe de la spécificité biologique de l'homme. L'éthologie détruit maintenant le mythe de sa spécificité psychosociologique. Elle nous prépare à accepter une vision unitaire des systèmes vivants. Le texte qui résume cette situation de la manière la plus brillante, est une conférence prononcée par W. H. Thorpe en 1964 à une semaine d'études de l'Académie Pontificale des Sciences ([1]). Thorpe se pose le problème de la conscience chez les animaux et, après avoir passé en revue des manifestations extérieures qui sont liées chez l'homme à des phénomènes internes de conscience conclut : « Nous ne pouvons certes donner la preuve décisive de l'existence de la conscience chez les animaux, mais nous pouvons apporter des éléments dont l'accumulation est impressionnante et fournit de puissantes raisons de conclure que *la conscience est largement répandue dans la vie animale.* »

Ces manifestations que Thorpe examine relèvent notamment de l'attention et des mécanismes de déclenchement innés ([2]), de la construction et de la manipulation des idées abstraites, de l'anticipation et de la prévision, de la conscience de soi ([3]) et des valeurs éthiques. Les voici.

Les mécanismes de déclenchement innés

Thorpe rappelle que d'innombrables espèces animales réagissent de manière sélective à des stimuli particuliers souvent fort complexes impliquant la perception « de la couleur, de la vitesse, de la distance, de la taille relative, de la forme, et même de schémas visuels compliqués », mais souligne que si chez les animaux inférieurs la réponse tend à être tout à fait automatique, il en est tout autrement chez les animaux supérieurs où elle dépend beaucoup plus étroitement de l'état interne de l'animal. Les travaux récents sur l'attention sélective montrent que le stimulus très complexe doit passer par une série de filtres avant que l'animal puisse répondre et qu'il existe un mécanisme central de discrimination sélective conduisant à supposer que les animaux ont la capacité de choix conscients. Et Thorpe cite, parmi d'autres exemples, celui du chat : La réponse des cellules de son cortex visuel à des flashs lumineux est réduite lorsque l'on montre une souris à l'animal...

La construction et la manipulation d'idées abstraites

L'une des caractéristiques principales de l'homme est son extraordinaire capacité à construire et à utiliser des symboles. « Autant

---

([1]) W. H. Thorpe, Ethology and consciousness dans : Eccles. Brain and conscious experience. Springer Verlag, 1966.
([2]) Innate releasive mechanisms.
([3]) Self-consciousness.

que nous sachions, aucun langage animal, quelle que soit la quantité d'information transmise ne recourt à l'utilisation apprise d'abstractions générales. Mais, les animaux peuvent faire un très long chemin dans cette direction ». Ainsi, Otto Köhler et ses élèves ont montré que les animaux, et particulièrement les oiseaux, pouvaient « penser des nombres sans les nommer » : « Une corneille (Cornus Corax), à qui était présentée une série de boîtes avec un nombre variable de points inscrits sur le couvercle, apprit à n'ouvrir que la boîte dont le nombre de points était égal au nombre d'objets placés sur une carte de contrôle placée devant elle. L'oiseau apprit finalement à distinguer les cinq groupes représentés par deux, trois, quatre, cinq et six points sur les couvercles des boîtes... La corneille savait soulever le seul des cinq couvercles qui avait autant de points qu'il y avait d'objets sur la carte ». Après avoir donné d'autres exemples, Thorpe conclut : « Même si, l'aptitude des animaux à compter nous apparaît élémentaire comparée à celle de l'homme, je pense que nous devons reconnaître que nous avons de très fortes preuves de la capacité des animaux de réaliser mentalement l'abstraction de la notion de nombre ce qui, chez les enfants humains, ne peut être accompli sans un processus conscient ». Plus récemment, des chercheurs américains, les Gardner, ont enseigné à un chimpanzé nommé Washoe un véritable langage fait de signes apparentés à ceux que les sourds-muets emploient entre eux. Ils ont réalisé un film montrant que Washoe possédait à l'âge de 5 ans un vocabulaire de 550 mots environ et disposait d'une syntaxe élémentaire. Si les chimpanzés n'ont jamais appris à parler, ce n'était donc pas faute d'aptitudes cérébrales mais par manque de possibilités glottiques. Le plus extraordinaire a été une scène où l'assistante des Gardner demande à Washoe qui se regarde dans un miroir : « Qui est-ce ? » et se voit répondre par signes convenus : « Moi, Washoe ».

Un autre chercheur, Premack a mené à bien une expérience analogue avec une femelle de chimpanzé, Sarah : « Introduisant dans le dialogue par signes graphiques, les symboles de l'identité, de l'équivalence, de la différence, du plus, du moins, de l'affirmation, de la négation, du possible, de l'impossible, il pouvait voir Sarah effectuer des opérations logiques sur des problèmes posés par des objets empiriques, c'est-à-dire manifester à la fois pensée et connaissance ([4]). »

([4]) Edgar Morin, Le paradigme perdu : La nature humaine, Le Seuil, Paris, 1973.

Cf. aussi : L'unité de l'homme. Centre Royaumont pour une science de l'homme, Le Seuil, Paris, 1974.

L'anticipation et la prévision

L'existence de capacités de prévision est démontrée chez de nombreuses espèces : En comparant des électroencéphalogrammes de veille et de sommeil, Jouvet a pu nous dire à quoi rêvaient les chats ! « Des geais (Gaiulus Glandarius), à qui il arrive de découvrir une « chenille-bâton » bien camouflée de mite géométride et de constater son intérêt culinaire, continueront pendant un certain temps à picorer des bâtons de forme semblable ». Tinbergen a utilisé le concept d'« image de recherche » pour rendre compte de ce type de comportement.

Mais des animaux supérieurs comme la loutre de mer et le chimpanzé sont capables de réalisations beaucoup plus impressionnantes : La loutre de mer (Enhydra lutris nereis) se nourrit de crabes, d'oursins et de mollusques ayant tous une coquille épaisse, une carapace, ou d'autres protections qui doivent être brisées avant toute dégustation. L'expérimentateur répand au fond de la mer, à faible profondeur, différents coquillages. La loutre plonge, puis réapparaît à la surface en ayant, par exemple, un clam sous un membre et une pierre sous l'autre. Elle se met à flotter sur le dos, posant la pierre sur sa poitrine et frappant le coquillage sur la pierre jusqu'à ce que la coquille se brise. Quand la consommation est terminée, elle jette la coquille et plonge à nouveau, mais en gardant la pierre. Cette conservation de la pierre semble impliquer une prévision de son utilisation future.

Jane Van Lawick-Goodall, dans son livre sur les chimpanzés sauvages (Pan Satyrus) ([5]) rapporte qu'elle a observé fréquemment l'emploi par ces animaux de bâtons pour l'extraction de termites de leurs nids. Le bâton ou la branche est enfoncé dans un passage ouvert de la termitière et est retiré après un instant, les termites y étant accrochés par leurs mandibules. Le bâton est alors passé dans la bouche et les termites avalés. Il semble y avoir souvent accord au sein d'une bande de chimpanzés sur le type de proie qui sera recherché un certain jour. S'il s'agit d'une chasse aux termites, les chimpanzés se dirigent vers certains arbres ou certains buissons, cassent les petites branches, les effeuillent et se rendent aux termitières... Les chimpanzés mâchonnent aussi certaines feuilles et s'en servent comme éponges pour absorber l'eau dans des creux d'arbres, l'éponge étant sucée et réutilisée plusieurs fois. Ils se servent enfin de feuilles pour s'essuyer comme nous employons des mouchoirs ou des serviettes. *Fini le temps où l'homme pouvait se définir comme l'unique espèce qui avait conçu l'outil.*

([5]) Jane Van Lawick Goodall, Les chimpanzés et moi. Stock, Paris, 1971.

La conscience de soi

L'étude du comportement social des animaux met en évidence une reconnaissance individuelle des associés qui suggère fortement l'existence d'une conscience de soi. Naturellement, l'organisation des sociétés animales diffère beaucoup selon les espèces : Chez certaines espèces de poissons et d'oiseaux, la cohésion des bancs, des groupes ou des essaims est forte, mais il ne semble pas qu'il y ait reconnaissance mutuelle. Chez d'autres espèces où l'organisation est encore primitive, le conflit entre la tendance à se séparer et la tendance à rester en contact conduit à l'apparition de territoires individuels dont les limites sont fixées par l'équilibre entre ces tendances, et, pour permettre des contacts plus intimes avec le partenaire sexuel, des mécanismes sont nécessaires pour détourner vers les mâles rivaux l'agressivité du mâle envers la femelle, considérée au début comme une intruse. D'où les phénomènes de parades sexuelles admirablement analysés par les éthologues. Mais cela n'exclut pas la reconnaissance des autres : Lorenz a longuement observé le choix du conjoint et la fidélité chez l'oie sauvage. Le nombre des individus différents reconnus par certains oiseaux atteint quatre-vingt-dix. Quant aux pigeons, ils peuvent être entraînés à répondre à la présence ou à l'absence d'êtres humains sur des photographies.

Chez beaucoup d'espèces enfin, l'éthologie a mis en évidence une véritable *organisation sociale* avec des hiérarchies strictes comme « le pecking order » des poulaillers ou avec des structures plus complexes comme celles des groupes de singes en liberté dont le type varie selon l'espèce et le milieu. On a pu « distinguer, voire opposer les sociétés de forêt (chimpanzés) aux sociétés de savane (babouins) et parfois les sociétés de forêt et de savane au sein d'une même espèce. Les sociétés de forêt, où la vie arboricole présente une grande sécurité, sont décentralisées, et le leadership semble s'acquérir plutôt par du « m'as-tu vu exhibitionniste »... Les sociétés de savane sont centralisées, ..., les subordonnés ont toujours l'attention fixée sur le chef mâle, lequel acquiert le pouvoir en fonction de son agressivité ou « volonté de puissance ». Au sein de ces diverses sociétés (babouins, macaques, chimpanzés), se dessinent des clivages très nets entre mâles adultes, femelles et jeunes, allant de la constitution de castes (mâles adultes), de cliques ou bandes (jeunes), de gynécées. Il s'agit non seulement d'une différenciation hiérarchique, mais aussi d'une différence de statut, de rôle, d'activité... (6) »

---

(6) E. Morin, *op. cit.* Cf. aussi : S. Moscovici, La société contre nature. Union Générale d'Editions, Paris, 1972.

L'exemple le plus extraordinaire est peut-être le travail de Delgado cité par Laborit : « Le chercheur a observé au télé-objectif des groupes de singes auxquels il avait préalablement implanté des électrodes dans diverses aires cérébrales. Ces animaux se trouvaient en liberté dans un espace clos, et l'électrogenèse de leurs aires cérébrales était enregistrée à distance. Il était aussi possible de les stimuler à distance. Très rapidement, ces animaux se constituent en sociétés : Un chef apparaît qui soumet les autres à son autorité, son autorité sexuelle d'abord, évidemment. Une hiérarchie s'établit ensuite progressivement parmi les autres et cette hiérarchie se trouve être liée au comportement. Elle est fonction de l'électrogenèse du système limbique et il fut possible, en stimulant les neurones de ce système, d'influencer la hiérarchie, c'est-à-dire de transformer en chefs des esclaves. La stimulation du noyau caudé, au contraire, diminue l'agressivité et provoque rapidement une régression de l'animal stimulé dans la hiérarchie. Mais le plus curieux est le fait suivant : Les animaux ayant à leur disposition des manettes permettant de stimuler eux-mêmes les aires cérébrales des autres singes, trouvent assez rapidement que la stimulation de son noyau caudé diminue l'agressivité du chef et le rétrograde dans la hiérarchie. Ils en usent largement dès que celui-ci devient trop dominateur ([7]). »

Cette conscience de soi permet des progrès collectifs : Ainsi, des chercheurs japonais ont découvert comment l'habitude de laver les patates douces avant de les manger s'était développée depuis 1953 chez un groupe de macaques. L'inventeur ? Une jeune femelle, bientôt imitée par sa mère et sa compagne de jeu, puis par ses sœurs et ses frères, puis par d'autres singes, les plus jeunes. La méthode est devenue une nouvelle habitude culturelle de ce groupe. *Fini aussi le temps où l'homme croyait avoir le privilège de l'organisation sociale, de l'existence de hiérarchies, ou de la transmission culturelle de certaines expériences !*

Les valeurs éthiques

Nombreux sont les comportements qui semblent traduire des valeurs éthiques chez l'animal. Lorenz en a donné de magnifiques exemples en décrivant ses relations avec des chiens, particulièrement sa chienne Susi devenue extrêmement féroce lors de son premier départ pendant la guerre. Il a raconté également son amitié avec un chouca qui restait sur son épaule et cherchait à lui donner de la nourriture dans l'oreille. Il explique comment des animaux peuvent

---

([7]) H. Laborit, L'agressivité détournée. Introduction à une biologie du comportement social. Union Générale d'Editions, Paris, 1970.

être amenés à considérer un être humain comme partenaire sexuel au point que leur comportement en soit totalement perturbé. Thorpe cite le cas d'une chouette (Tyto alba) qui appartenait au docteur Miriam Rotschild : L'oiseau avait vécu constamment depuis sa capture, très jeune, en compagnie de sa mère adoptive à laquelle il était très attaché. Il était à cette époque très affectueux et se comportait comme un chat recherchant les caresses et fermant alors les yeux avec tous les symptômes du ravissement. Quand la chouette eut six mois, sa propriétaire alla à Londres où naquit son enfant et elle revint avec le bébé. La chouette la reconnut et montra la même attitude affectueuse. Mais dès qu'elle vit l'enfant, elle changea brutalement de comportement et attaqua sauvagement sa propriétaire. Tous les efforts furent faits pour regagner la confiance de l'oiseau qui ne vit jamais plus l'enfant. Rien n'y fit : L'oiseau, tout en restant calme, se livrait de manière inattendue à des attaques sauvages sur sa mère adoptive et sur *elle seule.*

Entre animaux eux-mêmes, on rapporte des faits innombrables : l'extraordinaire amitié de deux dauphins mâles (Tursiops truncatus) qui, après une période de séparation de quelques semaines, se retrouvèrent avec une telle joie qu'ils nagèrent côte à côte pendant plusieurs jours, le fait qu'un lion adulte (Panthera leo) incapable de chasser à cause d'une épaule brisée, fut nourri par un autre mâle, des cas de mendicité pour des bananes chez les chimpanzés, l'apparition de phénomènes de jalousie chez les singes. Lorenz, de son côté, donne un exemple de dissimulation et de mensonge : Un jour, un de ses chiens, qui ne voyait plus très bien, chargea en aboyant lorsque Lorenz entra dans la cour en revenant d'une promenade. S'apercevant alors de sa méprise, le chien continua à charger, en dépassant et en évitant Lorenz comme s'il s'attaquait à un but plus lointain. Lorenz est convaincu que le chien avait adopté ce comportement pour éviter la honte de n'avoir pas reconnu son maître. Par la suite, le chien répéta plusieurs fois le même manège et intentionnellement cette fois ([8]).

De la conscience à l'agressivité

Ainsi, *presque tous les caractères de l'homme sont déjà présents chez les autres espèces animales et cela à un point dont nos parents n'avaient nulle idée.* Dès lors, il devient naturel d'admettre que dans la hiérarchie des espèces associées à des systèmes auto-organisés de plus en plus complexes, l'apparition de la conscience est liée à l'existence de certaines formes d'auto-organisation internes. Réci-

([8]) Konrad Lorenz, Tous les chiens, tous les chats. Flammarion, Paris, 1970.

proquement, la logique suggère d'appliquer à l'homme les techniques de l'éthologie en faisant l'inventaire de ses comportements, en recherchant les conditions de déclenchement des coordinations héréditaires chez les jeunes enfants, en étudiant les similitudes de gestes et d'attitudes par-delà les diverses cultures, en relevant leurs analogies avec ceux d'autres animaux. L'éthogramme des comportements de l'homme qui rougit, pâlit, sue, tremble, a « la chair de poule », sourit, fait la moue, se gratte, roule les épaules, cligne de l'œil, demande en inclinant la tête sur le côté, est loin d'être encore établi, mais il apporte déjà des preuves irréfutables de la permanence d'une affectivité ancestrale.

C'est dans ce contexte éthologique que K. Lorenz a présenté son analyse de l'agression dont la trame, pourtant très simple, a parfois été obscurcie par les controverses :

● Lorenz constate d'abord la généralité, au sein des espèces animales, d'une agression intra-spécifique, puis il se demande en quoi elle est favorable à la conservation de l'espèce, La réponse tient en quatre phrases : 1) Le danger que dans une partie d'espace disponible, une population trop dense d'une seule espèce d'animaux épuise toutes les ressources alimentaires est éliminé de la façon la plus simple : ces animaux d'une même espèce éprouvent de la répugnance les uns envers les autres ». 2) Les combats entre rivaux assurent la sélection des plus aptes à protéger les groupes contre les ennemis de leur propre espèce. 3) L'agressivité facilite la défense des petits comme le montre le fait que « dans beaucoup d'espèces où un seul sexe s'occupe de la progéniture, c'est seulement ce sexe-là qui se montre vraiment agressif envers les congénères, ou qui en tout cas l'est beaucoup plus que l'autre ». 4) « Grâce à l'équilibre des tensions créé par l'agressivité et l'ordre hiérarchique qui en résulte, une société peut bénéficier d'une structure stable et avantageuse à plusieurs points de vue ([9]). »

● Toutefois, l'instinct d'agression intraspécifique serait dangereux s'il n'était contrôlé par le frein de la ritualisation « qui réussit cette tâche pratiquement impossible d'empêcher que l'agression intraspécifique nuise sérieusement à la conservation de l'espèce ». Ritualisé, le combat se termine par la défaite du plus faible, sans qu'il y ait meurtre. Naturellement, les « inhibitions empêchant la mutilation ou la mort des congénères doivent être particulièrement fortes et sûres dans les espèces animales qui, en tant que chasseurs professionnels, disposent d'un armement suffisant pour tuer rapi-

---

([9]) Konrad Lorenz, L'agression. Une histoire naturelle du mal. Flammarion, Paris, 1969.

dement et sûrement de grosses proies et qui, d'autre part, vivent en société » (9).

● Aux origines de l'homme, de tels mécanismes inhibiteurs contre le meurtre étaient superflus (et n'ont donc pas été développés par la pression de sélection) puisque les primates n'avaient pas la possibilité de tuer rapidement. C'est l'invention des armes artificielles qui a rompu l'équilibre entre les possibilités de tuer et les inhibitions sociales et l'on a d'ailleurs des indices du meurtre et de la guerre à partir des australopithèques. Depuis ces temps lointains, « les mêmes facultés qui fournissaient à l'homme des outils et cette puissance dangereuse pour lui-même l'ont aussi muni du moyen d'en empêcher l'abus : la responsabilité raisonnable », *mais cet équilibre entre l'agressivité et les mécanismes individuels et sociaux qui la contrôlent est toujours resté fragile et jamais plus la guerre n'a disparu du paysage humain.*

Un être à l'agressivité ancestrale mal compensée. Voilà le diagnostic d'un éthologue. Diagnostic que nuancent certes paléontologie et préhistoire avec leur analyse des interactions entre l'adaptation biologique et l'adaptation culturelle ; mais diagnostic sans lequel il serait illusoire pourtant de chercher à comprendre l'homme.

L'émergence de la société humaine

Une centaine d'années après la parution de « l'origine des espèces » de Darwin, la science dispose d'un tableau qui permet de commencer à comprendre les étapes successives de notre passé et les liens qui nous rattachent à ces anciennes origines. Ce tableau n'est plus la vision linéaire du XIX^e^ siècle qui imaginait l'homme apparu tardivement par mutation d'un singe anthropoïde, puis faisait créer par lui dans une explosion quasi miraculeuse la société, la famille, l'outil, le langage, le sens de la mort et le sens de l'art, en bref toute la culture dont la naissance scellait la fin du règne de la nature. Pour le préhistorien contemporain, au contraire, l'évolution génétique, sociale et culturelle de l'homme s'insère dans un processus complet d'auto-organisation progressive de la biosphère qui commence avant l'homme et se poursuit simultanément sur tous les plans : A tout moment, mode de vie, organisation du cerveau, structure sociale, productions matérielles et culturelles, relations avec les autres espèces sont, par suite de leurs liens dialectiques, en équilibre synchronique. A tout moment, ces paramètres induisent, avec des progrès dans l'organisation, une évolution diachronique de la totalité du système.

De la forêt à la savane

Au départ, semble-t-il, un double héritage écologique. « Les lointains ancêtres de l'homme étaient des créatures bien adaptées à la vie dans les arbres. Ils se déplaçaient, se nourrissaient, s'accouplaient et s'endormaient loin au-dessus du sol dans les forêts tropicales ([10]). »

A l'ère tertiaire, l'activité volcanique, la formation des montagnes et le refroidissement contemporain de la surface terrestre ont eu pour conséquence l'expansion des prairies et des savanes aux dépens des forêts et, pour toute la population des primates, en plein développement, un changement de conditions de vie. « Un petit nombre d'entre eux, notamment les ancêtres de l'homme et ceux des actuels babouins, ont de toute évidence relevé le défi d'un milieu en pleine évolution » ([10]). Ils l'ont très probablement fait pour des raisons liées, dès cette époque, à certaines caractéristiques de leur organisation sociale.

Desmond Morris décrit cette étape avec une certaine poésie : « Dans ce nouveau milieu, nos ancêtres voyaient s'ouvrir devant eux des perspectives peu riantes. Il leur fallait devenir de meilleurs tueurs que les carnivores installés ou de meilleurs brouteurs que les herbivores déjà en place. Au lieu de tendre, avec nonchalance, le bras pour cueillir au bout de la branche un beau fruit, le singe en quête de légumes au niveau du sol était contraint de gratter et de fouiller péniblement la terre dure pour en extraire sa précieuse nourriture. Cependant, son régime antérieur n'était pas entièrement à base de fruits et de noix. Les protéines animales avaient, à n'en pas douter, une grande importance pour le singe. Après tout, il était issu d'une vieille souche insectivore et son ancien habitat dans les arbres avait toujours abrité une riche faune d'insectes... Quand il descendit sur le sol, cette source de ravitaillement existait en abondance et rien ne l'empêchait de développer cette partie du régime. Au début, il n'était pas de taille à lutter avec le tueur professionnel du monde carnivore. Mais il y avait de jeunes animaux de toutes sortes, sans défense, ou malades, faciles à prendre... Contrairement à ce qu'on imagine d'ordinaire, les grands singes terrestres possédaient déjà un grand cerveau hautement développé. Ils avaient de bons yeux et des mains qui savaient empoigner. Puisque c'étaient des primates, ils avaient, bien entendu, un certain niveau d'organisation sociale. Pressés par les circonstances d'améliorer leurs exploits de carnassiers, ils ne tardèrent pas à subir des

---

([10]) Les origines de l'homme. Le Courrier de l'Unesco, août-septembre 1972.

modifications profondes. Ils devinrent des animaux plus verticaux — et par là même de meilleurs coureurs. Leurs mains, libérées des servitudes de la locomotion se transformèrent en porte-armes robustes et efficaces. Leur cerveau se fit plus complet et ils se découvrirent des animaux plus intelligents, plus vifs, plus prompts à prendre une décision. Un singe chasseur, un singe tueur était en voie d'apparaître ([11]). »

S'il faut donner un nom à ce premier ancêtre de l'homme, les paléontologistes croient l'avoir trouvé chez le ramapithèque, dont les mâchoires ont été découvertes en Inde et en Afrique Orientale et qui semble avoir vécu de 14 à 6 millions d'années avant notre ère. Il aurait habité dans une forêt clairsemée et, comme les chimpanzés, aurait continué à monter aux arbres, recherchant des aliments durs et nourrissants comme les noix, les graines et les racines.

Des gorges d'Olduvai au seuil de l'histoire

Depuis les découvertes de Louis Leakey aux gorges d'Olduvai en 1959 et celles de son fils Richard au lac Rodolphe en 1970, « cinq millions d'années de préhistoire ont été peuplées d'êtres bipèdes, dont les moins évolués présentent des traits hominiens déjà mêlés à des traits anthropoïdiens (australopithèques robustes) et dont les plus évolués ne diffèrent de l'homo sapiens qu'essentiellement par la taille du cerveau (Man 1470, 800 cm^3). Entre ces deux pôles, on trouve des petits êtres graciles, hommes par les pieds, gamins par la taille (1,20 m) et le poids (20 à 25 kg), quasi-chimpanzés par la dimension du crâne (600 cm^3), mais déjà faber, édifiant des abris, travaillant la pierre, pratiquant la chasse » ([12]). Ce qui est révolutionnaire dans ces découvertes — comme le souligne à juste titre E. Morin — est la coexistence pendant deux à trois millions d'années sur la terre africaine de *deux à trois espèces*, « anthropoïdes hominisants ou hominiens débutants » qui « pratiquaient à peu près le même genre de vie en savane, fabriquaient des armes, des outils, des abris, disposaient donc d'une organisation sociale sensiblement de même complexité. *Nous voyons donc des êtres qui ne sont pas les ancêtres de l'homme atteindre, techniquement et sociologiquement, les degrés hominiens, et nous voyons l'ancêtre de l'homme, techniquement et sociologiquement, partir d'un degré déjà atteint par une ou plusieurs autres espèces primatiques* ([12]). »

L'une de ces espèces a pour successeur, il y a 700 000 ans à Java, en Chine, en Europe et en Afrique, cet Homo erectus dont le

---

([11]) Desmond Morris, Le singe nu. Grasset, Paris, 1968.
([12]) Edgar Morin, *op. cit.*

volume du crâne est aux alentours de 1 000 cm^3 et qui est capable de fabriquer des outils de pierre faits pour des emplois assez rudimentaires : tuer et écorcher les animaux, couper le bois, broyer les végétaux. Il sait aussi utiliser le feu.

Enfin, avec l'apparition, entre 400 et 250 000 ans, des hommes de Swanscombe, Stenheim et de Montmaurin, véritables représentants de l'homo sapiens qui taillent maintenant leurs outils avec virtuosité (période acheuléenne), nous sommes au seuil de l'histoire.

Mais *il semble bien que notre espèce soit née plusieurs fois* et qu'il faille voir dans ce polycentrisme l'origine des races. Très tôt, se serait séparé le phylum australoïde. Plus tard, l'homme de Néanderthal aurait pu donner naissance aux mongoloïdes en Sibérie méridionale. En dernier lieu, la transformation se serait produite en Europe de l'Est et au Levant et en seraient sortis les Europoïdes (les Blancs) et les Négroïdes (les Noirs) ([13]).

Adieu les hymnes à la gloire de la création : *Ce phénomène unique de l'apparition de l'Homme, chanté par toutes les Genèses de la terre, le voilà qui se reproduit plusieurs fois en plusieurs étapes, en des lieux éloignés les uns des autres, comme un stade banal de l'évolution !*

La suite est connue, avec les progrès lents de la taille des silex au cours des millénaires, la construction par étapes du langage puis de l'écriture, le développement des sentiments esthétiques et religieux lors de l'éclosion de l'art des peintures rupestres, l'apparition enfin à travers une succession de phases transitoires, de l'élevage et de l'agriculture, symboles de la culture néolithique. Ces grands progrès marquent à la fois des étapes dans l'autoorganisation de sous-systèmes particuliers et l'accroissement de la complexité du système d'ensemble.

Certains caractères biologiques, affectifs, intellectuels ou sociaux de ces transformations sont de puissants arguments pour l'existence d'une insuffisance de contrôle au niveau de l'individu.

Une espèce fœtalisée construite en deux générations et modelée pendant des millénaires.

Tant que les mutations ont été conçues comme de petites retouches résultant du changement de gènes isolés, l'apparition de l'homme à partir du singe n'est restée pour la plupart d'entre nous qu'une abstraction peu crédible. Mais l'on sait depuis peu qu'il existe des *mutations chromosomiques* qui affectent le nombre, la forme et la taille des chromosomes d'une espèce ([14]).

([13]) Andor Thomas, L'origine de l'homme moderne et de ses races. La Recherche, avril 1975.

([14]) Le caryotype.

Or, il semble bien que chimpanzé et homme ont eu un ancêtre commun à 48 chromosomes et que le premier accident conduisant à l'hominisation a été une fusion entre deux chromosomes du groupe D qui, en deux générations — *moins de 80 ans sans doute* —, a créé une espèce à 46 chromosomes, nos ancêtres.

« Cet accident à dû intéresser un seul sujet qui, dans un premier temps, eut un caryotype à 47 chromosomes. Croisé avec des individus « normaux » à 48 chromosomes, qui l'entouraient, ce sujet a dû donner 50 % de descendants porteurs, comme lui, de la translocation et ayant 47 chromosomes... Il a suffi par la suite que deux sujets à 47 chromosomes se croisent entre eux pour voir apparaître de « nouveaux individus » à 46 chromosomes, porteurs de la translocation à l'état homozygote (c'est-à-dire répétée identiquement sur chacun de deux chromosomes homologues formant une paire) ([15]). »

Ainsi, nous descendons sans doute d'un inceste entre un père mutant et ses filles tarées...

Mais ce n'est que le début de l'histoire, car seules 15 paires de chromosomes sur 23 ont la même structure chez l'homme et le chimpanzé et à l'accident primitif se sont rajoutés de multiples remaniements secondaires et d'innombrables mutations ponctuelles.

Or, depuis les travaux de Bolk, *presque personne ne conteste que l'hominisation et le développement du cerveau aient été de pair avec un ralentissement de la croissance de l'embryon le faisant naître à l'état de fœtus.* Ce phénomène de néoténie était-il acquis dès l'accident initial ? Nul ne le sait, mais ce qui est certain, c'est qu'à cause de lui, l'homme poursuit son développement après sa naissance, tout en conservant à l'état adulte certains caractères infantiles des singes anthropoïdes. Par exemple, « quand un animal vient au monde, son cerveau atteint déjà 70 % de sa taille définitive et sa croissance est achevée dans les six premiers mois de la vie. Même un jeune chimpanzé termine sa croissance cérébrale dans les douze mois qui suivent sa naissance. Notre espèce, au contraire, possède à la naissance un cerveau qui n'a que 23 % de sa taille adulte. Une rapide croissance se poursuit dans les six ans qui suivent la naissance, mais le développement ne s'achève que vers la vingt-troisième année » ([16]). Presque sans humour, on a pu écrire : « L'homme est un fœtus de grand singe parvenu à la maturité sexuelle », mais l'on commence à peine à réaliser que ce phénomène a eu des conséquences d'une immense portée :

([15]) Jacques Ruffié : Le mutant humain, dans : l'unité de l'homme, *op. cit.*
([16]) E. Morin, *op. cit.*

Une durée de l'enfance accrue avec un allongement des relations étroites avec la mère. L'effet sur les relations sociales en est évident.

Un démarrage précoce de l'auto-organisation individuelle sous l'influence de l'environnement, à un moment où un plus petit nombre de conduites est génétiquement programmé. D'où une explosion des facultés d'adaptation et de création.

Un état de dépendance totale du nourrisson vis-à-vis des adultes, état qui accroît pour le nouveau-né le décalage entre la violence de ses pulsions, la faiblesse de ses possibilités et la puissance du réel. *Toute l'instabilité affective de l'espèce, toute la complexité de la formation de la personnalité telles qu'elles sont décrites par la psychanalyse, en résultent directement.*

La créativité et la démesure

Imagination et mémoire, nécessaires à l'auto-organisation, ont été à l'origine de la création intellectuelle. Sans elles, il n'y aurait pas eu ce développement prodigieux de l'humanité. Mais il n'y aurait pas eu non plus quelques contreparties plus inquiétantes.

« La multiplication des essais par l'homme fait que son règne s'est traduit par un massif accroissement de l'erreur au sein du système vivant ([17]) » même si, en fin de compte, cette erreur s'est transformée ultérieurement en un supplément de contrôle.

La découverte de la mort, source d'une angoisse insupportable, n'a pu être surmontée que par l'imagination de la croyance en une autre vie, c'est-à-dire par l'*irruption du mythe et de la magie.*

Dès l'instant où toute chose a acquis une double existence, l'une objective dans la perception, l'autre mentale dans la mémoire, le sens du Beau a pu naître de l'imagination. Avec sa dialectique constante entre le réel et le mythique.

Mais surtout, à tout moment, l'affectivité ancestrale a pu trouver dans les souvenirs du passé et dans les représentations de l'imagination des facteurs multiplicateurs de sa violence. *L'instinct d'agression* postulé par Lorenz et plus généralement *toutes les pulsions anciennes* ont vu leurs effets totalement modifiés par la forte *capacité auto-organisationnelle de l'individu humain,* puis *amplifiés par la culture* et par le passage, à travers les générations, d'une mémoire individuelle à une mémoire collective.

Aussi, est-ce avec quelque vraisemblance qu'Edgar Morin a pu écrire ce qui suit dans un texte intitulé « Un animal doué de déraison » : « Dès lors surgit la face de l'homme cachée par le concept rassurant et émollient de sapiens. C'est un être d'une affectivité intense et instable qui sourit, rit pleure, un être anxieux et angoissé,

---

([17]) E. Morin, *op. cit.*

un être jouisseur, ivre, extatique, violent, furieux, aimant, un être envahi par l'imaginaire, un être qui sait la mort et ne peut y croire, un être qui secrète le mythe et la magie, un être possédé par les esprits et les dieux, un être qui se nourrit d'illusions et de chimères, un être subjectif, dont les rapports avec le monde objectif sont toujours incertains, un être soumis à l'erreur, à l'errance, un être qui produit du désordre. Et comme nous appelons folie la conjonction de l'illusion, de la démesure, de l'instabilité entre réel et imaginaire, de la confusion entre subjectif et objectif, de l'erreur, du désordre, nous sommes contraints de voir l'homo sapiens comme homo demens ([18]). »

La montée de l'intelligence

Demens d'un côté. Sapiens de l'autre. C'est la libération de la main par la station verticale qui a élargi les possibilités d'action et permis l'apprentissage cérébral. Des cailloux et des branches — comme pour les chimpanzés actuels — voilà la première prolongation artificielle du corps de l'homme. Bientôt suivie de la fabrication d'outils dont les formes progressivement améliorées, accroissent l'efficacité de la force physique pour couper, percer, assommer, déchirer, tailler, ... et plus tard pour porter, protéger, défendre, polir, façonner. Avec le moulin à eau et la traction animale, nouveau transfert : Une énergie extérieure se substitue à l'énergie humaine. De la marine à voile à l'énergie atomique, cette évolution, une fois commencée, ne s'arrêtera plus.

Pourtant, cet enchaînement se borne à une amplification considérable des forces susceptibles d'être mises en jeu. Avec l'apparition du langage, démarre une tout autre lignée : Au système des sons à signification conventionnelle, système clos aux possibilités limitées, succède, grâce à la double articulation en phonèmes et morphèmes, un système ouvert qui permet à l'infini la génération de phrases nouvelles. En apprenant par cœur des récits, des formules technico-magiques, l'homme peut transmettre un premier corpus de textes. Embryons de bibliothèques dont son corps est encore le support. Mais avec l'écriture, c'est tout le savoir du groupe à un instant donné qui peut être stocké et transmis aux générations futures. Bibliothèques restreintes jusqu'à la découverte de l'imprimerie, de plus en plus immenses depuis lors. Avec l'ordinateur, une nouvelle étape décisive : Ce n'est plus la mémoire de l'homme, mais sa faculté de calculer, de raisonner, qui est transmise sous forme de programmes à ces machines qui peuvent apprendre, démontrer des théorèmes, comparer des solutions, rechercher des renseigne-

---

([18]) E. Morin, *op. cit.*

ments dans de monstrueuses banques de données. *L'homme est en train de multiplier sa puissance intellectuelle et partant sa capacité de construire des organisations sociales complexes, comme il a multiplié sa force physique.* Nous sommes à peine en train de réaliser ce que cela signifie. Les calculateurs actuels sont encore de grosses machines, un peu bornées, capables de faire très rapidement des opérations mais sans initiative. Pourtant, *par les mêmes processus que ceux déjà décrits, elles auront un jour des descendants aussi différents d'elle que l'homo sapiens l'est du ramapithèque,* car l'évolution de la société humaine implique une évolution des ordinateurs. L'accumulation des banques de données, leur interconnection progressive, l'insertion dans les calculateurs de logiques de plus en plus générales, la découverte de procédures de reconnaissance des formes, l'enrichissement des possibilités nouvelles. Cette « espèce ordinateurs » se développera en symbiose avec l'espèce humaine, sur la même biosphère, en état de double dépendance, de double parasitisme. L'avenir de l'homme sera conditionné par les systèmes informatiques, comme l'homme modèlera les systèmes informatiques futurs.

Ainsi, la construction progressive, au cours de la phylogenèse, de la capacité humaine à agir intelligemment, cette construction qui culmine dans l'explosion de la science, n'est pas séparable de la projection successive par l'homme, vers le monde extérieur, des propriétés de son corps et de son cerveau. Mais, cette étonnante amplification ne peut rendre que plus instables les relations avec les pulsions ancestrales. Les relations de sapiens avec demens.

La genèse de la société

Au cours de ces évolutions biologiques, affectives et intellectuelles, il n'y a pas eu succession d'une phase d'évolution sociale à une phase d'évolution naturelle, ou création à une certaine période d'une « société contre nature » émergeant brutalement dans une totale discontinuité. Bien au contraire, les transformations de la société ont été partie intégrante de l'évolution tout court, à la fois moteur et produit de cette évolution ([19]).

Déjà du temps de nos ancêtres arboricoles, existe une certaine organisation sociale dont les collectivités actuelles de primates peuvent donner une idée. Dans ces sociétés d'affiliation, les mâles adultes forment une cohorte ordonnée par rang dont les membres se séparent rarement. Ils vivent au milieu des assemblées de femelles constituées des femelles et de leur progéniture. Les mâles

([19]) Comme le souligne avec pertinence S. Moscovici, La société contre nature. Union Générale d'Editions, Paris, 1972.

jeunes et célibataires, unis dans la recherche de la nourriture et les jeux, constituent au contraire des bandes périphériques.

Lorsque se sont transformées les conditions du milieu, « nous avons tous les motifs de supposer, sans avoir les moyens de le prouver entièrement, que le surplus (de population), concrétisé par les bandes de jeunes célibataires, les troupes exclusivement mâles, a été un facteur décisif, induisant les espèces-souches, dont sont issus les hominiens, à délaisser l'existence arboricole à laquelle elles étaient accoutumées... Les groupes composés de plusieurs mâles étaient mieux préparés à affronter les risques, leur coopération forcée leur apportant divers avantages... ([20]). »

Le passage de la cueillette à la prédation et à la chasse a été lié à des modifications progressives de l'organisation sociale. Il a donné naissance aux sociétés de parenté et, avec elles, à trois phénomènes majeurs. La paternité. Le partage exogamique. La prohibition de l'inceste.

● Dans les sociétés d'affiliation, on constate, « des mâles adultes aux jeunes, une quasi-absence de liens positifs, analogues à ceux qu'établissent les femelles. Le mâle adulte considère les jeunes mâles, surtout à partir d'un certain âge, comme appartenant à une catégorie subordonnée, avec laquelle il n'a que des rapports de domination » ([20]). En imposant un certain degré de collectivisation, la chasse va amener la fusion des deux unités constituées d'un mâle reproducteur et d'une femelle, de la femelle et de sa progéniture. L'obligation d'insérer les jeunes mâles dans la collectivité des chasseurs va développer des liens entre les hommes adultes et les jeunes garçons. L'homme adulte va s'insérer dans l'unité constituée de la femme et de ses enfants et donner progressivement une signification à la *paternité*.

● Dans cette famille qui apparaît, les fonctions économiques des deux sexes se sont fortement différenciées. Par division naturelle du travail et au cours de l'évolution. L'homme est surtout chasseur, la femme assure la collecte, la cueillette, la garde du camp et des enfants. Cette complémentarité des sexes va de pair avec une certaine forme de lutte, l'ensemble des hommes arrachant de fait, comme le montrent symboliquement de nombreuses cérémonies d'initiation, la progéniture mâle à l'ensemble des mères. La division du travail née de la chasse s'accompagne donc d'une domination des mâles. Or, « la société dans laquelle la famille a pris corps est une société directe, ne disposant pas de moyens politiques ou économiques propres, dépourvue de la coquille des institutions

([20]) S. Moscovici, *op. cit.*

susceptibles de s'imposer à ceux qui la composent. Dans une société de ce type, l'apparition de la famille étendue, liée normalement à d'autres représente un risque d'éclatement... » Ce risque fait peser une menace d'autant plus grave que la chasse nécessite la constitution de liens stables. « *L'exogamie* ([21]) fournit le seul moyen de maintenir le groupe comme groupe, d'éviter le cloisonnement et le fractionnement indéfinis qu'apporterait la pratique des mariages consanguins ; si l'on avait recours à eux avec persistance ou seulement de façon trop fréquente, ceux-ci ne tarderaient pas à faire « éclater » le groupe social en une multitude de familles qui formeraient autant de systèmes clos, de monades sans porte ni fenêtre, et dont aucune harmonie préétablie ne pourrait prévenir la prolifération et l'antagonisme. » En ouvrant la société sur l'extérieur et donc en brassant le patrimoine génétique, l'exogamie a l'immense résultat de stopper le processus d'évolution biologique qui aurait fait naître de nouvelles espèces d'hommes tout en développant la diversification individuelle et ethnique.

● La domination des mâles et la nécessité de l'échange, déjà traduites par l'exogamie, a peut-être eu aussi comme conséquence la prohibition de l'inceste : « Pour séparer d'emblée les individus qui devront assumer leurs devoirs d'hommes et de femmes sans que soit menacée l'autorité des premiers sur les secondes, dans chaque groupe et dans la population, il fallait que, dans le partage qui s'opère par le mariage, les femmes quittent en priorité leurs familles ou leur clan, et que d'autres femmes viennent prendre leur place dans la famille ou dans le clan : ce qui permettait de les traiter en subalternes, de les assujettir à des règles de discrimination parce qu'étrangères, d'en user comme avec des étrangères parce que vouées à la subordination et à la ségrégation. La *prohibition de l'inceste*, qui concourt à la séparation des sexes et à la transformation de l'un en objet cessible de l'autre, traduit à la fois la signification élargie de leurs rapports et transpose dans cette régulation la hiérarchie propre à ces rapports ([22]). »

Facteurs et effets de l'auto-organisation sociale, la naissance de la famille, la pratique de l'exogamie et la prohibition de l'inceste ont à leur tour modelé le développement psychologique de l'individu, de la formation du complexe d'Œdipe aux conflits de l'adolescence. C'est alors que se sont élaborées ces névroses propres à l'homme et sans doute latentes chez les préhominiens.

([21]) C. Levi-Strauss, Les structures élémentaires de la parenté. Mouton, Paris, 1967.
([22]) S. Moscovici, *op. cit.*

Partout, derrière la diversité des cultures, l'humanité est passée par cette étape de l'organisation sociale qui subsiste dans certaines parties du monde, mais 8 à 10 000 ans avant notre ère, en quelques endroits privilégiés, l'évolution diachronique a fait émerger, avec la société historique, un nouveau palier d'organisation où l'Etat apparaît comme régulateur. La paléontologie a cédé la place à l'histoire.

Au total, le panorama offert par les sciences du lointain passé de l'homme est cohérent et la lecture de la préhistoire transmet un triple message à ceux qui, comme nous, se préoccupent de la maîtrise du futur :

Une transformation simultanée des caractéristiques biologiques, des modes de subsistance, des capacités intellectuelles et de l'organisation sociale. L'évolution de l'ensemble du système est une et il n'y a jamais eu de « contrat social », d'émergence brutale de la société, de discontinuité entre évolution biologique et histoire, entre nature et culture.

La construction progressive d'une espèce capable de prévision, de conceptualisation, d'invention, de programmation, de communication.

La permanence chez l'individu humain d'une organisation fondamentale inquiétante, d'un équipement corporel, d'une affectivité, d'habitudes, hérités de lointains ancêtres, par-delà des millions d'années, et étroitement apparentés à ceux du reste du monde animal, mais aux effets accrus par la fœtalisation de l'espèce et le développement de ses facultés d'imagination et de mémoire. Dans le présent, coexistent à tout moment les germes de l'avenir et les traces du passé.

Mais, éthologues et anthropologues n'observent que de l'extérieur ce comportement humain, à la fois hautement élaboré et primitif, fait de rationalité et de démence, alors qu'il a un support matériel, celui des structures nerveuses. D'où une question-clé : Les découvertes de la neurophysiologie sont-elles compatibles avec les conjectures précédentes ? Apportent-elles des preuves supplémentaires de leur véracité ?

La réponse est oui. Et sans ambiguïté.

La hiérarchie des structures nerveuses

Essayer de dégager en quelques pages ce qu'il y a d'essentiel pour notre propos dans un domaine aussi complexe que la *neurophysiologie* moderne est une gageure, mais la nécessité y contraint, car il s'agit de montrer comment l'assemblage de *neurones* qu'est

le système nerveux humain, assemblage construit de la *moelle épinière* aux différents étages de l'*encéphale*, comme une hiérarchie de structures nerveuses, et opérant comme un système auto-organisé hypercomplexe, *a conservé, dans sa structure et dans son fonctionnement, tout le passé de la phylogenèse et traduit dès lors, matériellement, dans nos cellules, le déséquilibre de l'homme.*

Un assemblage de neurones

En matière d'organisation, il est déjà significatif de constater que le système nerveux est uniquement constitué de *neurones*. Mais il ne faut pas imaginer le neurone comme un simple transistor. Eccles, l'un des savants qui a le plus fait progresser la physiologie des neurones, insiste sur leur complexité, notamment celle des neurones cérébraux : « Par exemple, il a été calculé qu'une cellule de Purkinyé n'a pas moins de 60 000 terminaisons dendritiques, chacune avec une synapse ([23]) tandis que les grandes cellules pyramidales du cortex en ont probablement plus de 10 000 » ([24]). De plus, les synapses peuvent être excitatrices ou inhibitrices et ce double caractère joint aux grandes variétés possibles des arrangements engendre des capacités considérables de sélection, de filtrage, d'amplification, d'amortissement des messages. Si le neurone qui est à la base du système nerveux présente quelque analogie avec la plaquette de circuits imprimés de l'ordinateur, il offre donc en revanche par sa complexité, des possibilités de traitement de l'information sans aucune commune mesure.

La moelle épinière : Un système à buts élémentaire et une première hiérarchie

C'est en nous l'héritage des vers et des arthropodes.

Vis-à-vis de cette moelle qui est la portion phylogéniquement la plus ancienne du système nerveux, l'encéphale n'est qu'un ensemble de compléments et de perfectionnements successifs venus se surajouter à mesure que l'individu s'élevait dans l'échelle des vertébrés. Comme il existe des animaux constitués d'une série de segments comparables entre eux et superposés, la moelle est faite aussi d'un empilement de segments plus ou moins autonomes, reliés entre eux et d'où partent ou arrivent de grandes voies de transmission avec les centres nerveux supérieurs.

([23]) C'est-à-dire un point de contact avec un autre neurone.

([24]) J. C. Eccles, Brain and conscious experience. Springer-Verlag, 1966.

Avec ses trois types d'entrées qui transmettent les excitations provenant de la peau ; des os, des articulations et des muscles ; des vaisseaux et des viscères et ses deux types de sorties motrices vers les muscles et les viscères, le segment de moelle apparaît depuis longtemps comme le siège de l'arc réflexe le plus simple et *presque comme le prototype d'un système à buts élémentaire.* Par exemple, pour le contrôle du tonus musculaire, les fibres sensitives des filaments musculaires évaluent la longueur du muscle et transmettent l'information à la moelle épinière ; les neurones de la moelle commandent alors l'excitation des fibres motrices qui maintiennent le muscle à une longueur d'équilibre donnée. Mais, des signaux de contrôle provenant de centres supérieurs et empruntant des fibres dites α, font varier la tension des filaments musculaires et déterminent ainsi la longueur d'équilibre : Ils jouent donc le rôle d'indicateurs du but.

Naturellement, les divers segments de la moelle « sont reliés les uns aux autres de telle sorte que tout réflexe est, en pratique, plurisegmentaire et qu'il peut, si l'excitation qui le provoque est d'une intensité suffisante, diffuser sur toute la hauteur de la moelle... » ([25]). Mais, il y a plus : Cette solidarité fonctionnelle des segments de la moelle se manifeste par l'organisation de la substance grise en centres anatomiques individualisés débordant le cadre d'un seul segment. On aboutit donc, dès ce stade, à des possibilités de coordination relativement complexes mettant en jeu dans des réflexes des combinaisons graduées de muscles.

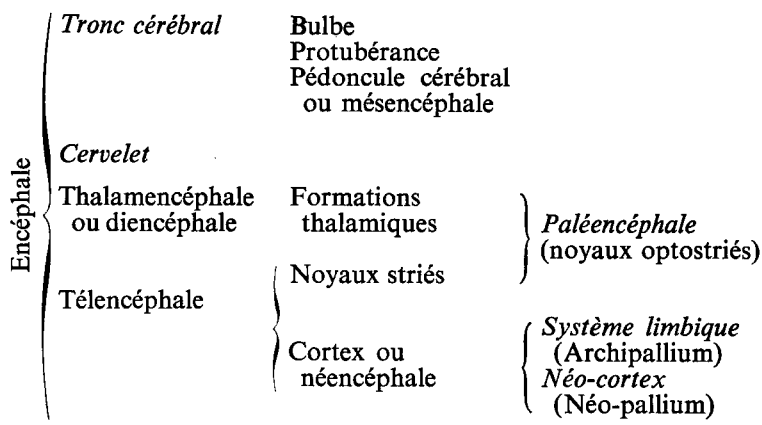
Enfin, puisque chez nous les différents segments de la moelle doivent pouvoir envoyer des messages à toutes les structures supérieures et en recevoir, la moelle est ultérieurement devenue le câble hertzien indispensable, le long duquel circulent en parallèle un grand nombre de voies de communication ayant un parcours commun, mais des origines et des extrémités différentes.

L'encéphale et ses structures

Si la nature cybernétique du système nerveux apparaît déjà au niveau de la moelle, ce sera bien davantage le cas au niveau de l'ensemble des autres structures nerveuses, cet ensemble qui constitue l'encéphale et dont les diverses parties sont apparues successivement au cours de l'évolution. D'une extraordinaire complexité, cent cinquante ans d'efforts n'ont encore permis de l'explorer que pour une part.

([25]) A. Delmas, Voies et centres nerveux. Masson, Paris, 1970.

Le profane se perd un peu dans la diversité des vocabulaires des spécialistes, mais le tableau ci-dessous l'aidera à se retrouver :



D'ailleurs, de toute cette complexité, nous ne retiendrons que le minimum : l'enchevêtrement de régulations du tronc cérébral, le contrôle du cervelet et les fonctions des trois cerveaux successifs que sont le paléencéphale, le système limbique et le néo-cortex.

Le tronc cérébral : Un enchevêtrement de régulations

Prolongement naturel de la moelle, le tronc cérébral connaît aussi une juxtaposition de segments où se trouvent les noyaux d'arrivée et de départ des douze paires de nerfs crâniens, mais la structure en est rendue complexe par le cheminement de certaines fibres nerveuses et la variété dans l'étendue et la forme des noyaux.

La nouveauté est la richesse du système de connexions entre les segments. Ce système est plus complexe que celui de la moelle, et il « représente chez tous les vertébrés, des plus simples aux plus évolués, une organisation primitive fondamentale, assurant l'activité de fond du système nerveux central » ([26]). C'est le *système réticulé du tronc cérébral (ou mésencéphalique)* ou plus brièvement la formation réticulaire ou la réticulée dont curieusement l'importance a été pratiquement ignorée jusqu'à la seconde guerre mondiale et n'a été progressivement reconnue que depuis lors au point de constituer l'une des plus grandes découvertes de la neurophysiologie moderne. En fait, ce système réticulé comprend trois systèmes distincts d'émission d'informations et un grand nombre de voies de réceptions de messages :

([26]) A. Delmas, *op. cit.*

● Un système activateur ascendant qui se dirige vers la partie haute du tronc cérébral, puis vers le thalamus et atteint par cette voie l'hypothalamus et l'écorce cérébrale. Ce système ne transmet pas d'influx spécifiques mais sa stimulation déclenche des réactions d'éveil en mettant les centres supérieurs en état d'alerte ou de vigilance.

● Un système inhibiteur descendant qui influence les noyaux de la moelle en supprimant tout mouvement spontané, en inhibant les réflexes des tendons, les réflexes de flexion et les réponses motrices d'origine corticale.

● Un système facilitateur descendant qui, comme son nom l'indique, facilite au contraire toutes les catégories de réflexes de la moelle et tout mouvement provoqué à partir du cortex.

● En échange, la formation réticulaire reçoit des informations de tous les systèmes sensoriels crâniens et des autres grandes voies sensitives.

Dès lors, il est facile d'imaginer le rôle de la réticulée : Par exemple, elle assure la coordination des noyaux des nerfs crâniens (mastication, déglutition, respiration, etc...). Par son intermédiaire, la réaction d'éveil peut être obtenue à partir d'un phénomène visuel.

De plus, comme des boucles de réaction relient le cortex à la réticulée, c'est la stimulation de certaines aires du cortex qui peut, via la réticulée, déclencher l'éveil tandis que d'autres aires du cortex ou certains noyaux du tronc cérébral jouent au contraire un rôle inhibiteur en contrôlant l'importance de la réaction d'éveil engendrée par le système activateur ascendant.

Même si beaucoup de points restent encore obscurs, le fonctionnement de ce tissu de régulations qu'est le système réticulé du tronc cérébral est l'un des plus beaux exemples de système à buts à haute complexité que soit en train d'offrir la neurophysiologie.

Au niveau du tronc cérébral, apparaissent aussi pour la première fois des formations nerveuses situées en dérivation des grandes voies cerveau-moelle et qui représentent chez l'homme les restes du cerveau primitif des vertébrés inférieurs. Par exemple, « chez ces vertébrés, les tubercules quadrijumeaux sont le point d'aboutissement des voies optiques, des voies acoustiques, des fibres sensibles venues de la moelle et des fibres des noyaux des nerfs crâniens sensitifs » ([27]), mais chez l'homme l'existence des autres cerveaux a entraîné une redistribution des tâches, les fonctions

---

([27]) A. Delmas, *op. cit.*

les plus importantes ont été reprises aux étages supérieurs et les tubercules quadrijumeaux ne sont plus que des centres réflexes placés en dérivation, sur les voies optiques et auditives.

Le cervelet : Un ordinateur de contrôle

En arrière du tronc cérébral, le *cervelet* fonctionne un peu comme dans l'industrie un ordinateur de contrôle des processus de fabrication. Toutes les fonctions de ses trois parties, phylogénétiquement apparues dans cet ordre, sont liées au contrôle des mouvements.

— La plus ancienne représente le centre fonctionnel des voies de contrôle de l'équilibration ou mieux de la position de la tête dans l'espace.

— L'intermédiaire contrôle le tonus de posture des muscles somatiques chargés de contrebalancer les effets de la pesanteur.

— La plus récente est chargée du contrôle de la motilité volontaire. Elle est donc obligatoirement, et par opposition avec les autres parties, en relation étroite avec le néo-cortex. D'où l'existence d'un circuit relativement compliqué représenté par une longue voie allant du cortex à la moelle par le cervelet et chargée d'apporter au cortex cérébral moteur la régulation du cervelet.

Le paléencéphale : Un premier cerveau

Avec le *paléencéphale*, entre en scène pour la première fois un véritable cerveau intermédiaire qui joue le rôle de centre majeur et autonome vis-à-vis d'une partie du système nerveux.

Très schématiquement, il comprend un centre de voies d'arrivée (les formations thalamiques) et un centre de voies de départ (les noyaux striés), ces deux centres étant d'une part reliés entre eux par des voies nerveuses pour constituer un tout au fonctionnement autonome, et les formations thalamiques étant d'autre part reliées, dans les deux sens, au cortex.

Les noyaux striés sont la principale origine des voies qui transmettent à la moelle les instructions de la motricité inconsciente.

Sous le nom de formations thalamiques, les neurophysiologistes réunissent en fait le thalamus proprement dit, le métathalamus et l'hypothalamus :

● Aboutissement ou relais pour un grand nombre de voies nerveuses provenant de la moelle, du tronc cérébral ou du cervelet, le thalamus est, à son tour, point de départ de voies allant vers l'hypothalamus, les noyaux striés et la totalité du cortex (si l'on excepte une partie du lobe temporal).

C'est cette richesse de connexions qui rend si importante l'existence au niveau du thalamus d'un *deuxième système réticulé* ([28]) qui induit une réaction de sommeil lent au niveau du cortex ; ce système est à la fois sous l'influence directe du système activateur ascendant du tronc cérébral qui freine son influence et sous celle indirecte des noyaux du tronc cérébral qui ont un rôle inhibiteur sur ce dernier. Les neurophysiologistes, grâce à leur analyse des interactions des deux systèmes réticulés et du cortex, commencent à comprendre les mécanismes régulateurs du sommeil. Une illustration de plus de la théorie des systèmes.

● Le métathalamus est, au niveau du paléencéphale, le centre de relais des voies optiques et auditives qui ne passent pas par le thalamus. Les voies olfactives, elles, gagnent directement le cortex d'où des voies retransmettent les messages au thalamus ou à l'hypothalamus.

● Quant à l'hypothalamus, qui reçoit des messages de l'archipallium, du thalamus et des noyaux striés, et en émet notamment vers tous les centres végétatifs du tronc cérébral, il apparaît maintenant comme le *centre coordonnateur principal de la partie du système nerveux chargée de la régulation de la chaleur, des mouvements cardiaques, du métabolisme de l'eau, du comportement sexuel, de la coordination du système endocrinien, etc...*

Mais cet hypothalamus qui est riche en information sur la vie de nos viscères, a aussi une influence importante sur notre comportement général. C'est l'expérience suivante qui l'a montré : « Si l'on enlève chirurgicalement le cortex d'un mammifère évolué, il entre dans un état de rage sans raison apparente dans l'environnement. C'est la sham rage des Anglo-Saxons. Il semble donc que le cortex s'oppose normalement à une réponse de rage agressive prenant son origine dans les régions sous-corticales. Or, en réalisant des sections étagées... Bard, dès 1928, avait pu montrer que l'hypothalamus devait être intact pour que cette réaction de rage apparaisse, et Ranson (1936) en stimulant l'hypothalamus a pu provoquer cette réaction » ([29]). *L'hypothalamus apparaît ainsi comme un centre d'agressivité.*

Et l'inquiétude renaît, car voilà que nous pressentons tous les liens secrets entre nos comportements psychiques et le fonctionnement de cet obscur paléencéphale, enfoui sous le cortex.

([28]) Le système thalamo-cortical à projections diffuses (ou système de recrutement).

([29]) H. Laborit, L'agressivité détournée, *op. cit.*

Le système limbique : Un deuxième cerveau

Le *cortex*, c'est à lui que l'on pense lorsqu'on évoque le « cerveau ». Mais, c'est un être double, divisé très tôt par les spécialistes en deux parties distinctes apparues successivement au cours de l'évolution, l'archipallium et le néopallium (ou néo-cortex). Lorsque l'on a découvert plus récemment le rôle essentiel de l'archipallium, la terminologie a changé ! Débaptisé, le vieil archipallium composé du paléocortex et de l'archicortex (hippocampe, noyaux amygdaliens et noyaux septaux), est devenu *le système limbique*. Un véritable deuxième cerveau, lié au néocortex, au paléencéphale et au tronc cérébral, responsable de fonctions particulières assurées par le système nerveux central et régulateur de formes globales de notre comportement.

Sans entrer dans le détail, esquissons quelques-uns de ses rôles car *ce sujet est plus important pour comprendre la faillite de la politique que bien des pages de mémoires des grands hommes d'Etat :*

Nombreuses sont les *fonctions particulières* du système limbique. Il participe au contrôle modulateur central des messages sensoriels, intervient dans le déterminisme complexe des états de vigilance, contribue à l'élaboration des émotions, a des effets sur l'activité générale, associe progressivement une signification appétive ou aversive à un stimulus initialement neutre. Sans être impliqué de façon essentielle dans les processus de la mémoire immédiate qui permettent de retenir une information pendant quelques secondes ou quelques minutes, il joue un rôle important dans la fixation et la consolidation du contenu de cette mémoire, dans la mise en stock et dans l'utilisation de cette information ([30]).

Mais le système limbique contrôle aussi des *formes globales de comportement* comme l'attitude à l'égard de la nourriture ou le comportement sexuel, à l'aide de régulations qui se superposent aux régulations homéostasiques et qui, contrairement à ces dernières, sont en grande partie acquises au cours de l'ontogenèse. Dans le domaine sexuel par exemple, le système limbique participe, au cours du développement de l'enfant et de l'adolescent, à la mise en place de mécanismes facilitateurs et surtout inhibiteurs, responsables de la différenciation progressive d'une conduite hétérosexuelle à partir d'une sexualité ambivalente et diffuse. Puis, il contribue chez l'adulte, au fonctionnement de ces mécanismes grâce auxquels peut se manifester une conduite sexuelle adaptée à l'environnement et conforme à la fois au sexe génétique et à certaines caractéristiques individuelles de l'organisme.

([30]) C. Kayser, Physiologie : Système nerveux. Muscle. Flammarion, Paris, 1969.

Enfin, « des interventions expérimentales portant sur des structures limbiques sont susceptibles d'entraîner », selon la nature de l'expérience, « soit l'abolition complète d'une réaction d'agression naturelle, soit l'apparition d'une semblable réaction chez un animal qui ne la présente pas de façon spontanée ([30]) ». Ainsi, en 1948, Bard et Mountcastle constataient que si l'on enlevait le néo-cortex des chats en laissant le système limbique parfaitement intact, les animaux tombaient dans une profonde placidité. Aucune tendance au comportement de rage signalé plus haut. Par contre, si sur ces animaux on enlève les structures limbiques, l'animal devient méchant, ses pupilles se dilatent, ses poils se hérissent ([31]).

Ainsi, *l'influence lénifiante du système limbique tempère l'agressivité de l'hypothalamus.* La réaction et la contre-réaction. Jamais, la neurophysiologie n'a été plus proche des questions fondamentales de la psychanalyse.

Le néo-cortex : Un troisième cerveau

Parce qu'il présente chez l'homme son plus grand développement quantitatif et les structures les plus fines, le néo-cortex a longtemps été considéré et sans doute à tort comme le seul élément essentiel de notre système nerveux. Bien qu'il ait été exploré par les neurophysiologistes comme les navigateurs ont tracé la carte de la terre, c'est une carte où il y a encore bien des blancs... Un survol géographique zone par zone, même superficiel, suffit à se convaincre que la neurophysiologie pressent, avec une complexité infiniment plus grande, les types de relations des systèmes auto-directionnels :

Premier type de pays sur cette carte : Des *centres récepteurs* comme l'aire d'arrivée des fibres transportant au néo-cortex la sensibilité générale ou les aires d'aboutissement des fibres visuelles, gustatives, auditives ou vestibulaires — provenant du labyrinthe de l'oreille et transmettant l'information nécessaire au contrôle de l'équilibre. Puis, au voisinage de l'aire de sensibilité générale, les aires permettant, à partir des sensations élémentaires, de s'élever jusqu'à l'interprétation de l'objet qui a provoqué ces sensations et jusqu'à son identification avec un objet connu.

Deuxième type de pays : Des *centres effecteurs.* Les plus importants sont dans une zone où se trouvent groupés, dans un ordre logique, les centres préposés à l'exécution des mouvements volontaires de chaque segment du corps et d'où partent les voies dites pyramidales qui commandent directement les neurones moteurs de la moelle ou des noyaux du tronc cérébral. Mais, à côté du système

---

([31]) H. Laborit, *op. cit.*

pyramidal, existe un système beaucoup plus complexe de voies motrices connaissant de nombreux relais au niveau du paléencéphale, du tronc cérébral et du cervelet. Ce système (extrapyramidal) « peut être comparé à un servo-mécanisme, facilitant et harmonisant les influx qui suivent la voie commune » ([32]). Les zones motrices d'où partent ces fibres extrapyramidales occupent une grande partie du néo-cortex.

Le troisième type de pays correspond à des localisations beaucoup moins précises. Ce sont les *territoires corticaux* en relation avec les activités propres à la personnalité :

- Aires de la sensibilité tactile, de l'audition et de la vision reliées à une région de l'hémisphère située à leurs confins, l'aire du schéma corporel qui semble intégrer les informations provenant de ces différentes sources.
- Région du cortex frontal avec ses nombreuses relations venant du thalamus et allant aux aires motrices et sensibles, aux aires visuelles et sensorielles, à l'hypothalamus et qui semble être le siège des facultés de prévision.
- Aire cingulaire qui entoure les lobes limbiques et le néo-cortex préfrontal et qui joue sans doute un rôle dans la naissance des émotions.
- Régions du lobe temporal, sans afférences en provenance du thalamus, et qui seraient en relation avec les phénomènes de mémoire...

Enfin, dernier type de pays — à ce jour — : *Les centres de l'expression verbale ou du langage.* Ensemble fort complexe. Car même les aphasies pures (incapacités de parler ou d'écrire), découlent de troubles frappant soit un centre de l'agraphie avec l'incapacité d'écrire, soit un centre de l'anarthrie avec l'incapacité de parler, soit un centre de la surdité verbale, soit enfin un centre de la cécité verbale.

Voilà une description des plus sommaires du néo-cortex, mais elle fait prendre conscience, en dépit de l'étendue de ce qu'ignore encore la neurophysiologie, de la grandeur et des servitudes du néo-cortex. *Grand par ses facultés d'imagination, d'association, de prévision, d'action volontaire, le néo-cortex reçoit ses servitudes des projections du thalamus (paléencéphale) et du système limbique.*

Les déséquilibres des trois cerveaux

Aussi, la physiologie, en partant de l'analyse des faits précédents, de la comparaison des structures nerveuses des différentes espèces

---

([32]) A. Delmas, *op. cit.*

et de la phylogénèse, aboutit-elle à la théorie des trois cerveaux de McLean.

Laissons H. Laborit la présenter ([33]) : « Nous possédons encore dans notre cerveau un vieux cerveau reptilien. Il remonte à quelques deux cent millions d'années. Il est représenté dans notre cerveau humain » par la formation réticulaire du tronc cérébral et le paléencéphale. « Ce cerveau primitif permet des comportements stéréotypés, programmés par apprentissages ancestraux. Il domine certains comportements primitifs tels que l'établissement du territoire, la chasse, le rut et l'accouplement, l'apprentissage stéréotypé de la descendance, l'établissement des hiérarchies sociales, la sélection des chefs, la fuite et la lutte, la faim et la soif. Il est illustré, comme l'indique McLean (1964), par le comportement de la tortue qui retourne chaque année à la même place pour y déposer ses œufs. C'est un instrument parfaitement inadapté à l'apprentissage d'un comportement différent à l'égard d'une situation nouvelle et inopinée. Il est important de savoir que le cerveau perfectionné de l'homme s'est bâti sur ces fondations et peut être aussi de reconnaître la part prise par ce cerveau reptilien dans le comportement humain, à l'égard des rites cérémoniaux, des lois, des opinions publiques, des préjugés sociaux et de tous les conformismes d'une époque. Le chien, lorsqu'il urine sur un réverbère pour délimiter son territoire, obéit encore à son cerveau reptilien. Il serait utile de savoir ce qui subsiste chez l'homme de cet automatisme dans la notion de propriété, de classe ou de patrie, car son fonctionnement réflexe, donc inconscient, est ignoré ou plus dramatiquement encore considéré comme découlant de principes fondamentaux, voire de principes éthiques liés à la « nature » humaine alors qu'il a surtout fait, bien avant, partie de la « nature » reptilienne que nous portons toujours en nous... »

« L'étape suivante de l'évolution a recouvert le cerveau reptilien, chez les mammifères, d'une calotte corticale. Chez tous les mammifères, il est en effet recouvert d'un cortex primitif que Broca a appelé lobe limbique. Il présente des connexions étroites avec l'appareil olfactif, si bien qu'on a cru longtemps que ce vieux cerveau des mammifères ne possédait que des fonctions olfactives et qu'il fut longtemps appelé rhinencéphale. C'est Papez (1937) qui montra, sur des bases expérimentales et cliniques, que ses fonctions étaient considérablement plus étendues et qu'il jouait un rôle fondamental dans les activités émotionnelles, endocrines et viscérosomatiques. McLean (1952) suggéra le terme de « système lim-

([33]) H. Laborit, L'homme et la ville. Flammarion, Paris, 1971.

bique » pour désigner l'ensemble de structures sous-corticales en relation étroite avec le cortex limbique. Sa structure est fort semblable chez tous les mammifères et cette structure est encore primitive par rapport au néo-cortex. Il continue à fonctionner chez l'homme à un niveau instinctif et ses connexions étroites avec l'hypothalamus montrent qu'il est obligé de jouer un rôle essentiel dans les expressions émotionnelles telles que la peur, la colère, l'amour, la joie, etc..., « sentiments » caractérisant des situations aussi bien individuelles que de groupe... Mais, à côté de cette fonction, le système limbique possède aussi un rôle important dans la fixation des traces mémorisées... »

« Enfin, dans une troisième étape de l'évolution, apparaît tardivement chez les mammifères les plus évolués un « néo-cortex » enveloppant les deux autres. Il est d'autant plus développé que l'espèce est capable de plus d'adaptations originales par rapport au milieu, et l'on peut suivre son développement croissant du lapin au chat, au singe et à l'homme par exemple. La partie la plus intéressante de ce néo-cortex, à savoir la zone antérieure associative du lobe orbito-frontal, caractérise le cerveau humain. Zone associative, permettant l'apparition d'activités nerveuses variées, de solutions comportementales de moins en moins stéréotypées, elle constitue la base fonctionnelle de l'imagination, de l'imagination créatrice de nouvelles structures fonctionnelles, d'activités nerveuses plus complexes, moins directement dépendantes de l'environnement. Quand une interaction du système nerveux humain avec une variation énergétique de l'environnement survient, cette interaction va transformer l'activité des systèmes neuronaux, qui, en étroite relation avec les éléments sensoriels « intériorise » cette interaction. Mais, cela est valable pour les trois cerveaux, le reptilien, le paléo-cerveau limbique et le néo-cortex. Ce qui est particulier à ce dernier, c'est la possibilité de faire varier presque à l'infini ces relations interneuronales incorporées, de les mélanger de telle façon que des relations, non directement mais indirectement conditionnées par l'environnement, apparaissent entre les activités historiques et présentes du système nerveux. Il en résultera un comportement original, une prédiction des relations possibles avec un environnement changeant, une anticipation même des variations de cet environnement... »

« En résumé, tronc cérébral et système limbique permettent de rechercher, orientés par la qualité agréable ou désagréable des informations reçues, la survie immédiate, soit, en d'autres termes, la protection de la structure hiérarchisée de l'organisation... Nous ne prenons conscience de leur fonctionnement inconscient que par les phénomènes végétatifs qui l'accompagnent : vasoconstriction (froid de la peur), accélération du rythme cardiaque (le cœur qui

bat dans la poitrine), variations du rythme respiratoire (souffle coupé ou halètement d'angoisse), transpiration (sueurs froides), ou avec le plaisir, la vasodilatation (la chaleur qui nous pénètre), la résolution musculaire (la détente du bonheur), etc... Mais même quand nous sommes conscients de ces réactions émotives, nous restons inconscients de leur signification phylogénique, de la finalité profonde et ancestrale qui les guide. En effet, si elles expriment un état d'activité fonctionnelle de certains neurones entre eux, cet état se situe à un niveau hiérarchique des structures nerveuses centrales trop primitif pour s'exprimer par un langage logico-mathématique du type de celui que nous utilisons dans nos échanges avec nos contemporains. Nous ne saurions exprimer toute l'anxiété obscure du phylum à une époque où les êtres ne parlaient pas encore. Or, justement, c'est ce que nous avons fait. Nous avons interprété avec notre langage tout neuf, celui de notre néo-cortex, notre langage logico-mathématique, notre langage des structures relationnelles avec l'environnement, nous avons interprété et justifié, en les enfermant dans des jugements de valeur, nos pulsions primitives... »

Prenant pour point de départ les mêmes bases scientifiques, A. Koestler va plus loin et souligne les dangers qui résultent pour l'espèce humaine de cet empilement de trois cerveaux mal coordonnée où l'affectivité des cerveaux primitifs est mal contrôlée par le néo-cortex, mais peut utiliser en échange toute la puissance de ses facultés de prévision et d'association. Deux des résumés qu'il donne, à la fin des chapitres XII et XIII du « Cheval dans la locomotive » méritent d'être cités, car ils posent, en quelques lignes brutales, l'une des questions fondamentales de la neurophysiologie humaine :

« 1. L'évolution des arthropodes et des marsupiaux montre que des erreurs se produisent dans la construction du cerveau. La stratégie de l'évolution procède par tâtonnements et il n'y a rien d'étrange à supposer qu'au cours de la croissance explosive du cortex humain, elle s'est trompée une fois de plus. La théorie de Papez et McLean fournit une remarquable démonstration du fonctionnement dysharmonique du cortex phylogénétiquement ancien et du cortex récent — et en conséquence, de la schizophysiologie incorporée à notre espèce. Nous pourrions trouver ici un fondement physiologique des dispositions paranoïaques qui se manifestent tout au long de l'histoire et voir dans quelle direction chercher le remède. »

« 2. L'apparition du cortex humain est le seul cas où l'évolution ait donné à une espèce un organe dont cette espèce ne sait pas se servir. L'actualisation de son potentiel de rationalité s'est heurtée, tout au long de la préhistoire et de l'histoire, à l'obstacle des acti-

vités à base affective des structures phylogénétiquement plus anciennes du système nerveux. L'insuffisance de la coordination entre les structures anciennes et les nouvelles a désaccordé l'instinct de l'homme et son intellect. La très grande variété des différences intraspécifiques entre individus, races et cultures est devenue une source de répulsion mutuelle. Le langage renforce la cohésion à l'intérieur des groupes et élève des barrières entre eux. La découverte de la mort, par l'intelligence, sa négation par l'instinct sont un témoignage de l'esprit divisé ([34]). »

Ainsi, la neurophysiologie, tout en fourmillant d'exemples de sous-systèmes, apporte une contribution plus importante à la compréhension de l'homme que des siècles de réflexions philosophiques. Par elle, nous avons l'impression d'être au bord de la compréhension du fonctionnement de cet immense système hypercomplexe qu'est notre système nerveux avec ses pulsions originelles, ses contrôles réciproques, ses facultés d'apprentissage et d'imagination, enracinés dans une myriade de réactions chimiques entre des substances dont nous ne connaissons, de la sérotonine à la noradrénaline, que quelques-unes.

En harmonie totale avec les découvertes de l'éthologie, ne contredisant en rien les hypothèses de la paléontologie, la neurophysiologie est un cadre de référence pour mieux comprendre les propositions des diverses branches de la psychologie.

Mais déjà, pour certains neurophysiologistes, il y a une certitude : *L'existence dans l'homme lui-même d'une insuffisance de contrôle.* Voilà pour nous la première des raisons pour lesquelles est si difficile la maîtrise de l'aventure humaine.

La construction de la personnalité

Une science multiforme

La science psychologique moderne ? Une sorte de monstre aux multiples faces, poussant des tentacules dans des directions variées, sans apparence cohérente... Un monstre qui comprend à la fois l'empirisme de Skinner qui enregistre inlassablement le comportement de ses rats dans ses boites, la psychanalyse des successeurs de Freud qui accumule des observations cliniques et les organise, vaille que vaille, le constructivisme de Piaget qui étudie l'élaboration progressive des structures intellectuelles au cours du développement de l'enfant... Et bien d'autres tendances encore. Qu'est-ce

---

([34]) Arthur Koestler, Le cheval dans la locomotive. Calmann-Levy, Paris, 1967.

qui, dans ce grouillement, peut servir à comprendre le fonctionnement des systèmes politiques et l'évolution de l'humanité ? Sûrement pas les travaux de Skinner qui morcèlent les comportements étudiés ! Mais, au contraire, toutes les recherches pour lesquelles l'homme est un système auto-organisé, possédant sa propre structure, et dont il est possible de rendre compte dans des modèles partiels. Ce système se construit progressivement par interaction avec l'environnement comme Piaget le souligne avec force : « Le principal avenir de la psychologie est sans doute à attendre des méthodes comparées et psychogénétiques, car ce n'est qu'en assistant à la formation des conduites et de leurs mécanismes chez l'animal et chez l'enfant qu'on comprend leur nature et leur fonctionnement chez l'adulte... Or, les deux grandes leçons que nous donne l'enfant, sont que l'univers n'est organisé qu'à la condition d'avoir réinventé pas à pas cette organisation, en structurant les objets, l'espace, le temps et la causalité, tout en constituant une logique, et qu'on n'apprend jamais rien des maîtres qu'en reconstruisant également leur pensée, à défaut de quoi elle ne se fixe ni dans l'intelligence, ni même dans la mémoire. En un mot, la psychologie de l'enfant nous apprend que le développement est une construction réelle, par delà l'innéisme et l'empirisme et que c'est une construction de structures et non pas une accumulation additive d'acquisitions isolées ([35]). »

Dès lors, trois thèmes essentiels s'imposent pour cette esquisse d'un modèle de l'homme :

- la construction de la personnalité telle que la présente la psychanalyse,
- l'ontogénèse de la logique ou si l'on préfère le développement de l'intelligence individuelle tel que le propose Piaget,
- l'interaction au sein des petits groupes telle que l'analyse l'école de Palo Alto avec son nouveau regard sur la folie.

Non que nous acceptions ni la dichotomie entre affectivité et connaissance, ni celle entre l'individu et son groupe familial. Le fait que ces thèmes aient donné matière pendant longtemps à des recherches indépendantes, dans l'indifférence plus que dans l'hostilité réciproque, sera bientôt du passé. Avec les rapprochements en cours, germe l'espoir d'une théorie unifiée du développement de l'enfant.

([35]) UNESCO. Tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines. Partie 1 : Sciences Sociales. Chapitre III : La psychologie par Jean Piaget. Mouton, Paris, La Haye, 1970.

La dynamique des pulsions

A tout seigneur, tout honneur. L'autorisation d'aborder la psychanalyse en se référant à la théorie des systèmes auto-organisés vient de Freud lui-même lorsqu'il écrit dans « Au-delà du principe de plaisir » : « Nous croyons... que le cours des processus (mentaux) est invariablement déclenchée par une tension désagréable et qu'il prend une direction telle que son résultat final coïncide avec un abaissement de cette tension, c'est-à-dire avec l'absence de déplaisir ou la production de plaisir. »

Car, d'où peut provenir cette tension ?

Tout naturellement de ce qu'une variable essentielle — c'est-à-dire construite comme telle dans la phylogénèse — tend à sortir de sa plage d'équilibre au cours de l'évolution de l'organisme. L'impression d'être insuffisamment aimé, déclenche des réactions psychiques tout comme l'insuffisance d'eau suscite la recherche de boisson. La bonne vieille *pulsion* de la psychanalyse n'est alors rien d'autre que le processus par lequel est assuré, en vue de la permanence de l'organisme, le maintien d'une variable essentielle dans son domaine. Nous pourrions dire que la pulsion du thermostat est le mécanisme qui relie l'écart de température à l'ouverture des vannes de chauffage. Une telle définition ne suppose nullement un individu qui se borne à réagir, puisque rien n'empêche les variables essentielles de correspondre à des niveaux d'activité propres de cet individu.

Continuons :

Pour Freud, la pulsion est mise en jeu par une *source*, externe (excitation d'une zone érogène par exemple) ou interne (phénomène psychique). Dans le jargon de la théorie des systèmes, la source provient tout simplement de ce que l'évolution de l'environnement ou de l'organisme lui-même engendre un écart d'une variable qui induit à son tour des modifications de la variable essentielle.

Selon Freud, la pulsion a un *but* qui est de supprimer l'état de tension qui règne à la source pulsionnelle. En fait, la théorie des systèmes peut faire l'économie de ce concept, car il est implicite dans la définition même de la pulsion. Cette théorie utilise le terme de but dans un sens différent, puisque le but est la valeur d'équivalence d'une variable essentielle.

Pour Freud toujours, chaque pulsion met en œuvre une *poussée*, « facteur quantitatif variable, qui rend compte en dernière analyse, de l'action déclenchée pour obtenir la satisfaction ; même lorsque la satisfaction est passive (être vu, être battu), la pulsion,

en tant qu'elle exerce une poussée est active ([36]) ». Encore une fois, l'exemple du thermostat aide à comprendre : La poussée est la force mécanique qui modifie la position des vannes, mais, à son tour, cette force redistribue les réserves d'énergie (ici d'énergie thermique) à la disposition du système. A la suite de ses observations cliniques, Freud a bien vu ce problème puisqu'il admet que les pulsions se traduisent « par la circulation et la répartition d'une *énergie* quantifiable (énergie pulsionnelle), susceptible d'augmentation, de diminution, d'équivalence ([37]) ». Mais, que le vocabulaire n'égare pas : Le terme d'énergie n'implique nullement qu'il s'agisse d'énergie au sens physique du terme ! Une comparaison économique serait préférable puisque Freud perçoit plutôt la redistribution de l'énergie pulsionnelle comme une réallocation d'un stock monétaire entre les divers éléments du système psychique, des sortes de placements à plus ou moins long terme. Freud parle d'ailleurs d'*énergie libre* et d'*énergie liée*. L'énergie libre est immédiatement disponible ; c'est la forme prédominante au début du développement psychique ; au contraire, l'énergie liée a fait l'objet d'*investissements* attachés à une représentation, un groupe de représentations, une partie du corps, un objet, ... ; lorsque l'organisme est déjà développé, le jeu des pulsions implique donc des modifications dans la distribution de l'énergie liée, c'est-à-dire des désinvestissements beaucoup plus difficiles à réaliser que la simple utilisation de l'énergie libre. Comme les stocks monétaires investis, l'énergie liée est au service de certains éléments du système psychique. A ce titre, elle peut engendrer des tensions au cours de l'ontogénèse. D'où l'emploi d'énergie pour contre-balancer ses effets. C'est le *contre-investissement* de la psychanalyse.

Franchissons encore une étape : Dans un système auto-organisé, il y a toute une hiérarchie de buts, buts progressivement construits par l'interaction du système et de l'environnement. Avec un autre vocabulaire, la psychanalyse a l'intuition de cette situation : Selon l'histoire du sujet, une tension peut être réduite de différentes manières, par l'intermédiaire d'objets différents (traduisons objets par buts élémentaires dans la terminologie de la théorie des systèmes...) : « Freud, s'appuyant notamment sur l'étude des perversions et des modalités de la sexualité infantile, bat en brèche la conception dite populaire qui attribue à la pulsion sexuelle un objet spécifique et la localise dans les excitations et le fonction-

---

([36]) J. Laplanche et J. B. Pontalis, Vocabulaire de la psychanalyse. PUF, Paris, 1967.

([37]) J. Laplanche et J. B. Pontalis, Vocabulaire de la psychanalyse. PUF, Paris, 1967.

nement de l'appareil génital. Il montre au contraire comment l'objet est variable, contingent et n'est choisi sous sa forme définitive qu'en fonction des vicissitudes de l'histoire du sujet ([38]). »

La signification de plusieurs concepts de la psychanalyse découle directement de ce qui précède. Le *principe de plaisir* n'est autre qu'un principe d'équilibre, le système individuel réagissant et s'auto-organisant constamment pour supprimer les tensions qui mettent les pulsions en œuvre. Le *principe de réalité*, au contraire, résulte de l'apprentissage du système. Dans la mesure où la réalité extérieure est prise en compte, « la recherche de la satisfaction ne s'effectue plus par les voies les plus courtes, mais elle emprunte des détours et ajourne son résultat en fonction des conditions imposées par le monde extérieur ([38]). »

Ainsi, la preuve est faite : Il n'est pas excessif de prétendre que Freud a pressenti la théorie des systèmes et qu'à son tour la psychanalyse contemporaine gagnerait beaucoup à adapter ses concepts au cadre infiniment plus précis qu'offre cette histoire. C'est d'ailleurs le point de vue du chef de file de l'une de ses tendances, John Bowlby ([39]).

Mais quelle est donc, selon la psychanalyse, la *nature des pulsions* ou si l'on préfère la liste des variables essentielles pour l'individu ?

Force est de reconnaître qu'aucune énumération ne fait l'unanimité des psychanalystes. La pensée de Freud lui-même a évolué au cours du temps. Chacun sait qu'il distinguait au début *pulsions sexuelles* et *pulsions d'auto-conservation*, en attribuant aux premières un champ beaucoup plus vaste que celui des activités sexuelles courantes et en désignant par les secondes l'ensemble des besoins (comme la faim) nécessaires à la conservation de la vie de l'individu. Puis, dans sa seconde théorie, il a réuni en un seul groupe, celui des *pulsions de vie* (Eros) l'ensemble des pulsions sexuelles et des pulsions d'auto-conservation. Pour les opposer aux *pulsions de mort* (Thanatos) dont il défendit ensuite l'existence jusqu'à la fin de son œuvre. Pour lui, les pulsions de mort tendaient à ramener l'être vivant à l'état inorganique. Tournées d'abord vers l'intérieur et tendant à l'auto-destruction, elles étaient ultérieurement dirigées vers l'extérieur, prenant alors la forme d'une pulsion d'agression ou de destruction.

Après Freud, l'une des tendances les plus importantes de la psychanalyse, la tendance kleinienne fait du conflit immédiat entre la pulsion de vie et la pulsion de mort le moteur immédiat du déve-

---

([38]) *Id.*
([39]) John Bowlby, Attachment and Loss. Penguin Books, 1971.

loppement. Pour elle, le moi immature du nourrisson est, dès la naissance, exposé « au choc de la réalité extérieure, qui est à la fois angoissante, comme le traumatisme de la naissance, et vivifiante comme la chaleur, l'amour et la nourriture reçus de la mère. Confronté à l'angoisse produite par la pulsion de mort, le moi la détourne. Cette déviation de la pulsion de mort... consiste en partie en une projection, et en partie en la transformation de la pulsion de mort en agressivité... Ainsi, le sein, qui est ressenti par le nourrisson comme contenant une large part de sa pulsion de mort, semble mauvais et menaçant pour son moi, éveillant un sentiment de persécution. De cette façon, *la peur originelle de la pulsion de mort se transforme en crainte d'un persécuteur... La partie de la pulsion de mort qui reste dans le soi, se change en une agressivité dirigée contre les persécuteurs* ([40]) ».

Certes, il est des psychanalystes qui rejettent le concept de pulsion de mort. Certes, il en est d'autres qui décrivent le comportement initial en termes d'équilibre entre des mécanismes d'autonomie et des mécanismes partiellement innés d'attachement à la mère. *Il n'en est pas moins vrai que la psychanalyse a donné une importante croissante à l'agressivité, en montrant qu'elle se manifeste très tôt dans le développement du sujet sous forme de conduites réelles ou fantasmatiques.*

Tout le déséquilibre de l'homme jaillit de ce conflit des pulsions au plus profond de nous-mêmes. Mais, au travers de ce système hypercomplexe qu'est le psychisme individuel.

Les interactions du Conscient et de l'Inconscient

Ce système, Freud l'a décomposé d'une double manière en sous-systèmes. Et tout d'abord entre l'*Inconscient* d'une part, le *Préconscient* et le *Conscient* d'autre part.

Or, pour la théorie des systèmes, la conscience est associée à l'existence d'un centre d'information qui rassemble des données sur l'état interne et sur les conditions de l'environnement. Mais données fragmentaires, car l'état de parties entières peut être inconnu et certaines informations peuvent n'être transmises que dans des circonstances exceptionnelles. *L'Inconscient est cette partie du système psychique sur laquelle le centre de conscience n'a pas d'information, mais qui n'en existe pas moins et à ce titre stocke de l'information et est le siège de mouvements énergétiques.*

Pour Freud, et c'est l'une de ses grandes découvertes, l'information stockée dans l'Inconscient est d'une double nature : Une

---

([40]) Hanna Segal, Introduction à l'œuvre de Mélanie Klein. PUF, Paris, 1969.

fraction de cette information — mais il en parle peu — n'a jamais accédé à la conscience. C'est sans doute celle des mécanismes de déclenchement innés des éthologues et des structures anciennes de la neurophysiologie. Une autre, au contraire, a été autrefois consciente, mais elle a subi le phénomène du *refoulement*, c'est-à-dire « une opération par laquelle le sujet a cherché à repousser ou à maintenir dans l'inconscient des représentations (pensées, images, souvenirs), liées à une pulsion... Le refoulement s'est produit dans les cas où la satisfaction d'une pulsion — susceptible de procurer par elle-même du plaisir — risquait de provoquer du déplaisir à l'égard d'autres exigences ([41]) ». Ces informations refoulées, mais fortement investies d'énergie pulsionnelle tendent en permanence à réapparaître dans la conscience, mais elles ne peuvent le faire que sous des formes de compromis et après avoir été soumises à la censure. Ce sont naturellement plus particulièrement des désirs de l'enfance qui connaissent, sans doute en plusieurs étapes, une fixation dans l'Inconscient.

Freud a aussi voulu opposer le *processus primaire* de l'Inconscient aux *processus secondaires* du Conscient et du Préconscient. Tandis que les processus secondaires correspondent aux mécanismes classiques de la pensée consciente, « le mode de fonctionnement (du processus primaire), que le rêve met particulièrement en évidence, est caractérisé non pas, comme l'affirmait la psychologie classique, par une absence de sens, mais par un glissement incessant de celui-ci. Les mécanismes à l'œuvre sont d'une part le déplacement par lequel une représentation souvent d'apparence insignifiante peut se voir attribuer toute la valeur psychique, la signification, l'intensité originellement attribuées à une autre, d'autre part la condensation (en une représentation unique peuvent confluer toutes les significations portées par les chaînes associatives qui viennent s'y croiser). La surdétermination du symptôme offre un autre exemple de ce mode de fonctionnement propre à l'inconscient ([42]) ».

Reconnaître le rôle de l'Inconscient, c'est découvrir, par une autre voie, l'omniprésence des structures nerveuses primitives ; mais c'est aussi admettre que pour l'essentiel, les fruits de notre imagination germent et nos actes se déterminent à l'insu de notre pensée consciente.

Sept ans ! L'âge de raison, disaient les sœurs catéchistes.

([41]) J. Laplanche et J. B. Pontalis, Vocabulaire de la psychanalyse. PUF, Paris, 1967.

([42]) J. Laplanche et J. B. Pontalis. *op. cit.*

Le Çà, le Moi et le Surmoi

Cette deuxième décomposition résulte de la différenciation progressive du système psychique au cours de son auto-organisation. A l'origine, la conscience n'existe pas, les différents processus que sont les pulsions fonctionnent de manière indépendante, l'énergie psychique disponible est libre puisqu'elle n'a pas fait l'objet d'investissements. Mais il n'est pas exact de dire comme l'a écrit Freud que c'est le chaos puisque la neurophysiologie nous montre le degré élevé d'organisation qu'implique déjà la vie du nouveau-né. Il s'agit plutôt d'une organisation de base mettant en œuvre les pulsions et utilisant le grand réservoir de l'énergie psychique.

Le développement ne fera pas disparaître cette organisation de base. Elle sera seulement progressivement et partiellement contrôlée par les centres supérieurs qui, de régulateurs potentiels, se transforment en régulateurs réels au fur et à mesure de l'apprentissage.

C'est au sous-système de cette organisation de base, sous-système qui est complètement inconscient, que Freud a donné le nom de Çà. La psychanalyse ne peut malheureusement pas définir ses limites avec précision, mais la neurophysiologie conduit à suspecter fortement qu'elles recouvrent pour une bonne part les activités du tronc cérébral, du paléencéphale et d'une fraction du système limbique.

En revanche, l'auto-organisation va faire naître une coordination stricte entre les centres supérieurs de régulation. Ces centres vont agir ensemble pour assurer des réponses intégrées de l'individu aux tensions nées à l'intérieur comme à l'extérieur. Un nombre suffisant de ces centres étant relié au centre de conscience, celui-ci pourra dégager le concept de l'unité de l'individu. En d'autres termes, l'auto-organisation crée un nouveau sous-système, pour une bonne part conscient, mais aussi inconscient, qui en assurant la régulation coordonnée des réponses met essentiellement en jeu des mécanismes de défense. C'est la seconde instance de la personnalité, *le Moi* de la psychanalyse.

Le développement de l'enfant ne se traduit pas seulement par une intégration hiérarchique de l'organisation, à pulsions et buts donnés. Il y a aussi, au contact de l'environnement, apprentissage de nouveaux buts et c'est ainsi que l'individu intériorise progressivement les valeurs de la société. Il semble que cela se produise principalement par le processus psychologique de l'*identification* par lequel un sujet assimile un aspect, une propriété, un attribut de l'autre et se transforme, totalement ou partiellement, sur le modèle de celui-ci. Ainsi nait, en particulier, la troisième

instance de la personnalité, *le Surmoi* dont le « rôle est assimilable à celui d'un juge ou d'un censeur à l'égard du moi. Freud voit dans la conscience morale, l'auto-observation, la formation d'idéaux, des fonctions du surmoi ([43]) ». Naturellement, là encore, les frontières entre Moi et Surmoi ne sont pas nettes. Les deux correspondent sans doute à l'activité du néo-cortex et du système limbique. Mais qu'importe ? De toute façon, la séparation du système psychique en trois instances ne peut être qu'une grossière approximation.

Son intérêt est de permettre une analyse plus large des conflits psychiques qui sont l'une des caractéristiques permanentes de l'être humain. En effet, *aux conflits provenant des heurts entre l'organisme et l'environnement (les contraintes du principe de réalité) et aux conflits entre les diverses pulsions, vont se superposer les conflits entre les diverses instances de la personnalité*, entre le Ça et le Moi, entre le Surmoi et le Moi. L'organisme va essayer de contenir ces conflits par la mise en œuvre, notamment du fait du Moi, d'une palette extrêmement riche de *mécanismes de défense* qui diffèrent selon le type considéré. Le refoulement, mais aussi la régression (retour du sujet à un stade dépassé de son développement, c'est-à-dire à un niveau inférieur du point de vue de la complexité, de la structuration et de la différenciation), la formation réactionnelle (adoption par le sujet d'une attitude de sens opposé au désir refoulé), l'isolation (rupture des connexions d'une pensée ou d'un comportement avec le reste de l'existence du sujet), l'annulation rétroactive (le sujet s'efforce de faire en sorte que des phénomènes passés ne soient pas advenus), la projection (le sujet expulse de soi et attribue à un autre, personne ou chose, des qualités, des sentiments, des désirs qu'il refuse en lui), l'introjection (le sujet s'attribue des qualités inhérentes à des objets extérieurs), le retournement sur soi (le sujet remplace l'objet extérieur d'une pulsion par sa propre personne), le renversement dans le contraire (le sujet transforme le but d'une pulsion en son contraire), la sublimation (le sujet dérive une pulsion vers des objets socialement valorisés)... Et cette liste n'est évidemment pas exhaustive.

Hommes d'Etat, prédicateurs religieux, inventeurs de bombes atomiques, citoyens en apparence pacifiques, qui que nous soyons, nous portons en nous cette complexité grouillante à l'équilibre fragile. Qui que nous soyons, nous avons connu, au moins si nous appartenons à la culture occidentale, les mêmes étapes successives de la construction de notre personnalité.

([43]) J. Laplanche et J. B. Pontalis, *op. cit.*

Le développement psychanalytique de l'enfant

Le seul problème est d'apprécier ici comment la genèse de l'individu, avec l'apparition successive de la mère, du père, des autres, de la société dans son ensemble, éclaire les difficultés de la politique. *Rapprochement qui n'a rien de paradoxal puisque, pour chacun de nous, l'essentiel se joue dans les premières années de la vie* ([44]).

1. « Le nouveau-né commence par vivre dans un état d'indifférenciation complète, privé de toute conscience de lui-même, incapable de toute discrimination entre ce qui est lui et ce qui n'est pas lui, confondant son corps avec les objets environnants (à commencer par le sein maternel qu'il perçoit comme une partie de sa propre personne), ses états subjectifs avec les données objectives du réel ([45]). » Pendant trois mois, toute son énergie psychique reste investie sur lui-même et seuls sont ressentis les états de tension et de malaise. Règne du narcissisme. Mais, pour certains psychanalystes, l'angoisse est déjà sous-jacente et le déplaisir donne déjà naissance à la fois à des signaux d'appel (cris, agitation) couplés avec la frustration et à une activité fantasmatique qui neutralise un moment la frustration et retarde ainsi l'apparition de l'angoisse.

Avec la répétition, vont s'établir de premiers réflexes conditionnés peut-être liés à des mécanismes de déclenchement innés (pris dans les bras, le bébé tourne la tête vers le sein ; l'enfant réagit à la voix humaine par des mouvements de succion ; puis il cesse de pleurer à l'approche d'une grande personne...). A trois mois, enfin — première manifestation d'un échange — l'enfant sourit à un visage ou à un masque vu de face et souriant. Deux mois plus tard, il fera la même chose à l'égard d'un jouet ou de son biberon, et entre six et huit mois, il fera la différence entre des personnes connues et inconnues : C'est la *phase préobjectale* qui précède celle de l'établissement de l'Objet. C'est aussi le début de l'interation des noyaux du Moi.

Pour les psychanalystes convaincus de l'importance des pulsions de mort, cette étape ([46]) est d'une rare complexité : En cas de frustration un peu prolongée, « en même temps que par le fantasme, sont évoquées les représentations de choses associées à la satisfaction (le sein maternel en particulier), la mise en échec du fantasme et la montée de l'angoisse (sont) responsables du phénomène capital — première projection — qu'est l'association de la repré-

---

([44]) Le nombre des étapes est pour une part arbitraire et qu'il y en ait 6 ici est de peu d'importance.

([45]) Berthe Reymond-Rivier. Le développement social de l'enfant et de l'adolescent. Charles Dessart, Bruxelles, 1965.

([46]) Gérard Mendel, La crise de générations. Payot, Paris, 1969.

sentation de la chose bonne (le sein) avec l'angoisse. Ainsi se crée la représentation de la chose « mauvaise », le sein dangereux ([47]) ». L'angoisse commence à devenir agressivité et le monde extérieur ambivalent — bon et mauvais à la fois — pour l'individu. Le refoulement originel est la mise à l'écart dans l'inconscient des représentations mauvaises (l'image de la « Mère » mauvaise) qui menacent le Moi. Grâce à cette protection, le Moi développe ses relations avec le monde extérieur vécu comme un prolongement de la mère, tout en élaborant une image de son corps en rapport avec l'évolution de la motricité.

2. Même s'il n'y a pas d'accord sur cette interprétation, c'est bien par des manifestations d'angoisse que commence vers le huitième mois, la deuxième étape, celle de la *phase objectale* (8 à 15 mois environ) : Le nourrisson réagit maintenant par la peur à la vue d'une personne étrangère ; il se détourne, crie, pleure, visiblement angoissé et a donc établi avec sa mère des relations affectives. La mère est devenu l'Objet : mais pour bien comprendre cette petite phrase, qui vient si facilement sous la plume des psychanalystes, il faut se rappeler que ce terme d'Objet est employé par eux dans trois sens différents : le sens de but élémentaire, lié à une pulsion, le sens traditionnel d'une chose ayant des caractères fixes et permanents, le sens, enfin, d'objet d'amour (ou de haine), celui de l'objet libidinal auquel on se réfère ici.

Les communications entre la mère et l'enfant prennent alors une importance essentielle.

Et d'abord sur le plan de l'échange affectif, car c'est de la qualité de cet échange que dépendra, pour le bébé, la bonne formation de son Moi. Or, même une mère normale déclenche par son attitude à la fois une estime de soi chez l'enfant qui se sent bon parce que sa mère est bonne et des sentiments d'infériorité liés à l'angoisse et à l'agressivité parce que sa mère n'arrive pas à jouer un rôle suffisamment sécurisant.

Sur le plan de la communication intentionnelle ensuite, car l'avènement de la relation objectale marque l'apparition de signes non équivoques dans l'expression des sentiments et annonce l'heure des ordres et des défenses.

Sur le plan de l'imitation et de l'identification enfin, car elles se développent au fur et à mesure de la dissociation progressive du moi et du non-moi.

Ces aspects d'échange affectif, de communication et d'imitation, sont intimement mêlés dans le premier acte d'éducation politique

---

([47]) Gérard Mendel, *op. cit.*

de l'individu, la compréhension du Non : Au fur et à mesure de l'accroissement de l'indépendance de l'enfant, la mère est contrainte de multiplier les interdictions et l'enfant en comprend progressivement le sens. Mais, ces ordres sont ressentis comme des frustrations et déclenchent les pulsions agressives. Toutefois, le Moi de l'enfant est déjà capable de les maîtriser : L'agresseur et l'Objet d'amour étant une seule et même personne, et l'enfant redoutant de ne plus être aimé, il va s'identifier avec l'agresseur, s'approprier le signe de tête et le « Non » de sa mère, puis exprimer le refus sans avoir besoin de recourir à une résistance physique.

Le Moi en formation du stade précédent était une totalité. L'apparition de l'objet extérieur amène évidemment le Moi à se percevoir désormais soit comme sujet, soit comme objet, mais il conserve le désir nostalgique de la période du Moi-tout. « Dès lors, chaque apport du monde extérieur va être vécu par le sujet comme la réalisation de ce nostalgique désir, réalisation forcément fantasmatiquement agressive puisque s'effectuant aux dépens (du Moi-objet)... L'objet est d'abord connu dans la haine (au moment des frustrations) mais on peut aller plus loin et presque dire que l'objet est créé, c'est-à-dire reconnu, afin de pouvoir constituer un support pour l'angoisse et la haine... Mais, dans la mesure où tous ces processus ne sont mis en forme précisément que pour soulager le Moi de l'angoisse, on comprend la résistance fondamentale du Moi à prendre conscience de son agressivité... et avec quelle énergie, le Moi affirmera : « Ce n'est pas moi qui suis fondamentalement angoissé et agressif, c'est le monde qui est mauvais ([48]). »

Simultanément, une opposition définitive se produit au niveau du Moi « entre les promesses du fantasme (« Tu es tout, tu peux tout, c'est l'objet qui est l'obstacle ») et la perception-conscience d'un objet rendu ambivalent du fait de la projection. Dès lors, ou bien le sujet trouvera suffisamment de satisfactions dans ses échanges avec l'objet et renforcera son Moi objectal, tolèrera la frustration, assumera son agressivité. Ou bien les satisfactions étant insuffisantes, il vouera une haine mortelle à l'objet devenu le Grand Frustrateur, l'empêcheur de tourner en rond ; il opposera alors aux plaisirs donnés par la réalité l'extase paradisiaque du monde fantasmatique dont la nostalgie deviendra pour lui irréversible... Autrement dit, le sujet n'acceptera de cesser de donner le pas au fantasme dans cette phase objectale orale ambivalente que dans la mesure où, pour lui, la relation actuelle à l'objet, c'est-à-dire à la mère, sera gratifiante. Mais, ici encore, l'idéal est l'ennemi du bien, car en l'absence de toute frustration

([48]) Gérard Mendel, *op. cit.*

— chez le nourrisson et le jeune enfant « gâtés » — le vécu coïnciderait précisément avec celui du fantasme, l'objet ne serait plus perçu comme différent de soi, puisqu'il comblerait automatiquement la demande sans même laisser au désir le temps de se mettre en forme... ([49]) ».

Une certitude : *Il existe, dès cette phase objectale, une ambiguïté dans l'attitude de l'individu à l'égard de l'Objet* et cette première ambiguïté a son importance pour le fonctionnement des systèmes politiques.

Ces étapes pendant lesquelles se forme l'Objet correspondent au stade oral de la sexualité infantile tel que Freud l'a introduit dans ses « Trois essais sur la théorie de la sexualité » dans le cadre d'une description qui n'a été acceptée et complétée que par une partie des psychanalystes.

3. La maîtrise du Non (geste et mot) va être le point de départ d'une nouvelle étape (de quinze à vingt-quatre mois) car cette maîtrise « a des conséquences d'une très grande portée pour le développement mental et émotionnel de l'enfant », puisqu'« elle présuppose qu'il a acquis son premier pouvoir de jugement et de négation ([50]) ». Dès lors, il va être source d'activité autonome grâce à l'acquisition du langage.

« Les désirs deviennent directement reliés à l'activité du sujet au sein de l'environnement. L'image du corps propre se développe en fonction de la croissance de l'appareil moteur et du développement de la fonction de préhension de la main. Ainsi, luttant avec l'objet et la réalité dont la résistance fournit une plus juste estimation du pouvoir humain, le sujet « apprend à vivre », éprouve du plaisir non plus seulement à rêver, mais à triompher des difficultés... Mais, à ce stade, le Moi-moteur lié au développement de la motricité devra être protégé des expériences fusionnelles avec la Mère gratifiante, dans la mesure où elles sont marquées par cette indistinction sujet-objet que le Moi-moteur est précisément en train de dépasser : Le plaisir n'est plus de recevoir passivement (même si ce don est doublé d'un fantasme de captation agressive de la part de l'enfant), mais de prendre activement... C'est alors à ce moment que débuterait le refoulement des représentations et des affects liés à l'image d'une Mère bonne toute puissante, ce refoulement étant constitutif de l'imago de cette Mère. »

« Pour faciliter ce refoulement, le sujet s'appuiera, peut-on penser, sur l'image externe du père qu'il aura tendance dès lors à

([49]) Gérard Mendel, *op. cit.*
([50]) Berthe Reymond-Rivier, *op. cit.*

investir comme le représentant de la relation du Moi-moteur au monde, de la maîtrise et du contrôle de sa relation au monde, comme le point sur lequel il prendra appui pour échapper à l'indistinction avec la mère. »

« En même temps, le dressage spinctérien est opéré par la mère. Là encore, ou bien l'échange affectif avec elle est suffisamment gratifiant pour que le sujet accepte cette frustration anale ou bien il ne l'est pas et le sujet la refusera, refusera le monde objectal avec elle et essaiera de se réfugier dans les illusions régressives ([51]). »

Voici donc à son tour le stade anal de la sexualité infantile, ce stade double depuis qu'Abraham l'a décomposé en « un stade actif ou sadico-anal et un stade passif conduisant à des expériences de désir de pénétration ([52]) ».

4. Vers la fin de la seconde année, une crise s'amorce dans le comportement de l'enfant. « Elle se manifeste par un brusque revirement dans les relations avec son entourage : jusqu'ici docile et soumis, le voilà soudain négatif, entêté, oppositionnel... Cette première affirmation du moi s'accompagne... d'une exaspération du sentiment personnel : ... l'enfant a conscience de l'effet qu'il produit ; il sent quand on l'observe, cherche à se faire remarquer, à accaparer l'attention, spécialement en présence des personnes étrangères. On a noté aussi l'apparition à ce moment-là des premiers sentiments de honte ([53]). » Avec le besoin pour l'enfant de se situer dans le triangle qu'il constitue avec son père et sa mère, l'enfant aborde l'*étape œdipienne* de son existence qui, au premier stade génital de sa sexualité, est une dramatique remise en cause du passif et de l'actif accumulé depuis la naissance avec le double aspect complémentaire des relations avec le père et avec la mère :

— Du côté maternel, le désir pour la mère réveille inconsciemment *à la fois* toute la nostalgie de la mère archaïque gratifiante, de ses dons alimentaires, sensoriels, de sa chaleur, de son amour, et « inévitablement toute l'horreur liée à l'imago-maternelle archaïque mauvaise, morcelante et annihilante, conséquence des premières agressivités du sujet secondairement intériorisées ([51]) ». Chacune des deux imagos maternelles archaïques « équilibrant » en quelque sorte l'autre, le conflit entre le désir incestueux et l'horreur de l'inceste, resterait insoluble en l'absence de l'image paternelle interdictrice.

([51]) Gérard Mendel, *op. cit.*

([52]) S. Lebovici et M. Soulé, La connaissance de l'enfant par la psychanalyse. PUF, Paris, 1970.

([53]) Berthe Reymond-Rivier, *op. cit.*

— En direction du père, l'enfant éprouve un désir d'introjection du père comme « bon objet », désir vécu fantasmatiquement comme une castration de ce père. Une culpabilité et une peur spécifiques gênent ce processus : « Culpabilité, c'est-à-dire peur de n'être plus aimé de celui dont on continue de souhaiter la médiation par rapport à la mère. Peur spécifique, c'est-à-dire peur du talion, peur d'une castration par le père, réactionnelle au désir d'introjection ([54]). »

Dans les cas favorables, les séquelles du conflit œdipien seront la création du *Surmoi* « qui d'une certaine manière, interdisant l'inceste, bloque en même temps le désir nostalgique d'un retour en arrière vers, à la fois le Moi-Tout et la fusion avec la Mère bonne ; et l'*Idéal du Moi*, image à la fois narcissique et élaborée de lui-même que le sujet tendra à réaliser ([54]) ».

Moment essentiel de l'existence, puisque le conflit œdipien achève de déterminer pour une bonne part le comportement politique futur. Sous l'enfant de cinq ans se cache déjà l'homme de demain, ce chef assoiffé de pouvoir ou de prestige, ce lanceur de bombes révolté, ce créateur passionné, ce théoricien sévère ou simplement cet habile maquignon des campagnes électorales.

5. Avec la résolution plus ou moins satisfaisante du conflit œdipien va s'ouvrir la *longue étape* qui mènera l'enfant jusqu'à l'adolescence. La construction de la personnalité étant fort avancée, les relations avec les parents provisoirement stabilisées, l'apprentissage des rapports avec les autres enfants ou les autres adultes va jouer désormais le rôle dominant. *Mais cette période a beaucoup plus d'importance pour le fonctionnement des sociétés humaines que l'on a tendance à le penser sous l'influence écrasante de la psychanalyse originelle.*

Tous ceux qui ont observé des jeunes enfants de moins de six ou sept ans jouant ensemble ont été frappés de leur isolement : « Chacun joue pour soi, et chacun parle aussi pour soi... C'est là ce que Piaget a appelé le « monologue collectif » ; provoqués par la présence des autres, les propos de l'enfant — mis à part les demandes et les prières — ne sont pas destinés à l'échange et à l'information ; au début, le langage n'est pas un instrument social, mais sert à commenter et stimuler l'action individuelle ([55]). »

Ce sont les conflits qui vont tirer l'enfant de sa solitude. Dans un livre célèbre ([56]), S. Isaacs avait remarqué que les enfants qui

---

([54]) Gérard Mendel *op. cit.*
([55]) Berthe Reymond-Rivier, *op. cit.*
([56]) Susan Isaacs, Social development, in young children. Routledge et Kegan Paul, Londres, 1933.

entraient à l'école passaient par trois phases successives, l'observation hostile des autres enfants, l'hostilité déclarée, l'attitude amicale. Apparemment négative et antisociale, l'agressivité serait au contraire, la première réponse sociale de l'enfant envers ses compagnons. Les premiers groupes de deux qui se forment proviennent moins de sentiments d'amitié ou de sympathie entre les partenaires que de l'existence d'une hostilité à l'égard d'un troisième. Chaque enfant a besoin de se décharger de sa haine pour être disponible pour l'amitié. C'est à ce stade que le don pourra être essentiel pour raffermir les sentiments amicaux du donateur et du récepteur.

Mais, si des groupes se forment, il reste avant sept ou huit ans, des entraves au développement de la coopération :

— l'instabilité du caractère enfantin, bien connue de tous les pédagogues.

— l'égocentrisme : Le jeune enfant n'imagine pas qu'il puisse y avoir d'autres perspectives que la sienne, la considérant comme la seule possible et, par conséquent, celle de tout le monde. Pour cette raison, dans les jeux sociaux, la règle n'a, en pratique pour lui, aucun caractère obligatoire.

— l'hétéronomie : Tout en faisant des règles l'usage le plus arbitraire, les jeunes enfants sont persuadés de les appliquer correctement et de plus les considèrent comme intangibles, comme une contrainte extérieure à eux. A cet âge, ils considèrent comme graves d'enfreindre la règle (s'ils en ont conscience) et cela quelle que soit l'intention. Plus tard, seulement, la règle, intériorisée, pourra, comme la morale, être modifiée, recréée par l'individu dans une coopération avec les autres.

A partir de sept ans, avec l'avènement de la pensée logique, un changement considérable s'accomplit : La compétition s'instaure dans le cadre d'une coopération organisée par un leader dont l'autorité d'abord absolue évolue plutôt avec l'âge vers celle d'un arbitre. Le groupe se démocratise. Simultanément, les attitudes à l'égard de la tricherie, de la dénonciation, du mensonge, se modifient au fur et à mesure du développement de la coopération et de l'acquisition de l'autonomie morale.

6. A la puberté, s'effectue une dernière remise en cause, à la fois semblable et différente de celle de la période œdipienne :

« Semblable en ce sens que le désir incestueux pour la mère et l'horreur de l'inceste vont de nouveau s'opposer. »

« Différente, car si l'identification au père a été réussie à l'âge de trois, quatre ou cinq ans, existent à présent, à titre d'instances intégrées dans le Moi, le Surmoi et l'Idéal du moi post-œdipiens. »

« La question décisive devient alors de savoir si en dehors de toute intervention socioculturelle, l'adolescent peut franchir cette seconde étape. »

« Dans les civilisations où la figure paternelle était moins fortement individualisée et où prévalait l'appartenance au groupe, au clan, à la tribu, il semble hors de doute que seule l'intervention socioculturelle sous forme des rites d'initiation ou de passage, était capable de mettre définitivement fin à la crise pubertaire. »

« Dans les civilisations où la figure paternelle est très individualisée — les civilisations du pater familias —, le père ne peut pourtant pas, pour tout un ensemble de raisons, remplir la même fonction que lors de la première phase... En effet, de par sa plus grande ouverture à la réalité, de par les contacts sociaux pris et qui introduisent à des comparaisons, l'adolescent est bien davantage induit à extérioriser son agressivité latente envers ce père, sous forme de critiques en particulier, et peut de ce fait moins aisément projeter sur lui son narcissisme et faire de son père son idéal ([57]). »

Mais il se produit une certaine coalescence du vécu de l'image paternelle familiale et du « vécu » des différentes images de type paternel, représentatives de la société (professeurs, aînés, figures détentrices de l'Autorité, etc...) et c'est cette image composite du Père familial et de l'Autorité sociale qui aide l'adolescent après une période de crise à résoudre ce second conflit œdipien. Selon Mendel, « ce sont les processus de cette période qui paraissent avoir été détruits ou lésés par la révolution technique et pour lesquels il est nécessaire de préciser quels autres processus pourraient venir occuper leur place ».

L'analyse de la construction de la personnalité débouche ainsi sur une explication sociopsychanalytique des problèmes de la jeunesse dont il faudra tenir compte lorsque sera tentée l'élaboration d'un mobèle global de l'évolution de la société contemporaine.

Ce long détour par la psychanalyse n'a que l'apparence d'une digression :

— Quel pouvoir de conviction aurait une interprétation du destin de l'homme en termes de système si elle se heurtait à une coalition du marxisme et de la psychanalyse ? Or, si le dialogue avec le marxisme s'établira tout au long des chapitres suivants, c'est dès ce chapitre qu'il fallait tenter de vaincre la résistance de nombreux adeptes de la psychanalyse qui, peu familiarisés avec la théorie des systèmes, pouvaient avoir la conviction qu'il s'agissait de deux

([57]) Gérard Mendel, *op. cit.*

approches totalement antinomiques, alors que Freud a incontestablement pressenti l'auto-organisation et que la psychanalyse trouvera sans doute un jour dans la théorie des systèmes le cadre d'une métapsychologie compatible avec la neurophysiologie d'une part, la sociologie d'autre part.

— Quelle valeur aurait une méditation sur l'art politique qui n'aurait pas exploré avec soin l'élaboration du fonctionnement affectif de l'individu, ce fonctionnement qui est évidemment le noyau que les systèmes sociaux contribuent à construire et à partir duquel ils se construisent à leur tour ? L'éthologie et la paléontologie restent périphériques. La neurophysiologie détient certes la carte ultime, mais nous n'en voyons qu'un coin. Il n'y a donc que l'apport de la psychanalyse qui peut conduire à accepter ou rejeter la cohérence de l'ensemble.

Malgré l'imprécision des notions psychanalytiques, la tendance des psychanalystes à se regrouper par chapelles autour de mages, auteurs de théories difficilement vérifiables, leur préférence pour de vastes synthèses plutôt que pour la vérification de points précis, la psychanalyse nous brosse de l'homme un portrait significatif. *Un homme dominé par son Inconscient, déchiré par ses conflits intérieurs, bardé de mécanismes de défense, tiraillé entre l'amour et la haine. Un homme aux graves insuffisances de contrôle.*

Les travaux de Piaget sur le développement de l'intelligence, individuelle ne conduisent pas à des problèmes aussi essentiels, mais ils aident à mieux comprendre pourquoi le néo-cortex amplifie les déséquilibres de l'affectivité.

L'ontogenèse de l'intelligence

L'un des grands mérites de la psychologie génétique est d'avoir montré que le développement de l'intelligence, sous l'influence conjuguée de la maturation nerveuse, des relations sociales et de l'expérience, présentait un caractère séquentiel, *chaque palier impliquant une reconstruction des éléments obtenus au palier précédent et l'intégration d'éléments nouveaux au sein d'une structure ayant un certain équilibre interne.* En d'autres termes, la Raison, l'impérieuse et orgueilleuse Raison, loin d'être une donnée est le résultat, non seulement à l'échelle de l'espèce, mais à celle de l'individu d'une construction systématique. C'est d'ailleurs là qu'elle puise son adaptation au réel.

L'existence des objets qui nous entourent, la notion de nombre, les propositions de la logique sont tous sujets à élaboration progressive. Une élaboration que peuvent perturber les troubles de la personnalité.

De la permanence de l'objet à la conservation

Notion essentielle pour le développement ultérieur de l'intelligence, la conservation d'une grandeur dans l'espace et dans le temps ne s'acquiert que lentement. Même le concept de permanence d'un objet au sens traditionnel du terme est le fruit de multiples étapes. Du deuxième mois où, si l'on agite un hochet, l'enfant cherche à regarder d'où vient le bruit, à la seconde année, où il devient capable de se représenter les déplacements invisibles de l'objet. Et pourtant, cette permanence de l'objet n'est qu'un premier pas dans la constitution des invariants nécessaires à l'intelligence. Pendant longtemps encore, l'enfant concevra toute transformation comme une modification simultanée de toute une série de données sans aucune conservation des principales grandeurs physiques. Par delà le transvasement des liquides et le modelage des solides, ce n'est que vers 8 ans que sera acquise la notion de conservation de la substance, vers 9-10 ans celle du poids, vers 11-12 ans celle du volume.

Du classement au nombre

Les haltes sont aussi nombreuses sur le chemin qui mène au nombre. Dès la phase sensori-motrice, les enfants commencent à classer les objets. Au départ, ils réalisent ce que Piaget appelle des « collections figurales » où les objets sont progressivement assimilés les uns aux autres pour des raisons variées, puis ils constituent des collections où sont réunis tous les objets qui se ressemblent et forment enfin des classes correspondant à des *classifications* hiérarchiques précises. Plus tard seulement, ils parviennent à la quantification de l'inclusion, c'est-à-dire à admettre qu'un ensemble (celui des billes bleues) est inclus dans un autre ensemble (celui des billes).

A la classification qui groupe les objets selon leurs équivalences, correspond la *sériation* qui les groupe en ordonnant leurs différences. Demandez à des enfants d'ordonner des réglettes en fonction de leurs longueurs et vous observerez en fonction de l'âge trois stades qualitatifs successifs : pas de sériation, sériation empirique par tâtonnement, puis sériation systématique par la taille, cette dernière méthode impliquant qu'un élément est compris comme étant à la fois plus grand que les éléments déjà placés et plus petits que les suivants.

Vers l'âge de 7-8 ans, classifications et sériations sont les deux plus importantes structures opératoires dont dispose l'enfant. Ce sont des structures limitées, structures de *groupements*, qui ne permettent pas encore à l'enfant d'assimiler des notions de logique plus générale.

Quant au nombre, il suppose une synthèse nouvelle, *mais dont tous les éléments sont empruntés aux groupements* :

« 1. Il retient des classes leur structure d'inclusion (1 inclus dans 2, 2 dans 3, etc...).
2. Mais, comme il fait abstraction des qualités pour transformer les objets en unités, il fait aussi intervenir un ordre sérial, seul moyen pour distinguer une unité de la suivante : 1 puis 1, puis 1, etc... »

C'est alors la synthèse de cet ordre sérial des unités avec l'inclusion des ensembles résultant de leur réunion (1 inclus dans 1 + 1 ; 1 + 1 inclus dans 1 + 1 + 1, etc...) qui constitue le nombre ([58]).

Des processus semblables ont été découverts pour l'espace, le temps ou le hasard. Avec aussi construction progressive de structures opératoires.

L'avènement de la logique des propositions

Vers 11-12 ans et jusqu'à 14-15 ans commence la dernière phase de l'édification des opérations logiques. L'enfant devient capable « de déduire opératoirement à partir de simples hypothèses énoncées verbalement (logique des propositions ([58]) ». Tout d'abord, en généralisant les opérations de classification, il réussit à effectuer des classifications de toutes les classifications possibles, c'est-à-dire accède à la combinatoire. Puis, en s'appuyant sur les groupements, il découvre ce fameux groupe INRC, dont le rôle a été reconnu en psychologie génétique avant que n'apparaisse sa grande importance en logique pure.

Comment ? Soit une proposition m'affirmant que la propriété p implique la propriété q. I désigne la transformation à l'identique (Im représente donc une proposition logique identique à la proposition m). N est le symbole de l'inversion et Nm signifie qu'il n'est pas vrai que p implique q. R est le symbole de la réciproque et Rm signifie que c'est la propriété q qui implique p. C désigne enfin la transformation corrélative. car Cm signifie qu'il n'est pas vrai que q implique p. Naturellement, toute proposition logique m peut subir successivement une ou plusieurs des transformations précédentes. Le symbole RC signifie par exemple que l'on applique à la proposition m la transformation corrélative puis la transformation réciproque.

([58]) Paul Fraisse et Jean Piaget, Traité de psychologie expérimentale. Tome VII. L'Intelligence. PUF, Paris, 1963.

([58]) Paul Fraisse et Jean Piaget, *op. cit.*

Ce que Piaget a montré, c'est que les quatre transformations I, N, R, C ont des propriétés remarquables puisque NR = C, CN = R, RC = N, NRC = I et que, tandis que la notion d'inversion existe dans les « groupements » de classes (classifications) et la notion de réciprocité dans les « groupements » de relations (sériations), ces deux groupements restent hétérogènes au niveau des opérations concrètes jusqu'au moment où l'enfant devient capable d'utiliser *à la fois* l'inversion et la réciprocité, emploie dès lors implicitement le groupe INRC et accède ainsi à la logique des propositions.

Voilà le plus magnifique exemple des équilibres synchroniques successifs d'un système auto-organisé et de la manière dont ces équilibres s'enchaînent dans un processus diachronique.

Mais l'histoire ne s'arrête pas là, car *la construction culturelle prend le relais de l'ontogénèse.* Par paliers, dans des synthèses de plus en plus vastes, les néo-cortex élaborent les êtres de plus en plus abstraits des mathématiques. Le nombre entier engendre le nombre rationnel, puis le nombre algébrique, puis le nombre réel, puis le nombre complexe, puis le nombre transfini... Le brave espace euclidien à trois dimensions donne naissance aux espaces vectoriels au nombre de dimensions fini ou infini, aux espaces métriques, aux espaces normés, aux espaces de fonctions, aux espaces topologiques. Les courbes et les surfaces deviennent des variétés différentielles : l'addition et la multiplication, la translation ou la rotation se transforment en exemples de groupes. Ayant besoin pour ses premiers balbutiements de la chaude chaleur d'un environnement familial — que l'on pense aux enfants autistiques — *l'intelligence prend un envol que plus rien n'est capable de freiner. Les pulsions ancestrales peuvent déterminer le but des actions humaines. Elles sont sans effet sur l'extraordinaire explosion des moyens que confère l'auto-organisation de l'intelligence.* Le pouvoir de sapiens au service de demens.

C'est pour cette raison qu'ont tant d'importance pour notre destin les travaux qui se situent au confluent de la psychologie, de la linguistique et de l'informatique.

Un carrefour de recherche

En psychologie, le lien est immédiat avec l'étude des mécanismes d'apprentissage progressif, objet dans les dernières décennies de vastes efforts d'expérimentation et de nombreuses formalisations théoriques. Avec l'examen des phénomènes de transfert, dans lesquels la connaissance ou l'acquisition de certains éléments facilite ou inhibe l'acquisition d'autres éléments. Avec les réflexions sur la créativité cherchant à décrire les conditions d'apparition de concepts ou de relations nouvelles. Avec les recherches, à la fois

psychologiques et neurophysiologiques, sur la nature et le fonctionnement de la mémoire.

Ainsi, en matière de créativité, aux techniques empiriques mises au point dans les dernières années et dont l'efficacité est indéniable, répondent des analyses comme celle de Koestler dans « Le cri d'Archimède ([59]). » La création résulterait de la mise en relation soudaine, après des processus de recherche, pour une bonne part inconscients, de deux plans de connaissance auparavant disjoints.

Dans le domaine de la mémoire, des rapprochements s'esquissent entre des recherches de nature fort différente. Certains neurophysiologistes pensent que peuvent exister deux types de conservation de l'information : l'entretien d'une information pendant *un court moment* par maintien de l'excitation d'un ensemble de neurones grâce à des boucles de régulation positives, et le stockage pour de *longues périodes*, soit par modification stable des réseaux de transmission de l'influx nerveux, soit plus probablement sous forme de molécules de RNA. S'inspirant de son côté de la structure des ordinateurs, Herbert Simon rend compte des résultats de nombreuses expériences des psychologues sur la mémorisation en supposant l'existence de deux mémoires, une mémoire rapide ne contenant qu'un tout petit nombre d'éléments (de deux à sept) et sur laquelle nous sommes capables d'effectuer des opérations, et une mémoire lente de capacité considérable mais qui nécessite pour son accès dans un sens ou dans l'autre un temps de transfert de quelques secondes ([60]).

Aux frontières de la psychologie, la *linguistique* commence à dégager l'auto-organisation du langage. En opposition avec toute forme d'associationnisme, la *grammaire structurale* de Chomsky ([61]) recherche la structure profonde des phrases au delà de leur structure superficielle. Nul doute que l'on montrera un jour que l'acquisition du langage se fait au fur et à mesure de l'assimilation des structures profondes, c'est-à-dire qu'il y a construction simultanée du langage et de la pensée.

De leur côté, par leurs travaux sur l'*intelligence artificielle*, les informaticiens s'efforcent d'aboutir à la rédaction de programmes permettant à des calculateurs de résoudre des problèmes. Programmes qui visent à faire exécuter des tâches intellectuelles de la même manière que les individus les exécutent et qui simulent les processus de connaissance. Programmes qui cherchent à s'affranchir de cette contrainte anthropomorphique et qui méritent véri-

---

([59]) Arthur Koestler, Le cri d'Archimède. Calmann-Lévy, Paris, 1964.
([60]) Herbert Simon, The science of the artificial. MIT Press, 1969.
([61]) Noam Chomsky. Le langage et la pensée. Payot, Paris, 1968.

tablement le nom d'« Intelligence artificielle. » Copieurs et concurrents.

Ainsi, se produit une convergence tout à fait étonnante des recherches sur le développement et le fonctionnement de l'intelligence. C'est *un phénomène de grande importance pour la science politique qui a besoin d'un modèle représentant convenablement l'intéraction à l'échelle individuelle des processus affectifs et cognitifs.* En particulier, le langage dont la construction est inséparable de la logique est l'un des matériaux qu'utilise le Çà pour s'exprimer dans les activités fantasmatiques. Il amplifie la capacité de raisonnement comme la puissance de l'émotion. Il permet à la fois de prendre des décisions cohérentes et de se faire tuer pour une idée. C'est un formidable amplificateur des relations de nos trois cerveaux avec le monde, ces relations dont les perturbations peuvent conduire à la folie.

La pathologie des communications

Rassurante folie de nos ancêtres. Une césure propre entre le pathologique et le normal. D'un côté, la possession par les démons ou les lésions graves du système nerveux. De l'autre, la santé mentale et un fonctionnement raisonnable. Hélas ! Ici aussi, notre siècle a tout changé. Il ne croît plus aux démons, il a singulièrement restreint le champ des psychoses lésionnelles et il a découvert l'immensité des troubles psychologiques. Des psychoses aux névroses, en passant par ces états-limites intermédiaires, il commence à entrevoir les liens entre la gravité de la maladie mentale et la précocité des perturbations dans la construction de la personnalité. Même le téléspectateur le moins averti, en regardant les enfants autistiques de Bettelheim ([62]) a dû s'interroger sur la folie.

Faut-il preuve plus éclatante de la fragilité de l'homme, cet être qui peut franchir si facilement au cours de son ontogénèse la limite indécise du normal et du pathologique et qui peut même construire une façade de normalité qui s'effondrera quelques décennies plus tard... ou jamais ?

Dans ce domaine si vaste, il est une série de travaux sur la communication humaine qui, en apportant une contribution décisive à la compréhension de certains aspects de la schizophrénie, ont mis en évidence le caractère pathogène que peuvent avoir des relations interindividuelles. Ce sont les recherches de Gregory Bateson et de l'école de Palo Alto ([63]).

([62]) Bruno Bettelheim. La forteresse vide. Gallimard, Paris, 1969.

([63]) P. Watzlawick, J. Helmick-Beavin, D. Jackson, Une logique de la communication. Le Seuil, Paris, 1972.

La famille comme système

Cette école, qui adopte délibérément le point de vue de la théorie des systèmes, s'intéresse moins au malade isolé qu'au petit groupe d'individus en interaction constante au sein de la famille, car, pour elle, « les études de familles de schizophrènes ne laissent aucun doute : l'existence du malade est essentielle à la stabilité du système familial, et ce système réagit avec rapidité et efficacité à toute intervention, interne ou externe, visant à modifier son organisation ([63]) ». Toute amélioration ou aggravation du membre de la famille reconnue comme malade a généralement un effet sur la santé psychologique et physiologique des autres membres de la famille. Aussi, l'analyse d'une famille n'est-elle pas la somme des analyses de chacun de ses membres. Certains modes d'interaction dépassent les individus et sont des caractéristiques propres du système familial. L'étude des couples montre par exemple « l'imbrication subtile et envahissante du comportement ([63]) » des deux conjoints.

Dès lors, il devient primordial d'analyser la nature de la communication humaine. Une communication inévitable et ambiguë.

Les complexités de la communication humaine

Impossible tout d'abord de ne pas communiquer, car tout comportement à tout moment a la valeur d'un message pour l'entourage. Dans leur tentative désespérée de ne pas communiquer, les schizophrènes s'efforcent de dénier qu'ils communiquent, mais ils se trouvent ensuite dans l'obligation de dénier que leur dénégation elle-même puisse être une communication...

Mais cette nécessaire communication associe constamment une information qui est le *contenu* du message et une information sur l'information, une communication sur la communication qui précise la manière dont on doit entendre le message et concerne donc la *relation* entre les partenaires. Deux phrases comme « Tais-toi » et « Ma chérie, ne parle pas ! » ont le même contenu informationnel, mais correspondent à deux attitudes différentes de l'émetteur à l'égard du récepteur. Et souvent, c'est précisément cet aspect relationnel qui constitue l'essentiel de la communication, car c'est lui qui renvoie au partenaire l'image que s'en fait l'auteur du message. C'est par lui que passent les échanges affectifs. Or, des confusions peuvent constamment s'établir entre les deux niveaux de communications. Parfois, il est impossible de savoir si l'émetteur transmet une information ou communique une information sur l'information. D'où l'ambiguïté inévitable de la communication humaine.

Ambiguïté qu'accroît la possibilité pour l'homme d'utiliser

simultanément deux modes de communication : un mode *digital*, celui du langage, qui se sert de mots pour nommer les choses, et un mode *analogique*, celui de la communication non-verbale qui a recours aux interactions, aux gestes, aux postures, aux infinies nuances du regard... Car, tandis que le premier « possède une syntaxe logique très complexe et très commode, mais manque d'une sémantique appropriée à la relation », le second « possède bien la sémantique, mais non la syntaxe appropriée à une définition non-équivoque de la nature des relations ([64]) ». Ainsi, même en transmettant le contenu sur le mode digital et en exprimant la relation sur le modèle analogique, chacun de nous peut être source d'incertitude.

Mais, toute communication est aussi une succession d'échanges entre deux partenaires, des échanges qu'ils perçoivent différemment parce qu'ils en ponctuent autrement les séquences, car chacun perçoit ses messages comme une *réponse* à ceux de l'autre, dans les querelles conjugales comme dans la course aux armements. C'est l'ensemble des messages qui exprime la structure des relations entre les partenaires, avec les deux modes extrêmes que sont la *symétrie* où les partenaires se reconnaissent comme égaux et la *complémentarité* où, d'un commun accord, l'un des deux est le supérieur et l'autre l'inférieur.

Dès lors, apparaissent dans toute leur richesse les troubles pathologiques de la communication humaine : ponctuation différente des séquences qui fait que l'intéressé est persuadé qu'il ne fait que réagir à l'attitude d'autrui alors qu'il la provoque, erreur de traduction en messages digitaux des messages analogiques reçus, retour désespéré au mode analogique comme dans les malaises psychosomatiques, escalade de la rivalité dans les relations symétriques, rigidité des positions respectives dans les relations complémentaires et surtout le déni de communication. Ce déni, infiniment plus grave qu'un rejet, car en face d'une définition que le partenaire donne de lui-même, le rejet se borne à la prétendre fausse, tandis que le déni nie la réalité du partenaire en tant que source de cette définition : « Un enfant schizophrène au cours de la psychothérapie, a fini par comprendre cette situation, et a énoncé son dilemne en ces termes : « Chaque fois que je ne suis pas du même avis que ma mère, elle semble se dire : « Oh, je sais bien ce que tu dis tout fort, mais je sais que ce n'est pas ce que tu penses vraiment au fond de toi-même », et elle s'arrange pour oublier ce que je viens de dire ([65]). » Enfin, par delà le désir, le paradoxe.

([64]) P. Watzlawick, J. Helwick-Beavin, D. Jackson, *op. cit.*
([65]) Cité par P. Watzlawick. *et al.*, *op. cit.*, p. 91.

La communication paradoxale et la double contrainte de la schizophrénie

Pour nous tous, le paradoxe est un amusement mathématique. Nous sommes intrigués par le théorème de Gödel, par les propositions indécidables et par le problème que pose l'existence d'un catalogue de livres devant citer les catalogues qui ne se citent pas ([66]). Mais il existe d'autres paradoxes que les seuls paradoxes logico-mathématiques. Une phrase comme « Je mens » est un paradoxe sémantique, qui contient en fait deux énoncés : Une information d'une part, et une information sur cette information d'autre part qui dit que cette information est fausse. Le paradoxe provient de la structure de la langue. Mais, il existe surtout, compte tenu des relations entre les individus, des *paradoxes pragmatiques.*

Reichenbach cite l'exemple suivant ([67]) : Un soldat reçoit de son capitaine l'ordre de raser tous les soldats qui ne se rasent pas eux-mêmes, mais aucun autre. Situation intenable, car le soldat qui est l'inférieur d'une relation fortement complémentaire, doit obéir, mais est contraint de désobéir pour obéir, sans pouvoir sortir du cadre en expliquant à son supérieur que l'ordre est inexécutable.

Là est le cœur d'une explication de la schizophrénie par la pathologie des relations humaines. De là viennent les cinq propositions de la théorie de la *double contrainte* :

« 1. Deux ou plusieurs personnes sont engagées dans une relation intense qui a une grande valeur vitale... pour l'une d'elles, pour plusieurs ou pour toutes. Les situations caractéristiques où interviennent ces relations intenses comprennent sans s'y limiter, la vie familiale ; l'infirmité, la dépendance matérielle ; la captivité ; l'amitié ; l'amour ; la fidélité à une croyance, une cause ou une idéologie ; des contextes marqués par les normes et traditions sociales ; la situation psychothérapeutique. »

« 2. Dans un tel contexte, un message est émis qui est structuré de manière telle que :

a) il affirme quelque chose ; *b*) il affirme quelque chose sur sa propre affirmation ; *c*) ces deux affirmations s'excluent... »

« 3. Enfin, le récepteur du message est mis dans l'impossibilité de sortir du cadre fixé par ce message soit par une métacommunication (critique), soit par le repli... Un individu pris dans une situation de double contrainte, risque donc de se trouver puni (ou tout au moins de se sentir coupable), lorsqu'il perçoit correc-

---

([66]) Si un catalogue se cite, il ne doit pas se citer, et s'il ne se cite pas, il doit se citer.

tement les choses, et d'être dit « méchant » ou « fou » pour avoir ne serait-ce qu'insinué que, peut-être, il y a une discordance entre ce qu'il voit et ce qu'il « devrait » voir. »

« 4. Là où s'établit une double contrainte durable, éventuellement chronique, l'individu s'y attendra comme à une chose allant de soi, propre à la nature des relations humaines et au monde général, conviction qui ne demande pas plus ample confirmation. »

« 5. Le comportement paradoxal qu'impose la double contrainte possède en retour la propriété d'être « doublement contraignant », ce qui conduit à un modèle de communication qui est un cercle vicieux. *Si l'on étudie isolément le comportement du partenaire qui paraît le plus manifestement malade, ce comportement satisfait aux critères cliniques de la schizophrénie* ([67]). »

Le malheureux schizophrène n'a plus que trois solutions : chercher désespérément, frénétiquement un sens caché, se conformer passivement à toutes les injonctions, se retirer du jeu. Mais faut-il encore qu'il sache briser le cercle et ceci nous renvoie aux angoisses de la psychanalyse.

Instant pathétique : *A ce niveau élémentaire du microsystème familial, à la jonction de l'ontogénèse et de la société, voilà que par l'intermédiaire de la communication se renforcent les déficiences des contrôles individuels.* Les défauts de communication qui apparaîtront plus tard comme l'une des composantes de la deuxième insuffisance de contrôle interfèrent avec la première insuffisance de contrôle pour ouvrir la voie à la folie !

Certes, il serait absurde de transposer par analogie à l'humanité tout entière, mais l'on pressent du moins les menaces que peuvent représenter pour la collectivité humaine l'interaction des trois insuffisances de contrôle.

Quittons maintenant les promesses de la psychologie. En attendant leur réalisation future, les sciences sociales ont naturellement été contraintes elles aussi de se donner un modèle partiel de l'homme. Elles l'ont fait — en simplifiant à l'extrême — dans les deux directions différentes dont l'exploration achèvera ce chapitre :

— en examinant les mécanismes de décision grâce à la notion d'utilité,

— en recherchant, à travers les différentes cultures étudiées par l'anthropologie, les liens entre la société et la construction psychanalytique de la personnalité.

([67]) P. Watzlawick *et al.*, *op. cit.*

Les métamorphoses de l'utilité

Par définition, les sciences sociales s'intéressent essentiellement aux interactions entre les personnes, mais pour les décrire elles ont besoin de modèles simplifiés des comportements individuels, notamment en ce qui concerne les décisions prises en face de situations. Leurs apports proviennent des professions scientifiques les plus diverses :

Les économistes veulent rendre compte dans des modèles d'ensemble des interdépendances entre les choix des individus considérés comme consommateurs, fournisseurs de travail ou centres de décisions d'entreprises... ;

Les spécialistes du marketing s'efforcent d'analyser les réactions des consommateurs aux stratégies commerciales les plus variées ;

Les psychologues expérimentaux ont besoin de modèles de choix pour interpréter les réponses successives dans des processus d'apprentissage ;

Les chercheurs en science politique ont à examiner les décisions des électeurs, les tactiques des partis, les politiques des gouvernements ;

Les sociologues des organisations étudient les transmissions d'information et les répartitions des décisions entre les membres, compte tenu des mécanismes de choix individuels ;

Enfin, court-circuitant toutes ces distinctions corporatives, les spécialistes d'aide à la décision ont à dégager des choix admissibles ou optimaux dans des situations concrètes où l'incertitude de l'avenir est plus ou moins grande et les conflits entre les acteurs plus ou moins violents.

Inutile d'analyser séparément, par justice distributive, les travaux des uns et des autres. Bien au contraire, ce qui est important pour ce livre est la synthèse qui s'en dégage.

La naissance de l'utilité

A l'origine, les chercheurs ont supposé l'individu parfaitement capable de prévoir l'avenir en étant susceptible d'associer à chacune de ses décisions un ensemble de conséquences bien déterminées. Il savait également :

— classer tout couple de conséquences, c'est-à-dire préférer l'une ou l'autre ou les trouver équivalentes,

— ordonner ses préférences de manière transitive en préférant la conséquence A à la conséquence C si la conséquence A était préférée à une conséquence B, elle-même préférée à C.

Il était alors facile de montrer qu'il existait une fonction objec-

tif ou une fonction d'utilité qui associait à chaque conséquence une utilité pour l'individu. Tout se passait comme si ce dernier, compte tenu des contraintes qui limitaient ses décisions possibles, choisissait la décision dont les conséquences rendaient maximum l'utilité.

La manière dont sont traités en économie théorique les choix des consommateurs et les décisions des chefs d'entreprise illustre parfaitement ce modèle. Ainsi, pour le consommateur, les contraintes sont représentées par son revenu et par les prix, les décisions correspondent aux achats de biens et de services et les conséquences sont les consommations effectivement réalisées.

L'introduction de l'incertitude

Les théoriciens se sont ensuite préoccupé, peu après la seconde guerre mondiale, du cas où l'avenir ne pouvait pas être totalement prévu et où, à chaque décision de l'individu, pouvait être associé tout un ensemble de conséquences ayant des chances plus ou moins grandes de se réaliser. C'est certes le cas de l'achat de billets de la Loterie Nationale ou de billets du PMU, mais c'est plus généralement tout le problème du comportement en face du risque. Grâce à l'introduction des probabilités des conséquences des décisions — probabilités objectives lorsque l'on a pu observer dans le passé la fréquence d'apparitions des phénomènes, probabilités subjectives lorsqu'on traduit seulement l'estimation faite par l'individu des chances d'apparition d'un événement — les économistes ont pu généraliser la fonction d'utilité en la faisant dépendre à la fois des conséquences et de leurs probabilités.

Ils ont alors traité de la même manière — et ce fut l'apport du grand livre de von Neumann et Morgenstern sur la « Théorie des jeux » — les cas de conflits où les conséquences pour un individu dépendent des réactions d'autres individus antagonistes poursuivant leurs propres objectifs.

Mais dans la réalité, l'information sur l'avenir n'est pas donnée une fois pour toutes. L'individu peut se décider immédiatement sur la base de l'information disponible, ou au contraire différer sa décision en cherchant à acquérir de l'information. Si la décision est répétitive, il peut améliorer parallèlement son information en observant les conséquences de ses actes. C'est un mécanisme tout à fait caractéristique des systèmes à apprentissage et qui a pour but d'améliorer la connaissance des conséquences des décisions possibles.

Trois adjonctions fondamentales

Tout d'abord et contrairement au postulat de la théorie initiale de l'utilité, l'ensemble des décisions possibles n'est pas imposé, lui non plus, car l'individu peut avoir plus ou moins d'imagina-

tion pour inventer de nouvelles solutions. Il faut donc introduire, en parallèle avec la fonction d'utilité, un centre d'imagination qui engendre, par des processus de recherche que nous connaissons mal, les décisions qui sont perçues et dont les conséquences seront comparées.

Ensuite se profile, derrière le centre d'imagination et derrière la fonction d'utilité (ou d'objectif), toute la structure de la personnalité individuelle. Nous en avons pressenti l'importance aussi bien dans la théorie des trois cerveaux de Mc Lean que dans l'interaction du Çà, du Moi et du Surmoi de la théorie psychanalytique. Malheureusement, toutes les typologies de la personnalité, établies grâce à des analyses factorielles, sont fragiles et la riche documentation fournie par les études de motivations en marketing est, malgré son utilité pratique incontestable, d'un emploi scientifique délicat. Une réponse satisfaisante ne pourra être donnée que lorsque nous disposerons comme pour l'acquisition des notions logiques d'une théorie de la genèse de la personnalité... Toutefois, en s'inspirant des travaux de Cattell ([68]), confirmés dans leurs grandes lignes par les études de marketing, on peut énumérer une liste de sept « motivations » dont les importances relatives et les interactions permettent de caractériser l'individu :

— le besoin sexuel,
— l'instinct grégaire,
— le besoin de protéger,
— le besoin d'exploration, de curiosité,
— le besoin de sécurité,
— le besoin de s'affirmer, d'être reconnu,
— le besoin narcissique (besoin du bien-être opposé au Surmoi).

Cette structure de motivations va influencer à la fois le centre d'imagination, la fonction d'utilité, les informations et les calculs concernant les conséquences : Par exemple, un grand besoin d'exploration et de curiosité stimule la recherche de solutions nouvelles tandis que le besoin de sécurité peut la restreindre. De même, les informations et les calculs seront filtrés et déformés par les motivations de l'individu : Il rejettera les informations qui lui déplaisent, ne les percevra même pas. C'est le phénomène de dissonance cognitive mis en évidence par Festinger mais bien connu depuis longtemps de tous les romanciers.

Enfin, les recherches des psychologues ont montré qu'à la place de la fonction d'utilité des économistes, il vaudrait mieux substi-

---

([68]) Paul Fraisse et Jean Piaget, Traité de psychologie expérimentale. T. V : Motivation, émotion et personnalité. PUF, Paris, 1963.

tuer un ensemble d'objectifs plus ou moins conscients et que l'individu prend généralement en compte *successivement*. Pour chacun de ces objectifs, il y a un seuil minimum acceptable tel que l'individu rejette toutes les décisions qui n'atteignent pas le seuil, mais accepte toutes celles qui le dépasse. Actuellement, d'ailleurs, l'aide à la décision et l'économie appliquée développent toute une méthodologie de la décision à partir d'objectifs (ou de critères) multiples sans introduire une fonction d'objectif unique.

La vision nouvelle des sciences sociales

Le modèle qui résulte de toutes ces adjonctions est infiniment plus riche que le modèle initial de l'utilité. L'individu n'a plus seulement à comparer à la lumière d'un objectif les conséquences de décisions données. Il a à imaginer, à s'informer, à calculer. Il peut être en proie à des conflits intérieurs traduisant une difficulté à se décider. Difficulté en provenance de trois sources différentes :

— la décision « la meilleure » peut être inacceptable aux yeux de l'individu ;

— il peut y avoir plusieurs décisions que l'individu n'arrive pas à comparer bien qu'il soit susceptible d'évaluer leurs conséquences ;

— l'incertitude de l'avenir est telle qu'il est pratiquement impossible de se faire une opinion sur les conséquences des diverses décisions.

La manière dont l'individu cherchera à résoudre le conflit dépendra de la nature de ce conflit.

Si le conflit résulte de l'inacceptable, l'individu cherchera de nouvelles possibilités de décision. Des échecs répétés dans la découverte de décisions acceptables l'amèneront à réviser en baisse ses seuils d'acceptabilité.

Si le conflit résulte de la non comparabilité, plusieurs hypothèses étant acceptables, l'individu se décidera souvent en fonction d'éléments très secondaires, comme l'ordre de présentation.

Si le conflit est enfin la conséquence de l'incertitude, l'individu cherchera d'abord à acquérir davantage d'informations sur les conséquences des décisions. Si cela ne clarifie pas le choix, il cherchera de nouvelles décisions possibles susceptibles d'entraîner des conséquences plus certaines.

Au cours de ces adaptations, se manifesteront plusieurs des caractéristiques des systèmes auto-organisés. La recherche des décisions possibles se fera le plus souvent *au voisinage* des solutions connues. La comparaison des solutions recourra largement à des *modèles partiels* dont la construction est orientée par les motivations et l'histoire de l'individu. L'individu utilisera fréquemment des *règles de conduite* qui permettent de déléguer les décisions à des

échelons moins élevés dans la structure du système nerveux et qui, en supprimant les conflits conscients, diminuent l'anxiété. Le tout s'insérant dans des processus d'apprentissage diachroniques au cours desquels se construisent progressivement l'organisation et le fonctionnement de la personnalité.

Ce nouveau modèle de l'individu, infiniment plus complexe, est en harmonie profonde avec les conceptions développées dans les autres parties de ce chapitre. En particulier, il complète sans le contredire le modèle psychanalytique de la personnalité. *Caricature sans doute, mais ressemblante et suffisamment simple pour faciliter dans la suite la compréhension du fonctionnement des organisations sociales.* On ne peut à tout moment remonter à l'hypothalamus ou à l'introjection ! Il faut avoir à sa disposition un *résumé.*

La limitation principale de celui-ci est sans doute qu'il ne rend pas convenablement compte des comportements dans des situations de stress. De plus, bien qu'élaboré par des spécialistes des sciences sociales, il se borne à prévoir l'influence de l'environnement sur les motivations sans étudier réellement le rôle de la culture. Or, que signifierait une interrogation sur la politique qui, en excluant l'anthropologie, ne se demanderait pas dans quelle mesure la culture modifie l'homme ?

Les différenciations de la culture

La première constatation essentielle de l'anthropologie est que chaque culture — au sens que cette science donne à ce terme — est un système équilibré dont tous les sous-ensembles sont fortement reliés et qui s'est construit par évolution progressive. Grâce à des filiations et des diffusions historiques le plus souvent ignorées, ce système conditionne fortement les individus qui en font partie. Depuis longtemps déjà, Margaret Mead l'a écrit dans une langue évocatrice :

« Chaque civilisation crée une contexture sociale qui lui est propre et qui apporte à l'individu non seulement la sécurité mais des conditions d'existence intelligibles. Le comportement type peut ne tenir compte ni de l'âge, ni du sexe, ni de dispositions particulières qui tiendraient à une différenciation quelconque. Ou, au contraire, l'évidence de l'âge, du sexe, de la force, de la beauté peut imposer les thèmes culturels dominants, comme le peut aussi une propension naturelle aux visions et aux rêves... Chez une certaine tribu des Philippines, il est convenu qu'aucun homme n'est capable de garder un secret ; pour les Manus, seuls les hommes sont censés aimer jouer avec les petits enfants ; les Toda considèrent que presque tous les travaux domestiques revê-

tent un caractère trop sacré pour être confiés aux femmes, les Arapesh sont persuadés que la tête des femmes est plus forte que celle des hommes... Ils croient que la peinture en couleurs est le partage exclusif des hommes et les Mundogumor considèrent la pêche comme une tâche essentiellement féminine. Mais toute idée est absente (chez ces deux tribus) que des traits tempéramentaux de l'ordre de la domination, de la bravoure, de l'agressivité, de l'objectivité, de la malléabilité puissent être inaliénablement liés à un sexe — en opposition avec l'autre... (au contraire), chez les Indiens Dakota des Plaines, l'homme se définissait par son aptitude à supporter tout danger ou privation. Dès l'instant qu'un enfant atteignait cinq ou six ans, tout l'effort conscient d'éducation de la part de la famille tendait à faire de lui un mâle incontestable... ([69]). »

Cette spécificité de chaque culture a des conséquences immédiates sur la manière dont elle privilégie les types de personnalités susceptibles d'accéder au pouvoir — et c'est l'un des premiers aspects par lesquels l'anthropologie se relie à la science politique — mais elle pose surtout le problème fondamental de l'interaction entre l'individu et la société dans la double construction des personnalités individuelles et de la culture. Problème qui a été pendant soixante ans au cœur des débats entre la sociologie et la psychanalyse. L'opinion que l'on peut avoir à son sujet est essentielle à un diagnostic sur le contrôle de l'histoire.

La sélection des chefs

Chaque culture a tendance à faciliter le choix par son système politique des individus dont la personnalité présente les traits qu'elle valorise. Dans la culture occidentale, la mégalomanie est considérée comme un phénomène anormal. L'étude des Kwakiutl, bien connus par les travaux sur le potlach montre que c'est au contraire chez eux l'idéal imposé par le groupe aux individus. Or, justement, ce sont les individus qui, parmi les Kwakiutl, ont au maximum ces tendances dans leur propre nature, qui sont les chefs de la société Kwakiutl et qui obtiennent la plus grande réalisation personnelle dans cette civilisation. Egalement, « la catalepsie qui est tenue par notre société comme une maladie mentale ou plus exactement un symptôme morbide est, dans d'autres sociétés, les sociétés de chamanes, un idéal à atteindre ; et ce sont les personnes qui sont les plus aptes à éprouver ces états qui sont choisies pour occuper les plus hautes places dans la hiérarchie sociale ([70]) ».

([69]) Margaret Mead, Mœurs et sexualité en Océanie. Plon, Paris, 1971.
([70]) Roger Bastide, Socialogie et psychanalyse. PUF, Paris, 1972.

Notre propre culture n'échappe pas à la règle. Lasswell a pu y observer les relations entre l'histoire psychanalytique individuelle et les types de comportement politiques. Ces types qui conditionnent pour une bonne part l'accession aux diverses responsabilités :

« Lasswell a été amené en effet à distinguer les agitateurs, les administrateurs et les théoriciens. Cette différence de types est fondée sur une différence d'expériences enfantines. Mais ce n'est pas tout : Il y a plusieurs types d'agitateurs, ceux qui se servent de la presse et ceux qui parlent dans les meetings, comme il y a divers types d'administrateurs, les grands administrateurs qui sont capables d'initiatives, de réformes, et les petits qui appliquent souvent de façon tâtillonne les règlements existants. Il y a les théoriciens de la révolution et les apôtres de la tradition. Tout cela a une base dans les pulsions individuelles. Certains agitateurs cherchent avant tout une réponse du public ; ce sont des adultes restés au stade narcissique, soit que des obstacles ne leur aient pas permis de faire porter leurs affections normalement sur les membres de la famille, soit qu'une trop grande indulgence ou trop d'admiration de la part de leurs parents ait fixé leur libido sur leur propre personne ; ce qu'ils attendent du public, c'est donc de leur servir de milieu pour leurs expériences magiques, ils veulent susciter par la parole des événements, ils veulent recréer le monde selon leur volonté, pour le plaisir de sentir leur mana. D'autres, poussés par la haine des frères, se battant autour de l'amour paternel, restent torturés par le remords et dans leur rêve de s'identifier aux travailleurs, ils demandent au socialisme la communion fraternelle, la disparition de la guerre entre les frères ([71]). »

Ainsi, même si le processus psychanalytique de la construction de la personnalité est identique d'une culture à l'autre, cette culture secrète un système politique qui trie les individus et leur donne ainsi le moyen d'essayer d'étendre leurs propres objectifs à l'ensemble de la société. *La culture ? Un filtre et un amplificateur dans la diffusion nationale ou internationale des déséquilibres individuels.* Mais, pour beaucoup d'ethnologues, le rôle de la culture va plus loin, car elle intervient *directement* dans les mécanismes de construction de la personnalité.

La dialectique de la construction de la culture et de la personnalité individuelle

Durckheim et sa conscience collective, Freud et son souvenir héréditaire du meurtre du père par les fils ont contribué à obscurcir

---

([71]) Roger Bastide, *op. cit.* MD. Lasswell. Psychopathology and politics. Chicago, 1930.

le processus des relations entre l'individu et la société. Un processus probablement double au niveau de l'inné et de l'acquis.

D'un côté, des hiérarchies nerveuses, des programmes, un Inconscient s'inscrivant au fur et à mesure d'une évolution génétique et chromosomique par des sélections de mutations qui privilégient certaines structures inconscientes.

De l'autre, une transmission culturelle au mécanisme simple. Lorsqu'un individu naît, il n'apparaît pas nulle part, mais dans une famille appartenant à une collectivité donnée avec sa culture, son système de parenté, ses valeurs. C'est dans une interaction avec cette famille-là que se construit sa personnalité psychanalytique individuelle. A son tour, cet individu, par son comportement, va contribuer à modifier tant soit peu la culture dont il participe, mais la modification de cette culture, sous cette influence et sous celle plus générale de l'environnement, sera lente. Aussi, lorsque naîtra un nouvel individu, à la génération suivante, les contraintes sociales entourant la formation de sa personnalité seront presque identiques. Aux variations locales près, l'histoire psychologique du nouvel individu sera proche de, mais pas absolument semblable à, celle de son prédécesseur. Bien qu'il n'y ait aucune hérédité des caractères acquis, le second individu reproduira presque le type de personnalité du premier.

Il le reproduira à la fois au niveau des *relations conscientes* et au niveau du *refoulé qu'accueillent les structures permanentes de l'Inconscient*.

Au niveau *conscient*, l'enfant apprendra une langue, élément de construction et de limitation de sa pensée. Il acquerra des connaissances historiques, religieuses, techniques, scientifiques. Il assimilera l'utilisation de symboles. Il s'habituera à des règles de toutes sortes allant de la propreté corporelle à l'assistance à la messe, des canons de la politesse à l'interprétation du Droit. Il fera siennes les valeurs propres à son groupe social, celles du paysan conservateur qui sait que les innovations n'ont d'effets qu'à long terme et sont parfois désastreuses et dont la vie est modulée par le cycle annuel des travaux ou celles de l'ouvrier du XIX^e^ siècle qui ne peut vivre qu'au jour le jour et qui ne peut espérer la sécurité contre la maladie et le chômage que dans une solidarité lentement et durement trouvée.

Mais, simultanément, l'enfant, dans son cadre familial, va reproduire les *refoulements dans l'inconscient* de la génération précédente sous l'influence des Institutions socio-culturelles, c'est-à-dire « l'ensemble des mœurs, coutumes, usages, légendes, mythes, pratiques religieuses, écrits divers, principes pédagogiques, modalités économiques, productions artistiques, formes politiques de

gouvernement... ([72]) ». On peut dire — mais c'est un raccourci de vocabulaire dangereux — qu'il y a *transmission de l'acquis inconscient par l'intermédiaire des Institutions socio-cuturelles.*

D'où la grande question qui a secoué psychanalystes et ethnologues : Qu'y a-t-il, dans la construction de la personnalité, de caractéristique de l'humanité en général et d'une culture en particulier ? Débat provisoirement passé de mode, car la plupart des textes sont scientifiquement périmées. Inévitable pourtant.

L'un des premiers, Gezà Roheim a mis en évidence, de manière convaincante, l'universalité des processus psychanalytiques, mais naturellement, les mêmes processus, dans le cadre de contraintes culturelles différentes, modèlent des personnalités diverses :

« En Australie, nous trouvons une culture essentiellement œdipienne dont le mécanisme de défense principal est la projection. Dans l'île Normanby, nous voyons des gens qui, par suite de l'insécurité vécue dans la situation mère-enfant, manquent leur identification avec le père, et régressent jusqu'à un mélange de mécanismes oraux et anaux. La conservation à l'intérieur de soi, ou introjection est plus importante que la projection. »

« Il serait néanmoins absurde de déclarer qu'il n'y a rien d'oral en Australie, ou que les Australiens ne pratiquent pas l'introjection, ou inversement que les insulaires de Normanby n'ont pas le complexe d'Œdipe et ne connaissent pas la projection. A Alor, nous trouvons à nouveau, au départ, une « mauvaise mère ». L'angoisse de séparation étant écrasante, l'angoisse de castration doit également être très intense ; les données confirment pleinement cette hypothèse. La frustration précoce implique manifestement un Surmoi fort ; la magie anale (la richesse), l'ostentation et l'agressivité phalliques sont mobilisées pour contrecarrer l'agressivité retournée vers l'intérieur (c'est-à-dire le Surmoi). Chez les habitants des Iles Marquises, dotés d'un système très particulier de polyandrie et chez qui le sevrage s'effectue sans amour, nous trouvons également le complexe d'œdipe, mais le sentiment de culpabilité est si puissant que le père se rend symboliquement avant que la bataille ait commencé ! Chez les Kaingang, nous relevons la coutume extrêmement traumatique qui consiste à percer les lèvres à l'âge de deux ans... Le traumatisme oral auquel s'est ajouté la prise des terres, a produit une société où la haine œdipienne s'exprime quasi ouvertement et où l'agressivité n'a pas de limite... Les Yurok sont étudiés comme un cas extrême de frustration orale, de caractère anal et de pression du Surmoi. L'analyse

---

([72]) Gérard Mendel, La révolte contre le père. Payot, Paris, 1968.

des Navaho révèle la structure manifestement œdipienne et dominée par le Surmoi de cette population ([73]). »

Pour G. Roheim, ces processus psychanalytiques universels existent probablement à l'état d'éléments chez les grands singes et acquièrent le caractère qu'ils ont chez l'homme par suite de son développement mi-prématuré, mi-conservateur. En particulier, et pour cette raison, le complexe d'Œdipe est universel.

Thèse inverse chez Malinowski : « Le complexe familial ne peut être le même dans toutes les races et chez tous les peuples dont se compose l'humanité : Il doit varier avec la configuration de la famille... Le complexe d'Œdipe correspond essentiellement à notre famille aryenne fondée sur la descendance en ligne paternelle, ainsi que sur la reconnaissance de la patria potestas, poussée à un degré de développement très prononcé, s'appuyant sur les deux piliers de la loi romaine et de la morale chrétienne, et renforcée de nos jours par les conditions économiques de la bourgeoisie aisée et bien pensante ([74]). » Et de citer le cas de la culture matrilinéaire des Trobriandais où existe un autre complexe, caractérisé par l'inceste avec la sœur et la haine de l'oncle maternel. *Mais qui ne voit que dans la genèse de ce complexe, sont à l'œuvre les processus même du complexe d'Œdipe*, processus liés à « l'intance interdictrice qui barre l'accès à la satisfaction naturelle et lie inséparablement le désir et la loi ([74]) ».

A la suite de Malinowski, les travaux de Ruth Benedict ([75]) et de Margaret Mead ([76]) ont essayé, mais sans la rigueur nécessaire, de rendre compte du rôle de la société dans la genèse de la personnalité, mais c'est véritablement l'œuvre de Kardiner ([77]) qui aborde pour la première fois le problème en termes de systèmes bien qu'elle ait beaucoup vieilli à cause de l'insuffisance de ses concepts.

● Kardiner accepte tout d'abord l'existence, au niveau psychophysiologique individuel, d'une pluralité de besoins — donc de variables essentielles, notamment des besoins de conservation (nourriture et sécurité) et des besoins sexuels. En fonction de la société et de la valeur qu'elle accorde au statut, à la richesse, au prestige, etc... certains de ces besoins peuvent être la source de frustrations diverses de tendance sociale.

● Il reconnait ensuite la réaction constante du social sur le psychique et du psychique sur le social. En d'autres termes, l'in-

---

([73]) Gezà Roheim, Psychanalyse et anthropologie. Gallimard, Paris, 1967.
([74]) Roger Bastide, *op. cit.*
([75]) Ruth Benedict, The patterns of culture. Boston, 1934.
([76]) Margaret Mead, *op. cit.*
([77]) A. Kardiner, The psychological frontiers of society. New York, 1945.

dividu et la société sont deux systèmes auto-organisés et couplés. Le premier, à évolution rapide, se construit en fonction de sa structure et de l'influence de la société. La seconde subit, génération après génération, les actions des sous-systèmes individuels qu'elle a contribué à construire. De là, pour Kardiner, la distinction entre les « institutions primaires » et les « institutions secondaires ».

« Les institutions primaires, comme les règles ou les coutumes de l'éducation enfantine, l'organisation de la famille, les disciplines de base des tendances orale, anale ou génitale, les systèmes collectifs de valeurs et les facilités ou difficultés de la subsistance, produisent, au cours des premières années de la vie, un certain type de comportement et une certaine structure psychique. Réciproquement, l'individu, satisfait ou frustré dans ses tendances profondes, réagit sur ces institutions pour les changer ou en créer de nouvelles, se soulage de ses angoisses en imaginant, par exemple, des esprits ou en forgeant des mythes et ce sont les institutions secondaires ([78]). »

● Kardiner en déduit — et c'est là que l'insuffisance apparaît — deux concepts en distinguant dans chaque individu le *caractère* qui différencie une personne d'une autre et la *personnalité de base* qui est commune à tous les membres d'une même culture : « Les conditions du milieu et certains aspects de l'organisation sociale, compris sous le qualificatif d'institutions primaires, créent pour l'individu les problèmes de base de son adaptation. Ces problèmes l'obligent à certaines méthodes d'accommodation puisqu'il s'agit de conditions fixes et interchangeables. Le manque d'aliments, les prohibitions sexuelles, les disciplines de tel ou tel ordre sont des conditions que l'individu ne peut contrôler directement, il peut seulement adopter une attitude à leur égard... Les constellations de base originales créées chez l'individu par ces conditions constituent du point de vue subjectif, la structure du moi et, du point de vue objectif, la structure de sa personnalité ([78]). »

La distinction du caractère et de la personnalité de base ne pourrait théoriquement être faite sur une population donnée que par une sorte d'analyse factorielle sur l'ensemble de la population, analyse qui mettrait en évidence deux facteurs dont les effets se combineraient de manière simple. Mais, le processus d'auto-organisation est plus complexe. Le caractère ne se superpose pas à la personnalité de base. *La personnalité se construit comme une totalité au sein d'une culture à partir d'un substrat psychologique lui-même individuel et universel.*

([78]) Roger Bastide, *op. cit.*

L'anthropologie structurale de Levi-Strauss ([79]) constitue un pas supplémentaire vers une analyse systémique, synchronique et diachronique de la société. Si cela n'est pas apparent de prime abord, c'est que le recours à un structuralisme scientifique utilisant des concepts opératoires traduisant des relations objectives exclut toute généralisation théorique prématurée, mais le lecteur va le percevoir immédiatement dans ces deux courts extraits d'un texte intitulé « Le sorcier et sa magie » et consacré à la mort par envoûtement. Levi-Strauss décrit d'abord le phénomène :

« Un individu conscient d'être l'objet d'un maléfice est intimement persuadé, par les plus solennelles traditions de son groupe, qu'il est condamné ; parents et amis partagent cette certitude. Dès lors, la communauté se rétracte : on s'éloigne du maudit. On se conduit à son égard comme s'il était, non seulement déjà mort, mais source de danger pour tout son entourage ; à chaque occasion et par toutes ses conduites, le corps social suggère la mort à la malheureuse victime, qui ne prétend plus échapper à ce qu'elle considère comme son inéluctable destin. Bientôt, d'ailleurs, on célèbre pour elle les rites sacrés qui la conduiront au royaume des ombres. D'abord, brutalement sevré de tous ses liens familiaux et sociaux, et exclu de toutes les fonctions d'activités par quoi l'individu prenait conscience de lui-même, puis retrouvant ces forces si impérieuses à nouveau conjurées, mais seulement pour le bannir du monde des vivants, l'envoûté cède à l'action combinée de l'intense terreur qu'il ressent, du retrait subit et total des multiples systèmes de référence fournis par la connivence du groupe, enfin à leur inversion décisive qui, de vivant, sujet de droits et d'obligations, le proclame mort, objet de craintes, de rites et d'interdits. L'intégrité physique ne résiste pas à la dissolution de la personnalité sociale ([80]). » Et Levi-Strauss ajoute que l'efficacité de la magie implique la croyance en la magie mais que celle-ci se présente sous trois aspects complémentaires (et là, transparaît la structure synchronique de ce sous-système) : « Il y a d'abord, la croyance du sorcier dans l'efficacité de ses techniques ; ensuite celle du malade qu'il soigne, ou de la victime qu'il persécute, dans le pouvoir du sorcier lui-même ; enfin la confiance et les exigences de l'opinion collective, qui forment à chaque instant une sorte de champ de gravitation au sein duquel se définissent et se situent les relations entre le sorcier et ceux qu'il ensorcèle. »

Ce débat sur l'anthropologie et la psychanalyse ne peut suffire : Au risque d'une vision plus incertaine, il faut tenter d'identifier,

---

([79]) Claude Levi-Strauss, Anthropologie structurale. Plon, Paris, 1958.
([80]) Claude Levi-Strauss, *op. cit.*

à l'échelle de l'histoire de la culture occidentale, l'aspect social des relations entre l'homme et la faillite de la politique.

Une sociopsychanalyse de la culture occidentale

Au départ, une structure psychophysiologique commune à toute l'humanité, un noyau anthropogène spécifique : Ce noyau « qu'aucune civilisation ne peut modifier est constitué par tout un ensemble de caractéristiques physiologiques (surcharge quantitative énergétique et angoisse, discordance sensorio-motrice), de processus (fonction fantasmatique, formation de représentations de choses « bonnes » et « mauvaises », refoulement originel) et d'identifications primitives (à la Mère « mauvaise » et à la Mère « bonne »). Et, en dernière analyse, ces processus et ces identifications avaient pour fonction de lutter contre l'angoisse spécifiquement intense chez l'homme, angoisse qui deviendra très tôt l'agressivité après son orientation vers le monde extérieur ([81]) ». Sur cette base, le psychanalyste Gérard Mendel développe une théorie qui est la suite logique de celle de Moscovici au stade paléolithique :

« Ce fut seulement lorsque les imagos paternelles ayant renforcé le Moi permirent d'équilibrer la puissance des imagos maternelles jusqu'alors prédominante, qu'une nouvelle relation au monde extérieur devint possible. Jusqu'à ce moment, un principe fataliste d'obéissance et de soumission aux forces naturelles prévalait. La Nature était la Mère universelle et toute-puissante, vécue à l'image de la mère à la fois nourricière et frustrante de l'enfance — l'intériorisation de ces expériences gratifiantes et frustrantes étant précisément à l'origine de la Mère « bonne » et de la Mère « mauvaise »... »

« L'humanité ne sortit de cet état infantile de dépendance psycho-affective totale, que lorsque les fils, équilibrant les imagos maternelles par des images paternelles néoformées craignant moins dès lors l'ordre des choses utilisèrent toujours davantage leur force pour alléger efficacement... la pression sur eux de l'environnement naturel... »

« Ainsi, (au début du Néolithique), l'intériorisation de l'image paternelle aurait-elle créé les conditions nécessaires au développement de la science et de la technologie, c'est-à-dire au développement des moyens de connaissance et d'action rationnelle sur l'environnement... »

« Mais, aussi, l'on peut penser que la rançon inconsciente de cette conquête de la nature réside dans une culpabilité inconsciente

([81]) Gérard Mendel, La crise de générations. Payot, Paris, 1969.

envers le Père puisque, à l'origine de cette conquête, il y eut le meurtre, fantasmatique ou non, de ce Père, qui permit l'intériorisation de l'image paternelle. Sans que nous puissions toujours déceler leur présence, le meurtre du Père et la culpabilité liée à ce meurtre sont inclus dans toutes les Institutions socio-culturelles post-néolithiques. Quoi qu'il en soit, cette culpabilité serait à l'origine des puissantes images paternelles externes incarnant le pouvoir social... »

« Ce personnage d'un « Père surpuissant » aurait emprunté les figures successives du Dieu paternel monothéiste ; puis, à partir du début du XIX^e siècle, celle du Savant (ou Technicien-Roi) et, enfin, plus récemment, celle du Dictateur. »

« Il nous a paru que depuis un certain temps déjà, ce personnage externe a tendance à perdre son caractère paternel spécifique et à prendre un aspect régressif. Deux causes se conjugueraient pour produire cet effet : le processus de sécularisation de l'Autorité, par le jeu duquel le détenteur du pouvoir est jugé à ses actes, nécessairement imparfaits en ce monde, et le développement de la technologie qui a renforcé le Pouvoir social de manière spectaculaire, lui restituant en quelque sorte cette toute-puissance arbitraire prêtée par l'homme d'avant l'Histoire à la mère-nature. Une troisième cause, plus hypothétique, pourrait jouer si, comme certains indices le laisseraient penser, la conquête de la nature avait été vécue par l'Insconcient humain comme une agression sadique contre la Mère. Ainsi, auraient pu s'accroître dangereusement les peurs inconscientes les plus anciennes dans l'histoire de l'individu et qui sont celles d'attaquer, de mutiler et de tuer la Mère ([82]). »

Dès lors, dans la compréhension de l'histoire humaine, apparaît un niveau de régulation fondamental dans l'auto-organisation des collectivités : Par suite de l'universalité des mécanismes psychanalytiques, mécanismes qui se sont créés au fur et à mesure de l'apparition de l'homme, chaque culture transmet à chaque individu, au cours de sa prime enfance, un certain acquis inconscient. C'est par les interactions entre les pulsions et l'environnement que se construisent, en face de la contrainte collective, les instances des personnalités individuelles. En retour, ces caractères profonds des dispositions psychiques de chacun modifient les systèmes sociaux d'une manière qui commence juste à être soupçonnée. Phénomènes essentiels pour comprendre l'évolution contemporaine.

Naturellement, dans cette couche du refoulement secondaire,

([82]) Gérard Mendel, La révolte contre le père. Payot, Paris, 1968.

l'individu subit, par l'intermédiaire du groupe social auquel il appartient, l'influence des différentes collectivités dont il fait partie : collectivité française, collectivité catholique, collectivité bourgeoise, collectivité occidentale... Le puritanisme et le catholicisme des jésuites, la civilisation occidentale et la civilisation hindoue, les familles ouvrières ou les familles bourgeoises ne transmettent pas, à cause des différences dans le comportement des mères, dans le rôle des pères, dans les modes d'éducation, le même acquis dans l'Inconscient. Ce serait une tâche essentielle de la socio-psychanalyse de renseigner de manière profonde sur ces liens qui permettraient de connaître l'impact des systèmes politiques et sociaux sur les psychologies individuelles.

En tout cas, c'est à de tels liens qu'il faut sans doute rapporter certaines attitudes constantes de la civilisation occidentale comme l'intensité du besoin de connaître, d'explorer, la volonté de dominer et de faire, le désir d'investir pour l'avenir. Ce sont les mêmes mécanismes qui engendrent dans d'autres cultures la résignation, l'indifférence à l'égard de l'avenir, la soumission aux règles. Le nombre de candidats à l'exploration scientifique, à la carrière militaire, à la construction d'entreprises ou... à la contemplation monastique en résulte pour une bonne part.

L'anthropologie apporte donc deux contributions majeures à la réflexion centrale de ce livre : Elle met l'accent sur *la personnalité des chefs sélectionnés par chaque culture* ; Elle permet de comprendre dans quelle mesure le substrat psychophysiologique individuel est organisé et enrichi par chaque culture. Elle laisse aussi pressentir qu'*à l'échelle séculaire, la culture agit lentement en profondeur mais sans atteindre les pulsions enracinés dans une communion avec le monde animal, au sein des structures nerveuses primitives.*

La première insuffisance de contrôle

Quittons maintenant le terrain sûr de la science. Mettons-nous à sa frontière pour mieux comprendre ce modèle de l'homme qui s'élabore et essayons de percevoir d'un seul coup d'œil les faits majeurs que deux siècles de sciences humaines ont dégagé par-delà la diversité des recherches des branches particulières. Les voici en cinq propositions majeures :

Au niveau du phylum.

● L'homme, en tant qu'espèce, et les sociétés humaines ne se sont pas construits « contre nature », mais progressivement comme parties intégrantes du système écologique terrestre, au cours de l'évolution de la biosphère. Evolution qui continue avec les mêmes

processus d'adaptation, d'auto-organisation, de création à l'œuvre depuis toujours.

● Dotée d'un système nerveux résultant de la transformation de systèmes nerveux plus simples, l'espèce humaine concerve dans ses motivations fondamentales une affectivité ancestrale pleine de dangers, car elle canalise l'utilisation de l'intelligence et, par ses aspects agressifs, grégaires et altruistes, risque à tout moment de jeter une communauté contre une autre, même au nom des grands sentiments.

● En revanche, le développement simultané de la société et du néocortex ouvre des perspectives indéfinies de connaissance et de puissance, et fournit le moyen d'atteindre des fins conscientes ou non, définies implicitement ou explicitement par ailleurs.

Au niveau individuel.

● Chacun construit sa personnalité tant sur le plan de la connaissance et des concepts logiques que sur celui de l'affectivité et de l'équilibre des motivations, à partir du triple apport de son patrimoine génétique et des structures de l'Inconscient qui en résultent, de la configuration du monde extérieur et des contraintes sociales particulières auxquelles il est confronté.

● A un stade donné de son développement, l'être humain est un système qui décide, en réaction à l'environnement, en fonction de ses motivations, de son imagination, de ses modèles partiels, de ses règles de conduite... Très partiellement conditionné dans la structure de sa personnalité par la société où il s'est construit, et constituant à son tour l'un des atomes qui transforment cette société.

Ce sont ces faits qui permettent de comprendre ce qui a été appelé, dès l'introduction, la *première insuffisance de contrôle*. Une insuffisance d'importance décisive en politique.

Dessinons-en l'image d'Epinal :

● De l'instinct grégaire au besoin de s'affirmer, de la curiosité au narcissisme, les motivations ne sont que des objectifs à court terme d'épanouissement et d'autoconservation de l'individu. *Les processus intellectuels ont peu d'influence sur elles et ne peuvent assurer ni leur cohérence ni l'allongement de leur horizon.*

● *Les capacités intellectuelles elles-mêmes sont limités* et l'homme est incapable de prévoir toutes les conséquences de ses actes.

● Enfin, *les motivations ne contrôlent pas l'usage des facultés intellectuelles* puisqu'elles les censurent ou se laissent griser par elles. Lorsque la satisfaction individuelle est mise en cause, ces motivations interfèrent avec les processus imaginatifs et intellec-

tuels du néocortex en biaisant la perception, canalisant l'imagination, orientant l'intelligence, rejetant certaines conclusions désagréables, mais elles leur laissent toute liberté lorsque leur simple jeu peut assouvir le besoin de curiosité...

● Quant à la société, en permettant le langage et en constituant un milieu de propagation pour les symboles et pour les mythes, elle fournit à ce déséquilibre individuel des possibilités immenses d'amplification tout en le canalisant dans le moule d'une culture.

Dès lors, au niveau du groupe, qu'il y ait compétition sévère entre les individus, soumission au chef et à ses insuffisances, ou identification au groupe avec projection de l'agressivité vers l'extérieur, *le fonctionnement de l'individu est à la fois la source de la rationalité collective et le principal obstacle à son émergence.*

Cette insuffisance de contrôle, que seul un bouleversement de la culture permettrait peut-être de maîtriser, voilà la constatation inquiétante que suggèrent les sciences de l'homme au moment où notre interrogation sur la maîtrise du futur va conduire à travers l'étude des organisations sociales, à la découverte de deux autres sources de déséquilibres potentiels.

CHAPITRE VI

L'ORGANISATION HIÉRARCHIQUE

> ... On se trouve en présence de cette administration presque aussi nombreuse que la population, prépondérante, agissante, réglementaire, contraignante, voulant prévoir tout, se chargeant de tout, toujours plus au courant des intérêts de l'administré qu'il ne l'est lui-même, sans cesse active et stérile.
>
> A. de Tocqueville
> L'ancien régime et la révolution.

Passer en une étape de l'individu à la société politique empêcherait de démonter en profondeur les rouages de la *deuxième insuffisance de contrôle*, car l'analyse porterait d'emblée sur un système trop complexe. S'arrêter à l'échelon des organisations hiérarchiques a l'avantage de la progressivité et permet accessoirement une réflexion centrée sur ces unités productrices de biens et de services auxquelles la majorité des hommes consacrent la majorité de leur temps : l'entreprise ou l'administration.

Termes d'ailleurs ambigus, désignant plus des extrêmes sur un continuum — d'un côté, les coûts sont couverts par les ventes, de l'autre par les impôts — que des réalités tranchées, mais avec un pouvoir conféré dans les deux cas de l'extérieur, par des actionnaires ou par une collectivité publique. Pouvoir concentré au sommet avec une structure interne principalement hiérarchique.

C'est d'ailleurs l'existence de cette hiérarchie qui explique que, dans la littérature scientifique, entreprises et administrations aient été perçues à l'origine comme des *centres de décisions uniques* s'identifiant au chef d'entreprise ou au directeur d'administration, avant d'être considérées soit comme des *équipes*, soit comme des *organisations conflictuelles*. Trois points de vue qui s'éclairent réciproquement dans la double perspective des interactions syn-

chroniques entre les éléments d'une hiérarchie et de l'évolution diachronique d'une organisation (1).

Le fonctionnement synchronique des organisations

Le seul objectif est ici *de déceler ce qui, dans le fonctionnement d'une organisation hiérarchique aide à comprendre la faillite de la politique.* Pour cela, une seule méthode : Partir de la caricature la plus extrême, compliquer progressivement en se rapprochant de la photographie, observer à chaque étape les nouvelles formes de difficultés qui émergent.

Du décideur unique à l'équipe de direction

Ouvrons un manuel élémentaire de science économique : L'administration y est peu présente et l'entreprise y est décrite, quant à elle, comme combinant des facteurs de production pour engendrer des productions de biens ou de services sous la férule d'un *chef d'entreprise* dont le comportement est parfaitement transparent : Tenant compte des prix de marché et des contraintes de l'appareil productif, ce chef d'entreprise choisit les quantités de productions et de facteurs qui rendent maximum une fonction d'utilité particulière, le profit.

Dans les textes plus élaborés, le modèle se complique : Les prix de marché dépendent des quantités écoulées par l'entreprise ; aux contraintes de production se rajoutent des contraintes de financement ; à côté du profit apparaissent dans la fonction d'utilité d'autres objectifs : la taille, la part du marché, la qualité technique, le rapport des fonds propres aux emprunts, etc... qui expriment des motivations de puissance, de prestige et de sécurité. Quoique ridiculement simples, ces modèles de l'entreprise aident à comprendre le fonctionnement de l'économie.

Mais, il n'est pas exact que, dans une organisation hiérarchique, un seul prenne les décisions et tous les autres apportent leur travail. Tout travail implique décision. Mais comment se coordonnent alors les décisions individuelles ? Pour essayer de répondre à cette question, J. Marschak s'est posé le problème du fonctionnement des *équipes*, c'est-à-dire des entreprises ou des administrations où tous les membres poursuivent les mêmes objectifs (2).

---

(1) Contrairement aux chapitres ultérieurs qui feront dans l'analyse diachronique une large place à la typologie des systèmes apparus successivement au cours de l'histoire et aux transformations des cent cinquante dernières années, seule sera envisagée ici l'évolution d'une organisation au cours de sa vie propre, les autres aspects étant repris dans l'étude des systèmes plus globaux.

(2) Jacob Marschak et Roy Radner, Economic theory of teams. Yale University Press, New Haven, 1972.

Le plus simple est de considérer d'abord *une équipe de petits génies :* Chacun des individus qui composent l'équipe est alors parfaitement capable de déterminer, compte tenu de son information, la meilleure des décisions qu'il peut prendre en fonction de l'objectif de l'équipe (autrement dit, *les possibilités d'imagination et de calcul des individus sont infinies*). L'équipe la plus simple opère alors en trois phases :

Les différents membres de l'équipe commencent par observer une partie de l'environnement ; ils envoient ensuite des messages à leurs collègues et en reçoivent ; chacun d'eux prend enfin sa décision sur la base des observations qu'il a faites et des messages qu'il a reçus.

Le bon fonctionnement d'une telle équipe suppose donc la résolution d'un double problème, un problème d'*investissement* qui porte sur l'établissement des réseaux de communication entre les différents membres de l'équipe, et un problème d'exploitation et de *procédure* qui concerne le choix, pour chacun des membres de l'équipe, de règles d'observation, de transmission et de décision :

- Au cours de la phase d'observation, quelle partie de l'environnement doit être observée par chaque membre de l'équipe ? Doit-il le faire avec plus ou moins de précision en acceptant des dépenses plus ou moins importantes ?
- Pendant la phase de transmission, à quels collègues chacun doit-il envoyer des messages ? Quel doit être le contenu de ses messages en fonction de l'information recueillie au cours de la phase précédente, les messages reçus pouvant d'ailleurs différer des messages émis à cause des pertes d'information dans la transmission ?
- Dans la phase de décision, chacun agit au mieux des intérêts de l'ensemble sur la base de son information propre et des messages qu'il a reçus.

Tous, nous avons la pratique de cette partie des procédures que sont des règles de transmission :

1. La règle d'indépendance : Aucune transmission de message n'a lieu entre les membres de l'équipe.

2. La règle de transmission au sommet : Chaque membre observe une partie de l'environnement et transmet son observation au numéro 1 de la hiérarchie qui décide, en ayant comme information, l'information de l'ensemble des membres.

3. La règle de transmission des cas exceptionnels : Chaque membre observe une partie de l'environnement. Si cette observation est considérée comme normale, il ne transmet rien. Sinon, il transmet son observation exceptionnelle au numéro 1 qui décide

sur la base de sa propre information et des informations sur les cas exceptionnels.

4. La règle du comité d'urgence : Le numéro 1 lorsqu'il reçoit une information exceptionnelle demande à tous leurs observations, c'est-à-dire réunit un comité d'urgence et décide.

Avec ces hypothèses caricaturales, nous voilà déjà en face de problèmes chevelus, mais il faut introduire pourtant une difficulté, supplémentaire : *Même si tous les individus sont identiques, leurs capacités sont limitées.* Après l'équipe des génies, voici celle des *quintuplés.* Observer, transmettre des messages, en recevoir, chercher les décisions possibles, calculer leurs conséquences, décider, sont toutes des opérations qui prennent du temps et occupent des parties de mémoires. Chaque individu doit faire des arbitrages entre ces opérations : Accroître le temps passé à s'informer diminue le temps disponible pour le calcul. Mieux informer ses collègues se fait au détriment de la recherche de ses propres possibilités de décision. Les réseaux de communication et les règles de procédures doivent tenir compte de ces contraintes personnelles. D'où la nécessité pour les organisations de trouver des compromis entre tous ces éléments, notamment en construisant des hiérarchies à plusieurs niveaux qui économisent le temps des individus. D'où l'obligation de prendre des décisions de nature multiple, même dans les hiérarchies strictes où chaque individu n'est en relation qu'avec son supérieur et ses subordonnés :

Décisions de *structures* fixant le nombre de subordonnés dépendant de chaque poste.

Décisions d'*affectation des choix* arrêtant pour chaque poste la liste des décisions du ressort du titulaire (« c'est le Directeur Commercial qui fixe les prix de vente »).

Procédures d'*observation et de transmission de l'information,* définissant les sous-ensembles de l'environnement qui doivent être observés par chaque poste et les règles de transmission de l'information au supérieur et aux subordonnés. (« Le Directeur Commercial doit faire les études de marché ». « Il doit communiquer sous telle forme les statistiques de vente au Directeur Général. »)

Critères de choix et politiques imposés à chaque poste par ordre hiérarchique descendant. Il s'agit en fait de règles d'information particulières. Le n° 1 facilite la tâche des n° 2 (et ainsi de suite) en transformant la fonction d'utilité de l'équipe en un objectif partiel (le critère de choix), propre à chaque poste (« Vous devez rendre maximum le bénéfice de votre département »). Les politiques, au contraire, sont des contraintes imposées à la liberté de choix des

titulaires (« Vous ne dépenserez pas plus de 3 % de votre chiffre d'affaires en publicité »).

Jusqu'ici les individus ont été supposés identiques. Il n'en est rien. *Même s'ils poursuivent les mêmes objectifs, ils diffèrent par leurs capacités.* « Tous pour un ! Un pour tous » mais aussi différents que les Mousquetaires. A la liste des décisions précédentes s'ajoutent alors les *décisions de nomination* désignant les titulaires des postes et puisque les capacités individuelles ne sont pas parfaitement connues, les *règles de changement ou d'élimination* des titulaires en fonction de l'estimation progressive de leurs performances.

Merveilleux schéma d'une équipe ! Tous les membres de l'entreprise ou de l'administration s'identifient totalement avec leur organisation, y acceptent sans réticence les structures, les nominations, les critères, les politiques, les procédures, les normes de performance... et s'efforcent de faire de leur mieux.

Pourtant, malgré ce consensus, deux sortes de conflits restent possibles :

— Des conflits dus à ce qu'en face d'une décision, aucun des membres de l'organisation chargés de donner un avis ou de décider n'a d'opinion arrêtée. Ils sont la transposition sur le plan de l'organisation hiérarchique des conflits individuels nés de l'incertitude, de l'inacceptabilité et de la non comparabilité. L'organisation résoudra essentiellement comme l'individu ces conflits de *première espèce* en améliorant son information, en faisant preuve d'imagination, en diminuant ses seuils d'acceptabilité, en choisissant presque au hasard ou sur la base d'éléments secondaires.

— Des conflits d'une *deuxième espèce* engendrés par les divergences d'opinion des différents individus quant aux conséquences des décisions. Divergences nées des différences d'information ou des diversités de jugement.

Grandes sont les différences d'appréciation de la réalité lorsqu'un nombre élevé de sources d'information indépendantes diffusent leurs renseignements partiellement incohérents. S'y ajoute l'effet des canaux d'information formels s'ils distribuent aux divers subordonnés des renseignements distincts. Même les canaux de communication informels peuvent amplifier l'effet des procédures officielles, car ils transmettent des informations fragmentaires dans des directions privilégiées. Au chef d'éliminer ces conflits par une diffusion adéquate de l'information en effectuant des compromis entre le coût de cette information et les avantages d'une réduction des divergences d'opinion.

En revanche, la réduction des conflits dus à la diversité des

jugements pose à l'organisation des problèmes plus redoutables qui peuvent conduire le chef à modifier les structures, éliminer les individus dont le jugement diffère trop du sien, à *biaiser l'information* transmise pour induire le comportement désiré. (A un chef trop timoré chargé d'une offensive, le général en chef fera valoir que le succès est assuré...). Première rencontre avec cette manipulation de l'information qui joue un rôle si fondamental dans la vie des organisations !

Ainsi, même si l'on exclut les conflits d'intérêt, toute organisation hiérarchique suppose la résolution de problèmes complexes que, de l'empire achéménide à la phalange macédonienne, de la légion romaine à l'armée napoléonienne, de l'administration allemande à l'US Air Force, l'humanité a progressivement appris à maîtriser. L'essentiel a été de découvrir quelques principes de structure (« On ne commande bien que quelques subordonnés), de classer les décisions par ordre d'importance (« Aux chefs la stratégie, aux exécutants la tactique »), de dégager le rôle essentiel des réseaux de transmission (les courriers de l'empire chinois, la poste romaine), de développer les méthodes d'observation (les éclaireurs et les espions), de savoir préciser des critères de choix et des politiques (« Se replier en cas de pression ennemie trop forte sur la ligne principale de résistance et la tenir coûte que coûte »), de construire des règles de sélection, d'avancement, d'élimination (« Pour être nommé commandant, il faut être capitaine »). La pratique a précédé la théorie. Elle a été possible parce que l'homme, à cause de la structure de son système nerveux, est toujours prêt à s'identifier aux objectifs d'une organisation qu'il s'agisse de la Compagnie de Jésus, de la Garde Napoléonienne ou de l'Armée Républicaine Irlandaise. En permettant à des milliers puis des millions d'hommes de mettre leurs capacités au service des objectifs tracés par un seul homme, elle a rendu possible l'existence de grandes organisations stables et efficaces, mais elle a donné aussi grâce à cette énorme amplification, une dimension planétaire ou déséquilibre fondamental de l'individu humain.

L'organisation et ses conflits

Mais l'équipe n'est qu'un cas idyllique dans le fonctionnement d'une organisation. Peu ou prou, les organisations réelles sont toujours des *organisations en proie à des conflits provenant de différences d'objectifs.* Conflits qui s'analysent en fait à trois niveaux de complexité.

● Au premier degré, chaque individu est une « tête de bois » : Il a des préférences déterminées et invariables (distinctes de celle de l'organisation qu'incarnent les préférences du chef) et les décisions

qu'il imagine ou les conséquences qu'il prévoit sont des caractéristiques intrinsèques de sa personnalité.

● Au contraire, le second degré tient compte de l'influence qu'exerce sur l'individu l'ensemble de l'organisation par les possibilités qu'il imagine, les conséquences qu'il perçoit et les objectifs individuels qu'il retient.

● Enfin, le troisième degré introduit les mécanismes individuels de perception sélective qui filtrent et déforment les caractéristiques de l'organisation telles que chacun les perçoit.

Dès le *premier degré*, apparaît une troisième espèce de conflits : Les conflits dus à ce que deux personnes concernées par une décision proposent des solutions différentes parce qu'elles ont des préférences distinctes.

Quand le conflit éclatera-t-il et comment se résoudra-t-il ?

Il se produira dès que l'une des deux personnes jugera nécessaire d'intervenir dans le domaine de l'autre pour éviter des décisions qu'elle juge défavorable. Ainsi, un subordonné contestera les décisions de nomination s'il était un candidat et n'a pas été retenu, les décisions de critères et de politiques s'il considère qu'elles limitent son indépendance, les décisions sur les normes de performance s'il trouve ces normes trop dures et, surtout, deux types de décisions majeures que ne peut déléguer le chef :

— celles qui répartissent entre les subordonnés une ressource rare comme les budgets de recherche, les locaux, les volumes d'investissement, etc...

— celles qui règlent l'enchaînement dans le temps d'actions dépendant de plusieurs subordonnés (par exemple, la date de livraison à un subordonné d'une usine construite par un autre).

Face à ces conflits, le moindre des dirigeants acquiert vite l'expérience des parades.

Il dessinera les *structures* et affectera les *choix* en limitant au maximum l'influence des décisions des uns sur la situation des autres.

Il éliminera les subordonnés dont les préférences sont trop éloignées des siennes et par conséquent recherchera lors de ses recrutements et de ses nominations des collaborateurs « *conformistes* ».

Il enverra aux subordonnés des messages tels qu'en poursuivant leurs propres objectifs, ceux-ci prendront des décisions conformes aux buts de l'organisation. (Louer très cher des locaux à un département permet de combattre les besoins de prestige du subordonné qui en a la charge). Seconde rencontre avec la *manipulation de l'information* comme moyen permettant d'induire chez les autres un certain comportement ! Mais, à son tour, le subordonné se

défendra. Il a le choix. Envoyer au chef des informations fausses pour que les messages venus d'en haut lui laissent en retour une plus grande liberté. Bloquer ou déformer les messages du chef en direction de ses propres subordonnés. Echanger de l'information avec ses collègues pour empêcher la manipulation individuelle de l'information par le chef.

Quatrième possibilité : La *négociation bilatérale*. En échange d'un comportement plus adapté aux buts de l'organisation, le chef accordera au subordonné une rémunération plus élevée, un titre convoité, une liberté plus grande, une répartition des choix plus favorables. Dans cette négociation, chef et subordonné auront un pouvoir qui dépendra de l'ampleur de leur contrôle respectif des ressources de l'organisation. Le subordonné, par exemple, devra tenir compte de la menace constituée par l'existence, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'organisation, d'autres subordonnés potentiels. Pour limiter le conflit, l'organisation devra tolérer une certaine marge d'inefficacité ; payer les subordonnés un peu plus qu'il ne serait nécessaire ; leur laisser un peu plus d'indépendance que ne l'impliquerait la gestion stricte des ressources communes ; accepter des préférences peu conformistes.

Mais que les circonstances extérieures se durcissent et un gros effort sera fait, même au prix de conflits exacerbés, pour réduire la marge d'inefficacité.

Comme il n'y a pas un chef et un seul subordonné face à face, les négociations bilatérales tendront souvent à devenir *multilatérales*. Différents membres de l'organisation se grouperont par similarité dans leurs préférences ou par une espérance d'amélioration simultanée de leur situation.

Et dès lors, à côté des structures, des politiques et des procédures formelles, vont fleurir les *relations informelles* et leur réseau complexe, fluctuant et obscur. Ce réseau qu'ignorent les naïfs qui glissent à la surface des choses. Il ajoute des politiques secrètes et non écrites à celles de l'organisation, des politiques qui facilitent au subordonné le recrutement d'alliés (ses propres subordonnés par exemple) ou lui permettent de mettre en difficulté des adversaires ; il introduit des procédures d'informations occultes : une information secrète qu'on laisse filtrer, un avis — non prévu — que l'on demande à un personnage puissant, une information que l'on cache ou que l'on biaise pour augmenter son pouvoir...

P. de Backer ([3]) a tenté une synthèse de tous les conflits déjà décrits en introduisant la notion de clan et en distinguant les

---

([3]) Paul de Backer, Analyse des conflits dans les organisations. Revue Metra, 1974.

conflits entre individus, les *conflits entre clans* et les *conflits entre des individus et des clans.*

Un clan ? Tout simplement un groupe d'individus appartenant ou non à l'organisation et dont les membres ont un sentiment de solidarité entre eux et de différence par rapport au reste de l'organisation ; tandis que les membres extérieurs perçoivent la solidarité entre les membres du groupe et s'en sentent exclus.

Dans la constellation des conflits inter-individuels, chaque individu est prisonnier de ses caractéristiques personnelles. Prisonnier de ses préférences, de son statut et de son rôle.

Ses préférences qui ne sont autre que sa fonction d'utilité, invariable dans nos hypothèses actuelles.

Son statut qui est l'ensemble des règles formelles que l'organisation associe à son poste (liste des décisions déléguées, procédures, critères, politiques, normes, etc...).

Son rôle qui est l'ensemble des règles auxquelles l'individu a implicitement recours dans son comportement. Règles naturellement différentes de celles du statut (par exemple, l'individu s'arroge des décisions qu'il n'a pas le droit de prendre ou évite de prendre des décisions qui sont pourtant de son ressort, ...).

Dès lors, derrière un conflit inter-individuel, se cachent toujours soit un conflit entre les préférences, le statut et le rôle d'un même individu, soit un conflit entre les caractéristiques personnelles de plusieurs.

Voici un individu en état de tension parce que le respect de son statut le contraint à des règles que rejette sa fonction d'utilité, ou parce que le rôle qu'il est amené à jouer par suite d'habitudes créées par son prédécesseur est en contradiction avec son statut, etc...

Voilà deux individus en conflits parce que leurs objectifs diffèrent (l'un est pour le maintien du capitalisme, l'autre pour la révolution), parce que leurs statuts sont contradictoires (les décisions déléguées au premier interfèrent avec celles déléguées au second, ...), parce que les objectifs du premier sont incompatibles avec le rôle du second (le premier accepte les objectifs de l'organisation tandis que le second empêche leur réalisation par les décisions qu'il s'arroge...).

Quant aux *clans*, il se créent naturellement entre des membres ayant une certaine cohérence de statuts, de rôles, ou de préférences.

C'est le sentiment de solidarité qui peut naître entre toutes les personnes dépendant d'un même supérieur hiérarchique (l'esprit de corps) ou entre toutes les personnes ayant le même niveau hiérarchique (les O. S.). La cohérence est entre les statuts et le clan est institutionnel.

C'est, au contraire, la solidarité qui résulte d'une similitude

d'objectifs (« la qualité du service prime la rentabilité »). La cohérence est entre les préférences et le clan est idéologique.

C'est, enfin, la solidarité née d'alliances de fait entre les comportements réels d'individus qui ne respectent pas les statuts. (Par exemple, l'action coordonnée de grands barons d'une technostructure qui ne veulent pas de pouvoir central fort). Le clan est un clan de rôles.

Au sein de toute organisation, influences réciproques et conflits sont constants entre ces clans, prisonniers à leur tour des distributions des statuts, des rôles et des préférences de leurs membres.

Et les mêmes concepts rendent enfin compte *des conflits entre un individu et les divers clans de l'organisation.*

Malgré quelques insuffisances, cette esquisse a le mérite de permettre une typologie des conflits qui n'émascule pas leur richesse et leur variété.

Mais, contrairement à l'hypothèse de la tête de bois, constante jusqu'à maintenant, les caractéristiques d'un individu, au sein d'une organisation, ne sont pas (heureusement !) indépendantes de l'influence de l'ensemble. Qu'il y ait ou non d'ailleurs mécanismes de perception sélective *(deuxième et troisième degrés)*. Que sait-on alors des facteurs qui conditionnent les comportements individuels ? Que nous disent par exemple Simon et March qui, dans leur livre célèbre sur les « Organisations », se sont efforcés d'en faire la synthèse tant pour les décisions prises comme membres de la hiérarchie que pour celle qui consiste à entrer dans l'organisation ou à en partir (4) ?

Tout d'abord que le comportement de l'individu au sein de l'organisation, peut être modifié par celle-ci aux trois étapes successives du processus de décision : L'évocation des possibilités de comportement (c'est-à-dire l'imagination des décisions possibles), la perception des conséquences de ces possibilités (c'est-à-dire le « calcul »), l'évaluation en fonction des objectifs propres de l'individu (c'est-à-dire, en jargon technique, la comparaison des valeurs prises par la fonction d'utilité).

Premier aspect : *L'évocation des possibilités de comportement.* Sous l'influence du contexte, l'individu peut imaginer pendant le travail des possibilités d'action non conformes (la secrétaire qui envisage d'écrire à son petit ami) ou conformes (l'ingénieur qui rédige le rapport qui lui a été demandé) aux objectifs de l'organisation.

Plus nombreuses sont les possibilités de travail existant réellement

---

(4) J. G. March et H. A. Simon, Organizations. Wiley, 1958.

à l'extérieur de l'organisation, et plus forte est la chance d'évoquer des possibilités non souhaitables.

Plus le niveau et le mode de rémunération sont favorables, et plus l'imagination individuelle opère dans le sens désiré par l'organisation.

Plus le montant de la participation ressentie dans la prise de décisions est important, mieux l'entreprise contrôle les évocations et moins les relations de pouvoir sont perçues.

La nature du travail à effectuer a, pour sa part, des effets qui dépendent à la fois de la complexité de la tâche, des capacités de l'individu et de l'intensité de la supervision. Par exemple, si la tâche est simple par rapport aux capacités de l'individu, une supervision trop intense renforce l'évocation de possibilités non souhaitables (Le patron tâtillon exaspère le collaborateur doué).

Enfin, l'individu modèle ses évocations sur les attitudes et le comportement des membres voisins du groupe (« Mon voisin part avant l'heure ; pourquoi pas moi »).

Deuxième volet : *Les conséquences perçues de ces possibilités.* Là sont à l'œuvre à la fois l'environnement, les pressions du groupe et ses récompenses.

Même effet de l'environnement : L'individu qui a des perspectives de travail à l'extérieur, attache moins d'importance à la conformité aux buts de l'entreprise des conséquences de ses actions.

Les pressions du groupe, elles, engendrent le conformisme et cela d'autant plus que le groupe contrôle mieux l'environnement de l'individu, que les opinions y sont plus uniformes et que l'individu s'identifie mieux avec le groupe.

Quant aux récompenses de l'organisation, elles comprennent, par-delà la politique de rémunération et de formation, les critères spécifiques qui servent à juger l'individu et qui auront d'autant plus de chance d'apparaître comme opérationnels à ses yeux que la taille du groupe sera plus limitée, la place qu'il occupe dans la hiérarchie plus élevée, la nature de ses activités mieux définie.

Dernier aspect du tryptique : L'organisation influence les *objectifs individuels* et les rend d'autant plus compatibles avec ceux de l'organisation que l'individu s'identifie davantage au groupe. Une fois de plus, ce processus d'identification apparaît comme au cœur de la grandeur et de la misère humaines. Que le prestige du groupe soit grand, que les objectifs de ce groupe semblent partagés par les autres membres, que les interactions entre l'individu et ces membres soient fréquentes, que la fraction des besoins de l'individu satisfaite par le groupe soit élevée, que la concurrence entre l'individu et les autres membres du groupe soit faible, et alors l'identifi-

cation atteindra le maximum d'intensité et fondra les objectifs individuels en un objectif commun.

Mais l'organisation n'a pas d'effet que sur le comportement interne de ses membres. *Elle a aussi une action sur leur décision d'entrer dans l'organisation, d'y rester ou de la quitter.* Un individu ne restera que si le solde des avantages qu'il retire de l'organisation et des contributions qu'il doit lui faire est plus élevé que dans les autres organisations perçues comme possibles. Or, ce solde dépendra essentiellement de la perception par l'individu de deux facteurs liés, l'intérêt du départ et la facilité de sa réalisation.

Ainsi, par rapport à l'analyse des équipes, celle des organisations conflictuelles met en évidence deux caractéristiques nouvelles et fondamentales des entreprises et des administrations :

— l'existence des conflits d'intérêts entre les membres, avec tous les mécanismes qui exacerbent ou réduisent les tensions, et notamment la manipulation de l'information,

— les interactions entre l'organisation et les caractéristiques individuelles, avec les processus d'identification de l'individu au groupe, qui rendent plus compatibles les objectifs de tous les membres et contribuent à transformer en équipes les organisations conflictuelles.

L'organisation hiérarchique trouve ainsi un équilibre difficile entre des positions extrêmes. Equipe fortement soudée et disposée à se sacrifier pour les objectifs de l'organisation. Centre de tensions aiguës entre membres et clans, le chef s'efforçant alors de gérer les conflits et de manipuler l'information pour assurer un minimum d'efficacité. Ensemble bureaucratique où l'abondance des règles canalise les conflits en échange de routine.

Des comportements qui réduisent la complexité

A cause du nombre extrêmement élevé de variables et des liaisons multiples qui les relient, une entreprise ou une administration constituent donc un système d'une énorme complexité. La hiérarchie est incapable de maîtriser complètement ce système, de le comprendre dans toutes ses parties, de prévoir son comportement et cela d'autant plus que pour chaque individu :

— les préférences sont mal définies, se limitent pour certaines actions à des seuils d'acceptabilité, proposent des classements partiellement contradictoires et présentent une certaine instabilité,

— les capacités de calcul, souvent sommaires, n'utilisent qu'une partie de l'information, se bornent aux conséquences à court terme, et sont déformées par la perception sélective,

— l'imagination intermittente est orientée par les préférences et limitée par les habitudes.

Tout le fonctionnement réel — s'il ne permet pas de réduire l'organisation à une équipe — a donc pour but de simplifier la tâche des dirigeants d'une manière très analogue aux processus décrits pour les systèmes à auto-organisation ou pour les individus eux-mêmes ([5]).

● Tout d'abord, les membres de la hiérarchie ne considèrent pas une fonction d'utilité globale complexe, mais des *objectifs partiels successifs*. A un moment donné, l'objectif perçu sera celui pour lequel la performance est la plus mauvaise par rapport au seuil d'acceptabilité. Une entreprise qui commence à avoir un compte d'exploitation déficitaire ne s'intéressera qu'à l'amélioration de ses résultats.

● Ensuite, l'organisation cherchera à réduire la difficulté énorme du choix permanent de décisions en adoptant des *programmes*, c'est-à-dire des procédures-types ou des décisions-types qui sont employées toutes les fois qu'une situation donnée se présente. Il en est ainsi, dans la gestion des stocks de la procédure qui impose de commander S unités d'un produit toutes les fois que le stock est tombé au niveau s, dans la politique commerciale des règles qui fournissent automatiquement les prix de vente à partir des prix de revient, des procédures de construction de plans à long terme, de budgets annuels, de plans de publicité... Relèvent du même phénomène la signature de contrats d'achat ou de vente à moyen terme. Le but est toujours de réduire l'incertitude de l'avenir, de rendre les comportements prévisibles et, par conséquent, en simplifiant la tâche, d'assurer la survie de l'entreprise.

● Les phénomènes d'*apprentissage collectif* auront dès lors une importance considérable. Si, dans le passé, face à une situation, l'entreprise a répondu par une décision qui s'est révélée efficace, il est probable que la même réponse sera faite ultérieurement par l'entreprise à cette même situation et que cette réponse ou cet ensemble de réponses donnera lieu à un programme formalisé ou non. Ainsi, l'entreprise, dans son équilibre synchronique, se trouvera progressivement façonnée par son passé au point que deux entreprises presque similaires à leur création peuvent devenir fortement différentes quelques années plus tard. Le développement pro-

---

([5]) R. M. Cyert et J. G. March, A behavorial theory of the firm. Prentice Hall, 1963.

gressif des programmes par apprentissage collectif, la simplicité des jugements qui peuvent être portés sur la conformité des comportements avec des programmes, poussent les individus à préférer les activités programmées aux activités non programmées ou programmables et à laisser la routine s'introduire dans l'organisation.

● Enfin, l'entreprise ne cherchera des solutions nouvelles que lorsque les programmes ne lui permettront pas d'atteindre des performances acceptables. Elle pourra contraindre certains de ses membres à le faire en relevant le niveau de leurs objectifs, en leur affectant des ressources (crédits d'investissement par exemple...) qui ne peuvent être employées qu'à des activités non programmables (la création de produits nouveaux dans une certaine mesure, etc...). Dans ce cas, la *recherche de solutions* se fera en examinant d'abord les variables qui sont sous le contrôle du responsable, puis celles qui caractérisent l'environnement et en ne mettant en cause les objectifs qu'en cas d'échec. On retrouvera les processus de recherche individuels, mais la recherche en groupe permettra de mieux éliminer les erreurs, d'aboutir à des jugements plus équilibrés, de tenir compte des connaissances des spécialistes. En sens contraire, le groupe peut aussi faire naître un certain conformisme et développer des mécanismes d'inhibition. Il existe d'ailleurs un niveau optimum de pression en ce qui concerne la naissance des innovations : Si les performances d'une unité sont modérément insuffisantes, la recherche de solutions nouvelles se poursuit activement. Il en est de même tant que les membres de l'unité se sentent capables de résoudre leurs difficultés par l'innovation. Si, au contraire, le défi est trop fort, l'équipe se décourage et l'activité de recherche diminue.

Naturellement, tous ces processus de simplification, qui rendent possible la solution à court terme des problèmes posés par l'organisation, affaiblissent *la maîtrise de son évolution à long terme.* Nous voilà en face, pour la première fois dans ce livre, de cette constatation fondamentale pour la maîtrise de l'aventure humaine : *Dès l'échelon des organisations hiérarchiques, les dirigeants n'arrivent à maintenir l'équilibre à court terme de l'organisation que par la réduction des objectifs individuels à la volonté d'un chef* (les équipes) ou *par l'adoption de procédures adaptatives.* La première voie contient en germe tous les dangers enracinés dans les préférences du chef ; la seconde parce qu'elle n'est qu'une réponse à l'environnement ne prépare pas l'organisation à dominer les problèmes du futur et peut la conduire dans une impasse. Dans les deux cas, le *long terme est également sacrifié.* Nous verrons plus tard que c'est *l'essence de la deuxième insuffisance de contrôle.*

Mais, dès maintenant, cette réflexion sur le fragile équilibre

synchronique des organisations hiérarchiques conduit directement à l'analyse de leur évolution.

L'évolution des organisations

Laissons de côté tous les modèles de croissance des organisations réduites à un centre de décision et qui commencent à constituer un chapitre important de la science économique pour nous placer d'emblée dans le cas des équipes et des organisations conflictuelles.

La plus petite des organisations concevables se réduit au « chef » qui prend les décisions, les exécute, observe ce qui se passe, continue à recevoir de l'information, prend de nouvelles décisions et ainsi de suite. Si cette organisation croît, le nombre de décisions augmente. Il faudrait que le chef puisse passer plus de temps à imaginer, s'informer, calculer. Impossible. Aussi, la qualité des décisions baisse-t-elle par insuffisance d'information, absence de découverte de solutions ingénieuses, déficience des calculs... Que le chef le prévoit ou que l'observation des faits le montre, les résultats baissent. Certains objectifs ne peuvent plus être remplis. Le chef met alors en place des subordonnés en prenant des décisions de structure, d'affectation des choix, de nomination et en définissant des critères, des politiques, des procédures d'observation et de transmission de l'information. Si l'organisation continue à croître, il commence par augmenter le nombre des subordonnés. Mais, au-delà d'un certain nombre, il doit de nouveau faire face à des difficultés qui diminuent son efficacité : Le temps qu'il passe à recevoir de l'information et à définir des procédures de coordination est trop élevé. Il est préférable de limiter le nombre des numéros 2 et de recommencer à leur niveau ce qui a été fait au niveau du chef. Ainsi naît une hiérarchie comme conséquence de la croissance.

Dès lors, l'évolution de l'organisation va résulter de l'interférence de la croissance et des conflits entre les membres de l'organisation. Mieux qu'une théorie générale, plusieurs éclairages complémentaires sur l'enchaînement des structures, la dynamique du contrôle, les relations des individus et des clans et les évolutions pathologiques mettront en évidence l'essentiel des mécanismes à l'œuvre.

L'enchaînement des structures

Les grandes entreprises illustrent cet aspect de l'évolution des organisations, puisqu'au cours de leur développement, elles ont engendré quatre types de structure plus ou moins adaptés à l'environnement.

Lorsque dans une entreprise de petite taille, le chef doit commen-

cer à déléguer, il adopte généralement une structure de type *fonctionnel*. Il conserve les décisions stratégiques et administratives, garde une partie des décisions de gestion courante et délègue le reste à des collaborateurs par groupes de fonctions homogènes (décisions commerciales, décisions de production, décisions financières et administratives, décisions de recherche, etc...). Au début, le chef est satisfait, car la centralisation des décisions permet de continuer à tirer parti des économies de taille et l'adaptabilité à court terme est acceptable si le nombre des produits et des marchés est faible.

Puis, avec l'accroissement du personnel de l'entreprise, du nombre de ses produits et de ses marchés, des difficultés se font jour : le chef est surchargé de travail, car la seule gestion lui prend beaucoup de temps ; il a constamment à arbitrer des conflits de priorité si le nombre de produits est élevé ; l'adaptabilité à court terme baisse, car toute décision importante implique la participation du chef et est retardée par les contraintes de son emploi du temps ; l'adaptabilité stratégique (c'est-à-dire la capacité de s'adapter à des modifications dans la nature des produits) et l'adaptabilité structurale (c'est-à-dire la capacité de modifier l'organisation en réponse à l'environnement) sont faibles car toute innovation essentielle nécessite l'intervention de tous les subordonnés et suppose une liberté de réflexion dont le chef est privé par le fonctionnement de la structure.

Au travers d'une crise, l'organisation va devoir bouleverser sa structure et s'orienter vers le *type divisionnel*, actuellement le plus répandu dans les entreprises importantes. Les collaborateurs du chef deviennent des « chefs de division » et reçoivent des responsabilités sur la production et la vente de familles de produits et de marchés, l'organisation de type fonctionnel étant reléguée à l'intérieur des divisions. La plus grande partie des décisions de gestion courante et d'administration est affectée aux divisions ainsi que les décisions stratégiques d'expansion. Le chef conserve seulement les décisions stratégiques de diversification et la gestion des ressources et des activités communes aux divisions.

Le chef commence par recueillir les avantages de sa structure : Sa charge est allégée et il a beaucoup moins de conflits à régler. Son entreprise est efficace en régime permanent puisque la gestion centralisée des activités et des ressources communes permet de tirer parti des économies de taille tandis que le contrôle des recettes et des coûts sur chaque famille de produits est mieux assuré. L'adaptabilité à court terme est forte, car les décisions sur les volumes de production, les tarifs se prennent au niveau des divisions avec des circuits d'information courts. L'adaptabilité stra-

tégique à la croissance des marchés et à l'amélioration des produits est, pour les mêmes raisons, satisfaisante.

Puis, à nouveau commencent à se manifester des conséquences inattendues.

La décentralisation, après avoir accru les compétences des chefs de division et amélioré les performances, pousse ces derniers à adopter des objectifs propres à leurs unités, à se comporter en féodaux et à développer les conflits entre eux.

Si le nombre de divisions s'accroît, le chef — à nouveau surchargé — ne coordonne plus que les finances.

Les divisions ont alors tendance à se rigidifier, à se fermer sur elles-mêmes et l'adaptabilité structurale de l'ensemble décroît.

Trop absorbées par la gestion courante, les divisions s'intéressent peu à la diversification, d'autant plus que les produits nouveaux, intégrés dans des structures conçues pour les lignes principales de produits ne se développent pas. Une médiocre adaptabilité stratégique s'ajoute aux inconvénients précédents.

Dès que l'innovation et la diversification sont trop importantes, le type divisionnel secrète donc des poisons dangereux pour l'organisation.

Après la seconde guerre mondiale, dans les entreprises de pointe dont les produits changeaient fréquemment et qui devaient s'adapter très rapidement, certains « chefs » ont alors imaginé des structures *de type adaptatif* caractérisées par la répartition des activités de l'entreprise en deux groupes :

— le groupe de développement, responsable à la fois de la planification stratégique, et de l'entretien et de l'accroissement des ressources de l'entreprise, notamment les ressources humaines,

— le groupe des projets, responsable de la mise en œuvre des plans et de la gestion des opérations qui en résulte.

Le personnel est regroupé par fonctions dans le groupe de développement et par couple produit-marché dans le groupe des projets. Dès la fin d'un projet, les ressources et notamment les ressources humaines sont réallouées entre projets.

Ce type assure une excellente adaptabilité structurale et stratégique, une bonne adaptabilité à court terme, mais une assez mauvaise efficacité de régime permanent car il utilise mal les économies de taille. Il est difficile d'emploi dès que les coûts de réallocations de ressources sont importants.

Il est bien adapté aux entreprises ayant à conduire de grands projets de vie assez courte et en nombre pas trop élevé, et placées dans un environnement très variable, tolérant des prix élevés et imposant une qualité exceptionnelle. Si l'environnement devient

plus dur, si le marché se réduit, les inconvénients emportent la structure...

D'où les efforts de certaines entreprises dans les dernières années pour construire une structure de *type créatif* combinant un grand nombre des avantages des types précédents : L'entreprise y est organisée d'une manière fonctionnelle ou divisionnelle pour toutes les activités adultes ; mais elle comprend un « groupe d'innovation » organisé par projets et responsable du lancement des nouvelles activités.

Au fur et à mesure de leur succès, les nouvelles activités sont transférées à l'organisation courante.

Ce type de structure a une bonne efficacité de régime permanent et une bonne adaptabilité à court terme pour les activités courantes. Pour les nouvelles activités, l'adaptabilité stratégique et l'adaptabilité structurale sont élevées, ce qui assure une excellente créativité. Mais un inconvénient se fait jour avec le temps : La réinsertion des activités nouvelles, devenues majeures, dans les divisions, engendre crise et conflits par concurrence entre les divisions pour l'attribution et par opposition entre les « gestionnaires » des divisions et les « créateurs » du groupe de lancement, les premiers voulant mettre les seconds au pas et les seconds n'acceptant pas l'autorité des premiers...

Ainsi, une décision de structure bonne pour un certain environnement distille ses propres poisons et entraîne, lorsque l'environnement se transforme, des conséquences de plus en plus néfastes au point qu'il faille, après avoir toléré transitoirement les inconvénients du mauvais fonctionnement, accepter le coût, peut-être considérable d'une modification totale.

Nous venons de découvrir, à propos des structures, le problème de la défaillance du contrôle des organisations, le type même du problème bête et méchant.

La dynamique du contrôle

En effet, au cours de la croissance des organisations, un phénomène essentiel est apparu : Le chef puis les autres dirigeants ont pris leurs décisions en vue de corriger des imperfections dans le fonctionnement de l'organisation, mais ils n'ont été capables de considérer qu'une *partie* des conséquences de leurs décisions (généralement celles qui se réfèraient aux imperfections constatées) et ont négligé d'autres conséquences, source à plus long terme de difficultés pour l'organisation. D'autre part, l'environnement a changé, et comme il n'était pas totalement prévisible, il a été, lui aussi, source de conséquences non voulues. Le mécanisme est simple (Figure 1) : Le recours à un modèle partiel de l'organisation

suggère des décisions dont les conséquences sont, pour des raisons internes et pour des raisons externes (modification de l'environnement), partiellement prévues et partiellement inattendues. Comme cette situation conditionne à son tour les décisions futures, *elle peut déclencher des processus cumulatifs empoisonnant progressivement tout le fonctionnement de l'organisation.*

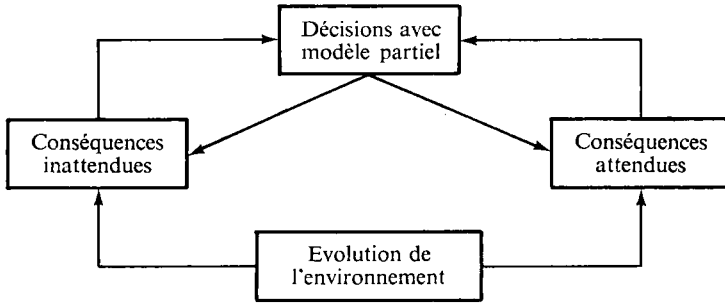


Figure 1.

Un exemple bien connu à l'échelle de l'humanité ? Le développement progressif des phénomènes bureaucratiques par transformations successives des règles d'information et de contrôle. Pourtant, pour les grands mythes politiques, bagatelle que tout cela.

Avant Michel Crozier, différents auteurs anglo-saxons s'étaient déjà penchés sur cette naissance de la bureaucratie.

Merton, par exemple, faisait l'analyse suivante : Pour éliminer des erreurs de gestion, le chef veut accroître la fiabilité des comportements. Il édicte des règles qui ont pour effet de rendre moins personnelles les relations entre les membres de l'entreprise, développent le recours à des solutions-type sans recherche d'autres solutions, conduisent à transformer en objectif le respect des règles de l'organisation. La rigidité du comportement qui en résulte diminue la fréquence de certaines erreurs de gestion (conséquences attendues) mais accroît les difficultés avec les clients ou les « administrés » et rend impossible les actions individuelles (conséquences inattendues). Les problèmes rencontrés à la base peuvent, selon le cas, renforcer ou réduire l'accent mis au sommet sur la fiabilité des comportements (6).

Gouldner s'efforçait de montrer comment des techniques de contrôle mises en œuvre pour maintenir l'équilibre d'un sous-

(6) J. G. March et H. A. Simon, *op. cit.*

système détruisent l'équilibre d'un système plus vaste, avec en retour des conséquences sur le sous-système : Le point de départ est l'adoption de règles générales et impersonnelles par la hiérarchie. Une telle action diminue la visibilité des relations de pouvoir (puisque la hiérarchie se contente d'appliquer des règles) et fait décroître le niveau de tension entre les personnes (conséquences attendues), mais simultanément pousse les membres à adopter le comportement minimum acceptable défini par les règles, fait baisser les performances de l'organisation, oblige à renforcer la supervision des individus. Ce qui, en fin de compte, accroît la visibilité des relations de pouvoir et le niveau de tension entre les personnes (conséquences inattendues) ([7]).

Plus près de nous, les travaux de Crozier décrivent les mêmes enchaînements ([8]).

- A l'origine du modèle bureaucratique, le désir de la hiérarchie (transmettant la volonté du pouvoir politique) d'assurer l'égalité de traitement des administrés d'une part, des fonctionnaires d'autre part. Cela ne peut être obtenu que par des « règles impersonnelles (qui) définissent dans le plus petit détail les diverses fonctions et prescrivent la conduite à tenir par leurs occupants dans le plus grand nombre d'éventualités. Des règles également impersonnelles président au choix des personnes appelées à remplir ces fonctions ».

- « La combinaison de ces deux séries de règles concernant à la fois la fonction et la carrière assure au fonctionnaire une indépendance et une sécurité totales... Chaque membre de l'organisation se trouve donc protégé à la fois contre la pression de ses supérieurs et contre celle de ses subordonnés, mais cette protection est aussi un isolement et sa conséquence est double ; d'une part, il est privé de toute initiative et soumis totalement à des règles qui lui sont imposées du dehors et, d'autre part, il est totalement libre de tout lien de dépendance personnelle... »

- « Le pouvoir de décision à l'intérieur d'un système de décision bureaucratique tend à se situer aux endroits où l'on donnera naturellement la préférence à la stabilité du système interne « politique » sur les buts fonctionnels de l'organisation... En conséquence, le pouvoir de prendre des décisions pour interpréter et compléter les règles et aussi bien de changer des règles ou d'en édicter de nouvelles aura tendance à s'éloigner de plus en plus des cellules d'exécution... »

([7]) J. G. March et H. A. Simon, *op. cit.*
([8]) Michel Crozier, Le phénomène bureaucratique. Le Seuil, Paris, 1963.

● « La suppression des possibilités d'intervention arbitraire des supérieurs et la suppression concomittante des possibilités de pression personnelle des subordonnés du fait du développement d'un système de règles impersonnelles et de la centralisation des décisions entraînent une conséquence très importante qui constitue un autre trait fondamental d'un système bureaucratique : Chaque catégorie hiérarchique, chaque strate va se trouver complètement isolée de toutes les autres strates aussi bien supérieures que subordonnées... Cet isolement de chaque strate va s'accompagner, il est facile de le comprendre, d'une pression extrêmement forte du groupe des pairs constitué par l'ensemble des membres de la strate sur chacun des individus qui la composent. »

« Quels que soient les efforts déployés, il est impossible d'éliminer toutes les sources d'incertitudes à l'intérieur d'une organisation en multipliant les règles impersonnelles et en développant la centralisation. Autour des zones d'incertitude qui subsistent, des relations de pouvoir parallèle vont se développer et, avec elles, des phénomènes de dépendances et de conflits » ([8]).

Les caractéristiques d'un tel système se commandent donc les unes les autres. Le résultat est sans ambiguïté :

« Un tel système présente des avantages certains de stabilité, de régularité et de prévisibilité. Mais, en même temps, il est extrêmement rigide et secrète naturellement la routine. Puisque les subordonnés ont intérêt à bloquer les informations, les supérieurs qui n'ont pas les moyens de connaître de façon pratique des variables essentielles qui devraient être prises en considération, auront naturellement tendance à s'appuyer sur des règles abstraites ou à s'autoriser de précédents pour prendre leurs décisions. Centralisation et stratification constituent de telles barrières à la communication que les conséquences des décisions « *bureaucratiques* » mettront longtemps à apparaître. *Le système ne peut pas se corriger en fonction de ses erreurs.* Il a tendance à se refermer constamment sur lui-même. »

« Pour parer aux difficultés d'un tel mode d'organisation, les dirigeants doivent s'efforcer de prévoir et de tout régler à l'avance. Mais comme ils ne peuvent naturellement y réussir, le système doit tolérer de nombreuses exceptions qui se constituent et se reconstituent constamment autour des zones d'incertitude qu'il ne parvient pas à éliminer. Les fonctionnaires qui doivent faire face à ces situations ne manquent pas de tirer parti de l'occasion qui leur est ainsi donnée d'affirmer leur pouvoir au sein du système et contre lui, et c'est ainsi que se créent et se manifestent des privilèges qui paraissent absolument inadmissibles aussi bien aux dirigeants du

système qu'au reste de ses membres. Elle est la source concrète et rationnelle, nous semble-t-il, de la violente passion des fonctionnaires (français) contre les privilèges et le favoritisme, qui pousse continuellement à plus de centralisation. Ils passent leur temps en fait à lutter contre les conséquences d'une inadaptation de l'Administration à la réalité qu'ils contribuent, par cette lutte même, à maintenir et à développer. »

« Enfin, puisque toute adaptation locale n'est jamais considérée que comme provisoire, une entorse aux principes imposée par les circonstances et non comme une expérience ou une tentative de réforme capable d'apporter un progrès, le changement ne peut se produire que quand la somme des erreurs et des inadaptations est devenue si considérable qu'elle menace, sinon la survie, du moins l'équilibre de l'ensemble du système ». Le changement prend alors la forme d'une crise due à l'inadaptation trop forte du système et liée à une réforme commencée par le haut, étendue d'un bloc à l'ensemble de l'organisation et qui, tout en ébranlant le système, maintient ses principes et sa rigidité. Mais il existe une autre forme d'adaptation bien connue de l'administration, la française notamment, celle qui consiste à créer ailleurs de nouveaux organismes avec des règles plus simples sans suppression naturellement des anciens...

Plus récemment, W. W. Jones s'est intéressé au stade le plus avancé de la bureaucratie où l'abondance du contrôle est tel qu'il y a interférence constante entre les diverses administrations (9).

A ce stade où toute décision importante implique plusieurs administrations, toute action ne peut plus résulter que de compromis élaborés par des organes de coordination. Ce sont eux qui acquièrent le véritable pouvoir. Quant aux fonctionnaires, ils se regroupent souvent en clans (Jones parle de « blocs de puissance ») réunissant les membres de services ayant des intérêts communs par delà les frontières des administrations et souvent sous le leadership d'un ministère prépondérant (Un fonctionnaire des Finances au Commissariat au Plan fait-il la politique du Commissaire Général ou est-il un élément de la conquête de son ministère sur l'administration française tout entière ?).

Les humoristes aussi ont perçu les défaillances du contrôle. Qui ne connait la « loi de Parkinson » selon laquelle chaque membre de l'organisation secrète des tâches supplémentaires qui nécessitent deux adjoints au moins ? Qui n'a savouré le principe de

(9) W. W. Jones, Predicting insurgent and governmental decision : The power bloc model. RAND memorandum, RM 6538.

Peter selon lequel la procédure de promotion en fonction des mérites présents ou passés conduit chacun à son niveau d'incompétence et l'organisation à l'inefficacité ([10]) ([11]) !

Le développement presque pathologique du modèle bureaucratique est rendu possible par la faible pression de l'environnement puisque l'absence d'une concurrence obligeant l'organisation à se réformer en permanence tend à ériger en objectif le maintien du statu quo interne au mépris total des objectifs que l'organisation doit remplir effectivement au sein de la collectivité.

Le modèle bureaucratique illustre la dynamique des règles d'information et de contrôle, mais l'évolution des organisations ne se réduit toutefois pas à une dialectique des structures, des règles et des procédures. Elle met en jeu toutes les relations entre les individus et les clans.

Les relations entre les individus et les clans

Indépendamment du contrôle du chef, les conflits entre les individus et les clans créent des déséquilibres au sein de l'organisation et ces déséquilibres engendrent des évolutions locales ou globales susceptibles de provoquer à leur tour l'intervention du contrôleur.

Au niveau d'un individu, statut, rôle et préférences s'adaptent réciproquement jusqu'à ce qu'un certain équilibre s'établisse, mais plusieurs équilibres sont possibles : A côté de l'individu en harmonie pour lequel statut, rôle et préférences sont compatibles, il y a le réfractaire qui ajuste son rôle sur ses préférences, les deux étant en contradiction avec le statut, l'obéissant qui calque son rôle sur son statut mais est en contradiction avec ses propres objectifs, le prisonnier dont le statut et les préférences s'accordent, mais qui est contraint par l'organisation de jouer un rôle différent. Tous trouvent un équilibre relatif dans des situations parfois inconfortables.

Entre les individus, des compensations analogues se produisent, un individu pouvant, grâce à ses interactions avec les autres, résoudre ses conflits internes, ou étant au contraire en situation conflictuelle à cause des individus qui l'entourent. En fonction de la configuration des attractions et des répulsions, il est possible de localiser les individus qui seront la source des modifications dans l'organisation et ceux qui, au contraire, seront l'aboutissement principal des transformations. Naturellement, les trois séries de paramètres n'ont pas la même plasticité : Les préférences sont les plus rigides ; elles induisent généralement des évolutions de rôles

---

([10]) C. N. Parkinson, Parkinson's law on the pursuit of progress. John Murray, Londres, 1957.

([11]) L. J. Peter, R. Hull, The Peter principle. Souvenir Press Londres, 1969.

et de statuts ; les rôles à leur tour suscitent souvent, par l'intermédiaire de l'intervention du contrôle, des évolutions de statuts.

Une dynamique analogue se produit au niveau des clans. Pour chaque clan tout d'abord, il semble que la similitude d'origine au niveau de l'un des trois caractères tend à induire une certaine similitude au niveau des deux autres : Les membres d'un clan institutionnel rapprochent leurs préférences et adoptent certains comportements ; les membres d'un clan idéologique tendent à des comportements voisins et essaient de se doter ou de se faire doter d'un statut...

De même, entre clans, les influences réciproques se transmettent, se diffusent, se renvoient en modifiant au sein de chaque clan les distributions de statuts, de rôles et d'objectifs, mais cela se fait en fonction de l'intensité des influences reçues et émises et des directions de ces influences.

Ce mode de description, en permettant de prévoir l'évolution possible des conflits à l'intérieur d'une organisation et en en disgnostiquant les causes, donne la possibilité d'améliorer le contrôle en mettant en œuvre une thérapie appropriée : redéfinition des statuts si la tension conflictuelle se situe surtout à ce niveau, apprentissage individuel ou collectif si les problèmes sont au niveau des rôles ; thérapie de groupe ou formation axées sur l'acceptation ou la compréhension de l'autre lorsque sont en jeu des conflits d'objectifs ; changement des hommes occupant certains postes si les objectifs ne sont pas conciliables, etc...

Naturellement, il convient à tout moment de tenir compte des différences entre le réel, apprécié par définition par un observateur extérieur, et les perceptions propres aux différents membres de l'organisation. A cet égard, les analyses précédentes n'ont pas été jusqu'au niveau de profondeur qu'implique le modèle de l'homme du chapitre précédent. Elles n'ont pas fait leur place à certaines dimensions de la pathologie des organisations.

Les évolutions pathologiques

Comme l'écrit un psychanalyste contemporain, Racamier ([12]) : « Il est vrai que les institutions peuvent tomber malades ; il en est qui le sont de naissance et il en est qui en meurent. On ne saurait ici présenter toute la clinique de cette sociopathologie particulière ; tout au moins pouvons-nous esquisser à grands traits quelques symptômes et quelques syndrômes de ces maladies ou des fonctions institutionnelles. »

([12]) P. C. Racamier, La psychanalyse sans divan, Payot, Paris, 1973.
Le texte s'applique aux institutions psychiatriques, mais sa portée est évidemment tout à fait générale.

« Ne pas pouvoir élaborer de décisions collectives et ensuite les exécuter et, si le besoin s'en fait sentir, en changer ; que les informations concernant les malades et qui constituent dans une collectivité soignante le principal objet d'échange libidinal ne circulent pas librement ou bien que seules soient transmises des informations strictement limitées dans leur nature, leurs canaux, leurs objets ou leur ton, ne pas supporter les à-coups, les aléas, les déceptions et difficultés qui surviennent inévitablement dans les tâches psychiatriques ; ou bien faire une loi de la soumission à des efforts excessifs et des tensions trop pénibles ; ne pouvoir supporter que des conflits internes d'opinions surviennent, ne pas pouvoir les poser et moins encore les résoudre ; redouter la nouveauté comme le changement, refuser les nouveaux participants, les techniques nouvelles et les nouveaux malades, mais ne pas supporter non plus l'émancipation des anciens — voilà une liste, d'ailleurs non limitative, de symptômes collectifs ».

« Décrire des syndrômes collectifs ou des structures institutionnelles pathologiques est assurément plus difficile. Il est des institutions qui deviennent folles, fantasmes et réalités s'y confondent à tous les niveaux et plus personne ne s'y sent responsable de rien ni de personne ; des organismes vivent tout entiers en persécutés vis-à-vis du monde extérieur, réceptacle projectif de toute agressivité ; on connaît des organisations collectivement obsessionnelles, tout entières défendues contre le contact et la spontanéité... »

« Ces différentes structures sont à la fois pathologiques et pathogènes ; elles ont leurs effets comme leurs causes... ».

Toute la synergie possible entre la psychanalyse et la sociologie des organisations est ici suggérée et l'on pressent les traits d'une construction future où se superposent à tout moment dans l'organisation les relations entre le Çà, le Moi et le Surmoi de chaque individu et les interactions entre le Çà, le Moi et le Surmoi des différents individus. Dans ce réseau de contraintes et d'échanges, chacun met en jeu, en fonction de sa personnalité, ses propres mécanismes de défense et contribue à son tour à l'environnement de l'autre. Ensemble, les différents membres se construisent un langage et élaborent des modèles partiels de la réalité qui, dans la mesure où ils sont partagés, contribuent à créer un fossé entre la réalité et la perception. La pathologie des communications humaines n'est pas loin.

De plus, bien que l'organisation hiérarchique accueille généralement des adultes dont la personnalité psychanalytique est achevée, elle sélectionne néanmoins les types de personnalités soit par le recrutement de personnalités semblables, soit par le départ de déviants. D'où l'ébauche, à l'échelle de l'organisation, des phéno-

mènes culturels décrits par l'anthropologie. Cette culture se transmet d'ailleurs comme dans toute société au fur et à mesure du renouvellement des membres. Par des processus déjà décrits, les règles et les programmes qui sont un réducteur nécessaire de complexité et qui ne sont au mieux que des sous-objectifs, sont souvent intériorisés, incorporés aux préférences et résistent dès lors à toute modification. Aussi, au sein de cette culture, ne se propagent et de manière cumulative que certaines informations, ne s'adoptent sans traumatisme que certains changements, ne s'acceptent que certains objectifs. La pression de l'environnement a une influence décisive sur ces processus. Trop forte ou trop tardive, elle impose à l'organisation des tensions insupportables. Trop faible, elle privilégie les tendances conservatrices, l'affaiblissement de l'imagination créatrice et la distorsion entre la perception et le réel.

Ainsi, la maîtrise par les hommes du mode d'organisation le plus simple qu'ils aient conçu, l'organisation hiérarchique, n'est en rien une évidence. Voilà un sujet de réflexion pour une méditation sur l'art politique !

L'organisation hiérarchique et la faillite de la politique

Quittons donc le plan de l'analyse stricte et sévère pour regarder dans une simplicité brutale la triple conclusion à laquelle conduit l'examen du fonctionnement synchronique et diachronique des organisations hiérarchiques :

Des évolutions difficiles à maîtriser — Des équilibres instables — Une optimalité fort relative en termes de finalités de la politique.

● Soumis à la terrible contrainte de la concurrence sur le marché ou à la limitation plus bénigne du volume budgétaire, devant accepter — au moins partiellement — les objectifs imposés par le pouvoir politique ou les actionnaires, le chef d'une organisation hiérarchique domine plutôt mal que bien l'évolution de son organisation en proie à des tensions internes avivées par les autres rôles que jouent dans la collectivité les membres de l'organisation. *S'efforçant surtout de corriger les insuffisances à court terme, il engendre inexorablement par son action des difficultés involontaires à plus long terme, conséquences inattendues de son manque d'analyse prospective.*

Dès cet échelon de la vie collective, *la maîtrise du développement est donc toute relative* et sans que les contraintes que l'environnement de la société tout entière impose à l'organisation, l'évolution interne de cette organisation la conduirait probablement vers des formes dangereuses pour l'ensemble de la collectivité.

● Formes extrêmes, entre lesquelles les organisations oscillent et que met en évidence une typologie sommaire construite sur deux dimensions seulement : l'importance plus ou moins grande des règles impersonnelles et l'identification plus ou moins grande des membres aux objectifs de l'organisation.

Baptisons-les par commodité de noms de code qu'il ne faut pas trop assimiler à leur sens courant :

La *bureaucratie*, où les règles impersonnelles sont omniprésentes, mais où les membres ne s'identifient nullement à l'organisation et se contentent d'appliquer les règles, tout en usant de la liberté que leur laissent les zones d'imprévu et l'impersonnalité.

L'*armée*, où les règles impersonnelles sont aussi essentielles mais où, au contraire l'identification aux objectifs de l'organisation est forte. C'est une organisation très efficace pour les crises violentes, mais toujours potentiellement dangereuse pour le reste de la collectivité.

La *féodalité*, caractérisée au niveau des barons à la fois par la faiblesse de l'identification et le peu d'importance des règles. C'est une organisation où les conflits sont intenses et qui peut tendre à l'éclatement.

La *tribu*, équipe à identification forte, mais avec décentralisation poussée et un minimum de règles impersonnelles. Organisation redoutable, s'insinuant partout grâce à sa souplesse, mais qui court le risque de se transformer en féodalité.

Bureaucratie et armée sont deux variantes du modèle bureaucratique. Armée et tribu, deux versions différentes du modèle des équipes.

L'apparition du modèle bureaucratique est favorisé par la contrainte budgétaire qui n'impose pas d'adaptations brutales. Mais tandis que, pour la collectivité, la bureaucratie est une organisation neutre, uniquement préoccupée de sa survie, l'armée est soit un auxiliaire total, incarnation des objectifs de l'ensemble, soit un corps étranger prêt à poursuivre ses propres fins.

Le marché au contraire suscite plutôt la féodalité ou la tribu car il maintient l'organisation en état d'insécurité. La féodalité poursuit des objectifs moyens et fluctuants, résultant du compromis. Elle s'insère bien dans l'évolution de la collectivité, car elle est sensible aux contraintes extérieures. La tribu doit être suivie avec plus de précautions car elle s'identifie à son chef et tire de sa souplesse une remarquable capacité d'adaptation. Les crises internes et externes feront passer d'un type à l'autre.

Importance des règles impersonnelles →

Identification à l'organisation ↓	Faible	Forte
Faible	Féodalité	Bureaucratie
Forte	Tribu	Armée

Figure 2.

● Pourtant jamais, les finalités de la politique ne pourront être totalement réalisées. Bien qu'entreprises et administrations ne soient qu'un élément de la société et n'aient donc que des finalités relatives, comment se présentent en effet les quatre types extrêmes d'organisations hiérarchiques par rapport aux critères d'efficacité d'égalité, de liberté, de participation et d'adaptabilité ? (Figure 3).

	Efficacité	Egalité	Liberté	Participation	Adaptabilité
Bureaucratie ...	—	++	+	0	—
Armée	+	++	—	0	+
Féodalité	+	—	++	+	+
Tribu.....	++	+	+	+	++

Figure 3.

Sur le plan de l'*efficacité*, les plus mauvaises performances sont probablement celles de la bureaucratie qui ne se préoccupent que du maintien des règles. Au contraire, l'armée par son esprit de corps et la féodalité par sa souplesse sont plus efficaces, la palme revenant sans doute à la tribu grâce à son aptitude plus grande à faire varier son degré de décentralisation en fonction des circonstances.

Pour l'*égalité*, il est logique de trouver en tête les deux variantes du modèle bureaucratique puisque la recherche de l'homogénéité de traitement entre les membres est l'une des causes du développement des règles impersonnelles, mais cette égalité n'exclut pas la stratification dans la bureaucratie, stratification moins forte dans l'armée où le sens de l'équipe s'y oppose. A l'opposé, la féodalité est peu préoccupée d'égalité. Chacun y négocie la place qu'il peut en fonction de ses contributions. La tribu devrait avoir une position intermédiaire.

Quant à la *liberté*, elle est maximum dans la féodalité qui ne

peut pas se recentraliser, minimum dans l'armée, car aux contraintes de la discipline s'ajoute la pression du groupe, et moyenne dans les deux autres types pour des raisons différentes : Dans la bureaucratie, parce que l'individu qui n'est pas impliqué dans les objectifs de l'organisation est protégé par les règles et est libre pour tout ce qui n'est pas codifié ; dans la tribu, au contraire, parce qu'il y a une certaine décentralisation.

En matière de *participation*, aucun des types n'a de score élevé : Il s'agit d'organisations hiérarchiques. Aujourd'hui et encore plus demain, la participation sera leur talon d'Achille. Mais, elle est un peu plus forte dans les types à faible niveau de règles impersonnelles, la féodalité surtout où chaque membre peut toujours négocier.

Sur la dimension de l'*adaptabilité* enfin, le classement est simple : Une lanterne rouge incontestable, la bureaucratie qui, au travers de crises, se retrouve semblable à elle-même. L'esprit de corps permet à l'armée de faire mieux, car moins de résistances s'opposent au changement des règles. La féodalité aussi a une bonne adaptabilité, quoique freinée par les intérêts particuliers, mais aucun type n'atteint la tribu car les modifications de l'organisation y sont largement tolérées grâce à l'identification à l'équipe.

Sociologie plus primaire que scientifique, mais qui résume l'inquiétude qui suinte de ce chapitre : *S'il y a chez l'homme une insuffisance de contrôle, ce n'est pas au sein des organisations hiérarchiques, entreprises ou administrations, qu'existent les mécanismes de régulation qui la tempère.* Au contraire, apparaissent déjà les premiers signes d'une nouvelle insuffisance...

CHAPITRE VII

LE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE

« Chacun remarque ce que fait le gouvernement pour contrôler l'activité économique. Mais ce que l'on ne remarque pas est l'importance de la vie économique qui se déroule sans intervention gouvernementale directe. Des centaines de milliers de biens sont produits par des millions de personnes plus ou moins en fonction de leur seule volonté sans direction centrale ou plan. C'est une preuve convaincante qu'un système de marchés et de prix compétitifs n'est pas un un système de chaos et d'anarchie. Il marche. Il fonctionne. Personne ne l'a conçu. Comme Topsy, il s'est développé et comme la nature humaine, il change. Mais il passe avec succès le premier test de l'organisation sociale. Il est capable de survivre. »

P. A. Samuelson
Economics.

« Les socialistes savent très bien que la société actuelle est fondée sur la concurrence. Comment pourraient-ils reprocher à la concurrence de renverser la société actuelle qu'ils veulent renverser eux-mêmes ? Et comment pourraient-ils reprocher à la concurrence de renverser la société à venir, dans laquelle ils voient, au contraire, le renversement de la concurrence ? »

K. Marx
Misère de la philosophie.

Depuis les études de Marx soulignant l'influence des techniques de production sur le système économique et les superstructures politiques, depuis l'annonce par Burnham de l'ère des organisateurs (1), depuis les corrélations établies par Russett entre les étapes du développement économico-politique et la présence de démocraties (ou plutôt de polyarchies) (2), depuis les travaux innom-

(1) J. Burnham, The managerial revolution. New-York 1941.
(2) Bruce M. Russett, Trends in world politics. MacMillan, Toronto, 1969.

brables des dernières décennies sur les pays sous-développés et les sociétés post-industrielles, la reconnaissance de l'importance des phénomènes économiques dans la vie politique est devenue un lieu commun.

S'il en est ainsi, il doit être possible de faire des progrès considérables dans la compréhension du fonctionnement des sociétés nationales et dans la découverte de la deuxième insuffisance de contrôle en isolant d'abord un sous-système économique au sein du système global.

Qu'il y ait beaucoup d'arbitraire dans cette manière de procéder est une évidence : Contrairement à la pensée de Marx, le sous-système économique ne domine pas le sous-système politique. Il est seulement très fortement interconnecté avec lui et les frontières entre les deux sont largement imprécises. Ce qui justifie notre démarche est la cohérence incontestable du sous-système économique et l'avantage de présentation considérable qui découle, par conséquent, de son analyse préalable.

Synchronisme et diachronisme resteront ici les deux concepts de base.

L'étude de l'équilibre économique a été au cœur du développement de cette science depuis cent ans. Cette étude a donné naissance à deux grands courants de réflexions, celui qui a examiné les liens entre la concurrence, la planification et l'optimum économique, en présence d'un Etat (interventionniste ou non) et celui qui, plus récemment, s'est consacré aux fluctuations de la conjoncture ou à l'inflation dans des économies où la monnaie et le crédit jouent un rôle essentiel. Evaluer la contribution de ces recherches à l'analyse du fonctionnement des sociétés humaines — en gardant présentes à l'esprit les finalités de la politique et notamment l'efficacité — sera tout naturellement l'objectif d'une première partie dont le thème est le synchronisme.

La seconde partie tirera sa substance d'une double source, celle de l'économie théorique qui, par delà l'équilibre, s'intéresse depuis deux décennies aux mécanismes de la croissance et à leur optimalité, et celle de l'histoire économique qui cherche à donner tant bien que mal une vision « génétique » de l'évolution des économies développées et sous-développées. En essayant de construire un modèle cohérent du développement économique depuis l'aube du XIX^e siècle, cette seconde partie préparera tout naturellement le modèle plus global sur lequel s'appuieront les conclusions de ce livre.

Mais, c'est dès maintenant qu'apparaîtront les ressorts secrets de la deuxième insuffisance de contrôle.

L'équilibre économique

La nature systémique de l'économie a été reconnue dès les premiers balbutiements de l'économie politique (Que l'on pense au « tableau » de Quesnay !). Les *entrées* du système sont d'une part les quantités de biens initialement disponibles (les terres et les équipements) et d'autre part les préférences des individus qui se traduisent par des *demandes* de consommations ou des *offres* de services de travail. Les *sorties* sont tout naturellement les quantités consommées par les divers individus, les volumes de travail fournis par eux, et les suppléments de stocks légués à la période suivante. Entre les entrées et les sorties se placent les *processus de conversion* qui permettent de passer des unes aux autres. Ils assurent grâce aux marchés et aux prix, l'*agrégation des demandes et des offres individuelles*, la *transmission de l'information* à l'intérieur du système, la transformation des facteurs en productions, puis la *distribution* du revenu produit, distribution qui rend possible de nouvelles demandes. Compte tenu du niveau des connaissances techniques, de la qualité de la main d'œuvre, de l'efficacité de l'organisation, l'économie a des *capacités* plus ou moins développées à *répondre* aux demandes, *utiliser* les ressources de la collectivité, *redistribuer* convenablement les produits... Elle peut *s'adapter* bien ou moins bien aux variations de l'environnement.

Paragraphe extrait d'un livre d'économie, penserez-vous. Eh bien, non ! Si certains mots de ce paragraphe ont été soulignés, c'est qu'ils ont été empruntés à un ouvrage de science politique dont il sera longuement parlé au prochain chapitre et qui applique ces termes aux systèmes politiques ([3]). La simple possibilité de ce rapprochement, outre qu'elle est une preuve supplémentaire de la généralité de la théorie des systèmes, montre combien la science économique a précédé la science politique dans une analyse globale en terme de systèmes, puisque les quelques concepts que nous venons de rappeler sont du niveau de la leçon inaugurale d'un cours de débutants en économie politique. Moins triviale pour la science économique est la distinction faite par les politistes entre la *structure* définie comme l'ensemble des rôles assumés par les unités du système et la *culture*, qui est l'ensemble des attitudes individuelles et collectives à l'égard des phénomènes économiques. Les économistes, en effet, ont presque toujours raisonné en termes de structure (nombre et nature des entreprises, situations de concurrence, etc...) en ayant tendance à considérer la culture comme donnée...

([3]) Gabriel A. Almond et G. Bingham Powell, Comparative politics. A developmental approach. Little, Brown and Company, Boston, 1966.

et naturellement identique à celle qui régnait au cours des deux derniers siècles dans les grands pays occidentaux. Or, la culture a une influence essentielle sur les motivations et les comportements des salariés, des consommateurs, des dirigeants d'entreprise. Son rôle est central dans une « diachronique » économique.

Un diagnostic de l'art politique suppose que l'on dépasse ces notions élémentaires de circuit économique pour s'intéresser beaucoup plus en détail aux mécanismes par lesquels le système économique convertit les entrées en sorties. Pour amorcer les réflexions synchroniques, le mieux est de partir des mécanismes particuliers qui sont inclus dans le modèle simplifié de la concurrence parfaite tel que l'a construit la science économique, et cela *par commodité méthodologique, sans jugement de valeur et sans référence historique*. Ce modèle servira seulement de base de discussion et il sera ensuite progressivement enrichi pour éliminer ses insuffisances essentielles.

Un modèle mal compris : La concurrence parfaite

L'économie théorique raisonne souvent sur un système économique qui vit pendant une seule période de temps, l'année par exemple. Au cours de cette période, les agents économiques — individus et entreprises — achètent, vendent, produisent, consomment des biens et des services. Dans cette vision, les individus cumulent les rôles : Consommateurs de biens et de services, prestataires de services de travail aux entreprises, ils sont aussi propriétaires de biens susceptibles d'être loués ou vendus et propriétaires d'entreprises distribuant des profits.

Quant aux entreprises, elles sont à la fois des producteurs, c'est-à-dire des transformateurs de biens et services, et des propriétaires de biens comme les individus.

Il existe au départ une *répartition* de tous les biens disponibles entre les divers individus et entreprises et une répartition de la propriété des entreprises entre les divers individus. Chacun est libre d'utiliser comme il l'entend les ressources dont il dispose.

Dès lors, en supposant qu'aucun agent économique n'ait de taille importante et à condition que les individus soient parfaitement informés, qu'ils soient capables de prévoir exactement les conséquences des décisions des autres agents économiques, qu'ils possèdent des structures de préférences cohérentes ne faisant intervenir que leurs consommations et leur volume de travail, on peut montrer — et autrement que par des démonstrations de salons — qu'il s'établit, à la suite de processus d'adaptation des productions et des échanges, *un prix unique* pour chaque bien et services.

● Avec ce système de prix, les individus choisissent leurs consommations et leurs prestations de services afin que leur utilité soit maximum compte tenu des ressources dont ils disposent.

● Quant aux entreprises, elles cherchent, à la demande des individus qui les possèdent, à rendre maximum leur revenu. Comme elles sont de trop petite taille pour influencer les prix, ce comportement les conduit à commencer par réduire au maximum le volume de leurs dépenses pour un volume de production donné puis à fixer leur production pour que, compte tenu du prix de vente du marché, le revenu soit maximum. Lorsqu'il en est ainsi, le prix de vente est égal au coût marginal de production, c'est-à-dire au coût de production d'une unité supplémentaire.

Naturellement, si les prix de vente sont tels que les entreprises d'un secteur d'activité ont des revenus importants, certains individus utiliseront leurs ressources pour créer des entreprises analogues et cela jusqu'à ce que les revenus de ce secteur soient négligeables.

Pour un état donné de la population et de la technique, l'économie aboutit ainsi, sous certaines conditions dégagées par les théoriciens avec une précision croissante, *à un état d'équilibre fonction de la distribution initiale des ressources.*

Il est facile aux intellectuels que leur éducation a privé de formation scientifique et qui ont de la peine à suivre des enchaînements stricts entre des hypothèses et des conclusions, de se gausser de ce modèle qui n'est qu'une représentation caricaturale du fonctionnement synchronique des économies occidentales pendant une courte tranche de leur histoire. Ils oublient l'apport considérable que ce modèle a fourni sur le plan théorique et pratique en mettant en évidence deux niveaux de régulation hiérarchisés qui existent dans les systèmes économiques de tous les pays ne pratiquant pas une allocation autoritaire de leurs ressources.

Le premier niveau résulte du fonctionnement du marché de chaque bien ou service. Déterminé par l'intersection des courbes d'offre et de demande, le prix représente à la fois le coût marginal de production et la valeur marginale du bien ou service pour les individus. Si la demande augmente, le prix monte, ce qui contribue à encourager la production, donc à accroître l'offre et à faire baisser le prix, d'où un retour à l'équilibre avec une nouvelle valeur du prix. Le même mécanisme régulateur intervient pour une baisse de la demande ou des variations de l'offre.

Le deuxième niveau de régulation est celui de l'*équilibre économique général*, l'égalité de l'offre et de la demande étant réalisée pour tous les biens et services ainsi que les relations prix = valeur marginale = coût marginal. Si la demande d'un bien augmente,

son prix monte ; les entreprises et les individus consommateurs du bien vont alors lui substituer d'autres biens, tandis que les entreprises productrices augmenteront leur offre. Ainsi, s'effectuera, par une modification des prix de *tous* les biens et services, une réadaptation de l'ensemble de l'économie.

C'est ce modèle de la concurrence parfaite qui a permis de comprendre l'importance de ces très fortes interactions au sein du système économique. Or, si ces deux niveaux de régulation étaient si évidents, ils ne seraient pas encore inconnus de la quasi totalité des français comme l'a montré récemment une étude du CERC (4). Ils ne seraient pas ignorés des gouvernements qui, entre les deux guerres ont engendré pour plusieurs décennies une grave crise du logement en bloquant les loyers sans précaution. Il n'aurait pas été nécessaire non plus que A. Sauvy, qui ne passe pas pour un économiste de droite, ait jugé bon de consacrer plusieurs livres aux catastrophes qu'engendrent la méconnaissance des mécanismes des prix (5).

Mais l'intérêt du modèle de concurrence parfaite ne se limite pas à la mise en évidence de ces régulations, et par conséquent de l'*adaptabilité* du système économique. Il provient aussi *du lien entre la concurrence parfaite et l'efficacité du système économique* (6).

Considérons donc la même économie que précédemment. Ses ressources étant limitées, les satisfactions que peuvent atteindre les individus le sont également. Il existe donc une frontière le long de laquelle on peut se déplacer en augmentant la satisfaction de Paul au détriment de celle de Pierre, mais qu'on ne peut franchir pour accroître la satisfaction de tous les individus. Il serait absurde de rester en revanche en-deçà de la frontière puisque l'on pourrait, en organisant mieux l'économie, faire plaisir à tout le monde. D'où la question : Comment organiser l'économie pour que l'on soit sur la frontière c'est-à-dire dans une *situation d'efficacité*.

La réponse — sous des hypothèses qui seront énumérées dans un instant — est simple : *Tout état efficace est un état de concurrence parfaite. Tout état de concurrence parfaite est un état efficace.* En d'autres termes, dans un état efficace, il existe *implicitement* ou *explicitement* un système de prix pour lequel les revenus des entre-

---

(4) Centre d'Etudes sur les Revenus et les Coûts. Les Français et le vocabulaire économique. Paris, 1971.

(5) Cf. par exemple : Alfred Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres (3 tomes). Fayard, 1965 ; La mythologie de notre temps. Payot, Paris, 1965.

(6) Dans les lignes qui suivent, il vaut mieux être rébarbatif qu'imprécis, car trop d'auteurs substituent dans ce domaine l'impressionnisme de l'éloquence à la sécheresse de l'analyse.

prises ont la valeur maximum possible avec ce système de prix et les utilités des individus ont les valeurs maximums permises par leurs revenus et par ces prix.

Naturellement, en fonction de la *répartition* initiale des biens dans l'économie, la concurrence parfaite n'aboutit pas au même état efficace, et réciproquement chaque état efficace n'est compatible qu'avec certaines répartitions initiales des biens. Dans certains états efficaces, la répartition initiale est très égalitaire, dans d'autres elle ne l'est pas du tout. Si l'atteinte de la frontière est un critère d'efficacité, elle n'est nullement un critère de bonne répartition (au sens des finalités d'*égalités*).

Résultat qui met en lumière la signification fondamentale des prix de la concurrence parfaite. Les prix sont des indicateurs de rareté qui mesurent la valeur, pour la collectivité, des ressources qu'il faudrait consacrer à la production d'une unité supplémentaire du bien considéré. A ce titre, ce sont des *réducteurs d'information*, des *intermédiaires* de calcul dont la considération permet de choisir à la marge des allocations de ressources dont la valeur ne dépasse pas celle des productions obtenues. Conceptions d'économistes bourgeois, direz-vous. Pas seulement puisque dans la dernière décennie les économistes mathématiciens soviétiques, à la suite de Kantorovitch, ont retrouvé la signification de ces prix sur des modèles mathématiques. Un des plus beaux exemples de l'unification progressive de la science économique par-delà les idéologies politiques ([7]).

Mais quelles hypothèses doit-on faire pour qu'il y ait ainsi correspondance entre les états de concurrence parfaite et les états efficaces ? Trois séries d'hypothèses essentiellement.

Premièrement, les préférences de chaque individu ne doivent dépendre que de ses propres consommations ou de son propre travail. Or, dans la réalité, un individu est certainement sensible aux consommations ou à la satisfaction des autres. Pour les catholiques d'une certaine époque, la satisfaction dépendait sûrement du nombre total d'églises, et du nombre de fidèles qui assistaient à la messe... Beaucoup de défavorisés préfèreraient, même si leur consommation ne changeait pas, une répartition plus égalitaire des revenus.

Deuxièmement, chaque entreprise ou chaque individu doit effectivement payer tous les facteurs de production utilisés et être payé pour tous les services rendus. Or, il n'en est pas ainsi, car il existe,

---

([7]) Cf. par exemple : L. V. Kantorovitch, Le calcul économique et l'utilisation des ressources. Dunod, Paris, 1963.

en jargon d'économistes, *des économies et des déséconomies* externes. C'est l'individu qui, en construisant une maison, prive son voisin d'une vue superbe. C'est l'entreprise qui pollue une rivière ou au contraire forme une main d'œuvre qui sera ensuite libre de la quitter.

Avec ces éléments, il existe toujours une « frontière » d'états efficaces, mais aux prix de la concurrence parfaite doivent s'ajouter des taxes ou des subventions unitaires, qui peuvent dépendre du bien, de l'individu, de l'entreprise, et qui servent de compensation.

Enfin, *troisièmement*, dans tous les secteurs d'activités, le nombre d'entreprises doit être élevé, chaque entreprise étant petite par rapport au marché. Or, il existe des secteurs, comme les chemins de fer, la distribution d'électricité, le téléphone, où l'organisation adéquate de la production impose l'unicité de l'entreprise.

L'équivalence entre états efficaces et états de concurrence parfaite subsiste si les entreprises de ces secteurs ont comme règle de choisir leur volume de production en égalisant le prix de vente et le coût marginal de production, mais leur revenu n'est plus maximum pour cette politique.

Sous ces hypothèses — draconiennes — le système économique décrit par la concurrence parfaite est efficace. Mais, les idéologues perçoivent mal que sous cette forme abstraite ce système est *sociologiquement vide*. Un état de concurrence parfaite est identique à l'état de planification parfaite où les flux de biens et de services sont les mêmes. En pratique, une collectivité peut donc chercher à réaliser un état efficace au moins de deux manières. Par la *concurrence réelle*, avec une intervention plus ou moins grande de l'Etat, manière qui se rapproche de la concurrence parfaite. Par la *planification réelle* décidant autoritairement des allocations de ressources, manière qui se rapproche de la planification parfaite.

Comment fonctionnent donc ces deux types de systèmes dont l'Occident et l'URSS se sont historiquement faits des champions ? Quelles sont leurs performances au regard des finalités de la politique ?

Les ombres de la concurrence réelle

Sur deux points fondamentaux, la concurrence réelle diffère de la concurrence parfaite :

- Certaines des hypothèses de la concurrence parfaite ne sont pas vérifiées.
- L'Etat est un agent économique supplémentaire ou plutôt une constellation supplémentaire d'agents économiques aux multiples fonctions.

Prenons d'abord les *hypothèses* :

Les informations circulant mal, les prévisions étant insuffisantes, les décisions des entreprises ne correspondent pas à la demande. D'où des variations brutales des prix, des risques de chômage, des destructions de stocks... Sur la base des prix existants, c'est toute l'industrie chimique qui lance des unités de production d'une nouvelle matière plastique. A la fin du délai de gestation de ces investissements, l'abondance de l'offre fait effondrer les prix en dehors de toute crise conjoncturelle générale.

Les dirigeants des entreprises poursuivent des objectifs autres que le profit : la croissance, le prestige, le confort, la sécurité... objectifs qui n'entraînent pas une allocation optimale des ressources. C'est le commerçant qui réinvestit tous ses bénéfices dans une devanture luxueuse, le petit industriel qui n'ose pas adopter un nouveau procédé de fabrication, la technostructure qui compare constamment son chiffre d'affaires à ceux de ses concurrents. De même, les dirigeants privilégient souvent le profit à court terme en sacrifiant l'avenir dont ils surestiment l'incertitude.

Le système de valeurs de la société peut rendre insuffisant le nombre des candidats à la création de nouvelles entreprises dans les secteurs fortement bénéficiaires. Les profits ne tendent plus à disparaître, mais s'érigent en rentes régulières par conservatisme social. Observation courante dans les pays en voie de développement : Pour les postes de fonction publique, il y a pléthore de postulants, mais rares sont ceux qui sont prêts à devenir entrepreneurs.

Le progrès technique fait passer un secteur d'une situation où pouvaient coexister un grand nombre d'entreprises à une situation où les avantages de l'entreprise unique sont écrasants. Le secteur des transports par diligences n'imposait pas une société nationale... En quelques décennies, le chemin de fer a conduit à des réseaux uniques par région, puis en un siècle au réseau unique par pays. Pour des raisons techniques, la concurrence débouche alors, après la lutte sauvage du duopole, sur un monopole dont la politique de production n'est pas conforme aux exigences de l'efficacité.

Enfin, la concurrence imposant des contraintes extrêmement dures aux dirigeants et tendant à éliminer perpétuellement les profits, les chefs d'entreprise vont s'efforcer d'en desserrer les tenailles et de faire en sorte que les prix de vente ou d'achat, y compris les salaires, ne soient pas donnés par le marché. Les méthodes auxquelles ils ont recours, faisaient déjà partie du bréviaire du XIX^e siècle, mais le nôtre les a perfectionnées. Recherche de la personnalisation du produit par création d'une image de marque et recours à la publicité (la concurrence monopolistique

de Chamberlin) ([8]). Concentration horizontale par fusion ou par absorption d'entreprises analogues afin d'obtenir une position dominante sur le marché. Concentration verticale par prise de contrôle des fournisseurs ou des clients, afin de maîtriser les prix des matières premières ou des produits finis. Adoption de politiques concertées en matière de salaires.

D'où l'apparition de marchés où existent quelques entreprises seulement (oligopole) et l'émergence de situations de monopole bilatéral entre acheteurs et vendeurs. Les salariés, de leur côté, se groupent en syndicats et le monopole bilatéral entreprises-syndicats prend, par secteur, une importance essentielle.

Ainsi, la concurrence réelle s'écarte progressivement de la concurrence parfaite, surtout quand n'apparaissent pas constamment de nouveaux entrepreneurs imaginatifs, dynamiques, qui réussissent à tenir tête, au moins un temps, aux grandes organisations menacées en permanence de sclérose. La réalité s'éloigne de son archétype.

Mais la concurrence réelle est aussi modelée par la présence de cet *Etat* que les économistes classiques avaient presque vidé de tout contenu ! Etat qui apparaît comme un Civà à quatre bras, à qui néglige provisoirement à la fois l'évolution temporelle de l'économie et les phénomènes conjoncturels ([9]).

Il produit des biens et des services qu'il met à la disposition de la collectivité.

● Et tout d'abord, des biens et services *analogues à ceux des entreprises et vendus à un certain tarif*, intervention qui se fait surtout dans les secteurs à entreprise unique où la vente au coût marginal conduit généralement à une perte (les chemins de fer, ...). Point n'est besoin d'une action consciente de l'Etat en vue d'une politique de prix efficace ; il suffit que cela concerne des secteurs importants où la structure des coûts rend la concurrence instable. L'Etat acquiert, pour des raisons politiques, des entreprises dont la survie est jugée essentielle pour l'indépendance nationale et qui ne sont pas capables de supporter la concurrence étrangère (des mines de charbon, ...), ou des entreprises où les conflits sociaux sont trop violents pour être supportés par la collectivité (la Régie Renault à la libération, ...).

● Viennent ensuite des biens et services *analogues à ceux des*

([8]) On perçoit ici le double caractère de la publicité. En diffusant l'information, elle accroît l'efficacité économique. En segmentant partiellement les marchés, elle transforme la concurrence en concurrence monopolistique.

([9]) Cf. J. Lesourne, Le calcul économique. Dunod, Paris, 1972.

entreprises, librement consommables par conséquent, mais *fournis gratuitement*, services des routes, des ponts, de certains musées, etc... La gratuité ne correspond nullement au désir de rechercher une allocation efficace des ressources puisque le coût marginal n'est pas nul. Au contraire, l'Etat se sentant incapable de corriger suffisamment la répartition des revenus par le système d'impôts et ne voulant pas remettre en cause directement la répartition des ressources, amoindrit l'inégalité en donnant l'accès gratuit à certains services. Il préfère — inconsciemment d'ailleurs — s'éloigner de l'efficacité économique pour corriger l'inégalité.

● Apparaissent enfin des biens et des services dont la *production est fixée par l'Etat pour l'ensemble de la collectivité* et que *les individus et les entreprises* ne sont pas libres de consommer ou non. Ainsi, en consacrant des ressources à mettre sur pied et à entretenir une armée, l'Etat fournit à tous les individus et à toutes les entreprises le service spécifique de protéger le territoire national, mais nul n'a la possibilité de choisir pour lui-même un niveau plus ou moins élevé de Défense Nationale, et il en est de même pour la police, la justice, la diplomatie, l'état-civil, etc...

En deuxième lieu, *l'Etat accorde des transferts de revenus à des individus ou à des entreprises* : Correction de la distribution des revenus en faveur des individus les plus défavorisés. Subventions à des entreprises pour maintenir l'emploi ou pour sauver un secteur jugé nécessaire à l'indépendance nationale (le plan calcul français, ...).

En troisième lieu, l'Etat perçoit des impôts directs et indirects pour pouvoir acheter les services dont il a besoin. Impôts qui servent naturellement à couvrir le déficit ou les dépenses des services publics et à permettre des transferts de revenus à des individus ou à des entreprises, mais dont le choix obéit à bien d'autres préoccupations contradictoires :

● redistribuer les revenus par l'impôt sur le revenu et parfois les ressources par des impôts sur le capital,

● faire implicitement payer le coût des charges indirectes ([10]) supportées par la collectivité,

● développer ou freiner la production d'un bien en fonction de l'idée que se font les dirigeants des besoins de la collectivité (taxes sur l'alcool, ...),

● prendre comme assiettes des impôts des éléments qui ne permettent pas d'y échapper par modification des choix ou par fraude

---

([10]) Les déséconomies externes.

fiscale. Gabelle, prix du tabac, vignette automobile, autant de bons exemples de cette recherche de la facilité.

Enfin, l'Etat définit dans le domaine économique ou extra-économique des règles que doivent respecter les individus et les entreprises. Ainsi, en matière économique, il réglemente certains prix, fixe des contingents d'importation, interdit certaines pratiques commerciales, définit le salaire minimum, avec en toile de fond ces mêmes objectifs contradictoires où l'on retrouve l'intérêt des groupes politiquement puissants, la recherche d'une redistribution des revenus (à cause des mécanismes électoraux) et le désir de corriger, dans le sens de l'efficacité, les effets de la concurrence.

A chacun, selon son humeur, d'apprécier la distance, modeste ou énorme, entre le modèle de la concurrence parfaite et son image. Mais, sur la base de ce dossier, *quel jugement émettre, au nom des finalités de la politique, sur ce mode d'organisation du sous-système économique qu'est la concurrence réelle* (11) ?

Premier filtre : L'*efficacité*

1. Dans ce système, quoi qu'en dise Galbraith, et malgré la publicité, les choix des individus orientent toute la production par l'intermédiaire de la consommation et de l'offre de travail. Les publicitaires savent d'ailleurs les cruelles désillusions qu'entraîne le lancement d'un produit ne correspondant pas à un besoin.

2. La formation des prix est le résultat d'un mécanisme d'information simple et détaillé qui résume avec précision les valeurs respectives des biens économiques.

3. La recherche du profit ou plutôt le désir d'éviter la disparition de l'entreprise en cas de déficit donne naissance à une pression considérable vers une meilleure allocation des ressources entre les diverses productions et cela d'autant plus que le mode de formation des prix est impersonnel.

4. Les individus doués d'imagination créatrice peuvent à tout moment — surtout dans le secteur tertiaire — lancer des activités nouvelles. La facilité avec laquelle débouchent ces initiatives est la contrepartie des contraintes énormes qui obligent les activités périmées à disparaître.

5. La liberté de décision laissée aux dirigeants et la récompense, sous forme de profits ou de croissance pour l'entreprise, des efforts qui réussissent, stimule l'initiative et l'ardeur au travail. L'atti-

---

(11) Les réflexions sur les liens entre le système économique et la sécurité sont reportées au chapitre sur les relations internationales (Chap. IX).

tude psychologique en face de l'action en est totalement modifiée et cette transformation contribue de manière décisive à l'efficacité.

En sens inverse :

1. Les individus sont sensibles à des phénomènes de snobisme et d'imitation. Lorsqu'un nouveau produit apparaît — le transport supersonique avec Concorde par exemple — les anciens produits — ici le transport à réaction subsonique — ne procurent plus la même satisfaction aux usagers. Il y a « obsolescence psychologique ([12]) ». Car un bien comme l'automobile n'a pas pour les consommateurs que sa fonction utilitaire de déplacement d'un point à un autre. Par son luxe, son prix, sa puissance, sa nervosité, sa vitesse de pointe, il contribue aussi à la consolidation du statut social, au prestige, à l'évasion... « Aux âges héroïques, quand presque tous allaient à pied ou en voiture à cheval, rouler à 60 était susceptible de fournir une très grande impression de puissance. Aujourd'hui, quand il est banal d'être automobiliste et que la moindre 2 CV fait du 100, celui qui roule à 60 se sentira tout à fait démuni de puissance... ([13]). »

Ainsi, il faut *imputer au passif du lancement d'un produit nouveau la perte d'utilité des consommateurs des produits anciens.* Comme les dirigeants d'entreprise n'en tiennent pas compte, leurs décisions ne sont pas véritablement efficaces. Nous sommes ici au cœur de la critique de la société de consommation : La concurrence réelle, totalement orientée par les préférences individuelles, peut conduire à des choix discutables pour la collectivité, *à cause des caractères fondamentaux de l'espèce humaine, plus précisément à cause de l'exploitation par les dirigeants d'entreprises en mal de puissance et de prestige ou même simplement de profit, des capacités d'illusion et des besoins de prestige et de puissance des individus consommateurs.* Très efficace à court terme, la concurrence réelle risque donc d'engendrer à long terme certains poisons que seuls sont susceptibles d'éliminer d'autres mécanismes régulateurs.

2. Le prix peut être un indicateur insuffisant s'il y a des économies ou des déséconomies externes importantes et si la correction du système de prix par l'Etat est absente ou inadéquate.

3. Les agents économiques s'efforcent d'échapper à la règle très dure de la concurrence. Ils la transforment en oligopoles complexes

---

([12]) Philippe d'Iribarne, La politique du bonheur. Le Seuil, Paris, 1973.

([13]) J. P. Dupuy, Innovation et obsolescence psychologique : Essai de formalisation dans le cadre d'une économie de marché. Cahiers du Séminaire d'Econométrie, n° 25, Paris, 1973.

(comme autrefois le célèbre cartel des banques, ...). Et la réglementation ou le contrôle par l'Etat de certains secteurs économiques n'améliore pas toujours l'efficacité.

4. Les erreurs de prévision jointes à la décentralisation des décisions rendent possibles des mécanismes d'amplification des écarts sur les marchés avec variations de la production et de l'emploi. L'intervention de l'Etat atténue plus ou moins ces fluctuations.

5. La réallocation des ressources humaines employées dans des activités en voie de disparition se fait souvent mal et douloureusement.

6. Dans les collectivités où le système de valeur est profondément différent de celui de l'Occident, la liberté peut ne pas suffire à engendrer en nombre suffisant des entrepreneurs actifs (c'est la thèse du socialisme de « décollage » pour des pays sous-développés).

Un tel bilan suggère les facteurs qui contribuent sans doute à rendre la concurrence efficace, dans un contexte sociologique donné :

— une technologie moyennement avancée s'accommodant bien d'économies d'échelle modérées, sans effets externes trop importants,

— un coût du recueil et du traitement de l'information suffisamment élevé, donnant toute sa valeur au système de prix,

— un système de valeurs de la collectivité prônant la recherche par l'effort personnel d'une consommation et d'une épargne individuelle plus élevées,

— une distribution des ressources suffisamment large pour donner des possibilités d'action à des individus créateurs tout en leur ouvrant la perspective de hausses importantes de revenus,

— un Etat suffisamment fort pour assurer l'ordre, ériger un minimum de règles, corriger les injustices les plus criantes, et suffisamment faible pour accepter la décentralisation sans trop intervenir bureaucratiquement.

Remarquable sous certaines conditions, l'efficacité de la concurrence réelle se dégrade donc au cours de l'évolution diachronique par suite des transformations de la technique, des modifications internes du système et surtout *des déséquilibres engendrés par les comportements individuels.*

Deuxième test : *L'égalité*

La concurrence réelle passe ce test avec une note beaucoup moi ns favorable, notamment dans les systèmes économiques occidentaux où sont accrochées à ses basques la propriété privée et la transmission par hér itage. Il n'y est point question d'égalité dans la distri-

bution du capital ou des revenus, mais seulement d'inégalité tempérée par les actions correctrices de l'Etat et par la capacité pour chacun d'obtenir, en période normale, une rémunération égale au prix du marché.

Dans ces systèmes, même s'il n'est nullement question d'« A chacun selon ses besoins », la compétition politique contraint l'Etat à assurer un minimum aux plus défavorisés.

Quant à l'égalité des chances et à l'égalité de contribution, elles font intervenir deux mécanismes qui se superposent et intéragissent, les privilèges de la naissance avec leurs retombées sur le revenu et l'éducation, et la fixation des salaires au niveau du supplément de valeur apporté à la collectivité. Il existe donc une certaine égalité de contribution, mais dont les mérites sont mesurés en termes d'efficacité économique. Si les consommateurs solvables apprécient peu telle forme d'architecture ou tel service, tant pis pour les créateurs : Ils devront se contenter de revenus modestes...

Troisième test : *La liberté*

Quasi totale pour les consommateurs, considérable pour les dirigeants d'entreprises, réelle pour les salariés dans le choix de leur travail, elle n'existe, au sein des unités économiques, que dans la mesure, variable, où elle est reconnue comme un mode de gestion interne efficace. Néanmoins, nul ne conteste que la concurrence réelle soit le système économique le plus décentralisé construit jusqu'à maintenant par une collectivité humaine.

Quatrième test : *La participation*

En dehors de la participation à l'intérieur de l'entreprise, notamment au niveau des technostructures et dans les limites du chapitre précédent, la participation est omniprésente, mais sous une forme unique : celle du marché. En consommant ou en s'abstenant, en acceptant un emploi ou en le quittant, chaque individu « vote » en influençant les prix, orientant la production, modifiant l'allocation des facteurs, mais cette participation n'est pas plus consciente que ne l'est la perception par l'individu des mécanismes par lesquels il subit les contraintes que lui impose sur le plan économique le comportement des autres. La concurrence réelle réussit donc ce paradoxe d'être vécue comme un système de très faible participation tout en étant en réalité un système hautement participatif, mais où le poids des votes dépend du revenu et de la rareté des services que l'on offre...

Cinquième test : *L'adaptabilité*

Evidente à court terme grâce aux mécanismes du marché, souples et anonymes, l'adaptabilité de la concurrence réelle tend à

décroître au cours de l'évolution diachronique dans la mesure où se développe l'intervention de l'Etat et où les agents économiques cherchent à échapper, en transformant la structure du système, aux mâchoires de fer de ses régulations...

Voilà, avec ses ombres et ses lumières, un diagnostic sur la concurrence réelle qui ne satisfera ni le communiste, ni le libéral, ni le technocrate, mais c'est au nom des jugements simples que l'on commet les pires erreurs. Il faudra tout autant de nuances pour évaluer le système qui est apparu pendant longtemps, et à tort, comme la seule alternative : la planification réelle.

Les insuffisances de la planification

Le premier prototype a vu le jour en Union Soviétique il y a une cinquantaine d'années, d'un immense effort volontaire pour reproduire dans la réalité un triple processus théorique :

— définir les préférences de la collectivité en faisant intervenir à la fois les satisfactions des individus (et par conséquent les critères d'efficacité et d'égalité) et les objectifs spécifiques de la collectivité (en matière idéologique, culturelle, militaire, ...),

— représenter l'ensemble de l'économie par un immense système d'équations,

— calculer directement les quantités produites, expédiées, transportées, consommées de chaque nuance de bien par chaque agent économique, de façon à atteindre l'état jugé politiquement optimum.

Mais, cette planification parfaite est aussi irréaliste que la concurrence du même nom et, sur chacun des trois points précédents, la planification réelle s'écarte de l'idéal :

Il n'existe pas de grand livre où serait écrite, en une seule formule mathématique de cent cinquante pages, la fonction d'utilité de la collectivité. Loin d'être clairement définis, les objectifs sont implicites, construits empiriquement par des arbitrages progressifs et pris en compte successivement sous la pression de l'urgence et de la nécessité. Ils peuvent être incohérents. Quant aux préférences individuelles, elles sont d'autant plus mal connues que pendant longtemps les études de marché ont été excommuniées. Une certaine adaptation est permise puisque les individus touchent un revenu monétaire qu'ils dépensent librement, mais en face de prix fixés et de quantités à écouler déterminées au préalable, le volume des stocks de « rossignols », la longueur des files d'attente et les cours du marché noir sont de piètres indicateurs de l'inadaptation de l'offre à la demande...

Les relations de production ne sont connues qu'approximativement et par groupes de produits. Comment déterminer en effet

mois par mois la production de boulons de toutes longueurs, de tous diamètres, à tête plate et à tête ronde et de toutes nuances d'aciers ! Pour chaque production, il existe aussi des facteurs (un catalyseur, un outil spécialisé) dont l'influence sur la qualité est sans commune mesure avec le prix ou le volume... Puis apparaissent, en cours de plan, des innovations imprévues qui modifient les relations de production elles-mêmes.

Les calculs souffrent à leur tour de toutes les imperfections des données de base. Faits par groupes de produits et tenant difficilement compte de la qualité, ils ne définissent pas tous les échanges économiques avec suffisamment de détail pour supprimer les actions correctrices des entreprises, mais alors l'action des dirigeants est souvent jugée sur des indicateurs en volume peu significatifs. Que signifie « avoir réalisé le plan à 110 % » si l'on a produit 10 % de plus que prévu de machines défectueuses ou fait 10 % de plus de tonnes-kilométriques par une mauvaise organisation des transports ? Il est donc facile de satisfaire aux objectifs en apparence tout en en faussant l'esprit.

Les agents économiques perçoivent mal le résultat de leur action et pour cette raison ne sont guère motivés pour résoudre de manière originale de nouveaux problèmes. L'effet déprimant de la centralisation ne peut être combattu que par une violente action psychologique favorisant une mystique révolutionnaire et des contrôles policiers entraînant des sanctions. En revanche, l'ensemble du personnel, y compris les dirigeants, est soumis à une pression moins forte que dans les régimes de concurrence, dès que le comportement ne s'écarte pas de normes d'efficacité relativement basses.

Pour combattre ces inconvénients d'une planification trop centralisée, toute une école d'économistes soviétiques autour de Kantorovitch et Nemtchinov ([14]) a redécouvert, à partir de modèles mathématiques, la signification du système des prix. Elle a plaidé pour une décentralisation du système économique soviétique, les entreprises étant jugées sur le revenu qu'elles étaient capables d'atteindre en utilisant comme prix des indicateurs représentant la valeur marginale des ressources employées, mais après des débuts prometteurs, cette école semble s'être heurtée à la réaction conservatrice de la bureaucratie du parti qui craignait les effets politiques d'une telle décentralisation.

Malgré tout, cette planification réelle, plus vivace que jamais, ne mérite pas les rires sarcastiques qui l'ont accueillie en Occident.

([14]) L. V. Kantorovitch, *op. cit.*
V. S. Nemchinov, The use of mathematics in economics (traduit du russe). Oliver and Boyd, Londres, 1964.

Il y a des facteurs sociologiques et non des moindres qui sont favorables à son *efficacité* :

— Des préférences de la collectivité relativement simples attachant peu de poids aux subtilités des utilités individuelles. (La guerre crée ainsi des conditions favorables à la planification, d'autant plus qu'elle impose des restrictions aux consommations personnelles. Il en est de même du sous-développement).

— Un nombre de biens et services plutôt limité sans prolifération des nuances ou des spécialités, ce qui est le cas dans les économies peu développées.

— L'absence de groupes d'individus imaginatifs et entreprenants, valorisant la production et le commerce.

Le socialisme peut ainsi être un moyen de faire décoller les économies de certains pays sous-développés encore que la preuve ne soit pas faite que des formes plus décentralisées ne se révèleraient pas rapidement meilleures...

A l'autre extrémité :

— D'importantes économies ou déséconomies externes et de grandes économies dues à la taille des unités de production comme dans les économies très développées.

— Un coût d'information réduit par la croissance explosive des capacités de stockage et de calcul des réseaux de téléinformatique, phénomène également propre aux économies avancées.

Quant à la croissance économique, elle est à la fois source de facteurs favorables (baisse du coût de l'information, économies externes, économies de taille), et de facteurs défavorables à la planification (multiplication des services, importance des consommations individuelles, recherche de la décentralisation par les individus).

Nulle raison de douter : Sauf dans des conditions particulières, la planification réelle avec son coût d'information considérable, sa lourde structure bureaucratique, sa faible utilisation des motivations individuelles est moins efficace que la concurrence réelle, *sous réserve du contrôle des fluctuations de la conjoncture.* Il n'est pas de meilleur argument en faveur de l'élaboration progressive de systèmes économiques composites ayant certains traits de la planification et certains traits de la concurrence.

L'égalité ? Voilà le véritable domaine dans lequel la supériorité de la planification s'est révélée incontestable. Une distribution des revenus maîtrisable est la contrepartie du sacrifice des mécanismes de marché. Certes, il n'est pas encore question de donner à chacun en fonction de ses besoins et le « à chacun selon ses mérites » est

assez relatif, car les méthodes d'évaluation des mérites ne sont guère explicites mais les inégalités absolues sont plus faibles et de manière significative.

En revanche, il est assez évident que les formes actuelles de planification ont une note dérisoire en matière de *liberté*. Elles s'en font même une gloire, quitte à distinguer décentralisation et liberté et à prétendre que la liberté est automatiquement satisfaite par une participation engendrant la souveraineté du peuple. Contre-vérité manifeste qui éclate à chaque page des analyses de ce livre et que B. de Jouvenel avait dénoncé naguère dans des textes admirables de son livre « Du pouvoir. Histoire naturelle de sa croissance ([15]). » Dans la réalité, la décentralisation est un peu plus forte que ne le prétend l'idéologie. Deux raisons à cela :

— comme l'a montré Michel Crozier, il reste à la base une certaine possibilité de jeu non contrôlée, inhérente à tout système bureaucratique ;

— les erreurs et les insuffisances du plan ne peuvent être corrigées que par des actions locales d'adaptation.

Quant à la *participation*, qui ne se manifeste plus par le marché, sauf sous des formes dégradées (files d'attente, refus d'achat, etc...), elle est de nature essentiellement politique, par l'intermédiaire de la structure du parti, de la cellule au Comité Central, avec les ombres et les lumières constatées au chapitre III.

Reste l'*adaptatilité*. Médiocre à court terme tant au niveau du consommateur que de l'entreprise, elle est rapide en cas de secousse brutale et fonction à long terme du système politique dans son ensemble : Très bonne si l'adaptation ne met pas en cause le fonctionnement profond et correspond seulement à la réalisation d'investissements à très long terme. Très faible si l'adaptation se heurte aux mécanismes de conservation — et presque de sclérose — du système politique (comme ce fut le cas pour les tentatives récentes de décentralisation en URSS).

Rien d'étonnant à ce que les insuffisances de la planification réelle comme les ombres de la concurrence, conduisent les hommes politiques et les essayistes du monde entier à rechercher dans l'utopie créatrice ou le pragmatisme réformateur des systèmes économiques au fonctionnement synchronique différent. Déjà entre les systèmes extrêmes du capitalisme (faible propriété des activités économiques par l'Etat et les collectivités publiques, inégalités dans la répartition du capital national entre les agents économi-

---

([15]) Bertrand de Jouvenel, Du pouvoir. Histoire naturelle de sa croissance. Hachette. Première édition 1945.

ques privés, prépondérance du marché et des prix, peu de règles limitatives du droit de propriété sous la double forme de l'obtention des revenus et de la nomination des dirigeants) et du socialisme bureaucratique (concentration quasi exclusive des activités économiques au niveau de l'Etat, rôle presque inexistant du marché et des prix), les sociétés ont construit des types intermédiaires qui correspondent à des réalités concrètes. Au contraire, certains des systèmes préconisés par les essayistes politiques de tous poils, penseurs profonds et originaux ou écrivaillons naïfs n'ont même pas été soumis à une analyse prospective en termes de systèmes et leurs caractéristiques synchroniques ne sont pas mieux comprises que leurs perspectives diachroniques. Remarque dont il conviendra de se souvenir dans la recherche des chemins de la survie.

Mais, en matière économique, l'optique de l'allocation des ressources n'est pas suffisante, car elle laisse de côté les problèmes de régulation de l'emploi et des prix, en liaison avec la monnaie et le crédit, ces problèmes qui, dans les systèmes de concurrence, obsèdent les salariés, hantent les ménagères, font trembler les ministres, prisonniers des contraintes de régulation à court terme qu'impose le fonctionnement des systèmes politiques.

La régulation monétaire de l'économie

Les crises économiques répétitives du XIX^e^ siècle n'avaient soulevé qu'un intérêt moyen de la part des économistes, mais la grande dépression fut, comme chacun sait, le point de départ de réflexions intenses et de controverses passionnées dont le débat autour du livre de Keynes ne constitua en fait que le second acte. Les vingt années séparant les deux guerres mondiales furent aussi celles du désarroi des hommes politiques en face des problèmes monétaires. Il suffit de lire l'Histoire économique de la France entre les deux guerres d'A. Sauvy ([16]) pour être pris d'angoisse, par delà les séries statistiques reconstituées, devant l'ignorance, l'incompréhension, l'aveuglement des ministres de l'époque, cherchant désespérément à rétablir un passé mort, compromettant involontairement le niveau de vie pour des contrevaleurs en or, et s'étonnant qu'une dévaluation améliore progressivement la production et l'emploi.

L'économie monétaire reste le point faible de la science économique. Pourtant, en dehors des cas de réduction brutale de l'offre globale comme en temps de guerre ou de préparation de la guerre, il ne fait plus guère de doute que trois mécanismes jouent un rôle

([16]) A. Sauvy, *op. cit.*

essentiel dans l'évolution des systèmes économiques à très court terme :

— En toile de fonds, un mécanisme de lutte entre les groupes sociaux pour obtenir une répartition plus favorable du revenu national ou maintenir l'emploi. Il engendre un phénomène cumulatif de hausse de la production jusqu'à pleine utilisation des capacités... mais il peut, contrairement à ce qu'ont pensé pendant longtemps les économistes, être compatible avec une stagnation ou même une récession de la production. Ainsi, la France de 1974-1975 connaît-elle simultanément une forte baisse de la production industrielle, un chômage important mais que tempèrent la baisse de productivité et la rétention des effectifs qu'engendrent les freins à l'adaptation de l'emploi, une hausse des salaires réels et une montée en flèche des coûts unitaires, une chute de l'investissement et un effondrement des profits en dépit de la vive augmentation des prix...

— Au centre, un mécanisme monétaire résultant lui-même de l'interaction de phénomènes distincts ([17]).

- Des ménages qui se protègent, même à revenu donné, en réduisant leurs encaisses monétaires lorsqu'ils s'attendent à un certain taux de hausse des prix. L'effet sur la hausse des prix est direct.
- Des banques qui, en augmentant collectivement leurs crédits, accroissent la masse monétaire en circulation. Or, en période de hausse des prix, les ménages et les entreprises tendent à s'endetter et transforment les prêts accordés en achats courants ou en achats d'équipement.
- Un gouvernement qui, en modulant le déficit budgétaire, agit sur la masse monétaire en circulation par le biais des crédits qu'il reçoit de la Banque Centrale.

Au total, avec des décalages, toute élévation de la masse monétaire a un effet sur les prix et sur les échanges, mais il y a encore beaucoup d'incertitude sur les conditions psychologiques, techniques et économiques du fonctionnement lui-même. D'où les controverses violentes entre les économistes comme Friedman et Samuelson.

— En surimpression, enfin, un mécanisme international de pure propagation aux effets bien visibles en 1975 : A la baisse de la production et de l'emploi dans un pays répond une diminution des exportations en direction de ce pays et une diminution d'activité pour les autres... La hausse des prix intérieurs freine les exportations et, si la production augmente, accroît les importations et

---

([17]) Maurice Allais. Explication des cycles économiques par un modèle non linéaire à régulation retardée dans : Les modèles dynamiques en économétrie. CNRS, Paris, 1956.

accentue le déficit de la balance extérieure. Plus que jamais, la régulation à court terme ne se limite donc pas à un seul pays ; elle met en cause tout le système économique international et notamment le sous-système monétaire.

Les conditions de fonctionnement de ces mécanismes ont fortement évolué dans les trente dernières années.

● La science économique a réalisé des progrès considérables tant sur le plan théorique qu'en ce qui concerne la modélisation chiffrée des phénomènes, mais ces progrès restent insuffisants parce qu'elle n'a pas eu recours à l'analyse systématique et qu'en matière de comportements des agents, elle a dédaigné la psychosociologie et s'est limitée à des hypothèses rigides considérées à tort comme des évidences.

● Les gouvernements ont appris à contrôler avec une certaine précision les évolutions à court terme de l'économie et à éviter en tout cas les politiques de déflation brutales, mais *parallèlement à cette amélioration des régulations gouvernementales les régulations propres à l'économie se sont affaiblies car les groupes sociaux réagissent plus rapidement à toute dégradation de leur situation, les employeurs acceptent plus facilement les hausses de salaires qu'ils répercutent sur les prix, le commerce international s'est largement développé.* Une inflation régulière et modérée était devenue jusqu'à une date récente la caractéristique des économies développées. Plus récemment, la hausse des prix des matières premières et le durcissement des luttes sociales a fortement accru le rythme d'inflation et le seul fait de le ramener à un taux modéré a engendré la récession et le chômage. Pour tous les gouvernements occidentaux, le quadruple équilibre des prix, de l'emploi, du commerce extérieur et de la distribution des revenus est devenu un casse-tête permanent. Jamais, la *régulation du système économique n'est apparue plus essentielle pour l'action politique.*

La maîtrise politique de l'équilibre économique

Une évidence à l'issue de cette analyse : A l'Est comme à l'Ouest, dans les pays développés comme dans les pays sous-développés, les *gouvernements ont les plus grandes peines à assurer la permanence d'équilibres économiques relativement efficaces.* Les actions des Etats présentent des déficiences graves et se manifestent, sans parler de péchés évidents contre l'égalité, par des péchés contre l'efficacité, la décentralisation et l'adaptabilité.

Péchés contre l'efficacité, dans le double domaine de l'allocation des ressources et de la régularité de leur emploi.

Dans les pays socialistes, un meilleur contrôle de la conjoncture a comme lourde contrepartie l'appauvrissement ou la disparition

du mécanisme des prix avec tous les gaspillages occultes qui résultent d'affectations centralisées.

Dans les pays capitalistes, combien de fois les gouvernements, soucieux à juste titre d'améliorer la distribution des revenus, ne l'ont-ils pas inutilement fait au détriment de l'efficacité économique parce qu'ils ignorent les relations entre l'optimum et les mécanismes économiques. Liste interminable. A la fin du siècle dernier, pour faciliter l'adaptation de la marine à voile, on lui octroie une subvention et la marine à voile française se développe quand toutes les marines du monde passent à la vapeur. Pour aider les familles nombreuses, au lieu de leur distribuer un revenu qui lui permettrait de choisir, on leur offre des kilomètres gratuits en chemin de fer. Pour éviter la hausse des prix des loyers, on les bloque et on prive toute une génération de logements décents... Péchés qui apparaissent presque véniels au regard des insuffisances des politiques conjoncturelles...

Péchés contre la décentralisation commis par des fonctionnaires qui, même à l'Ouest, pensent que les interdictions, les règles, les évaluations données par des formules permettent au nom d'une efficacité illusoire, des atteintes à la liberté.

Péchés contre l'adaptabilité. C'est la cohorte imposante des gouvernements qui, en refusant de dévaluer et en pratiquant des politiques de déflation ont amené la misère, le chômage, ... puis la dévaluation. C'est la procession des ministres des affaires sociales qui, au lieu de faciliter et de rendre moins douloureuse la réallocation des facteurs de production dans l'économie, ont largement contribué à solidifier la situation de leur époque. C'est la légion des ministres des finances prenant des mesures conjoncturelles mal orientées prématurées ou tardives, trop bénignes ou trop puissantes...

Mais quelles sont les causes profondes de ces difficultés ? Certaines tiennent au fonctionnement du système politique lui-même, mais d'autres sont proprement économiques : Complexité du fonctionnement des régulations économiques hiérarchisées, mécanismes de construction des objectifs d'une économie et, structure du système économique international.

● En s'en tenant à l'essentiel et en se limitant au fonctionnement synchronique de la concurrence réelle, le système économique fait intervenir cinq types de régulations :

— le mécanisme du prix qui, pour chaque bien ou service, tend à s'opposer, toutes choses égales d'ailleurs, aux variations de l'offre ou de la demande,

— le mécanisme de l'équilibre économique général, résultat d'une adaptation simultanée et stable des prix de tous les biens et services,

— les interventions de l'Etat sur le fonctionnement des marchés et la répartition des revenus.

A ces régulations dont la pertinence concerne surtout l'allocation des ressources, s'ajoutent la régulation spontanée des phénomènes conjoncturels et monétaires (certains mécanismes éloignent de l'équilibre économique au voisinage de ce dernier, mais en rapprochent lorsque l'écart est plus important ([18])) et les régulations construites par les Etats pour éviter les fluctuations de la conjoncture en agissant sur les taux d'intérêt, le déficit budgétaire et la masse monétaire.

Fort heureusement, le système économique a un certain degré d'homéostasie ! Car, en face de cette complexité, les actions partielles et modérément cohérentes des gouvernements n'ont qu'une capacité de contrôle limitée.

● Beaucoup plus graves sont les *risques inhérents au mode de construction des objectifs dans le système économique* : La formule « entre le gadget et le missile », pourrait assez bien caractériser les situations extrêmes :

D'un côté (le gadget), certains objectifs sont dégagés implicitement par le consommateur lorsqu'il dépense son revenu, mais ses choix, où se manifestent des besoins de prestige et de puissance, sont orientés par les comportements des technostructures des entreprises et donnent naissance à la création progressive d'encombrements et de nuisances, et au développement de consommations inutiles.

De l'autre (le missile), l'action de l'Etat peut être soumise à la volonté de puissance de la caste des dirigeants et des bureaucrates freinant les consommations individuelles pour développer les recherches spatiales, les programmes militaires, l'industrie lourde, ...

● Au niveau international enfin, l'autonomie de décision propre aux Etats permet à chacun de tenter d'améliorer sa situation aux dépens des autres en exploitant les situations de monopole comme producteur ou consommateur, en protégeant les marchés nationaux par des droits de douane ou des contingentements, en essayant par des dévaluations d'accroître l'emploi et de redresser le commerce extérieur. Ainsi, après la longue période de stabilité du système monétaire international, tout au long du XIX^e siècle, sta-

---

([18]) Par exemple, la demande de liquidité monétaire des individus décroît avec le taux de hausse prévu des prix. La baisse de cette demande contribue à faire augmenter les prix, d'où un mécanisme cumulatif, mais il y a une limite basse au niveau de la demande pour la liquidité. Lorsqu'on s'en approche, les prix cessent de monter, leur taux de croissance baisse, la demande de liquidité augmente. D'où une évolution cumulative en sens inverse. Cf. Maurice Allais. Explication des cycles économiques. *Op. cit.*

bilité due à l'absence de toute action des gouvernements pour protéger l'emploi, le monde a traversé depuis 1918 deux graves crises monétaires, l'une entre les deux guerres mondiales due à ce que les gouvernements n'avaient pas assimilé le mécanisme de la dévaluation, l'autre tout récemment lorsque le développement de l'économie mondiale a fait éclater la contradiction de l'emploi d'une monnaie nationale, le dollar américain, comme monnaie de réserve internationale. Au moment où cette deuxième crise semblait engendrer un système de changes flottants, la cartellisation de l'offre de pétrole a projeté sur le fonctionnement du commerce international les conséquences de la structure politique mondiale. Et avec la crise de 1974-1975, l'opinion publique mondiale a pris conscience à la fois de la propagation internationale de la récession et de l'inflation, de l'inégale distribution des matières premières, de l'immense distance entre les nations développées et en développement et de l'inévitable et douloureuse recherche d'un nouvel ordre économique mondial.

La troisième insuffisance de contrôle vient aggraver les déséquilibres propres aux systèmes économiques nationaux.

Ainsi, force est de constater que, dans son fonctionnement synchronique, le système économique n'offre pas plus de garanties de contrôle que l'organisation hiérarchique.

Les transformations diachroniques apporteront-elles quelque espoir ?

L'évolution de l'économie

Trois échelles historiques se proposent d'emblée à la réflexion, celle de l'humanité depuis le début de son développement lorsque l'on souhaite dégager la cohérence des systèmes apparus successivement, celle d'une civilisation lorsque l'on veut analyser l'essor puis le déclin au sein d'une culture, et celle d'un système particulier lorsque l'on s'intéresse à sa dynamique propre.

A cette étape du discours, les échelles les plus pertinentes sont la première et la troisième avec l'auto-organisation séculaire de l'économie et la croissance du système économique moderne dans ses mécanismes et dans son enchaînement historique.

Une auto-organisation séculaire

Tout au long de l'histoire, des sociétés de chasse et de cueillette du paléolithique aux sociétés industrielles contemporaines, à travers la longue étape des sociétés agricoles et pastorales du néolithique, le système économique s'est progressivement transformé en étroite symbiose avec l'ensemble du système social. Beaucoup d'auteurs ont décrit avec compétence les phases techni-

ques et sociales de ce développement : La naissance, avec l'agriculture, de l'urbanisation et de l'organisation ; la superposition progressive d'une division du travail entre les individus à une division du travail entre les sexes ; l'essor du commerce entre des régions ayant des productions différentes ; l'apparition de la fabrique ou de la manufacture, réunion d'artisans dans un même local, puis de l'usine, conséquence de la machine à vapeur ; la substitution de l'entreprise capitaliste à l'unité familiale, puis son remplacement dans certains pays par des services d'Etat ; le développement simultané des grands marchés, de la production de masse et des techniques d'organisation et de marketing ; de nos jours enfin, la prolifération des services et le rôle majeur de l'innovation, de l'informatique et du management. Au cours de cette évolution, et malgré certaines périodes de régression, le système économique a exactement subi les mêmes transformations que celles décrites par Almond et Powell pour le système politique ([19]) :

- Les structures se sont progressivement différenciées, la petite unité de production autarcique et polyvalente disparaissant au profit de l'unité de grande taille spécialisée et les intéractions entre les unités s'accroissant fortement.

- La « culture » s'est laïcisée, l'acte économique acquérant lentement une spécificité rationnelle avec recherche de plus en plus consciente d'une harmonie entre les objectifs et les moyens, (ce qui n'exclut pas que nous vivions encore dans une culture mixte où la part d'irrationnalité dans les décisions est encore considérable).

- Les « capacités » du système se sont amplifiées dans tous les domaines, tant dans la mise en œuvre des ressources naturelles et l'utilisation des compétences individuelles, que dans l'aptitude à satisfaire les besoins, à répondre aux changements de la demande et à exercer un contrôle sur la distribution des ressources.

Mais cette auto-organisation à très long terme a-t-elle amélioré les performances du système économique par rapport aux cinq dimensions des finalités ?

Si l'on exclut le monde sous-développé et quelles que soient les critiques des censeurs du gauchisme, il ne fait guère de doute, dans une optique séculaire, qu'il y a eu un accroissement *d'efficacité*, dû principalement à l'élévation des connaissances techniques et à l'amélioration des méthodes de « management ». La *sécurité* économique, par l'assurance individuelle et collective sous toutes ses formes, s'en est trouvé fortement améliorée.

([19]) Gabriel A. Almond et G. Bingham Powell, *op. cit.*

Par rapport aux premiers grands empires sédentaires, et même par rapport aux cités méditerranéennes avec leur grand nombre d'esclaves, il y a eu progrès de l'*égalité* à l'intérieur des nations développées, mais du fait même de leur développement, jamais l'inégalité entre ces nations et les autres n'a sans doute été plus élevée...

L'évaluation est plus délicate pour la liberté, car les fortes intéractions de l'économie moderne privent le responsable du plus grand groupe industriel des libertés de n'importe quel pater familias romain du temps de la République. Il semblerait exact de dire qu'il y a eu accroissement considérable de la diffusion de la décentralisation au sein de l'économie, avec toutefois disparition progressive des niveaux de décentralisation les plus élevés.

Pendant longtemps, la *participation* a été négligeable, sauf à l'échelle très modeste de l'unité de production élémentaire. C'est le marché qui a permis son extension, sous des formes variées, à tous les agents économiques sans exception.

Quant à l'*adaptabilité*, il convient de la juger en tenant compte de l'accroissement de complexité. Mais, il semble bien que la proposition de certains essayistes selon laquelle la complexité de notre monde le rendrait vulnérable aux moindres à-coups est quotidiennement démentie par les faits. Dans les pays développés, les gênes occasionnées par les grèves, les cycles conjoncturels ([20]), l'inflation n'ont tout de même rien à voir avec les grandes famines ou les grandes épidémies du passé !

Constatations qui pourraient porter à l'optimisme si *l'entrée dans l'ère du monde géographiquement fini n'était susceptible de modifier complètement les possibilités de fonctionnement à long terme du système économique* et ne contraignait à interroger la dynamique économique sur l'horizon beaucoup plus court du demi-siècle ! En s'appuyant sur les deux seuls guides possibles :

— les recherches de la théorie économique sur les modèles de croissance. Ignorant l'histoire et la sociologie, elles ne sont que le prolongement des théories de l'équilibre et de l'optimum,

— les descriptions des historiens — marxistes ou non — qui mettent en évidence les enchaînements dans les évolutions de systèmes économiques datés et localisés.

Théories et réalités de la croissance économique

A l'économie qui ne vit que l'espace d'un matin se substitue maintenant une économie qui se déroule pendant une succession

---

([20]) Naturellement, en dehors des guerres qui ne sont pas un phénomène économique.

de périodes et qui embrasse à la fois les différents âges de la vie d'un individu et les diverses générations. La notion d'état efficace perd de sa simplicité au profit d'une double généralisation :

● La première suppose qu'à toute évolution de l'économie correspond pour chaque individu une succession de consommations sur l'ensemble des périodes à laquelle il attache dès l'origine une utilité globale bien définie. Par conséquent, est efficace toute évolution telle que, si on la modifie pour augmenter l'utilité d'un individu, on ne peut que diminuer celle d'un autre au moins. Les différents états efficaces se distinguent par des répartitions différentes des utilités entre les divers individus présents ou futurs.

● La seconde considère comme distinct le même individu à deux périodes de sa vie. Par conséquent, à toute évolution de l'économie correspond pour chaque individu une succession d'utilités des différentes périodes. Est alors efficace toute évolution telle que, si on la modifie pour augmenter l'utilité d'un individu à une période donnée, on assiste à la diminution de l'utilité du même individu à une autre période ou d'un autre individu pendant une période quelconque. Les différents états efficaces se distinguent par les répartitions des utilités *par périodes* des individus présents et futurs.

Si, à la suite de M. Allais ([21]), les noms d'efficacité restreinte et d'efficacité généralisée servent à baptiser ces deux catégories d'optimums, l'enseignement que propose la théorie économique, sous des hypothèses assez analogues à celles d'une période unique, est l'équivalence :

— entre les situations d'efficacité restreinte et les évolutions de concurrence parfaite caractérisées par une valeur unique du taux d'intérêt de chaque période, ce dernier représentant le supplément qu'il faut avoir l'année prochaine pour renoncer à la disponibilité d'un franc cette année, et étant par conséquent un prix comme les autres, celui résultant des arbitrages de valeurs dans le temps. (Les différentes situations d'efficacité restreintes diffèrent alors par la répartition initiale des ressources entre les individus).

— entre les situations d'efficacité généralisée et des situations de concurrence parfaite qui se succèdent de période en période, *avec redistribution des ressources* entre les individus à chaque période.

Mais, dans le cas de l'efficacité généralisée, les économistes ont été plus loin. Ils ont commencé à introduire, par période, une fonction d'utilité collective, fonction des quantités consommées

---

([21]) M. Allais, Economie et intérêt. Librairie des Publications Officielles, Paris, 1950.

pendant cette période par l'ensemble des individus, puis ils ont considéré une fonction d'utilité collective de l'*évolution*, somme pondérée des utilités collectives des différentes périodes, avec le plus souvent un coefficient de pondération d'autant plus faible que la période est plus éloignée dans le temps, afin de traduire le fait que la collectivité s'intéresse moins à l'an 2050 qu'à l'an 1980. Ils ont alors cherché, parmi toutes les évolutions d'efficacité généralisée ([22]), celle qui rend maximum l'utilité collective de l'évolution et qui est donc, à cet égard, la plus efficace d'entre elles. Lui donnant généralement le nom de *croissance optimale*, ils ont tenté de la caractériser par la nature des décisions prises à chaque période, notamment en matière d'épargne et d'investissements.

Ils ont également examiné le cas où l'on attache la même importance à toute période, quel que soit son éloignement dans le temps, et ils ont montré que, parmi les évolutions d'efficacité généralisée régulières ([23]), il en existe une qui, à partir d'un certain temps, assure *en toute période*, une utilité collective (ou une production nationale réelle) supérieure à celle de toutes les autres. Dans une telle évolution, le taux d'intérêt est égal à la somme du taux de croissance de la main d'œuvre et du taux de croissance de la productivité. Il n'est pas possible d'une manière durable de dépasser l'utilité collective de cette évolution. La raison profonde de cet état de choses est simple : Si, dans l'espoir d'accroître de manière durable l'utilité collective future, l'on investit plus que ce qui correspond à cette évolution, l'utilité baissera car l'entretien et le renouvellement du supplément de capital empêchera l'accroissement de biens disponibles pour la consommation ([24]). Limitation qui existe, même en l'absence d'épuisement des ressources terrestres. Plus récemment, les économistes ont exploré cette contrainte et se sont demandés dans quelle mesure le développement des équipements, le progrès technique et la recherche en matières premières pouvaient permettre de maintenir la consommation même en face d'une disparition progressive des ressources non renouvelables. Travaux théoriques qui répondent aux recherches pratiques faites sous l'égide du Club de Rome.

Mais, tout cela suppose un contrôle parfait de l'économie. Contrôle que n'assurent ni les systèmes de concurrence réelle, ni ceux de planification réelle.

([22]) C'est-à-dire sensiblement, celles qui, toutes choses égales par ailleurs, rendent maximum l'utilité collective de *chaque* période.

([23]) C'est-à-dire sans oscillations ou variations brutales de la production.

([24]) Maurice Allais, The influence of the capital-output ratio on real national income. Econometric Society Meeting, décembre 1961.

Jacques Desrousseaux, L'évolution économique et le comportement industriel. Dunod, Paris, 1966.

Dans la *concurrence réelle*, s'il n'y a pas intervention de l'Etat, la seule distribution des ressources à prendre en compte est celle qui existe au départ, le jeu de l'économie, puis le mécanisme de l'héritage, assurant les transformations. Ce sont donc les individus vivants qui, compte tenu de leurs ressources et de leurs arbitrages entre le présent et le futur — le leur et celui de leurs descendants — commandent l'évolution de l'économie en agissant comme consommateurs, salariés et producteurs. Or, sous la pression de la concurrence et compte tenu de l'incertitude de l'avenir, les producteurs ont besoin de faire des profits à court terme, tandis que les consommateurs négligent aussi, pour des raisons psychologiques, les horizons trop lointains. La concurrence réelle est peut-être proche de l'efficacité restreinte, *mais elle privilégie les possédants et le présent, ce qui est particulièrement grave pour toutes les modifications irréversibles comme les démolitions historiques, les destructions de terres végétales, les disparitions d'espèces animales...*

L'évolution de la concurrence réelle a donc engendré une fonction régulatrice de l'Etat qui tend à favoriser l'investissement aux dépens de la consommation, à réduire la part du capital transmise par héritage, à protéger le patrimoine, mais *en régime démocratique, il est difficile d'accroître l'importance du long terme, car les individus vivants s'opposent au freinage de la consommation présente par des moyens politiques — les bulletins de vote — ou économique — l'inflation.*

Dans la *planification réelle*, ce sont les planificateurs qui font — et souvent sans tendresse — l'arbitrage entre le présent et le futur. Au nom des « lendemains qui chantent », la poigne de fer stalinienne a sacrifié une génération de soviétiques, mais était-ce un échange entre des consommations présentes et des consommations futures ou un arbitrage entre la consommation et la puissance ? Car telle est la nature des systèmes politiques que lorsqu'ils ont les moyens de privilégier le long terme, ils permettent aux dirigeants de poursuivre leurs fins propres quitte à les cacher derrière ce prétexte...

A ces discours désincarnés des économistes, les historiens répondent avec un autre langage. Un langage qui propose de disséquer de manière rigoureuse les mécanismes qui assurent à chaque instant un certain équilibre du système tout en engendrant progressivement de profondes transformations.

Un modèle de l'économie contemporaine : (I) Le fonctionnement initial

Lorsque commence le XIX^e siècle, dans un pays *occidental* comme la France, depuis deux cents ans déjà, s'est progressivement

constitué un système de valeurs dominant qui prône la réalisation de l'individu par la maîtrise du monde à l'aide de la connaissance, de la puissance ou de la richesse. La valorisation de la curiosité a rendu possible le développement de la méthode expérimentale, puis a été renforcée à son tour par les découvertes scientifiques.

Ainsi, s'est amorcé le développement cumulatif de la science, développement pour une bonne part endogène sous la pression des problèmes soulevés par la science elle-même et assez simples pour être résolus, pour une petite part déjà exogène en réponse aux questions posées par la technique. Cette technique, qui influence encore bien peu la science, évolue de son côté et s'efforce en faisant la synthèse des acquis de la science et des apports de l'ingéniosité pratique, de mieux résoudre les difficultés de la production et d'inventer de nouveaux procédés de fabrication.

Le même système de valeurs incite possesseurs de capitaux et entrepreneurs à tenter de trouver la richesse et la puissance dans la création d'entreprises nouvelles et dans l'application des progrès de la technique, dans le même temps qu'il suscite politiquement la destruction des vieilles règles qui empêchent la réalisation d'une large décentralisation économique.

Enfin, la valorisation de la consommation transforme l'ensemble de la population en individus potentiellement prêts à changer leurs habitudes et à accroître leurs consommations.

A ce stade, une description pertinente pour un modèle de développement de la structure de la population la réduit à une poignée de savants, quelques fonctionnaires, des bourgeois (possesseurs de capitaux et entrepreneurs), un prolétariat ouvrier et une masse paysanne. Une population répartie en trois classes principales :

La bourgeoisie dont le système de valeurs est le système dominant de la collectivité et qui a le privilège de l'éducation. Elle veille au respect de la décentralisation par l'Etat et fournit à l'économie les savants, les hauts fonctionnaires, les entrepreneurs et les possesseurs de capitaux.

Les ouvriers, encore peu nombreux, sont, dans l'industrie et le commerce, les auxiliaires des entrepreneurs et des possesseurs de capitaux. Ayant un faible niveau de vie, ils aspirent avant tout à cette consommation dont profite la bourgeoisie et leur système de valeurs propre ne s'élaborera que progressivement.

Les agriculteurs, enfin, seraient prêts s'ils le pouvaient à conserver les valeurs traditionnelles alliant le respect de l'autorité à la méfiance à l'égard de l'innovation.

Quant aux activités du système économique, elles se ramènent à quatre secteurs seulement :

— une administration, peu développée, puisque, en dehors de l'armée, le rôle de l'Etat consiste essentiellement à faire respecter la décentralisation complète du domaine économique,

— une industrie et un commerce où, compte tenu de la décentralisation et de l'état de la technique, les entreprises sont nombreuses et de petite taille,

— une agriculture où, pour les mêmes raisons, les entreprises sont familiales et modestes,

— une recherche scientifique qui emploie une partie infime de la population, mais dont l'influence cumulative sur l'évolution du système sera essentielle. Elle joue encore un rôle très secondaire dans la vie économique.

La décentralisation et le nombre élevé d'entreprises impliquent l'existence de marchés où se fixent librement les prix de l'ensemble des biens et des services, y compris les services de travail, le profit jouant totalement son rôle de régulateur de la concurrence.

Description qui serait achevée s'il ne fallait tenir compte dans l'analyse du système de deux compléments essentiels pour son évolution :

— l'organisation politique sur une base nationale,

— l'accession au pouvoir politique par une concurrence entre candidats s'efforçant d'obtenir les voix d'électeurs déjà très nombreux.

Un tel système est en état d'*équilibre synchronique* comme l'a montré depuis un siècle toute la théorie économique. Cet équilibre, totalement dominé par l'innovation des entrepreneurs à la recherche de consommateurs solvables, se caractérise par trois propriétés principales :

— Les deux ressources rares de l'économie sont les « entrepreneurs » et les capitaux. Les uns comme les autres se réinvestissent en permanence dans les secteurs où apparaissent les rentes de situation. De plus, leur situation dans l'entreprise leur permet de s'attribuer toutes les marges de fonctionnement. Expliquons-nous : La concurrence à laquelle fait face une entreprise est rarement sauvage au point que cette entreprise doive tout faire pour augmenter ses recettes et comprimer ses dépenses. Dans une certaine mesure, elle « se laisse aller », tolère des salaires un peu forts, des postes de travail abondants, des achats inutiles, etc... La manière dont se répartissent « ces marges de fonctionnement » dépend du rapport de force des agents au sein de l'entreprise. Le

rôle prépondérant des entrepreneurs et possesseurs de capitaux dans l'entreprise du XIX^e siècle leur donnait la possibilité de rémunérer leurs salariés au strict prix du marché, en conservant pour eux comme profit l'essentiel des marges de fonctionnement. Pour toutes ces raisons, et malgré des faillites retentissantes, l'entreprise créatrice utilisant des capitaux rares est source de profits et de revenus élevés.

— Au contraire, les salariés constituent pour une grande part une main d'œuvre largement indifférenciée dont la productivité marginale est faible et par conséquent les salaires peu élevés.

— Enfin, les agriculteurs ont, dans certaines régions, une productivité marginale encore plus basse, et souffrent de revenus très variables à cause des aléas de la production et de la faible élasticité de la demande de produits agricoles.

Ce sont les caractéristiques même de cet équilibre qui vont engendrer la transformation de ce système.

Un modèle de l'économie contemporaine : (II) La dynamique de l'évolution

Certains des mécanismes de cette évolution ont été intégrés dans les modèles formalisés de croissance économique :

- Les hausses de productivité dues à l'innovation et à la technique, et le réinvestissement constant d'une partie de son revenu par la bourgeoisie déclenchent des processus de croissance cumulative de la production industrielle, de la consommation et du capital.

- La demande de produits agricoles augmente moins vite que ne le permettraient à effectifs constants les progrès techniques, tandis que s'accroît fortement la demande de produits industriels. C'est le début des grandes migrations des agriculteurs vers l'industrie.

- Le développement moins rapide de l'offre de main d'œuvre que celui des ressources en capitaux et l'augmentation de la productivité marginale du travail ont un effet favorable sur les salaires réels. Le revenu réel par tête s'accroît pour presque toutes les catégories d'individus.

D'autres mécanismes ont au contraire un caractère plus sociologique. Leur présentation dans un discours linéaire n'est pas simple, car ils interfèrent constamment. En fait, se superposent et s'enchevêtrent une dynamique de la concentration, une dynamique de la politique et une dynamique de la connaissance :

Dynamique de la concentration

● Les entreprises cherchent à échapper au broyage de la concurrence et à diminuer la pression sur leurs profits. Par intégration verticale ou horizontale, avec contrôle des sources de production ou absorption des concurrents, par segmentation du marché ou politique de marques, elles s'efforcent de transformer la concurrence en oligopole ou monopole.

● Les salariés, inorganisés, tendent à se grouper pour transformer le marché du travail en monopole bilatéral entre les syndicats d'une part, les associations de dirigeants d'entreprises d'autre part. Il en résulte une modification profonde du mode de fixation des salaires, avec partage entre les négociateurs des « marges de fonctionnement », puis ultérieurement début d'inflation permanente.

● Très tôt sont apparues dans certains secteurs des économies de taille, la concurrence conduisant alors à des guerres de prix, à des pertes, puis souvent, par-delà les luttes fratricides des duopoles, à des situations de monopoles. Le premier secteur concerné a été celui des transports et des communications. Pour éviter le mauvais fonctionnement de ces marchés essentiels, l'Etat a souvent commencé par des nationalisations (chemin de fer, postes, téléphone, etc...). Puis, devant les inconvénients des luttes avec les syndicats de fonctionnaires, a donné des statuts plus indépendants aux entreprises publiques ou s'est contenté de contrôles quasi équivalents.

● La concentration des entreprises a contribué à créer des entreprises internationales à l'égard desquelles l'Etat a eu deux types de réaction :

— Organisé sur une base nationale, il est entré en conflit avec elles et les a nationalisées ou a créé contre elles des entreprises nationales. L'exemple historique le meilleur est celui de l'industrie française du pétrole.

— Pour s'adapter au caractère international de l'économie, il a tenté la construction d'espaces économiques débordant le cadre national et aussi divers que les empires coloniaux, la « sphère de prospérité japonaise » ou... le marché commun.

Dynamique de la politique

A cause des phénomènes électoraux, la démocratie politique va faire évoluer le système précédent dans plusieurs directions :

● Les variations et les niveaux des revenus des agriculteurs étant électoralement inacceptables, l'Etat interviendra pour modifier le fonctionnement des marchés agricoles par action directe

sur la production (arrachage des vignes), fixation des cours, politique d'importation, d'exportation ou de stockage.

● La pression des électeurs entraînera l'Etat à reconnaître les syndicats puis à jouer un rôle d'arbitre entre les syndicats et les dirigeants d'entreprises, et même à nationaliser des entreprises dans des cas particulièrement difficiles socialement.

● Comme la croissance économique ne réduit que lentement l'inégalité des revenus, l'Etat s'efforcera de restreindre cette inégalité en créant un impôt sur les revenus, en développant toutes les formes de sécurité sociale, en instaurant des régimes de retraite.

● L'élargissement progressif de l'éducation à toute la population permettra la constitution, à côté des possesseurs de capitaux, et à la suite d'ascensions sociales souvent effectuées en deux générations, d'une élite intellectuelle technique et scientifique distincte de la bourgeoisie traditionnelle.

Dynamique de la connaissance

Le développement du rôle de la science conjugué avec l'extension de l'éducation a, à son tour, plusieurs conséquences importantes :

● Le rôle croissant de la technique et de la recherche scientifique donne naissance, dans de larges zones, à des économies de taille qui n'existaient pas au préalable car la recherche est aléatoire et nécessite des mises de fonds importantes.

● La complexité des organisations nouvelles, la diversité des connaissances que nécessite leur contrôle fait apparaître entre les salariés et les actionnaires, avec la disparition progressive de l'entrepreneur individuel, des technostructures de cadres dont les motivations pour la croissance sont beaucoup plus fortes que les motivations pour le profit et qui recherchent encore plus les situations d'oligopole.

En revanche, la science, dont les applications industrielles sont nombreuses, voit pour une part son développement conditionné par les besoins des technostructures qui lui fournissent une part importante de ses crédits.

● Les bonnes équipes de management (les technostructures) devenant la ressource la plus rare s'approprient à leur tour une part des « marges de fonctionnement » qu'elles partagent avec les salariés, tandis que la situation relative des possesseurs de capitaux se détériore gravement.

Par le jeu de tous ces mécanismes, les consommateurs, isolés en face du marché, continuent à *orienter l'économie* en acceptant ou en refusant les propositions des producteurs, mais par besoin

de prestige ou par conformisme social, préfèrent, comme leaders ou comme imitateurs, les produits nouveaux dont l'apparition dévalorise les anciens.

Ce qui étonne dans cette évolution diachronique est d'y voir apparaître tous les mécanismes des systèmes à auto-organisation, jouant avec un déterminisme précis, une fois donnée la situation de départ, et cela au point qu'il serait possible de construire un modèle formalisé rendant convenablement compte de l'évolution socio-économique des collectivités occidentales pendant deux siècles. De plus, par *la nature même des transformations*, un mode de fonctionnement équilibré existe à tout instant, assuré par le jeu de régulations d'ordre inférieur, dans le cadre du contrôle de régulations plus importantes qui ne se modifient que lentement.

Un modèle de l'économie contemporaine : (III) Un nouvel équilibre et une nouvelle dynamique

A un quart de siècle de l'an 2000, quelles sont les données actuelles de l'équilibre synchronique ? Quelles perspectives futures de transformation du système économique cet équilibre contient-il dans ses chromosomes cachés ?

Au cours de l'évolution précédente, le système de valeurs *s'est progressivement transformé* par le triple phénomène de la diffusion à l'ensemble de la population des valeurs bourgeoises, de l'émergence des valeurs prolétariennes et du début de remise en cause des valeurs liées au développement économique :

— Les technostructures ont fait leur le désir de maîtrise du monde mais d'une manière plus collective qu'individuelle et par la puissance plus que par la richesse ; c'est à des échelons moins importants que renaît avec vigueur le besoin d'autonomie, de décentralisation dans la structure des organisations, besoin qui, s'il n'est pas satisfait par des tâches suffisamment variées entraîne l'absence d'intérêt pour le travail.

Il n'est pas sûr en revanche que les revendications de participation soient aussi profondes sauf à une échelle très proche des intéressés. A la limite, il s'agit plutôt d'un désir de décentralisation.

— La montée des salariés — employés et ouvriers — a accru l'importance des valeurs de sécurité et d'égalité nées des dures conditions économiques du XIX^e^ siècle et de l'homogénéité de classe. Le sens de l'intérêt général, qui en est une sorte de corollaire, y a trouvé une vigueur nouvelle.

— La compréhension du rôle du profit baisse car le profit engendre des inégalités et apparaît comme un mauvais indicateur au moment où la conscience des économies externes (les nuisances, les pollutions, les détériorations irréversibles du cadre de

vie) s'accroît. Cet aspect de l'évolution du système de valeurs n'est pas sans présenter des risques graves d'inefficacité, car l'avantage fondamental du profit est de maintenir l'entreprise sous tension dans un état qui évite le gaspillage des ressources. La pression engendrée est d'autant plus forte que l'origine de cette pression ne peut guère être localisée. Dans les secteurs où le profit a disparu, le contrôle implique, pour être efficace, des contraintes fortes et même un régime policier.

De même, la consommation et la croissance économique qui n'étaient discutées qu'au nom des valeurs traditionnelles de la société patriarcale et agricole sont mises en question à la suite de la transformation des attitudes à l'égard du travail et de la découverte du passif qui accompagne les niveaux de consommation élevés.

Certes, la transformation du système de valeurs ne dépend pas que du système économique. Elle est en relation avec l'évolution de la société globale (cf. chapitre X), mais ce qui est important ici est la coexistence de deux systèmes de valeurs antinomiques, certainement aussi opposés qu'il y a deux cents ans ceux de la société bourgeoise et de la société rurale.

C'est en symbiose avec ce bouleversement des valeurs, que s'est accru le rôle économique de l'Etat, que s'est modifié la situation des entreprises, que se sont développées les fonctions de la science et de l'université et que toute la vie économique a pris la forme d'un véritable oligopole social.

● Par les enchaînements qui ont été décrits, *l'Etat est devenu l'agent économique prépondérant.* La diversité des services publics qu'il gère, l'importance des transferts de revenus qu'il opère, la multiplicité des règles qu'il édicte n'ont plus aucun rapport avec la situation de départ.

Mais cet Etat est incapable de contrôler le développement de ses administrations comme l'a montré l'analyse du phénomène bureaucratique, car :

— l'administration a un certain pouvoir créateur,

— la barrière budgétaire est beaucoup moins solide, quoi qu'on en dise, que la barrière du profit,

— les activités économiques ne se caractérisent pas par un produit, mais par des équipes d'hommes. Les équipes d'hommes de l'administration passent donc tout naturellement d'un secteur d'activités à un autre lorsque s'ouvre une possibilité ou qu'une nécessité de reconversion apparaît.

De plus, les conflits entre l'Etat actionnaire, les technostructures dirigeantes et le reste des salariés sont tout naturellement devenus identiques à ceux qui éclatent au sein des entreprises privées,

puisque la participation des salariés par le biais de la « souveraineté nationale » s'annule dans de longues boucles de contrôle.

● La concentration dans les secteurs industriels de pointe met dans un grand nombre de cas *l'Etat en présence d'un petit nombre d'entreprises* pour lesquelles la concurrence n'existe plus qu'à l'échelle internationale.

Les relations entre l'Etat et ces *grandes entreprises* sont complexes :

— l'Etat intervient, discrètement ou non, dans leurs relations avec les syndicats ;

— il les soutient ou s'oppose à elles au nom des impératifs nationaux et jamais la contradiction entre le cadre national de l'Etat et le caractère international de certaines entreprises n'a été plus grand ;

— il octroie des marchés publics dont l'importance dépasse de loin celle de tous les autres contrats ;

— en fixant les règles auxquelles doivent se conformer les entreprises, il influence directement leur évolution.

En échange, les entreprises cherchent à tirer parti de l'Etat en obtenant de lui qu'il finance des crédits de recherche, qu'il crée des équipements collectifs, qu'il fasse de ses ambassadeurs leurs agents commerciaux... mais l'équilibre est fragile, car l'Etat n'a pas d'unité. Il ressemble plutôt à une coalition mal coordonnée d'équipes disparates. Lorsqu'un ministère veut aider une entreprise, tel autre lui fait concurrence ou l'élimine de ses marchés. Les entreprises s'efforcent d'utiliser cet état de choses, mais elles se trouvent en état d'insécurité permanente à la merci de « hors la loi » administratifs ou d'une grande décision aux conséquences mal perçues du GQG gouvernemental.

Parallèlement, l'articulation des *groupes financiers* en sociétés n'est qu'une commodité juridique. Le pouvoir y appartient aux technostructures du groupe assurées de leur pérennité dès que certaines conditions sont remplies à l'égard des possesseurs de capitaux ; elles doivent faire face non seulement aux syndicats des employés et des ouvriers, mais aussi au mécontentement croissant des cadres.

● *La science et l'université*, liées mais distinctes, ont un impact direct sur la vie économique, par suite des applications de la première et du pourcentage élevé de la population qui transite par la seconde. En tout état de cause, leur développement est, contrairement à ce que pourrait penser un observateur superficiel :

— soit complètement autonome, comme s'il s'agissait d'un sous-

système de professeurs, d'étudiants et de chercheurs faiblement couplé avec la collectivité,

— soit sur certains points, fortement tributaire des besoins des entreprises, quant à leurs demandes de recherches ou à leurs offres d'emploi, ces quelques interactions étant perçues comme une gêne d'autant plus inacceptable que ce sous-système scientifico-universitaire n'est pas *en fait contrôlé par la collectivité.*

Restée pour une part extérieure au développement économique, foyer critique du système de valeurs ayant engendré la croissance, l'Université apparaît comme l'une des zones à partir de laquelle peut s'amorcer une nouvelle évolution du système.

● Conscientes de l'efficacité du syndicalisme, toutes les catégories socio-professionnelles (les commerçants, les agriculteurs, les professions libérales) s'organisent pour la défense de leurs intérêts. A l'oligopole économique se superpose un *oligopole social,* mais l'évolution la plus importante potentiellement concerne les cadres : En nombre massivement croissant à la suite du progrès de l'éducation et de l'emploi de la technique, le pourcentage d'entre eux susceptible d'accéder aux technostructures de décision ou de contrôler un volume important de personnel baisse. Leur sentiment de frustration s'accroît du fait qu'ils ne perçoivent pas le lien entre leurs travaux ou leurs recherches et les décisions des échelons dirigeants. Avec les scientifiques et les universitaires, ils deviennent les porteurs du nouveau système de valeurs.

Cette contribution à un oligopole social atteint même les consommateurs qui veulent lutter contre la menace que font peser sur leur influence la maîtrise des techniques de marketing par les technostructures et la puissance de la défense des salariés par les syndicats. Les associations de consommateurs constituent déjà un élément significatif de la vie économique américaine. L'existence d'un oligopole social diminue considérablement le rôle des deux mécanismes concurrentiels du XIX^e siècle : le marché et notamment le marché du travail, le vote au double échelon de l'électeur et du parlementaire. Les conflits se règlent par des négociations directes entre les partenaires sociaux, le gouvernement étant l'un des joueurs, doté certes d'une main différente, mais assis comme les autres autour de la table.

Dans ce système économique, la population n'est plus répartie dans les mêmes groupes qu'à l'aube du XIX^e siècle. Le rôle des possesseurs de capitaux devient secondaire ; les entrepreneurs ne se retrouvent que dans certains domaines du secteur tertiaire (les services) ; le pouvoir est assuré par les hauts fonctionnaires qui jouissent d'une indépendance réelle par rapport à l'échelon poli-

tique, par les dirigeants des technostructures industrielles qui ont la même liberté à l'égard des actionnaires, par les chefs des technostructures syndicales de toutes sortes, négociateurs dans le jeu de l'oligopole social, par les savants et les universitaires qui commandent l'évolution d'un sous-système essentiel.

Quant au reste de la population, au risque de choquer, nous aurions tendance à le séparer en deux seulement :

— les cadres d'un côté, aux effectifs rapidement croissants, et porteurs des germes de grandes transformations,

— les agriculteurs, ouvriers, employés et commerçants dont, sauf pour les employés, la baisse des effectifs a commencé depuis longtemps ou s'est amorcée récemment.

Bien qu'il soit très regrettable que la science économique n'ait guère étudié ce sujet de façon formelle, ce nouveau système connait l'équilibre synchronique de l'*oligopole généralisé* où chaque joueur s'efforce à tout instant d'obtenir des avantages supplémentaires sans pousser ses demandes jusqu'à un niveau qui entraîne le basculement des neutres dans la coalition opposée. Naturellement, derrière cet équilibre sont à l'œuvre les transformations qui enfanteront la société post-industrielle décrite avec des accents variés et des qualités diverses par H. Kahn, Brzezinski, Töffler et bien d'autres ([25]).

La même technique d'analyse peut s'appliquer aux évolutions des économies des pays en voie de développement et permettre de les suivre depuis le système initial d'économie à population constante, faible niveau de vie, production essentiellement agricole et bas niveau d'investissements, à travers le choc de la colonisation apportant avec la baisse de la mortalité la forte croissance démographique, avec l'ouverture des mines et des plantations agricoles la présence d'un secteur économique moderne aux résultats tributaires des cours mondiaux, avec l'ouverture du commerce international les importations de produits industriels, avec la coexistence de deux secteurs économiques les migrations, la croissance des villes et la montée d'une bourgeoisie et d'une bureaucratie locales, avec le heurt des systèmes de valeurs la destruction des valeurs traditionnelles sans l'acceptation profonde des valeurs importées, et celà jusqu'à l'accession à l'indépendance avec la tentation de l'autarcie et d'un socialisme cherchant à créer les conditions d'un développement économique autonome...

([25]) H. Kahn et A. J. Wiener, L'an 2000. Robert Laffont, Paris, 1968.
A. Töffler, Le choc futur. Denoël, Paris, 1971.
Z. Brzezinski, La révolution technétronique. Calmann-Levy, Paris, 1971.

Vers une deuxième insuffisance de contrôle

Les développements de ce chapitre sont sommaires, mais ils suggèrent ce que pourrait être la puissance de l'analyse de systèmes, sous la double forme synchronique et diachronique, si elle était employée avec des modèles précis et formalisés, étayés par des vérifications chiffrées et contrôlés dans leurs conséquences. Pour la première fois, l'historien, l'économiste et le sociologue se retrouveraient sur un terrain commun. Le fossé ne pourrait manquer de se combler entre le néo-classique et le marxiste, car le premier serait contraint d'enrichir ses modèles de fonctionnement et le second ayant obtenu la prise en compte d'une approche intégrée, ne pourrait pas nier l'inexactitude de certains des enchaînements prévus par son prophète. Mais, il ne s'agit pas dans ce livre de militer pour l'analyse de système ; il s'agit de chercher des réponses à des interrogations fondamentales. A cet égard, qu'apprend le fonctionnement du sous-système économique, résultat d'un ensemble complexe de régulations synchroniques et de transformations diachroniques ?

Première constatation : Les libéraux avaient raison de s'émerveiller devant la concurrence réelle, comme l'éthologiste admire la parfaite adaptation d'une espèce en équilibre avec son milieu. Mais, par les initiatives des agents économiques en réponse à l'environnement et aux actions des autres, initiatives dirigées qui remplacent les mutations aléatoires, cet extraordinaire système économique se transforme, comme les espèces. Il se développe en accroissant le volume des biens produits, il transforme sa structure, se détruit et se recrée perpétuellement.

A posteriori, cette évolution présente un caractère hautement déterminé et cela malgré le jaillissement perpétuel d'innovations, de créations, d'essais. Sans doute serait-il possible dès maintenant de construire des modèles globaux acceptables de ces évolutions diachroniques et de s'en servir pour modifier leurs trajectoires.

Malheureusement, et c'est la deuxième constatation, le système économique ne se contrôle pas lui-même et l'Etat est conduit de plus en plus à parer aux déficiences immédiates et apparentes des évolutions constatées.

Par exemple, c'est progressivement qu'apparaissent les inconvénients de la société de consommation, à la suite d'un double enchaînement.

Recherchant la croissance et la puissance, les technostructures ne créent pas de toutes pièces des besoins par la publicité, contrairement à ce que pense Galbraith, mais exploitent les besoins potentiels correspondant à une certaine situation culturelle dans un sens

qui développe certaines consommations et en frappe d'autres d'obsolescence psychologique. Les consommateurs, de leur côté, sous-estiment les effets à long terme qu'engendrent leurs consommations, pour eux et pour leurs descendants, dans le même temps que les entreprises soucieuses de survie à tous les instants privilégient aussi le court terme.

Quant au rôle de l'Etat, même en dehors des pays qui ont connu des révolutions socialistes, il ne cesse de s'accroître au cours de cette évolution. Cas par cas, en réponse à tel besoin immédiat, à la demande successive des divers groupes sociaux, par des mécanismes de régulation à *court terme*, il augmente son pouvoir sans plan préconçu, à travers les dictatures comme les démocraties, inexorablement, irréversiblement comme l'a montré Bertrand de Jouvenel. La dynamique des organisations hiérarchiques aide à comprendre le sens profond du mécanisme : Toute déficience du système suscite une demande de contrôle, donc, en matière économique, engendre une action accrue de l'Etat.

Mais, troisième constatation, ces gouvernements qui interviennent pour corriger les difficultés de fonctionnement du système, ont rarement la capacité de comprendre ou de mettre en œuvre les *mécanismes de régulation à long terme* liés à la technologie, aux transformations sociales, aux modifications des systèmes de valeurs.

En nationalisant l'Electricité et le Gaz, le gouvernement français n'avait pas l'intention de fonctionnariser le personnel de ces branches d'industrie et pourtant c'est en cours... En créant un Ministère des Postes et Téléphones, le gouvernement français ne souhaitait pas entraîner une pénurie du téléphone, et pourtant c'était pratiquement inscrit dans les faits. En favorisant, pour éviter les crises sociales, des négociations de monopole bilatéral sur les salaires, les gouvernements ne savaient pas qu'ils inauguraient une ère d'inflation permanente. Les Etats modernes n'ont pas su non plus maîtriser les problèmes d'urbanisme et la civilisation de l'automobile.

Quant aux Etats socialistes, ils n'ont guère mieux résolu ces problèmes. Leurs objectifs réels de puissance ont sacrifié des générations. Le favoritisme scientifique de Staline à l'égard de Lysenko a handicapé l'agriculture soviétique, tandis que le dogmatisme du parti communiste a retardé le développement en URSS de l'informatique et de toutes les méthodes d'aide à la décision. Cinquante cinq ans après la révolution d'octobre, l'URSS manque de blé, mais a le plus bel ensemble de fusées à longue portée du monde.

Ainsi, grâce aux exemples des entreprises, des administrations et du système économique, commence à s'imposer l'existence

d'une *deuxième insuffisance de contrôle* qui ne se situe pas au niveau individuel comme la première, mais à l'échelle des collectivités nationales. La nature de cette insuffisance de contrôle ? Un système trop complexe pour être parfaitement compris des contrôleurs. Des contrôleurs qui poursuivent des objectifs à court terme ou sont eux-mêmes soumis à des modes de contrôle à court terme. Des actions correctrices dont les effets immédiats sont adéquats, mais qui engendrent à long terme des conséquences inattendues, dommageables et souvent irréversibles...

Mais, pour que cette insuffisance de contrôle soit essentielle pour l'humanité, il ne suffit pas qu'elle apparaisse au niveau des sous-systèmes partiels. Il faut aussi qu'elle soit une des caractéristiques des systèmes politiques nationaux, car là réside le cœur de l'action politique.

CHAPITRE VIII

LE SYSTÈME POLITIQUE NATIONAL

> Une propriété essentielle que les systèmes politiques partagent avec tous les autres systèmes sociaux est leur capacité extrêmement variable à répondre aux contraintes de fonctionnement. Nous verrons que les systèmes politiques accumulent de larges répertoires de mécanismes grâce auxquels ils s'efforcent de s'adapter à leur environnement. Grâce à eux, ils peuvent contrôler leur propre comportement, transformer leur structure interne et même remodeler leurs objectifs fondamentaux.
>
> D. Easton
> A system analysis of political life.

Après avoir franchi les salles successives du Temple, de l'individu à l'entreprise, de l'administration à l'économie, nous voilà maintenant, toujours en quête de la réponse à notre unique question, au seuil du Saint des Saints, le sanctuaire des systèmes politiques eux-mêmes. Avec la volonté d'aller au-delà de la seule critique des mythes politiques eux-mêmes, notre recherche prend la forme d'une double interrogation : Quels sont les équilibres, les régulations, les interactions qui caractérisent à une époque un système politique national, considéré comme un système clos ? Quels sont les enchaînements qui engendrent l'évolution de ce système *au cours du temps* ou les transformations qui donnent naissance à des *générations successives* de tels systèmes ?

Au bout de l'analyse, l'interrogation confirmera, et de manière définitive cette fois, la constatation annoncée depuis deux chapitres de *l'existence d'une seconde insuffisance de contrôle associée au mode de fonctionnement et de transformation des systèmes politiques nationaux*. Constatation essentielle dont l'humanité est loin d'avoir pris véritablement conscience. Mais, il faudra un itinéraire assez complexe pour aboutir à cette certitude :

Une réflexion *synchronique* fructueuse ne peut débuter qu'après une présentation de concepts préliminaires sur la notion de système politique ou les modèles de démocratie pure :

● En effet, si la notion devenue banale de circuit économique ne méritait que quelques phrases, il ne peut en être de même de la conception de la vie politique en termes de systèmes, car malgré les travaux de K. Deutsch (1), D. Easton (2), G. Almond et B. Powell (3) cette conception n'a encore été assimilée par aucune des grandes cultures politiques.

● D'autre part, bien qu'ils ne soient qu'à un stade assez élémentaire de leur développement, les modèles de démocratie pure de la science politique sont utiles, car ils éclairent, par leurs insuffisances mêmes, certains aspects essentiels de la vie politique. Toutefois et contrairement au modèle de la concurrence parfaite pour le système économique, ils ne peuvent être le centre d'une réflexion plus générale.

Le terrain étant ainsi préparé, il devient possible d'aborder ensuite l'étude synchronique d'un système politique particulier pris à titre d'exemple, celui de la démocratie occidentale et après une décomposition de ce système en sous-systèmes, d'examiner successivement les motivations et les comportements des individus dans leurs principaux statuts, puis le fonctionnement de chacun des principaux sous-systèmes. C'est des caractéristiques de ce fonctionnement que se dégageront les premières conclusions importantes du chapitre.

Quant à la réflexion *diachronique*, elle suivra un chemin parallèle à celui du chapitre VII, mais avec des analyses d'ampleur toute différente :

● Le développement à très long terme du système économique n'avait été qu'esquissé ; l'examen de l'évolution des systèmes politiques, tout au long de l'histoire de l'humanité, soulève des difficultés autrement complexes et qui sont au centre de l'interrogation de ce livre.

● En revanche, l'étude diachronique du système politique occidental sur les deux derniers siècles est presque la contrepartie de celle qui a été faite pour le système économique, mais elle est suivie cette fois d'une étude diachronique des systèmes politiques des pays sous-développés, étude qui porte sur une période plus courte car, pour la quasi totalité des pays, son point de départ est la fin de la colonisation.

---

(1) Karl Deutsch, The nerves of government. The Free Press of Glencoe, 1963.

(2) David Easton, A system analysis of political life. Wiley, New York, 1965.

(3) Gabriel Almond et Bingham Powell, Comparative politics. A developmental approach. Little, Brown and Company, Boston, 1966.

● Enfin, l'une des caractéristiques des systèmes politiques est de connaître, au cours de leur développement, des crises d'ampleur et de gravité très variables, les révolutions. Qu'elles soient perçues comme la crainte de « grands soirs » de violence et de chaos, comme la perspective d'une fiesta grandiose et romantique ou comme le moyen calculé et logique, nécessaire ou contingent, de faciliter ou de provoquer la naissance d'un système politique nouveau, les révolutions sont un phénomène trop récurrent pour que leur examen en terme d'analyse de systèmes n'ait pas une place éclatante dans un tel chapitre. Puisque deux grandes révolutions ont marqué la naissance du XIX^e siècle et l'aube du XX^e siècle, il est normal d'insérer cette étude des révolutions entre l'analyse à long terme des transformations des systèmes politiques et les réflexions sur les évolutions des deux derniers siècles.

PRÉLIMINAIRES CONCEPTUELS

La théorie pure du système politique

Le concept de système politique a été progressivement accepté par la science politique parce qu'il attire l'attention, indépendamment de toute structure particulière, sur l'ensemble des activités politiques d'une collectivité.

Comme pour tous les grands concepts, s'il est essentiel de connaître ses propriétés, il n'est pas nécessaire de le cerner avec précision. La plupart des définitions l'associent à l'usage d'une coercition physique légitime dans les sociétés. Easton parle d'allocation autoritaire des valeurs, Lasswell ou Kaplan de contraintes sévères, Dahl de pouvoirs, de règle et d'autorité. Almond et Powell sont d'accord avec Max Weber que la force légitime est le fil qui court à travers toutes les actions du système politique lui donnant sa qualité particulière, son importance et sa cohérence comme système ([4]). Cela suffit.

Plus important est de faire une synthèse de ses propriétés caractéristiques à partir des travaux d'Easton et d'Almond ([5]), mais sans s'attarder sur les différences entre les diverses recherches. Le fil directeur sera évident : sous-ensemble du système social, le système politique recevra des membres de la collectivité (individus, familles, groupes divers) des messages qui constitueront les *entrées* du système. En échange, il émettra des réponses qui tiendront lieu de *sorties*.

([4]) Gabriel Almond et Bingham Powell, *op. cit.*
([5]) Cf. bibliographie, en fin de volume.

Les entrées du système : Demandes et soutiens

Contre toute attente raisonnable, il existe une typologie très simple des entrées d'un système politique car il suffit de classer les messages en deux ensembles seulement :

— Ce sont d'abord des *demandes* invitant les autorités à agir pour satisfaire certaines préoccupations. L'élection d'un député sur un programme de réforme, une manifestation de lycéens contre la loi Debré, une lettre à un ministre pour recommander une entreprise de travaux publics, une campagne de presse pour changer la loi sur l'avortement sont autant d'exemples de demandes, de l'humble requête au coup de poing sur la table.

— Ce sont ensuite des *soutiens*, passifs ou actifs, tendant à maintenir le système dans son ensemble ou certaines de ses composantes seulement. Le paiement des impôts, l'acceptation du service militaire, l'obéissance aux lois et aux décrets, la participation aux élections et aux formes variées de vie politique, le respect envers la constitution, le drapeau, les autorités sont diverses manifestations de *soutiens*.

« D'une manière générale, les demandes influencent les politiques et les objectifs du système, tandis que les soutiens tels que les biens et services, l'obéissance et la déférence, procurent les ressources qui permettent au système politique d'extraire, de contrôler, de distribuer — en d'autres termes de poursuivre ses objectifs (6). »

Si les demandes sont trop nombreuses ou si le soutien baisse, le système peut être incapable de donner des réponses satisfaisantes et est conduit, soit à se transformer plus ou moins profondément, soit à s'effondrer.

Dans tout système, ce n'est pas la totalité des besoins des membres qui se traduisent par des *demandes*. La conversion des besoins en demandes, c'est-à-dire l'*articulation des demandes*, est contrôlée à la fois par des mécanismes culturels (normes, valeurs...) et par des mécanismes structuraux liés aux groupes d'où peuvent émaner les demandes et aux canaux de communication qui sont à leur disposition. L'individu isolé qui défend ses propres intérêts, un groupe de protestation qui manifeste spontanément, un groupe de pression occasionnel, des organisations comme l'administration, l'armée, l'Eglise, des groupements d'intérêts permanents comme les syndicats et les partis politiques sont autant de structures à l'aide desquelles, sous les formes les plus variées, des primitifs de la Nouvelle Guinée à l'Amérique du XX^{e} siècle, s'articulent des

(6) Gabriel Almond et Bingham Powell, *op. cit.* Figure 1.

demandes qui trouvent leur voie par la violence physique, les relations personnelles, la représentation par une élite, le recours aux mass-media ou aux partis politiques, bref, une variété considérable de canaux de communication. La culture politique modèle le style que prend l'articulation de ces intérêts : Les demandes peuvent être exprimées clairement ou se traduire seulement par un imperceptible mécontentement ; elles peuvent être vagues ou précises, concerner toute la collectivité ou seulement un groupe ou une personne particulière ; elles peuvent être directement opératoires ou au contraire prendre la forme d'une idéologie chargée d'affectivité... La manière dont l'articulation des demandes est assurée par un système politique sélectionne les demandes qui ont des chances d'être retenues, réalise la transmission des demandes sous une forme plus ou moins utilisable et finalement détermine les groupes sociaux qui n'influencent pas les processus de décision collective. A ce titre, l'articulation des demandes est l'une des grandes fonctions des systèmes politiques.

Au cours de leur transmission, les demandes subissent des sorts variés : Elles peuvent disparaître et c'est le sort de la plus grande partie d'entre elles ; elles peuvent être réduites en demandes plus limitées constituant un noyau commun à diverses demandes ; elles peuvent être fondues en un seul grand thème de débat politique. Ces phénomènes traduisent une deuxième fonction du système politique : celle de l'*agrégation des demandes.* Toutes les structures qui jouent un rôle dans l'articulation des demandes peuvent contribuer à leur agrégation, comme le font par exemple les syndicats, mais ce sont surtout les administrations et les partis politiques qui ont une importance essentielle dans l'accomplissement de cette fonction. L'existence de ces structures spécialisées accroît l'adaptabilité du système politique car l'agrégation des demandes réduit la charge des échelons de décision, permet de satisfaire un plus grand nombre de demandes et évite que l'expression d'une demande n'apparaisse comme une menace pour l'ensemble du système. D'un pays à l'autre, d'un système à l'autre, le style et le degré de fragmentation de l'agrégation des demandes peut fortement varier : Au style pragmatique anglo-saxon peut s'opposer le style idéologique de certains pays latins et le style tratitionnaliste des sociétés où les schémas du passé sont constamment évoqués pour suggérer des politiques pour le futur. La Quatrième République, par exemple, restera tristement célèbre pour son incapacité à agréger les demandes d'une manière non fragmentaire, ce qui a constamment placé les échelons de décision en face de tâches impossibles.

Les structures de décision politiques se trouvent ainsi placées en face de demandes qui ont été filtrées, condensées et combinées.

Mais elles reçoivent aussi des individus et des groupes qui composent la collectivité un *soutien*, explicite ou implicite, plus ou moins intense, plus ou moins répandu dans la collectivité, pouvant aller de l'adhésion au rejet.

Ce soutien sera fonction de la *culture politique* si l'on désigne par ce terme ambigü la distribution au sein de la collectivité des dispositions psychologiques à l'égard des éléments du système politique, définition qui a l'intérêt de mettre l'accent sur la multiplicité des dimensions des attitudes et sur la diversité des objets auxquels elles s'adressent.

Multiplicité des dimensions des attitudes qu'elles peuvent concerner :

— la connaissance du système, de ses structures, de son fonctionnement (les citoyens sont-ils au courant des règles constitutionnelles ?),

— les attitudes affectives à son égard (les citoyens sont-ils attachés au système ?),

— les jugements portés sur sa valeur (les citoyens pensent-ils que le système est performant ?),

Diversité des objets, puisque ces dispositions peuvent être dirigées vers trois composantes différentes du système politique et naturellement avec des intensités et des orientations distinctes :

— la *communauté politique*, constituée par l'ensemble des membres participant à une même division du travail politique et qui, par conséquent, appartiennent au système (par exemple, l'ensemble des Français),

— le système lui-même avec ses normes et ses valeurs, ou telle ou telle de ses structures spécifiques, que l'opposition française de tout bord et de tout temps a appelé le *régime* (par exemple, la République Française née de la constitution de 1958),

— les *autorités* enfin, c'est-à-dire les personnes physiques qui détiennent à un moment donné les différents rôles prévus par le régime (par exemple, Valery Giscard d'Estaing Président de la République).

Almond a essayé de construire une typologie des culture politiques qui éclaire considérablement la compréhension du soutien. Développant la trichotomie entre communauté, régime et autorités, il s'intéresse aux dispositions à l'égard :

— de la communauté politique, mais à travers le rôle de l'individu dans cette communauté,

— du système dans son ensemble,

— des éléments du régime politique et des autorités concernés

par l'articulation et l'agrégation des demandes (qu'il qualifie d'éléments d'entrées),

— des éléments du régime politique et des autorités concernés par les réponses aux demandes (qu'il qualifie d'éléments de sorties).

Types de cultures politiques

Culture	Système dans son ensemble	Eléments d'entrées	Eléments de sorties	Rôle de l'individu
Paroissiale	0	0	0	0
Assujettissante	1	0	1	1
Participative	1	1	1	1

Un tel classement lui permet d'établir le tableau ci-dessus qui met en évidence trois grand types de culture et où un 0 et un 1 indiquent respectivement que l'individu ne se sent pas ou se sent concerné par les éléments de la colonne correspondante : Si, dans une *culture participative*, l'individu s'intéresse au système, n'est indifférent ni aux demandes, ni aux réponses et est conscient du rôle qu'il doit jouer effectivement pour le bon fonctionnement du système, dans une *culture assujettissante*, au contraire, il ne se sent concerné ni par l'expression des demandes, ni par un rôle personnel bien qu'il perçoive le système dans son ensemble et attache de l'importance aux décisions. Dans la *culture paroissiale* enfin, il ne fait partie que de son village, que de son groupe ethnique en n'ayant à l'égard de tous les éléments du système politique qu'ignorance et indifférence. La plupart des cultures politiques sont évidemment mixtes, soit qu'elles réunissent dans leur sein des citoyens de sous-cultures différentes, soit que les dispositions individuelles soient elles-mêmes complexes... Naturellement, si une culture politique est trop éloignée de la culture nécessaire au fonctionnement d'un système politique déterminé, elle n'engendre pas le soutien indispensable et ce décalage est une source de tensions qui nuisent à la pérennité du système.

Ainsi, la culture politique ambiante conditionne le soutien, mais ce dernier se manifeste sous deux formes bien différentes :

— Un soutien *spécifique* accordé par les membres au système (principalement aux autorités) en réponse aux « réponses » des autorités à leurs demandes : Par exemple, les Français de 1974 demandent que soit enrayée l'inflation et acceptent de payer le supplément d'impôts que le gouvernement leur impose pour freiner la consommation.

— Un soutien *diffus* dont l'importance est fondamentale pour la

pérennité du système politique et qu'illustre assez bien le respect dont les britanniques entourent la Reine et le Parlement.

Un système a besoin à la fois de soutien diffus et de soutiens spécifiques, car l'érosion du soutien est une menace grave pour sa survie. La régulation des demandes et des soutiens est donc essentielle, mais les autorités ne peuvent pas agir sans recevoir de l'information sur les demandes et sur les soutiens : la plus ou moins grande précision ou distorsion de ces informations, le retard qui les affecte, les filtres qui les résument, auront une influence considérable sur les *réponses* des autorités.

Les sorties du système : Les réponses et leurs différents aspects

Contrairement aux entrées, il n'est pas si simple d'analyser les sorties d'un système politique, car les réponses peuvent être envisagées dans une triple perspective, celle de leur *forme*, de leur *contenu* ou de leurs *objectifs*.

— La forme tout d'abord : Tout le monde connait Montesquieu et sa thèse des trois pouvoirs associant à chaque fonction une structure déterminée : la confection des lois au pouvoir législatif, donc aux assemblées ; l'application des lois au pouvoir exécutif, donc au gouvernement ; le jugement des infractions à la loi au pouvoir judiciaire, donc aux tribunaux. L'un des grands mérites d'Almond est d'avoir généralisé ces conceptions en considérant trois fonctions plus générales qui, dans tout système politique moderne, sont assumées en fait par plusieurs structures :

- la *détermination des règles* à laquelle participent tant le parlement par les lois, que le gouvernement et son administration par les décrets et les arrêtés et que les tribunaux par la jurisprudence,
- l'*application des règles* dont sont principalement chargées les énormes administrations modernes,
- le *contrôle de l'observance des règles* qui consiste à sanctionner les comportements (et parfois les attitudes) non conformes aux règles, fonction que les tribunaux partagent avec les administrations et même le parlement (jugement des ministres, procédure de l'impeachment du Président aux Etats-Unis, etc...).

Toutefois, les formes des réponses du système politique ne se limitent pas à cette énumération. Une quatrième forme très importante consiste à *réémettre de l'information*, le discours politique n'étant que l'un des multiples aspects de cette réémission d'information. A ce titre, les autorités participent à la *fonction de communication* qui est l'une des fonctions essentielles de tout système politique et que l'on retrouve aussi bien au niveau de l'articulation et de l'agrégation des demandes qu'à celui des informations sur les sou-

tiens ou des renseignements nécessaires à la préparation des règles, à leur application et à l'élaboration des réponses des autorités.

Indépendamment de leur forme, les réponses ont un *contenu* car elles concernent tel ou tel aspect de la vie politique. Problème déjà rencontré lorsqu'il a fallu élaborer au chapitre précédent les différents rôles économiques de l'Etat. Une simple généralisation de cette analyse purement économique fait apparaître les principaux contenus :

- l'extraction par le système politique de ressources prélevées sur la collectivité afin d'assurer sa mission (le service militaire, les impôts, etc...),
- la redistribution de ressources entre les membres sous forme de biens, de services, d'honneurs, de statuts, de chances offertes,
- le contrôle des comportements des individus et des groupes, c'est-à-dire la limitation de la décentralisation,
- la création de symboles sous des aspects aussi variés que l'affirmation des valeurs des élites, les défilés militaires, les discours énonçant la politique.

Enfin, et c'est peut-être le plus important, les réponses traduisent les deux grands types d'*objectifs* que poursuivent les autorités :

- Par leurs actions, ces *autorités cherchent tout d'abord à atteindre leurs propres objectifs tout en maintenant à un niveau acceptable le soutien spécifique.* En d'autres termes, par des réponses suffisantes aux demandes, elles s'efforcent d'éviter un effondrement du soutien spécifique, tout en poursuivant leurs buts personnels dans la limite de la marge de manœuvre dont elles disposent. *Elles sont donc sensibles de deux manières à l'efficacité, l'égalité, la décentralisation, la participation et l'adaptabilité : D'une part, parce que des performances satisfaisantes dans ces domaines sont nécessaires à la continuation du soutien ; d'autre part, parce que les détenteurs du pouvoir peuvent individuellement adhérer à certains de ces objectifs.*

Ces actions, que sont-elles ? Des actes d'autorité (souvent lois, décrets, fourniture effective de services publics, ...) mais aussi des actes *associés* pour reprendre le qualificatif évocateur d'Easton : Ce ne sont pas des ordres mais ils utilisent implicitement l'influence des autorités et leur efficacité résulte de leur effet sur les membres du système. Ce sont des réalisations effectives (comme la distribution de décorations, ...) ou de simples déclarations (comme les discours, ...).

Naturellement, à tout moment, c'est dans les directions les plus diverses que s'orientent les actions des autorités. Vers le régime ou la communauté politique, pour jouer notamment un rôle de régulation structurale du soutien. Vers l'« environnement » du système

politique, pour le modifier. Vers les membres du système pour les contraindre ou essayer de transformer leur perception des actes politiques.

● *Mais, les autorités ont un deuxième grand objectif* qu'elles partagent avec d'autres membres de la collectivité et qui *consiste à développer le soutien diffus soit en direction d'elles-mêmes et du régime, soit en direction de la communauté politique.* Elles se donnent beaucoup de mal pour ce deuxième objectif et font des efforts incessants en vue de développer la croyance en la légitimité des autorités et du régime, renforcer la croyance en l'intérêt général ou augmenter le sens de la communauté politique.

Sentiment de légitimité, notion d'intérêt général, sens de la communauté politique, voilà bien trois concepts d'une importance exceptionnelle pour qui n'accepte pas de réduire la vie politique à une mécanique élémentaire.

Leurs sources sont différentes. Par exemple, le sentiment de la légitimité suppose :

— une idéologie créant la conviction morale de la validité du régime ou des titulaires des rôles (une telle idéologie doit être distinguée des idéologies partisanes qui appuient d'autres ordres politiques que l'ordre existant ou des idéologies communautaires dont l'objet est plutôt la communauté politique),

— une croyance en la qualité de la structure et des règles ou normes de fonctionnement du système politique, croyance s'appuyant sur une attitude essentiellement pragmatique,

— la reconnaissance des qualités personnelles des dirigeants, cette reconnaissance étant alors étendue au régime que ces dirigeants ont créé ou qui a engendré ces dirigeants.

La notion d'intérêt général, au contraire, se construit sur l'évidence de services publics collectifs et de problèmes de sécurité communs.

Enfin, le sens de la communauté politique tire sa force d'une participation à une même division politique du travail, de l'existence d'actions politiques adéquates comme les défilés et les cérémonies et du développement d'idéologies communautaires.

Mais pour maintenir le soutien diffus, il faut aussi assurer en permanence le recrutement de membres susceptibles d'assumer les rôles prévus par le système et de remplacer ceux qui les détiennent. Almond a eu raison d'insister sur cette fonction d'« *entretien* » qui existe dans le système politique comme dans tout autre système.

C'est en fonction de ces deux grands objectifs que les autorités choisissent formes et contenus de leurs réponses, mais elles sont aussi influencées par de multiples autres facteurs : les sanctions que

peuvent leur infliger les autres membres du système (non réélection par exemple), leur situation politique et sociale qui modèle leur compréhension des problèmes et déteint sur la nature de leurs objectifs, les possibilités résultant des limitations des ressources, leurs capacités en tant qu'individus ou que groupe organisé, les ensembles de règles, de procédures, de normes, d'informations accumulées dans le passé par la collectivité concernée. Parfois, les dirigeants agissent avec retard et ce comportement a, selon le cas, des effets négatifs parce qu'il entraîne des frustrations ou des réactions des individus, et des effets positifs parce qu'il régularise le fonctionnement du système et permet de mieux choisir les actions souhaitables.

C'est de l'ensemble de ces aspects que dépend finalement l'adéquation des réponses des autorités.

Une notion cohérente des systèmes politiques

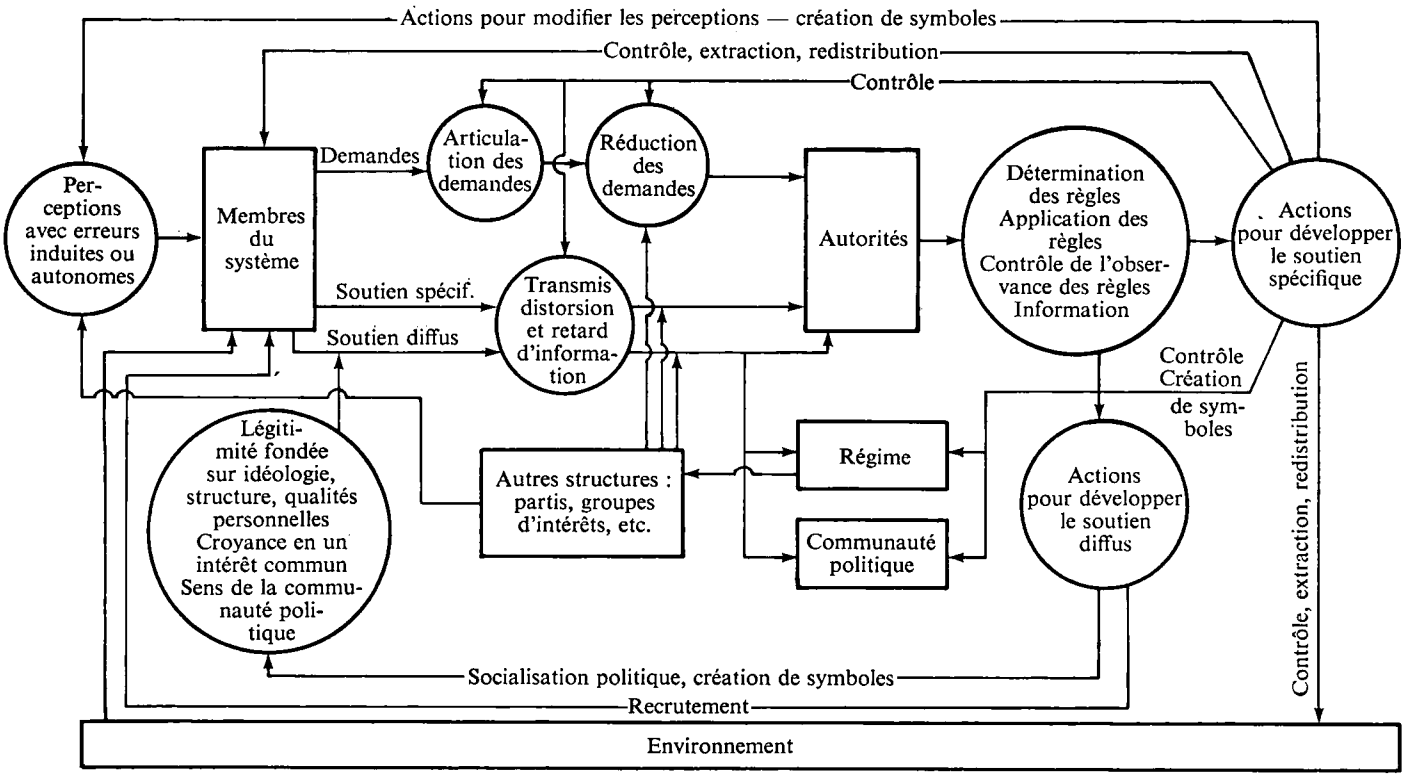
Malgré quelques imprécisions dans les concepts, imprécisions que masque mal l'exposé qui précède, et qu'excuse partiellement le désir de s'affranchir de toute référence historique, les travaux de Deutsch, d'Easton et d'Almond rejettent d'un coup au magasin des accessoires à la fois les livres qui confondent la science politique et le droit constitutionnel et ceux qui mélangent la science politique et les mythes politiques.

Il suffit de parcourir la figure 1 qui résume, d'une manière certes trop schématique, les concepts introduits pour se convaincre, s'il en était besoin, de la fécondité et de la généralité de la théorie des systèmes. Paradoxalement, il n'existe actuellement, à notre connaissance, aucun livre de la même profondeur sur les systèmes économiques. Mais, en revanche, le très grand degré de généralité de ces travaux, tout en leur permettant d'être les meilleurs des guides conceptuels pour la suite de ce livre, les empêche d'aborder concrètement les processus de choix des objectifs politiques.

Aussi, comme pour la science économique, et bien que le parallélisme avec la concurrence parfaite soit un peu artificiel, allons-nous maintenant prudemment restreindre la généralité de l'analyse en essayant d'évaluer l'apport des modèles de démocratie pure.

La théorie pure de la démocratie

Pendant longtemps, les économistes et quelques politistes ont caressé le rêve d'une théorie de la démocratie semblable à la concurrence parfaite, mais le flirt allait rarement au-delà de quelques remarques au sein d'un livre sur un autre sujet. Ce n'est que dans les vingt dernières années qu'ont été publiés des livres unique-


Actions pour modifier les perceptions — création de symboles
Contrôle, extraction, redistribution
Contrôle
Perceptions avec erreurs induites ou autonomes
Membres du système
Demandes
Articulation des demandes
Réduction des demandes
Autorités
Détermination des règles
Application des règles
Contrôle de l'observance des règles
Information
Actions pour développer le soutien spécifique
Soutien spécif.
Soutien diffus
Transmis distorsion et retard d'information
Contrôle
Création
de symboles
Légitimité fondée sur idéologie, structure, qualités personnelles
Croyance en un intérêt commun
Sens de la communauté politique
Autres structures : partis, groupes d'intérêts, etc.
Régime
Communauté politique
Actions pour développer le soutien diffus
Contrôle, extraction, redistribution
Socialisation politique, création de symboles
Recrutement
Environnement

ment consacrés à une théorie économique de la démocratie ([7]), dont un ouvrage très remarquable, celui de Downs qui, en tenant compte de développements plus récents, conduit à envisager trois modèles successifs de démocratie pure :

La démocratie de recherche du pouvoir en information parfaite. Les préférences des individus, c'est-à-dire l'état de l'opinion y est donné et ne saurait évoluer sous l'influence des partis. L'information est parfaite ; chaque acteur peut prévoir le comportement des autres et en tenir compte dans ses décisions. Enfin, les partis ont pour seul objectif, indépendamment de toute autre conviction, la conquête puis la conservation du pouvoir.

La démocratie de recherche du pouvoir en information imparfaite. « Lorsque l'information des acteurs n'est plus parfaite, elle devient coûteuse (en temps et en argent). Alors, selon Downs, les partis politiques cherchent à « aider » les électeurs en leur proposant des « images verbales de la bonne société », une « idéologie » évitant ainsi aux électeurs qui leur font confiance de chercher à juger en détail des programmes eux-mêmes ([8]). » L'idéologie ne résulte pas d'une conviction des partis. Le seul objectif est toujours la conquête et la conservation du pouvoir. L'idéologie est un *moyen* de persuasion politique.

La démocratie de recherche simultanée de la société idéale et du pouvoir. Le but des partis politiques y est simultanément d'être au pouvoir et d'utiliser ce pouvoir pour transformer la société dans le sens de leurs préférences.

Pour beaucoup, les deux premiers cas sont d'inacceptables caricatures. Peut-être, mais pourtant les conclusions de l'analyse sont souvent étonnamment réalistes.

La recherche du pouvoir en information imparfaite

Dans une telle démocratie, il s'agit pour les partis d'être élus et pour l'électeur, dont les préférences sont données, de choisir le parti qui rendra maximum le supplément d'utilité qu'il peut tirer de l'action gouvernementale.

L'essentiel des institutions du modèle de Downs correspond à un régime démocratique de type anglo-saxon :

([7]) A. Downs, An economic theory of democracy. Harper and Row, New York, 1957.

J. M. Buchanan et G. Tullock, The calculus of consent. Logical foundations of constitutional democracy. The university of Michigan Press. Ann Arbor, 1962.

([8]) Jacques Attali, Analyse économique de la vie politique. PUF, Paris, 1972.

« — Des élections ont lieu à intervalles réguliers. L'intervalle qui sépare deux élections est une période.

— Chaque électeur a une voix et une seule.
— L'exécutif est assuré par le parti qui a le plus de voix (majorité relative).
— Chaque parti propose son programme au moment de la campagne électorale, sous la forme du choix entre *deux* options pour des problèmes supposés indépendants.
— L'exécutif élu pour une période donnée a des pouvoirs limités seulement par le respect des libertés.
— Aucun parti ne vise le pouvoir par des moyens illégaux ([9]). »

Ces hypothèses simples ont comme conséquence les quatre résultats suivants :

I. S'il y a deux partis, le parti au pouvoir le conservera *en général* s'il choisit pour toute alternative la décision préférée par la majorité des électeurs. Sinon, il suffit pour que ce parti soit battu que le parti d'opposition annonce ses choix après le parti au pouvoir et déclare avoir les mêmes options que lui pour toutes les alternatives, sauf pour l'une de celles pour lesquelles ce parti n'adopte pas la préférence de la majorité.

Mais il y a des exceptions à ce principe général :

— « En cas de politiques identiques, c'est-à-dire de propositions identiques des deux partis pour toutes les alternatives, le parti d'opposition peut être élu si le désir de changement des électeurs est suffisamment puissant ([10]). »

— Le parti d'opposition peut aussi être élu si plus de la moitié des électeurs font individuellement partie de la minorité sur certaine décisions, mais attachent une plus grande importance à celles-ci qu'à celles où ils font partie de la majorité et si le parti d'opposition peut se prononcer en second. C'est le phénomène de la conjonction des oppositions.

— Enfin, il pourrait ne pas y avoir de majorité sur un programme si, contrairement à l'hypothèse de Downs, il y avait sur chaque décision plus de deux options, conformément au célèbre paradoxe de Condorcet selon lequel, dans un vote à la majorité, les préférences des électeurs peuvent être telles que l'option A recueille plus de voix que l'option B dans un premier vote, l'option B plus de voix que l'option C dans un second vote et l'option C plus de voix que l'option A dans un troisième vote.

([9]) Jacques Attali, *op. cit.*
([10]) Jacques Attali, *op. cit.*

II. Les partis ont intérêt à proposer une *politique efficace* (c'est-à-dire telle qu'aucun électeur ne puisse espérer un supplément d'utilité sans que ce soit au détriment d'un autre), mais cela ne leur garantit pas la conquête du pouvoir.

Ce résultat est évidemment de la première importance puisque l'on en déduit immédiatement que, quel que soit le parti qui l'emporte, le programme sera nécessairement efficace ; et cela même si la redistribution des biens entre les électeurs prévue par les divers programmes est extrêmement différente.

III. Les programmes des partis ont d'autres propriétés essentielles quand les opinions peuvent être représentées par une position sur un axe, par exemple l'axe gauche-droite, d'une manière telle que les individus préfèrent le parti le plus proche de leur opinion :

— Si la courbe du nombre d'individus ayant une opinion donnée est une courbe en cloche symétrique, les deux partis ont, en système bipartisan, intérêt à se rejoindre au centre. (En effet, si un parti s'éloigne du centre, l'autre en se rapprochant de lui, s'assure un nombre d'électeurs supérieur à la moitié).

— Si la courbe du nombre des individus ayant une opinion donnée est une courbe à deux « bosses » symétriques, la situation peut au contraire être très instable, toujours en système bipartisan.

En effet, les deux partis risquent constamment d'être débordés par de nouveaux partis extrêmes s'ils se rapprochent du centre et sont menacés l'un par l'autre s'ils s'en éloignent.

Enfin, il y aura, selon Downs, formation de partis supplémentaires lorsque la courbe d'opinions est à deux ou plusieurs bosses et disymétriques.

IV. Si les opinions des électeurs correspondent à plusieurs dimensions (droite-gauche, catholique-non catholique, centralisateur-non centralisateur, comme par exemple dans la IV^{e} République) :

— Un parti a les plus grandes chances de vaincre lorsque l'état de l'opinion est symétrique et à une bosse, s'il adopte une position correspondant à la moyenne des préférences de l'électorat sur *chaque* dimension.

— La proportion des voix recueillies par un candidat qui adopte la position moyenne augmente lorsqu'augmente le nombre des dimensions des opinions. (En d'autres termes, dans une société extrêmement complexe, les chances de vaincre d'un parti extrême sont minimes s'il ne transforme pas l'opinion par persuation idéologique).

Ces résultats de Downs sont à compléter par une théorie due à Ryker et Axelrod et selon laquelle, en régime de plusieurs partis, les partis se coaliseront pour la conquêtre du pouvoir au niveau de l'élection du gouvernement, et *formeront effectivement l'une des plus petites coalitions de taille suffisante pour avoir la majorité*, parmi celles qui sont politiquement concevables. Par exemple, l'une des coalitions minimales formées de partis voisins sur l'échelle droite-gauche. Un parti de la coalition s'assure alors le pouvoir tout en ayant à le partager au minimum.

Il était important de présenter ces recherches car elles mettent en évidence la cohérence qu'ont, *même sous des hypothèses d'une extrême brutalité*, les processus démocratiques. Aussi, ne faut-il pas tomber des mythes sommaires décriés au chapitre III dans une diatribe puérile et superficielle sur l'incohérence des systèmes politiques. Si ces systèmes, et notamment le système démocratique, n'avaient pas des performances suffisantes, ils ne seraient pas viables. Insuffisance de contrôle, ne signifie nullement absence de régulation.

La recherche du pouvoir en information imparfaite

Dans ce second modèle de démocratie, impossible pour les électeurs de classer les programmes faute d'en prévoir les conséquences pour eux-mêmes.

« — Ils ignorent si la baisse d'utilité qu'ils constatent est due à une action gouvernementale ou à une évolution du marché.

— Ils ignorent les conséquences d'une action du gouvernement, même s'ils en connaissent les objectifs.

— Ils ignorent certaines actions du gouvernement et les alternatives de son programme.

— Ils ignorent les votes des autres citoyens ([11]). »

Dès lors, selon Downs, trois éléments interviendraient dans leur décision :

- la différence *estimée* de ce que leur rapporteront les deux partis, (dans le cas du système bipartisan),
- le coût de l'information nécessaire pour être éclairé,
- le prix de l'attachement à la démocratie.

Si pour un électeur l'espérance du gain par le parti X est plus grande que celle par le parti Y, il votera pour X sauf si le coût de l'information est supérieur à la somme du gain et du prix de l'attachement à la démocratie, auquel cas il s'abstiendra.

([11]) Jacques Attali, *op. cit.*

Quant aux partis, ils seront toujours en concurrence pour le pouvoir, mais, puisqu'ils veulent le maximum de voix, l'incertitude les obligera à deux règles de comportement (du moins dans l'hypothèse où les électeurs conservent parfaitement le souvenir des attitudes et des actions passées des différents partis !) :

— la fiabilité (un parti est fiable si les affirmations qu'il a faites pendant une période permettent de prédire son comportement pour la période suivante),

— la responsabilité (un parti est responsable si, confronté à des périodes différentes à la même alternative dans les mêmes circonstances, il fait le même *choix*).

Finalement, Downs ne déduit pas moins de vingt-cinq propositions de deux hypothèses seulement, les hypothèses H1 et H2 :

H1. *L'hypothèse de motivation des partis :* En démocratie, les partis politiques ajustent leur politique dans le but de maximiser le nombre de leurs voix.

H2. *L'hypothèse de rationalité des citoyens :* Tout citoyen cherche à maximiser son utilité en tenant compte de la variation d'utilité résultant de l'activité gouvernementale.

« *Déduction de H1*

P. 1 : Les membres du parti au pouvoir formulent leur politique dans le but de conserver le pouvoir plutôt que pour imposer des idées préconçues.

P. 2 : Dans un régime de bipartisme, les partis acceptent n'importe quel programme pourvu que celui-ci recueille la majorité des suffrages.

P. 3 : Dans un régime de bipartisme, les politiques des partis sont plus vagues, plus proches l'une de l'autre, et moins liées à une idéologie que dans un système multipartisan.

P. 4 : Dans un régime multipartisan, dirigé par une coalition, le gouvernement agit moins efficacement pour résoudre les problèmes sociaux importants et sa politique est moins cohérente que dans un régime de bipartisme.

P. 5 : De nouveaux partis voient le jour dans trois cas :

— un changement des lois électorales modifiant la distribution des citoyens le long de l'échelle politique,

— un changement des perspectives sociales (crise, guerre, ...),

— l'éclatement d'un parti, une fraction réagissant contre la tendance centriste de la majorité du parti.

P. 6 : Des mesures de redistribution seront prises en faveur des plus pauvres.

P. 7 : Les producteurs seront proportionnellement, en tant que groupes, plus favorisés que les consommateurs.

Déduction de H2

P. 8 : Les citoyens qui décident de voter sur des résultats tiennent davantage compte pour leur choix des derniers événements qu'ils ont enregistrés (surtout ceux qui leur étaient favorables) que des promesses faites par les partis.

P. 9 : Sous certaines circonstances, un électeur rationnel peut voter pour un autre parti que celui qu'il souhaiterait voir accéder au pouvoir.

P. 10 : Un électeur rationnel peut voter pour un parti, sans espoir de succès électoral, dans deux cas :

— C'est un parti neuf et tourné vers le futur.

— Il espère influencer ainsi le programme d'un autre parti.

P. 11 : Beaucoup de citoyens qui votent, en jugeant leur vote important, ne sont pas bien informés de l'enjeu des élections.

P. 12 : Presque tous les citoyens jugent que leur vote n'est pas décisif ; en conséquence, ils ne cherchent pas beaucoup à s'informer.

P. 13 : Une large proportion de l'électorat, même si elle juge les conséquences de l'élection importantes, ne se trouve pas bien informée des débats électoraux.

P. 14 : Les citoyens les mieux informés d'un programme sont ceux dont le revenu est le plus directement touché par ce programme.

P. 15 : Les citoyens, bien informés des programmes qui les touchent directement en tant que détenteurs d'un revenu, sont probablement moins bien informés de ceux qui les touchent en tant que consommateurs.

P. 16 : Les citoyens qui ont des préférences certaines quant à un parti voteront plus sûrement que ceux qui ne font pas de différence nette entre les partis.

P. 17 : De nombreux citoyens délèguent à d'autres les réflexions sur le choix de leurs votes et suivent leurs conseils au moment de voter.

P. 18 : Les citoyens d'une démocratie attachent une valeur au fait de voter même s'ils se désintéressent du résultat de l'élection en question.

P. 19 : Ceteris paribus, le pourcentage des abstentions est plus fort dans les classes de bas revenu que dans celles de haut revenu.

P. 20 : Si P. 19 est vrai, les raisons en sont :

— une plus grande incertitude due à la difficulté de supporter des coûts d'information,

— une plus grande difficulté de supporter les coûts de vote.

P. 21 : Quand les coûts de vote sont réduits substantiellement, la participation aux élections croît.

P. 22 : L'abstention est plus forte chez les citoyens qui sont exposés à une information sélectionnée de manière hétérogène.

Déductions de H1 et de H2

P. 23 : Dès qu'ils sont élus, les partis politiques se débarrassent de toutes les promesses possibles.

P. 24 : Les partis politiques tendent à maintenir leur idéologie tant qu'ils ne sont pas défaits aux élections ; dans ce dernier cas, ils se rapprochent de l'idéologie du parti vainqueur.

P. 25 : Dans un système de coalition, la plupart des citoyens ne votent pas comme si les élections étaient des mécanismes de sélection des gouvernements ([12]). »

Le paradoxe n'est pas le caractère primaire des conclusions de Downs, mais au contraire leur vraisemblance, dans une démocratie anglo-saxonne du moins, et cela avec deux hypothèses seulement quant au comportement des partis et des électeurs. Naturellement, la plus discutable des hypothèses de Downs est la première : Les partis ne recherchent pas que le pouvoir. Ils veulent exprimer des préférences, même si leur programme ne leur permet pas de devenir des partis de gouvernement. Ils veulent aussi transformer la société, même s'ils courent le risque de ne pas être réélus.

Recherche simultanée de la société idéale et du pouvoir

Quelques auteurs, dont J. Attali ([13]), ont justement cherché à élargir le cadre de la théorie précédente en supposant que tout parti au pouvoir s'efforçait — inconsciemment — de rendre maximum une utilité fonction :

— de ses aspirations idéologiques (et par conséquent d'autant plus grande que l'état de la collectivité se rapprochait de l'état jugé idéal par le parti),

— du « capital de confiance » dont il bénéficiait ce qui, avec un autre vocabulaire, est le soutien introduit par Easton.

Le capital de confiance est fonction de la consommation dont peuvent profiter les individus et du montant de la propagande, c'est-à-dire des efforts faits par le parti pour développer l'information des citoyens sans donner aucunement à ce terme un sens péjoratif.

([12]) Anthony Downs, *op. cit.*
([13]) Jacques Attali, *op. cit.*

Quant au revenu national, il sert à financer la consommation, l'épargne et la propagande, tandis que son niveau dépend d'une part des facteurs économiques, capital et travail, et d'autre part de la propagande (les discours de Fidel Castro pour la campagne sucrière).

Mais actuellement, ce modèle n'a été développé que dans le cas d'un seul parti. Il constitue cependant une intéressante formalisation des concepts d'Easton.

Qu'il soit encore plus facile de se gausser des modèles mathématiques de la science politique que de leurs frères en science économique est une évidence. Ces modèles vont pourtant permettre à la science politique des progrès considérables si un effort est fait pour leur donner une forme rigoureuse tout en enrichissant largement le cadre de leurs hypothèses. En tout cas, ils montrent dès maintenant qu'on ne peut pas plus conclure à la légère à l'inefficacité des systèmes politiques qu'à celle des systèmes individuels, des systèmes d'entreprise ou des systèmes économiques.

Et c'est précisément pour cette raison qu'au-delà des analyses très générales d'Almond et d'Easton et de la théorie pure de la démocratie anglo-saxonne de Downs, sans oublier aucun de ces messages, il faut, pour progresser dans la voie des réponses aux questions posées, étudier plus en détail un système politique, par exemple celui de la démocratie occidentale et décortiquer minutieusement toutes les liaisons qui existent entre ses sous-systèmes.

L'ANALYSE SYNCHRONIQUE DE LA DÉMOCRATIE OCCIDENTALE

Sous-systèmes et statuts

La tâche est toute tracée : Identifier les principaux sous-systèmes, analyser les statuts individuels associés à chacun d'eux, rechercher systématiquement les groupes de liaisons, sous-système par sous-système, avec les équilibres et les déséquilibres qu'ils engendrent.

La décomposition en sous-systèmes

Le vocabulaire introduit désormais, emploie des mots du langage courant dans un sens particulier, mais aucune difficulté n'en résulte pour le lecteur s'il conserve à l'esprit quelques définitions.

● Elément ultime, l'*individu* apparaît à la fois comme un système complet du point de vue psychologique et biologique et comme le sous-système indécomposable de la réflexion sociologique et politique.

● A l'autre extrême, en négligeant dans ce chapitre les relations internationales, la *nation* constitue un système global clos, sans échange avec l'extérieur.

● Entre les deux, pour tenir compte des problèmes géographiques, la catégorie de sous-systèmes appelée ici la *commune* représente aussi bien l'un des cinquante Etats américains qu'une région italienne, un Land allemand, ou une agglomération urbaine.

Ces systèmes que sont les nations et les communes donnent chacun naissance à trois sous-systèmes particuliers, l'exécutif, le législatif et l'administratif définis ici en termes de structure et non en termes de fonctions :

● Le sous-système *exécutif* est aussi bien constitué par le maire et les adjoints d'une commune française que par le gouverneur d'un Etat américain ou par le Premier Ministre et le gouvernement de Sa Majesté.

● Le sous-système *législatif* est composé d'assemblées de type varié, le Congrès américain, le Bundestag et le Bundesrat, le Conseil Municipal français...

● Enfin, le sous-système *administratif* (qui inclut ou non selon les pays le judiciaire) réunit des administrations diverses plus ou moins développées selon les pays.

Quant à l'*Etat* et la *municipalité*, ils seront la réunion de ces trois sous-systèmes au niveau de la nation et à celui de la commune. De nombreux mythes politiques s'efforcent de confondre Etat et nation, municipalité et commune pour cacher une distinction d'une nécessité élémentaire.

● L'importance particulière des problèmes économiques oblige à introduire la catégorie de sous-systèmes qu'est l'*entreprise ;* au sein de laquelle seule sera isolée la *direction.*

● Enfin, ne figureront dans la liste des sous-systèmes que deux types d'associations, les *partis politiques* et les *syndicats* considérés uniquement à l'échelle nationale pour simplifier. En leur sein seront isolés des sous-systèmes particuliers baptisés faute de mieux du nom un peu péjoratif d'*appareils.*

L'énumération des statuts individuels

Dans ce modèle, un individu peut posséder un ou plusieurs statuts en relation avec l'un ou l'autre des sous-systèmes. Il faut les baptiser. Le mieux est sans doute de s'inspirer du vocabulaire en usage dans la démocratie française, sans oublier que dans la correspondance entre sous-systèmes et statuts, c'est la définition des sous-systèmes qui commande la signification des statuts.

Système individuel	*Sous-système*
● citoyen de la nation	nation
● citoyen de la commune	commune
● électeur national	législatif ou exécutif national
● électeur communal	législatif ou exécutif national
● parlementaire	législatif national
● conseiller municipal	législatif communal
● ministre	exécutif national
● maire	exécutif communal
● fonctionnaire national	administratif national
● fonctionnaire municipal	administratif communal
● actionnaire	entreprise
● directeur	direction d'entreprise
● salarié	entreprise
● membre d'un parti	appareil de parti
● dirigeant de parti	syndicat
● membre d'un syndicat	appareil de syndicat

Il n'y a pas indépendance entre les statuts et les attitudes et comportements individuels. L'étude des organisations hiérarchiques a balayé cette illusion. Or, ce sont ces liaisons que négligent les hypothèses de Downs. Hypothèses qui simplifient à l'excès le modèle d'un individu évoquant des possibilités, percevant des conséquences et les appréciant en fonction de ses objectifs (ses motivations) puisqu'elles suppriment *la perception sélective de l'environnement, l'une des clés du fonctionnement des systèmes politiques :*

Alors que les images sont très riches, très précises lorsqu'il s'agit d'éléments dont l'individu a une expérience directe, fréquente, dans des situations où ses objectifs sont directement en jeu, les images s'appauvrissent, s'affadissent, se simplifient à l'extrême dès que l'on considère des éléments plus éloignés des préoccupations de l'individu. En d'autres termes alors qu'un individu évoque de nombreuses possibilités et analyse relativement bien les conséquences avec des informations suffisantes dès que le lien entre son comportement et ses objectifs est évident, il se borne, lorsqu'il n'en est pas ainsi, à considérer un petit nombre de possibilités stéréotypées avec des jugements à court terme sur la situation ; au mieux, il agit en fonction de modèles simplistes, tout en restant sensible à la contagion des modes.

Citoyens et électeurs

Chez le *citoyen de la nation* et l'*électeur national* (statuts qui peuvent être confondus), le phénomène d'amortissement de l'image est prouvé par des enquêtes multiples et répétées :

— En France, les individus ne comprennent pas le fonctionnement du système économique. La majorité ou une énorme minorité ignorent la signification des termes les plus simples du vocabulaire : investissement, inflation, revenu national ; elle n'a pas conscience des circuits économiques, elle ne saisit pas le mécanisme des prix et ne peut même pas se raccrocher à un schéma rudimentaire cohérent de l'ensemble.

— Les Français ne connaissent pas mieux le fonctionnement du système politique qu'il s'agisse de la constitution, des lois électorales, des organisations régionales. Les enquêtes montrent que les individus ne savent même pas à quoi servent approximativement les impôts.

Les citoyens de la nation, en dehors des questions précises les concernant directement prennent donc leurs décisions électorales à partir d'images sommaires et en considérant des possibilités d'action limitées. Ils ne perçoivent que des liens très lâches entre les programmes des candidats et ce qui se passera si ces candidats sont élus. En général, ils votent en fonction de leurs motivations fondamentales (sécurité, confort, affirmation de soi, ...).

La situation est différente lorsqu'une mesure concrète, même secondaire sur le plan national, atteint les intérêts personnels de l'électeur : Le commerçant ne votera pas pour le député qui a accepté le texte sur la sécurité sociale des commerçants et des artisans, l'instituteur laïque pour un parti qui a subventionné l'enseignement libre.

Le tableau est un peu moins noir pour le *citoyen communal* et l'*électeur communal* encore que la compréhension par les électeurs du sous-système communal soit en France très au-dessous de ce que pensent les pessimistes, que l'information sur les réalisations effectives soit sommaire et que les images des problèmes nationaux viennent souvent, sauf dans les petites communes, écraser les images communales.

Dahl ([14]), en soulignant l'importance, dans tout système politique, de la fraction des individus dépolitisée voit plusieurs raisons à cette situation. Selon lui, un individu a une faible probabilité de s'impliquer dans la politique :

1) s'il juge faibles les résultats à attendre d'une implication politique par comparaison avec les résultats d'autres types d'activité ;
2) s'il pense qu'il n'y a pas de différences significatives entre les

---

([14]) Robert Dahl, Modern political analysis. Foundations of modern political science series. Prentice-Hall. Englewood Cliffs. New Jersey, 1963-1970.

options qui lui sont offertes et par conséquent que ce qu'il est susceptible de faire n'a pas d'importance ;

3) s'il considère que ce qu'il est susceptible de faire n'est pas de nature à changer significativement le résultat ;

4) s'il croit que le résultat sera relativement favorable pour lui, même s'il ne s'implique pas ;

5) s'il juge ses connaissances trop limitées pour lui permettre d'être efficace s'il s'implique ;

6) finalement, si les obstacles mis par le système à une action politique sont trop élevés.

Membres et dirigeants de partis

L'atmosphère change avec les *membres d'un parti.* Il faut qu'un individu fasse un acte positif pour assumer ce rôle. Il semble qu'il l'accomplisse sous l'effet de plusieurs variables, en proportions différentes suivant les cas :

— le besoin d'affirmation de soi, sous forme de la recherche du pouvoir dans une carrière politique, cette motivation pouvant ou non s'accompagner de « convictions »,

— le besoin d'affirmation de soi, mais sous la forme altruiste de la recherche d'un monde meilleur,

— la croyance à un modèle simplifié et cohérent du fonctionnement de la société, modèle permettant de traduire le système de valeurs de l'individu en un petit nombre d'actions.

A l'état pur, l'arriviste, le saint et le prophète sont donc les types extrêmes de militants politiques. Naturellement, les militants réels combinent ces trois attitudes... mais tous sont des prosélytes qui cherchent à faire partager par les autres leurs systèmes de valeurs et leur modèle de la réalité.

Avec les *dirigeants des partis* est franchie une étape de plus dans la complexité :

— Le dirigeant a voulu se faire désigner, ce qui suppose une force plus grande du besoin d'affirmation de soi.

— Le dirigeant à dû donner de lui une « image » favorable auprès de ceux qui l'ont désigné. Pour la première fois, apparaît la déformation du message par l'émetteur, émission sélective corrigée à son tour par la perception sélective du récepteur.

— De par ses fonctions, le dirigeant de parti ne peut échapper à des négociations, négociations avec d'autres dirigeants pour arrêter les décisions de l'appareil, négociations avec les différentes tendances des militants, négociations avec les autres partis politiques en vue des élections.

De ce fait, il acquiert une représentation beaucoup plus riche de la réalité du système politique, dans le temps même où pour être perçu comme dirigeant, il doit affirmer la réalité du modèle simple de fonctionnement de la société proposé par le parti. Il n'a souvent que deux voies pour échapper à cette contradiction :

- la souplesse tactique qui, sans mettre en cause les grandes lignes du modèle fondamental, adapte le programme à l'analyse concrète des rapports de force immédiats et des possibilités de négociation ;
- le maintien des apparences qui consiste à affirmer comme vérité absolue le modèle du parti dans le temps même où l'on sait que la réalité est plus complexe et que tout modèle est relatif.

Habitué à travailler sur des systèmes déjà complexes — les partis, le parlement, ... — *le dirigeant échange une compréhension plus intime du fonctionnement du système contre un appauvrissement de sa représentation des situations, des perceptions et des objectifs des citoyens.* La loi d'appauvrissement des images tend à le couper de la base. Les dirigeants des partis politiques le savent et font de grands efforts pour l'éviter, mais la difficulté résulte du fonctionnement même de tout système social.

En transformant sa situation, la nomination d'un individu comme dirigeant modifie le contexte dans lequel jouent ses diverses motivations. Le besoin de sécurité — conserver sa place — peut prendre plus d'importance ; les sentiments altruistes se renforcer ou s'amoindrir ; le goût du pouvoir se développer par l'exercice des responsabilités.

Parlementaires et conseillers municipaux

Tous les caractères précédents — et quelques-uns de plus — se retrouvent chez le parlementaire ou le conseiller municipal, dont la situation diffère de celle du dirigeant de parti politique sur deux points importants :

— Ils ont été élus et souhaitent généralement le rester.

— Ils prennent collectivement des décisions qui engagent la nation ou la commune.

Il est important de souligner le premier point car le manque de sécurité de la carrière de parlementaire passe complètement inaperçu de l'opinion publique qui a souvent une attitude peu favorable à l'égard de ses élus. Et pourtant, à cause du mécanisme de la réélection, les parlementaires comprennent mieux les électeurs que beaucoup d'autres dirigeants. Ils cherchent à les satisfaire mais à court terme et à condition que leur action soit visible. Dans les assemblées, ils se contentent souvent de prévoir les conséquences

immédiates et locales des décisions prises, les seules qui aient des chances d'être perçues par les électeurs ou par leurs collègues.

Sur le second point, les parlementaires, quand ils décident dans les assemblées, éprouvent le sentiment de frustration énorme qu'engendre un mécanisme de décision à plusieurs centaines et cela d'autant plus qu'ils n'ont pas les moyens matériels de se livrer à un examen rationnel des conséquences des décisions prises. D'où l'apparition fréquente de comportements d'irresponsabilité : mouvements d'enthousiasme ou de mauvaise humeur, troc du long terme contre le court terme, étude insuffisante des dossiers, soumissions ou rébellions irraisonnées aux directives des partis.

Mais les parlementaires, par leur besoin de s'affirmer, de s'identifier à la nation (ou à la commune) échappent partiellement à ces limites. Il n'y a pas d'élections tous les jours. Ils sont mieux informés que les électeurs. Ils peuvent donc prendre le risque de voter des mesures impopulaires qu'ils croient bonnes pour la collectivité d'autant plus que, membres d'un parti, ils doivent assurer, par-delà les mouvements d'opinion, une certaine stabilité à leurs attitudes. Points de jonction entre les citoyens et les autorités, jouant un rôle essentiel dans l'articulation et l'agrégation des demandes, ils peuvent être le garant des libertés ou ouvrir la porte à l'anarchie qui prélude à la dictature.

Ministres et maires

Les titulaires de ces deux statuts, au sens très général donnés à ces termes, connaissent une situation très différente des parlementaires tout en partageant avec eux certains problèmes :

— Pour la première fois, l'ensemble des actions possibles offertes à l'individu est largement ouvert et porte sur de très nombreux aspects de la conduite d'un système global.

— Les Ministres ou les Maires sont le point de rencontre des tensions entre les éléments du système, communes, groupes sociaux, entreprises, syndicats, partis politiques. Ils vivraient une expérience beaucoup plus difficile que celle des dirigeants d'entreprise s'ils ne quittaient généralement leurs fonctions avant que les décisions aient eu un effet, ou s'ils n'étaient jugés, soit sur les effets à court terme de leurs décisions, soit sur les effets à moyen terme *prévus*.

Ces deux caractéristiques ont plusieurs conséquences intéressantes au niveau des comportements :

— L'avalanche des décisions à prendre et l'abondance de l'information tendent à substituer au modèle global et sommaire du militant et dans une moindre mesure du dirigeant du parti, des modèles partiels, pour une bonne part incohérents, mais permettant dans de nombreux domaines d'analyser les décisions possibles.

Ainsi, la pression est considérable sur le ministre ou le maire pour les empêcher de construire des objectifs cohérents ou ce qui revient au même d'avoir des choix transitifs. Elle les contraint souvent à considérer les objectifs les uns après les autres, en fonction de l'émergence des conflits et à essayer de définir des compromis en tenant compte des rapports de force et de leurs propres aspirations.

— Le Ministre prend ses décisions sur la base d'images doublement faussées des aspirations individuelles ; faussées par l'importance différente que les mécanismes électoraux ou les structures syndicales donnent aux différents individus, faussées par la simplification et la déformation des messages retransmis par les relais intermédiaires.

— En face de cette situation, les ministres essaient de réagir en essayant de donner une certaine cohérence à leurs aspirations personnelles, en s'appuyant sur l'administration qui les aide à résister aux tensions, en faisant appel à des canaux de communication directs, en projetant d'eux une image nationale auprès des individus et en utilisant les traits favorables de cette image pour faire pression sur l'opinion publique pour qu'elle influence à son tour les relais intermédiaires ([15]).

Naturellement, la situation est plus favorable au niveau des maires : La durée des fonctions, l'ampleur plus étroite des décisions, le plus petit nombre de conflits résolus à ce niveau, la réduction du rôle des relais par la meilleure connaissance de la commune par tous les électeurs facilitent l'élaboration de politiques cohérentes construites sur des informations exactes...

Fonctionnaires nationaux et municipaux

Avec les fonctionnaires de tous ordres, apparaissent des statuts dont les titulaires ne sont pas élus. Choisis par l'exécutif, ils ne sont pratiquement jamais démis par lui :

— Le besoin d'affirmation de soi, c'est-à-dire la recherche du pouvoir, va alors de pair avec une identification avec l'Etat, un Etat abstrait gardien des intérêts de la collectivité. Les fonction-

---

([15]) C'est la raison pour laquelle les gouvernements ont toujours voulu conserver une possibilité de disposer de moyens d'information puissants. Quoi qu'en pensent les partis de gauche quand ils ne sont pas au pouvoir, c'est à la fois un danger et une nécessité. Un danger, car la majorité de l'information diffusée risque d'être filtrée par l'exécutif en fonction de ses objectifs, une nécessité car les relais qui contrôlent de diverses manières les autres sources d'information rediffusent aussi des informations déformées en fonction de leurs objectifs propres qui ne coïncident pas davantage avec ceux des individus qu'ils représentent. L'ambiguïté de l'information est donc complète aussi bien au niveau des émetteurs, des récepteurs que des relais.

naires sont les seuls dans la société qui s'efforcent avec persévérance de définir des objectifs cohérents en partant tout particulièrement des concepts d'efficacité et d'égalité. Ce n'est pas un hasard, s'ils croient au calcul économique, à la R. C. B. ... Pour eux, les conflits sociaux s'estompent et il reste des choix dont les conséquences sont plus ou moins bonnes pour la collectivité. Ils sont donc naturellement tournés vers le long terme et préoccupés du sort des générations futures.

— Mais l'absence de relations avec les individus, l'impossibilité d'être battus à des élections les amène à se référer à des modèles de la collectivité où les aspects législatifs et réglementaires occupent le premier plan tandis que les diverses catégories d'individus sont perçues de manière simplifiée, plus par référence à des schémas abstraits qu'à des situations sociologiques concrètes et vécues. Avec les meilleures intentions du monde, les fonctionnaires d'administration centrale poussent donc l'exécutif et le législatif à prendre — et prennent eux-mêmes — des décisions qui s'appliquent mal à la réalité compte tenu des besoins des individus, de leurs réactions d'adaptation aux textes, et de la vitesse de transformation de leurs comportements...

— Enfin, le faible espoir hiérarchique au sein de l'administration, l'inexistence d'une pression équivalente à celle du marché permet le développement de règles et de procédures qui enserrent le comportement tout en laissant une liberté de jeu incontestable sur l'essentiel. Dans leurs relations avec l'exécutif, les fonctionnaires ont la durée devant eux. Ils ont donc toutes chances de gagner lorsque leurs intérêts sont menacés. Le résultat paradoxal en est qu'un fonctionnaire peut aussi bien faire ce qu'il veut en tournant les règles conservatrices et en traduisant dans son petit domaine sa vision personnelle et locale des besoins de la collectivité que s'abstenir totalement d'agir en opposant une énorme force d'inertie à quelque pression que ce soit.

Constatations d'importance puisque le statut de fonctionnaire est devenu l'un des statuts majeurs des systèmes politiques modernes tant de l'Est que de l'Ouest.

Actionnaires, directeurs et syndicalistes

Avec les cinq derniers rôles, revient une vieille connaissance, le monde de l'entreprise mais cette fois dans ses connexions avec le système politique.

Le rôle de l'*actionnaire* est ambigu car il représente à un extrême, dans le cas de groupes fortement intégrés, un simple directeur d'entreprise et à l'autre extrême un épargnant qui perçoit l'entreprise de manière sommaire et n'a à son égard qu'un objectif de

rentabilité. Une analyse plus poussée n'est pas nécessaire à notre propos.

Quant au *directeur*, le besoin de sécurité et d'affirmation de soi le conduisent à lutter pour un profit suffisant afin de ne pas risquer d'être changé par les actionnaires ou de voir sa société rachetée par d'autres actionnaires. Son besoin d'affirmation de soi se traduira aussi par un désir de croissance ou par la réalisation de dépenses de prestige. Il se fera en général un modèle assez complet et cohérent de l'entreprise elle-même, tout en comprenant beaucoup moins bien l'impact de son activité sur l'ensemble de l'économie.

Le *syndicalisme* est né de ce que, dans l'entreprise, la direction unique pouvait traiter avec chaque salarié, de ce que les directions des diverses entreprises pouvaient concerter leur politique et de ce que la concurrence, enfin, tendait à ramener les salaires au niveau de la productivité marginale du travail. Il a été une tentative de transformer le marché du travail en un monopole bilatéral, les directions contrôlant la demande et les syndicats l'offre. Mais ce mouvement est également né de la frustration — de l'aliénation — qui résulte de toute situation où les possibilités de l'action de l'individu sont limitées par des contraintes. Or, les contraintes sont toujours particulièrement fortes dans le monde économique, dès que l'on cherche à utiliser efficacement ces ressources rares à usages multiples dont le travail fait partie. D'où le désir, non seulement de transformer la structure du marché du travail, mais plus fondamentalement le système économique et politique dans son ensemble.

Le *syndicaliste* est donc un être double : A un extrême, syndicaliste pur, il est un élément actif d'une coalition économique. A l'autre extrême, membre d'un parti politique, il poursuit une action politique au sein des entreprises par l'intermédiaire des syndicats. Plus il tend vers le syndicaliste pur, plus il utilise des représentations concrètes de situations sociales précises et recherche des avantages déterminés pour les salariés. Plus il tend vers le militant politique et plus il a recours à un modèle global et cohérent de la société et fait de la lutte syndicale un moyen de la conquête du pouvoir.

Quant aux dirigeants de syndicats, ils connaissent la même ambiguïté, mais avec la complication du leadership. S'ils sont simultanément des dirigeants politiques, ils doivent veiller à contrôler leur image, car ils risqueraient de ne pas être suivis par des salariés qui ne partagent pas toujours leurs mythes politiques et qui ont vis-à-vis de l'entreprise des besoins d'identification certains. S'ils sont surtout des syndicalistes purs, ils ont à craindre à tout moment

la surenchère des syndicalistes politiques qui proposent à la fois des améliorations immédiates et un mythe plus général. Si l'on admet que la grève, arme des syndicats, est perçue comme un acte grave, culpabilisant, on conçoit la difficulté du rôle du dirigeant syndicaliste entre les directions des partis politiques auxquelles il appartient parfois, les directions des autres partis, les directions des entreprises, les membres de leurs syndicats, les salariés qui ne soutiennent une action syndicale qu'épisodiquement lorsque les frustrations sont particulièrement intenses.

Rôle d'autant plus difficile que les rivalités politiques sont aiguës. Et ce n'est pas un hasard si les syndicats ont en Suède, en Allemagne Fédérale, en Angleterre et aux Etats-Unis une stabilité que l'on ne retrouve ni en France ni en Italie.

La personnalité des dirigeants

Pour tenir dans les systèmes politiques les statuts de dirigeants, les candidats ont dû rechercher activement le pouvoir. D'où cette double question, fondamentale pour ce livre et déjà évoquée lors de l'étude des apports de l'anthropologie : *Quels sont les traits de la personnalité qui poussent dans une culture donnée certains individus à la conquête du pouvoir ? Quelles relations y a-t-il entre les caractéristiques d'un système politique et les types de personnalités des dirigeants qu'il contribue à sélectionner ?*

A la première question, on donnait autrefois deux réponses traditionnelles :

— les hommes cherchent le pouvoir pour le bien public ;

— les hommes cherchent le pouvoir pour atteindre consciemment leurs intérêts égoïstes.

Mais le développement de la psychanalyse laisse fortement soupçonner que les hommes recherchent le pouvoir pour des motifs inconscients. Rappelons que, selon Harold Lasswell, la recherche du pouvoir est un moyen de compenser les privations psychologiques endurées pendant l'enfance. A la suite d'un manque de respect ou d'affection au cours du plus jeune âge, l'individu développe un sentiment d'infériorité. Pendant l'enfance, l'adolescence ou l'âge adulte, il apprendra à compenser ce sentiment en se mettant en quête de pouvoir, croyant qu'en acquérant de la puissance, il obtiendra l'affection et le respect qui lui ont initialement manqué ([16]).

Il y a donc *un lien, mal connu, mais que la sociopsychanalyse doit absolument explorer, entre les caractéristiques de l'inconscient*

([16]) H. D. Lasswell, Psychopathology and politics, 1928.

individuel et les efforts faits pour arriver aux cîmes du pouvoir. Réciproquement, la tendance constante de larges fractions de la population à l'apathie indifférente ou à l'identification amplificatrice à des mythes renforce le danger pour l'humanité des névroses des leaders.

La réponse à la deuxième question est encore plus hasardeuse. On peut simplement constater que, contrairement au socialisme bureaucratique ou aux dictatures, la démocratie occidentale possède des mécanismes extrêmement efficaces pour éliminer par les procédés électoraux les individus dont la personnalité suscite quelque méfiance. En tout cas, les deux exemples récents du national socialisme et du stalinisme montrent que le fonctionnement d'un système politique peut projeter aux postes les plus élevés de responsabilité des hommes souffrant de ce que nous avons appelé la première insuffisance de contrôle. *Les imperfections des systèmes politiques renforcées par la passivité ou l'ardente identification de la majorité peuvent donner une ampleur planétaire aux désordres mêmes de quelques personnalités.*

L'analyse des liaisons

Les sous-systèmes énumérés, les statuts esquissés, restent à décrire les liaisons synchroniques entre les groupes de sous-systèmes ([17]). Le mieux est de les réunir avec un peu d'arbitraire, en cinq ensembles caractérisés par le sous-système qui en constitue le pôle principal :

— le système législatif national (ensemble qui implique aussi les partis politiques et les individus),

— le système exécutif national (ensemble qui met également en jeu le système législatif national et les individus),

— le système administratif national (ensemble qui fait aussi intervenir le système exécutif national, les entreprises et les individus),

— la commune et ses relations avec l'Etat,

— l'entreprise et ses relations au sein de la nation (ensemble auquel participent les syndicats, les partis, l'Etat et les individus).

Le système législatif national

Un graphique est souvent utile pour éviter la confusion mentale. Aussi, la figure 2 aidera-t-elle à suivre les principales liaisons.

([17]) Pour éviter des redites ultérieures, seront aussi introduites certaines liaisons diachroniques qui trouvent naturellement leur place dans cette partie du chapitre.

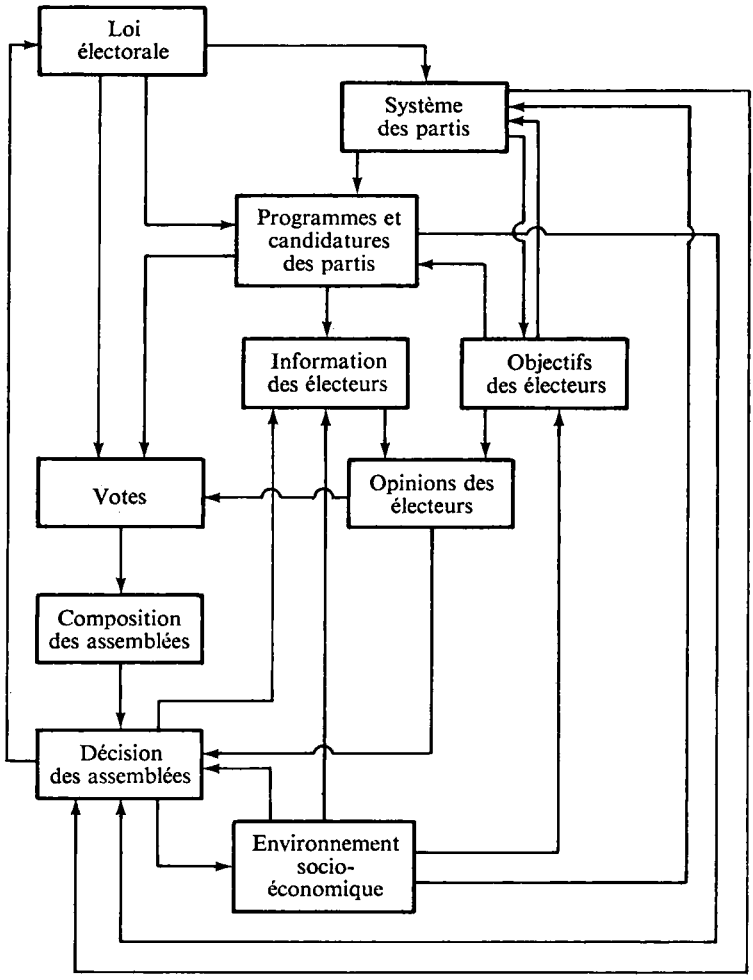


Figure 2.

● Partons d'en haut à gauche : Commençons par supposer donnés la loi électorale fixant les procédures d'élection aux assemblées législatives, le nombre et les caractéristiques des partis, les fonctions d'utilité des électeurs (leurs objectifs). Deux liaisons apparaissent immédiatement :

— Compte tenu de ces éléments, plus ou moins bien perçus par eux, les partis fixent leurs programmes, arrêtent leurs décisions de présenter ou non des candidats, désignent leurs candidats.

— En fonction de l'image qu'ils ont de ces éléments et de l'envi-

ronnement, les électeurs votent et la composition de l'assemblée résulte alors de la loi électorale.

● Mais le système des partis n'est pas une variable indépendante· Il est influencé par la loi électorale qui conditionne à moyen terme le nombre, la taille, l'idéologie et l'organisation interne des partis et par les fonctions d'utilité des électeurs qui donnent aux partis leurs potentiels.

● Une fois élues, les assemblées vont, par leurs décisions, répondre aux problèmes posés par l'environnement mais en fonction des programmes des partis, du système des partis, de la composition de l'assemblée et des images que se font les parlementaires des opinions des électeurs. Certaines décisions se traduisent éventuellement par une modification de la loi électorale.

● A leur tour, les décisions des assemblées, plus ou moins bien perçues par les électeurs, transforment les informations et les opinions de ces derniers et sont ainsi le point de départ d'une boucle de régulation qui, par l'intermédiaire des votes futurs, assure le contrôle local du système.

Enfin, les utilités des électeurs ne sont pas la donnée exogène supposée jusqu'ici. Elles sont sous la dépendance à long terme du système social (l'environnement) qui les modèle par le relais des schémas culturels de la collectivité. Le système des partis est lui-même partiellement conditionné par cet environnement et à son tour il influence à long terme les utilités individuelles.

C'est cet enchevêtrement de liaisons, aux effets contradictoires et aux temps de réaction fort différents qui explique l'insuffisance des analyses courantes de la démocratie. Pour certains, l'environnement socio-économique conditionne la structure des partis, et le parti représentant la classe dominante assure son maintien au pouvoir par une loi électorale appropriée. Pour d'autres, les préférences des électeurs exprimées par les votes (contrôles à priori) continuent ensuite, grâce à l'opinion publique, à exercer l'influence sur les décisions des assemblées (contrôle instantané), puis se manifestent sous forme de nouveaux votes tenant compte des décisions prises (contrôle à posteriori), ce qui assure le caractère totalement représentatif de la démocratie. Théories partielles que tout cela. Même simplifié, le schéma de la figure 2 ouvre d'autres perspectives. A nous de l'explorer pas à pas.

Le filtre déformant de la loi électorale

Il est bien connu tout d'abord que toute loi électorale est un mauvais appareil de mesure : Pour des votes déterminés, elle conduit à une distribution des élus distincte de la distribution des votes :

Par exemple, le *scrutin uninominal à un tour* diminue ou élimine la représentation des partis largement minoritaires. Pour les grands partis nationaux, il amplifie les mouvements d'opinion, un petit déplacement du pourcentage des voix pouvant modifier considérablement le nombre d'élus. En revanche, des poussées en faveur de nouveaux mouvements peuvent être sans effets. Comme le dit M. Duverger, « le scrutin majoritaire à un seul tour est très sensible à l'évolution normale, mais insensible aux mutations brusques, à moins qu'elles ne soient puissantes et durables ([18]) ». Un tel mode de scrutin facilite la construction de majorités parlementaires homogènes et établit une relation étroite entre les électeurs et les élus.

Le *scrutin uninominal à deux tours* est plus complexe, car des alliances locales ou nationales entre partis peuvent se nouer au second tour. Comme le dit l'adage français : « Au premier tour, on élimine ; au second, on choisit. » Le résultat de ce scrutin dépend, en particulier, des probabilités de vote pour différents partis, au second tour, des électeurs ayant voté au premier tour pour un parti n'ayant plus de candidat au second. Ce scrutin « est relativement peu sensible aussi bien à l'évolution normale des opinions qu'à leurs mutations brusques », sauf au voisinage de certains pourcentages comme ceux qui existent actuellement en France : Par exemple, en 1967, 1 % de plus ou de moins de voix à la marge au second tour représentait pour la majorité près de 20 % de députés en plus ou en moins.

En revanche, le *scrutin à la proportionnelle* tend à calquer la distribution des élus sur la distribution des votes, mais en réduisant fortement les liens entre les élus qui figurent sur une liste désignée par un parti et les électeurs. Il conduit à des assemblées parlementaires morcelées en fractions compactes de représentants des différents partis. Si d'un scrutin à l'autre, les opinions se transforment, la représentation proportionnelle comme l'écrit encore M. Duverger « est insensible à l'évolution normale des opinions et très sensible aux mutations brusques, même provisoires et faibles ([19]) ». Les poussées gaullistes et poujadistes sous la IV[e] République en ont été l'illustration.

Lorsque la loi électorale prévoit une élection au suffrage indirect, aux remarques précédentes qui jouent deux fois s'ajoutent les différences d'objectifs, de jugement et de perception de la réalité des électeurs primaires par rapport aux électeurs de base. La corrélation entre les intentions de vote et la représentation aux assemblées

---

([18]) Maurice Duverger, Les partis politiques. Armand Colin, Paris, 1951.
([19]) Maurice Duverger, *op. cit.*

n'en est que plus lâche. Ainsi, pour des votes identiques, les assemblées produites par la loi électorale peuvent avoir des compositions et donc *des structures de coalitions majoritaires* totalement différentes. Par rapport aux finalités de la politique, la loi électorale n'est pas une règle neutre : Amplifiant ou amortissant les mouvements d'opinion, elle améliore ou compromet l'*adaptabilité* du système qui nécessite, selon les cas, l'accélération ou le freinage des évolutions ; donnant implicitement des poids différents aux différents votes, elle intervient dans l'*égalité* des chances et dans la distribution de la *participation ;* elle peut même compromettre l'*efficacité* si les députés sont par trop insensibles à la situation des individus dont les votes sont sans effets sur la composition des assemblées.

Le filtre déformant des programmes des partis

Si les votes des électeurs dépendent des programmes et des candidatures des partis, les partis choisissent en revanche leurs programmes et leurs candidatures en fonction des objectifs des électeurs. Il est inutile de reprendre ici toute l'analyse de Downs. Si l'utilité d'un électeur se traduit par le choix d'une position sur chacune des dimensions exprimant les préférences, les partis observent la distribution de ces positions pour tous les électeurs et choisissent à leur tour leurs propres positions, compte tenu de leurs préférences propres et du nombre d'électeurs qui sont alors plus proches d'eux que des autres partis. On peut dire que *les programmes des partis résument en cinq ou six « positions » tout au plus l'ensemble de la carte de choix des électeurs.* Avec un découpage par fractionnement sur une dimension unique droite-gauche (conservateurs-libéraux-travaillistes en Angleterre) ou par superposition de dichotomies sur plusieurs dimensions (par exemple, en Belgique où les dimensions sont : flamands-francophones, chrétiens-laïcs, libéraux-socialistes et donnent naissance à huit tendances dont cinq sont importantes). Il arrive aussi que certains partis se placent à un extrême sur une seule dimension, car cette dimension est la seule qui intéresse leurs sympathisants (la Volksunie en Belgique pour laquelle la dimension linguistique est prépondérante, le Poujadisme en France pour lequel seule importait la situation des petits commerçants). Le choix pour un parti de sa « région » est un problème difficile, car il lui faut à la fois tendre à occuper une vaste zone pour avoir le maximum de chances de jouer un grand rôle politique et éviter de dégarnir ses frontières en permettant l'extension d'un autre parti ou l'irruption d'un parti nouveau.

Même en situation d'information parfaite, les programmes des partis (qui sont nécessaires pour l'agrégation des demandes)

constituent donc un filtre *déformant* des objectifs individuels. Par rapport aux finalités de la politique, on pourrait répéter à leur égard ce qui a été dit de la loi électorale. Mais, comme l'a bien vu Downs, l'imperfection de l'information complique encore la situation car les programmes sont généralement :

— contradictoires, puisque l'électeur est pratiquement incapable d'en vérifier la cohérence,

— ambitieux, puisque l'électeur aura le plus souvent oublié leur contenu quelques mois après,

— incomplets par escamotage des objectifs du parti les moins populaires à un moment donné. (Ainsi, le parti communiste français est devenu plus discret, dans les dernières années, sur la mise en place de la dictature du prolétariat à la suite d'une élection gagnée),

— flous, par incapacités des partis de définir un ensemble de mesures permettant d'atteindre, dans une société donnée, des résultats définis.

Déformation des programmes qui dépend de l'ensemble du système : Un programme hardiment révolutionnaire est sans danger pour un parti qui ne peut participer à une coalition majoritaire. En revanche, dans un scrutin uninominal à deux tours, un parti doit être prudent dans l'énoncé de son programme s'il sait qu'il sera contraint à des alliances au second tour.

Comme tous les partis concentrent sur leurs programmes la diffusion d'informations, ils influencent, *à utilités des électeurs données*, les opinions de ces derniers en essayant de les rendre plus tranchées, plus contrastées, plus sensibles aux différences entre partis.

Où est déjà la belle simplicité de la représentation du peuple !

Le système des partis modelé par la loi électorale

La loi électorale influence le système des partis pour une raison toute simple : Les partis politiques se constituent généralement pour être représentés aux assemblées et gagner les élections. C'est l'un des grands mérites de M. Duverger d'avoir mis ce phénomène en évidence ([20]), même si ses résultats ont été révisés depuis par Douglas W. Rae lorsqu'il a fait une analyse statistique extrêmement poussée du phénomène dans « The political consequences of electoral laws ([21]) » :

([20]) Maurice Duverger, *op. cit.*

([21]) D. W. Rae, The political consequences of electoral laws. Yale University Press, New Haven, 1967.

— « La représentation proportionnelle tend à un système de partis multiples, rigides, indépendants et stables (sauf le cas de mouvements passionnels) ». D'une manière générale, elle donne ses chances à tout parti susceptible d'avoir un pourcentage appréciable de voix dans un nombre suffisant de circonscriptions. Ce seul effet tendrait à la multiplication des partis, mais il est combattu par la nécessité pour chaque parti de présenter des listes, ce qui freine la prolifération. La seule exception est celle de mouvements passionnels susceptibles pour cette raison de recruter rapidement des candidats à l'échelle nationale et d'acquérir en un éclair une vaste notoriété. Ces mouvements — comme le poujadisme en France — ont alors des succès rapides puis se dégonflent comme des soufflés aux élections suivantes. Par les mêmes mécanismes, la représentation proportionnelle sauve de l'écrasement les partis minoritaires, comme le parti libéral belge lorsqu'elle a succédé dans ce pays au scrutin uninominal à un tour.

Par le multipartisme rigide qu'elle entraîne, la représentation proportionnelle conduit à des assemblées législatives où les majorités sont le résultat instable de coalitions de joueurs indépendants. Si aux yeux de certains, elle favorise les finalités d'*égalité* et de *participation* elle conduit fréquemment la démocratie à la ruine en cristallisant les nuances de l'opinion en un système de partis monolithiques qui, dans les coulisses des assemblées, poursuivent leur lutte pour le pouvoir. Elle est alors un crime contre l'*adaptabilité* comme le montrent les tristes expériences de la IV^{e} République française et de la République italienne.

— De son côté, le scrutin uninominal à un tour tend à un système dualiste avec alternance de grands partis indépendants. Par exemple, en France, un tel scrutin éliminerait le parti communiste de la représentation et conduirait nombre d'électeurs à voter pour un parti de gauche suffisamment modéré pour être susceptible d'avoir la majorité dans un nombre suffisant de circonscriptions ([22]). Evidemment, lorsqu'il y a de fortes particularités locales, un parti puissant dans une région peut se maintenir dans une zone-refuge comme le font en montagne les espèces chassées de la plaine par des espèces plus compétitives. Historiquement, un pays peut basculer, au fur et à mesure qu'évoluent les attitudes de ses électeurs d'un régime de bipartisme à un autre en passant par une période instable de trois partis. Tout le monde connaît le cas de l'Angleterre où le parti travailliste a débordé sur sa gauche le parti libéral qui, n'ayant su s'adapter, a été écrasé entre le parti conser-

([22]) Bien évidemment, le parti communiste s'efforcerait de faire modifier la loi électorale ou le régime lui-même avant que cet effet ne se fasse sentir. En cas d'échec, il tenterait des alliances.

vateur et le parti travailliste par le mode de scrutin. Au bipartisme libéraux-conservateurs a succédé le bipartisme travailliste-conservateurs.

— Enfin, « le scrutin majoritaire à deux tours tend à un système de partis multiples, souples, dépendants et relativement stables (dans tous les cas) ». Le « mécanisme est assez simple : La diversité de partis voisins ne porte pas atteinte à leur représentation globale dans ce système puisqu'ils peuvent toujours se regrouper lors du scrutin de ballottage » et les divers partis ont des relations subtiles qui ne sont pas seulement d'opposition puisqu'ils doivent toujours se faire des concessions réciproques au second tour et contiennent en leur sein des « hommes charnières » qui ne peuvent être élus qu'avec les voix des autres. Les assemblées sont le théâtre de coalitions mais où la lutte est tempérée par les nécessités électorales. Ce scrutin transpose dans les assemblées toutes les nuances de l'opinion, mais avec des dosages différents. Il diminue l'influence des opinions extrêmes par regroupement des modérés au second tour. Il assure une bonne *adaptabilité à court terme*, mais a l'inconvénient de ne pas engendrer aussi facilement l'*adaptabilité à long terme* créée par l'alternance de deux grands partis au pouvoir.

Quand les partis sont forts sans qu'aucun n'ait la prépondérance, le système des partis joue un rôle essentiel dans la vie politique, mais *il n'y a alors aucune boucle de régulation correctrice de leur puissance*. A l'assemblée comme dans l'exécutif, les partis veillent à leurs privilèges. Les choix des électeurs ne peuvent s'exprimer facilement qu'en termes de partis existants. L'environnement socio-économique ne joue qu'à long terme. Seule l'incapacité du système à répondre à certaines demandes criantes (son inefficacité et son inadaptabilité), provoque, après une détérioration progressive de son fonctionnement, une érosion du soutien qui rend possible, par une sorte de coup d'Etat, l'affaiblissement du rôle des partis. C'est l'une des rares contributions du Général de Gaulle à la science politique d'avoir fait de ce phénomène le leitmotiv de ses discours. Amintore Fanfani aurait bien fait de les méditer.

Les décisions des assemblées au carrefour d'influences multiples

Quant aux assemblées élues, ce qui frappe immédiatement est la complexité de leurs mécanismes de décision. Certes, la composition de l'assemblée, en définissant l'appartenance de ses membres aux différents partis, détermine les coalitions majoritaires, mais combien d'autres variables interfèrent !

— Le *système des partis* tout d'abord : Avec des partis forts et monolithiques, les décisions au sein des assemblées résultent en fait de négociations extraparlementaires entre les partis, la repré-

sentation dans les assemblées ne servant qu'à définir les poids respectifs. Récemment, les mémoires de Vincent Auriol ont brutalement rappelé les ultimatums que posaient les partis sous la IV^e^ République, lors de la formation des gouvernements et de la définition de leurs politiques ([23]). Avec des partis faibles au contraire, le rôle des parlementaires devient dominant et les divers représentants d'un parti s'associent parfois, pour une décision, à des coalitions différentes.

— *Les programmes des partis*, ensuite : En fonction de leur précision, du rôle plus ou moins grand qu'ils ont joué dans la campagne électorale, ils constituent un cadre auquel les parlementaires doivent se conformer plus ou moins strictement.

— *En troisième lieu, les relations des parlementaires avec leurs électeurs :* Une fois élu, le parlementaire voit ses relations avec ses électeurs se transformer totalement ; la prochaine élection est lointaine ; une certaine distance possible. Mais le jeu est subtil entre les ambitions personnelles qui supposent une dimension nationale, le parti qui désigne les candidats, les électeurs dont l'attachement influence le parti au moment des candidatures, puis qui assurent les réélections... Il ne faut pas en sourire : La démocratie est viable dans la mesure où les assemblées ne sont pas sous la dépendance stricte des électeurs ou des partis. *L'élection est un mécanisme de couplage stochastique qui ne fonctionne que s'il n'y a pas de relation stricte entre les variations des opinions des électeurs et les comportements des parlementaires.* Une corrélation trop forte répercute au niveau de la nation les modifications brusques et aléatoires de l'opinion publique : Il est bien connu que l'on dérègle une machine-outil en essayant de la régler constamment en fonction des écarts sur la dernière pièce produite. Une corrélation trop faible, en dissociant les décisions de l'assemblée des opinions des électeurs, accumule à long terme tous les risques de la dictature.

— *L'image enfin que se font les parlementaires des opinions des électeurs.* Résultat d'une intuition directe des attitudes de ces derniers. Ou d'une sensibilité aux leaders d'opinion (journalistes politiques, syndicalistes, écrivains, ...) dont l'influence sur les assemblées risque d'être sans commune mesure avec leur action sur l'électorat. Ou même de la pression morale ou de la peur physique qu'engendre la fraction bruyante de l'opinion publique — les mécontents, les grévistes, et, dans les périodes révolutionnaires, la rue.

Ainsi, les assemblées prennent leurs décisions par des processus de résolution progressive des conflits dont le fonctionnement est

---

([23]) Vincent Auriol, Mon septennat 1947-1954. Gallimard, Paris, 1970.

facilité par une certaine indépendance à l'égard de l'opinion publique et des groupes de pression. Malgré le risque d'incohérence partielle, les boucles de réaction qui relient directement les assemblées à l'électorat assurent une prise en compte relative des intérêts individuels, sauf lorsque la force des groupes de pression (les partis politiques notamment) affaiblit ces régulations directes au profit de régulations plus lentes et plus incertaines transitant par le système des partis.

Parmi les décisions généralement réservées aux assemblées, il en est une d'essentielle pour le fonctionnement du système politique, l'adoption de la loi électorale. Rarement, les assemblées le font avec la naïveté de l'Assemblée Constituante de 1789 lorsqu'elle avait décidé qu'aucun de ses membres ne pourrait appartenir à l'Assemblée Législative. Elles cherchent au contraire à renforcer les chances de pérennité de leurs majorités. Les bourgs-pourris de l'Angleterre géorgienne, le découpage des circonscriptions électorales sous la IV^e^ République — loi qui avait pour but de permettre au centre de mieux lutter contre les extrêmes, communistes et gaullistes — en sont quelques exemples célèbres. Liaison généralement mise en œuvre par les partis du centre pour accroître la stabilité du système, tandis que les partis extrêmes ont tendance, s'ils gagnent les élections, à aller beaucoup plus loin, c'est-à-dire à modifier la constitution pour instaurer démocratie populaire ou dictature.

Le conditionnement complexe des opinions des électeurs

Même à objectifs donnés, c'est-à-dire à fonctions d'utilité *constantes*, les opinions des électeurs évoluent : Elles se modifient en réponse aux décisions des assemblées sous l'impact d'une information imprécise modelée par les programmes des partis, influencée par les moyens de communication de masse, orientée par les leaders d'opinion, transformée par les phénomènes d'identification.

Les partis présentent aux électeurs une image de la situation différente selon qu'ils sont au pouvoir ou dans l'opposition et cela indépendamment des faits (Soutenir la thèse de la paupérisation ne gêne nullement le parti socialiste français). Tous dénoncent la publicité commerciale, pourtant moins dangereuse que sa version politique. Un publicitaire risque la condamnation pour avoir donné des indications fausses sur un produit ; un parti politique, jamais... et le paradoxe est qu'il vaut sans doute mieux qu'il en soit ainsi.

Les *relais* constitués par les moyens de communication de masse sélectionnent l'information intéressante et par conséquent la déforment, la dramatisent, choisissent les faits anormaux, donnant une information par *exception*, qui peut aussi bien renforcer par une propagande totalitaire la stabilité d'une dictature, que maintenir l'inquiétude nécessaire aux démocraties.

Moins apparents que les relais, les *leaders d'opinions* répartis dans tous les groupes jouent un rôle majeur dans la diffusion, l'adoption, le rejet, la formation des diverses opinions. A certaines périodes, c'est l'ensemble d'un groupe ou d'un groupuscule social qui peut jouer ce rôle.

Enfin, s'ajoutent ces phénomènes essentiels d'*identifications* individuelles avec leur cortège de modes passagères comme le boulangisme, le poujadisme, la passion italienne pour Fiume au lendemain de la première guerre et leur tendance à intégrer une large fraction de la population dans un mouvement où s'effacent les opinions individuelles, comme dans le national-socialisme d'avant-guerre. *Arthur Kœstler n'a pas tort d'écrire que le grand danger de l'humanité est moins l'agressivité et l'égoïsme individuels que la faculté de s'identifier à des causes généreuses qui, au nom du sacrifice, conduisent à l'agressivité collective.*

Des décisions des assemblées, l'électeur ne perçoit qu'une partie des effets à court terme. Combien de fois des mesures très favorables à long terme ont-elles été mal jugées et un parti tenu pour responsable de problèmes dans lesquels il n'était pour rien ! En réponse à des décisions d'assemblées qu'il juge défavorable, un électeur réagit d'ailleurs souvent en modifiant son vote dans un domaine totalement différent... La réforme régionale proposée par le Général de Gaulle a été repoussée parce que le projet de sécurité sociale des commerçants avait été mal conçu... Il faut s'y résigner : La régulation du système politique par les votes des électeurs est imprécise et irrégulière, sauf peut-être dans les situations extrêmes où l'emportent la peur, l'amour de la sécurité ou la crainte de la perte des libertés.

Certes, l'imperfection de cette liaison compromet grandement l'*efficacité*, et peut-être l'*égalité*, mais l'existence de cette régulation a beaucoup d'importance pour la *participation* et préserve très certainement l'*adaptabilité*. Pour cette finalité, l'essentiel n'est pas que le peuple vote rationnellement, mais que son mécontentement se manifeste à coups de bulletins de vote plutôt qu'à coups de cocktails Molotov...

L'évolution des objectifs des électeurs

A plus long terme, les objectifs des électeurs ne sont plus une donnée. Ils résultent eux-mêmes de processus d'apprentissage. Des processus où interviennent à la fois le système des partis qui tend à cristalliser et à simplifier les objectifs individuels en en renforçant certains et en en affaiblissant d'autres, et l'environnement socio-économique qui impose des schémas culturels et des contraintes de revenus, d'activités et d'information... Au cours de ces processus,

les compétences des individus se transforment sous l'effet des rôles qu'ils jouent dans la collectivité, les images qu'ils se font de leur situation relative se modifient, leur conscience de la satisfaction de leurs différents besoins s'affine, la force de leurs diverses motivations change sous l'influence des systèmes de valeurs de la collectivité tout entière, ou des groupes d'individus de même âge, de même sexe, de même appartenance ethnique, et de même catégorie socio-professionnelle. Ainsi, se crée et se recrée perpétuellement dans la collectivité une certaine distribution des objectifs individuels dont rend compte pour une part la classe sociale. Mais le schéma marxiste est trop rigide. Chaque individu a sa propre constellation de besoins modelée lors de la construction de sa personnalité et « un centre d'imagination » plus ou moins alerte. Il y a un éventail de réponses à une même situation sociale. Certaines sont d'acceptation, d'autres de révolte. Leur propagation ne dépend pas que du métier, mais aussi d'un grand nombre de facteurs du système social tout entier (les valeurs des classes dominantes, la vitesse des transformations économiques, le sens des variations de revenu à court terme, l'intensité du déracinement culturel, les possibilités de promotion individuelles).

A leur tour, environnement socio-économique et objectifs des électeurs conditionnent le système des partis, car les groupes d'hommes qui créent les organisations politiques le font en se livrant à une analyse du système social et en essayant de dégager un modèle simplifié de la réalité qui soit une base pour la pensée et pour l'action.

Selon la force de toutes ces liaisons, selon les réponses d'auto-organisation des individus, des partis et des assemblées, selon les défis de l'environnement, le sous-système précédent peut connaître les évolutions les plus variées. Il est certainement *adaptable*, mais il peut l'être à plus ou moins long terme, pour des chocs plus ou moins violents. Il a une certaine *efficacité* comme Downs l'a montré, sans que cela évite les gaspillages. Il est moyennement *participatif* et pour cette raison moyennement *égalitaire*. Bref, il a toutes les caractéristiques d'un organisme vivant construit progressivement et viable sous certaines conditions seulement.

Le système exécutif national

Avec cette nouvelle fonction du système politique qu'illustre la figure 3 ([24]) — deux boucles de régulation nouvelles apparaissent,

---

([24]) Où ne sont reproduites en les simplifiant que celles des liaisons de la figure 2 nécessaires à l'intelligence de l'exposé.

celle des procédures d'approbation et de révision des constitutions et celle des constitutions elles-mêmes.

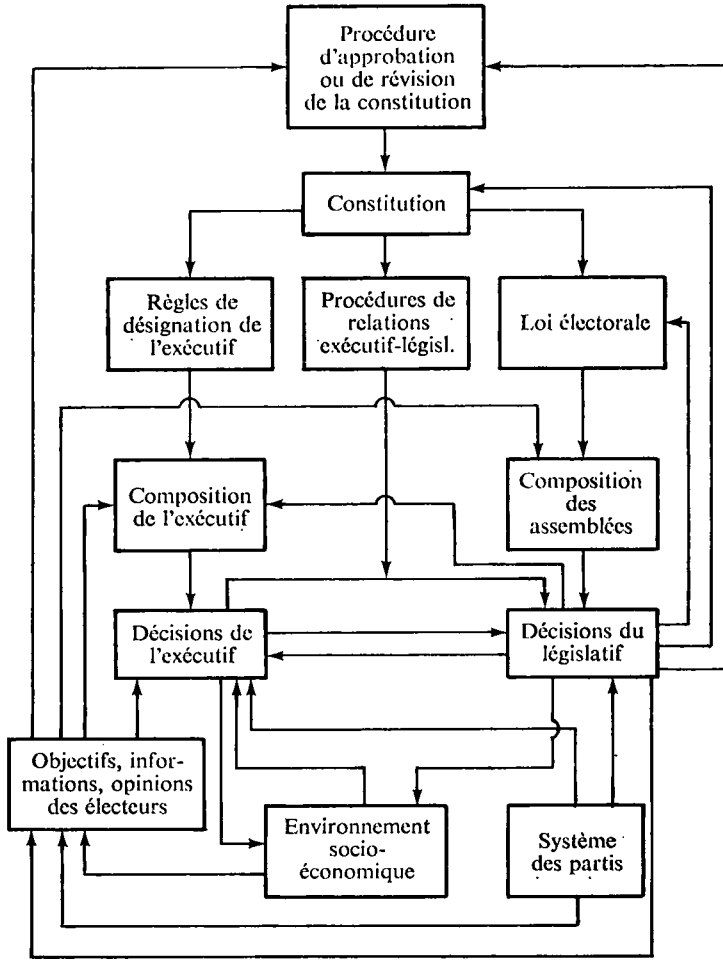


Figure 3.

En plus naturellement, des liaisons qui déterminent la composition de l'exécutif, conditionnent ses relations avec le législatif ou influencent ses décisions.

La régulation institutionnelle des constitutions

En termes de théorie des systèmes, l'ensemble des règles implicites ou explicites généralement dénommé constitution représente, par rapport à la loi électorale, un niveau de régulation hiérarchi-

quement plus élevé puisqu'il fixe les règles de désignation de l'exécutif, les contraintes auxquelles doit satisfaire la loi électorale et certaines procédures de relations entre l'exécutif et le législatif.

C'est une régulation *institutionnelle*. Elle tire sa force de ce que, si on l'enfreint, une grande incertitude s'instaure quant à l'évolution de la collectivité. Par conséquent, dans beaucoup de peuples moins manichéens que les Français, le nombre d'individus qui veulent changer les dirigeants ou leur politique est largement supérieur au nombre de ceux qui sont prêts pour cela, à courir le risque de détruire la constitution.

Toutefois, pour accroître l'adaptabilité du système, les constitutions prévoient des procédures de révision. Ces procédures ne doivent être ni trop faibles — ce qui affaiblirait la force de régulation de la constitution, ni trop difficiles car, en cas d'inadaptation, il n'y aurait pas d'autres solutions que de faire « sauter » la régulation. Mais la régulation des procédures de révision fonctionne mal car elle est nécessairement construite en utilisant les liaisons créées par la constitution elle-même. Le système politique peut donc être à l'agonie (comme à la fin de la IV^e^ République) sans que les conditions de révision normales de la constitution soient réunies.

Toutefois, au-delà de la révision constitutionnelle, il existe, dans toute collectivité, des régulations non formalisées d'étages supérieurs à celui de la révision constitutionnelle :

— Lorsqu'une révolution ne correspond pas à un changement profond de la structure socio-économique, les acteurs du changement octroient d'eux-mêmes une constitution peu différente ou la suscitent par le biais d'une assemblée constituante élue. Le réflexe de peur et d'inquiétude des groupes sociaux intermédiaires restaure alors un ordre proche de l'ordre ancien. La Commune exceptée, mais elle a été écrasée, toute l'histoire de France depuis le Consulat est la plus magnifique illustration de cette régulation sociale avec la réassimilation périodique des révolutions parisiennes par les majorités provinciales.

— Lorsqu'une révolution bouleverse l'ordre social comme dans la France de 1789-1793, la Russie de 1917-1919, la Chine de 1946-1949, la société se réorganise et engendre de nouvelles institutions parce qu'il existe à l'échelle nationale des groupes d'individus et de partis qui ont besoin d'une organisations pour poursuivre leurs objectifs et reçoivent pour cela l'appui d'une fraction suffisante de la population.

— Lorsque l'effondrement du système social est lent et complet comme dans l'agonie du Bas-Empire romain, le besoin de sécurité et d'efficacité suscite, à la base, des organisations locales sous la

forme de groupes d'auto-défense qui s'assurent les moyens nécessaires en reconnaissant un suzerain plus puissant. A l'époque du Bas-Empire, sous la pression de l'insécurité des invasions et devant l'incapacité des autorités centrales de répondre aux « demandes », la féodalité est née de l'auto-organisation de ces cellules de protection, qui accroissaient leurs moyens de résistance en suscitant à leur tour une structure hiérarchique.

Ainsi, se mettent en jeu des régulations de plus en plus puissantes au fur et à mesure que la puissance des défis compromet de plus en plus la survie du système.

L'influence des modes de désignation de l'exécutif

Descendons d'un étage : Au-dessous de la constitution, en parallèle avec la loi électorale, vont se situer les règles de désignation de l'exécutif. Deux types extrêmes : la désignation par les électeurs comme aux Etats-Unis, la désignation par les assemblées comme sous la III[e] République. Des cas mixtes comme en France depuis l'élection du Président au suffrage universel.

Si l'exécutif est désigné par l'Assemblée, sa composition est une conséquence de celle de l'assemblée et, à ce titre, dépend à plus long terme du système des partis engendré par la loi électorale ou l'environnement socio-économique :

Au scrutin uninominal à un tour, les gouvernements forts et homogènes pendant de longues périodes.

A la représentation proportionnelle, les gouvernements de coalition auxquels sont inoculés les oppositions des partis et qui sont condamnés à mort dès qu'un parti peut espérer une représentation plus importante.

Au scrutin uninominal à deux tours, les gouvernements fragiles de personnalités subtilement dosées, susceptibles de s'assurer la majorité dans les assemblées par des compromis incessants. Mais au niveau de l'exécutif comme à celui du législatif, les coalitions les plus naturelles sont aussi celles qui rapprochent les émanations politiques des groupes sociaux ayant le moins de conflits d'intérêts. Derrière le choix de l'exécutif par l'assemblée, par une longue chaîne de liaisons, se manifeste, déformée, filtrée, la structure de pouvoir de la société.

Différents mécanismes de régulations ont été inventés par les constitutions pour contrebalancer cette influence des assemblées sur la composition de l'exécutif : majorités minimums requises pour renverser un gouvernement, droit de dissolution, etc... mais ils ne fonctionnent guère puisque l'assemblée peut bloquer le fonctionnement du système et a toute chance de gagner une bataille électorale menée suivant les règles avec lesquelles elle a été élue.

Il en est de même des techniques dérisoires dites « programmes de gouvernement », accords fragiles entre partis nullement contraints de les appliquer et qui éclatent au premier choc avec la réalité.

Si l'exécutif est désigné par les électeurs, sa composition est homogène et sa survie est assurée par la constitution. Ayant dû obtenir la majorité, le candidat élu au poste de Président est nécessairement d'opinions modérées. « Bonnets blancs et blancs bonnets » dirait Jacques Duclos, mais il détient un véritable pouvoir et, comme n'ont cessé de le répéter les Cassandre opposées en France à l'amendement de 1962, les heurts avec le législatif sont un risque constant en dépit de précautions de toutes sortes, allant de la réduction de la durée du mandat présidentiel à la définition précise des domaines de compétence, du recours au référendum à la possibilité de dissolution, etc...

Mais postuler comme nous venons de le faire l'existence séparée d'un système exécutif et d'un système législatif est admettre une hypothèse qui n'a été constamment vérifiée ni au cours de l'histoire ni même au cours des deux derniers siècles. L'Assemblée Législative de 1792 intervenait à tout moment sur tout sujet par des décrets et à l'inverse, les assemblées napoléoniennes n'étaient que des chambres d'enregistrement. C'est que *toute organisation politique à deux pôles est toujours potentiellement instable et le serait effectivement s'il n'y avait :*

— la nécessité de l'efficacité qui exclut la disparition de l'exécutif et contraint le législatif à la division du travail,

— le contrôle des deux systèmes par un troisième comme le système des partis (en Angleterre ou sous la IV^{e} République),

— la volonté consciente d'instaurer la séparation des pouvoirs chère à Montesquieu au moment du renversement d'un système à « pouvoir » concentré que son manque d'adaptabilité a condamné.

Et c'est là, au cœur des relations entre l'exécutif et le législatif, que se mesure, dans l'extraordinaire complexité qui résulte de la construction progressive des systèmes politiques, combien un système politique peut être, face à certains défis, totalement adaptable et hyperstable, tout en étant susceptible, dans d'autres circonstances, d'engendrer des déséquilibres cumulatifs qui le conduisent à sa perte.

L'instabilité des relations de l'exécutif et du législatif

Qu'elles soient formelles et fixées par les procédures constitutionnelles ou informelles et élaborées empiriquement, les relations entre l'exécutif et le législatif relèvent toujours de trois aspects différents :

— la définition des domaines de décisions réservés à l'exécutif et au législatif,
— les procédures de propositions de décisions,
— les procédures de vote par les assemblées.

Sur chacun de ces points, se retrouve l'instabilité potentielle du duopole.

— En France où une loi ne peut être modifiée que par une loi, où toute décision peut faire l'objet d'une loi et où aucune décision de l'exécutif ne peut être contraire à une loi, le domaine de la loi aurait constamment tendance à faire tache d'huile, mais comme les coûts des décisions législatives deviendraient prohibitifs dans une société très complexe, l'exécutif arrache dans les cas graves la possibilité de promulguer seul des décrets-lois ou des ordonnances, ou s'efforce, en s'arc-boutant sur la constitution, de réserver à l'administration les textes dits d'application qui sont les seuls à donner à la loi son contenu véritable. Lorsque l'exécutif est assez fort, il peut même, en retardant les textes, refuser de facto de mettre une loi en application.

— L'équilibre des deux systèmes est très sensible aux règles fixant les propositions de décisions. Qu'elles puissent venir de l'exécutif seul, du législatif seul, ou des deux et tout le fonctionnement en est changé.

— Mais c'est surtout au niveau des procédures de vote qu'ont été inventées ces règles bien connues (ordre des votes, votes bloqués, etc...) dont le but est de renforcer le pouvoir de l'exécutif, puisque, plus homogène, il a généralement des objectifs plus stables et plus constants que des assemblées multiformes. A une certaine époque, le bicaméralisme était aussi une forme de structure destinée à régulariser les votes des assemblées et à réduire l'incertitude des résultats.

Fruit de la collaboration entre l'exécutif et le législatif, la loi constitue donc, après la constitution (et la loi électorale) l'un des types de règles essentiels de la collectivité. Or, cette loi est bien rarement pensée en terme de systèmes. Elaborée par un exécutif sensible à des pressions à court terme, votée par des parlementaires en fonction d'avantages immédiats, elle a ensuite sa vie propre, c'est-à-dire qu'elle conditionne lentement, sûrement, insidieusement, les comportements des individus et des organisations qui cherchent à l'utiliser, à la tourner, à l'enfreindre dans le contexte mouvant de l'environnement économique et social. Faute d'une prospective des lois prenant en compte ces enchaînements de réaction à long terme, la vie d'une loi est pleine d'incertitude. Il y a des cimetières de lois inappliquées votées dans la passion comme

si elles devaient bouleverser le monde, tandis que des amendements jugés anodins, votés subrepticement dans l'indifférence générale, apparaissent cinquante ans plus tard comme l'une des bases de la société. Vive les lois robustes et simples, construites pour le long terme, capables d'utiliser les réactions des individus et des groupes à leur égard pour renforcer leurs effets en modelant puissamment et lentement la société dans le sens voulu par la législation ! Mais il en est rarement ainsi dans le fonctionnement actuel des systèmes politiques.

L'insuffisance de l'information de l'exécutif

Easton et Almond nous l'ont appris : Pour ses propres décisions ou pour celles qu'il propose au législatif, l'exécutif commence par prendre conscience d'un problème en recevant des « demandes agrégées ».

C'est l'administration qui lui pose des questions concernant son propre fonctionnement (déficit de la sécurité sociale) ou plus généralement celui de la collectivité (rapports du Commissariat au Plan).

Ce sont les partis et les parlementaires qui cherchent à faire aboutir leurs demandes propres ou celles des groupes dont ils sont proches.

C'est l'ensemble de la population ou plutôt des groupes particuliers (journaux, syndicats, associations) qui transmettent de l'information et cherchent à utiliser leur pouvoir par des articles, des visites ou des grèves.

Déformées, simplifiées, généralisées, ces informations sont à leur tour filtrées en fonction des deux grands objectifs propres de l'exécutif ; se maintenir au pouvoir et contribuer à créer un type idéal de société.

Mais, dans les sociétés modernes, la qualité de la transmission de l'information des électeurs vers l'exécutif est souvent inadéquate. Malgré l'énormité des ressources économiques employées, il est difficile de trouver, dans l'océan d'informations parasites ou tendancieuses, les données nécessaires à la prise de décision. *La faiblesse de cette partie des systèmes politiques compromet grandement leur efficacité et leur adaptabilité.*

Les problèmes détectés, l'imagination des solutions proviendra de l'exécutif lui-même ou de l'administration qui est son organisme d'études. Mais cette dernière qui a un bon équipement logique souffre d'un manque de compréhension des motivations de la population. D'où, après ces lois sans avenir, ces décrets pour spécialistes que ne peuvent maîtriser que les grandes organisations. Nous aurons à y revenir.

Formant un tissu inextricable avec les décisions administratives, les décisions de l'exécutif s'insèrent dans un processus continu, difficilement datable au point que l'on a pu dire avec humour que les décisions de l'exécutif ne sont jamais prises, qu'elles deviennent seulement de moins en moins improbables. Comme pour les entreprises, on y sent néanmoins une volonté de cohérence partielle à court terme : le maintien des alliances, le respect du budget, le contrôle des prix et du chômage...

Ces décisions modifient l'environnement et influencent les électeurs. Mais là encore, la transmission de l'information est difficile. La boucle électeur-exécutif-électeur fonctionne mal, puisque l'information prend volontiers l'allure d'une propagande suscitant plus l'adhésion à une idéologie qu'expliquant le contenu concret des décisions.

Sans s'attarder sur le fonctionnement interne de l'exécutif où la structure hiérarchique est assouplie par les aléas de la vie politique, les luttes pour la protection des domaines de compétence, les coalitions informelles, les conflits sur les options importantes, le poids des relations interpersonnelles, l'autorité naturelle des personnalités les plus fortes, les possibilités de compromis offertes par les petits groupes, il faut considérer maintenant son énorme excroissance, cet Etat dans l'Etat qu'est l'administration moderne.

Le système administratif national

Avec ce système, entre en jeu toute une nouvelle série de liaisons (Fig. 4) :

— L'exécutif commande l'administration, mais l'utilise en retour pour préparer ses décisions. L'ambiguïté de leurs relations domine les systèmes politiques contemporains.

— L'administration nationale est elle-même un enchevêtrement de liaisons correspondant à des structures hiérarchisées en parallèle dépendant de différents ministres, et partiellement en rivalité.

— Cette administration a des relations avec les individus, les entreprises et tout l'environnement économique et social dans les quatre domaines principaux, déjà rencontrés sous des formes voisines au chapitre IV et au début de ce chapitre :

- la fourniture de biens et de services,
- l'extraction de ressources (les impôts) et la redistribution des ressources entre les agents,
- la réglementation (l'application des règles d'Almond),

● le contrôle de l'application des règles (le domaine judiciaire).

(Que l'on ne nous fasse pas querelle de réduire à une émanation de l'administration, ce « troisième pouvoir » de Montesquieu. Admettons que nous nous référons à la France).

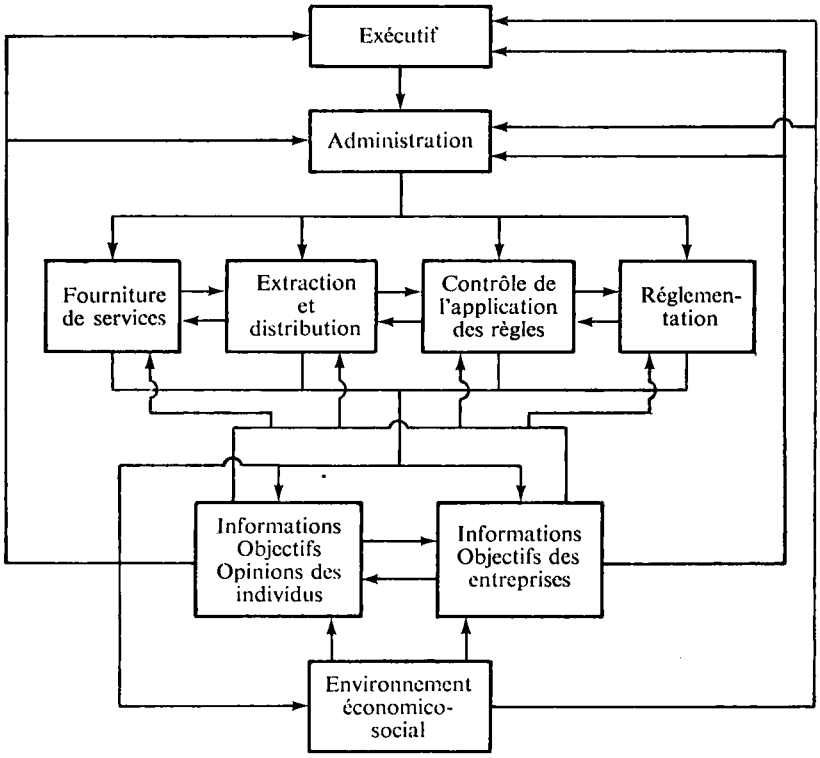


Figure 4.

L'ambiguïté des relations de l'administratif et de l'exécutif

L'exécutif est le sommet de la hiérarchie administrative, mais contrairement à la direction d'une entreprise il n'appartient à l'organisation ni par sa sélection, ni par sa carrière. Maître transitoire et souvent mal informé, il doit souvent se heurter à la résistance passive de hauts fonctionnaires qui, par affirmation de soi, ont tendance à s'identifier à l'Etat, à confondre l'Etat et la nation et à projeter consciemment et inconsciemment leurs options politiques personnelles dans leur vie professionnelle. Ce transfert d'objectifs à tous les niveaux se fait avec une parfaite bonne conscience.

Première conclusion primordiale : *L'exécutif contrôle mal le*

système administratif. Dès lors, comme sous la IVe République, le système administratif peut, en face d'un exécutif faible et changeant, se substituer partiellement au pouvoir exécutif et améliorer l'efficacité du système politique. Il peut même chercher à en prendre le contrôle, à la faveur du déclin du législatif comme sous la Ve République.

Mais l'administration n'est pas que l'organe d'exécution du gouvernement. Elle est aussi son bureau d'études et, dans ce domaine, son attitude n'est pas moins ambiguë. Libérés de la boucle de contrôle des élections, les fonctionnaires pensent à long terme et se trouvent en permanence sur une longueur d'ondes différente de celle des ministres préoccupés du quotidien. Plus éloignés de la population que les hommes politiques, rarement aidés par des études sociologiques sérieuses, leurs plans peuvent avoir des bases concrètes fragiles. Et pourtant, ce sont les seuls dans le système politique qui, à l'exception de très grands ministres, se préoccupent de l'horizon sur lequel s'engage le destin d'un pays. D'où une deuxième conclusion : *L'exécutif tire mal parti des réflexions de son administration.* En terme de neurophysiologie, le cerveau contrôle mal les muscles, tout en utilisant mal les informations sensorielles !

L'administration entre la bureaucratie et le développement incontrôlé

La faiblesse de l'exécutif vis-à-vis de l'administration explique que les fonctionnaires, population nombreuse d'électeurs, aient obtenu progressivement des garanties considérables et que le système administratif soit devenu, dans ses structures et dans ses procédures, un terrain de prédilection pour le phénomène bureaucratique cher à M. Crozier. Phénomène décrit au chapitre VI avec ses règles précises qui protègent la liberté des fonctionnaires de rang inférieur, et contraignent les échelons supérieurs à agir sous une forme réglementaire et impersonnelle sans aucun contact avec la réalité de la masse des fonctionnaires et des usagers.

Mais, dans de nombreux pays, le caractère bureaucratique est devenu un tel carcan que, par un mécanisme d'auto-organisation bien compréhensible, le système administratif s'est mis à adopter certains types d'organisation des entreprises privées, bourgeonnant sous les multiples formes du parapublic. Or, le système administratif ne connaît pas, comme l'entreprise, la régulation par risque de faillite. Il faut pour supprimer un service, le fusionner, le réformer, une énergie farouche à laquelle les électeurs peu conscients de défaillances administratives particulières et peu reconnaissants des changements faits ne contraignent guère les

ministres. L'administration se développe alors par création constante d'organismes nouveaux juxtaposés aux anciens qu'on laisse vivoter. Ainsi, *elle n'échappe pas seulement à l'exécutif dans son commandement, mais aussi dans la dynamique d'un développement cancérigène où le parapluie de l'Etat protège la volonté de puissance des fonctionnaires.*

Les fonctions de l'administration et leurs liaisons avec l'exécutif, les individus et les entreprises

Du côté de l'exécutif, le couplage est plus ou moins fort selon les fonctions.

Maximum pour la réglementation, l'extraction et la distribution ; variable pour la fourniture de services, il serait faible pour le contrôle de l'application des règles si l'on en croit le mythe démocratique. En réalité, l'équilibre des liaisons entre le judiciaire et l'exécutif est toujours fragile : rompu au profit de l'exécutif dans toutes les périodes de crise, il ne garantit l'indépendance du judiciaire que lorsque le judiciaire procède de l'élection ou qu'une longue tradition plus forte encore que la constitution sert de contrainte régulatrice contre les empiètements de l'exécutif.

Les diverses fonctions administratives supposent de la part des fonctionnaires des attitudes tout à fait différentes à l'égard de la population. Certaines demandent un respect constant des besoins de l'usager tandis que d'autres s'accommodent bien d'une attitude dominatrice. Il n'y a malheureusement rien d'étonnant à ce que cette attitude devienne générale. Au service d'un Etat abstrait, émanation de la collectivité, le fonctionnaire en vient à mépriser l'individu isolé qu'est l'usager et même à certaines périodes, à se désintéresser de lui au point de se laisser totalement absorber par ses différends avec l'Etat. Puisque l'Etat est sur un piédestal, c'est finalement à l'égard des fonctionnaires que l'Etat a des devoirs. Le développement des grèves dans le secteur public trouve ainsi l'une de ses causes dans l'existence même d'un système administratif développé.

Pourtant, par leur multiplicité et leur ampleur, les décisions de l'administration ont une influence déterminante sur l'environnement économico-social et sur la situation des individus et des entreprises :

Les individus, par exemple, interfèrent avec le système administratif dans les rôles les plus variés : fonctionnaires, consommateurs de biens et services, contribuables, bénéficiaires de subventions, administrés, justiciables... Les informations ou les services qu'ils en reçoivent vont modeler leurs opinions et leurs comportements soit au niveau des votes, soit au niveau de démarches indi-

viduelles — pour obtenir un traitement de faveur ou le respect des droits. Mais en France les enquêtes montrent que ces individus, bien qu'attendant tout de l'Etat, sont néanmoins incapables de donner une description même approximative de son appareil et de l'utilisation des impôts. Ils reprochent à l'administration son caractère formaliste et impersonnel, tout en refusant avec énergie la plus minime inégalité de traitement et en contribuant par là au renforcement du phénomène bureaucratique. *Ainsi, la boucle de contrôle des individus sur le système administratif est pratiquement inefficace.* Le sérail vit sur lui-même.

Face à ce système administratif producteur, extracteur, distributeur, édicteur et contrôleur de règles, l'entreprise est dans une situation délicate. La voilà en face de services qui conditionnent son environnement, tout en étant des concurrents existants ou potentiels et sans cesser d'être d'énormes clients ! L'administration a une telle puissance que cette entreprise est contrainte, pour réduire l'incertitude de l'avenir et assurer sa survie, de tisser, avec l'exécutif si possible, avec les différentes branches de l'administration au moins, des réseaux de relations lui permettant de faire connaître ses difficultés, d'éviter des décisions défavorables, d'obtenir des marchés, de mieux connaître les intentions de l'Etat. Mais à ce jeu, c'est l'administration qui gagne, en tant que système naturellement, car elle tire parti de ces relations pour étendre son pouvoir, influencer la nomination des dirigeants ou tenter de se substituer à eux avec toute la souplesse permise par l'indépendance à l'égard de l'exécutif et l'indépendance des services entre eux. Pendant qu'un ministère concentre un secteur industriel au nom de la rentabilité, un autre divise ses commandes en suscitant de nouveaux producteurs au nom de l'intérêt de l'Etat consommateur... Ainsi, se crée dans les démocraties occidentales ce système complexe administration-entreprise, lourd, lent et inefficace et qui n'a jamais été aussi développé qu'en France.

Là encore, l'analyse marxiste est insuffisante : Elle ne perçoit pas que, s'il existe des liaisons entre les groupes financiers ou industriels dominants, certains partis et l'exécutif et si ces groupes veulent éviter la nationalisation des entreprises, le système administratif échappe à ces régulations et que l'exécutif tiraillé par des forces contraires n'assure que la conservation des grands principes. Le « capitalisme des monopoles » est une formule brillante mais sociologiquement creuse.

Ainsi, le système administratif contribue de manière décisive à la construction des finalités du système politique : Imperméable à la *participation*, ne connaissant de la *liberté* que celle du fonctionnaire dans le cadre des règles de la fonction publique et ignorant

celle des autres citoyens, ferment puissant du développement d'une *égalité* passive, il peut être à la fois :

— agent d'*adaptabilité à court terme*, par sa permanence dans les crises,

— facteur de blocage de la société et cause d'une mauvaise *adaptabilité* à long terme par le phénomène bureaucratique,

— noyau d'*efficacité* par la prise en compte consciente des économies externes et des facteurs non perçus par le marché,

— source d'*inefficacité* par l'insuffisance du jeu des régulations économiques sur les services publics...

La commune et ses relations avec l'état

Première rencontre sur cet itinéraire avec les problèmes d'organisation géographique et leurs formes propres de déséquilibre potentiel. Problèmes qui ont été essentiels lors de la construction des Etats modernes, qui reprennent de l'importance actuellement par réaction aux tendances centralisatrices des administrations nationales et qui seront demain au cœur de la structure politique mondiale.

Commune, région, Etat, Land, province, République ; sous des noms et des réalités différentes, il s'agit toujours d'un système soumis au contrôle hiérarchique du système national et couplé avec lui (Fig. 5) :

— La Constitution, le système législatif national et même le système exécutif national fixent les règles définissant le mode de fonctionnement de la Commune.

— Dans ce cadre, elle évolue à son tour comme un système national simplifié, avec son exécutif, son législatif et son administratif.

— Mais elle reste sous le contrôle de l'exécutif et de l'administratif nationaux tout en cherchant en retour à influencer à l'échelle nationale le législatif et l'exécutif.

— Enfin, les individus et les partis, sans parler naturellement des autres organisations, agissent simultanément au niveau de la commune ou de la nation.

Un tel ensemble fait donc intervenir de nombreuses boucles de régulation presque toujours perdues de vue par les partisans de réformes régionales trop simplistes.

La commune dans l'organisation sociale

Organiser les communes, c'est, comme pour toute autre organisation hiérarchique, définir leur structure (avec les limites géographiques et les domaines de compétences), fixer les procédures de nominations à l'échelle communale, arrêter les politiques et

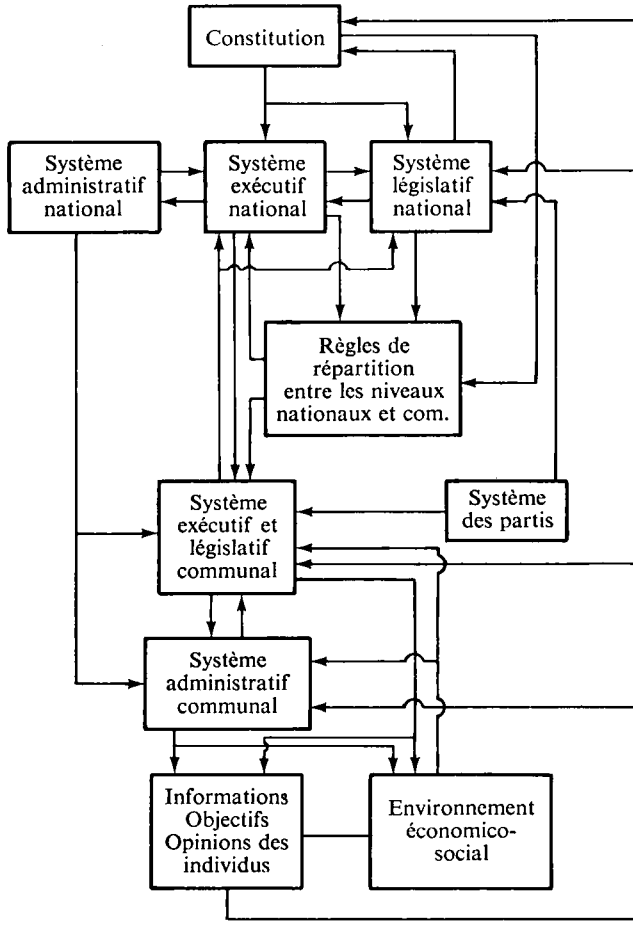


Figure 5.

les contraintes imposées aux municipalités, préciser les procédures d'information de l'Etat, codifier les modes de décision internes des communes... Avec un mélange qui dépend de l'importance attachée aux communes dans les régulations institutionnelles, c'est dans la Constitution, les lois ou les décrets que ces règles sont énoncées.

Le découpage géographique est primordial, car, dans la lutte des communes avec l'Etat, il définit le nombre de joueurs et les interférences qu'il y a entre eux : Si les communes sont petites, la décentralisation des décisions exclura de fait les nombreux problèmes dont la solution a une incidence trop forte sur les autres commu-

nes. Par exemple, en France, la taille des communes urbaines les empêche de jouer le rôle qui devrait être le leur en matière d'urbanisme.

Quant à *la décentralisation effective des décisions*, il ne faut surtout pas confondre le droit et l'usage, tant la décentralisation communale, protégée par les traditions historiques ou l'intensité de la participation et de la décentralisation dans toute la nation, est menacée par les luttes internationales, le dynamisme de l'exécutif, le jacobinisme administratif et le besoin d'égalité. Il ne suffit donc pas de connaître les règles de délégation ; il faut tenir compte aussi des limites géographiques, des contraintes politiques, des procédures de nomination et, sur le plan informel, des moyens de pression de toutes sortes dont dispose l'Etat.

Cette ambiguïté des relations de la commune et de l'Etat se manifeste aussi dans *les procédures de désignation* de l'exécutif et du législatif communal avec leur large éventail de possibilités depuis la désignation de l'exécutif par l'exécutif national (sans législatif communal), jusqu'à l'élection directe de l'exécutif et du législatif communal.

L'une des solutions extrêmes accentue la communauté des objectifs et le contrôle : L'organisation hiérarchique de la nation devient semblable à celle d'une vaste administration.

L'autre solution extrême fait de la commune un sous-système autonome dont les objectifs se construisent à partir des votes des électeurs. Distincts des objectifs nationaux, ces objectifs communaux peuvent même contenir des germes de sécession si les individus s'identifient plus à la commune qu'à la nation.

La *fixation de politiques* (ou de contraintes) est l'un des moyens qu'emploie l'exécutif pour contrôler les municipalités. En se réservant l'essentiel de la force armée et du prélèvement des impôts, l'Etat contraint les municipalités à avoir un recours constant à la protection de l'Etat ou à ses subventions. En retour, il peut intervenir dans toutes les décisions importantes.

Autre forme plus atténuée de contrôle : *Les procédures d'autorisation préalable ou d'information préalable.* En tant que Français, mesurant tous les excès d'une centralisation extrême, nous ne devons pas naïvement sous-estimer les problèmes que poseraient une vingtaine de « communes » (les régions) dotées d'une autonomie importante. Esquissons le scénario : Il y aurait une divergence cumulative entre les objectifs nationaux et communaux, les communes développées ne voudraient plus payer pour les moins développées, les luttes entre l'Etat et les communes s'intensifieraient pour la répartition du produit des impôts, car *toute organisation décentralisée est fondamentalement instable.*

Le caractère embryonnaire de la commune

Avec son exécutif, son législatif et son administratif en miniature, le sous-système communal reproduit un stade antérieur du système politique. Un stade où, dans la terminologie d'Almond, *les structures sont moins différenciées et les fonctions plus embryonnaires*. Les instabilités y sont moins fortes ; des liens plus étroits entre le législatif et l'exécutif évitent les conflits entre eux quand ils procèdent de la même élection ; le système administratif moins développé, échappe moins au contrôle de l'exécutif.

La lutte de la municipalité et de l'Etat

Beaucoup plus intéressantes sont les interférences entre la municipalité et l'Etat : Certes, dans le cadre des règles et des usages, l'exécutif contrôle et influence les décisions municipales en se servant de ses subventions et de ses propres décisions pour avantager telle ou telle commune. Il le fait naturellement en tenant compte des appartenances politiques réciproques. Mais l'administration nationale participe aussi au contrôle en poursuivant son objectif propre qui n'est pas de nature politique mais qui vise, derrière la recherche de l'uniformité, du conformisme, du transfert d'expériences réelles ou présumées, à accroître son domaine de compétence. Dans son désir inconscient de briser tous les autres pouvoirs existant dans la collectivité, le système administratif national cherche d'autant plus à mettre en tutelle les municipalités que, contrairement aux directions d'entreprises, elles détiennent leur pouvoir de l'élection. Le noyautage ou le commandement fonctionnel du système administratif communal est l'une des armes les plus redoutables.

De son côté, la municipalité se défend comme elle peut : Relativement impuissante contre l'administration centrale, elle multiplie les connexions avec le législatif sous forme de cumuls personnels ou d'amitiés de partis, fait appel à l'exécutif en brandissant la menace d'une défection des électeurs de ce dernier, s'arc-boute sur le droit, ou cherche à obtenir de ses propres électeurs des preuves de confiance (lors d'élections partielles par exemple) qui augmenteront sa marge de négociation.

Les partis et les individus entre la municipalité et l'Etat

Deux autres types d'acteurs enfin jouent un rôle dans le couplage de la municipalité et de l'Etat : le système des partis et l'ensemble des individus.

— Impossible d'avoir un système de partis différent pour la nation et la commune : Les effets de taille sur la notoriété, l'image et la possibilité d'utiliser les mass-media nationaux sont tels qu'un

parti communal non seulement n'a pas de chances sérieuses à l'échelon national (sauf le cas de minorités ethniques) mais souffre d'un handicap sérieux à l'échelon de la commune elle-même. Naturellement, la possibilité de créer des partis communaux vivants augmente avec l'ampleur de la décentralisation.

— Quant aux individus, qui subissent en direct ou via l'environnement les effets des décisions communales, ils ont par leurs votes une double action régulatrice sur la municipalité. *A l'échelle du vote national*, ils contribuent à l'élaboration des structures qui contrôleront leurs communes et leur accorderont des subventions plus ou moins généreuses... *A l'échelle du vote communal* — s'il y en a — ils participent au contrôle direct de la municipalité. Il serait logique qu'à ce niveau proche d'eux, ils aient une conscience aiguë de la participation. Or, c'est parfois le contraire qui se produit car, dans un régime de décentralisation limitée, les électeurs, conscients de la réalité de la distribution du pouvoir, se désintéressent de la vie purement technique de la commune. D'autant plus que le système national des partis a de la peine à dramatiser les options à l'échelle communale. C'est là qu'éclate l'*importance de la culture politique* : Plus elle a développé chez les citoyens le sens de la participation, plus elle influence les comportements au niveau des cellules sociales de base, la commune en particulier. Les comités, les associations, les fondations, pour gérer un hôpital, protéger un site, modifier le tracé d'une route sont le riche humus dont tirent leur vitalité les démocraties anglo-saxonnes tandis que les démocraties latines assurent mal leurs racines sur le sol pierreux de l'indifférence à la vie locale.

Ainsi est la commune, facteur essentiel de liberté, agent qui suscite certaines inégalités tout en en corrigeant d'autres, arme par excellence de la *participation*, source d'*efficacité* si les limites géographiques et les délégations de décisions sont adéquates, élément d'*adaptabilité* lorsque la décentralisation est moyenne, et cause de faiblesse dans la dure concurrence internationale pour une décentralisation extrême, système en opposition constante avec l'Etat, ne trouvant avec lui que des équilibres de court terme, avec une tendance à un déséquilibre à long terme maîtrisé seulement par l'idéologie nationale et la menace des autres Etats.

L'entreprise et le système politique

Cette analyse synchronique du système politique ne serait pas complète sans une synthèse des liaisons dont l'entreprise est le centre, c'est-à-dire sans la poursuite des réflexions du chapitre VI

quant à l'organisation de l'entreprise et du chapitre VII quant à l'évolution des relations économiques entre entreprises et salariés.

La figure 6 reproduit les liaisons essentielles de ce dernier sous-système.

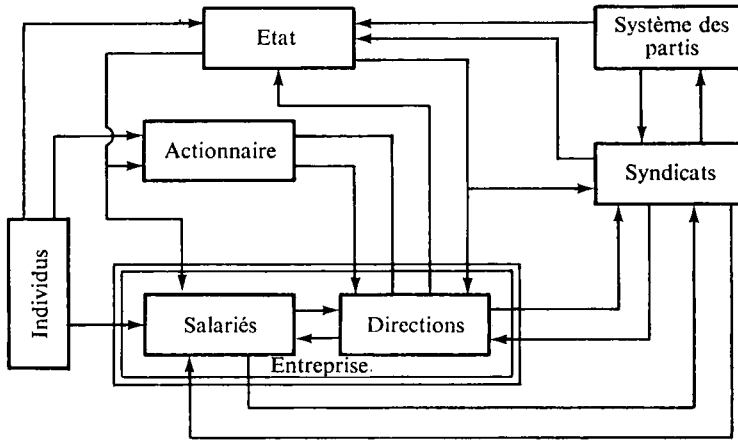


Figure 6.

La prépondérance des directions et les limites de leur pouvoir

Dans l'organisation hiérarchique, le n° 1 symbolisait la direction ou l'étage supérieur de la technostructure, mais dans le système socio-politique actuel cet étage est lui-même nommé et contrôlé par les *actionnaires*. Proposition qui recouvre des réalités très différentes :

Si l'entreprise est contrôlée par une autre ou par un petit nombre d'autres, la direction s'insère dans une structure hiérarchique plus vaste mais parfois souple lorsque le ou les entreprises qui contrôlent limitent leur intérêt à un petit nombre d'objectifs ou de contraintes portant sur les domaines d'activités, les résultats, la trésorerie, le taux de croissance.

Si les actionnaires sont totalement dispersés sans qu'aucun détienne une partie importante du capital, le n° 1 est en général proposé par la technostructure à l'assemblée des actionnaires, le danger étant moins d'être mis en minorité que d'être victime de l'OPA d'un groupe concurrent ou complémentaire.

Si, enfin, le n° 1 est l'actionnaire quasi unique, il y a identité entre les actionnaires et le sommet de la hiérarchie.

Contrairement aux dirigeants-actionnaires (agriculteurs, commerçants, artisans) dont le poids politique est considérable parce

qu'ils sont nombreux et que leur vote est le reflet de leur situation, les actionnaires finaux des sociétés cotées ont, tout comme les prêteurs, peu de pouvoir dans le jeu politique, car, en dehors d'un petit nombre, leur vote ne dépend pas seulement de leur rôle d'actionnaire. L'Etat ne s'intéressera à eux que lorsque, atteints par des mesures collectives, ils risquent de préférer d'autres formes de placement de leur épargne, comme la thésaurisation ou l'exportation des capitaux qui ont des incidences immédiates sur l'équilibre de l'ensemble de l'économie. Dans les collectivités modernes et contrairement à l'analyse marxiste, les directions des grands groupes — privés ou publics — ont plus de pouvoir que les porteurs d'actions même richissimes. Ils sont un peu comme les hauts fonctionnaires, dirigeants du système administratif à l'égard du législatif.

Les limitations de leur action ? Ils les trouvent :

— dans la concurrence qu'ils se font entre eux et notamment entre dirigeants publics et privés, les premiers utilisant à fond, dans la recherche de la puissance, les avantages de leur appartenance directe ou indirecte au système administratif,

— dans les menaces qui proviennent de l'intérieur de leur organisation où abondent les candidats à la succession et où se déroulent entre les directeurs et les salariés une lutte constante pour le pouvoir,

— dans la socialisation des conflits, née de la similitude des antagonismes entre la direction et les salariés dans toutes les entreprises, socialisation développée par les syndicats, subie par les fédérations de dirigeants, et susceptible de déboucher à tout moment sur des décisions du législatif ou de l'exécutif modifiant les règles du jeu.

Ainsi, se trouvent souvent mises en jeu successivement les relations directions-salariés, salariés-syndicats, syndicats-partis politiques et la totalité du sous-système enfin avec le phénomène de la grève.

La dialectique des relations entre les directions, les salariés et les syndicats

Dans une entreprise, la structure hiérarchique tend à s'établir au fur et à mesure du développement de l'organisation parce que c'est une structure efficace. Cette structure entraîne des divergences d'objectifs et de niveaux d'information entre les membres de l'entreprise. Elle tend à concentrer dans les échelons inférieurs de la hiérarchie un grand nombre de salariés aux situations similaires.

Si l'on examine de près les causes d'insatisfaction de ces salariés, on retrouve — et il n'y a rien de plus naturel — certaines des finalités de la politique :

— les rémunérations sont diversifiées, les chances de promotion sont variables, la sécurité est différente ;

— la décentralisation n'est pas la même selon la position hiérarchique ;

— la participation croît avec le « rang », les échelons inférieurs ayant peu d'influence sur les décisions de l'ensemble.

Comme décentralisation et participation vont généralement de pair avec l'octroi de l'information nécessaire, on assiste, en descendant la hiérarchie, à une décroissance de l'identification à l'organisation et à une diminution de l'information sur la vie de l'entreprise.

D'où deux conséquences importantes :

— Désirant augmenter leur pouvoir afin de défendre leurs intérêts, les membres des échelons inférieurs des hiérarchies se groupent pour transformer le monopole de la direction en monopole bilatéral.

— Le salarié est, de par sa position, en situation de conflit interne : D'une part, il s'identifie partiellement à l'entreprise et il cherche à y développer la décentralisation, la participation et l'égalité des chances pour supprimer le sentiment d'aliénation. D'autre part, pour être dans une meilleure position de négociation, il rejette toute identification à l'entreprise, refuse la participation et essaie simplement d'arracher le meilleur compromis, quitte, lorsque l'opposition devient trop dure à ses yeux à rejeter la négociation (ou la grève en tant qu'arme de négociation) pour aboutir à l'action révolutionnaire.

Cette analyse n'est pas liée à la condition ouvrière, à l'usine ou aux champs. Elle n'est pas liée à la propriété privée des moyens de production qui ne fait que durcir la situation. Elle repose sur la *structure même des organisations* et sur la rareté relative des diverses compétences. Elle peut donc s'appliquer tout aussi bien aux nombreux cadres et chercheurs des entreprises de technologie de pointe. A une réserve près, car l'une des hypothèses est en train de changer : Dans les organisations modernes complexes, les divers membres du personnel sont de moins en moins interchangeables et par conséquent représentent une ressource de plus en plus rare. Ils disposent de ce fait d'un pouvoir qui oblige les directions à composer avec eux individuellement, même sans la pression du groupe. Comme ils ont un rôle personnel dans l'entreprise et un niveau culturel élevé, la décentralisation en leur faveur devient

plus poussée et leur participation s'accroît. Les dirigeants sont alors mis en cause beaucoup plus profondément que dans les oppositions frontales entre dirigeants et salariés. Cette tendance s'accentuera et c'est sur les dirigeants que se concentreront un jour toutes les tensions de l'organisation.

Pour se mettre en position de monopole bilatéral, les salariés cherchent tout naturellement à institutionnaliser leur organisation ; d'où la création des syndicats. A leur tour, ceux-ci tentent de renforcer constamment leur structure pour améliorer leur pouvoir de négociation. Ils le font en s'efforçant de recruter le maximum de salariés dans chaque entreprise et surtout en établissant des liens entre salariés d'entreprises différentes afin d'unir tous les salariés d'une branche, d'une spécialité ou d'une nation.

Par construction, les syndicats ne sont pas partagés comme les salariés entre la lutte et l'appartenance à l'entreprise. Organismes de combat, ils sont et resteront hostiles à toute forme de décentralisation ou de participation, car toute amélioration des relations à l'intérieur de l'entreprise diminue leur force. Ils poursuivent les deux objectifs parfois contradictoires de se développer et d'améliorer la situation des salariés. Les seuls freins à leur violence sont le risque de ne pas être suivis par les salariés dans une action revendicative déclenchée par eux, le risque de faire une erreur d'appréciation des rapports de force, de lancer un mouvement qui échoue et de perdre par contrecoup la confiance des salariés, le désir de ne pas détruire un système politique qu'ils trouvent suffisamment favorable et adaptable.

Rien n'empêcherait donc de refaire, au sujet des relations entre les salariés et les syndicats la plupart des analyses développées à propos des partis et de leurs électeurs...

L'attitude des syndicats sera d'ailleurs dominée par les relations entre syndicats et par le taux de pénétration du syndicalisme dans les entreprises. L'unicité des syndicats va généralement de pair avec un très fort taux de participation, des attitudes politiques modérées, des liens ténus avec les partis politiques, l'acceptation de contrats résultant de négociations. La concurrence entre syndicats est au contraire souvent liée à une pénétration plus faible, des attitudes politiques variées mais nettes, une grande répugnance à accepter un contrat quelconque qui pourrait se traduire tactiquement, dans une situation de vive concurrence entre syndicats, par des engagements défavorables dont d'autres organisations de salariés pourraient immédiatement profiter...

La corrélation entre les syndicats et les partis politiques

A cause de l'importance de la vie économique dans les sociétés contemporaines, il existe nécessairement des liens entre syndicats

et partis politiques. Les partis politiques ont en vue des objectifs généraux ; les syndicats, l'amélioration de la situation des salariés dans les entreprises et dans les administrations. Les premiers cherchent à gagner des élections pour prendre le pouvoir, les seconds à obtenir des concessions ou à contraindre le pouvoir politique à transformer les règles du jeu économique.

Même si les dirigeants sont les mêmes, les programmes et la tactique restent distincts pour deux raisons essentielles :

— Les « clientèles » nécessaires pour atteindre un objectif déterminé ne sont pas les mêmes. Les attitudes et les programmes doivent être adaptés en conséquence.

— Les agents avec lesquels s'engagent la lutte ou la concurrence (partis politiques d'un côté, dirigeants d'entreprises et autres syndicats de l'autre) sont différents et le jeu doit en tenir compte.

A l'extrême, un syndicat et un parti politique intimement liés peuvent avoir des désaccords importants lorsque le second, arrivé au pouvoir, doit tenir compte de contraintes que ne reconnaît pas le premier. Ce n'est que dans les situations prérévolutionnaires, quand une société tend à s'organiser en deux pôles antagonistes que les relations syndicats-partis de gauche atteignent cette intimité qui en fait deux aspects d'un même mouvement.

En tout état de cause, les syndicats ont tendance à construire des idéologies car elles sont un moyen de renforcer la cohésion des salariés, mais ces idéologies dépendent à leur tour des idéologies exprimées par les partis, donc indirectement de la loi électorale... Toutes choses égales par ailleurs, les modes de scrutin engendrant un petit nombre de partis (modérés) conduisent à des syndicats à idéologies modérées, alors que les modes de scrutin comme la représentation proportionnelle qui permettent l'existence de partis extrêmes, facilitent, derrière la pluralité de syndicats, le développement de syndicats à idéologie extrême.

La grève, facteur de régulation ou de destruction d'un système

L'évolution de la grève dans les cent cinquante dernières années ? Voilà un bon sujet d'analyse en terme de système. Dans la situation de conflits entre les salariés et les patrons, les premiers cherchaient désespérément à sortir des conditions normales de négociations qui leur étaient défavorables. En refusant de travailler, ils espéraient ruiner le patron. En ne payant pas ses ouvriers ou en fermant l'usine, ce dernier tentait, en affamant les ouvriers, de les contraindre à négocier ou à accepter ses conditions. La classique montée aux extrêmes de Clausewitz.

Mais, dans le cadre national, l'Etat ne peut accepter une telle violation de l'ordre ; les grévistes font l'objet de répressions et,

à court terme, les succès sont minces. Pourtant, du côté des ouvriers, la répression facilite le développement des syndicats et l'extension des grèves à l'ensemble d'un secteur. Les heurts dépassant le cadre d'une seule entreprise, l'Etat est de plus en plus attiré par un rôle d'arbitre. De plus, en régime démocratique, les partis ne peuvent se désintéresser de la clientèle électorale des syndicalistes et des ouvriers. Alors apparaît une minorité législative favorable au droit de grève. En d'autres termes, le système commence à essayer d'assimiler la grève comme mode de régulation, brutal certes, anormal sans doute, mais légal. Il admet que des excès de pression fassent sauter les soupapes. De leur côté, les syndicats et les partis voient dans la grève un moyen de lutte politique pouvant servir à transformer la société et à renverser le régime.

Ainsi, tandis que certains se battent pour que soit accru l'effet *dérégulateur* de la grève, d'autres font prendre des décisions qui la transforment en une *régulation supplémentaire*. Dans les sociétés occidentales, ce sont les seconds qui l'ont emporté. La grève a été progressivement réglementée, admise, à moitié codifiée. Certes, elle contient toujours un élément de violence, un risque possible d'explosion, mais elle vise souvent des objectifs précis, particuliers et débouche souvent sur des négociations. Elle tend donc à se généraliser et à être employée par tous les groupes, sous-groupes, groupuscules, conservateurs ou non, qui sont prêts, pour arracher des avantages... à la collectivité, c'est-à-dire aux autres groupes, à utiliser le pouvoir que leur confère le contrôle de certaines ressources. Ce sont les spécialistes du contrôle aérien qui s'estiment mal classés, les conducteurs de métro qui luttent contre le reclassement des autres, les agriculteurs qui barrent les routes... Toutes les classes y recourent et peu importe si ceux qui en subissent les inconvénients n'y sont pour rien. Il suffit qu'une fraction suffisamment importante de la collectivité ressente une gêne telle que le système exécutif et les dirigeants d'entreprises soient obligés d'y mettre fin. Mais le maniement du système devient plus délicat, car les « innocents » atteints par la grève peuvent se révolter et donner à l'Etat les moyens de gagner. Ainsi, se construit progressivement le cadre d'un vaste jeu entre tous les groupes et les sous-groupes sociaux, jeu extra-électoral et extra-parlementaire et qui contient un joueur de nature particulière : le système exécutif.

Premières conclusions : une deuxième insuffisance de contrôle

Cette décomposition du système politique en sous-systèmes a le grave inconvénient de sous-estimer le rôle des régulations qui concernent l'ensemble du système comme les régulations idéolo-

giques dont l'importance a été soulignée par D. Easton et les régulations économiques mises en pleine lumière par Marx. Mais nous avons insisté sur les premières au début de cette partie et nous y reviendrons au chapitre X tandis que les secondes trouveront leur place dans l'analyse diachronique.

Il ne faut pas non plus regretter d'avoir pris pour thème principal les démocraties occidentales à économies développées. Tout autre système politique aurait mis en évidence un enchevêtrement semblable de régulations stabilisantes ou amplificatrices, partiellement hiérarchisées.

Avant de reprendre un second souffle pour l'analyse diachronique, où en sommes-nous donc, au milieu de ce huitième chapitre, de notre *constat* sur le fonctionnement des sociétés humaines ?

Avec le modèle de l'homme, est apparu *une première insuffisance de contrôle* au niveau de l'individu qui poursuit des objectifs, multiples et à court terme, où l'inconscient joue un rôle prépondérant. A tout moment, affleurent les pulsions agressives ou les pulsions d'amour canalisées par le Sur-moi dans de dangereuses tendances à la sublimation et à l'identification.

Ces risques sont mal compensés par l'organisation hiérarchique, instable à long terme puisqu'elle peut évoluer vers *l'armée* et la *tribu* qui projettent sur la collectivité, avec de fortes identifications, les déséquilibres de la psychologie individuelle, vers la pâle et inefficace *bureaucratie* ou vers la *féodalité*, peu dangereuse à court terme mais dont l'analyse de la concurrence économique montre qu'elle peut avoir, par suite du mode de construction des objectifs, des conséquences néfastes à long terme.

C'est une deuxième *insuffisance de contrôle* qui se manifeste avec le fonctionnement synchronique du système économique. Un ensemble remarquable de régulations hiérarchisées assure la souplesse et l'adaptabilité du système, mais l'Etat le contrôle mal en étant souvent incapable de prendre les décisions susceptibles d'engendrer les effets qu'il recherche. Et, surtout, les objectifs construits empiriquement par l'interaction des volontés individuelles des consommateurs, des technostructures des entreprises, des bureaucrates de l'administration et des dirigeants politiques ne donnent *aucune garantie à long terme à la collectivité.*

La deuxième insuffisance de contrôle prend donc la double forme d'une impuissance dans la maîtrise des grands systèmes nationaux et d'une déficience dans les processus d'élaboration de leurs objectifs.

L'impuissance dans la maîtrise des grands systèmes nationaux

Nous sommes tout d'abord saisis d'admiration — et nous avons raison — devant ces échafaudages infinis de régulations multi-

ples aussi nombreuses, aussi subtiles que celles dégagées par les spécialistes de biologie moléculaire. Elles donnent aux systèmes politiques cette souplesse, cette adaptabilité, cette faculté de survie à court terme que nous admirons tant chez les êtres vivants. Cette adaptabilité va généralement de pair avec des niveaux minimums d'efficacité, de participation et de décentralisation ; elle assure une certaine sécurité et tolère en échange de grandes inégalités. Il est paradoxal que, contrairement aux économistes, peu de spécialistes de science politique aient contemplé ce spectacle avec la fraîcheur et l'émerveillement qui s'imposent.

Mais cette situation a une conséquence immédiate : Les collectivités humaines sont comme des éléphants. On les pousse, on les tire sans bien savoir l'influence que cela aura sur la direction qu'elles prendront. Lénine croyait-il que la révolution de 1917 donnerait naissance au stalinisme ? La Convention de Thermidor sentait-elle venir l'ordre napoléonien ? Ceux qui ont l'illusion que l'on contrôle un énorme système par des réglementations en font quotidiennement la cruelle expérience. Ils négligent la puissance des contraintes nécessaires, la force des réactions de l'ensemble des acteurs, l'inertie dont ils peuvent faire preuve et les délais de transformation... En fait, les grands systèmes se contrôlent en utilisant leur dynamique propre par une action sur des points sensibles qui redistribue l'énergie du système dans la direction voulue, comme pour les servo-mécanismes. Les grandes lois sont celles qui, par des dispositions simples qui ne peuvent être détraquées, utilisent la bêtise, la malhonnêteté et les ambitions des individus pour transformer la société dans le sens souhaité. Il n'est pas étonnant dès lors que les journaux officiels de tous les grands pays soient des fosses communes pour lois inappliquées ou inapplicables. Devant la taille des systèmes à contrôler, l'abondance des « demandes » qui leur sont faites, *les dirigeants*, très démunis, *se contentent de contribuer à la régulation à court terme en agissant sur les variables qui auraient tendance à s'écarter de la plage souhaitée, ou amorcent des transformations profondes dont la direction et l'étendue leur échappent.*

Ce comportement est renforcé par les processus psychologiques qui engendrent la décision : La décision est un acte de volonté psychologique né d'une conviction qui donne la force de vouloir. Or, il est difficile à tout homme de soumettre ce processus à la succession de phases : imagination des solutions, comparaison des conséquences, choix, mise en application de la décision. En effet, dans ce cas, il faut se refuser à vouloir tant que l'on ne dispose pas d'un tableau des conséquences probables des décisions. La vitesse peut aussi être une nécessité ou une excuse... Aussi, les

techniques d'aide à la décision pénétrent-elles lentement dans le domaine des décisions importantes et l'étude des consultations entre chefs de gouvernement pendant les derniers jours de paix, à la veille des grands conflits mondiaux, montre que les procédures de prises de grandes décisions ne sont pas foncièrement différentes des propos du Café du Commerce...

La déficience des processus d'élaboration des objectifs collectifs

Les difficultés de maîtrise des grands systèmes, inhérents à leur taille et aux processus psychologiques de décisions, sont accrues par la manière dont se construisent les objectifs collectifs. Quel que soit le système politique — seule l'importance relative variant — les objectifs diffus du système politique résultent de l'interaction :

— de la recherche, par les dirigeants du niveau de soutien nécessaire à leur survie (comme dirigeants),

— de la poursuite par ces dirigeants de leurs propres aspirations, notamment vers un type idéal de sociétés.

A un extrême, la construction du *soutien* peut résulter, avec une faible identification, du mécanisme compétitif de l'élection. Nous savons, depuis la formalisation de Downs, que, si l'information était parfaite, ce mécanisme donnerait naissance à des dirigeants mettant en œuvre des programmes efficaces. Mais, d'une part, l'imperfection de l'information est considérable, d'autre part, les électeurs n'ont que des objectifs partiels, à court terme et pour une bonne part incohérents. Les conséquences apparentes et à court terme seront donc bien davantage prises en compte que les conséquences réelles et profondes.

A l'autre extrême, le soutien peut reposer soit sur la force, soit sur l'identification à un chef ou à une idéologie entraînant le consentement de la majorité de la population à la politique des dirigeants. Le plus magnifique exemple de ce dernier cas est l'appui du peuple soviétique au parti communiste et à Staline à l'époque où les grandes purges éliminaient des millions d'innocents. La définition des objectifs est totalement reportée au niveau de la psychologie individuelle des dirigeants. Or, ces dirigeants qui ont durement lutté pour parvenir au pouvoir et doivent lutter tous les jours pour y rester sont des hommes chez lesquels le besoin de puissance et l'agressivité sont très développés. Les risques engendrés par l'inconscient individuel — par le cerveau reptilien — peuvent ainsi se projeter à l'échelle planétaire.

Quant à la recherche par les dirigeants d'un *type idéal de sociétés*, elle est contenue dans d'étroites limites par les mécanismes électifs et peut à l'inverse conduire dans les dictatures au sacrifice absurde de générations entières. Parfois, de temps en temps, le

hasard fait coïncider des situations historiques et des dirigeants qui, transitoirement, sont capables de faire évoluer le système sans adaptations brutales. Il n'y a à cela nulle nécessité.

A cause du mode de construction des objectifs de la collectivité, cette propriété générale énoncée par Picht devient plausible : « Le degré d'absurdité de l'organisation fondamentale de notre monde augmente proportionnellement à la rationalité des systèmes particuliers ([25]). » *Il devient possible que des comportements rationnels (sur des horizons limités) au sein de sous-systèmes conduisent, sur un avenir à plus long terme et au niveau global, à de véritables catastrophes.*

Comment s'est manifestée dans l'histoire, au cours des évolutions diachroniques des systèmes politiques, cette deuxième insuffisance de contrôle qui a fait partie, jusqu'à présent, du destin de l'humanité ?

L'ANALYSE DIACHRONIQUE DES SYSTÈMES POLITIQUES

Sur quel horizon convient-il de faire porter la réflexion ? A l'échelle des quelques millénaires de l'histoire du monde ? Sur la tranche de quelques siècles d'une culture à la Spengler ou plutôt d'une civilisation à la Toynbee ? Sur les deux cents dernières années, depuis l'aube de la révolution industrielle, avec la naissance des démocraties occidentales, la révolution d'octobre et l'émancipation des pays sous-développés ? ou sur ces périodes courtes et violentes que sont les révolutions elles-mêmes ? A priori, aucune de ces perspectives n'est à exclure. Toutes mènent sur la voie de réflexions importantes pour le contrôle de l'histoire.

La succession séculaire des types de systèmes

La typologie des systèmes politiques est presque aussi vieille que la science politique, de la triade pure d'Aristote (monarchie, aristocratie, politie) avec sa version dégénérée (tyrannie, oligarchie, démocratie) aux régimes de confusion ou de séparation des pouvoirs chers à Montesquieu, jusqu'à la transposition au niveau de l'Etat par Marx et Engels de la typologie des structures économiques... Toutes ces typologies reposent sur des analyses encore embryonnaires des systèmes politiques, car elles ne prennent en compte que de manière sommaire le *phénomène d'auto-organisa-*

([25]) Georg Picht, Réflexions au bord du gouffre. Laffont, Paris, 1970.

tion progressive et complexe des systèmes politiques. Au contraire, avec ses trois variables représentatives du développement, la typologie d'Almond et Powell ([26]) s'inspire très largement de la théorie générale des systèmes.

Trois variables caractéristiques de l'auto-organisation politique

Analysant une « structure » comme un assemblage de « rôles » ([27]), Almond et Powell introduisent d'abord la différenciation structurelle, c'est-à-dire « le processus par lequel les rôles changent et deviennent plus spécialisés ou autonomes, ou par lequel de nouveaux types de rôles sont établis ou de nouvelles structures ou sous-systèmes apparaissent ou sont créés ». La différenciation structurelle est ainsi la généralisation dans le domaine politique de la division du travail des économistes. Elle est la conséquence d'un processus d'auto-organisation progressive au sein des collectivités humaines.

A cette différenciation structurelle, Almond et Powell ajoutent une seconde dimension essentielle au développement politique : la sécularisation culturelle, « processus par lequel les individus deviennent de plus en plus rationnels, analytiques, empiriques dans leur action politique ». Au fur et à mesure du développement, la culture politique se modifie : Dans la formation des attitudes, les composantes cognitives deviennent plus importantes que les jugements et les sentiments, et la vie politique acquiert peu à peu un style nouveau marqué :

« d'une part, par le caractère moins « diffus et plus *spécifique* du débat : au lieu de se cantonner dans de vagues généralités, il porte désormais sur des objectifs précis et sur les voies et moyens pour les atteindre »,

« d'autre part, par le caractère plus *pragmatique* et empirique de ce même débat, qui préfère l'accommodation et le compromis aux discussions de principe et à la rigidité idéologique ».

Différenciation structurelle et sécularisation culturelle ne peuvent être deux variables indépendantes, car des structures complexes impliquent pour fonctionner efficacement une culture suffisamment rationnelle.

Au contraire, pour un même niveau de différenciation structurelle, l'*autonomie des sous-systèmes* (partis, entreprises, syndicats, etc...) peut être plus ou moins élevée et conduire par conséquent à des types différents. Indépendante des deux précédentes,

---

([26]) Gabriel Almond et Bingham Powell, *op. cit.*

([27]) Le concept de rôle au sens d'Almond et Powell recouvre les deux concepts de statut et de rôle introduits au chapitre VI.

cette troisième variable est donc nécessaire à cette typologie que deux tableaux permettent d'embrasser d'un seul regard ([28]).

TABLEAU I

Classification des systèmes politiques

I. *Systèmes primitifs : structures politiques intermittentes*
   - A. Bandes primitives (Bergdama)
   - B. Systèmes segmentaires (Nuer)
   - C. Systèmes pyramidaux (Ashanti)

II. *Systèmes traditionnels : structures gouvernementales différenciées*
   - A. Systèmes patrimoniaux (Ouagadougou)
   - B. Systèmes bureaucratiques centralisés (Inca, Angleterre des Tudor, Ethiopie)
   - C. Systèmes politiques féodaux (France du XII[e] siècle).

III. *Systèmes modernes : infrastructures politiques différenciées*
   - A. Cités-Etats sécularisés à différenciation limitée (Athènes)
   - C. * Systèmes modernes prémobilisés : différenciation et sécularisation limitées
     1. Prémobilisés autoritaires (Ghana de N'Krumah)
     2. Prémobilisés démocratiques (Nigeria d'avant janvier 1966)
   - B. Systèmes modernes mobilisés : différenciation et sécularisation élevées
     1. Systèmes démocratiques : autonomie des sous-systèmes et culture de participation
        - *a*) Forte autonomie des sous-systèmes (Grande-Bretagne)
        - *b*) Autonomie limitée des sous-systèmes (France IV[e] République)
        - *c*) Faible autonomie des sous-systèmes (Mexique)
     2. Systèmes autoritaires : contrôle des sous-systèmes et culture assujettissante et participative
        - *a*) Totalitaires radicaux (URSS)
        - *b*) Totalitaires conservateurs (Allemagne nazie)
        - *c*) Autoritaires conservateurs (Espagne)
        - *d*) Autoritaires en voie de modernisation (Brésil)

Une typologie des systèmes politiques en termes d'auto-organisation

● A la base, les *systèmes primitifs ;* les structures politiques y sont intermittentes, « le chef pouvant cumuler les rôles de dirigeant politique, religieux et économique ». De tels systèmes politiques sont peu adaptables et leurs réponses en termes d'extraction et de redistribution des ressources ou de contrôle des comportements sont peu effectives.

Trois types, distingués par l'autonomie des sous-systèmes : la bande primitive, système social omnifonctionnel, « le système

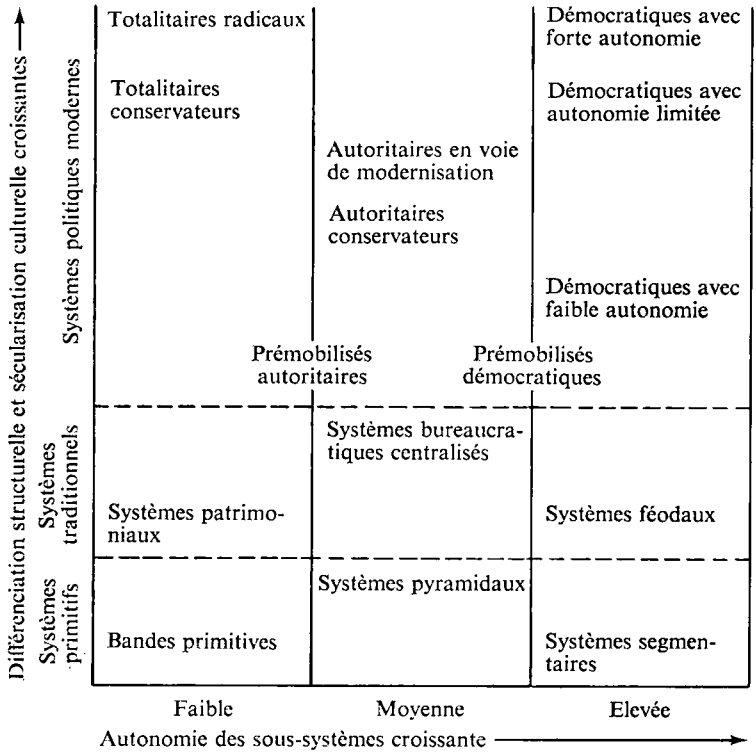
---

([28]) Ces tableaux sont extraits avec quelques modifications du livre d'Almond et Powell.

(*) Nous avons interverti les systèmes B et C du tableau des auteurs pour maintenir la correspondance entre les deux tableaux.

TABLEAU 2

Relations entre l'autonomie des sous-systèmes, le degré de différenciation structurelle et la sécularisation culturelle des systèmes politiques



pyramidal dans lequel il y a plusieurs couches hiérarchiques (chefs et sous-chefs), mais dans lequel les chefs locaux tendent à avoir les mêmes pouvoirs que le chef central » ; « le système segmentaire constitué d'un certain nombre de clans autonomes, appartenant tous à la même tribu ».

● Puis viennent des systèmes traditionnels où les structures de gouvernement sont distinctes :

— systèmes patrimoniaux où émergent des élites politiques spécialisées (rois, sous-chefs, fonctionnaires appartenant à la maison du roi) (l'Egypte des Pharaons, le royaume de Ouagadougou),

— systèmes bureaucratiques centralisés, comme l'Empire Inca ou la monarchie des Tudors où on assiste à la fois au développement

de buts politiques autonomes par le souverain ou par ceux qui participent à la lutte politique, à la naissance de rôles et d'unités politiques et administratives spécialisées et à des essais plus ou moins effectifs d'organiser la société comme une unité centralisée,

— systèmes politiques féodaux, aux sous-systèmes largement autonomes et qui peuvent être considérés comme « une sorte d'alliance ordonnée hiérarchiquement entre royaumes patrimoniaux ».

● Enfin, les *systèmes modernes* constituent une troisième classe. Ce sont « ceux où il existe une infrastructure politique spécialisée avec ses groupes d'intérêts, ses partis politiques et ses media de communication. L'émergence d'une culture politique sécularisée et la conscience du rôle du gouvernement dans le changement des conditions de vie en sont aussi des traits communs... Ces systèmes diffèrent entre eux selon le degré de différenciation et de sécularisation. Ce sont, pour l'essentiel, les systèmes du XX^e siècle : Leurs caractéristiques communes sont liées à leur présence dans un monde de changement économique, culturel et technologique » :

— Les *Cités-Etats* sécularisées (Athènes) ne figurent pas sur le tableau 2 car exceptionnellement la sécularisation y est élevée pour un faible niveau de différenciation alors que le tableau 2 a regroupé les systèmes pour lesquels différenciation structurelle et sécularisation culturelle vont de pair.

— Les *systèmes modernes prémobilisés* correspondent à des pays en voie de développement où l'armature politique est venue s'appliquer sur des sociétés hautement traditionnelles. Selon le degré d'autonomie des sous-systèmes, ils existent sous une forme autoritaire et sous une forme démocratique.

— Quant aux *systèmes modernes mobilisés*, ceux des pays socialement et économiquement développés, ils connaissent des versions démocratiques et autoritaires.

Dans les *premières*, la culture est participative et l'autonomie des sous-systèmes élevée, avec toutefois des degrés différents.

A une forte autonomie des sous-systèmes, sont associées des partis, des groupes d'intérêts et des moyens de communication relativement différenciés les uns des autres ; la culture politique est homogène (Grande-Bretagne, Etats-Unis).

Lorsque l'autonomie est limitée, les partis, les groupes d'intérêts, les moyens de communication tendent à être dépendants les uns des autres ; l'existence de sous-cultures fragmente la culture politique (France des III^e et IV^e République, Italie d'après 1945).

Enfin, la faible autonomie des sous-systèmes est l'apanage des

systèmes à parti dominant ou hégémonique (Ex. du PRI au Mexique).

Dans les *secondes*, les sous-systèmes sont étroitement contrôlés et la culture mixte, à la fois assujettissante et participative. C'est au niveau de développement économique qu'Almond et Powell ont recours pour essayer de distinguer les systèmes :

Totalitaires radicaux (URSS).

Totalitaires conservateurs (Allemagne Nazie), la modernisation étant déjà réalisée à la différence du cas précédent.

Autoritaires conservateurs (Espagne de Franco : le régime se donne pour objectif, non la mobilisation ou la modernisation, mais la conservation de l'ordre social existant).

Autoritaires en voie de modernisation (Brésil).

Certes, les sociétés humaines et leurs systèmes politiques sont trop complexes et trop variés pour qu'une typologie en trois dimensions épuise la réalité.

Il est trop simple de séparer totalitaires radicaux et conservateurs par le seul degré de modernisation. Bien d'autres caractères séparent l'Union Soviétique de l'Allemagne national-socialiste. Même en admettant l'autonomie du politique, il faudrait s'élever au niveau d'une typologie des sociétés. Mais, malgré ses imperfections, la typologie d'Almond et Powell permet de mieux comprendre comment, au cours des siècles, les systèmes politiques ont évolué en réponse aux exigences tant internes qu'externes auxquelles ils étaient confrontés.

Une évolution sous la pression des défis

Il ne suffit pas de constater qu'au cours de l'histoire la succession des systèmes politiques présente une structure cohérente caractérisée par une auto-organisation croissante. Il faut aussi se demander si nous sommes capables de l'expliquer à l'aide de processus analogues à ceux que suggère la théorie générale des systèmes.

Pour Almond et Powell, les systèmes politiques se compliquent et se développent en réponse à des *défis* qui leur sont posés au cours de leur histoire. « Le développement se produit quand la culture et la structure existantes d'un système politique sont incapables de résoudre les problèmes ou de surmonter les défis auxquels il est confronté sans une différenciation structurelle et une sécularisation culturelle plus poussées. Il doit être aussi souligné qu'une diminution du volume ou un changement important du contenu des entrées peut conduire à un « développement » négatif ou régressif. Les capacités du système politique peuvent décroître ou être surchargées ; les rôles et les structures peuvent s'atro-

phier, la culture régresser vers un schéma plus traditionnel. L'histoire est pleine d'exemples de déclins et d'éclatements d'empires en des composantes moins différenciées et moins sécularisées ([29]). »

Mais que sont ces défis, à la fois si proches et si différents de nos finalités ?

- celui de la *construction de l'Etat*, fruit d'une menace provenant de l'environnement international ou d'une pression révolutionnaire interne,
- celui de la *construction de la nation*, qui concerne le processus par lequel les individus transfèrent leur loyauté de la tribu, du village ou de la principauté à un système politique plus étendu,
- celui de la *participation*, produit par la croissance des demandes d'association aux décisions politiques,
- celui de la *distribution*, engendré par la demande faite au système politique de modifier ou contrôler la répartition des ressources entre les membres de la collectivité.

Naturellement, ces défis n'ont rien d'abstrait : Ils se posent dans un certain espace géographique et écologique, dans un certain contexte de rivalités internationales, à un certain moment du développement technologique avec ses conséquences sur l'organisation économique et la structure sociale, dans le cadre enfin d'une certaine culture héritée du passé. Le développement du système politique n'est que partiellement autonome puisque ce système n'est qu'une partie du système social tout entier.

Ainsi introduite, la notion de défi n'est pas exempte d'ambiguïtés. Plutôt qu'aux pressions internes ou externes que subit un système, elle se réfère à des niveaux de performances nécessaires sur un certain nombre de dimensions pour assurer sa survie.

Ne soyons donc pas étonnés que ces défis soient distincts des finalités de la politique, tout en les reflétant partiellement. Contrairement aux défis qui expriment des objectifs auxquels ne peuvent échapper — consciemment ou inconsciemment — les leaders politiques, les finalités traduisent un point de vue *normatif* sur l'évolution souhaitable de la collectivité.

Ainsi, la finalité de *sécurité* transparaît nécessairement dans les défis de construction de l'Etat et de construction de la nation, mais ceux-ci incorporent aussi la recherche par les dirigeants de la pérennité de leur pouvoir.

Si la finalité de *participation* correspond à un défi, aucune place ne semble faite à la *liberté*. Pourquoi ? Sans doute parce que le système politique s'efforçant d'accroître constamment sa capacité

([29]) Gabriel Almond et Bingham Powell, *op. cit.*

de contrôle ne ressent aucun besoin de décentralisation tandis que les individus espèrent obtenir la liberté par la participation...

Quant aux finalités d'*efficacité* et d'*égalité*, elles ne sont perçues par le système politique qu'à travers des demandes plus limitées qui lui sont faites, demandes qui portent notamment sur la redistribution des ressources.

La finalité d'*adaptabilité* est, en fait, omniprésente, derrière les défis, mais sous la forme particulière de la recherche de la survie de leurs rôles par tous les individus engagés dans les structures du système.

Il n'y a donc pas identité entre les objectifs du système politique, tels qu'ils apparaissent, au cours du développement en réponse aux demandes, et les finalités de la politique telle qu'elles peuvent être construites logiquement. Nous pouvons promener notre regard sur l'histoire entière : Même si la fonction d'utilité collective est un concept commode et nécessaire pour la science économique, il n'y a nulle part de telles fonctions.

Le développement parallèle de l'auto-organisation et de la puissance de l'Etat

Jusqu'ici, il a été question d'auto-organisation croissante avec autonomie plus ou moins grande des sous-systèmes. Les défis présentés aux systèmes politiques ont été énumérés, mais les mécanismes mêmes des transformations n'ont pas été démontés.

Il faut pour cela un autre guide, Bertrand de Jouvenel et son Histoire naturelle de la croissance du pouvoir qui met en évidence de manière saisissante comment le processus même d'auto-organisation engendre le développement de la puissance de l'Etat ([30]).

Jouvenel commence par souligner la faible capacité extractive des systèmes politiques traditionnels (le système féodal, par exemple) :

« Lorsque nous remontons à l'époque — XI^e^ et XII^e^ siècles — où commencent à se former les premiers d'entre les Etats modernes, ce qui nous frappe d'abord, dans des temps présentés comme si belliqueux, c'est l'extrême petitesse des armées et la brièveté des campagnes. »

« Le Roi dispose des contingents que lui amènent ses vassaux — mais qui ne lui doivent le service que pendant quarante jours. Sur place, il trouve des milices locales — mais qui ne valent guère et qui le suivent à deux ou trois jours de marche. »

« Comment avec cela tenter de grandes opérations ? Il lui faut

---

([30]) Bertrand de Jouvenel. Du pouvoir. Histoire naturelle de sa croissance. Hachette. Première édition 1945.

des troupes disciplinées et qui le suivent plus longtemps, mais il doit alors les payer. »

« Avec quoi les paierait-il, n'ayant d'autres ressources que les revenus de son domaine ? On n'admet absolument point qu'il puisse lever les impôts et sa grande ressource est d'obtenir, si l'Eglise approuve une expédition, qu'elle lui abandonne, quelques années, un décime de ses revenus. »

« La guerre est alors toute petite : parce que le Pouvoir est petit, qu'il ne dispose aucunement de ces deux leviers essentiels : l'obligation militaire et le droit d'imposer. »

Le « Pouvoir » de Jouvenel, c'est pour Almond et Powell, la *capacité* des réponses du système politique en termes de contenu, c'est-à-dire la capacité d'extraire des ressources, de les redistribuer, de contrôler les comportements et de créer des symboles.

L'évolution séculaire des systèmes politiques est dès lors avant tout marquée par la lente mais inexorable montée de ce Pouvoir :

Pour Jouvenel, l'Etat résulte essentiellement des succès d'une « bande de brigands » qui se superpose à des petites sociétés particulières, bande qui elle-même organisée en société aussi fraternelle, aussi juste que l'on voudra, offre vis-à-vis des vaincus, des soumis, le comportement du Pouvoir « pur », c'est-à-dire un comportement de « commandement existant par soi et pour soi ».

« Mais, plus la société maîtresse, animée par son appétit social, étend l'aire de sa domination, plus aussi sa force devient insuffisante à contenir une masse grandissante de sujets, et à défendre contre d'autres appétits une proie toujours plus riche. » Lisons : Le système politique rencontre le problème de la construction de l'Etat et celui de la participation. « Fondé sur la force, il lui faut maintenir cette force dans un rapport raisonnable avec la masse dominée. La plus élémentaire prévoyance oblige ceux qui dominent à se fortifier d'associés recrutés parmi les sujets. » Le Roi, en particulier, utilise les demandes de participation pour construire l'Etat en se rendant indépendant des membres de sa bande.

Dès lors, s'amorce le processus cumulatif de l'expansion du Pouvoir, toute difficulté engendrant un contrôle supplémentaire et des capacités nouvelles qui permettront de rechercher une plus grande maîtrise de l'environnement : « Tout Pouvoir considère l'ensemble qu'il régit comme un fonds où puiser les ressources nécessaires à ses desseins propres, comme une masse à modeler selon ses vues propres. Si l'on veut reprendre la comparaison de la Nation avec une personne, sans oublier qu'elle ne l'est vraiment qu'au regard des dirigeants, la tête peut perpétuellement faire rendre au corps plus de services, le cerveau accroître son contrôle

volontaire sur les membres. » Autres mots, mais il s'agit toujours de l'augmentation des capacités du système politique ou de l'accroissement du contrôle pour corriger les insuffisances de fonctionnement dans le modèle bureaucratique de Merton.

Mais Jouvenel poursuit : « L'homme souhaite passionnément échapper aux fatalités de son destin et de sa condition. Ce vœu, transformé en action, est le principe de tout progrès. Mais, il constitue aussi la substance de la prière vulgaire, celle qui demande l'intervention des puissances invisibles dans nos affaires personnelles. Comment cette prière à fins pratiques ne s'adresserait-elle pas aussi à une puissance visible assez forte pour anéantir l'auteur de notre injure ou de notre oppression, assez riche pour combler tous nos vœux, assez souveraine enfin pour transformer toute notre vie ? » Cette fois, c'est le défi de la distribution qui va conduire à son tour à l'accroissement des capacités du système politique et permettre à ce dernier, « se proclamant altruiste et se donnant pour réalisateur d'un rêve de la pensée » d'acquérir « vis-à-vis de tous les intérêts réels une transcendance qui lui permet de les immoler à sa mission et de briser tout obstacle à sa marche triomphale ».

Au cours du processus de différenciation des structures, le système politique « détruit naturellement l'ordre social dont il émane ». C'est la destruction de la cellule seigneuriale par la monarchie au cours de la construction des systèmes bureaucratiques centralisés ou la destruction de la cellule capitaliste par l'Etat démocratique dans les cent dernières années grâce à « l'alliance de l'Etat moderne avec les exploités de l'industrie capitaliste, avec les dominés des combinaisons financières ».

« Souvent, l'Etat n'a mené cette lutte qu'avec veulerie : c'est dans la mesure où il se renonçait lui-même, où il ne se voulait pas Pouvoir. Et cette renonciation était favorisée par la faiblesse interne du pouvoir moderne, la précarité de sa possession incitant ses détenteurs passagers à le trahir au profit des aristocraties financières. »

« Mais le Pouvoir attire naturellement ceux qui veulent en user. Autant il était fatal que les anti-féodaux vinssent remplir les cadres de l'Etat monarchique, autant il était fatal que les anticapitalistes vinssent remplir les cadres de l'Etat bourgeois. »

« Il s'en faut bien qu'ils aient été les artisans essentiels de l'abaissement des puissances capitalistes. C'est en dehors d'eux que s'est développé par exemple le détournement à la source des ruisseaux financiers qui alimentaient la puissance capitaliste. La croissance des caisses d'épargne, l'entassement de leur produit dans une banque gigantesque, plus grande qu'aucune banque capitaliste, leur grossissement par les fonds sociaux, l'emploi en fonds d'Etat des dépôts des banques commerciales, tout ce qui a mis à la dis-

crétion du pouvoir le gros de la richesse publique s'est fait en dehors de toute intention socialiste. »

« C'est pour les besoins de l'Etat, et non dans un dessein anti-capitaliste qu'a été développé cet instrument efficace, l'impôt sur le revenu, auquel restent attachés les noms de Pitt et de Caillaux. »

« Enfin, sous le nom de socialisation ou de nationalisation, l'Etat tend à faire siens les grands édifices de la féodalité économique, compagnies de chemins de fer, de distribution électrique, et ainsi de suite. »

« *Il ne faut rien connaître de son propre temps, tout ignorer du comportement millénaire du Pouvoir pour ne voir dans ces opérations que le fruit de certaines doctrines. Elles sont des manifestations normales du pouvoir, point différentes dans leur nature de la confiscation des biens monastiques par Henry VIII.* »

« Socialiste ou non, le Pouvoir doit nécessairement lutter contre l'autorité capitaliste et dérober la substance accumulée par les capitalistes ([31]). »

Même les Révolutions, en particulier les grandes Révolutions de 1789 et de 1917, aboutissent, une fois les bouillonnements passés, à un renforcement des capacités du système politique.

Ainsi, quelle que soit l'autonomie des sous-systèmes, l'auto-organisation nationale tend à accroître, aux dépens des individus et des groupes sociaux, la capacité de maîtriser les ressources et les comportements dont dispose le système exécutif et administratif et la participation démocratique est un mode de contrôle trop faible pour empêcher l'administration de se développer aux dépens de la décentralisation.

La thèse de B. de Jouvenel n'est nullement contradictoire avec celle de Bruce M. Russett et Robert A. Dahl selon laquelle « la fréquence de la polyarchie » (c'est-à-dire des systèmes modernes mobilisés avec autonomie des sous-systèmes) croît avec le Produit National Brut par tête et les autres variables qui lui sont associées. En effet, cette constatation fondamentale porte sur la concurrence dans la lutte pour le contrôle de l'exécutif et du législatif. Une concurrence accrue dans ce domaine est *parfaitement* compatible avec le développement de l'exécutif et du système administratif. La proposition de R. A. Dahl résulte du tableau 3 qui étudie 107 pays et la répartition des 32 « polyarchies » observées par niveau de développement socio-économique ([32]) :

([31]) Bertrand de Jouvenel, *op. cit.*
([32]) Robert A. Dahl, *op. cit.*

TABLEAU 3

Répartition de 32 polyarchies par niveau de développement socio-économique

	Total	PNB par tête		Polyarchies	
		Fourch.	Moyenne	Total	% du total
		$	$		
Sociétés « traditionnelles primitives »	11	45-64	56	0	0 %
Civilisations traditionnelles	15	70-105	87	1	6,7 %
Sociétés transitoires	31	108-239	173	3	9,7 %
Sociétés à « révolutions industrielles »	36	262-794	445	14	15,6 %
Sociétés de « haute consommation de masse »	14	836-2 577	1 330	14	100 %

Source : B. M. Russett ed. World Handbook of political and social indicators. New Haven, 1964.

A l'appui de cette thèse qui lie polyarchie et richesse, autoritarisme et pauvreté, qui affirme le parallélisme du développement socio-économique et du développement démocratique, trois types d'arguments sont surtout évoqués. Le développement socio-économique procurerait trois conditions indispensables au jeu démocratique : « la diminution des conflits » liée à la fin de l'état de pénurie et à une relative diminution des inégalités, « la redistribution des ressources politiques » et enfin « la diffusion de la culture » qui devient de plus en plus sécularisée ([33]).

Mais, à y bien réfléchir, cette thèse ne fait que confirmer la classification d'Almond. Parmi les versions stables des systèmes politiques modernes avec niveau important de développement économique, il y a les polyarchies, mais il y a aussi des systèmes totalitaires et autoritaires.

Un accroissement de capacité qui n'assure pas la maîtrise du futur

Aussi peut-on conclure que, *en rencontrant au cours de l'histoire les problèmes de construction de l'Etat et de la nation, de participation et de distribution, les systèmes politiques développent des capacités croissantes de contrôle, de distribution et d'extraction en ayant recours à une administration de plus en plus nombreuse ; ils le font avec des degrés très variables d'autonomie des sous-systèmes,*

([33]) Roger G. Schwartzenberg, Sociologie politique. Montchrestien, Paris, 1971.

un degré minimum d'autonomie étant une condition nécessaire d'adaptabilité.

Mais à aucun moment, les finalités de la politique ne sont conscientes. Les décisions étant prises à court terme pour les raisons déjà analysées, les systèmes politiques sont des constructions progressives qui n'ont jamais été que partiellement pensées ou voulues. Au cours de leur histoire, se sont ajoutées des régulations supplémentaires (mythes, normes culturelles ou morales, institutions, règles, procédures, lois, constitutions, etc...). Prenant appui sur des informations partielles, étayés par des analyses sommaires, ces mythes peuvent connaître un développement cumulatif et soit renforcer un système politique, soit contribuer à sa transformation. Selon le cas, ils sont régulateurs ou dérégulateurs.

La complexité des systèmes, l'imperfection et la déformation de l'information, le rôle des mythes empêchent les systèmes politiques de converger rapidement vers des systèmes plus efficaces, plus libres, plus participatifs, plus égalitaires, mieux régularisés. Rien n'assure la convergence. *La multiplicité des régulations a donné aux systèmes politiques — et malgré les révolutions — une capacité d'adaptation remarquable aux évolutions lentes du passé, mais il n'existe pas de mécanisme de contrôle assurant la maîtrise de leur devenir.*

C'est pourquoi l'auto-organisation croissante des systèmes politiques successivement apparus au cours de l'histoire coexiste avec la montée et le déclin des familles de systèmes politiques engendrées par les unités historiques que sont « les civilisations » de Toynbee ou les « cultures » de Spengler.

Le cycle des systèmes politiques d'une civilisation

A l'aube des civilisations, Toynbee veut toujours voir lui aussi un défi, c'est-à-dire un problème posé à la collectivité. Si ce défi est trop contraignant, sa maîtrise peut absorber toutes les ressources de la collectivité au point d'empêcher un développement ultérieur : l'extrême froid pour les Esquimaux, les énormes distances pour les Polynésiens. S'il peut être surmonté, comme celui de développer une agriculture dans les basses plaines de l'Euphrate et du Tigre pour les Sumériens, il conduit à une organisation sociopolitique disposant d'un excès de ressources pour une nouvelle expansion. Au cours de cette croissance, les systèmes politiques s'organisent, se compliquent, s'institutionnalisent jusqu'au moment où les contraintes résultant de cette succession de réponses à court terme vont empêcher la civilisation de s'adapter véritablement aux nouveaux défis. Continuant à se transformer par dynamique propre et réactions à court terme, les systèmes politiques deviennent ceux

des empires universels (l'empire égyptien, l'empire achéménide, l'empire romain, l'empire han, l'empire ottoman) où l'autonomie des sous-systèmes est faible et qui manquent d'adaptabilité. Alors, commencera un long déclin, parfois coupé de tentatives de résurrection, au fur et à mesure que s'accroîtra l'écart entre l'environnement et les demandes d'une part, les réponses du système politique d'autre part. Faute d'avoir donné certaines réponses, notamment en matière de participation et de distribution, le système politique verra disparaître le soutien du prolétariat interne (les chrétiens de l'Empire Romain) dans le même temps que sa faiblesse excitera les convoitises du prolétariat externe (les barbares germains et slaves de l'Empire Romain), et connaîtra sous cette double attaque sa désintégration définitive ([34]).

En dehors du fait que la pensée de Toynbee est, avant la lettre, en termes de systèmes, l'aspect important de cette œuvre est dans l'analyse du déclin : *C'est le jeu de régulations à court terme, dans un monde de prévisions imparfaites qui façonne progressivement les systèmes politiques, mais ces systèmes, en s'adaptant, en se spécialisant, perdent, comme les espèces vivantes, leur adaptabilité jusqu'au jour où aucune des réponses possibles ne permet d'assurer leur survie face à des difficultés internes ou externes.*

Pour que les systèmes sociaux ne meurent pas, il faudrait que se réalisent l'une *ou* l'autre de deux hypothèses extrêmes, ou une combinaison appropriée d'hypothèses analogues, mais moins fortes :

— qu'à tout moment, le système ne soit soumis par l'environnement ou les demandes qu'à des aléas de faible ampleur,

— qu'à tout moment, la prévision de tous les acteurs soit presque parfaite, que leur imagination des décisions possibles soit très large et que leur critère de choix prépondérant soit la durée de vie du système.

Dans le passé, l'hypothèse de faible ampleur des aléas s'est trouvée vérifiée au niveau de l'humanité qui a constamment réussi à reconstruire une pluralité de systèmes politiques viables, mais elle n'a été réalisée ni au niveau des civilisations que la mort a englouti — à l'exception de la civilisation occidentale dont le destin se confond maintenant avec celui de l'humanité —, ni au niveau des systèmes politiques particuliers qui ont toujours été abattus par des révolutions.

Descendons donc de l'histoire du monde et de sa succession de systèmes politiques de plus en plus complexes ; abandonnons les

---

([34]) Arnold Toynbee, A study of history. Oxford University Press, 1961.

civilisations et leurs familles périssables de systèmes politiques, et revenons au niveau d'un de ces systèmes politiques aux régulations synchroniques connues.

La transformation d'un système par la révolution

La place des révolutions dans la dynamique des systèmes politiques

Dans ces ensembles partiellement hiérarchisés de régulations aux constantes de temps fort différentes que sont les systèmes politiques, des modifications se produisent au cours du temps sous des influences exogènes ou endogènes. Le jeu d'une régulation tend à être détruit (la concurrence par exemple) par le renforcement qu'elle engendre de régulations d'ordre supérieur (l'intervention de l'Etat). Dans les zones instables, certaines régulations se développent (le suffrage universel par exemple) au point d'en éliminer d'autres (le pouvoir constitutionnel d'un roi héréditaire)... D'où des crises plus ou moins locales qui atteignent des fractions plus ou moins importantes du système et qui proviennent de la rigidité respective des diverses régulations, comme pour un système composé de ressorts. Si les ressorts sont souples, ils absorbent facilement les déformations. Si certains sont raides, il faut les casser pour adapter le système à des problèmes nouveaux.

Le mécanisme qu'illustre la figure 7 est en fait une généralisation de celui de la figure 1 du chapitre VI : Sous le contrôle d'en ensemble de régulations politiques ayant comme contrepartie des échelles

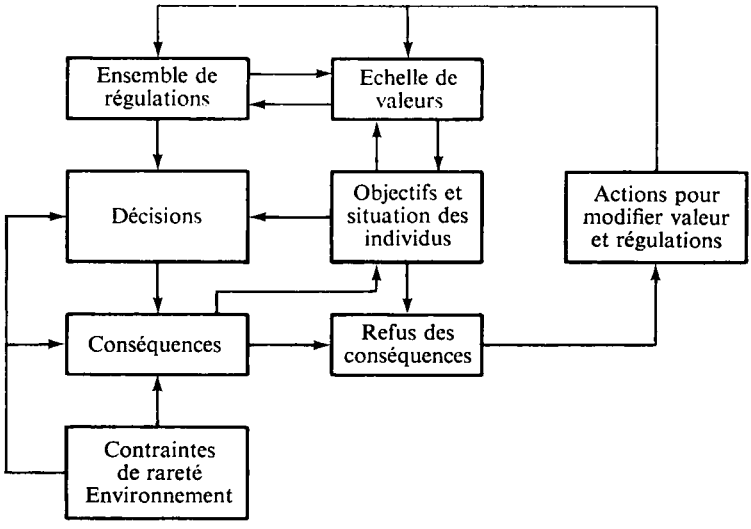


Figure 7.

de valeur plus ou moins intériorisées (comme le respect de la constitution ou de la personne du Roi), les décisions sont prises en fonction d'une part des aspirations des différents individus (leurs objectifs) en matière de richesse (revenu et capital), de prestige et de pouvoir et d'autre part de l'environnement et de ses contraintes de rareté (limitations des possibilités économiques de production, affaiblissement du prestige lorsqu'il se répand, diminution du pouvoir lorsqu'il se partage). Les conséquences qui en résultent frustreront certaines catégories d'individus qui les refuseront et agiront pour modifier les régulations et les échelles de valeurs.

Pour banal qu'il soit, ce schéma rend compte de quatre conséquences importantes et généralement mal perçues :

— D'un cas à l'autre, les régulations contestées par tel ou tel groupe d'individus sont extrêmement variables. D'ailleurs, interviennent toujours simultanément trois régulations : celle qui entraîne effectivement la décision dont la conséquence est frustrante ; celle qui est perçue par les individus comme entraînant cette conséquence et qu'ils veulent donc modifier ; celle enfin sur laquelle ils agissent réellement. Combien de mouvements politiques n'attribuent-ils pas au « Système » dans son ensemble des phénomènes locaux et croyant changer le Système par une révolution ne réussissent en fait qu'à transformer quelques petites régulations !

— A l'ensemble de régulations est associée la possibilité de contraindre physiquement, attribut de la disposition de la force (police et armée). Pour qu'il y ait phénomène révolutionnaire, il faut que des groupes d'individus, se sentant incapables de modifier autrement les régulations, préfèrent le recours à la force au maintien du statu quo. Donc, plus un système est adaptable, plus il évite les révolutions.

— Epreuves de force, les phénomènes révolutionnaires s'apparentent à la guerre. D'où, comme chez Clausewitz, cette montée aux extrêmes de la violence nécessaire pour imposer sa volonté aux autres, car pour se défendre, le système existant a d'énormes ressources, non seulement les possibilités d'adaptation de son organisation, mais aussi les moyens matériels et les individus qu'elle peut mobiliser, et la force de volonté puisée dans l'intériorisation de ses valeurs. Rares sont donc les tentatives révolutionnaires qui réussissent ; autre manière de dire que les systèmes politiques sont viables à court terme.

— Derrière leur homogénéité dans la violence, les actions qui s'attaquent aux régulations existantes poursuivent en fait trois objectifs bien différents :

- la restauration d'un équilibre ancien que le jeu des régulations

existantes tend à modifier (révolutions conservatrices, restaurations monarchiques, ...),

- la création d'un nouvel équilibre (la révolution d'octobre),
- l'isolement au sein de la société existante. (Toutes les sociétés ont d'ailleurs des mécanismes leur permettant de tolérer l'existence de groupes n'acceptant pas les règles de la majorité, qu'il s'agisse de ces phénomènes périphériques de *marginalités* où la visée du pouvoir apparaît mal ou pas du tout : suicides, vagabondages, guerres paysannes, guerres serviles, émeutes plébéiennes, troubles étudiants ou de ces « formes plus radicales d'opposition à l'ordre » défendant « ouvertement d'autres valeurs » et prétendant, « à tout le moins en leur sein, à un ordre nouveau » que sont les contre-sociétés : monachisme, bandes de jeunes, sectes, bandes de brigands, mafias, millénarismes axés sur l'attente du Grand Jour ([35])).

Seuls les deux premiers de ces objectifs engendrent des phénomènes révolutionnaires avec les modifications de fonctionnement brutales qui en sont le produit. Ces franchissements de « frontières » il faut, à la suite de Baechler ([35]), essayer d'en comprendre l'essentiel en abordant, au moins sommairement, six questions évidentes. Sinon, que signifierait une réflexion sur le contrôle de l'histoire qui négligerait le contrôle des accidents ?

— Quelles sont les *conséquences* du système politique qui poussent des individus ou des groupes à se heurter à lui ?

— Quels groupes d'individus déclenchent le mouvement, et sont les véritables *acteurs ?*

— Quels sont les phénomènes *psychologiques* engendrés chez ces individus par les conséquences du système ?

— Quelles régulations veulent-ils changer ? En d'autres termes, quelle est le modèle idéal de société qu'ils veulent construire ? Quelle est donc leur *idéologie ?*

— Comment se passent la chute du pouvoir, le déroulement de la révolution et la création d'un nouveau pouvoir ?

— Quels sont enfin les *résultats,* c'est-à-dire le nouvel ensemble de régulations sociales qui se substitue au précédent ?

L'origine des révolutions

Engendrent *directement* des phénomènes révolutionnaires toutes les conséquences du fonctionnement d'un système — qu'elles soient politiques, économiques, sociales ou éthiques — qui donnent naissance à des frustrations intolérables.

([35]) Jean Baechler, Les phénomènes révolutionnaires. PUF, Paris, 1970.

Politiques

● La *guerre*, victorieuse ou non, est un choc redoutable pour un système politique. Victorieuse, voilà qu'elle donne naissance à un empire, renforce le pouvoir de l'armée, augmente les chances de coups d'Etat. Perdue, elle fait surgir dans la masse des peuples l'humiliation et la colère, désigne les dirigeants comme des boucs émissaires et mène d'autant plus sûrement à la révolution que le régime est de type dictatorial.

● La *croissance des pouvoirs du système exécutif* est susceptible aussi de conduire à la révolution lorsque les régulations « de premier rang » sont insuffisantes. Baechler décrit ainsi le schéma de plusieurs révolutions anglaises : « Dans un premier temps, le monarque tend à rompre à son profit l'équilibre des forces. Aidé par un entourage qui doit sa fortune à sa seule faveur, il investit petit à petit les centres autonomes pour les soumettre à sa loi. Dans un deuxième temps, l'aristocratie campagnarde et la bourgeoisie urbaine se soulèvent pour enrayer le processus. Il s'ensuit une paralysie du pouvoir, une phase d'anarchie qui incitent le peuple à pénétrer dans l'arène politique pour y défendre ses propres intérêts. Le mouvement risque donc de déborder ses initiateurs et de mener à la subversion sociale ([36]). Dans une quatrième phase, les grands se divisent sur une guerre civile, qui joue au bénéfice de celui qui la gagne, c'est-à-dire de celui qui dispose de l'armée la plus forte. On aboutit ainsi à une dictature militaire. »

● *La sclérose et la corruption progressives* des régimes politiques facilitent les révolutions. Faut-il rappeler que les dictatures vieillissent mal et ne réussissent pas à résoudre les problèmes de régulation à long terme, tandis que les démocraties peuvent sombrer dans une semi-anarchie inefficace, où se dissout la volonté de la majorité de jouer un rôle politique ?

Economiques et sociales

● Pour les *évolutions économiques à court terme*, il « apparaît que ce n'est pas le degré absolu de la misère qui entraîne des mouvements révolutionnaires, mais la dépression brusque dans une continuité ». Cette dépression peut se faire vers le bas ou vers le haut comme le notait déjà Tocqueville. « Contrairement à une illusion bizarre propre aussi bien aux révolutionnaires qu'aux contre-révolutionnaires, ce n'est pas le sous-développement des pays sous-développés qui risque de produire des phénomènes révolutionnaires, mais c'est bien le développement ([37]). » C'est

---

([36]) C'est donc un niveau plus élevé de régulation qui est en cause.
([37]) Jean Baechler, *op. cit.*

l'émergence d'un déséquilibre dans le système, avec les problèmes d'adaptation qui en résultent qui engendre les tensions dont sortent les révolutions.

● Dans les sociétés agraires, les *conflits entre les grands et les petits propriétaires* ont souvent été causes de révolutions, car les structures à grandes propriétés engendrent des structures à petites propriétés et réciproquement, et les tensions sont énormes au cours de ces transformations.

● L'*apparition*, comme conséquence de transformations économiques, *de groupes sociaux nouveaux*, susceptibles de prendre de l'importance, soit par les moyens dont ils disposent — les prétoriens de l'Empire romain —, soit par leur nombre — la bourgeoisie des villes au Moyen Age, les ouvriers au XIX^e siècle, est un aspect si connu de tous les mécanismes révolutionnaires qu'il est inutile de le développer, mais il doit être correctement évalué en relation avec les *acteurs*.

Ethiques

● En privilégiant certaines valeurs éthiques, un système social introduit des contraintes soit sur des individus, soit sur des groupes. Le groupe qui porte les valeurs dominantes peut accroître cette pression en cherchant à éliminer les autres valeurs. Il se produira nécessairement une réaction : « Les pressions politiques et militaires du Bas-Empire ont entraîné le monachisme. Le pacifisme d'argent de la monarchie de Juillet a soulevé des indignations véhémentes » de la part des enfants du Siècle. « Les campagnes vertuistes entraînent régulièrement une vague d'attentats aux mœurs... ([37]). » Mais l'évolution du système de valeurs peut aussi bien aboutir à la coexistence de valeurs contradictoires qu'au changement du système de valeurs, à l'absence prolongée de valeurs, à l'affaissement durable d'une valeur déterminée. A ce titre, le système de valeurs joue un rôle amplificateur dans la régulation du système socio-politique, renforçant les régulations d'équilibre et accroissant au-delà d'un certain seuil la puissance des forces de déséquilibre...

Les acteurs d'une révolution

Bien des débats sur les *acteurs* des révolutions sont éclairés par la théorie des systèmes. Pour certains, les acteurs sont un vaste groupe social, le « peuple », les « ouvriers et paysans », pour d'autres, c'est une élite regroupant les plus aptes des individus qui souhaitent des transformations. Là encore, l'une et l'autre thèse manquent d'épaisseur. Les phénomènes révolutionnaires font intervenir simultanément des élites et des groupes sociaux avec des

interactions fort variables d'une révolution à l'autre et pendant le processus révolutionnaire lui-même.

Ainsi, l'existence d'un mécontentement potentiel dans un vaste groupe joue un double rôle :

— Il pousse des groupuscules de l'élite — au sens précédent — à essayer de modifier le système et à s'emparer du pouvoir en utilisant le mécontentement d'un vaste groupe.

— Il amplifie l'action déclenchée par les groupuscules comme dans les servomécanismes, les valves libèrent les réserves d'énergie. L'histoire de la Révolution russe de Trotsky permet de suivre au jour le jour cette direction des masses par les dirigeants bolcheviks et de comprendre intimement l'interaction des élites et des larges groupes ([38]).

Ces constatations permettent d'expliquer deux autres séries de phénomènes :

— Tantôt la passivité de l'ensemble des groupes sociaux suffit à rendre possible une révolution. (Dans ce cas, il n'y a pas de phénomène d'amplification).

— Tantôt l'énergie libérée par le mécanisme d'amplification déborde totalement les groupuscules initiateurs du mouvement qui se trouvent dès lors incapables de le contrôler (comme le montre la révolution de 1789).

En tout état de cause, il y a toujours une élite parmi les acteurs principaux de toutes les révolutions : cadres supérieurs de l'armée, jeunes colonels, chefs de partis (les bolcheviks par exemple), leaders de la bourgeoisie, etc... mais l'identifier à une classe dominante est une simplification outrancière du système.

Naturellement, interviennent aussi dans les révolutions, surtout dans le cas de vacance prolongée du pouvoir les exclus du système social, « en permanence hors la loi ou à la lisière de la légalité » : « En profitant de l'anarchie pour se livrer à des activités criminelles pures et simples », « en participant à l'histoire qui se fait », « en étant utilisé soit pour maintenir l'ordre soit pour instaurer le nouveau », « en étant enfin provisoirement résorbés dans les rangs de l'armée », ils jouent un rôle qui leur est interdit dans les périodes de fonctionnement normal des systèmes politiques ([39]).

Les psychologies révolutionnaires

Chez les leaders comme au sein des groupes amplificateurs, le refus des conséquences du système politique doit s'accompagner

---

([38]) Léon Trotsky, Histoire de la révolution russe. Le Seuil, Paris, 1950.
([39]) Cf. Jean Baechler, *op. cit.*

d'attitudes psychologiques susceptibles de pousser à des actions violentes :

— la haine de l'occupant ou l'humiliation liées à une défaite, militaire, ces deux éléments étant engendrés par les heurts entre systèmes politiques sur le plan international,

— le sentiment d'oppression, dû à l'absence de décentralisation ou de participation, mais qui ne devient perçu que si la décentralisation ou la participation diminuent ou s'accroissent,

— le désespoir créé par une catastrophe grave, d'ordre économique notamment, et l'envie ou le ressentiment engendré par une croissance ou une décroissance des inégalités,

— la peur, réaction contre l'insécurité, qui devient un sentiment social efficace lorsqu'elle « gagne des groupes importants menacés dans leurs politiques »,

— l'exaspération devant l'inefficacité du système politique (république de Weimar, par exemple).

Entre ces attitudes et les finalités de la politique, il existe une large correspondance mais il n'y a pas plus de véritable cohérence qu'entre les finalités de la politique et les objectifs des systèmes politiques, car les sentiments révolutionnaires sont engendrés par la perception du système qu'ont des groupes frustrés et ne peuvent conduire à la vision normative qu'auraient des observateurs extérieurs.

Les idéologies révolutionnaires

En cherchant à modifier de façon plus ou moins profonde la société existante, les acteurs construisent des idéologies, ces schémas idéaux des sociétés souhaitées aux traits fondamentaux communs.

Elles s'appuient sur des modèles simplistes et caricaturaux de la société existante. Des modèles qui éliminent les conséquences favorables du système politique pour mettre l'accent sur les conséquences défavorables.

Elles construisent un modèle simpliste et caricatural de la société future en ne retenant que les conséquences favorables des modifications du système et en ne prenant pas conscience des conséquences défavorables qu'elles engendrent *nécessairement*. En d'autres termes, elles ont rarement conscience de la deuxième insuffisance de contrôle.

Elles négligent, même chez les marxistes, l'analyse du passage de la société initiale à la société future en oubliant les éléments aléatoires qui accompagnent les processus révolutionnaires et en négligeant le fait que ces processus engendrent, par leur *dynamique propre*, un système différent du système souhaité.

Pour toutes ces raisons, les révolutionnaires ne peuvent qu'échouer. Il est d'ailleurs tragique de constater que les partis de gauche si hostiles à la guerre parce qu'elle ne résout rien et consomme des vies humaines sont si favorables aux révolutions violentes qui, comme les guerres, ne résolvent pas toujours les problèmes, consomment aussi des vies humaines et tout en accélérant la transformation des sociétés, aboutissent souvent à des conséquences différentes des conséquences voulues.

Les enchaînements révolutionnaires

Comment s'effectuent, par la révolution, le passage d'un système à un autre ? Les modalités principales en sont certes bien connues :

— le coup d'Etat militaire, technique rapide et efficace, si la préparation est soignée,

— la guerre de libération nationale,

— la démission d'un pouvoir démoralisé et qui ne cherche pas à se défendre (en France en 1848, 1870, 1940 et 1958),

— la conquête légale du pouvoir par un parti révolutionnaire (national socialisme en Allemagne et fascisme en Italie),

— une division profonde de l'élite dirigeante débouchant sur la guerre civile (Espagne), sur la victoire d'une faction (révolution Meiji au Japon), sur une vacance prolongée du pouvoir (en France de 1789 à 1798, en Russie de février à octobre 1917).

Mais beaucoup plus intéressante est la manière dont entrent en jeu successivement les diverses régulations en liaison avec des groupes et des acteurs différents.

Prenons la Révolution Française : Au départ, un exécutif indécis, sans perception adéquate des demandes ou de l'évolution du soutien, et conservant sans adaptation ses objectifs propres de maintien de la monarchie absolue ; une noblesse dont la fronde intellectuelle cache surtout une résistance à l'administration centrale ; un clergé séparé entre la noblesse et le Tiers ; une bourgeoisie avide d'égalité, de décentralisation et de participation ; une paysannerie friande de terres ; un prolétariat parisien aux ressources précaires et suffisamment important pour les phénomènes de résonance.

La maladresse de l'inégalité de représentation des trois Ordres assure la rentabilité pour le Tiers-Etat de la création de l'Assemblée Nationale et fait de facto sauter une première régulation trop rigide du système : la régulation constitutionnelle. Mais le respect pour la personne du Roi, intériorisé comme valeur, reste encore intact.

C'est alors qu'avec les événements de juillet et d'octobre 1789, le mécontentement parisien et paysan va jouer son premier rôle

amplificateur et redéfinir les acteurs principaux : L'Assemblée, la rue, la Cour à Paris, la paysannerie en province.

Grâce au respect du Roi et aux objectifs modérés de la bourgeoisie reflétés par l'Assemblée, le nouvel équilibre d'une monarchie constitutionnelle va s'ébaucher puisque, même après Varennes, la Constitution de 1791 donne le veto au Roi. Mais l'émigration qui traduit le refus de la noblesse, le double jeu de la Cour vont détruire cet équilibre en ruinant la deuxième régulation qui était la confiance dans le Roi.

Ne vont plus rester côte à côte que l'Assemblée et la rue, système politique déséquilibré où les factions s'éliminent successivement par glissement à gauche et qui se heurte aux révoltes provinciales. Pourtant, les menaces des armées étrangères renforcent la régulation sociale qu'est le sens de l'appartenance à une même nation. Avec le reflux des dangers intérieurs et extérieurs, le développement de la peur chez les Conventionnels restants, le désir de la bourgeoisie et des paysans de consolider les avantages acquis, s'affirmera avec Thermidor le besoin d'une nouvelle stabilité, mais ce nouvel équilibre, s'il est socialement acquis, restera fragile politiquement, par suite des insuffisances des régulations introduites par la Constitution de 1795. Un exécutif faible, contraint de s'aliéner successivement la droite et la gauche sera emporté par une dictature qui s'établira progressivement puis connaîtra à son tour le manque d'adaptabilité de ce genre de régimes et finira à Waterloo.

Les résultats des révolutions

L'exemple de la révolution française montre bien que, selon les cas, les résultats des révolutions atteignent des régulations de niveaux hiérarchiques tout à fait différents ([40]) :

— Un simple remplacement des membres du système exécutif. C'est souvent le cas des coups d'Etat militaires dans les régimes militaires.

— A l'échelon immédiatement supérieur, une transformation des règles du jeu politique « sans que, dans d'autres secteurs de la société, on puisse noter des changements majeurs » (Révolution de 1688 en Angleterre).

— Une modification dans les élites dirigeantes : Les nouveaux membres des systèmes législatif et exécutif sont recrutés dans des groupes différents (1830) ou animés d'intentions différentes (1848, 1958).

([40]) Jean Baechler, *op. cit.*

— Un bouleversement politique et social qui atteint profondément les systèmes législatif, exécutif et administratif, modifie les objectifs en matière de décentralisation, de participation, d'efficacité et transforme profondément la distribution des ressources entre tous les membres de la collectivité. Les mécanismes de régulation s'en trouvent transformés (révolution de 1789 et de 1917).

— Un véritable changement de civilisation (révolution Meiji au Japon, révolution chinoise) lorsqu'au bouleversement politique et social s'ajoutent des transformations encore plus profondes des échelles de valeurs.

Ainsi, changent les systèmes politiques ; ils connaissent contrairement aux êtres humains, toute une hiérarchie de morts plus ou moins profondes, donnant le plus souvent naissance à des successeurs de la même civilisation et s'insérant dans un processus de différenciation structurelle progressive qui a permis jusqu'ici à l'humanité d'assurer sa survie.

Mais qu'en est-il maintenant de notre civilisation, de nos problèmes ? Comment élargir aux systèmes politiques l'étude diachronique du système économique occidental qui a terminé le chapitre précédent ?

L'évolution des systèmes nationaux dans les deux derniers siècles

Les systèmes politiques au début du XIX^e siècle

Mil huit cent quinze. Après la chute de l'Empire français, l'énorme vague de révolutions qui a soulevé l'Europe pendant vingt-cinq ans vient de s'apaiser pour un temps. Toute la force du monde est dans les mains de six nations : l'Angleterre, la France, l'Autriche, la Prusse, la Russie et les lointains Etats-Unis. L'empire turc n'est que l'ombre de lui-même, la Chine est en déclin, la guerre d'indépendance des colonies espagnoles d'Amérique du Sud n'a pas de signification pour longtemps.

Dans la classification d'Almond, les systèmes politiques de ces pays appartiennent à deux groupes fort distincts :

- Grande-Bretagne, Etats-Unis et France possèdent des systèmes démocratiques modernes, à forte autonomie pour les deux premiers, à autonomie limitée pour le troisième.
- Autriche, Prusse et Russie ont des systèmes autoritaires conservateurs, encore proche pour le troisième d'un système bureaucratique centralisé.

Les défis non plus ne sont pas de même nature :

- La construction d'un Etat et d'une nation obsède la Prusse aux espérances allemandes, l'Autriche aux multiples ethnies, la

Russie en pleine expansion vers l'Est et le Sud, et dans une moindre mesure les Etats-Unis d'Amérique où continue la lutte entre les Etats et la Fédération et s'annonce le clivage entre le Nord et le Sud.

● En dehors des Etats-Unis, la participation est une « demande » générale en Angleterre et en France où le suffrage est censitaire, dans toute l'aire germanique et italienne où couvent les tendances libérales, en Russie où vont s'insurger les dékabristes.

● Les problèmes de distribution et de bien-être enfin suivront les déséquilibres de la révolution industrielle ou du capitalisme naissant en Angleterre tout d'abord, puis en France, en Allemagne, et en Autriche dans le dernier tiers du siècle, en Russie à l'approche du XX^e siècle.

La dynamique des systèmes nationaux au XIX^e siècle

(I) *L'accroissement de la participation*

La demande de participation s'exprime souvent de façon violente mais dans des conditions qui dépendent beaucoup de la structure du système politique.

Grâce aux modes d'articulation et d'agrégation des demandes et au développement des moyens d'information, il suffit en Angleterre d'une agitation intense pour que des fractions de partis prennent fait et cause pour le suffrage universel et obtiennent, grâce à l'adaptabilité du système, l'extension de la participation.

En France, dans une société bloquée, mais où le « soutien » de l'exécutif est faible, il suffit de quelques révolutions courtes et peu sanglantes pour aboutir par paliers au suffrage universel.

En Autriche et en Prusse, au contraire, les systèmes autoritaires conservateurs réussissent à écraser les révolutions et à n'aboutir qu'en fin de siècle à une participation fort tempérée par la prépondérance de l'exécutif.

En Russie enfin, après l'échec de 1831, la demande de participation fait éclore une multitude de groupes révolutionnaires dont le terrorisme est l'une des manifestations et ne débouche en apparence, dans une société transformée par l'abolition du servage et la naissance du capitalisme, que sur les faibles et successives Doumas de la fin du siècle.

L'extension de la participation modèle à son tour la structure des partis dans les moules permis par les lois électorales :

— En Grande-Bretagne, le suffrage universel et la construction des syndicats en réponse à la révolution industrielle permettent le parti travailliste, puis conduisent à la destruction du parti libéral car la loi électorale anglaise contraint lentement au bipartisme ;

l'alternance des partis au pouvoir reste la règle comme aux Etats-Unis.

— Avec des lois électorales différentes, en France, mais aussi en Allemagne (après 1870), en Autriche et en Italie, on assiste plutôt à ce que M. Duverger a appelé le « sinistrisme » c'est-à-dire l'apparition régulière de partis à gauche des partis précédents sans destruction des partis existants. La recherche du pouvoir par ces partis les contraint à adopter une attitude plus moyenne et donc à tolérer sur leur gauche des partis plus extrêmes. Si le phénomène s'arrête en Autriche après l'éclatement de 1918 et en Allemagne après l'avènement du national-socialisme et le désastre de 1945, il n'en sera pas de même après la seconde guerre mondiale pour la France, l'Italie (et même pour l'Espagne, dans les mouvements semi-clandestins). Faut-il y voir l'effet, en face de l'empirisme protestant, du dogmatisme idéologique du catholicisme romain ?

Le même phénomène secouera les mouvements révolutionnaires russes qui éclateront en se radicalisant tout au long des luttes infructueuses du siècle.

(II) *L'affaiblissement de l'exécutif*

Une seule exception à cet affaiblissement : les USA, mais le Président est élu quasiment au suffrage universel. Dans les pays où une partie du législatif procède de l'élection, tandis que l'exécutif est nommé par un monarque héréditaire et que le reste du législatif réunit des notables nommés (les Chambres des Pairs), le pouvoir des assemblées élues ne cesse de s'accroître. En scellant la fin du droit de veto effectif de la Chambre des Lords, la loi de 1911, en Angleterre sonne le glas de la partie non élue du législatif. En achevant de faire disparaître le roi constitutionnel, la démission de Mac-Mahon en 1875 assure en France la prépondérance du législatif. Allemagne et Autriche connaissent un processus plus lent, mais il est déjà très avancé avec la croissance de la social-démocratie allemande ou les difficultés de François-Joseph à la fin du siècle. C'est que le rôle des assemblées élues dans l'articulation et l'agrégation des demandes leur permet d'influencer le soutien de manière décisive.

Les seuls contrepoids employés sont l'élection directe de l'exécutif au suffrage universel (le Président de la IIe République française ou le Président des Etats-Unis) ou son élection indirecte grâce à la structure bipartiste (l'Angleterre).

(III) *Le développement du système administratif*

L'intense rivalité internationale, le développement des empires coloniaux imposent des forces armées nombreuses — modèles de

bureaucratie. Les changements économiques profonds nés de la révolution industrielle, multiplient les demandes de distribution et nécessitent des capacités considérables d'extraction des ressources (par l'impôt ou par la nationalisation de certaines activités), de contrôle des comportements et de fournitures de services (éducation, transports et équipements, santé publique). D'où l'essor d'une bureaucratie civile de plus en plus mal contrôlée par l'exécutif.

L'existence de grandes organisations bureaucratiques publiques (armées et administrations) et privées (grandes entreprises, syndicats et partis de masse) développe chez l'individu le sentiment accru d'une dépendance à l'égard de la société technologique tout en déshumanisant au sommet l'autorité politique. « Le pouvoir devient impersonnel, anonyme, abstrait ([41]). »

(IV) *La prépondérance de l'Etat sur la « municipalité »*

Il y a presque partout lutte entre le pouvoir central et les unités régionales. En France, comme l'a si lumineusement montré Tocqueville dans son analyse de l'Ancien Régime, le XIX^e siècle voit la poursuite de la centralisation politique amorcée depuis longtemps par la monarchie. Paris, siège des ministères, des grandes institutions d'éducation et de culture, centre des communications, première ville industrielle et commerciale du pays, symbolise cette victoire sur les départements administrés par les préfets et les communes aux ressources propres insuffisantes. Mais l'empire allemand, sous l'administration prussienne, commence aussi à faire disparaître l'autonomie des anciens Etats, tout comme les tsars poursuivent la russification de leurs immenses territoires. L'Italie cherche à combattre le régionalisme. Seule, l'Autriche qui n'est pas une nation, et qui ne peut relever le deuxième des défis posés à un Etat commence à éclater sous la forme de la double monarchie avant la désintégration finale. Mais le plus intéressant est la lente montée du pouvoir du gouvernement fédéral américain en face des Etats, avec une victoire définitivement acquise après la guerre de Sécession qui achève dans le sang l'unité de la nation et de l'Etat américain.

(V) *La naissance des groupes de pression*

L'étude des systèmes économiques a identifié les facteurs qui amènent la création des syndicats et des associations patronales et éclairé le mode de construction progressif des relations des entreprises, des syndicats et des partis politiques avec les systèmes exé-

([41]) Roger G. Schwartzenberg, *op. cit.*

cutif, législatif et administratif. Mais il y a une grande diversité dans ces relations, car les idéologies syndicales et politiques visent tantôt à aménager le système politique et à modifier son fonctionnement, tantôt à le détruire pour le remplacer par un système où, grâce à la propriété collective des moyens de production, les travailleurs contrôleraient la société par l'intermédiaire de l'Etat. D'où une ambiguïté constante dans la nature des groupes de pression à la fois défenseurs des intérêts particuliers d'un groupe social et promoteurs d'un modèle idéal de société.

(VI) *La domination du monde par l'Europe*

A la suite d'enchaînements qui feront l'objet du prochain chapitre, mais dont il faut au moins mentionner ici le résultat, les grandes nations, par besoins de puissance et de sécurité, profitent de la supériorité énorme que procurent la croissance économique et ses conséquences militaires pour étendre leur hégémonie sur l'ensemble de la planète en détruisant, protégeant, contenant tous les systèmes politiques moins développés : systèmes bureaucratiques centralisés de la Chine et de la Turquie, système patrimonial du Maroc, systèmes prémobilisés d'Amérique du Sud, systèmes primitifs d'Afrique... Dans les administrations coloniales, dont la participation est exclue, les objectifs sont dominés par les valeurs et les besoins de la métropole, à l'indépendance près de certains missionnaires et de certains officiers.

La grande rupture de la Révolution d'Octobre

1917. « Cette grande lueur à l'Est ! » Le spectre de la défaite militaire, la sclérose d'un régime, les transformations économiques liées au décollage du capitalisme, des élites nombreuses exclues des possibilités de promotion, les sentiments d'humiliation, d'oppression, de dégoût de l'inefficacité, le pullulement de réflexions idéologiques sur plus d'un demi-siècle et il suffit d'une chiquenaude pour que le Tsar démoralisé abdique. Va-t-on vers un système démocratique moderne (au sens d'Almond) ? L'absence de diversification sociale, un système autoritaire conservateur sans sous-systèmes autonomes, la division des élites dirigeantes, un coup d'Etat manqué des classes dominantes, la débâcle militaire vont permettre au génie des leaders bolcheviks et de Lénine en particulier, grâce à des analyses instantanées sur l'attitude des foules et les rapports de force, de saisir la chance d'octobre, de prendre le pouvoir avec quelques coups de canons sur le Palais d'Hiver et de le garder par les décrets sur la terre...

Dès lors, en caricaturant l'évolution, mais seules sont intéressantes ici les grandes tendances, l'essentiel des systèmes politiques du monde va se redistribuer en trois familles :

— les « systèmes totalitaires radicaux » ou « les démocraties populaires » avec leur diachronique propre,

— les « systèmes démocratiques » secoués par l'incursion des fascismes, donc avec l'inter-règne de « systèmes totalitaires conservateurs »,

— les « systèmes modernes prémobilisés » des pays en voie de développement,

tous dominés par des échelles de valeurs qui prônent la maîtrise du monde à l'aide de la connaissance et de la production.

Un demi-siècle d'évolution de l'Union Soviétique

Pour la première des démocraties populaires, l'URSS, les années de la guerre civile ont imposé la création d'un système administratif puissant reposant sur l'armée, la police politique, et la bureaucratie économique, système vivant en symbiose étroite avec le Parti où les victoires de la révolution ont renforcé le besoin d'identification des membres et où les procédures de nomination et d'élection assurent le contrôle par la hiérarchie. Déjà, de son vivant, Lénine a dû constamment lutter pour y maintenir la libre discussion et la décision collective... En face, rien, la destruction des structures du capitalisme naissant ne laisse que le prolétariat ouvrier, une immense paysannerie, et les îlots de commerçants et de koulaks qui profitent de la NEP.

Rien d'étonnant à ce qu'à la mort de Lénine, le Secrétaire Général du Parti, qui commande l'appareil, se débarrasse des coalitions disparates de ses adversaires et accède à la maîtrise complète du système en s'appuyant à la fois sur la structure du parti, sur la segmentation et le contrôle de l'information, sur les attitudes psychologiques des communistes, attitudes nées à la fois des dures luttes clandestines et de l'asservissement multiséculaire à la toute-puissance tsariste.

Cette explication organisationnelle et économico-sociale a été examinée par Medvedev dans son livre sur le stalinisme où il se réfère à la fois aux travaux de W. W. Rostow sur la croissance et aux écrits d'un économiste anonyme.

L'argument de Rostow est celui de l'efficacité :

« Pour Rostow, le communisme n'est certes pas la seule forme d'organisation étatique efficace qui puisse consolider les conditions préalables pendant la phase de transition d'une société traditionnelle, déclencher le démarrage et mener une société à la maturité technologique. Mais il peut être l'un des moyens d'accomplir cette tâche difficile... C'est en effet une forme particulièrement inhumaine d'organisation politique, capable de lancer et de soutenir la croissance dans les sociétés où, pendant la phase des conditions préala-

bles, il ne s'est pas créé une classe moyenne commerçante, nombreuse et entreprenante... C'est une sorte de maladie qui peut atteindre une société en période de transition... ([42]). »

« L'économiste I. P. » pousse plus loin l'analyse :

« Le système créé après la révolution d'octobre était fondé sur une dictature absolue et sur l'emploi immodéré de la force. Le mépris de quelques règles démocratiques élémentaires et de l'ordre légal devait inévitablement dégénérer et aboutir à la dictature de Staline. Staline convenait au système de façon parfaite et se contenta d'en développer au plus haut point les possibilités. Tout le mal vient de ce qu'une révolution socialiste, dans un pays comme la Russie, était prématurée. Dans un pays qui n'a pas connu une période de démocratie bourgeoise, où le peuple est en majorité illettré et inculte, dans un tel pays, le socialisme authentique ne peut être édifié sans le soutien d'autres pays socialistes plus développés. En détruisant trop vite les formes de vie sociale, les bolcheviks soulevèrent et libérèrent des forces d'une nature telle que tôt ou tard elles devaient conduire à quelque forme de stalinisme ([43]). »

L'aléa, ce furent certains traits de la personnalité de Staline, son ambition froide et totale, sa cruauté sadique sous un sourire débonnaire. Seule une étude psychanalytique aiderait à comprendre le personnage, mais les sources sont probablement insuffisantes. En tout cas, une fois son accession à la toute-puissance facilitée par l'organisation sociale, se succédèrent la dékoulakisation, les procès fabriqués, la terreur, les purges, les camps de concentration, la liquidation des cadres du parti, et ce trou de quelques millions de disparus que n'arrivaient pas à expliquer les lecteurs des statistiques démographiques... Mais aussi intéressante est l'analyse du post-stalinisme, car beaucoup d'observateurs s'attendaient à une décentralisation et à une participation accrues, sans tenir compte de ce que les intérêts du Parti et de la bureaucratie étaient de freiner toute évolution, une fois admis que l'on ne liquiderait plus physiquement les opposants et que l'on se contenterait de les enfermer dans les cliniques psychiatriques.

Les voies nouvelles des démocraties occidentales

Au lendemain de la première guerre mondiale, les systèmes politiques doivent d'abord subir le choc de la révolution russe, l'humi-

---

([42]) W. W. Rostow, The process of economic growth. At the Clarendon Press. Oxford, 1953.
Roy Medvedev, Le stalinisme. Origine. Histoire. Conséquences. Le Seuil, Paris, 1972.

([43]) Roy Medvedev, *op. cit.*

liation d'une défaite refusée ou de victoires mal gagnées et, à cause d'une totale ignorance de la science économique, l'incapacité des gouvernements à maîtriser la conjoncture, le chômage et les échanges monétaires internationaux.

Les problèmes d'identification (La révolte contre le père ([44])) portent les jeunes vers les mythes de force, d'ordre ou de changement, le communisme et les fascismes. Devant l'incapacité des démocraties à régler leurs problèmes, les classes dominantes, poussées par la peur, se tournent vers les fascismes auréolés du pouvoir charismatique de leurs chefs : Y succombent l'Italie, puis l'Allemagne, puis l'Espagne après les hécatombes de la guerre civile, sans compter les démocraties d'Europe orientale qui n'étaient guère éloignées des systèmes prémobilisés d'Almond.

La deuxième guerre mondiale sera le fruit de ce contexte international. Sur ses ruines, la force militaire fera naître de nouvelles démocraties populaires, tandis que l'influence de la culture dominante anglo-saxonne fera refleurir les démocraties occidentales qui poursuivront dans quatre directions leur évolution du XIX^e siècle :

(I) *L'essor de la sur-administration*

Il se poursuit au fur et à mesure de la multiplication des interventions de l'Etat et donne naissance à cette administration « climax » déjà décrite au chapitre VI : Il existe certes des ministères et des directions pour les fonctions administratives majeures, mais « parce que toute décision majeure affectant l'allocation des ressources à n'importe quel ministère affecte sérieusement les activités des autres, un réseau hautement complexe de procédures de coordination formelles ou informelles entre ministères sert à négocier les changements d'opérations impliqués par tous nouveaux besoins ([45]) ».

Cette situation a des conséquences multiples : L'adoption de compromis, la localisation des pouvoirs de décisions dans des comités, commissions, des groupes de travail, la création de « blocs de puissance », sortes de clans de fonctionnaires aux intérêts communs, le divorce croissant entre le fonctionnaire et l'usager...

(II) *Le déclin du parlementarisme*

Après la montée de sa puissance au siècle précédent, le parlementarisme subit le contrecoup du développement du système administratif d'une part, de l'oligopolisation de la vie sociale d'autre part. Disposant de moyens d'information et d'études beaucoup plus

---

([44]) Gérard Mendel, La révolte contre le père. Payot, Paris, 1968.
([45]) W. W. Jones, *op. cit.*

importants, l'administration et les mass-media jouent dans l'articulation des demandes et dans leur agrégation un rôle croissant, le parlementaire élu sur une base régionale ne conservant l'avantage que pour l'énoncé de problèmes territoriaux. Battu par les sondages et les études d'aide à la décision en tant que relai d'information, le parlementaire ne participe plus de manière essentielle qu'à la fonction de « détermination des règles », encore qu'il doive la partager avec l'exécutif et l'administratif.

(III) *L'oligopolisation de la vie sociale*

Le modèle économique du chapitre précédent a décortiqué la genèse de ce phénomène général qui, à partir des syndicats ouvriers, a progressivement gagné toutes les catégories socio-professionnelles, puis tous les particularismes, notamment les particularismes régionaux et linguistiques (la Bretagne, le Pays de Galles, les Basques espagnols, les Flandres...). Les groupes de pression, dont les syndicats ne sont que les spécimens les plus visibles, commencent à s'opposer au pouvoir du système administratif, tout en faisant constamment alliance avec lui pour écraser dans le jeu social d'anciens acteurs dont la puissance baisse comme lorsqu'elles ne sont pas multinationales, les directions des entreprises en situation de concurrence. L'oligopolisation géographique peut bouleverser les relations entre l'Etat et les municipalités comme dans les expériences régionales italiennes et renverser le processus centralisateur du siècle précédent ([46]).

(IV) *La contestation de la société développée*

Il a été esquissé comment l'évolution de la structure socio-économique avait modifié progressivement les échelles de valeur, et comment l'élévation du niveau culturel et de la consommation avait donné leur pleine force, mais sous des formes nouvelles, aux besoins de sécurité, de participation ou de décentralisation. D'une manière plus générale s'est construite « une contestation globale, culturelle, qui ne vise plus seulement une politique, mais toute une civilisation. Cette contestation métapolitique déborde donc les institutions et les mécanismes traditionnels. Pour se développer de manière originale au plan de la théorie comme à celui de la pratique. Car une véritable théorie critique de la société industrielle avancée s'est élaborée qui inspire dans les faits, de nombreuses expériences de rupture avec la culture dominante ([47]). » La tentative de construction dans l'avant-dernier chapitre de ce livre, d'un

([46]) DATAR. Un scénario de l'inacceptable. La Documentation Française, n° 20, Paris, 1971.
([47]) Roger G. Schwartzenberg, *op. cit.*

modèle synthétique de l'évolution du monde moderne devra s'attacher à ce phénomène qui déborde l'économique et le politique et auquel mai 1968 a déjà donné sa légende.

Les difficultés des pays en voie de développement

En affaiblissant les Etats colonisateurs, les guerres mondiales ont accéléré la transformation des économies, des sociétés et des valeurs des pays sous-développés : La naissance d'une agriculture et d'une industrie de grandes matières premières, l'invasion d'un commerce de détail étranger, le développement de l'administration, la lutte contre la maladie et le début de l'éducation ont provoqué tout à la fois l'explosion démographique, les migrations vers des villes en croissance surchargées de tertiaire et les conflits d'une élite tiraillée entre l'assimilation et le rejet, contrainte à l'acceptation ambiguë d'un mélange de valeurs traditionnelles et occidentales. Soumise à un système administratif où n'existait aucune régulation locale de participation, n'ayant comme canal d'articulation et d'agrégation de ses demandes que les lointains mass-media et dans une faible mesure le système législatif de la puissance coloniale, cette élite en pleine situation bloquée s'est appuyée sur les valeurs de l'Occident pour conquérir le pouvoir par la révolution en tirant parti des concurrences entre grands pays développés et de leurs problèmes internes. Dès lors, sont apparus de nouveaux systèmes politiques, ceux du monde en voie de développement.

Ces systèmes sont confrontés à des défis considérables :

— La construction de nations, car « les frontières politiques héritées de la colonisation ne correspondent parfois à aucune solidarité réelle, quand elles ne juxtaposent pas des antagonismes. De nombreux particularismes rendent malaisée une vie politique commune, fondée sur le sentiment d'un destin commun et l'agrégation des intérêts ([48]). » Les systèmes politiques doivent surmonter les diversités ethniques, religieuses, linguistiques et sociales.

— La construction d'un Etat, qui doit se superposer aux structures politiques tribales et n'a à sa disposition qu'une minorité instruite souvent issue de l'oligarchie ancienne, sans aucune tradition de procédures, de normes et de comportement.

— Des problèmes de participation puisque la majorité de la population vit à l'heure d'une culture paroissiale tandis que l'étroite classe dominante « pense de bonne foi avoir une vocation naturelle à exercer le commandement » et « répugne à un contrôle qui pourrait être sanctionné par la perte du pouvoir ([48]) ».

([48]) Roger G. Schwartzenberg, *op. cit.*

— Des problèmes de distribution et de bien-être, dans des économies à faible niveau de vie, qui réunissent les deux pyramides sociales des secteurs économiques traditionnel et moderne, et contraintes à la dissymétrie des relations avec les pays développés (prix des matières premières, structures des coûts des productions industrielles, insuffisance de capital et de techniciens).

Comme l'a bien montré R. G. Schwartzenberg ([48]), cette situation se traduit par quelques grandes tendances diachroniques :

(I) *L'échec du parlementarisme*

La « tentation de l'occident » pousse d'abord les élites des pays en voie de développement à emprunter des systèmes politiques apparus ailleurs à l'issue d'un long processus de différenciation structurelle. Mais ne peuvent être greffées que les régulations formelles des constitutions. Aucune des autres régulations sociales et idéologiques analysées n'existent. Au contraire, certaines régulations propres à ces sociétés, comme celles qui proviennent des organisations tribales ou des attitudes de l'élite politico-administrative, font rejeter le greffon. « Au bout de quelques années, les constitutions inspirées du parlementarisme occidental ont été ou bien mises en sommeil par des dictatures, ou bien remplacées par des constitutions de type présidentiel — ou plutôt présidentialiste — car le véritable régime présidentiel a un contrôle très efficace du Parlement sur l'exécutif ([49]). »

A leur place, apparaissent des systèmes politiques « prémobilisés modernes » avec une faible autonomie des sous-systèmes (apparition d'un parti unique), une sécularisation culturelle limitée (la personnalisation du pouvoir), une différenciation structurelle sommaire (l'établissement de dictatures).

(II) *L'apparition de partis uniques*

En dehors de l'Amérique Latine, la plupart des pays en voie de développement ont vu se développer des partis uniques, par absorption ou mises hors la loi des autres partis —, partis qui sont à la fois des instruments d'*intégration nationale*, car ils brassent les ethnies, de *modernisation économique et sociale*, car ils transmettent l'information et les objectifs économiques et politiques, d'*homogénéisation sociale* enfin, car leurs membres appartiennent à toutes les catégories économiques.

([49]) Roger G. Schwartzenberg, *op. cit.*

(III) *La personnalisation du pouvoir*

L'existence de constitutions de type présidentiel personnalise le pouvoir, mais il s'agit d'un pouvoir charismatique qui « repose sur la croyance dans la grâce personnelle, dans les qualités exceptionnelles d'un individu ».

« Aujourd'hui dans le Tiers-Monde, la fréquence de l'autorité charismatique s'explique par plusieurs facteurs » :

« *a*) L'anomie et l'appel aux « montreurs de conduite ». La colonisation, puis la décolonisation ont bouleversé les structures, les relations et la culture du groupe... Cette « société improvisée sans structures (G. Balandier), sans préceptes de comportement se trouve en situation anomique. »

« Créé par Durkheim, ce concept d'« anomie » désigne l'état dans lequel les normes sont inexistantes ou contradictoires, de sorte que l'individu ne sait comment orienter sa conduite. Cette crise de croyances et des mœurs prédispose à l'accueil du leadership charismatique. »

« *b*) La quête et l'incarnation d'une identité collective... Le chef charismatique a un rôle fonctionnel : il offre au groupe sauvegarde, identité ou rituel. »

« *c*) Charisme et socialisation politique. D'une certaine manière, l'acculturation politique de ces peuples adolescents n'est pas sans analogies avec le modèle de socialisation politique des enfants discerné notamment par David Easton et Jack Dennis. L'apprentissage du système politique se fait par la médiation de figures clés. Visibles et aisément identifiables ([50]). »

Mais l'autorité charismatique secrète à son tour les poisons du paternalisme pédagogique avec le risque d'aliénation des masses, de l'ivresse du pouvoir (l'autodéification du chef) et de l'inefficacité.

(IV) *L'établissement de dictatures*

Dans des structures peu différenciées, l'ensemble des fonctions du système politique se concentre alors dans l'entourage du Président, établissant des dictatures de fait dont l'évolution diachronique est celle décrite au chapitre III avec la tendance progressive au blocage, à la sclérose, à l'inefficacité et le débouché sur une révolution donnant naissance à une autre dictature... Civiles ou militaires, conservatrices ou « révolutionnaires », ces dictatures ont le plus souvent pour l'observateur d'un pays développé, une ambiguïté d'objectifs qui n'est due qu'à une méconnaissance des

---

([50]) Roger G. Schwartzenberg, *op. cit.*

défis réels auxquels sont confrontées les sociétés en voie de développement.

Ainsi, tout en étant immergés dans un monde post-industriel, les pays en voie de développement finissent-ils par construire des systèmes politiques qui, malgré des emprunts à l'extérieur, sont adaptés au niveau de leur développement socio-politique.

Ces quelques pages n'épuisent pas une réflexion diachronique qui exigerait des perspectives historiques plus larges, des analyses sociologiques plus poussées, des modèles systémiques plus complexes et plus précis, des travaux plus minutieux sur l'interaction des valeurs, des institutions et des comportements. Mais, au XX^e siècle, il n'y a pas d'autre voie que le silence ou le recours aux conjectures que suggère la science actuelle pour parvenir progressivement à une évaluation du fonctionnement des sociétés humaines.

Le constat à l'échelle nationale

Arrêtons-nous au seuil de l'avenir. L'étude synchronique des systèmes politiques a mis en lumière une insuffisance de contrôle fondamentale des collectivités humaines, incapables d'assurer la maîtrise des grands systèmes nationaux et de mettre sur pied des processus d'élaboration d'objectifs cohérents. La réflexion diachronique ajoute des éléments importants à ce tableau :

- Elle montre que, comme les êtres vivants, en réponse à des défis exogènes ou endogènes, ou à la suite de l'activité créatrice des élites, les systèmes politiques se transforment et s'adaptent. Mais la myopie des humains et la complexité des systèmes, en mélangeant les conséquences voulues et les résultats imprévus, entraînent constamment des dérapages que, tôt ou tard, l'ossification des régulations empêche de corriger autrement que par cette forme de mutation qu'est une révolution. C'est en ce sens que tous les systèmes politiques sont mortels.

- Elle suggère qu'il a existé probablement dans le passé des unités culturelles plus vastes, les civilisations, qui au cours de leur croissance, de leur apogée et de leur déclin, ont vu se succéder des systèmes politiques, la courbe d'évolution de ces civilisations s'expliquant par les mêmes processus d'adaptation, d'insuffisance du contrôle et de mutation finale.

- Elle dresse, à l'échelle de l'histoire, un panorama presque aussi fascinant que celui de l'évolution des espèces, celui de l'arbre généalogique de systèmes politiques où du tronc vers les branches s'accroissent la différenciation structurelle et la sécularisation culturelle. Cette étonnante continuité n'a pas été voulue par les

collectivités humaines. Malgré l'intelligence et la capacité de prévoir des néo-cortex individuels, elles n'ont pu à tout moment qu'agir à court terme, avec des objectifs partiels et changeants, principalement dominés par l'affectivité. C'est la pression de sélection venant d'une part de l'environnement extérieur et notamment de la concurrence des systèmes politiques, d'autre part des demandes internes de la société qui a complété les éléments nécessaires à un processus d'auto-organisation progressive. Par-delà les révolutions, d'un système politique à l'autre, se sont transmis les types de régulation appris, les solutions structurelles déjà essayées. Le tout a l'apparence de la continuité mais n'a pas de but. Oh ! Entendons-nous bien, le mécanisme est ici différent. *Les mutations sont voulues, mais en fonction d'objectifs à court terme et d'une connaissance très partielle des conséquences des actions. Le résultat n'est donc pas prévu. L'humanité ne contrôle pas l'histoire*, et si jusqu'à présent elle a réussi, en tant qu'espèce, à surmonter les défis auxquels elle a été confrontée, c'est que *les conditions du milieu biologique et social n'ont varié que dans des limites assez étroites pour que suffisent des adaptations à court terme.*

En sera-t-il de même demain ? Et surtout à cause du troisième problème des collectivités humaines, *leur troisième insuffisance de contrôle*, celle qui résulte de la concurrence entre les systèmes politiques nationaux, cause permanente de guerres dans le passé.

CHAPITRE IX

LA CONCURRENCE ENTRE LES NATIONS

« La guerre fait naître et mourir les Etats. Dans l'intervalle, elle ne cesse de planer sur leur existence. »

Charles de Gaulle
Mémoires d'espoir

... « Il ne me paraît pas hors de propos de remarquer que l'on peut distinguer deux différentes espèces de guerre, en raison de leur différente origine. L'une est due uniquement à l'ambition des princes ou des républiques qui cherchent à étendre leur empire. L'autre espèce de guerre a lieu quand un peuple, contraint par la famine ou par la guerre, se lève tout entier avec ses femmes et ses enfants et va chercher de nouvelles terres et une nouvelle demeure ... »

Nicolas Machiavel
Discours sur la première décade de Tite-Live.

Avec cet échelon, le dernier à gravir avant tout bilan de la condition humaine, émerge la troisième et dernière insuffisance de contrôle. Conséquence directe de l'absence de structure hiérarchique, elle est caractéristique de ce système international que R. Aron a défini comme « l'ensemble constitué par des unités politiques qui entretiennent les unes avec les autres des relations régulières et qui sont toutes susceptibles d'être impliquées dans une guerre générale (1) ».

C'est la conjonction, au cours de l'histoire, de ces trois insuffisances de contrôle qui a engendré régulièrement des guerres au point qu'avec le développement plane désormais sur l'humanité le risque de l'anéantissement nucléaire.

Le système, objet de ce chapitre, se prête évidemment, pour

(1) Raymond Aron, Paix et guerre entre les nations. Calmann-Levy Paris, 1962.

l'analyse, aux mêmes démarches que les systèmes de plus en plus complexes des trois chapitres précédents, mais en matière *synchronique*, deux conceptions s'affrontent constamment aussi bien pour la compréhension de la politique étrangère que pour l'explication de la guerre :

- La première élimine toutes les complications qui proviennent de la structure des nations et des Etats ([2]) et suppose que chaque nation se réduit à un centre de décision unique, à un seul acteur, Monsieur URSS ou Monsieur France.
- La seconde réintroduit au contraire les principales composantes des systèmes nationaux et tient compte de leurs interactions de nation à nation. Le « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » redevient une possibilité.

Même si, pour beaucoup, seul le second modèle est une caricature acceptable, le premier suffit pourtant, tant est parfois grande la force de l'exécutif au sein des nations, à expliquer quelques traits essentiels du système international. Tous deux méritent donc d'être approfondis, puis ensuite utilisés pour réfléchir aux trois derniers groupes de relations entre systèmes et finalités politiques, ceux qui concernent :

— l'incidence sur la sécurité de la nature des systèmes politiques nationaux,

— l'impact du système international sur la poursuite par une nation des cinq autres finalités de la politique,

— les liaisons entre la structure du système international et le niveau atteint, à l'échelle de l'humanité cette fois, dans la réalisation des finalités de la politique.

En revanche, pour l'analyse *diachronique*, l'horizon est un meilleur guide que la diversité des conceptions : Au niveau de l'histoire universelle, il fait apparaître la croissance des nations et la mobilisation de plus en plus totale des ressources et des techniques pour la guerre comme l'élément dominant, tandis qu'au niveau des civilisations, il encadre la constitution et le déclin des empires et qu'à plus court terme, il est le théâtre de la guerre et des processus d'intégration, contrepartie internationale des révolutions. Tous ces horizons se mêlent à l'échelle des deux derniers siècles, lorsque l'on cherche à construire le troisième volet du modèle

---

([2]) Au sens de ces termes dans le chapitre précédent.

de développement mondial commencé au chapitre VII avec les systèmes économiques et poursuivi au chapitre VIII avec les systèmes nationaux.

L'ANALYSE SYNCHRONIQUE DU SYSTÈME INTERNATIONAL

Le cadre

Le théâtre de la concurrence entre les nations est fait de *stocks* et de *flux*.

Parmi les premiers (les stocks) : La liste des Etats, la distribution entre eux de la population mondiale avec toutes ses caractéristiques démographiques et sociologiques, la répartition de toutes les formes de capitaux au sens le plus large du terme (usines, équipements publics, monuments historiques, bibliothèques, or et devises, armes et équipements militaires), la division de l'espace géographique, l'ensemble des traités et des dispositions juridiques qui imposent des limitations aux différents Etats ; les caractéristiques principales des systèmes politiques de ces Etats avec le type de leur culture politique, le mode d'articulation et d'agrégation des demandes, l'efficacité de la détermination, de l'application et du contrôle de l'observance des règles, les capacités de l'exécutif en matière d'extraction et de redistribution des ressources, de maîtrise des comportements, de création de symboles, la nature des principales structures et des plus importants groupes socio-politiques.

Pour les flux, viennent à l'esprit spontanément les migrations d'individus, les fournitures de biens et de services socio-économiques et les échanges monétaires (paiements, emprunts, subventions, « tributs », etc...) mais il faut y ajouter les flux correspondant à des services proprement politiques comme la protection contre un agresseur ou l'occupation forcée d'un territoire, les échanges culturels comme la diffusion d'une propagande, l'utilisation d'une langue étrangère ou l'assistance technique, etc...

Le seul examen de ces stocks et de ces flux montre l'effroyable complexité du système international puisqu'il résulte de l'interaction dans un grand nombre de dimensions d'un nombre élevé de systèmes nationaux. Sans aller plus loin, on peut déjà être sûr de la quasi-impossibilité pour la centaine d'équipes dirigeantes nationales de trouver entre elles les moyens de contrôler un tel système... Essayons néanmoins de mieux comprendre sur des modèles simplifiés en commençant par le modèle qui réduit chaque nation à un acteur.

La concurrence des petits pères du peuple

Dans ce modèle, auquel ont recours tous les jours les hommes d'Etat dans leurs discours, les journalistes dans leurs articles et les joueurs de belote dans leurs palabres, une nation n'est qu'un Etat et l'Etat se résume à un « petit père du peuple » dont les motivations sont les motivations usuelles des dirigeants, grands ou petits.

Les motivations des chefs

Il y a toujours, chez les numéros 1 de la politique, interférence entre les motivations qui traduisent leurs caractéristiques psychologiques et les défis auxquels ils doivent répondre pour assurer leur survie comme dirigeants (défis de construction de l'Etat, de construction de la nation, de participation et de distribution). Par conséquent, dans le modèle des petits pères du peuple, les objectifs résultent toujours implicitement de l'interaction de ces deux séries de variables.

Au premier rang de ces objectifs, la *sécurité*, cette sixième finalité des systèmes politiques qui n'a joué jusqu'à présent dans ce livre qu'un rôle secondaire. Elle conduit à éviter si possible toutes les situations où l'Etat pourrait être menacé de disparition. Mais, comme pour l'entreprise, la notion de disparition est complexe : On peut arracher une province, limiter l'autonomie nationale, éliminer l'équipe dirigeante, changer le système politique, faire disparaître l'Etat sans s'attaquer à la culture nationale ou à la population, contraindre la population à changer de langue et de culture, ou l'exterminer tout simplement. En recherchant la sécurité, le petit père du peuple s'efforce de rendre aussi grandes que possibles les chances de survie, mais en classant les unes par rapport aux autres ces diverses situations. Telle dynastie peut préférer se maintenir quitte à perdre une province tandis que telle autre équipe dirigeante acceptera, pour ne pas concéder de limitations d'indépendance, une extermination partielle de la population.

En tant qu'humbles citoyens, nous sous-estimons constamment à quel point la crainte de compromettre la sécurité de l'Etat est une motivation extrêmement forte chez les dirigeants puisque l'une de leurs missions est la pérennité de la collectivité qui les a choisis. Elle est exacerbée par l'instabilité du système international et par l'imprévisibilité de son évolution. A tout moment, les dirigeants vivent dans la hantise que le moindre écart supplémentaire dans les différences de rapports de force n'engendre un processus de déséquilibre cumulatif susceptible un jour de mettre en danger leur Etat.

Par ailleurs, il y a, selon K. Deutsch, une sorte de loi de Parkinson de la sécurité : « Le sentiment d'insécurité d'une nation croît directement avec sa puissance ([3]) », car plus un Etat est puissant, plus ses dirigeants, ses élites et sa population accroissent leur niveau d'aspiration en matière internationale, c'est-à-dire souhaitent contrôler l'évolution du système international. N'y réussissant que très imparfaitement et se sentant en revanche dans une position privilégiée, ils développent un complexe d'insécurité, tandis que les petits Etats qui ne peuvent espérer aucune influence sur le système, se donnent des objectifs modestes qui s'opposent beaucoup moins à ceux des grandes puissances.

Le besoin de *puissance* (et accessoirement de *prestige*) des dirigeants est sans doute presque aussi important que la recherche de la sécurité. Lisez le récit par Caulaincourt du retour de Napoléon de Russie, feuilletez Mein Kampf, suivez la lente ascension de Staline et vous mesurerez la source inépuisable et quotidienne de force qu'a pu représenter pour eux ce besoin de puissance né des structures initiales et acquises de leur système nerveux. Quelle que soit la forme de ce besoin il se traduit toujours par la recherche du contrôle du maximum de ressources utilisables pour des actions internationales (hommes, capitaux, espace vital, matières premières, lignes de communication, forteresses, marchés, connaissances technologiques...), contrôle qui peut être obtenu soit par la possession des ressources elles-mêmes, par exemple un déplacement des frontières, soit par la fixation de contraintes à leur utilisation par d'autres, par exemple un protectorat de fait sur un pays.

Besoin de puissance et besoin de sécurité ne conduisent pas nécessairement à des stratégies compatibles, car la recherche d'un supplément de puissance conduit les autres Etats à s'unir et peut mettre en danger la sécurité... Louis XIV et Napoléon en ont fait l'un et l'autre l'expérience ; pour l'un comme pour l'autre, prestige et puissance étaient indissolublement liés. Pour Charles de Gaulle, au contraire — et ce fut là l'une de ses originalités —, le prestige fut l'un des moyens de s'assurer, à relativement bon marché, le surcroît de puissance nécessaire à la sécurité et à l'autonomie... C'est que la recherche de la puissance n'est pas que perversion : Selon son intensité, elle handicape ou facilite la poursuite des autres objectifs des hommes d'Etat.

Au troisième rang de ces objectifs, apparaît *le « bien-être » de la nation*, c'est-à-dire l'image qu'ont les dirigeants de quatre des

---

([3]) Karl Deutsch, The analysis of international relations. Foundations of modern political science series. Prentice-Hall Englewood Cliffs, New Jersey, 1968.

finalités des systèmes politiques nationaux : l'efficacité, l'égalité, la décentralisation et la participation, mais ces finalités jouent à la fois au niveau national et au niveau international avec des relations subtiles entre les deux :

— Les dirigeants peuvent lutter sur le plan international pour une meilleure organisation du système monétaire qui, en réduisant les imperfections du commerce international, améliore le revenu mondial et celui de leur pays...

— Ils peuvent se battre pour une meilleure répartition du revenu mondial en s'efforçant d'améliorer les « terms of trade »...

— Ils s'efforcent de préserver l'indépendance nationale, c'est-à-dire la liberté de prendre à leur niveau un certain nombre de décisions, et cela grâce à leurs alliances, à leurs armées, à leur économie.

— Ils veulent participer aux grandes décisions. Que l'on se rappelle les efforts de Talleyrand pendant la première Restauration pour obtenir que la France participe réellement à l'élaboration du Traité de Vienne...

Ainsi, les dirigeants qui, sous forme de défis, perçoivent à l'échelle nationale ces quatre finalités « d'en haut », en position de régulateurs, les poursuivent à l'échelle internationale « d'en bas », en qualité de composants... Terrible changement de perspective.

Parfois toutefois, portés par leur mystique personnelle ou par la force messianique de leur collectivité, ils élèvent leurs objectifs jusqu'à vouloir *diffuser à l'échelle du monde un type idéal de société.* L'Inquisition et les Croisades catholiques, la guerre sainte de l'Islam, les guerres « libératrices » de la Révolution Française, les actions des Internationales communistes, autant de manifestations parmi beaucoup d'autres de la projection à l'échelle du monde des finalités politiques d'un groupe humain.

Ainsi, même avec l'hypothèse du petit père du peuple, les objectifs des Etats sont complexes et contradictoires d'autant que certains de ces objectifs sont, comme à l'échelle nationale, des moyens servant à réaliser les autres et que les dirigeants en profitent pour tromper leurs collègues — et eux-mêmes — sur leurs objectifs réels.

Incompatibles sont les objectifs de ces Etats et ces Etats vont se heurter dans des conflits dont la nature dépendra à la fois du nombre d'Etats concernés et du mode de contrôle propre de leur comportement.

La première distinction a conduit R. Aron à séparer les *systèmes bipolaires* où deux joueurs de puissance comparable dominent largement les autres et les *systèmes multipolaires* où il y a plus

de deux joueurs de ce type. Il y a rajouté la notion de *systèmes homogènes* et *hétérogènes* : « J'appelle systèmes homogènes ceux dans lesquels les Etats appartiennent au même type, obéissant à la même conception de la politique. J'appelle hétérogènes, au contraire, les systèmes dans lesquels les Etats sont organisés selon des principes autres et se réclament de valeurs contradictoires ([4]). » En d'autres termes, dans un système homogène, les Etats importants professent la même conception du système idéal de société.

La seconde distinction a amené le mathématicien A. Rapoport à introduire les *luttes*, les *jeux* et les *débats* ([5]), formes de conflits présentes à la fois dans les systèmes bipolaires et dans les systèmes multipolaires.

Les inquiétants conflits des systèmes bipolaires

Dans les systèmes *bipolaires*, les *luttes* sont ces types de conflits où le contrôle de soi par les deux acteurs décline rapidement, car chacun déclenche par ses actions des réactions similaires de la part de l'autre : « Un chien rencontrant dans la rue un autre chien peut grogner ; le second répond en grognant à son tour ; le premier grogne plus fort, puis le second encore plus. Le premier chien gronde, puis le second. Dans la séquence classique d'escalade suivent les crocs découverts, les aboiements et le combat de chiens ([6]). » Dans cet enchaînement quasi automatique (les hommes d'Etat ne disent-ils pas souvent : « Nous n'avons pas le choix »), s'opposent des facteurs accélérateurs (la colère, l'amour propre, ...) et décélérateurs (le coût du conflit, le risque de l'issue, ...). Parfois, ce sont les premiers qui l'emportent et la lutte s'intensifie jusqu'à la destruction de l'un des acteurs. Parfois, les seconds finissent par avoir l'influence déterminante et un certain équilibre de tensions s'établit (par exemple à un certain niveau réciproque de dépenses d'armement) sans disparition d'aucun acteur.

A la lutte, conflit où semblent prédominer les structures nerveuses « reptiliennes » s'oppose le *jeu* dans lequel chaque joueur assure le contrôle rationnel de ses mouvements en fonction de ses objectifs ([7]). Naturellement, pour « bien jouer », un Etat doit avoir une claire conscience : *a*) de ses objectifs, *b*) de ses possi-

---

([4]) Raymond Aron, *op. cit.*

([5]) A. Rapoport, Fights, games and debates. The University of Michigan Press, 1960.

([6]) Karl Deutsch, *op. cit.*

([7]) Il convient de bien distinguer le sens restreint donné au terme de « jeu » dans ce paragraphe et qui concerne un type de conflit, et le sens général donné au chapitre IV et qui s'applique notamment au système international dans son ensemble.

bilités, *c*) du niveau de son information sur la situation et les possibilités de son adversaire, *d*) des résultats probables des décisions qui lui sont offertes.

Parfois, comme du temps de Truman et de Staline, les joueurs considèrent avec Montaigne que « le profit de l'un est le dommage de l'autre » et qu'ils doivent pratiquer des stratégies de maximin, c'est-à-dire des stratégies où chacun s'assure le maximum de tous les minimums auxquels son adversaire peut le contraindre. Les mathématiciens ont montré qu'à condition de jouer un grand nombre de fois, il existe effectivement une paire de stratégies de ce type compatibles. La politique de « containment » poursuivie pendant près de vingt ans par les Etats-Unis à l'égard de l'Union Soviétique correspondait implicitement à une telle attitude.

Mais le plus souvent, il peut y avoir à la fois concurrence et coopération entre les joueurs, comme le montrent deux jeux, inventés par les théoriciens, mais qui présentent quelque intérêt dans le domaine des relations internationales : le jeu du poltron et le dilemne des prisonniers.

Dans *le jeu du poltron*, deux joueurs conduisent leur automobile à grande vitesse, l'un vers l'autre sur une route isolée. Le premier des joueurs à quitter le milieu de la route pour éviter la collision est considéré comme un poltron et méprisé par les membres du groupe ; le plus audacieux, qui a refusé de céder, est traité en héros. Chaque joueur a donc deux stratégies : céder (A) ou aller jusqu'au bout (B). Il y a quatre combinaisons possibles de stratégies et le tableau 1 indique d'une manière conventionnelle les résultats de ces combinaisons pour chacun des deux joueurs :

TABLEAU 1

Le jeu du poltron

	Stratégies	Deuxième joueur	
		A	B
Premier joueur	A	— 1, — 1	— 2, + 2
	B	+ 2, — 2	— 10, — 10

Dans chaque case, on indique d'abord le résultat pour le premier joueur, puis pour le second joueur

— La combinaison (B, B) conduit presque sûrement à la mort représentée ici par une grande valeur négative.

— La combinaison (A, A) est peu glorieuse, mais aucun n'est totalement déshonoré.

— Dans les combinaisons (A, B) et (B, A), l'un des joueurs est considéré comme un poltron, ce qui est tout de même moins grave que la mort, l'autre comme un héros.

Sauf pour des jeunes pour lesquels la honte est pire que la mort — mais il faudrait alors modifier le tableau 1 — la solution rationnelle est évidemment (A, A) puisqu'au mieux chaque joueur retourne chez lui vivant et non déshonoré et au pire déshonoré mais vivant.

La situation internationale du temps de Johnson et de Brejnev était assez bien représentée par le jeu du poltron : La guerre était désastreuse pour les deux grands (ce pouvait être la destruction atomique de l'humanité), faire céder l'adversaire procurait des avantages incontestables, mais modérés, le statu quo restait acceptable. Les hommes d'Etat avaient intérêt à choisir une politique de compromis plutôt qu'une ligne dure.

La situation change avec le *dilemne du prisonnier* dont voici l'affabulation : Un directeur de prison avait jadis deux prisonniers qu'il ne pouvait pendre sans la confession volontaire d'au moins l'un d'eux. « Il convoqua l'un des prisonniers et lui offrit la liberté et une somme d'argent s'il avouait au moins un jour avant le second prisonnier afin que soit préparée une condamnation et que le second prisonnier puisse être pendu. Mais si son collègue devait avouer un jour plus tôt dit-on au premier prisonnier, c'est le collègue qui serait libéré et récompensé et lui pendu. Et que se passe-t-il si nous avouons tous les deux le même jour, Votre Excellence ? » demande le premier prisonnier. « Eh bien, vous sauverez tous les deux votre vie, mais vous resterez 10 ans en prison. » « Et si aucun de nous n'avoue, Votre Excellence ? » « Alors, vous serez libérés tous les deux, sans récompense naturellement. » Même discours fut tenu au second prisonnier et chacun eut la nuit dans sa cellule pour réfléchir ([8]). » Chaque joueur a encore deux stratégies : ne pas avouer (A) et avouer (B), mais le tableau conventionnel des résultats est différent (tableau 2) :

([8]) Karl Deutsch, *op. cit.*

TABLEAU 2

Le jeu du prisonnier

	Stratégies	Deuxième joueur	
		A	B
Premier joueur	A	+ 5, + 5	— 10, + 10
	B	+ 10, — 10	— 2, — 2

Dans chaque case, on indique d'abord le résultat pour le premier joueur, puis pour le second

— La combinaison (A, A) permet aux deux prisonniers, grâce à leur coopération dans le silence, d'être libérés sans récompense.

— La combinaison (B, B) dans laquelle aucun ne prend de risque à l'égard de l'autre, leur permet de sauver leur vie, mais les laisse en prison pour dix ans.

— Dans les combinaisons (A, B et B, A) celui qui coopère en n'avouant pas est pendu, tandis que l'autre sauve sa tête et empoche l'argent.

En matière de relations internationales, il y a « dilemne du prisonnier » lorsque les stratégies A (céder) et B (menacer) sont telles que la simple menace est très payante lorsque l'adversaire cède et que la double menace est modérément dommageable aux parties.

Si, dans le jeu du poltron, il est rationnel de coopérer (A, A) car le risque de non-coopération (B, B) est beaucoup plus élevé que ce que l'on gagne à trahir un adversaire coopérant, il n'en est plus de même dans le dilemne du prisonnier qui n'a aucune solution rationnelle évidente.

Dans l'affabulation qui en a été donnée, le dilemne du prisonnier est un jeu qui ne se joue qu'une fois. Mais rien n'empêche de considérer que la pénalité n'est pas la mort, et que, comme pour certaines confrontations entre Etats, le jeu se répète un grand nombre de fois. La situation est alors très différente, car chaque Etat connaît les décisions prises dans le passé par l'adversaire.

A Rapoport a ainsi conduit des expériences au cours desquelles les deux joueurs devaient jouer l'un contre l'autre trois cents fois consécutives. Au cours de ces parties, on trouve qu'au début les deux adversaires réussissent à réaliser une double coopération (A, A) dans un peu moins de 50 % des cas. Pendant les 30 à 40 jeux

suivants, ils deviennent plus durs l'un avec l'autre et les cas de double coopération (A, A) ne représentent plus que 27 % du total ; les deux joueurs perdent lourdement. Au cours des 100 jeux suivants, ils apprennent progressivement que la lutte sauvage ne paie pas ; aussi réussissent-ils dans les 50 derniers jeux à collaborer pendant environ 73 % des cas. Les chiffres obtenus confirment l'intuition des spécialistes de science politique : Ni les cyniques, ni les martyrs n'obtiennent de bons résultats. En jouant A constamment, les martyrs se font exploiter sans vergogne par leurs adversaires qui jouent B. Quant aux cyniques qui refusent la collaboration, ils provoquent des représailles et sont donc enfermés dans un résultat de type (B, B). La stratégie la meilleure, semble-t-il, est de commencer par la coopération, de persister tant qu'il y a réciprocité, de contrer immédiatement toute défection répétée dans la collaboration, de tenter de temps en temps la politique de coopération pour laisser à l'adversaire une chance de changer de stratégie (9).

Les deux jeux précédents permettent de mieux comprendre la signification et les limites de la notion de *dissuasion* telle qu'elle a été développée à l'ère atomique par les penseurs politiques américains. Pratiquer une politique de dissuasion, c'est se mettre en situation de pouvoir proférer à tout moment une menace telle que l'autre Etat renoncera à accomplir un acte par la crainte des conséquences probables résultant de la mise à exécution de la menace.

Mais la menace n'est pas gratuite, même pour celui qui menace. Elle sera donc d'autant plus efficace que l'adversaire est faible et sans défense. Pour des adversaires de même force, capables de s'infliger des pertes considérables, la menace est d'autant moins crédible qu'elle est plus intense, car l'opposant sait que l'Etat qui menace n'a pas intérêt, s'il est rationnel, à aller jusqu'au bout de sa menace. D'où ces manifestations d'accompagnement destinées à convaincre l'adversaire que l'on est en plein délire nihiliste comme le joueur qui, dans le jeu du poltron, bloque la direction de son automobile et gagnera sauf si l'autre en fait autant.

Cette théorie américaine de la dissuasion est pourtant loin d'épuiser la réalité. En s'inspirant de l'analyse de K. Deutsch, voici quelques-uns des petits détails qu'elle néglige :

1. Elle considère comme fixes les possibilités des deux Etats alors que chacun peut utiliser autrement les ressources qu'il économise en évitant le conflit.

2. Elle sous-estime le coût d'une guerre nucléaire en se plaçant

---

(9) A. Rapoport, *op. cit.*

plutôt dans l'optique du dilemne des prisonniers, que dans l'optique du « poltron ».

3. Elle met l'accent sur un conflit unique alors qu'il faut toujours tenir compte dans le choix d'une tactique des chances de réapparition ultérieure de conflits analogues.

4. Elle suppose que les deux Etats sont capables de maintenir le contrôle de leur conduite.

5. Elle oublie le risque cumulatif de catastrophe. Si, pour chaque coup, les chances de catastrophe sont faibles par rapport aux chances d'efficacité de la menace, il n'en est plus de même sur une série de coups.

6. Elle a la naïveté de croire que les dirigeants des Etats resteront rationnels même en situation de stress.

7. Elle admet implicitement une dissymétrie dans la capacité de résistance psychologique à la menace des dirigeants des deux pays.

8. Elle fait l'hypothèse que les attitudes et les motivations des dirigeants resteront inchangées pendant le cours des événements. Or, cette hypothèse n'est pas vraisemblable : La perception par l'Etat menacé de l'Etat qui menace changera... L'Etat menacé sera prêt à prendre des risques beaucoup plus élevés ou décidera de tout faire pour ne plus risquer à l'avenir une situation analogue.

Guide utile, certes, la théorie des jeux est donc à employer avec de grandes précautions dans le domaine international car, dans son état présent, elle est une représentation beaucoup trop pauvre d'une réalité excessivement complexe.

Quant à ce que Rapoport a appelé des *débats*, ce sont des conflits où les adversaires influencent respectivement leurs motivations, leurs objectifs et leur perception de la réalité. Quoique la nature précise de ces débats ne soit pas encore bien comprise, il est certain qu'ils ont d'autant plus de chances de conduire à des solutions acceptables que chaque participant a été capable de comprendre les attitudes et les perceptions de l'autre, puis de découvrir les arguments susceptibles de les modifier.

Naturellement, dans la réalité, il est rare qu'un système bipolaire, homogène ou non, soit la simple transposition d'une lutte, d'un jeu ou d'un débat à deux comme dans le monopole bilatéral de la science économique. Au lieu de se limiter à la seule catégorie des deux grandes puissances, les Etats s'y distribuent en trois groupes : les chefs de coalition qui cherchent à contenir la croissance de l'autre grand, tout en maintenant la cohérence de leur coalition ; les membres des coalitions qui, tout en ayant certains intérêts communs avec l'un des grands ont des intérêts propres distincts et s'efforcent de freiner la domination du chef de leur coalition ; les non-engagés enfin qui tentent de rester en dehors.

Aussi, potentiellement, tout système bipolaire a de grandes chances de donner naissance à un système multipolaire comme l'antagonisme USA-URSS qui semble actuellement déboucher sur le quadripole USA-URSS-Chine-Europe.

Les systèmes multipolaires entre l'instabilité et l'équilibre

Dans ces systèmes, tous les phénomènes précédents restent présents, mais il s'y ajoute une nouveauté de taille : la possibilité de constituer des coalitions.

Depuis Hume et son court essai « On the balance of power », nombreux sont les spécialistes de science politique qui ont proposé leurs conditions pour que le jeu des coalitions débouche sur un équilibre multipolaire. Récemment encore, M. A. Kaplan a essayé de reformuler les conditions d'un tel équilibre ([10]) :

— Il doit y avoir au moins cinq grandes puissances (puisqu'avec moins de grands Etats, le nombre de coalitions possibles serait insuffisant pour maintenir l'adaptabilité du système).

— Chacune de ces grandes puissances doit se comporter conformément aux règles suivantes :

1. Toujours agir pour accroître ses ressources.
2. Négocier plutôt que combattre, mais combattre plutôt que de laisser passer un accroissement de ressources.
3. Arrêter de combattre plutôt que d'éliminer une grande puissance.
4. Permettre à n'importe quelle grande puissance vaincue de redevenir un partenaire possible ; ou la remplacer par l'élévation au rang de grande puissance d'un Etat plus petit ; traiter toutes les grandes puissances comme des alliés potentiels acceptables.
5. Agir pour s'opposer à toute puissance ou toute coalition qui tend à devenir prédominante à l'intérieur du système.
6. Agir de manière à exercer une contrainte sur les grandes puissances qui souscriraient à un principe supranational d'organisation.

Selon Kaplan, un tel système peut maintenir longtemps son équilibre, mais d'autres auteurs comme Ryker ont souligné qu'en cherchant à accroître ses ressources, aucune grande puissance n'épargnera un adversaire vaincu et cela d'autant plus que les systèmes internes de sélection des dirigeants amènent au pouvoir des dirigeants qui poursuivent des résultats à court terme.

([10]) H. D. Lasswell et A. Kaplan, Power and society. Yale University Press, New Haven, 1950.

Les mécanismes de régulation des systèmes multipolaires sont donc très imparfaits. Ils sont inefficaces lorsque la puissance d'un Etat s'accroît brusquement (par union dynastique par exemple), lorsqu'une guerre donne la possibilité de détruire l'un des acteurs, sans en faire émerger un autre de puissance suffisante ou lorsque le système n'est plus homogène à la suite d'une révolution politique ou religieuse messianique dans un Etat.

Aussi, les spécialistes de la théorie des jeux se sont-ils bornés à des propositions plus modestes : Ryker, par exemple, comme nous l'avons déjà vu au chapitre précédent, a montré que dans les stades finaux de la formation des coalitions, les participants s'orientaient vers une coalition gagnante minimale puisque c'était la solution qui laisait à chacun le gain le plus important. Par nature, la composition d'une telle coalition est très instable dès que se modifient tant soit peu les rapports de forces et les enjeux.

Ainsi, ce premier modèle des relations internationales — celui des petits pères des peuples —, met pleinement en lumière l'absence de régulation adéquate du système international. Toute insuffisance du contrôle au niveau des équipes dirigeantes elles-mêmes peut se transmettre sans aucun frein au système international dans son ensemble. La peur, l'ambition, l'agressivité, la foi peuvent déboucher sur les plus effroyables des guerres...

Mais, nous dira-t-on : Il faut que les peuples le veuillent. Qu'en est-il donc des conclusions précédentes lorsqu'au lieu de se réduire au petit père du peuple, chaque système national a la complexité des systèmes décrits dans les chapitres précédents et que l'on réintègre ce que R. Aron a appelé la société transnationale, c'est-à-dire toutes les relations entre sous-systèmes appartenant à des nations différentes.

Le fonctionnement de la société transnationale

Inspirons-nous d'une figure qui particularise certains sous-systèmes et leurs liaisons (Fig. 1) et qui, tout en se limitant à deux pays et ne reproduisant que les actions du pays 2 sur le pays 1, contient l'essentiel, c'est-à-dire sept grandes familles d'interactions :

— En matière de politique étrangère, ces trois incarnations du système administratif que sont le diplomate, le militaire et le fonctionnaire civil ont une influence constante et parfois décisive.

— « Je suis leur chef, donc je les suis » disait Napoléon III en soulignant l'impact sur la politique étrangère des individus, des mass-media, des leaders d'opinion et des partis politiques d'un pays.

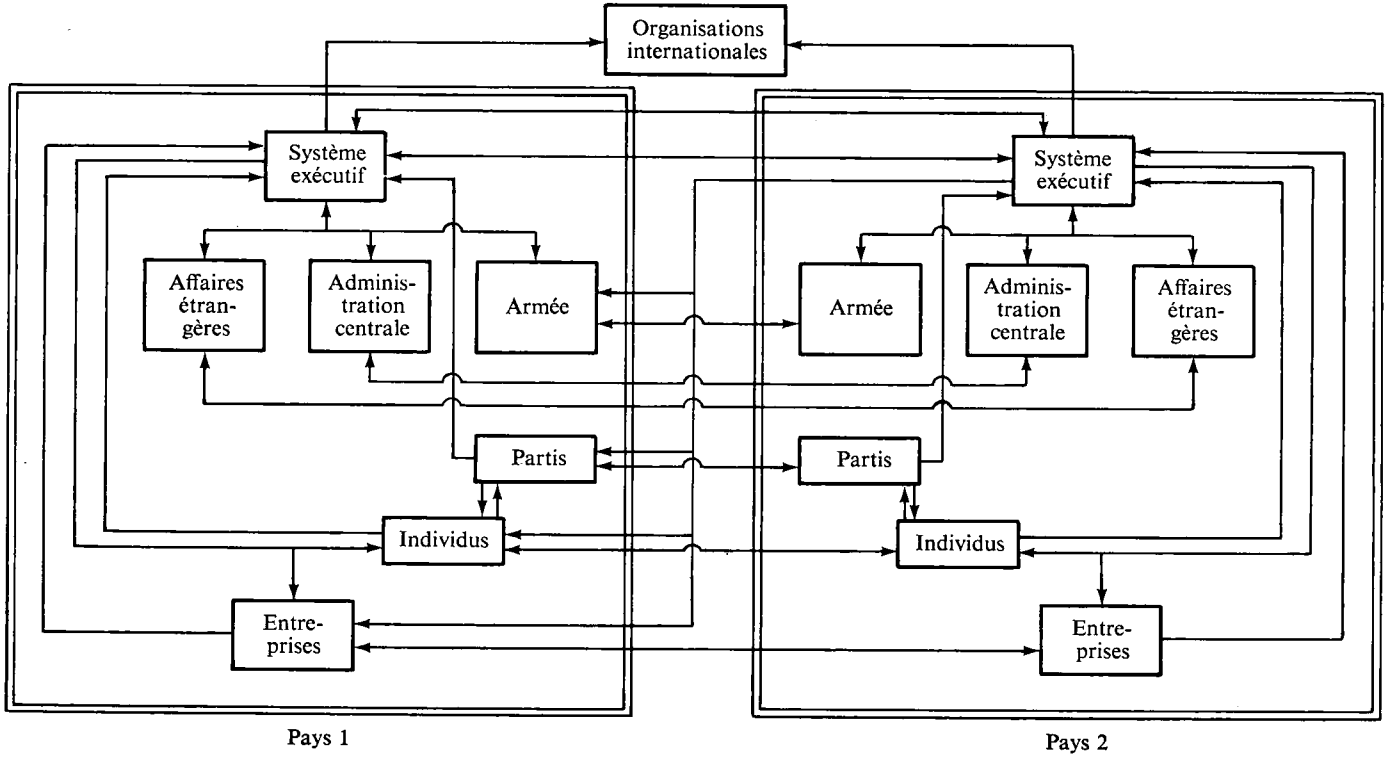

Organisations internationales
Système exécutif
Affaires étrangères
Administration centrale
Armée
Partis
Individus
Entreprises
Pays 1
Système exécutif
Armée
Administration centrale
Affaires étrangères
Partis
Individus
Entreprises
Pays 2

Figure 1.

— Un autre aspect du système international est constitué par les liaisons de domination économique, telles que les engendrent les décisions du gouvernement ou des entreprises du pays dominant.

— A la domination économique répond l'impérialisme politique, résultat de toutes les actions non économiques à l'aide desquelles le système exécutif d'un pays puissant influence le système exécutif, l'armée, certains partis, certains groupes sociaux d'un autre pays.

— Si l'impérialisme politique cherche à maintenir en place le système politique d'un autre pays tout en limitant la liberté de manœuvre de ses dirigeants, la subversion s'efforce au contraire de le renverser en aidant certains sous-systèmes intérieurs : l'armée, des partis politiques, des groupes d'individus.

— Il existe, entre sous-systèmes de nations différentes, des relations religieuses, économiques, politiques, culturelles qui sont l'une des réalités du système international.

— Enfin, doit s'ajouter à cette liste la timide structure des organisations internationales créée et contrôlée par des Etats et qui joue à son tour un rôle régulateur modéré sur ces Etats eux-mêmes, leur système exécutif, leur système administratif et leurs nationaux.

L'influence de l'administration sur la politique étrangère

Vis-à-vis du système politique international, l'administration d'un pays n'est rien moins qu'homogène, puisqu'elle se décompose en trois blocs de puissance au moins (au sens de Jones), ceux des diplomates, des soldats et des fonctionnaires civils. Elevés dans une longue tradition de négociation, habitués à l'élaboration des décisions par étape au sein des bureaux et des services, les diplomates tendent le plus souvent à renforcer le statu quo en rapprochant les points de vue des différents Etats, mais ils contribuent aussi parfois à leur insu à préparer des affrontements violents en facilitant la formation de coalitions. Les soldats, responsables de la sécurité, et désireux d'avoir des outils à leur mesure, vont constamment lutter, à l'intérieur, pour que les dépenses militaires représentent une fraction plus importante du budget, mais contrairement à une opinion superficielle, l'existence d'une caste militaire puissante n'est pas un facteur décisif dans l'agressivité d'un pays : Aucun des grands états-majors n'a voulu la guerre de 1914, mais ils ont tous pris des mesures de sécurité pour ne pas courir le risque d'être en retard dans leur mobilisation. En 1938, les états-majors tant français qu'allemands avaient peur de la guerre. Au temps des luttes des cités grecques, Athènes et Sparte différaient beaucoup quant au rôle de l'armée. Or, c'était Athènes la belliqueuse. Souvent — comme dans certains pays sous-développés actuels —

l'armée est davantage tournée vers la conquête du pouvoir à l'intérieur du système que vers la recherche d'un conflit international. Troisième groupe, les fonctionnaires civils. Eux cherchent surtout à préserver leur part du budget pour réaliser les projets d'équipement qui leur tiennent à cœur. Ils ne peuvent œuvrer que dans le sens de la limitation des dépenses d'armement avec maintien du statu quo international, toutes choses égales d'ailleurs bien entendu.

Les pressions des individus et des groupes sur l'exécutif national

Multiforme et complexe est l'influence sur la politique étrangère d'un pays des relations entre le système exécutif d'une part, les individus, les mass-media, les leaders d'opinion et les partis d'autre part.

Le système exécutif peut être en face de demandes violentes et agressives émanant d'une population en proie au nationalisme et prête à tout, soit pour l'annexion de populations de même culture, soit pour l'expansion d'une religion, soit pour l'écrasement d'un adversaire abhorré. Les reproches faits à Louis-Philippe par les jeunes de 1830-1840 déçus de ne pas connaître les aventures exaltantes de leurs aînés et prêts à la guerre pour la Belgique, l'exaltation actuelle de la jeunesse arabe à l'égard d'Israël, la volonté d'annexion de l'Irlande du Nord par une minorité d'Irlandais du Sud ne sont que quelques exemples d'une liste innombrable. En sens inverse, les leaders peuvent voir s'accumuler les périls sans réussir à convaincre l'opinion. Démosthène peut s'acharner en Philippiques : Les cités grecques, épuisées par la guerre du Péloponèse, restent amorphes. Pour une partie de l'opinion française de 1936, la France, armée jusqu'aux dents, fait peur à l'Europe ! En étudiant le problème de la guerre, nous aurons à revenir sur ce paradoxe : Les demandes des individus d'un pays en matière de politique étrangère sont relativement indépendantes de la réalité extérieure. Elles sont beaucoup plus fonction d'un contexte socio-psychologique interne et c'est ce dernier qui déforme la perception des autres nations.

Dans ce domaine, les mass-media joueront leur rôle habituel d'agrégation et de dramatisation en aidant à la formulation des mythes : Pour la presse française du second Empire, l'unification allemande et l'unification italienne sont des facteurs de paix, car la cause des guerres est la séparation d'une nation entre différents Etats... Mais les mass-media seront aussi utilisés par les gouvernements, lors de la montée vers la guerre, pour accélérer la mobilisation psychologique et l'uniformisation des attitudes et des comportements.

Quant au système des partis, il se prête encore mieux en politique étrangère qu'en politique intérieure à l'agrégation des deman-

des en deux ensembles contradictoires (le parti de la paix, le parti de la guerre ; les amis des Etats-Unis et ceux de l'Union Soviétique) véritables caricatures des stratégies possibles. Aussi, les membres du système exécutif sont-ils toujours contraints de prendre du champ par rapport aux déclarations solennelles faites par leur propre parti lorsqu'il était dans l'opposition (les gouvernements de gauche augmentent discrètement les crédits militaires).

Il existe enfin constamment des diversités d'attitude parmi les groupes sociaux ou les leaders : Les églises peuvent souhaiter la guerre contre les hérétiques, les armateurs une paix qui ne ruinera pas le commerce international, les jeunes la guerre pour connaître l'aventure, une minorité éthnique la paix pour ne pas être persécutée, ou la guerre dans l'espoir qu'elle sera perdue et qu'elle recouvrera son indépendance.

A tout moment, en agissant au sein du système international, le système exécutif doit tenir compte du contrôle du système interne. Il doit répondre à la fois aux demandes extérieures venant des autres Etats et aux demandes internes des sous-systèmes. Il doit faire des arbitrages entre les risques internes d'érosion du soutien et les risques externes d'accroissement des dangers. Parfois, la priorité est donnée aux considérations internes : Ainsi, en 1914, l'Autriche-Hongrie veut écraser la Serbie pour qu'elle ne soit pas un pôle de ralliement pour les autres slaves de l'Empire... Parfois, c'est la menace extérieure qui l'emporte : Un gouvernement réarme malgré l'opposition de l'opinion publique.

C'est à cause de la complexité des systèmes nationaux qu'une vision du monde en terme de « petits pères du peuple » est si superficielle et ne suffit pas véritablement à expliquer les guerres. *Loin de se neutraliser, les difficultés de contrôle au niveau individuel, national et international, interfèrent et se renforcent et c'est de leur conjonction que naissent les catastrophes.*

De la concurrence internationale à l'impérialisme économique

Depuis la préhistoire, les pays ont fait des échanges de biens et de services l'un des aspects principaux de leurs relations mais ils ont pu interdire les établissements comme le Japon des Tokugawa ou les faciliter comme les Pays-Bas du Grand pensionnaire.

Lorsque les individus ou les entreprises d'un pays n'ont pas le droit de s'installer dans un autre, que contient le message de la théorie traditionnelle du commerce international ?

— Tout d'abord que le libre-échange — qui est l'extension sur le plan international de la concurrence parfaite, conduit à l'optimum, c'est-à-dire à une solution où il est impossible d'accroître l'utilité collective d'un pays sans faire décroître celle d'un autre

au moins. Mais, dans une telle situation, *il n'y a pas équilibre des balances des paiements*. De plus, si la situation correspond à l'efficacité, elle ne correspond pas à l'équité, « car le pays qui exporte sa monnaie exporte à la fois sa politique monétaire et du papier-monnaie à coût de production négligeable contre des biens, services et capitaux réels, ce qui constitue la forme moderne du seigneurage ([11]) ».

— Lorsque l'indépendance monétaire des différents pays impose l'équilibre des balances des paiements, le libre-échange ne conduit plus à l'optimum qui est réalisé pour un certain ensemble de droits de douane et de subventions mis sur les différentes importations et exportations par les divers pays. La structure de cet ensemble de droits de douane et de subventions a été récemment dégagée par la théorie économique ([11]).

— Mais un pays n'a que faire de l'optimum de l'ensemble. Son objectif est d'accroître sa propre utilité collective. S'il joue un rôle important dans l'offre ou la demande de certains biens, il peut être en situation de fixer par des droits de douane ou des subventions les prix de ces biens. Les autres pays, s'ils agissent isolément, doivent alors considérer ces prix comme des données et s'adapter en conséquence. Ces pays sont exploités par le premier qui s'assure à leur détriment une utilité collective plus grande — ce qu'il leur fait perdre étant d'ailleurs plus élevé que ce qu'il gagne. Aspect fréquent dans les relations entre les pays sous-développés et les pays développés, que ces derniers soient d'ailleurs capitalistes ou socialistes, contrairement au mythe des capitalistes exploiteurs et des socialistes généreux. Logiquement, la réaction des « exploités » doit être de se grouper pour transformer la situation en monopole bilatéral et c'est ce que font actuellement progressivement les pays producteurs de pétrole.

— Les pays développés cherchent souvent, pour des raisons à la fois égoïstes et généreuses, à faciliter par des *aides* la croissance des pays sous-développés, mais l'effet de ces aides est parfois paradoxal puisque le pays exploité par les prix de ses importations peut se trouver dans une meilleure situation sans aide qu'avec aide et que le pays donateur ne consent pas toujours un sacrifice pour accorder cette aide.

A une échelle où a disparu le contrôle hiérarchique, toutes ces ambiguïtés du commerce international expliquent les tentations

---

([11]) Serge C. Kolm, Cours d'Economie Publique (2 tomes). Dunod, Paris, 1971.

constantes de la plupart des gouvernements à l'autarcie et à la protection.

Tentations qui, par l'intermédiaire des rétorsions réciproques, amaigrissent les échanges et par-delà des avantages transitoires, diminuent gravement l'efficacité de l'économie mondiale.

Lorsqu'au contraire les entreprises ou les individus d'un pays ont la possibilité de s'installer dans un autre, une nouvelle série de phénomènes apparaît. Les nations, qui ont adopté les comportements permettant la révolution scientifique et technique dans un système capitaliste et qui connaissent un développement extrêmement rapide, s'intéressent aux sources de matières premières, aux possibilités de main-d'œuvre à bas salaire, aux marchés de consommation de tous les pays moins développés. En contribuant à transformer ces pays, elles diffusent des connaissances technologiques, révèlent les besoins, créent des emplois, stimulent l'apparition de nouvelles entreprises... Mais, en échange, elles profitent de leur position dominante pour fixer les prix, exporter les bénéfices, garder le monopole des recherches, imposer des habitudes de consommation calquées sur celles des pays développés. Toutefois, contrairement au schéma marxiste, qui veut que les profits réalisés à l'extérieur soient nécessaires au maintien des profits globaux des entreprises capitalistes et à la survie de ce système, cet impérialisme économique n'a rien de nécessaire pour les pays développés, car ils trouvent en eux-mêmes leur potentiel de croissance et même l'acquisition à des prix élevés de leur énergie et de leurs matières premières ne devrait pas freiner leur croissance de manière significative.

Les manuels insistent souvent sur les liens entre l'arrivée du marchand, du diplomate et du soldat. Image assez éloignée de la réalité. La Grande-Bretagne et la France n'ont-elles pas placé au XIX^e^ siècle d'énormes capitaux dans des pays qui n'appartenaient pas à leur Empire ? Les routes du commerçant et du militaire ont, pour une bonne part, divergé.

Les multiples aspects de l'impérialisme politique

L'impérialisme politique ne se distingue de l'impérialisme économique que par les moyens employés pour limiter le domaine des choix du système politique d'un autre pays. La panoplie est classique. Elle va de l'intégration totale sous forme de colonie, les habitants de la colonie n'ayant pas de système politique propre ou ne participant pas comme ceux de la métropole au système politique du pays dominant, à l'occupation militaire complète sous forme de protectorat, avec un gouvernement ne possédant qu'une autonomie interne et pas de forces armées ; de l'occupation militaire complète sous forme de semi-protectorat, avec un gouverne-

ment ayant des forces armées et tous les attributs de la souveraineté, mais limité dans ses choix sous peine d'être déposé (ce fut assez bien le cas de certaines démocraties populaires de l'Europe de l'Est sous l'ère stalinienne ou de la Tchécoslovaquie plus récemment) à l'occupation de bases stratégiques et à la limitation des choix du gouvernement (la Chine dans la deuxième moitié du XIXe siècle, la Turquie à un certain moment de la politique de l'OTAN...) ; de la simple protection militaire à distance avec limitation des choix du gouvernement à la menace potentielle que représente une politique de la canonnière.

Aussi odieux qu'il soit, l'impérialisme politique n'est pas toujours totalement contraire aux finalités du pays dominé, car il sert parfois à le protéger contre l'impérialisme potentiel d'autres voisins.

Il ne se limite d'ailleurs pas à des relations de système exécutif à système exécutif. Le pays dominant s'appuie sur l'administration, les partis, certains groupes sociaux du pays dominé. Les cadres de l'armée sont formés par l'armée du pays dominant ; les partis en reçoivent des subventions ; les étudiants vont dans l'université étrangère ; les entreprises peuvent bénéficier de facilités d'investissements. Bourgeois et capitalistes des pays dominés ont intérêt au maintien du système dans les pays de la sphère occidentale, fonctionnaires du parti dans les pays de la sphère orientale...

Les deux faces de la subversion

La subversion est, dans une certaine mesure, l'opposé de l'impérialisme politique. Comme le dit R. Aron, elle « se donne pour but de soustraire une population à l'autorité d'un pouvoir établi et de l'intégrer à d'autres cadres, politiques et militaires, parfois dans et par la lutte ([12]) ». En d'autres termes, un pays s'efforce de provoquer dans un autre pays une révolution dont la profondeur peut atteindre tous les niveaux, du simple changement d'équipe à la mutation de civilisation. La subversion s'appuie sur une élite, les cadres de l'armée, les dirigeants d'un parti révolutionnaire, les chefs d'un groupe ethnique homogène, des leaders religieux (comme les moines ligueurs au service de l'Espagne du temps de Henri IV). Elle est d'autant plus tentante et facile que le messianisme joue un rôle important dans les objectifs du pays émetteur. Elle est commode dans le cas de système bipolaire hétérogène, puisqu'elle est, pour chacun des pays, un moyen d'accroître sa puissance en

---

([12]) Raymond Aron, *op. cit.*

minant les satellites de l'adversaire sans affronter directement l'autre grand.

Mais la subversion, comme parfois l'impérialisme politique, a aussi un autre visage, car pour les rebelles de l'intérieur — en guerre contre le colonisateur, en révolte contre l'ethnie dominante ou en opposition avec les classes dominantes — elle prend la forme d'un secours qui les aide à transformer le système politique dont ils sont tributaires. Aussi est-elle, aux yeux des contemporains, tantôt un acte généreux, tantôt la manifestation d'un égoïsme sans scrupules.

Le tissu des relations transnationales

Les liaisons précédentes ne doivent pas masquer la trame plus ou moins dense et qui s'étend sur toute la planète des relations entre sous-systèmes de pays différents, trame omniprésente ; de nature religieuse (l'organisation de l'Eglise catholique unit les fidèles de la terre entière ; l'Islam est un lien puissant entre les croyants), économique (IBM joue un rôle important dans l'économie de presque tous les pays du monde), linguistique (la francophonie, l'hispanidad), politique (les Internationales socialistes ont inauguré une coopération internationale entre partis politiques, dont le Komintern et le Kominform ont été les héritiers), culturelle et scientifique (les associations internationales de savants réunissent pour des publications ou des congrès toute l'élite scientifique mondiale...). Ces relations ont souvent joué dans les conflits un rôle modérateur pour les zones géographiques où elles étaient intenses, tout en accentuant l'hostilité à l'égard des autres zones. Les croisades ont rapproché les peuples chrétiens, mais elles ont dans un premier temps accru la haine pour les Infidèles musulmans.

La faiblesse des superstructures internationales

En face de ces interdépendances à la base, est-ce que pèsent vraiment les timides intégrations des systèmes politiques au sommet ?

Certes, elles prolifèrent ! Avec une énorme diversité quant au *domaine* géographique des populations concernées, quant au *contenu* des comportements qu'elles réglementent, quant à l'*étendue* des récompenses et des sanctions employées pour maintenir l'intégration et quant à la *cohésion* qu'elles manifestent. Malheureusement, elles atteignent d'autant moins leurs objectifs que leurs ambitions sont élevées !

● Certaines de ces ambitions sont fort modestes comme celles de la *loi internationale* née de la coutume ou des traités et qui sert aux nations à coordonner leurs comportements et leurs espérances mutuelles dans leur propre intérêt. Son caractère contraignant « requiert soit une égalité de puissance approximative entre les

parties, soit la probabilité d'un renversement des rôles futurs entre elles ([13]) ». Mais, malgré ses différents niveaux de procédures d'application, de la diplomatie directe aux bons offices, de la médiation à l'arbitrage, elle ne dépasse guère le stade d'une organisation des échanges.

● Déjà plus ambitieuses sont les *organisations internationales fonctionnelles* ayant un objet précis comme l'Union Postale Internationale, l'Organisation Mondiale de la Santé, la Croix-Rouge, le Fonds Monétaire International, mais elles débouchent rarement sur des coopérations politiques.

● Dans un troisième groupe figurent les *organisations régionales* liées à des pactes de défense militaire (l'OTAN, l'organisation du pacte de Varsovie) ou à une coopération économique, industrielle ou politique (le Comecon, l'ESRO, l'Euratom, et surtout la Communauté Economique Européenne). Il s'agit cette fois d'organisations qui ont parfois préparé l'intégration politique totale comme le célèbre Zollverein de l'unification allemande.

● Restent enfin, au sommet de l'ambition, les *organisations universelles à buts généraux* comme la Société des Nations ou l'Organisation des Nations Unies, ces fragiles superstructures qui n'ont pas réussi à atteindre leurs objectifs et dont le pouvoir de régulation est limité, quoique réel. La charte des Nations Unies ne dit-elle pas :

« Nous, peuples des Nations Unies, nous déclarons déterminés à poursuivre quatre objectifs majeurs :

1. Éviter aux générations futures les horreurs de la guerre.
2. Réaffirmer notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes et des nations grandes et petites.
3. Maintenir la justice et le respect des obligations provenant des traités et des autres sources de la loi internationale.
4. Promouvoir le progrès social et de meilleurs niveaux de vie dans une plus grande liberté. »

Elle avoue ainsi, dans sa rédaction, les compromis qui furent nécessaires entre l'énoncé de finalités pour l'humanité entière (éviter la guerre) et l'expression de finalités propres aux nations ou à certaines d'entre elles (respecter les traités, reconnaître l'égalité des droits des grandes et des petites nations).

([13]) Karl Deutsch, *op. cit.*

Ainsi, pour qui sait lire, la charte des Nations Unies, cette généreuse tentative pour réduire la troisième insuffisance de contrôle, porte dans les cicatrices des contradictions de son énoncé, la reconnaissance explicite du caractère irréductible des déficiences du système politique mondial. Elle conduit ainsi à aborder une fois de plus les relations entre systèmes et finalités politiques.

Le système international et les finalités de la politique

Système économique et système politique national ont déjà des liens ambigus avec l'efficacité, l'égalité, la liberté, la participation et l'adaptabilité.

Le tableau se complique encore lorsque l'on introduit en plus la sécurité et le système international.

L'influence des systèmes nationaux sur la sécurité

Sécurité d'une nation. Sécurité des autres nations, ses voisines. Contrairement aux grands mythes politiques, nous le savons déjà, aucun des types usuels de gouvernement ne présente à cet égard d'avantage décisif sur les autres.

La sécurité d'une nation suppose à la fois qu'elle soit capable de résister aux demandes externes et qu'elle ne déclenche pas par ses demandes aux autres des « demandes reconventionnelles » auxquelles elle soit incapable de faire face. La sécurité est donc à double face. Renforcée, sous son premier aspect, par le *soutien* dont jouit le système politique et par la *capacité* dont dispose l'exécutif de mobiliser des ressources et contrôler les comportements, elle nécessite, au contraire, sous son second aspect des *conjonctions démographiques* qui ne favorisent pas les impulsions belliqueuses des peuples et des *mécanismes de sélection des chefs* qui freinent leur volonté de puissance. D'où un difficile équilibre, car les variables qui renforcent la sécurité du côté pile ont souvent une corrélation positive avec celles qui la détruisent du côté face...

Quant à la *sécurité des voisines d'une nation*, elle est *à court terme* accrue par tout ce qui affaiblit la faculté de cette nation de résister aux demandes ou d'en présenter : Diminution du soutien, fléchissement des capacités de l'exécutif, inexistence d'impulsions belliqueuses, sélection de chefs sans personnalité, autant de composantes que l'on souhaite chez l'adversaire. Mais point trop n'en faut, car si le système politique adverse est trop inadapté, il sera à la merci *à moyen terme* d'une révolution qui bouleversera les données du problème. Demandez-le aux Français d'entre les deux guerres qui, en lisant Jacques de Bainville, se répétaient chaque matin que plus le chaos régnait en Allemagne, plus la France était en sécurité.

L'impact du système international sur l'atteinte des finalités d'une nation

Ici non plus, pas de relations simples.

Dès l'abord, des effets antagonistes sur l'*efficacité* ; les risques extérieurs obligent à prélever constamment des ressources pour la défense du pays, mais l'indépendance permet de choisir des modes d'organisation adaptés aux comportements et à la culture ; la concurrence étrangère est stimulante par les défis qu'elle suscite, utile par les échanges qu'elle permet, mais dangereuse par la dissymétrie des relations qu'elle risque d'engendrer.

Une ambiguïté analogue en matière d'*égalité* : Les aristocraties seigneuriales sont souvent nées de la conquête militaire ou, comme au temps de la naissance de la féodalité, de la nécessité pour la défense d'avoir recours à une armée de métier. En sens contraire, les gouvernements ont besoin de soutien pour faire face au danger extérieur et sont obligés parfois, pour l'obtenir, de freiner les inégalités dont souffrent les groupes dont ils recherchent l'aide.

En revanche, le tableau est plus clair pour la liberté. *A court terme*, toute menace extérieure lui est presque toujours défavorable, tant la crainte est grande qu'elle n'affaiblisse les capacités de l'exécutif. Dans les Provinces Unies du temps de Louis XIV, les orangistes renversent les grands bourgeois qui dominent aux Etats-Généraux et rétablissent le stathouder à vie. Dans la France de 1793, l'invasion étrangère précipite la limitation des libertés par le Comité de Salut Public. Mais la guerre peut aussi, *à moyen terme*, par le biais des révolutions qu'elle déclenche, favoriser l'apparition de systèmes qui seront, la paix revenue, plus décentralisés. C'est ainsi que la Troisième République jaillit du désastre de Sedan.

De nouveau, l'image se brouille avec la *participation*. Certes, la recherche du soutien pousse à l'accroissement de la participation, mais le désir de simplifier les mécanismes de décision conduit parfois à sa suppression pure et simple. Souvent, l'augmentation de la participation au niveau des partis permet de la restreindre au niveau des citoyens. L'évolution des Etats-Unis pendant la guerre d'indépendance, les transformations de l'Allemagne hitlérienne dans la deuxième moitié de la guerre, la création de gouvernements d'union nationale par certaines démocraties occidentales, illustrent dans une certaine mesure ces trois aspects d'un phénomène complexe.

Reste l'*adaptabilité* qu'il faut considérer d'un double point de vue. D'un côté, le danger extérieur est lui-même un défi. Modéré, il stimule l'adaptation du système à la concurrence des autres nations. Trop puissant, il le détruit. Mais d'un autre côté, ce dan-

ger diminue la disponibilité du système politique à répondre aux demandes internes. Ce n'est pas grave lorsqu'il les amoindrit simultanément. Mais quand il n'en est pas ainsi ou qu'il n'en est plus ainsi, la perte d'adaptabilité risque d'être fatale et la révolution de poindre à l'horizon.

Toutes ces ambiguïtés ne sont que la transposition au niveau des nations de la dure constatation que fait l'individu en face de l'Autre. Mais, il en résulte une troisième question : Lorsque l'on adopte le point de vue de l'humanité tout entière et non plus celui d'une nation, qu'en est-il cette fois des effets du système international ?

L'incidence du système international à l'échelle de l'humanité

Laissons provisoirement de côté le problème majeur de la sécurité, car il est au cœur de ce chapitre. Pour les cinq autres finalités, la structure du système international, en d'autres termes, l'organisation de l'humanité en nations indépendantes, est-elle un avantage ou un handicap ?

Il est tout d'abord deux finalités, pour lesquelles la réponse est presque évidente : la *liberté* et la *participation*. Certes, la liberté des nations n'implique pas la liberté des citoyens. Elle n'est parfois que la liberté des dictateurs. Mais elle la facilite car l'éclatement en nations, en multipliant le nombre de ceux qui ont des responsabilités réelles, est un obstacle à une plus grande centralisation. Quant à la participation, tout dépend du niveau des décisions auxquelles on se réfère. Elle est considérablement renforcée pour les décisions propres aux collectivités nationales. En revanche, pour les grands problèmes du monde, il n'y a de participation que pour les citoyens des Etats puissants ou pour les représentants des pays qui font l'histoire. La participation à l'échelle mondiale est donc meilleure que dans un pays où elle est réservée à des privilégiés et pire que dans un autre où elle est ouverte à tous.

Plus difficile est la réponse pour l'*égalité* et l'*efficacité* : Jusqu'à l'explosion de la science et de la technique modernes — et bien que nous ne disposions guère de renseignements — les différences des niveaux de vie moyen entre les nations étaient probablement plus faibles que les disparités au sein des nations elles-mêmes. Les décalages dans l'entrée des nations dans le processus de la croissance économique ont inversé le phénomène et *les disparités entre pays sont devenues plus importantes que les inégalités entre leurs citoyens*. Ceci provient de ce que la plupart des pays constituent maintenant des zones culturelles homogènes où circulent librement les biens et les personnes tandis qu'avant la disparition des empires coloniaux, des différences énormes subsistaient entre la

métropole et les colonies au sein du même système politique. Autrement dit, tant que les cultures sont suffisamment différentes pour freiner l'homogénéisation, la multiplicité des systèmes politiques diminue les inégalités en permettant de meilleurs adaptations tandis que cette même multiplicité les accroît lorsqu'elle devient, au sein d'une même aire culturelle, une barrière à la libre circulation, à la négociation d'avantages mutuels et à la redistribution des ressources.

Quant à l'efficacité, il serait nécessaire pour l'apprécier d'évaluer l'influence sur le niveau du revenu mondial de trois groupes de phénomènes : les économies ou les déséconomies externes qu'engendrerait l'existence d'un seul Etat mondial ; les avantages d'une concurrence des unités de production à l'échelle de la planète ; la perte résultant de la disparition de mécanismes nationaux adaptés à chaque culture et servant à la correction des imperfections de la concurrence ou à l'élaboration des plans.

L'incidence du système international sur l'efficacité mondiale dépend donc fortement de l'état de développement économique de l'humanité, mais à partir de l'intensité actuelle des inter-relations, il ne fait plus de doute que l'avantage relatif d'un gouvernement mondial sur une poussière de gouvernements nationaux ne va que croître rapidement.

Une transformation analogue est en train de se produire pour l'*adaptabilité. Pendant des millénaires, la diversité des nations, en différenciant les réponses en fonction de la culture, a élargi le champ des expériences humaines et facilité la construction de systèmes politiques remarquablement adaptables. Mais nous sommes sans doute à l'heure où les défis ne sont plus à l'échelle des systèmes politiques nationaux* et où la structure du système international fait peser sur l'humanité le danger d'une troisième insuffisance de contrôle.

Une troisième insuffisance de contrôle

Dans sa dure réalité, le système international possède trois propriétés qui ne sont en rien rassurantes :

— *C'est un système non hiérarchisé sans régulation globale.*

— *C'est un système où, pour cette raison, la recherche de la sécurité est une nécessité constante, aucun exécutif national n'osant mettre en péril l'existence de l'Etat territorial.*

— *Il n'offre donc aucune protection contre la guerre* ([14]).

([14]) L'analyse de la guerre permettra ultérieurement d'énoncer une conclusion encore plus forte.

● L'absence de régulations découle directement de l'existence de plusieurs Etats territoriaux de puissance comparable. Rien ne peut maîtriser les conflits entre ces Etats. Seuls les conflits entre des Etats mineurs peuvent parfois être soumis à l'arbitrage des grandes puissances. La seule régulation — très relative — résulte de l'adoption par chaque Etat d'une politique d'équilibre l'amenant à conclure des alliances et des coalitions évitant une croissance plus forte de la puissance de l'un d'eux. Cette régulation n'a empêché dans le passé ni les guerres européennes, ni les guerres mondiales.

● En l'absence de régulation supérieure, la simple existence des autres est une menace pour l'existence d'un Etat, car une modification progressive du rapport des forces, par variations insensibles, peut conduire à une situation où il devient facile à un autre État d'assurer définitivement sa sécurité à vos dépens. Imbus de l'importance de leur rôle, conscients de leurs responsabilités envers la collectivité dont ils ont la charge, les dirigeants n'oseront pas prendre le risque d'une détérioration lente de la situation. La structure du système international est donc potentiellement dangereuse, *même sans le besoin de puissance des dirigeants et l'agressivité des peuples.*

● Le système international — même à l'heure atomique — *laisse entier le problème de la guerre.* Sous la forme de conflits entre les petits Etats, insatisfaits de leurs frontières et en proie aux revendications des groupes ethniques répartis entre plusieurs d'entre eux. Ou sous l'aspect de guerres civiles, sociales ou nationales, plus ou moins alimentées par les grandes puissances. Ou, enfin, en tant que guerre nucléaire partielle ou totale entre grandes puissances. Certes, l'issue d'un tel conflit même pour le vainqueur contribue à rendre une telle stratégie peu attrayante, mais il est facile d'imaginer des situations où la guerre apparaîtrait comme la meilleure solution. Soit pour des dirigeants et une population menacés à court ou moyen terme dans leur culture, leur niveau de vie, leur mode de vie. Soit pour des dirigeants et une population convaincus de la légitimité de leur idéologie et des avantages énormes d'une paix mondiale d'hégémonie réglant « définitivement » le problème. Il ne faut pas oublier que la guerre atomique porte en elle le désespoir de la destruction et *l'espérance de l'unification de l'humanité.* La « der des der... » débouche sur la mort ou sur le contrôle définitif de la puissance par une seule organisation politique.

C'est donc un devoir de chercher absolument à mieux comprendre les conséquences de cette troisième insuffisance de contrôle, et naturellement, en premier lieu, dans leurs effets diachroniques.

L'ANALYSE DIACHRONIQUE DU SYSTÈME INTERNATIONAL

La sélection des systèmes au cours de l'histoire

L'évolution séculaire

En réponse aux quatre défis de la construction de l'Etat, de la construction de la nation, de la participation et de la distribution, les systèmes nationaux s'auto-organisent, à l'échelle de l'histoire, par différenciation progressive des structures et sécularisation de la culture politique. Au cours de ce processus, se sont accrues les capacités des Etats pour extraire des ressources, contrôler des comportements, redistribuer des biens et services.

Mais ces systèmes politiques nationaux n'étaient pas isolés. A tout moment, dans telle ou telle partie du monde, plusieurs d'entre eux, de par leur dynamique propre, se sont trouvés en contact et ont vécu les situations synchroniques qui ont été décrites. Les conflits et les guerres, nés de la peur et de l'agressivité, du besoin de sécurité et du besoin de puissance, ont modifié l'évolution de ces systèmes, en ont détruit certains, ont donné naissance à d'autres. Même si les tempéraments des dirigeants ou le sort des batailles ont été des accidents, le résultat fait apparaître de grandes tendances, car ne peuvent subsister que des systèmes nationaux stables dans le contexte d'un système international historiquement daté.

● *Les conflits conduisent à l'élimination des systèmes politiques les moins bien adaptés*, ceux où le soutien est faible, ceux qui disposent de ressources faibles, ceux où l'exécutif a de faibles capacités d'extraction, d'organisation et de contrôle. La sélection par la guerre est l'un des mécanismes par lequel se produit l'auto-organisation progressive des systèmes politiques, puisque les systèmes les moins bien adaptés disparaissent ou se réforment, mais il n'y a nulle correspondance nécessaire entre l'adaptation d'un système à cette lutte internationale et sa performance au regard des autres finalités de la politique.

La supériorité d'un système politique est un phénomène multidimensionnel. Les cités grecques qui ont pu lutter victorieusement contre l'Empire achéménide à cause de l'intensité de la participation et du soutien dans leurs systèmes politiques, n'ont pu résister à la phalange macédonienne à la fois pour des raisons de tactique militaire et de diminution du soutien après la guerre du Péloponnèse. Les nomades ont remporté d'effroyables victoires sur les sédentaires à cause de leur supériorité militaire, dans le même temps

que les sédentaires élaboraient des systèmes politiques qui devaient progressivement éliminer le mode de vie nomade de la surface de la terre. A un instant donné, plusieurs types de systèmes politiques différents peuvent être adaptés, à condition toutefois qu'ils soient à des niveaux de développement politique et économique sensiblement comparables (au sens d'Almond), qu'ils soient protégés par les rivalités de systèmes plus performants ou... qu'ils ne soient pas en contact.

● *L'accroissement des capacités des systèmes politiques se manifeste tout particulièrement dans la guerre.* En dépit des fluctuations liées à la montée et à la destruction des empires, tout au long des siècles, la taille des armées, la puissance de destruction de leur armement, l'intensité de leurs réseaux de communications, la complexité de leurs procédures d'organisation, n'ont fait que se développer jusqu'au point où la destruction nucléaire de l'humanité entière est devenue une possibilité technique. Toute l'analyse de Jouvenel sur l'accroissement du pouvoir de l'Etat est aussi fondamentale en politique étrangère qu'en politique intérieure.

● *Les relations, à chaque instant, entre la puissance d'un Etat et le volume de sa population ou la superficie de son territoire sont complexes* : L'accroissement de population et de territoire permet d'accroître les ressources mobilisables mais il peut diminuer le soutien si se heurtent des ethnies différentes ou réduire les capacités de l'Etat si les facultés d'organisation sont insuffisantes par rapport aux demandes. Tout au cours de l'histoire, on assiste néanmoins souvent, dans la quête de la puissance, à la recherche constante de la taille par les Etats. La quasi-totalité des Etats modernes (en dehors des colonies à indépendance octroyée ou arrachée) se sont formés progressivement par annexion, destruction, absorption d'unités politiques plus petites qui sont maintenant de simples villes, des provinces ou... des souvenirs. Mais le processus de croissance est entravé par la dégénérescence des systèmes politiques lorsqu'ils échouent à créer une unité culturelle avec forte participation ou lorsque se développe une sclérose de fonctionnement diminuant les capacités du système exécutif. Les effondrements de l'Empire achéménide, de l'Autriche-Hongrie, de l'Empire turc correspondent à des phénomènes du premier type ; les déclins de l'Empire romain, de l'Empire Han, de l'Ancien Empire d'Egypte relèvent du second type. Certaines unifications, dans l'histoire, ont été prématurées, comme le califat des Omeyyades parce que les possibilités de contrôle, d'organisation, de communication n'étaient pas à l'échelle géographique des territoires.

● *L'évolution va changer maintenant fondamentalement de nature, car la terre est devenue pleine. L'ère du monde fini est com-*

mencée. Ont disparu des cartes les taches blanches, les zones qui dépendaient vaguement de systèmes politiques peu développés. Il n'y a plus de frontière qui ne corresponde à un tracé précis faisant l'objet de relevés topographiques. Il n'y a plus qu'*un seul* système international au lieu de plusieurs sous-systèmes faiblement couplés. Le problème d'un système politique unique à l'échelle mondiale se pose.

Les luttes internes et externes des civilisations

A l'échelle des civilisations de Toynbee, le tableau change : Il n'est évidemment pas contradictoire, mais l'attention est attirée par d'autres aspects.

Pendant la phase d'expansion d'une civilisation, comme les civilisations chinoise, gréco-latine, occidentale, Toynbee a insisté sur l'existence simultanée de plusieurs systèmes politiques concurrents sur l'aire culturelle de la civilisation. Le système international constitué par ces Etats est du type que R. Aron a baptisé de multipolaire homogène (les cités grecques au Ve et au IVe siècles, les Etats européens au XVIIIe, la Chine des Royaumes Combattants). Mais cette situation n'est pas stable et progressivement, l'un des Etats, souvent situé à la périphérie de la civilisation, va réaliser à son profit l'unification politique de la civilisation.

Ainsi naîtront les empires universels comme l'Ancien Empire d'Egypte, l'Empire Romain, l'Empire Turc, l'Empire Aztèque, l'Empire Inca, l'éphémère Empire Français avec leurs villes-capitales, leur administration développée, leurs réseaux de communications, leurs modes de recrutement aux fonctions publiques... Pendant un temps, ils n'auront que de faibles interactions avec le reste du monde (la lutte des Romains contre les Sassanides), puis la sclérose leur rendra difficile la garde aux frontières et le maintien de l'ordre à l'intérieur. Le « prolétariat » extérieur jouera un rôle essentiel dans leur destruction.

Mais ce caractère cyclique de l'évolution de l'histoire internationale des civilisations s'inscrit entièrement dans les tendances à plus long terme qui ont été décrites.

Cette esquisse des caractères de l'histoire des systèmes internationaux montre que la guerre y joue un rôle assez semblable aux tentatives de révolutions dans la diachronique interne. Formes parallèles de recours à la violence, les deux phénomènes s'engendrent d'ailleurs assez volontiers l'un l'autre. Ils ne conduisent pas qu'à la transformation des systèmes politiques. Ils peuvent mener à leur intégration ou à leur éclatement.

Guerre. Intégration. Eclatement. C'est l'*intégration* et la *guerre* qui sont les plus importantes pour le contrôle de l'histoire.

L'intégration des systèmes politiques

La diversité des phénomènes d'intégration

Il n'est pas facile de définir l'intégration de manière précise, puisqu'elle signifie qu'il existe entre deux ou plusieurs systèmes nationaux des interactions si fortes qu'elles excluent certaines formes de conflits. A l'extrême, un système national unique surgit de la fusion de plusieurs autres systèmes nationaux. A un autre extrême, plusieurs systèmes à exécutifs autonomes coopèrent de manière permanente à des tâches communes.

Par exemple, selon qu'il y a intégration ou non avec ou sans unification, K. Deutsch a été conduit à distinguer quatre situations principales pour caractériser les relations entre systèmes politiques nationaux ([15]) (Fig. 3).

TABLEAU 3

	Absence d'unification	Unification
Intégration	Communauté de sécurité multipolaire (Norvège-Suède actuellement)	Communauté de sécurité unifiée (Etats-Unis actuellement)
Absence d'intégration	Communauté sans sécurité ni union (Etats-Unis-URSS actuellement)	Communauté unifiée sans sécurité ([1]) (Empire des Habsburg 1914)

([1]) avec risque de guerres civiles.

Néanmoins, malgré cette dichotomie, les deux types de phénomènes d'intégration présentent toujours au cours de l'histoire des caractéristiques communes.

Tout d'abord, il n'y a que quelques *objectifs* possibles : Le maintien de la paix entre les unités, l'accession à un niveau plus élevé des capacités générales de l'ensemble, la réalisation d'une tâche spécifique ou la création d'une image commune avec identification à un nouveau rôle.

Ensuite, le succès ou l'échec de l'intégration dépend des *conditions* qui règnent entre les différentes unités politiques, avec un

([15]) Karl Deutsch, *op. cit.*

petit nombre de facteurs principaux de réussite : L'intensité des relations entre les unités (par exemple, le niveau du commerce international), la compatibilité des valeurs, l'existence d'avantages potentiels pour les partenaires d'une plus vaste communauté, la capacité mutuelle à répondre aux demandes réciproques et enfin un certain sens d'une identité commune.

En troisième lieu, objectifs et conditions déterminent à leur tour le *processus* d'intégration avec ses phénomènes de production et d'allocation de ressources entre les participants, de coercition militaire et d'identification psychologique.

Ces caractéristiques sont propres à tous les phénomènes d'intégration, mais il est naturellement possible d'être plus spécifique lorsque l'on précise le type même de l'intégration.

L'établissement des « communautés de sécurité » unifiées ou multipolaires

Quelles sont donc les conditions de réussite d'une *communauté de sécurité unifiée*, c'est-à-dire en langage ordinaire, d'une nation ? Voilà une question importante si l'on veut réfléchir à la manière de surmonter la troisième insuffisance de contrôle.

Ces conditions de réussite, Karl Deutsch a essayé de les énumérer et il en a proposé douze qui lui paraissent nécessaires, mais ne sont peut-être pas suffisantes. Les voici :

« 1. La compatibilité mutuelle des principales valeurs politiques.
2. Un mode de vie commun, spécifique et stimulant.
3. L'espoir que l'intégration procure de plus grands avantages économiques communs.
4. Un accroissement significatif récent des capacités politiques et administratives de certains des partenaires.
5. L'existence (par rapport aux territoires voisins en dehors de l'aire d'intégration projetée) d'une croissance économique plus rapide de certains des partenaires.
6. Quelques liens constants de communication sociale à travers les frontières des territoires à intégrer et par-delà les barrières de certaines de leurs couches sociales principales.
7. Un élargissement en cours de l'élite politique à l'intérieur de certaines des unités politiques et pour l'ensemble de la grande communauté naissante.
8. Une mobilité géographique et sociale relativement élevée au moins dans les couches politiquement importantes.
9. La variété des domaines des flux de communication et de transaction mutuelles.
10. Une certaine compensation globale des avantages respectifs dans les flux de communications et de transactions des unités à intégrer.

11. Une fréquence significative des changements de rôles entre les groupes (par exemple, être dans la majorité puis dans la minorité) au sein des unités politiques.
12. Une grande sécurité dans la prévision des comportements mutuels ([16]). »

Mais la création d'une « communauté de sécurité unifiée » n'arrête pas l'histoire. La nouvelle unité reste vulnérable à la guerre civile et à la sécession. Les facteurs d'éclatement n'ont pas moins d'importance que les conditions d'unification. Ils sont à méditer :

— Un accroissement brusque des charges économiques, militaires ou politiques sur la communauté tout entière ou l'une des unités constituantes.

— Un accroissement des différences régionales, économiques, culturelles, sociales, linguistiques, ethniques plus rapide que le développement des compensations résultant de l'intégration.

— Un déclin sérieux des capacités administratives ou politiques de l'élite politique.

— La fermeture d'une élite politique, freinant brutalement l'accession des idées nouvelles ou l'entrée de nouveaux membres et suscitant des contre-élites hostiles.

— L'incapacité du gouvernement ou de l'élite à effectuer à temps les réformes souhaitées par la population ou à s'adapter à temps à la disparition imminente de ses privilèges de minorité.

Naturellement, lorsque l'on abandonne l'unification pour s'intéresser aux *communautés de sécurité multipolaires*, l'intégration est plus facile à établir puisqu'il suffit de la compatibilité des valeurs politiques, de la capacité des gouvernements et des groupes politiques à répondre sans recours à la violence aux messages des partenaires et d'une grande sécurité dans la prévision des comportements mutuels. Toutefois, historiquement, *ces conditions n'ont jamais été réunies entre les Etats dominants.*

Quant aux *processus d'intégration* eux-mêmes, ils diffèrent selon le type de communauté. Pour une *communauté de sécurité* unifiée, ils font presque toujours intervenir un noyau central composé d'une ou de plusieurs unités politiques solides (l'Angleterre pour le Royaume-Uni, la Prusse pour l'Allemagne, le Piémont pour l'Italie, etc...) et supposent simultanément l'établissement de conditions psychologiques considérant la guerre comme impossible, le développement de lignes de clivage politiques ou sociales analogues chez les différents partenaires, puis, à la fin du processus,

---

([16]) Karl Deutsch, *op. cit.*

l'adoption par la nouvelle communauté d'innovations originales et stimulantes. En revanche, la réalisation d'une fonction en commun comme le Zollverein n'apparaît pas comme un élément nécessaire et, si l'on en croit K. Deutsch, trois méthodes sont plus souvent associées à un échec qu'à un succès : *une tentative prématurée d'unification totale, l'établissement rapide d'un monopole de la violence, la seule conquête militaire. Il y a là une leçon à retenir pour la maîtrise de l'histoire future.*

Plus simples sont les processus qui conduisent à *une communauté de sécurité multipolaire.* Le principal d'entre eux consiste en un développement progressif du manque d'intérêt pour une guerre entre les unités et par conséquent en une croissance de l'improbabilité de cette guerre ; un second processus résulte de l'expansion des mouvements intellectuels favorisant l'intégration ; un troisième est lié au développement d'habitudes d'attention mutuelle, de communication et de disponibilité rendant possible la préservation de l'autonomie et de la paix.

Ainsi, si l'absence d'intégration signifie le risque de guerre, la guerre, même totalement victorieuse, n'assure pas l'intégration. En d'autres termes, historiquement, la guerre n'éteint pas la guerre.

Mais pourquoi ? Car la guerre est un paradoxe. Chacun de nous la hait et en a peur ; et pourtant, elle ne cesse de marquer, périodiquement, l'humanité depuis les origines. Nous ne comprenons pas et pour masquer notre angoisse, nous nous accrochons à l'une ou l'autre des explications sommaires et partielles qui fleurissent de par le monde ; le besoin de puissance des tyrans, l'avidité des marchands, la soif de gloire de la soldatesque, l'impérialisme religieux, le fonctionnement du système capitaliste, la pression démographique, l'oppression des minorités nationales, le messianisme communiste, sans compter les commandements de Dieu ou quelques lois immanentes de sélection ou de purification des races...

Toutes ces explications ont le grave défaut de ne jamais partir d'une analyse des systèmes complexes dans lesquels s'inscrit l'histoire de l'humanité. Il faut essayer de le faire. Sujet difficile, mais inévitable.

La guerre, crise suprême du système international

Il est nécessaire de se poser, à propos des guerres, mais en les reformulant légèrement, les six questions soulevées à l'égard des révolutions :

— Quelles sont les *caractéristiques* des nations ou du système international qui poussent des nations à la guerre ?

— Quels groupes d'individus jouent un rôle essentiel dans le déclenchement des guerres et en sont les véritables *acteurs* ?

— Quels sont les *phénomènes sociologiques et psychologiques* qui précèdent, accompagnent et suivent l'état de guerre ?

— Quels sont les *objectifs* poursuivis par les acteurs ?

— Comment se passent le *déclenchement*, le *déroulement* et l'*arrêt* des hostilités ?

— Quels sont enfin les *résultats* des guerres notamment pour les caractéristiques du système international ?

La complexité des situations belligènes

Les spécialistes de la circulation savent maintenant qu'un accident d'automobile n'a pas une cause mais résulte de la conjonction de phénomènes multiples faisant intervenir l'utilisation même de la voiture, le caractère et l'état psychologique du conducteur, l'état du véhicule et de l'infrastructure, la fatigue du conducteur, la densité du trafic, les conditions météorologiques, la vitesse, les erreurs de perception et de conduite, etc...

Il en est de même des guerres. Les situations qui les engendrent proviennent comme pour les accidents et les explosions d'un incident qui facilite l'entrée en action d'une seconde série de variables, elles-mêmes conditionnées par des facteurs d'environnement. En d'autres termes, elles s'analysent à trois niveaux de profondeur au moins.

A la *superficie*, les incidents — de l'assassinat de Sarajevo en 1914 au soufflet du dey d'Alger au consul de France en 1830, du torpillage du Lusitania en 1917 aux dissensions internes d'une petite cité grecque au début de la guerre du Péloponnèse. Ce ne sont que des occasions. *Au second plan*, ce que les manuels d'histoire appellent banalement les causes, et qui sont des caractéristiques politiques, économiques ou éthiques de la situation :

Politiques : Les causes politiques sont familières dès le lycée. Qu'il s'agisse de la volonté de conquérir un territoire ethniquement semblable (la conquête du Milanais par le Piémont en 1859) ou simplement connexe (l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne en 1939), du désir de faire la guerre pour accélérer un processus d'unification (les guerres germano-autrichienne et germano-française de 1866 et 1870), d'un effort pour limiter l'expansion d'une autre puissance (la guerre de Crimée), de la volonté de détruire un autre système politique (les partages successifs de la Pologne), de la nécessité de respecter une alliance trop précieuse pour la sécurité (la France à l'égard de la Russie en 1914), de l'envie de posséder des colonies stratégiquement bien placées (l'Egypte pour la Grande-Bretagne et le Maroc pour la France à

la fin du XIX^e siècle), on retrouve toujours, derrière ces diverses formes, le besoin de sécurité et le besoin de puissance.

Economiques : Avec la montée du marxisme vulgaire et le développement des sciences économiques, la mise en exergue des causes économiques est devenue une mode, d'ailleurs partiellement justifiée. Tout le monde a présent à l'esprit les guerres de débouchés des nations qui ont des surcroîts de production et dont l'impérialisme économique s'assure, par la force ou par l'intimidation, des marchés privilégiés pour leur émigration, leurs marchandises ou leurs capitaux (les guerres coloniales). D'autres rappellent que la préparation de la guerre fait disparaître le chômeur en en faisant un soldat et que certaines guerres aident à lutter contre les crises économiques. Mais, il faut aussi souligner que toute guerre suppose une accumulation préalable de ressources et d'hommes : Combattants gratuits, mercenaires, réserves d'armement, usines de fabrication de matériel, stocks de produits stratégiques, trésor de guerre. Pour le déclenchement d'une guerre, il n'y a donc pas seulement des causes économiques, mais aussi des conditions économiques.

Ethiques : C'est la guerre contre les « tyrans » des jeunes recrues de 1792 ou la « libération » par l'armée rouge des futures démocraties populaires en 1944. Le moins que l'on puisse dire est que ces causes éthiques sont très généralement mêlées avec les autres causes et très diversement appréciées par les observateurs.

L'enchevêtrement de ces enchaînements politiques, économiques, éthiques, bien que s'expliquant par la complexité du système international, ne rendrait pas véritablement compte de ce recours généralisé au meurtre, à la destruction et à la violence qu'est la guerre sans l'existence d'une troisième série de facteurs. Pour G. Bouthoul ([17]), *le mécanisme qui libère les causes de second plan et rend possible la propagation des étincelles du premier plan résulte, au troisième plan, du renforcement par la situation démographique des prédispositions belliqueuses d'une population.* Une structure démographique, riche en hommes jeunes, pourrait constituer une situation qui développe au niveau collectif les impulsions agressives, quelle que soit la structure démographique des autres nations. La guerre serait l'une de ces institutions destructives régulatrices dont l'apparition serait facilitée par certaines situations démographiques d'une société. A ce titre, elle serait sur le même plan que l'avortement, l'infanticide, les conditions sociales engendrant une forte mortalité infantile, les mutilations sexuelles, le monachisme et la stérilisation de fait des esclaves... La surpopulation ne

([17]) Gaston Bouthoul, Traité de polémologie. Payot, 1951.

pousserait pas nécessairement à la guerre, mais elle mettrait en œuvre ces institutions destructives ou éliminatrices dont la guerre n'est qu'un cas particulier. En changeant la pyramide des âges par forte mortalité des jeunes et en diminuant les naissances, la guerre modifierait la structure démographique, tout en épongeant le trop-plein d'agressivité collective.

Mais, comme nous l'avons vu au chapitre V, il ne faut pas commettre l'erreur de confondre l'agressivité collective et l'agressivité individuelle. L'agressivité collective est bien un phénomène où le « cerveau reptilien » individuel joue un rôle fondamental, mais dans lequel il y a interaction des contraintes sociales et des pulsions d'amour et de mort. Le même « Surmoi » qui empêche le meurtre individuel, peut, par un mécanisme d'identification à la société, permettre la tuerie collective.

Dès lors, nous proposerons de reformuler la thèse de G. Bouthoul en termes d'analyses de systèmes pour mieux tenir compte des données neurophysiologiques, psychanalytiques, démographiques, sociologiques et politiques. *Dans ce cadre, la guerre, rendue possible par la structure du système international (troisième niveau d'insuffisance de contrôle), serait déclenchée par l'accroissement de l'agressivité collective (premier niveau d'insuffisance de contrôle), conséquence généralement involontaire des déficiences de régulation démographique (en liaison avec le deuxième niveau d'insuffisance de contrôle).*

Quelques exemples — qui n'ont naturellement aucune valeur de preuve — peuvent illustrer ce « modèle » de la guerre : l'absence de réaction des cités grecques épuisées par la guerre du Péloponnèse devant la menace macédonienne, l'enthousiasme de l'abondante jeunesse française au temps de la Révolution et de l'Empire, enthousiasme indifférent à la transformation des buts de guerre de 1793 à 1806, mais qui s'effondre lorsque croissent les pertes dans les dernières années de l'Empire, le pacifisme de la France après les saignées de la première guerre mondiale, en face d'une Allemagne agressive, mais dont la structure démographique est différente. Comme le dit G. Bouthoul : « Il est remarquable que, dans l'histoire, les guerres préventives conscientes soient relativement rares. Ce fait nous semble être un argument de plus pour la thèse qui voit dans les impulsions belliqueuses des réactions qui résultent non de raisonnements ou de déductions conscientes mais qui dépendent de la structure où, si l'on veut, de la complexion du moment de la nation. Autrement dit, l'impulsion belliqueuse est un phénomène de conjoncture interne plutôt qu'externe ([18]). »

([18]) Gaston Bouthoul, *op. cit.*

La multiplicité des acteurs de guerres

L'explication précédente suggère aussi une voie pour aborder le problème des *acteurs* de la guerre. En fait, dans toute guerre, il y a interaction entre les attitudes des dirigeants et celles de larges groupes de la population.

Plus la guerre nécessite d'« extractions de ressources » par le système exécutif, plus elle met en cause l'ensemble de la population et plus est nécessaire l'existence d'une agressivité latente, ou d'une prédisposition à la violence collective de la part d'une majorité de la population. Si cette agressivité n'existe pas, le système national se fait pratiquement imposer la guerre par l'adversaire quelle que soit l'attitude des dirigeants. En revanche, il arrive, comme sous Louis-Philippe, que les dirigeants aient à s'opposer, presque par la force, aux impulsions belliqueuses de la jeunesse. Certains gouvernements arabes en ont fait de nos jours l'expérience. Souvent, ils sont contraints de répondre au vœu secret de la nation en canalisant un courant préexistant.

Lorsqu'au contraire la guerre, comme dans certaines expéditions coloniales ou comme dans certaines guerres européennes du XVIII^e siècle n'implique que marginalement la population, les attitudes des dirigeants peuvent être déterminantes.

C'est à cause de la complexité de ces relations que se sont affrontées comme pour les révolutions des thèses contradictoires qui, tout en incorporant une part de vérité, deviennent fausses lorsqu'on les généralise.

Les dimensions socio-psychologiques des guerres

Mettre en relation la guerre et l'agressivité collective, c'est souligner l'importance des phénomènes socio-psychologiques qui précèdent, accompagnent et suivent les guerres.

● Tout d'abord, lors de la préparation des guerres, le développement de l'impulsion belliqueuse est un phénomène social qui n'est pas la simple transposition au plan collectif de l'agressivité individuelle :

« L'agressivité individuelle peut être momentanée, passagère, limitée à un individu ou un petit groupe. Au contraire, l'impulsion belliqueuse est un état généralisé et profond... Elle ne porte pas à des violences personnelles et immédiates. Elle est plus exactement le sentiment de la nécessité d'une période de violences et de destructions. Avant d'être une action, elle est une conviction, parfois même une simple résignation à une calamité que l'on considère comme inévitable... Quant à la notion de frustration, elle revêt, lorsqu'il s'agit d'impulsions belliqueuses, les formes les plus nattendues suivant les croyances du groupe. Toute une nation

peut s'estimer frustrée parce qu'il lui manque le Saint-Graal ou les lieux saints... Ainsi, l'impulsion belliqueuse provoque la réactivation des griefs qui sont déjà latents ([19]). » Elle s'accompagne aussi d'un affaiblissement de l'esprit critique, et d'une sorte de paralysie du sens du danger. Elle va de pair avec le développement, à l'échelle collective, d'un sentiment de culpabilité dégénérant à la fois en autopunition (les sujets commettent des délits dans le but inconscient de subir le châtiment) et en délire de persécution et se traduisant par la construction d'une image manichéiste du monde : L'adversaire devient l'incarnation du Mal. Elle s'accompagne aussi de sentiments d'infériorité provoquant par compensation le désir de l'emploi de la force brutale ou de sentiments d'insécurité qui, pour triompher de la peur, engendrent la volonté de détruire. La socio-psychanalyse pourrait donc apporter une contribution décisive à la compréhension des guerres.

● Au moment de son déclenchement, la guerre fait entrer la nation dans *un monde psychologique nouveau.* « Toutes les sociétés, mêmes les plus primitives, ont recours à des rites pour marquer ce passage... Les objets du sacré et du profane changent, leurs limites subissent un déplacement immédiat. Il porte d'abord sur l'homicide, prohibé en général en temps de paix, mais soudain permis et recommandé vis-à-vis de l'ennemi. D'autres interdits protégeant la propriété des biens et l'intégrité physique sont levés... Aucune des valeurs sociales, morales ou économiques que nous connaissons n'a le même sens en temps de guerre et en temps de paix ([20]). »

La guerre participe de la fête. Comme la guerre, la fête comporte la réunion matérielle des membres du groupe et est un rite de dépense et de gaspillage, avec des aspects sacrificiels, et une exaltation collective liée à une certaine insensibilisation physique. Comme la fête, la guerre a un aspect sexuel (le rapt des femmes chez les tribus primitives), esthétique et ludique. Pour certains combattants, la guerre est un tourisme accompagné et flatteur qui leur assure le privilège d'une classe dominante, leur donne la possibilité de l'ascension sociale, leur procure une sensation de puissance (être l'instrument du destin), permet de profiter de l'attrait érotique du guerrier tout en se laissant porter par l'habitude et l'insouciance.

Sur un autre plan, la guerre s'accompagne de rites de mort avec purification des guerriers. L'ordre moral, le respect des vertus font partie de la discipline que s'impose la nation. Le combattant devient sacrificateur et victime. L'éthique guerrière et les vertus

---

([19]) G. Bouthoul, *op. cit.*
([20]) Gaston Bouthoul, *op. cit.*

militaires sont exaltées. Les chefs deviennent sacrés. Il y a une certaine esthétique de la mort qui se crée en liaison avec une véritable éducation pour la mort.

Lorsqu'au cours d'une bataille ou d'une guerre, la défaite s'annonce, on assiste brutalement à un renversement du tonus psychique avec changement de la psychologie du vaincu dans la panique et désagrégation rapide des liens sociaux. Puis, après le désastre, l'impulsion belliqueuse disparaît ; des états d'âme et des actions qui étaient évidents deviennent soudain incompréhensibles. Les vaincus se punissent par des rites de pénitence techniques et mystiques, tout en cherchant à imiter les vainqueurs.

Combien profonds sont les liens entre la guerre et les aspects neurophysiologiques et psychanalytiques de l'humanité ! *C'est à cause de cela que la guerre résulte de l'insuffisance simultanée du contrôle aux trois niveaux, celui de l'individu, celui des systèmes politiques nationaux, celui du système international.*

La diversité des buts de guerre

Les objectifs poursuivis par les acteurs s'apparentent étroitement aux causes de second plan, puisqu'ils se bornent le plus souvent à un modèle relativement simple du futur système international : un système avec des Etats en moins, un système avec des modifications de frontières, un système avec un peuple de seigneurs entourés de vassaux satellites, un système où se sont répandues certaines structures sociopolitiques. Comme pour la révolution, mais d'une manière plus visible, il est fréquent que la guerre ne permette pas à ceux qui l'ont déclenchée d'atteindre leurs objectifs. Le sort des armes et les compromis nécessaires mènent souvent à d'autres issues : L'ultimatum de l'Autriche-Hongrie à la Serbie a engendré la disparition de l'Autriche-Hongrie et l'histoire abonde en exemples analogues.

Dans la mesure où une décision rationnelle est une décision qui permet d'atteindre ses objectifs, les décisions de déclenchement de guerres sont généralement le plus bel exemple de décisions irrationnelles prises par des groupes humains.

Les processus de déclenchement des conflits militaires

En ce qui concerne le déclenchement et le déroulement des conflits, une mutation totale vient de se produire. Tant que la destruction réciproque, immédiate et quasi totale des adversaires n'était pas possible, la montée rapide aux extrêmes décrites par Clausewitz ne faisait pas problème. Toutes les forces pouvaient être mobilisées, toutes les énergies bandées pour contraindre l'adversaire à se soumettre. Certes, il y avait des résistances internes aux systèmes politiques qui freinaient le phénomène : Dans cer-

tains conflits limités par exemple, où la disproportion des puissances étaient énormes, l'un des adversaires se contentait — avec parfois quelques déconvenues — de consacrer à la guerre des forces juste suffisantes ; même dans des conflits majeurs, toutes les forces n'étaient pas toujours immédiatement employées (Hitler ne continue-t-il pas en pleine guerre à construire Berlin et n'attend-il pas 1943 pour accroître enfin la production militaire ? ([21]).

Mais, l'existence de l'arme nucléaire modifie les conditions de la montée aux extrêmes, car elle peut conduire à l'escalade progressive décrite par exemple par H. Kahn dans ses scénarios sur la guerre : De la subversion intérieure à la crise diplomatique, de la démonstration de force à l'attaque limitée avec des moyens traditionnels, de la guerre classique générale à l'ultimatum thermonucléaire avec début d'évacuation des villes, de la guerre nucléaire se bornant au coup de semonce sur une zone peu peuplée, sur un objectif militaire, sur une ville avec évacuation quasi générale de la population à la guerre thermonucléaire limitée à un type d'objectifs, de la guerre nucléaire générale mais contrôlée à la guerre totale engendrant la destruction universelle, il y a toute une série d'étapes que les gouvernements devraient parcourir pour tenter de trouver une solution et d'éviter le pire, mais il est malheureusement possible qu'en s'habituant à chaque étape à l'éventualité de l'étape suivante, les peuples soient progressivement atteints d'une folie croissante de destruction ([22]).

« Les processus qui peuvent relier en une chaîne d'événements tragiques ces étapes successives d'un conflit croissant, sont des erreurs de *perception*, *prévision* et *contrôle*... L'attachement à des images établies de sa propre nation ou des pays étrangers, le désir d'une consonance cognitive, le rejet des informations qui ne sont pas conformes aux idées préconçues, peuvent mener à l'équivalent du sommeil ou de l'aveuglement pour les gouvernements et les nations. Ils peuvent ne pas voir d'une manière réaliste les attitudes et les capacités des peuples étrangers et les intérêts, les politiques, les capacités, les contraintes des gouvernements étrangers avant d'être avec eux sur une trajectoire de pleine collision et sur le chemin de l'escalade ([23]). » Pour les conducteurs d'automobile, il y a un point de surprise qui est la position de la voiture lorsque le conducteur réalise qu'il va vers une collision et un point de non-retour qui est la position de la voiture à partir de laquelle aucune

---

([21]) Cf. Albert Speer, Au cœur du troisième Reich. Fayard, Paris, 1971.

([22]) Hermann Kahn, On escalation. Metaphors and scenarios. F. A. Praeger, New York et Pall Mall Press, Londres, 1965.

([23]) Karl Deutsch, *op. cit.*

manœuvre ne peut éviter l'accident. La même situation existe pour les gouvernements et les peuples. En 1914, par exemple, les gouvernements allemand, russe et austro-hongrois n'ont réalisé qu'ils entraînaient leurs peuples dans une guerre majeure que lorsque l'enchaînement des événements ne pouvait plus être brisé. En voulant en 1939 éviter les conséquences néfastes de son attitude de 1914, la Grande-Bretagne a, dans un contexte différent, facilité par sa garantie à la Pologne et à la Roumanie, la collusion germano-soviétique...

En face des enchaînements qui mènent à la guerre, il existe aussi des processus qui peuvent réduire le risque de guerre. Leur intérêt, pour notre propos, est évident. Ils impliquent :

— soit des transformations internes dans les systèmes nationaux de l'un et/ou l'autre des pays (Le Général de Gaulle a permis à la France de se dégager de la guerre d'Algérie ; à la fin de la guerre de Cent Ans, l'Angleterre s'est désintéressée du continent). Il s'agit généralement de changements plus limités que ceux, souvent porteurs de guerre, engendrés par les grandes révolutions sociales ;

— soit la réduction des contacts mutuels (comme cela a été pratiqué pendant trois siècles par les Tokugawa au Japon) ;

— soit, enfin, la réduction des intérêts antagonistes et le renforcement des intérêts communs comme ce qu'ont tenté les USA et l'URSS après la crise de Cuba.

La variété des effets des guerres sur le système international

Les guerres offrent la même diversité de résultats que les révolutions. L'éventail est complet : modifications peu importantes de frontières, transformations essentielles de puissance et de territoire, naissance d'empires, suppression de systèmes politiques nationaux (comme la suppression du royaume de Naples en 1860), disparition d'un peuple et d'une culture (la transformation de l'Asie Mineure grecque en Turquie), synthèse durable de deux cultures (l'Iran après la conquête arabe), destruction d'une civilisation (comme les civilisations précolombiennes lors de la conquête espagnole).

Une ultime question

Les guerres ne sont pas toutes internationales, c'est-à-dire menées entre systèmes politiques contemporains. Parmi les formes les plus atroces des guerres figurent les guerres *civiles* qui se déroulent « entre portions territoriales d'un même Etat » ou « entre groupes tels que partis politiques ou confessions religieuses dont

les membres sont étroitement mêlés ([24]) ». Elles possèdent souvent simultanément les caractéristiques des guerres et des révolutions. Leur existence soulève une question fondamentale pour cet essai : *Lorsque la sécurité extérieure d'un Etat s'accroît et qu'il est pratiquement dans une situation d'Etat unique, y a-t-il véritablement diminution de la guerre ?* Pour G. Bouthoul, la réponse est claire : « Il y a bien peu d'espoir de voir la paix instaurée simplement par l'établissement d'un Etat unique. Cette solution à elle seule ne change rien, elle ne supprime ni même ne diminue les impulsions belliqueuses qui se produisent par moments dans les sociétés... Lorsqu'il n'y eut plus dans le monde d'autre force militaire que l'armée romaine, les guerres se livrèrent désormais entre des fractions de celle-ci. Les querelles entre factions politiques, entre gouvernements et chefs provinciaux, les antagonismes économiques, les schismes religieux et les hérésies, ont jusqu'ici toujours fourni à point nommé d'excellentes raisons à l'armée unique de l'Etat unique pour se fragmenter et se combattre ([25]). » Nous nous contenterons quant à nous d'une proposition plus modeste car la réponse à cette question dépend des capacités du système exécutif : *L'accession par un système politique national à une situation de grande sécurité contribue à affaiblir la force des régulations contrôlant l'évolution de ce système.*

Ainsi, les guerres, les processus d'intégration et les révolutions ont, au cours de l'histoire, provoqué la disparition, la fusion, la dissociation des systèmes nationaux et fait passer le système international par des modifications brusques. *Jusqu'à présent, la survie de l'humanité n'a pas été mise en cause par ces évolutions diachroniques, mais il n'en est plus nécessairement de même aujourd'hui.*

L'évolution du système international dans l'histoire contemporaine

Pour comprendre la situation actuelle, il est utile de compléter le modèle diachronique de notre civilisation en partant de l'écrasement de la révolution française en 1815. A. Toynbee a vu dans l'éphémère Empire français la tentative avortée de construction de l'Empire universel de la civilisation occidentale. Rien n'est moins sûr. A cause du caractère partiellement aléatoire des processus historiques, l'erreur d'appréciation des événements récents risque d'être grande. Un tel empire est peut-être plus dans le futur à l'échelle du globe que dans le passé à l'échelle de l'Europe.

([24]) Gaston Bouthoul, *op. cit.*
([25]) Gaston Bouthoul, *op. cit.*

De la chute de l'Empire français à la proclamation de l'Empire allemand

Au soir de Waterloo, renaît le système multipolaire homogène du XVIIIe siècle, la Sainte-Alliance étant presque l'archétype de l'homogénéité. France, Autriche, Angleterre, Prusse et Russie se retrouvent autour des tables de conférence comme de 1750 à 1780. Jusqu'à la décennie 1860-1870, elles règleront sans guerre majeure les problèmes d'Orient ou la question belge par des comportements assez conformes à ceux décrits par Kaplan.

Mais derrière le statu quo apparent, quatre transformations profondes se préparent :

● *A l'intérieur des systèmes politiques et à travers leurs frontières,* une lutte acharnée se poursuit entre le système exécutif d'une part et de larges groupes des populations. Les premiers veulent empêcher les évolutions tant internes qu'externes, tandis que les seconds s'efforcent à la fois de faire coïncider nationalités et limites politiques et de modifier les structures sociales des Etats. D'où le triple caractère européen, nationaliste et social des révolutions de 1830 à 1848.

● *A l'extérieur du système multipolaire,* se poursuit le développement d'un des futurs acteurs, les Etats-Unis, qui, dans un isolement relatif, constituent leur base de puissance.

● *Les processus cumulatifs du développement économique* sont à l'œuvre, en commençant par l'Angleterre. Ils donnent aux pays européens et aux Etats-Unis, qui s'appuient sur la science, la technique et le capitalisme concurrentiel, d'une part une supériorité militaire, navale et terrestre, décisive en face de toutes les autres armées, d'autre part des possibilités d'investissement rentables dans tous les pays du monde. Ainsi, se créent les conditions d'une submersion du monde par la civilisation occidentale et s'accumulent les possibilités de destruction entre les grands pays.

● *La colonisation du monde* par l'Europe, amorcée depuis le XVIe siècle et qui englobe déjà la totalité de l'Amérique, l'Inde et l'Indonésie se poursuit en direction de l'Afrique (l'Algérie, l'Egypte, etc...), tandis que les colonies les plus anciennes et les plus européanisées accèdent à l'indépendance.

Autour des années 1860-1870, l'équilibre du système va s'en trouver modifié profondément, sans que disparaisse totalement son caractère homogène :

— Si les révolutions ne réussissent pas et si les troupes de Versailles écrasent la Commune, les luttes nationales ont débouché sur les unités allemande et italienne et sur l'affaiblissement de

l'Autriche devenue Autriche-Hongrie. De cinq, les grands acteurs européens sont devenus six.

— Aux Etats-Unis, l'écrasement du Sud permet de réaliser l'une des conditions de l'accession à la puissance mondiale. Au Japon, la révolution de 1868 marque l'entrée en scène potentielle d'un acteur supplémentaire.

— La croissance économique de l'Europe, son expansion territoriale et le développement de ses moyens de destruction se poursuivent régulièrement dans une étroite symbiose.

De la montée vers la première guerre mondiale au déclenchement de la seconde

De 1870 à 1914, la profondeur de ces modifications et surtout leur vitesse renforcent les sentiments d'insécurité des gouvernements qui n'ont plus les points de repère du passé et qu'effraie la projection des tendances : La France a peur de la puissance allemande, l'Angleterre craint la rivalité économique et maritime de l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie s'inquiète du nationalisme slave, la Russie pense à l'Allemagne et au Japon. Quant aux peuples, leur développement démographique pourrait expliquer la remontée de leurs impulsions belliqueuses calmées par les tueries des guerres de la Révolution et de l'Empire. Poussés par les peuples et par la recherche de la sécurité, les gouvernements constituent deux réseaux d'alliance. La Première Guerre Mondiale sortira d'un incident par le jeu en cascade et mal contrôlé de ces alliances.

La guerre de 1914-1918 n'aura résolu que bien partiellement les contradictions du monde de 1914. Elle aura accéléré l'émergence d'une nouvelle organisation du système international sans y conduire tout à fait :

— Les Etats-Unis depuis 1917 et le Japon depuis Moukden et Tsoushima sont définitivement établis au rang de puissances mondiales et leurs rivalités sont apparentes dès 1922.

— En Europe et au Proche-Orient, l'Autriche-Hongrie et l'Empire turc n'ont pas résisté aux heurts de la guerre. Les ressources de l'Italie ne lui permettent pas de se maintenir au premier rang. L'Angleterre et la France stagnent. La puissance de l'Allemagne reste intacte ; son humiliation renforce des impulsions belliqueuses inassouvies.

— La guerre a précipité une révolution sociale en Russie. Avec la naissance de l'URSS se brise le caractère homogène du système. La rupture du monde occidental en trois zones idéologiques est consommée quinze ans après la fin de la première guerre mondiale.

— Enfin, le conflit a diminué, sous toutes leurs formes, les contrôles politiques, militaires, éthiques, de l'Europe sur les colo-

nies africaines et asiatiques. La Chine s'efforce de se réformer depuis 1912. Son accession au rang de grande puissance devient du domaine de la prévision.

En 1939, deux gouvernements veulent la tuerie : Le gouvernement allemand porté par le besoin de revanche de tout un peuple et dirigé par un paranoïaque, le gouvernement japonais soumis à une clique militaire et à la tête d'un pays à la démographie galopante. La rupture du front idéologique de leurs adversaires crée des conditions qui, à leurs yeux, leur donne des chances de succès dans une conflagration mondiale. L'URSS recherchera la sécurité dans le pacte du 23 août qui lèvera la dernière barrière à la ruée des chars allemands sur la Pologne, mais dès la fin de 1941 la nécessité aura assuré l'alliance des grandes puissances mondiales contre l'Allemagne et le Japon.

L'héritage de la seconde guerre mondiale

Lorsque se lève le soleil de mai 1945 sur les ruines des villes allemandes, ou celui d'août sur le désert d'Hiroshima, le système multipolaire de 1939 a disparu et le monde qu'obsède l'arme nucléaire se réveille avec un système bipolaire hétérogène et un double clivage :

— Le rideau de fer au centre de l'Europe délimite la zone d'influence américaine à l'Ouest des régimes que maintiennent à l'Est les baïonnettes de l'armée rouge. Quant au Japon, il est en totalité sous l'occupation et l'influence américaine.

— Avec l'accession progressive à l'indépendance d'un nombre croissant de colonies, la césure entre le monde développé et le monde sous-développé, masquée par la colonisation, devient une brutale réalité.

— Le développement des armes de destruction, par le processus autonome d'application de la science à la guerre, a donné naissance à la bombe atomique, c'est-à-dire à la possibilité de détruire dans un conflit une partie significative de l'humanité.

Pendant un court moment, les Etats-Unis auraient probablement la possibilité militaire d'une guerre préventive réduisant fortement la puissance de l'URSS et leur assurant l'hégémonie mondiale. Conformément à la règle qui veut que les guerres préventives soient rares, et pour des raisons liées à la structure de leur système politique, à l'absence dans leur peuple d'impulsions agressives, ils n'en tireront pas parti. L'accession de l'URSS au rang de puissance nucléaire achèvera d'établir la bipolarité. Dès lors, les deux grands lutteront pour maintenir leur zone d'influence dans le monde développé (l'écrasement de la révolution hongroise et l'occupation de la Tchécoslovaquie en sont les manifestations les

plus marquantes) et se disputeront le contrôle du monde sous-développé. Mais pour ce dernier, dont la structure sociale est profondément différente, il n'est pas toujours intéressant de s'intégrer au bloc soviétique ou au bloc américain. Cela n'a de sens que sous la pression provisoire de la nécessité comme pour l'Egypte ou le Vietnam du Sud. Au fur et à mesure de son développement, le Tiers-Monde aura donc tendance à échapper à des influences trop exclusives.

Un phénomène historique qui était probable, mais dont la date était incertaine — la rénovation profonde de la société chinoise — ne pouvait manquer, à partir de 1949, de contribuer aussi à la transformation du duopole mondial. Devenant un centre de décision autonome, la Chine entrait en conflit avec les Etats-Unis, puis avec l'URSS jusqu'à ce que son entrée dans l'organisation des Nations Unies consacre sa situation de troisième puissance mondiale. Jusqu'à ce jour, sa contribution la plus importante au système politique international a été de rendre possible une autonomie plus grande du monde sous-développé.

Par ailleurs, la reconstruction économique de l'Europe Occidentale et du Japon leur a permis de s'affranchir partiellement de la tutelle américaine. La modification limitée qui a suivi en URSS la mort de Staline, l'accession par ce pays à une puissance militaire suffisante pour lui donner la sécurité, mais pour le moment insuffisante pour lui assurer le gain certain d'un conflit mondial, l'importance des pertes démographiques qu'il a subies dans les cinquante dernières années ont achevé de transformer le système mondial en un système intermédiaire entre le bipolaire hétérogène et le multipolaire homogène avec diminution de l'intensité des antagonismes quoique subsistent des fronts où les risques de confrontation restent présents.

Enfin, se sont aussi multipliées dans le dernier demi-siècle des ébauches de régulations institutionnelles planétaires avec des organismes internationaux à fonctions spécifiques et avec les deux grandes organisations mondiales qu'ont été successivement la SDN et l'ONU. Tandis que la SDN a complètement échoué, l'ONU, malgré sa faiblesse, a réussi à constituer un club où se débattent les grands problèmes mondiaux et qui sert parfois de cadre aux accords entre les grands.

D'INQUIÉTANTES INTERACTIONS ENTRE LES TROIS INSUFFISANCES DE CONTRÔLE

Aux conclusions tirées de l'analyse synchronique (le système international est non hiérarchisé ; la recherche de la sécurité y est

une nécessité constante ; ce système n'offre aucune protection contre la guerre), l'étude diachronique permet de rajouter trois constatations majeures. Elles achèvent de caractériser ce que nous avons appelé *la troisième insuffisance de contrôle* :

— L'évolution internationale résulte de l'interaction de systèmes élémentaires — les nations — qui sont eux-mêmes constamment en voie d'auto-organisation. Dans les limites que leur impose la géographie, ces systèmes entrent en relation, fusionnent, se brisent, se stimulent et s'entravent, s'allient et se combattent. Le tout constitue un *mécanisme complexe où interfèrent à tout moment le prévisible et l'aléatoire, et qui pour cette raison est encore plus difficile à contrôler que ne le laisse supposer l'analyse purement statique.*

— Naturellement, ce mécanisme n'offre aucune garantie contre la guerre. Nous le savons déjà. Mais, de plus, malgré tous les pacifismes, *la guerre est si profondément reliée à des caractéristiques essentielles de neurophysiologie humaine et aux interactions de ces caractéristiques au sein des sociétés qu'en l'absence de très forts contrôles, la probabilité de grandes guerres futures est proche de la certitude.*

— Si le risque de guerre est immense, *l'intégration qui, sous certaines conditions, assure la sécurité, est un processus difficile et lent* qui, pour réussir, implique de nombreuses conditions.

Et le vertige nous reprend une fois de plus. *Dans le développement auto-organisé de l'humanité, où de larges secteurs sont autonomes, la science a donné l'arme de destruction absolue avant que le système international n'ait eu le temps de construire les régulations qui assureraient son contrôle. Or, l'élaboration de ces régulations demande encore beaucoup de temps tandis que rien n'est changé aux conditions d'explosion de l'agressivité collective qui amènent les guerres de façon récurrente.*

Dès lors, la disparition partielle ou totale de l'humanité dans une guerre nucléaire résultant de la conjonction des trois déficiences de contrôle des systèmes humains individuels et collectifs devient une hypothèse probable.

Toutefois, avant d'adopter une conclusion de cette importance, il faut se placer — ultime étape — sur un plan plus global en tentant de construire un modèle unique de l'évolution historique des derniers siècles à l'aide des modèles partiels des trois derniers chapitres.

CHAPITRE X

UN MODÈLE DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

« Au niveau actuel de la Science, l'abîme qui sépare la pensée scientifique moderne de l'opinion publique ne peut plus être comblé. C'est pourquoi, la plus grande puissance du monde actuel, la puissance scientifique, se dérobe à tout contrôle politique. Mais la Science échappe aussi au contrôle de la Science elle-même. »

Georg Picht
Réflexions au bord du gouffre.

« Nous nous flattons d'être maître de la Terre. Mais un propriétaire ne doit-il pas être le gestionnaire de son domaine ? Ne doit-il pas le soigner aussi bien que l'utiliser ? Ne se délecte-t-il pas de sa beauté en même temps qu'il jouit de ses fruits ... ? »

Bertrand de Jouvenel
Arcadie. Essais sur le mieux vivre.

De l'individu au système international, trois formes d'insuffisance de contrôle sont apparues successivement dans ce livre. Chemin faisant, trois modèles fragmentaires ont permis d'esquisser l'influence de ces insuffisances de contrôle sur l'histoire contemporaine dans le domaine de l'économie, de la politique intérieure et des relations internationales.

Mais au-delà des fragmentations, le sort de l'humanité s'inscrit dans un système unique englobant les sociétés et les Etats, les religions et la Science, les espèces animales et végétales, la géographie et la géologie, système unique dont l'évolution diachronique constitue cette Histoire que nos récents prédécesseurs, en la magnifiant par une majuscule, ont presque élevée au rang de loi immanente au monde.

On ne peut donc se satisfaire d'avoir mis en évidence des insuffisances de contrôle et d'avoir abordé leurs interactions dans des modèles partiels. Il faut tenter — tout en évitant de se perdre dans l'immensité du système global — une analyse des liaisons de ce

système en rapport avec les insuffisances de contrôle et en profiter pour essayer de construire un modèle unifié de l'histoire contemporaine. Tâche presque impossible, au résultat nécessairement imparfait, et tâche pourtant inévitable si l'on veut achever de répondre à la question initiale : Pourquoi l'art politique risque-t-il d'être impuissant à maîtriser l'évolution de l'humanité.

Des insuffisances de contrôle au système global

Jusqu'à présent, une nation a été décrite à partir des interactions entre son système politique (dont fait partie son administration), son système économique, les individus qui la composent et un environnement. Le système international a résulté à son tour des interactions entre les nations, leurs sous-systèmes propres et un environnement général. C'est cet environnement, national ou international, qui ne peut plus être considéré comme une masse indistincte et au sein duquel il faut isoler les sous-systèmes dont le fonctionnement interfère avec les insuffisances de contrôle. Les conditions seront alors réunies pour examiner les liaisons dont ces sous-systèmes sont le centre.

Des sous-systèmes essentiels

● Le système international du chapitre précédent n'est pas dans un espace abstrait de mathématiciens, mais sur la Terre avec une géographie, des continents et des mers, une distribution géologique des ressources naturelles, un emplacement des terres arables, une répartition de la faune et de la flore. Autrement dit, au sein du système global, le système international est en relation avec un *système écologique* qui matérialise les frontières des nations, fournit aux systèmes économiques l'énergie, les matières premières et les produits agricoles, et constitue pour les individus, qu'ils soient artistes, ascètes, alpinistes ou rien de tout cela, une partie fondamentale du cadre de leur vie. En échange, ce système écologique est transformé, exploité, pollué, reconstitué par les nations qui construisent des villes, font des essais atomiques, brûlent le pétrole, engraissent les terres, détruisent et protègent les espèces... Tant que le système écologique avait des réserves énormes par rapport aux flux de ses échanges avec le système international, il pouvait être considéré comme un simple environnement, un peu comme la « terre » dans les montages électriques. Mais dans le monde moderne, il n'est plus question de « mise à la masse », car l'évolution de l'humanité a sérieusement entamé les réserves du système écologique.

● Quant aux individus, ils ne sont pas seulement les citoyens actifs ou passifs d'une nation. Ils peuvent vivre plus ou moins

longtemps et engendrer plus ou moins d'enfants. A ce titre, ils appartiennent au *système démographique* et il n'est pas indifférent pour le système politique que, compte tenu du fonctionnement du système démographique, la population décroisse, stagne ou explose. L'évolution du système démographique n'a d'ailleurs rien d'autonome puisqu'elle entretient des relations étroites avec la Science (par la médecine), l'éducation (par la connaissance des procédés contraceptifs et par l'acquisition d'attitudes culturelles), l'économie (par le revenu qui conditionne le mode de vie et par les demandes d'emplois), le système international (par la guerre), l'écologie (par les besoins alimentaires), etc...

Si l'écologie et la démographie constituent en quelque sorte la base de l'ensemble, il est, à un autre extrême, d'autres sous-systèmes qui, en contrôlant l'évolution des connaissances et des comportements, se situent au cœur même du système global. Les isoler est toujours arbitraire et conduit à des découpages artificiels, mais c'est un procédé commode. Les spécificités du monde contemporain suggèrent de distinguer d'une part le système scientifique et le système culturel qui sont deux aspects complémentaires de la culture d'une société, d'autre part le système éducatif et le système socio-familial qui jouent tous deux un rôle essentiel dans la formation, la diffusion et la transmission de cette culture.

● Sollicitée et financée par les gouvernements, utilisée par l'économie, responsable de la baisse de la mortalité, martyrisant et sauvant la nature, *la Science* règne en maître au centre du monde moderne avec sa dynamique propre. Elle tente d'imposer sa dictature intellectuelle au système culturel et par son intermédiaire a une influence profonde sur tout le contexte sociopsychanalytique des pays développés.

● Face au bloc monolithique de la Science, *le système culturel* est un système à l'organisation plus lâche où l'on retrouve à la fois les déterminismes partiels propres aux grandes dimensions culturelles (au langage, à la littérature, aux arts, aux idéologies politiques et religieuses, ...), le riche tissu des liaisons entre ces dimensions ou avec la science, tissu qui fait à la fois l'unité et la diversité des modèles culturels d'une société et, enfin, l'interaction des valeurs et des institutions politiques, éducatives, économiques et familiales.

● L'importance du *système éducatif* vient de ce qu'il conditionne — en transmettant et en transformant à la fois les valeurs culturelles et scientifiques — la quasi-totalité de la population avec des méthodes relativement efficaces et à un âge où la construction de la personnalité n'est pas achevée. D'où l'ambiguïté des relations qu'entretient ce système avec les organes politiques, les centres de

décision de l'économie et les cellules familiales. Agissant par des régulations lentes et puissantes, il apparaît alors à la fois comme un stabilisateur des évolutions à court terme et comme un ferment de transformations irréversibles à plus long terme rejoignant en cela le *système socio-familial.*

● Ce dernier sous-système, qui échange avec le système démographique les naissants et les morts, réunit l'ensemble des individus de la société, en relation les uns avec les autres, structurés par familles et groupes sociaux, dotés de leurs psychologies propres. Soumis aux contraintes de l'écologie et aux données de la démographie, les individus sont à la fois les agents des systèmes politique, économique, éducatif, scientifique et culturel, les porteurs des valeurs culturelles existantes, les créateurs de valeurs nouvelles et des centres d'amour et d'agressivité. Se formant les uns les autres, consciemment ou inconsciemment, généralement des adultes aux plus jeunes, ils contribuent à la construction des personnalités individuelles dans une lente altération de la culture.

C'est à travers le fonctionnement de ces six sous-systèmes que peut se comprendre la portée qu'a dans le monde actuel l'interaction des trois insuffisances de contrôle.

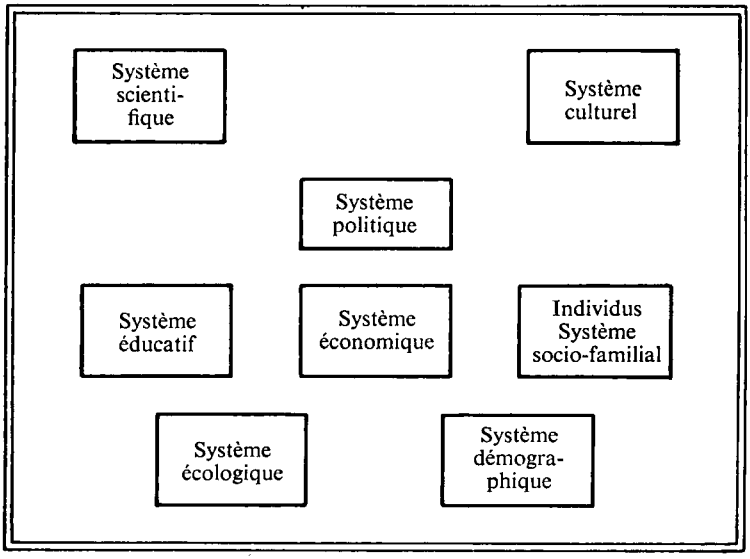


Figure 1.

Les sous-systèmes du système global (pour une nation seulement) (pour chaque sous-système, il existe des liaisons avec tous les autres).

Les contraintes de l'écologie

Avec le sens trop général donné au terme de ressources, le système écologique peut être considéré comme fournissant des ressources — un gisement de plomb, la vue du grand Canyon, un hectare de tchernoziom, des bancs de thons — à l'ensemble du système global et comme subissant en retour des *transformations* dont l'occupation de terrains urbains, l'usage d'engrais et l'emploi de pesticides sont des exemples parmi bien d'autres.

Il est commode de séparer les *ressources* en reproductibles et non reproductibles bien qu'en fait il y ait un continuum et qu'avec des coûts de plus en plus élevés, certaines ressources non reproductibles puissent être reproduites. A un extrême, un gisement de charbon ou une espèce disparue ne sont pas reproductibles, même avec un coût infini. A l'autre extrême, la fourniture de blé par des terres agricoles, le maintien de la population d'une espèce protégée sont des phénomènes reproductibles... Entre les deux, certains sites défigurés peuvent être restaurés grâce à des travaux plus ou moins considérables.

Quant aux *transformations* que subit le système écologique dans ses relations avec les autres systèmes, elles ne sont pas de même nature selon qu'il s'agit :

— de modifications dans la distribution géographique des ressources,

— de l'épuisement des ressources non reproductibles,

— de l'atteinte des limites d'exploitation des ressources reproductibles,

— de la régénération et de l'empoisonnement des ressources reproductibles.

La distribution géographique des ressources qui définit le tracé des frontières a toujours été l'un des facteurs et l'un des résultats de l'Histoire. Même de nos jours, la localisation des villes, les grandes voies de communication fluviales, les climats, la répartition des espèces végétales et animales sur terre et dans les océans, l'emplacement des grands gisements d'énergie et de minerais conditionnent la puissance, le mode de vie ou le niveau de vie. Les conflits pétroliers entre les pays consommateurs et les pays en voie de développement assurant l'essentiel de la production sont le premier exemple d'un monopole bilatéral à l'échelle mondiale résultant entièrement de la géographie. A cet égard, le système écologique contraint les nations à ces inter-relations de grande envergure que constitue le commerce international tout en exacerbant leurs rivalités pour la possession des ressources rares.

L'épuisement des ressources non reproductibles obéit à un méca-

nisme simple, quoique sensiblement plus complexe que ne l'envisage l'imagerie populaire. Pour cette dernière, le niveau des réserves est donné et toute consommation le diminue d'autant. En fait, à un moment précis :

— tous les gisements ne sont pas connus ;
— les coûts et les prix futurs sont prévus avec incertitude ;
— sont en exploitation tous les gisements pour lesquels le coût total de production sur la vie du gisement, compte tenu des prix présents et prévus des facteurs, est inférieur aux recettes prévues compte tenu des prix de marché probables qui équilibreront l'offre et la demande.

La découverte de nouveaux gisements très rentables peut donc entraîner l'abandon de gisements en cours d'exploitation ; la hausse de la demande résultant de la croissance démographique et économique se traduit par une hausse des prix et a donc pour conséquence l'ouverture de nouveaux gisements et l'augmentation des réserves exploitables. Symétriquement, l'épuisement des sites accroît les coûts de production, freine la demande et oblige donc à substituer d'autres matières premières à cette matière première devenue plus rare.

Le drame de cette évolution est que l'humanité qui a une préférence très forte pour le présent (aux taux d'intérêt habituels, ce qui se passe dans quelques dizaines d'années n'a aucune importance) et qui est incapable de faire des prévisions correctes à long terme, consomme à des usages où les substitutions seraient faciles et peu coûteuses des matières premières dont l'absence (ou la rareté) diminuera très fortement le revenu de nos lointains descendants. En d'autres termes, *les systèmes politiques qui n'exercent qu'une régulation à court terme, sont indifférents à la situation de nos descendants dans 100 ans.* « D'ici là, le roi, l'âne ou moi seront morts (La Fontaine). » Si un tel comportement était sans danger il y a quelques siècles, car le niveau de consommation des réserves était négligeable par rapport à leur montant, il n'en est plus ainsi avec l'explosion démographique et économique présente. Le mérite du Club de Rome est d'avoir attiré l'attention sur ce problème.

L'*atteinte des limites d'exploitation des ressources reproductibles* constitue un aspect très différent des liaisons du système social et du système écologique. Les services de la terre, par exemple, sont renouvelés chaque année, mais le total des terres disponibles — malgré les possibilités de récupération — est une donnée et au fur et à mesure que l'on approchera de la limite, les conflits entre les différents usages (l'urbanisation, l'industrie, les voies de communication, l'agriculture, le tourisme) deviendront de plus en plus

violents. Il n'y aura plus à la marge ce qui a toujours existé : des ressources reproductibles sans valeur parce que lointaines ou peu fertiles... et parce que la demande pouvait être satisfaite par des ressources de meilleure « qualité » économique. Là encore, le phénomène économique est assez complexe, car l'offre, la demande, les coûts de production et les prix interfèrent généralement avec des déséconomies externes non facturées. L'utilisation des terrains dans le centre d'une ville, la vue de Venise l'été, le service d'une autoroute, l'usage d'un aéroport proche d'une ville engendrent, en dehors des mécanismes de tarification et de compensation appropriés, des nuisances de types variés (bruits, encombrements, pollution de l'air ou de l'eau, etc...). Toutes choses égales par ailleurs, la croissance démographique développera ces nuisances toutes les fois que seront atteintes les limites des ressources reproductibles. Mais ces nuisances sont réversibles : En supprimant l'aéroport, on supprime le bruit. En contingentant la visite à Venise, on permet aux élus d'en profiter.

Le lien est donc évident entre le problème des limites des ressources reproductibles et *l'empoisonnement ou la régénération des ressources reproductibles.* L'empoisonnement revêt une double nature, réversible comme pour le brouillard à Londres, irréversible comme pour la destruction de biotopes ou les mutations du patrimoine génétique d'une espèce sous l'effet de radiations. Naturellement, la science compense partiellement le phénomène en entretenant ou en régénérant des terres arables et en commençant à appliquer les découvertes de l'éthologie pour la conservation des biotopes.

Le manque de contrôle hiérarchique du système international rend beaucoup plus difficiles les accords empêchant l'empoisonnement par l'humanité des ressources reproductibles, car le seul à ne pas observer la règle en tire à court terme des avantages considérables.

Ainsi, la nature du déséquilibre entre le système écologique et les autres systèmes est parfaitement claire : *Tandis que d'un côté, la science aide à protéger le système écologique, de l'autre elle facilite l'explosion démographique et la croissance économique dont la conjonction dilapide les ressources non reproductibles et empoisonne les ressources reproductibles, les systèmes politiques étant incapables d'assurer le contrôle parce qu'ils privilégient le proche avenir et sont en concurrence entre eux.*

Dans l'état actuel des recherches, personne ne sait si les problèmes écologiques freineront l'évolution de l'humanité dans cent ans ou dans plusieurs siècles, mais nul ne peut échapper à la constatation désagréable que l'écologie impose des limites à la croissance et notamment à la croissance démographique.

L'explosion démographique

Grâce aux travaux de la génération d'Alfred Sauvy (1), les phénomènes démographiques offrent moins de mystères que les relations écologiques, sauf sur un point capital, celui des facteurs psychosociologiques qui conditionnent la fécondité d'une population :

— Au centre, la trame des processus de naissance et de mort qui, à partir d'une distribution donnée de la population par âge et par sexe, la fait évoluer lentement dans son volume et sa composition.

— Ensuite, l'action des variables qui modifient la natalité et la mortalité, que ce soit la science prolongée par la médecine qui abaisse la mortalité infantile, réduit les cas de stérilité, allonge les espérances de vie des vieillards, ou l'environnement écologique qui définit les possibilités de nutrition ou encore le système économique qui, par la distribution des revenus, les conditions de l'habitat et les conditions de travail, module à la fois les risques de maladie et les possibilités de se soigner et de se nourrir ; qu'il s'agisse des normes culturelles qui influencent le comportement sexuel, l'âge du mariage, la taille de la famille ou des règles édictées par le système exécutif national lorsqu'il interdit ou facilite l'avortement, distribue ou non des allocations familiales...

— Enfin, les effets des données démographiques sur les autres systèmes : nombre d'enfants à scolariser, volume d'emplois à assurer, quantité de ressources naturelles à consommer, demandes auxquelles doivent faire face les systèmes politiques nationaux avec les impulsions belliqueuses qui y sont parfois liées, capacités procurées aux gouvernements pour mener des guerres offensives ou défensives...

Mais l'essentiel est la rupture de l'équilibre du fonctionnement de ce système sous l'influence de la médecine. A cause du caractère cumulatif de la démographie (les enfants engendreront les enfants), l'explosion démographique actuelle ne sera pas éteinte avant longtemps et elle fait planer sur l'humanité une *double menace*, celle de la *diminution des ressources individuelles pour des raisons écologiques*, celle d'une *guerre nucléaire*, si elle renforce des *impulsions belliqueuses irréversibles chez les peuples disposant de l'arme nucléaire.*

Les grandes statues de l'île de Pâques sont les témoins muets d'une culture éclose dans l'immensité du Pacifique, puis détruite

---

(1) Alfred Sauvy, Théorie générale de la population. PUF, Paris, 1952-1959.

il y a deux siècles dans des guerres de surpopulation. La Terre roule aussi dans l'océan de la galaxie.

Or, le seul élément qui a été établi en matière de fécondité naturelle est, semble-t-il, que la natalité baisse lorsque le niveau de vie est suffisamment élevé. Pour aller au-delà, il faut une action énergique de l'exécutif. Or, nombreux sont les gouvernements — à part ceux des pays énormes comme l'Inde ou la Chine — qui répugnent à y recourir à cause de la *concurrence entre les peuples. Le système international, déjà dangereux par d'autres effets de son absence de hiérarchie, l'est donc aussi parce qu'il développe une concurrence démographique qui a de grandes chances de créer les conditions d'une guerre nucléaire générale.*

Il renforce dès lors les conséquences d'un déséquilibre dont l'origine est dans la science.

L'autonomie de la science

La science est le plus étonnant exemple de système auto-organisé :

Il a d'abord sa *dynamique propre.* A la base, une boucle de réaction simple qui, partant d'observations et d'expériences, conduit à la construction de modèles, puis à la déduction de leurs conséquences, à de nouvelles observations et expériences, à la constatation d'écarts, à la transformation des modèles, au retour à l'expérience aléatoire puisqu'elle implique le pouvoir de création d'individus et la prise en compte par ces individus des événements que sont les observations. Mais sur cette boucle, sont construites d'autres boucles plus générales dans un ensemble partiellement hiérarchisé, car d'un ensemble de modèles partiels, les théoriciens infèrent des modèles plus généraux qu'ils soumettent aussi à l'expérience : Le modèle de la mécanique classique n'est qu'un cas particulier de la relativité restreinte, elle-même cas particulier de la relativité généralisée. Les théories de l'électricité et du magnétisme sont fusionnées par les équations de Maxwell. En biologie, le développement de la théorie génétique de Mendel à Watson est analogue. Dans cette construction progressive de la science fondamentale dans une discipline, il n'y a pas de plan. La résolution — incertaine — de chaque problème crée une nouvelle situation tactique, entraîne une réorganisation du système et permet d'autres stratégies. Quoi que l'on écrive à l'heure actuelle, et nous y reviendrons, sur l'importance pour la science de l'idéologie ambiante, il faut être conscient de l'immensité de l'énergie interne de la science. La soif de connaissance, la curiosité inextinguible des savants, leur désir d'acquérir le *prestige* de la reconnaissance par leurs pairs font de la science un véritable torrent.

Mais la dynamique de la science ne s'exerce pas qu'au niveau de

chaque discipline. Elle se poursuit, au fur et à mesure du développement des capacités théoriques et expérimentales, par l'ouverture de nouvelles disciplines et par l'établissement de ponts entre elles. Malgré leur schématisme simpliste, il y a, dans les « lois » d'Auguste Comte, sur l'ordre d'apparition des sciences, la constatation d'un phénomène qui tient, *pour une part*, aux difficultés conceptuelles et méthodologiques des diverses sciences. C'est un fait que les problèmes soulevés par la biologie sont plus difficiles que ceux de la physique et de la chimie *au moment du « décollage »*, que l'économie *à ses débuts* est plus facile que la psychologie et cette dernière que la sociologie.

— Mais le système scientifique est aussi *soumis au système culturel* et cela de multiples manières. Tout d'abord, la science a eu à lutter, pas à pas, contre la religion et contre toutes les philosophies qui défendaient une certaine conception privilégiée de l'homme et de son destin. Cette religion et ces philosophies se sont battues pour chaque bastion, depuis les lointains avant-postes (la dissection des cadavres, « Et pourtant, elle tourne ») jusqu'au donjon de l'irréductibilité du psychologique en passant par l'animal-machine, le dogme de l'impossibilité de reproduire la vie, le refus de la mathématisation des sciences sociales, le rejet de la psychanalyse. L'ordre d'apparition des diverses disciplines résulte donc à la fois de leur difficulté intrinsèque et de la force de résistance de l'idéologie collective.

Cette idéologie se manifeste aussi, notamment en sciences humaines, à un niveau plus tactique. Par exemple, la théorie de l'optimum économique est comme nous l'avons vu « politiquement » neutre puisque l'optimum peut être réalisé soit par la concurrence parfaite, soit par la planification parfaite et qu'aucun de ces régimes n'est totalement possible. Mais, historiquement, compte tenu de l'idéologie, la théorie de l'optimum est partie de réflexions sur la concurrence réelle et a été présentée essentiellement comme une justification de l'efficacité de cette concurrence. C'est sous l'influence des transformations du système culturel que la science économique actuelle s'intéresse davantage à la croissance, aux biens collectifs, à l'intervention de l'Etat.

Symétriquement, le succès de la science dans son domaine propre comme dans ses applications a modifié le système culturel. La Foi, l'Autorité, la Règle, en sont sorties bouleversées : La manière dont s'effectue le passage de l'adolescence à l'âge adulte, la résolution du complexe d'Œdipe à la puberté en ont été totalement transformées. D'un côté, les individus ont accepté la science qui donne le *moyen* d'atteindre les objectifs *particuliers*, de l'autre ils ont refusé la dis-

cipline que cette énorme production du néo-cortex devrait imposer aux pulsions des couches les plus profondes du système nerveux. Tout le problème du singe nu est qu'il est toujours un singe, mais qu'il peut réaliser ses moindres désirs et qu'il sait que toute Autorité peut être détruite par la connaissance. Il n'y a qu'un pas de la science à la sociopsychanalyse contemporaine.

— Les liens de la science et du *système économique* sont mieux connus : Découvertes qui dorment (comme la production d'aluminium par électrolyse) tant que les conditions de rentabilité ne sont pas réunies, branches d'activités entières nées d'un progrès scientifique, allocation des budgets de recherche appliquée en fonction de la dynamique propre du système économique, influence ultérieure de la recherche appliquée sur la recherche fondamentale, refus de certains chercheurs pour les travaux qu'ils n'ont pas envie de faire (même si ce refus est justifié par de nobles arguments)... Tout a été dit, mais souvent d'une manière primaire et univoque, car aucun des deux systèmes n'est contrôlé par l'autre.

— La situation est très semblable en ce qui concerne *le système politique* : Par les crédits qu'il accorde, les postes de chercheurs qu'il crée, il canalise le développement de la science, mais les milieux scientifiques se défendent en s'infiltrant dans le système administratif et en utilisant les propriétés de ce système et le caractère ésotérique de la science pour échapper de fait à une grande partie des contrôles. La contrainte la plus forte du système politique sur la science fondamentale s'exerce sans doute par l'intermédiaire de la recherche appliquée où les considérations militaires sont essentielles.

Dès lors, il n'y a pas de bonne ou de mauvaise science. Il y a des moyens permis par la science et mis au service des objectifs partiels et contradictoires des systèmes nationaux. Il en a été ainsi de la chimie qui a permis l'artillerie, du moteur à explosion qui a donné naissance au char de combat, des recherches sur l'atome aux conséquences connues. Plus récemment, l'économie appliquée et la recherche opérationnelle ont été assimilées de manière identique.

Mais, avec le développement des sciences humaines, la nature des relations entre le système politique et le système scientifique se transforme. Car, *sans donner d'objectifs*, la science réfléchit maintenant sur la manière dont se construisent les objectifs, sur les relations de pouvoir au sein des collectivités, sur la prospective sociale des décisions. *L'ébranlement des collectivités humaines par des réflexions scientifiques (et non plus philosophiques) sur elles-mêmes ne fait que commencer.*

— Quant au *système démographique* enfin, son développement

cancérigène, engendré par la science, pourrait à son tour s'effondrer sous cet autre produit de la science que sont les bombes thermonucléaires.

Le phénonème de la science renforce donc singulièrement les conclusions des chapitres VIII et XI : *Mal contrôlée dans son développement par la collectivité grâce à son extraordinaire dynamisme interne, la science fournit aux systèmes politiques une énorme puissance qu'ils mettent au service de leurs objectifs à court terme, partiels et violemment antagonistes.* Elle rend dramatique pour l'humanité l'existence des trois niveaux d'insuffisance de contrôle.

Que pèsent contre cet ouvrage les discours sur l'influence de la raison, les credos des contre-cultures, les marches de protestation des savants, le rejet du rationnel et de la civilisation ? Que peut-on attendre de l'évolution du système culturel ?

La profondeur des lents changements de la culture

Il n'y aurait de pire danger qu'une théorie des systèmes sociaux limitée à la dynamique des organisations et des structures. Depuis l'origine, en symbiose avec les évolutions de l'environnement, de la physiologie, de l'organisation sociale, se poursuit une évolution culturelle, à la fois autonome et interconnectée, mais le « sous-système culturel » est d'une telle complexité qu'il est l'un des moins bien étudiés, à la fois dans *sa dynamique propre, sa reproduction d'une génération à l'autre* et *ses relations avec tous les autres sous-systèmes.*

Ce qui frappe tout d'abord dans la *dynamique* de ce système est l'existence d'une double série de clivages en fonction des dimensions du phénomène culturel d'une part, des sous-cultures propres à des groupes religieux, ethniques ou sociaux d'autre part :

— Prenons par exemple la dimension linguistique et nous constaterons qu'une langue se comporte comme un sous-système avec, à chaque instant, son équilibre synchronique fait de phonèmes en opposition, d'une structure grammaticale cohérente, de mots ayant des significations sémantiques compatibles, puis d'une période à l'autre, avec une évolution diachronique qui fait apparaître ou disparaître des phonèmes, modifie les structures, renouvelle le vocabulaire. Certes, cette évolution est sous l'influence de la société, mais la langue elle-même a une résistance plus ou moins forte aux mots nouveaux et facilite ou non les transformations grammaticales car elle a sa propre auto-organisation.

L'évolution d'un art comme la peinture révèle la même construction. A chaque période, il ne peut y avoir indépendance de la forme, de la couleur, de la composition ou du sujet. D'une période à l'autre, c'est par rapport au Musée imaginaire, en fonction de

leurs prédécesseurs, que se définissent les peintres d'une génération, rejetant telle partie de l'héritage et acceptant telle autre. Malgré les influences des autres dimensions culturelles et au-delà d'un groupe social donné, il existe dans la succession des écoles une structure cohérente du « système peinture ».

La même découverte attend l'historien qui suit les transformations du bouddhisme avec leurs embranchements successifs depuis le Hinayana jusqu'au Zen ou au Tantrisme et constate en matière religieuse cette cohérence interne et cette interdépendance culturelle. Les mythes politiques non plus n'échappent pas à ce modèle de développement comme pourrait le montrer une analyse du marxisme de Marx et Engels à Trotsky, Lénine, Staline, Lukacs ou Mao Tsé Tung. Les mythes ont leur vie propre parce qu'ils ont une structure.

— Mais, il existe d'autres clivages que ceux dus à la cohérence des caractères d'une même dimension culturelle ; ce sont ceux qui résultent de l'organisation de la culture d'un groupe social homogène. Le mode de vie du bourgeois occidental au XIX^e^ siècle est cohérent avec une certaine conception de l'art, une certaine façon de croire et de pratiquer la religion, une manière particulière d'utiliser sa langue, une forme de credo politique. Ces sous-cultures globales sont, par tel de leur aspect, en conflits permanents, avec des mécanismes qui accroissent l'intensité des luttes et par tel autre, en harmonie avec des régulations qui renforcent la cohésion...

Dans le monde contemporain, trois caractères marquent profondément cette dynamique culturelle :

- la rapidité des changements (que l'on pense aux successions haletantes des types de peintures de Courbet à l'Op'Art),
- l'intensification des liaisons entre les cultures de tous les groupes, qui est une autre façon d'exprimer la submersion du monde par la civilisation occidentale.
- l'incohérence des systèmes culturels sous le choc des bouleversements des connaissances et de la société, avec peut-être l'apparition des premiers symptômes d'une culture future.

Ces trois caractères sont très liés *à la manière dont un système culturel se reproduit d'une génération à l'autre* dans des sociétés humaines où coexistent des transmissions *conscientes* amplifiées de nos jours par l'explosion des mass-media et la généralisation de l'enseignement et des transmissions *inconscientes* qui résultent des conditions dans lesquelles à chaque génération, se construisent, psychanalytiquement les personnalités. Dans ce domaine de l'inconcient, la révolution scientifique et technique a été favorisée, nous le savons, parce que les fils à la puberté sont devenus capables

de résoudre leur conflit œdipien en assumant leur agressivité fantasmatique contre le Père, en rivalisant avec lui pour le châtrer inconsciemment et s'identifier à lui au titre de Père idéal. Mais, progressivement, la révolution industrielle a affaibli les Institutions socio-culturelles dont la fonction était d'endiguer l'agressivité humaine. Puisque plus rien n'est vrai que la Science et que ses découvertes déconcertent toutes les générations sous toutes les cultures, l'idéal technologique a tendance à s'imposer à l'homme, ruinant l'acquis culturel antérieur dans un phénomène d'acculturation technique. Au principe d'autorité, incarné par le père naturel et les pères sociaux, principe qui tenait l'organisation sociale, succède un principe d'efficacité qui met bien moins en jeu la dimension inconsciente et qui n'évoque au niveau inconscient qu'une résonance magique. Pour les adolescents, pour lesquels se produit toujours au moment de la puberté une fusion des images paternelles et des images sociales du père, « le père, quels que soient par ailleurs ses caractères personnels et familiaux est, du fait de la révolution technique et industrielle, vécu comme infiltré d'éléments maternels archaïques. Dès lors, il ne peut plus remplir son rôle de médiateur vis-à-vis des images maternelles archaïques. Et, en ce cas, pour les adolescents, confrontés à un mixte Père-Mère, ne pouvant plus prendre appui sur l'image paternelle, ne pouvant plus s'identifier à elle, il devient très difficile de dépasser le conflit œdipien ([2]) ». Placés devant un conflit œdipien quasi insoluble, les jeunes des nations développés n'ont de sortie que vers la régression et la projection au lieu et place de la progression et de l'identification qui constituaient l'issue normale. Ils ne veulent pas devenir comme leur père :

— d'une part, ils régressent vers un type de relations plus archaïques à la mère et trouvent dès lors une résonance dans le Marcuse d'« Eros et civilisation »,

— d'autre part, ils projettent leur agressivité sur l'héritage, le Père, les institutions, la société.

Par cette régression et cette projection, ils perçoivent inconsciemment le Pouvoir social à l'image d'une Mère archaïque, toute puissante et castratrice. « Cette régression implique à l'extrême la destruction de la société, de l'image paternelle, des traditions du Moi, dans un retour au non-être vécu comme une fusion avec la Mère archaïque, voire dans un retour fantasmatique à l'intérieur du corps de la Mère ([3]). »

([2]) Gérard Mendel, La crise des générations, Payot, Paris, 1969.
([3]) Gérard Mendel, *op. cit.*

L'homme placé dans la situation éminemment critique qui est actuellement la sienne, peut dès lors adopter deux positions régressives :

1. La première correspond à la tentation de l'archaïsme : revenir au stade d'avant la révolution néolithique.

2. La seconde se traduit par le mirage du fascisme : tenter de retrouver « la position traditionnelle d'après la révolution néolithique dans laquelle l'individu était « protégé » par un père social ».

Mais, indépendamment des impasses de l'anarchisme et du fascisme, les nouvelles bases sociopsychanalytiques du système culturel contemporain peuvent lentement donner naissance à une nouvelle culture et de nouveaux comportements.

C'est avec cette complexité et cette épaisseur que le système culturel entre *en relation avec tous les autres sous-systèmes* :

— la *science* que les valeurs de curiosité intellectuelle ont permise dans le passé, qui a conquis son indépendance dans les dures luttes avec la Foi, qui a ensuite étendu son impérialisme idéologique, sous une forme authentique ou frelatée, sur toutes les autres dimensions (la Christian Science, le marxisme scientifique, le cubisme qui veut retrouver comme la science la réalité des objets) et qui, par des chemins psychanalytiques compliqués suscite maintenant une réaction culturelle où se mêlent le rejet du Pouvoir et le refus du rationnel ;

— le *système démographique* où la natalité dépend de la culture, mais où les caractéristiques de la population conditionnent les attitudes des groupes d'âge et projettent ou affaiblissent à l'échelle de la collectivité, l'affectivité de la jeunesse ;

— l'*environnement écologique*, d'abord perçu comme un inépuisable réservoir par une culture conquérante et agressive, puis curieusement, comme une co-victime de l'aliénation engendrée par le système global contemporain ;

— le *système économique* dont nous avons suivi les interactions avec le système culturel, depuis l'aube du capitalisme et la volonté de puissance et de réussite de la bourgeoisie, jusqu'à la mise en cause de la société de consommation, à travers l'accession des valeurs prolétariennes de sécurité et de justice sociale ;

— le *système éducatif* dont une des fonctions est de transmettre la culture et qui contribue à assurer à la fois la permanence de cette culture et l'irréversibilité de ses changements ;

— le *système socio-familial* qui diffracte la culture en sous-cultures particulières et où coexistent les groupes conservateurs qui assurent le maintien et la pérennité du système culturel et les

groupes innovateurs porteurs des contre-cultures dont certaines deviendront les cultures dominantes du lendemain.

— le *système politique* enfin, dont nous avons vu à la fois qu'il se construit en même temps qu'une culture et qu'il cherche à la maintenir pour assurer la continuité des diverses formes de soutien.

Aussi, avec le système culturel, la réflexion est au centre de régulations multiples et fondamentales pour le système global : Les unes sont superficielles et inquiétantes. S'appuyant sur la valeur magique du langage et sur la propagation d'informations par exception, elles amplifient le rôle des mythes et notamment des mythes politiques et contribuent à rendre dangereuses les insuffisances de contrôle. D'autres sont plus profondes et sont en train de changer l'acquis inconscient et conscient des grands groupes humains. Par elles, de nouvelles dispositions psychiques vont à leur tour modifier les structures et les régulations des systèmes politico-sociaux. Ces transformations qui sont les premières à déboucher sur une lueur d'espoir (peut-être parce que nous les connaissons si mal) compenseront-elles les insuffisances de contrôle et le feront-elles à temps ?

La réponse pourrait dépendre pour une part de l'évolution des deux derniers systèmes partiels et notamment de l'éducation.

La lourde puissance de l'éducation

Le système éducatif mérite d'être isolé à cause de son rôle essentiel dans la formation des objectifs et des comportements individuels.

Ce système est tout d'abord — et on l'oublie trop souvent — une énorme machine administrative avec les problèmes correspondants. En dehors de ses causes profondes, la crise de l'Université française en 1968 est due à la croissance trop rapide d'une administration bureaucratique à la suite de la démocratisation de l'enseignement et de l'arrivée des jeunes nés après la guerre. Nulle entreprise de cette taille, à la fois centralisée et sans directions fonctionnelles véritables, n'ayant connaissance ni des besoins du marché, ni des attitudes et des aspirations de ses employés (les élèves et les étudiants), ne s'intéressant pas à ses cadres (les professeurs), démunie de centres de recherche (sur les techniques pédagogiques, sur le rôle des hommes dans la société), n'aurait pu supporter un tel développement sans explosion. D'autres pays ont évité ce choc parce que le fonctionnement de leur Université était meilleur, mais tous subissent les contraintes d'une organisation de masse.

C'est sur cette toile de fond administrative qu'évolue le système éducatif en étroite liaison avec le système scientifique et culturel.

Nul ne semble avoir remarqué à quel point sa *dynamique propre* s'apparente à celle d'une reproduction asexuée :

— Tout d'abord, ce sont les professeurs qui engendrent les professeurs. Le système est donc dominé par ceux qui n'en sont pas sortis et qui, pour cette raison, sont à la fois conservateurs et contestataires. Conservateurs à l'intérieur où ils privilégient les valeurs de la caste, recherchent l'appréciation de leurs pairs à travers de subtiles nuances hiérarchiques et œuvrent pour la permanence de l'organisation ; contestataires vers l'extérieur, qu'ils observent presque comme des étrangers et qu'ils critiquent sans s'appuyer sur des réalités concrètes en trouvant dans le sentiment de leur supériorité intellectuelle la fraîcheur qui apaise les brûlures des frustrations de la société.

— L'autoreproduction des professeurs et les contraintes d'une grande organisation assurent, génération après génération, par le biais des programmes et des méthodes d'enseignement, la diffusion stable de la science et de la culture de la société telles qu'elles sont perçues par le système éducatif. C'est le phénomène de la reproduction des chromosomes à l'identique. Il fonctionne avec une efficacité incomparable par rapport à ce qui se fait dans d'autres cantons du Social : L'âge des enfants, la régularité de l'enseignement, le contrôle des connaissances, tout concourt à rendre indélébile la trace du système éducatif. On ne sait bien que ce que l'on a appris à l'école. Or, l'école est le seul système qui agisse de manière relativement homogène sur la majorité de la population. D'où cette première conclusion : *Le système éducatif est un puissant stabilisateur de l'évolution des systèmes sociaux.*

— Mais simultanément, dans le domaine scientifique et culturel, la créativité est incessante au sein du système éducatif. Encouragée par le milieu, facilitée par l'absence des contraintes d'application, stimulée par les échanges avec les groupes de jeunes, elle apparaît à tout instant comme les mutations des gènes. Lorsque ces mutations restent isolées, la structure même du système s'oppose à leur propagation, mais lorsqu'elles forment des sous-ensembles cohérents, le contraire se produit. De frein, le fonctionnement du système devient propagateur et c'est au service de ces chromosomes transformés qu'il met toute sa puissance. Pour la collectivité, *le système éducatif est donc aussi « une centrale de projets » et un diffuseur qui assure, au-delà d'un certain seuil, la diffusion définitive de nouvelles valeurs.* Mais tout comme ailleurs, les projets nés dans le creuset de l'Université ne peuvent saisir que des aspects partiels de l'histoire humaine et dans leur utopie simplificatrice ne peuvent arracher l'humanité à son destin.

C'est autour de cette dynamique à double fonctionnement que

s'organisent les liaisons du système éducatif avec les autres sous-systèmes.

— Plus l'autonomie des sous-systèmes *politiques* est forte et plus le couplage entre le système politique et le système éducatif est faible. Même dans l'ère post-stalinienne, l'URSS assure un contrôle très strict de ses universités, tandis que ce contrôle est très faible dans des pays comme la France. En dehors du contrôle de l'emploi des ressources considérables qu'il met à la disposition du système éducatif, le système politique s'efforce essentiellement de maîtriser les attitudes et les comportements dans la transmission des valeurs et cela *pour renforcer le soutien*. Réciproquement, la tendance du système éducatif est de mettre en cause le fonctionnement du système politique sauf, dans de courtes périodes, où des tensions internes ou externes mettent en danger l'existence d'un système politique dont les valeurs sont proches de celles de la majorité des éducateurs.

— Quant à l'influence du *système économique* sur le système éducatif, elle s'exerce par de multiples circuits : un circuit direct résulte de l'importance des débouchés offerts aux diverses formations ; un premier circuit indirect correspond à l'orientation de la recherche appliquée (le système scientifique et le système éducatif étant reliés ensemble par des institutions communes et par de nombreuses personnes ayant la double appartenance) ; un second circuit indirect passe par l'influence du système économique sur les valeurs du système culturel puis par l'impact de ce dernier sur le système éducatif ; enfin, les différents groupes économiques ou classes sociales ont souvent engendré dans l'histoire leur propre sous-système éducatif.

En sens inverse, les liaisons sont de même nature : fourniture d'étudiants plus ou moins bien adaptés aux possibilités d'emploi en échange de dépenses d'investissement et d'exploitation, mise au point de méthodes permettant des progrès technologiques, diffusion de valeurs qui confortent ou transforment le système économique, assistance ou frein à la promotion sociale.

— Ce dernier aspect est au cœur de l'interaction du système éducatif et du *système socio-familial*. Ici aussi, se retrouve le double fonctionnement : Par les barrières d'entrée, les différences entre écoles, la contribution au maintien des valeurs, le système éducatif freine l'évolution du système socio-familial, tout en contribuant dans toutes les sociétés à faciliter l'ascension sociale d'une minorité intellectuellement douée. Réciproquement, par la diffusion de l'éducation, la propagation de nouvelles valeurs, l'acceptation de sa seule hiérarchie interne, il est, lorsque certains seuils sont fran-

chis, le plus puissant levier de modification des structures socio-familiales.

— Reste la démographie qui, même si elle ne joue que par le nombre des hommes, est pour tous les pays, surtout les plus pauvres, l'origine d'un immense défi pour tous les systèmes éducatifs du monde.

Pour l'histoire contemporaine, les conséquences du fonctionnement des systèmes éducatifs n'ont rien d'univoque : *Pris au milieu de la tornade d'une démographie galopante et d'une démocratisation rapide, incapables de résoudre leurs problèmes d'organisation, ces systèmes restent des stabilisateurs des systèmes sociaux contemporains et, à ce titre, ne préparent pas l'humanité à répondre aux défis auxquels elle va être confrontée, dans le même temps que les mutations qui s'y produisent vont engendrer un basculement vers la diffusion des nouvelles valeurs liées à la crise socio-psychanalytique moderne sans que rien n'assure que les modèles qui en résulteront soient réellement adaptés à la maîtrise de l'histoire.*

Au cours de la période de transition, l'explosion du nombre des individus instruits, si souhaitable du point de vue de l'efficacité et de l'égalité, créera pour l'humanité des conditions infiniment dangereuses, car devant l'impossibilité de transformer à temps les conditions d'égalité, de liberté et de participation, l'adaptabilité des systèmes politiques sera mise à rude épreuve en face de l'agressivité exacerbée par la connaissance des fractions croissantes des populations. Une étincelle de plus dans la poudrière.

En dépit de ce pronostic réservé, subsiste une certitude : Il ne peut y avoir de réponse à l'espérance humaine qui ne suppose une transformation de nos systèmes éducatifs, carrefour de communication vers tous les sous-systèmes et notamment le système socio-familial.

La contribution ambiguë de la famille et des groupes sociaux

En dehors d'une analyse en profondeur de ce système (elle dépasserait les dimensions de ce livre), deux faits majeurs à prendre en compte dans le constat :

— Cellule élémentaire de l'organisation sociale, la famille est le creuset de la construction sociopsychanalytique de la personnalité de base. Les transformations de l'Inconscient chères à Mendel et à une partie des psychanalystes contemporains sont donc liées à des transformations de la famille dans les collectivités occidentales avec sa réduction au couple, la fragilité du mariage, l'affaiblissement des Pères, les essais de collectif, les enfants des Kibboutz. Et la famille des multiples sociétés en voie de développement connaît des bouleversements encore plus révolutionnaires, qui auront

sans doute un impact profond sur les espoirs et les angoisses cachés au cœur de l'Inconscient de leurs enfants. Mais ces changements d'une régulation fondamentale, inséparables de l'évolution du système culturel ne nous livrent pas de message clairement déchiffrable : S'ils ouvrent un espoir au niveau de la première insuffisance de contrôle, la direction finale, le délai et les phénomènes transitoires sont encore pleins d'obscurité.

— Quant aux groupes sociaux, en parallèle avec leur oligopolisation sous l'influence du système économique, se développe leur fragmentation par âge et par sexe : Numériquement forts, mieux instruits, avec un savoir que le progrès n'a pas encore périmé, voici les jeunes, qui, résolvant à leur manière leur complexe d'Œdipe, rejettent en profondeur les valeurs de leurs aînés, mais substituent malheureusement à des modèles insuffisants du fonctionnement de la société des modèles presque aussi simplistes, mais sur d'autres plans ; agents d'une révolution en marche comme le pense Revel, ils sont la fraîcheur du monde, mais ils ne savent pas que le système, comme ils disent, n'est pas un échaffaudage métallique que l'on peut renverser d'un coup de pied, mais un enchevêtrement de systèmes du destin qui nous enveloppent et nous transcendent et sur lequel nous n'aurons prise que par des actions multiples tirant partie en divers points d'une dynamique complexe.

Représentant la moitié de l'humanité, voici maintenant les femmes qui, grâce à la baisse d'utilité de la force physique individuelle et la généralisation de l'instruction, s'efforcent de se libérer des contraintes différentielles que les collectivités dominées par les hommes leur ont imposées. Leur combat a deux aspects : la lutte d'un groupe social comme un autre pour la liberté, l'égalité et la participation ; la transformation des attitudes, des comportements, des statuts et des rôles du sexe qui conditionne pour tous les humains la construction psychique des deux premières années de la vie et dont les motivations et les pulsions sont peut-être, en liaison avec des fonctions biologiques, moins imprégnées d'agressivité... Mais nul ne sait ce que pourraient être les valeurs « féminines » dans une collectivité où les femmes auraient à prendre pour une bonne part en charge le fonctionnement des systèmes sociaux. D'ailleurs, l'expérience psychanalytique ne semble pas mettre en évidence un Instinct de Mort qui diffère selon les sexes et c'est une femme, Mélanie Klein, qui a contribué à donner à cet Instinct l'importance qu'il a dans la pensée moderne. La libération de la femme sera donc peut-être plus importante par son influence sur l'acquis Inconscient des générations futures que par son impact direct sur les trois insuffisances de contrôle.

Ainsi, *l'évolution du système sociofamilial peut modifier les condi-*

tions d'exercice de la politique, mais seulement au niveau le plus profond par le long détour de la sociopsychanalyse.

Maintenant qu'est apparue dans toute sa subtilité le jeu des insuffisances de contrôle dans le champ des interactions du système global, les conditions sont réunies pour renouer les fils patiemment préparés dans les modèles partiels des chapitres précédents.

L'intégration des modèles partiels

Un modèle de l'histoire contemporaine ne peut se référer à un monde abstrait. Les mécanismes qu'il décrit produisent leurs effets sur une terre finie où coexistent des nations particulières. A l'origine du modèle, en 1815, il y a donc des acteurs de l'Histoire et le modèle doit rendre compte des modifications dans le nombre et les situations relatives de ces acteurs.

Les acteurs de l'Histoire

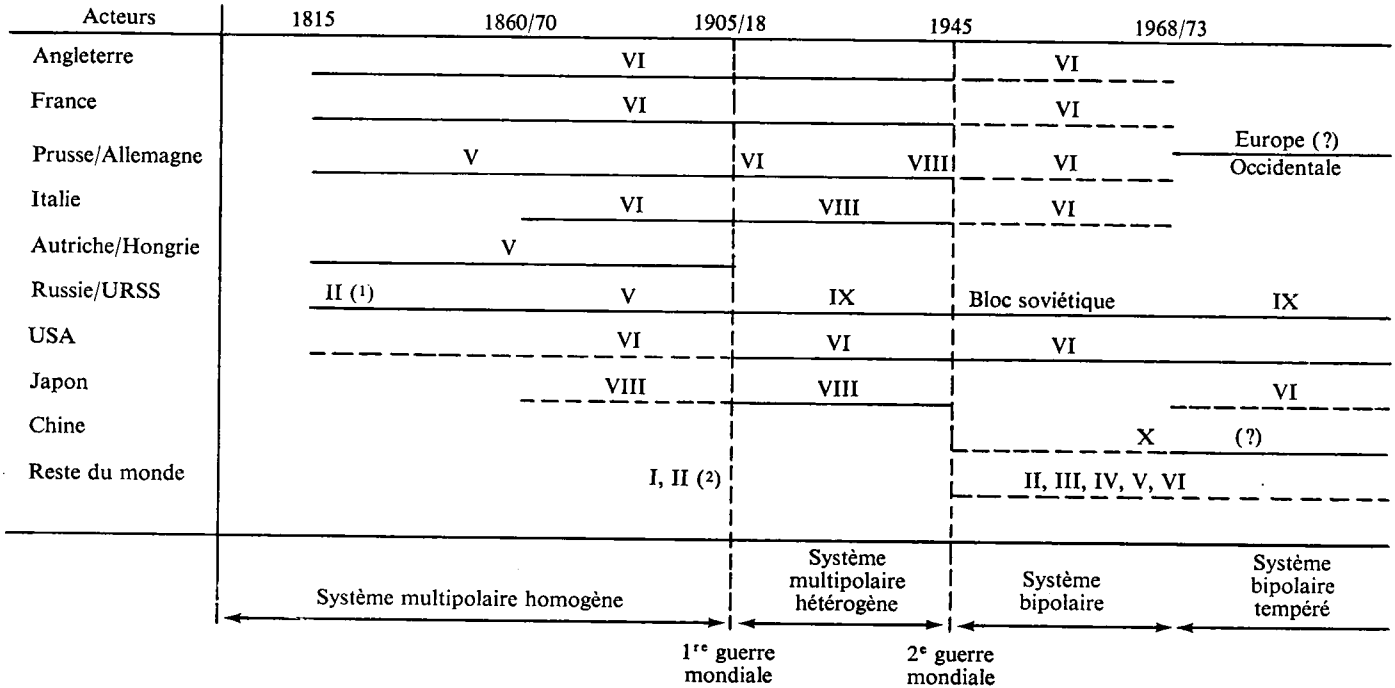
Cinq au départ, ils deviennent six vers 1860/1870 avec l'apparition de l'Italie et la substitution de l'Allemagne à la Prusse. Puis, la période 1905-1918 voit apparaître les USA et le Japon tandis qu'éclate l'Autriche-Hongrie. En 1945, l'effacement des Etats européens et du Japon ne laisse plus en face l'un de l'autre que les USA et le bloc soviétique, héritier de la Sainte Russie, mais vingt-cinq ans plus tard figurent parmi les acteurs le Conglomérat de l'Europe de l'Ouest, la Chine et le Japon tandis que le reste du monde prend une importance croissante.

Le jeu de ces acteurs s'exerce dans le cadre d'un système international qui se transforme (Fig. 2) : Multipolaire homogène de 1815 à 1915 ; multipolaire hétérogène d'octobre 1917 à 1945 ; bipolaire de 1945 à 1970 ; bipolaire tempéré depuis cette date.

L'évolution diachronique des systèmes politico-économiques de ces acteurs se place dans le cadre des grandes structures qu'ont permis de dégager les chapitres VII et VIII : systèmes totalitaires (conservateurs et radicaux), démocratiques, autoritaires ou prémobilisés en ce qui concerne les aspects politiques ; économies précapitalistes, capitalisme, socialisme bureaucratique et socialisme décentralisé en ce qui concerne les aspects économiques. Si l'on tient compte, en matière politique, des protectorats et des colonies, c'est-à-dire des systèmes politiques non autonomes du Tiers-Monde, une typologie croisée comprendrait vingt-quatre possibilités, mais la cohérence des systèmes sociaux semble réduire à une dizaine le nombre de combinaisons réelles (Fig. 3).

Pour les principaux acteurs de l'Histoire, la figure 2 retrace avec une brutalité extrême l'application d'une telle typologie. Ainsi, si l'Angleterre, la France et les Etats-Unis ont connu de

Figure 2.



(1) système bureaucratique centralisé
(2) principalement.

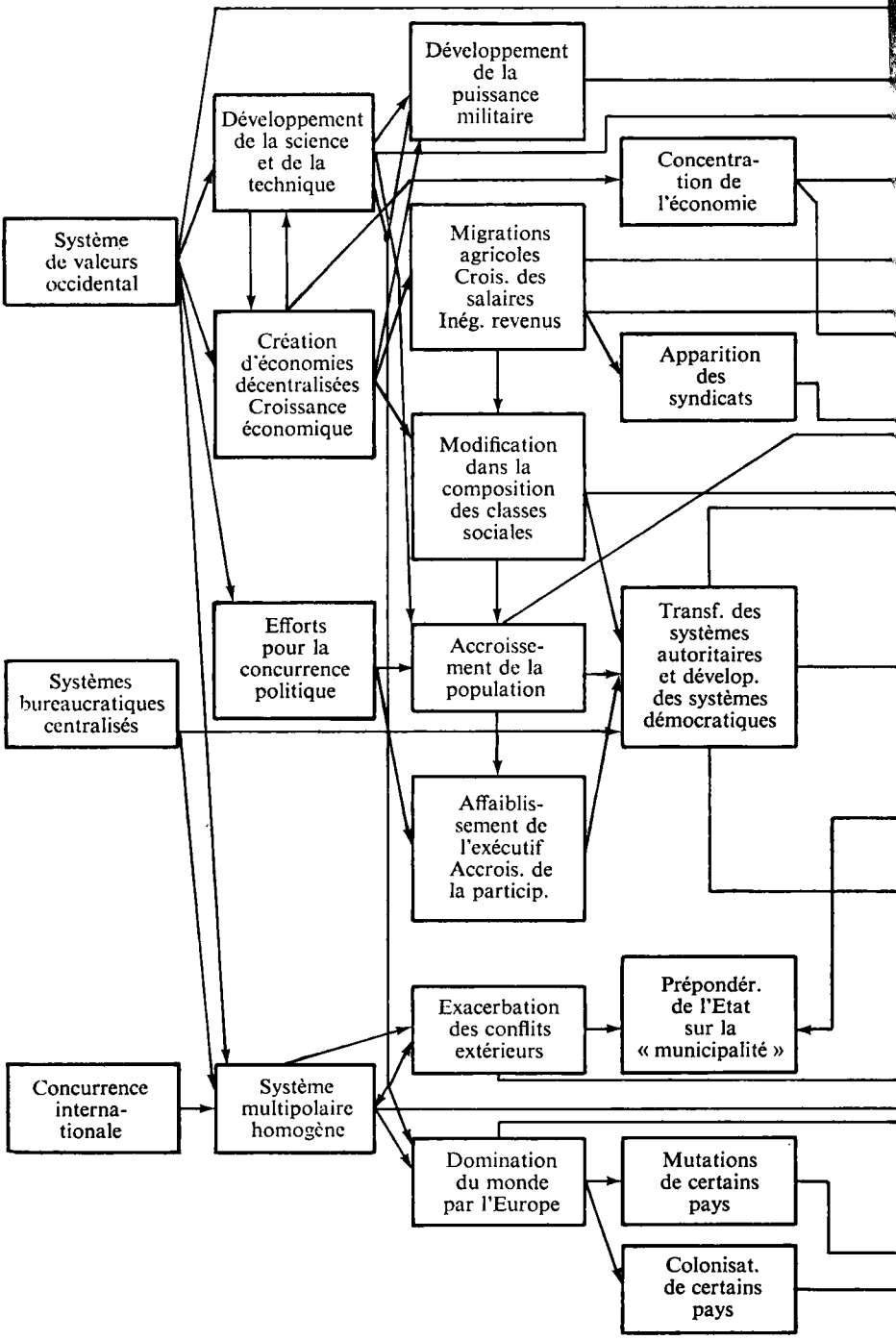
——— acteur essentiel
– – – – acteur secondaire

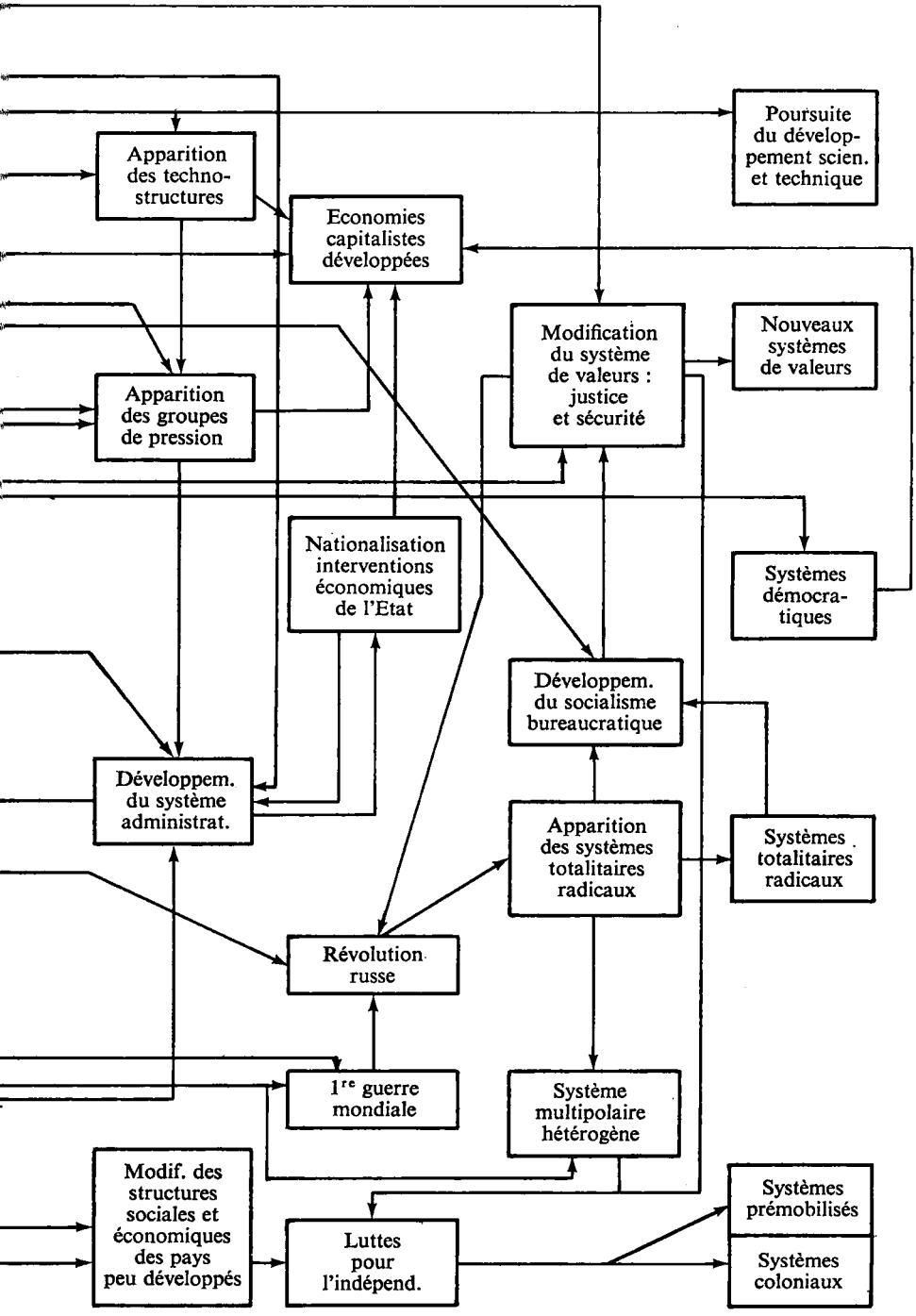
Figure 3.

	Systèmes politiques non autonomes (colonies)	Systèmes prémobilisés (1) — Systèmes bureaucratiques centralisés	Systèmes autoritaires	Systèmes démocratiques	Systèmes totalitaires conservateurs	Systèmes totalitaires radicaux
Economies précapitalistes ...	I	II	—	—	—	—
Capitalisme	—	III	V	VI	VIII	—
Socialisme bureaucratique ...	—	IV	—	—	—	IX
Socialisme décentralisé	—	—	—	VII (2)	—	X (?) (3)

(1) avec autonomie plus ou moins grande des sous-systèmes
(2) sans doute faut-il classer ici la Yougoslavie
(3) est-ce le type de la république populaire de Chine ?

Figure 4. — *Schéma simplifié du modè*




Poursuite du développement scien. et technique
Apparition des techno-structures
Economies capitalistes développées
Modification du système de valeurs : justice et sécurité
Nouveaux systèmes de valeurs
Apparition des groupes de pression
Nationalisation interventions économiques de l'Etat
Systèmes démocratiques
Développem. du socialisme bureaucratique
Développem. du système administrat.
Apparition des systèmes totalitaires radicaux
Systèmes totalitaires radicaux
Révolution russe
1re guerre mondiale
Système multipolaire hétérogène
Modif. des structures sociales et économiques des pays peu développés
Luttes pour l'indépend.
Systèmes prémobilisés
Systèmes coloniaux

bout en bout un système démocratique-capitaliste (avec pour la France les nuances du Second Empire, le soulèvement de la Commune et le court intermède de l'Etat Français), l'Allemagne, née de la Prusse est partie d'un système autoritaire-capitaliste, a connu avec Weimar l'échec d'une première tentative démocratique et n'a abouti au système démocratique-capitaliste dans sa partie occidentale qu'après la dure épreuve du national-socialisme. Au démarrage près, l'Italie a connu un chemin assez parallèle. Quant à l'URSS, son système bureaucratique centralisé avec une économie précapitaliste sera devenu, à la veille de la première guerre, un système autoritaire-capitaliste, puis 1917 fera de ce pays la nation du socialisme bureaucratique dans un système totalitaire-radical. Jusqu'à sa disparition, l'Autriche-Hongrie ne dépassera pas le système autoritaire-capitaliste. Le Japon n'a accédé à un rôle mondial qu'avec un système totalitaire-conservateur, puis après une éclipse de vingt-cinq ans s'est établi dans un système démocratique-capitaliste. La Chine a émergé avec un système totalitaire radical et un socialisme qui se veut décentralisé (mais l'est-il vraiment ?). Le reste du monde a connu, avec des nuances, des économies précapitalistes ou socialistes bureaucratiques et parfois (comme l'Espagne) des systèmes autoritaires capitalistes ou même (comme l'Inde) des systèmes démocratiques-capitalistes.

Mais une typologie n'est qu'une forme fruste de la modélisation. Il faut aller plus loin en revenant aux enchaînements eux-mêmes. Comme un système ne peut se comprendre à un instant donné que par les forces qui ont agi sur lui dans le passé, le système international de 1815 ne pourrait évidemment s'expliquer qu'à partir de toutes les transformations de l'humanité depuis l'époque du singe arboricole, de la fœtalisation progressive de l'espèce et du développement de l'exploration des jeunes mâles. Aussi, faut-il prendre les conditions initiales de 1815 comme une donnée en s'attachant seulement aux évolutions du système à partir de cette date. Les figures 4 et 4 *bis* cherchent à en donner un panorama sommaire, assez souvent contestable, mais qui essaie de réunir en une seule synthèse les aspects politiques, économiques et sociologiques de l'évolution contemporaine. Malgré une complexité qui n'exclut pas la caricature, il s'en dégage une vision cohérente de l'histoire des deux derniers siècles.

1815 : Les conditions initiales

Metternich et Wellington vivent à une période où, depuis des siècles déjà, se continue la volonté inconsciente de la maîtrise du Monde par identification au Père, se poursuit le développement autonome de la technique et de la science et s'approfondit l'auto-organisation sociale avec sur le plan national, les phénomènes de

différenciation structurelle et de sécularisation culturelle, sur le plan économique, la division progressive du travail et sur le plan international l'élimination des systèmes les moins bien adaptés par des guerres, consommatrices de ressources croissantes.

Cette évolution de l'humanité a conduit les grands pays d'Europe Occidentale et eux *seulement* à la triple situation suivante deux à trois siècles avant que ne commence le modèle :

— un système de valeurs qui prône la réalisation de l'individu par la maîtrise du monde à l'aide de la connaissance, de la puissance ou de la richesse. Naturellement, ce système a sa contrepartie immédiate dans le Surmoi et l'Idéal du Moi des personnes concernées. Les valeurs engendrent des candidats à la réalisation d'eux-mêmes par la découverte scientifique, l'enrichissement économique ou la lutte politique ;

— des systèmes politiques nationaux déjà parvenus au stade des systèmes bureaucratiques centralisés avec des techniques et une organisation économique permettant une large production agricole et artisanale.

— un état de concurrence internationale entre des nations qui se sont constituées progressivement sans pouvoir s'éliminer les unes les autres.

Par les déséquilibres et les tensions qu'elles recouvrent, ces conditions de départ contiennent en germes les transformations futures.

Cent cinquante ans d'auto-organisation

On assistera, dès lors, pour tous les *grands acteurs européens* :

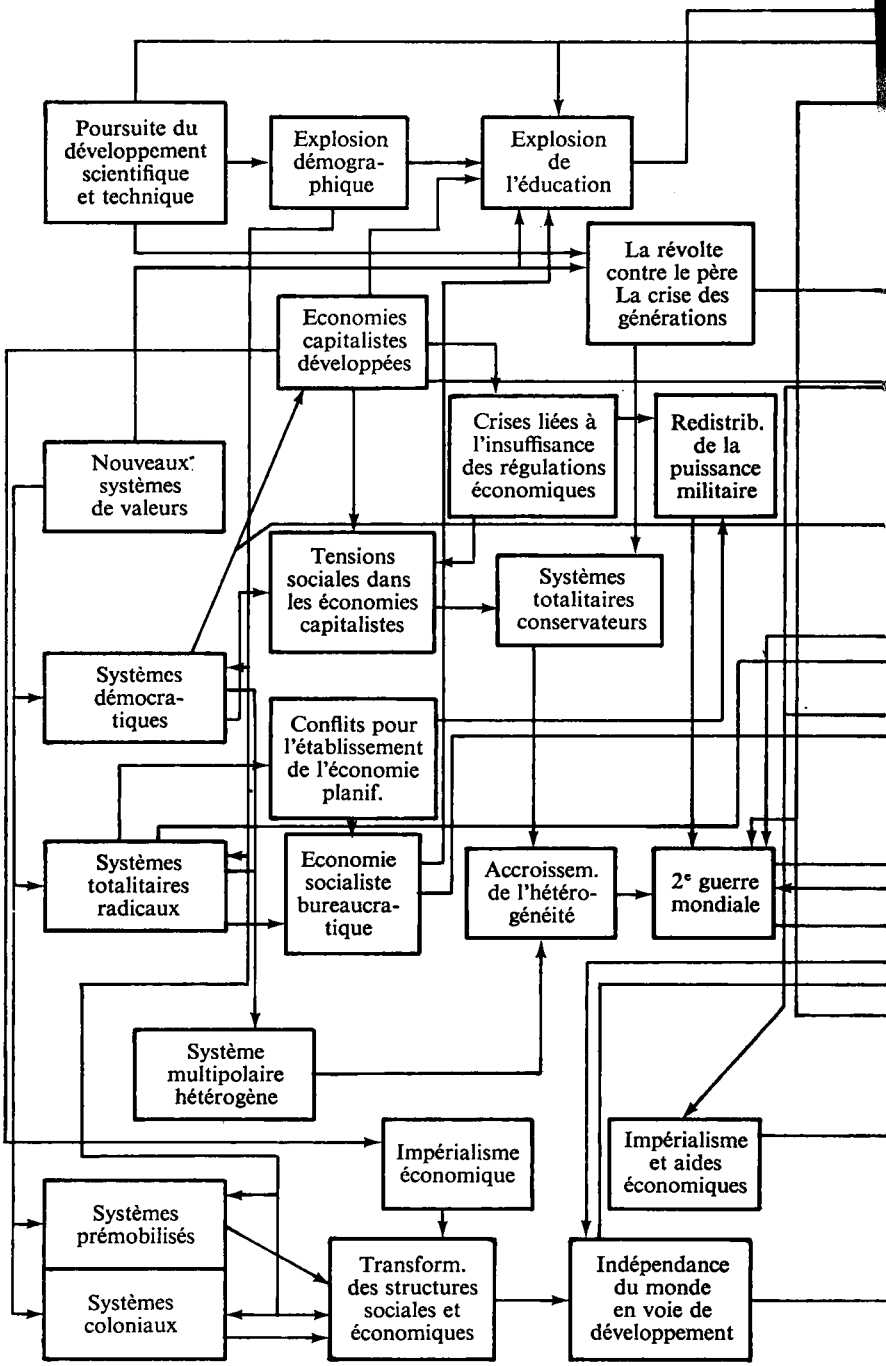
- au développement autonome et cumulatif de la science,
- à la création d'économies décentralisées où des entreprises se créeront en concurrence entraînant une croissance cumulative de la production, de la consommation et du capital avec comme effets secondaires les migrations agricoles, la croissance des revenus dans l'inégalité, puis l'orientation partielle de la science par les besoins de l'économie,
- à la généralisation des efforts pour instaurer la concurrence politique entre les partis avec comme conséquence l'accroissement de la participation et l'affaiblissement de l'exécutif.

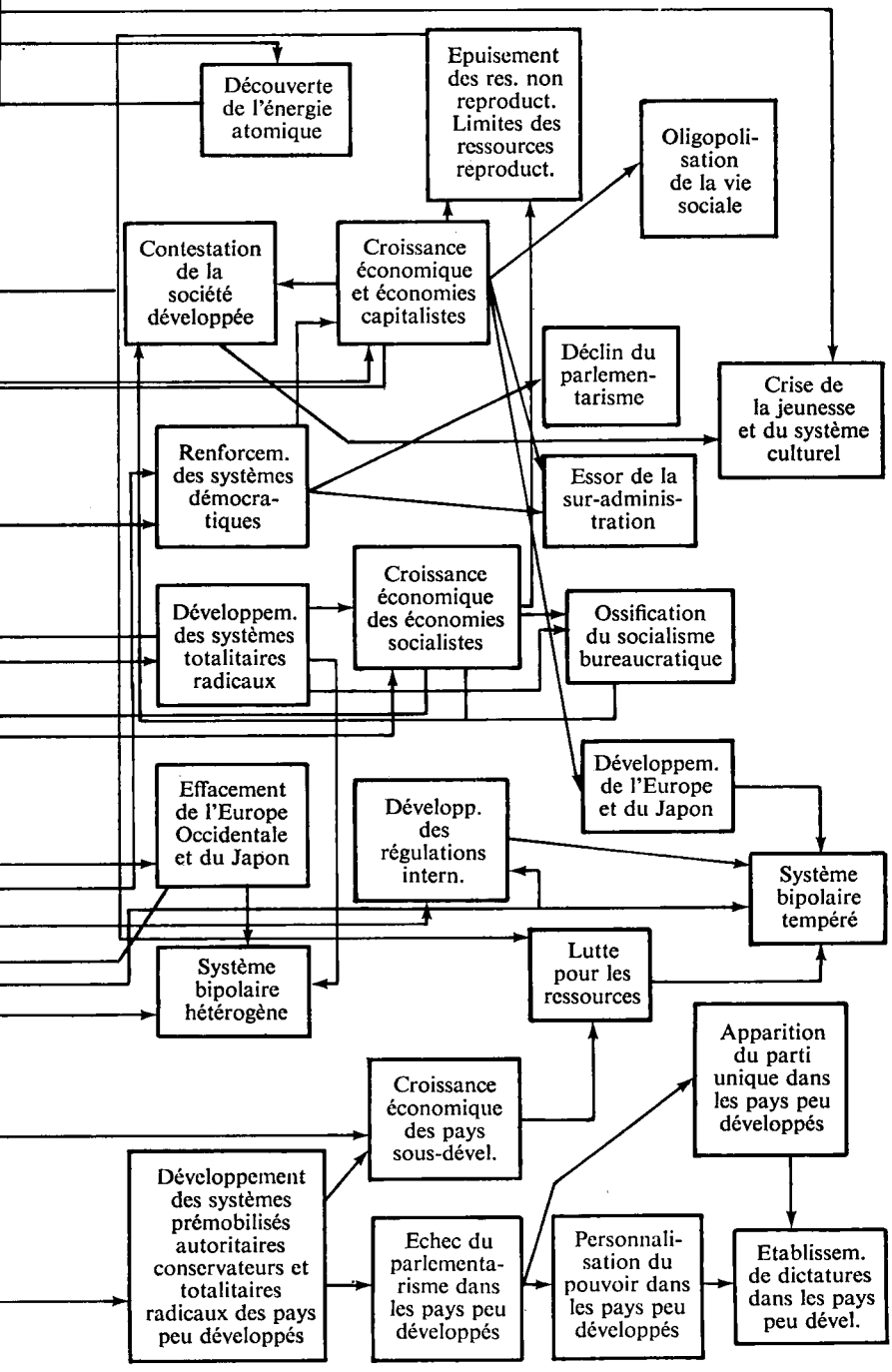
La hausse des consommations des ressources naturelles, l'accroissement de la population, la diffusion de l'éducation et la modification des volumes et des caractéristiques des groupes sociaux sont, à leur tour, des effets secondaires de ces transformations.

Avec quelque décalage, les Etats-Unis suivent la même voie.

La supériorité militaire que ces évolutions confèrent aux grands acteurs leur assure la *domination du monde*. Une partie des systèmes

Figure 4 *bis.* — *Schéma simplifié du modèle*




Découverte de l'énergie atomique
Epuisement des res. non reproduct. Limites des ressources reproduct.
Oligopolisation de la vie sociale
Contestation de la société développée
Croissance économique et économies capitalistes
Déclin du parlementarisme
Crise de la jeunesse et du système culturel
Renforcem. des systèmes démocratiques
Essor de la sur-administration
Développem. des systèmes totalitaires radicaux
Croissance économique des économies socialistes
Ossification du socialisme bureaucratique
Développem. de l'Europe et du Japon
Effacement de l'Europe Occidentale et du Japon
Dévelopment. des régulations intern.
Système bipolaire tempéré
Lutte pour les ressources
Système bipolaire hétérogène
Apparition du parti unique dans les pays peu développés
Croissance économique des pays sous-dével.
Développement des systèmes prémobilisés autoritaires conservateurs et totalitaires radicaux des pays peu développés
Echec du parlementarisme dans les pays peu développés
Personnalisation du pouvoir dans les pays peu développés
Etablissem. de dictatures dans les pays peu dével.

nationaux secondaires est détruite, une autre voit son autonomie fortement réduite, une troisième (le Japon et des nations moins importantes) répudie une partie de ses valeurs pour accepter le défi de la transformation à l'occidentale.

Mais ces transformations se produisent dans *un système international multipolaire homogène* avec une intense rivalité internationale, des guerres employant des procédés techniques de plus en plus puissants et des ressources d'importance croissante. Une telle situation ne peut que favoriser la prépondérance de l'Etat sur la « municipalité » et la régression de la décentralisation au sein des nations.

A ce stade, le développement du système administratif est une nécessité : Il faut gérer des empires coloniaux, entretenir des armées nombreuses, *répondre aux demandes de modification du système économique qu'entraîne la participation.* En effet, tandis que les entreprises se concentrent pour échapper à la concurrence, les ouvriers se groupent dans les syndicats, et les paysans luttent pour la régularisation des marchés agricoles. Ainsi naissent les groupes de pression et apparaissent les interventions multiples de l'Etat et notamment les nationalisations.

Le système de valeurs se transforme en même temps que les relations au sein de la société, la sécurité et la justice apparaissant essentielles aux groupes sociaux défavorisés par l'inégalité dans la distribution des revenus.

En 1914, le *premier conflit mondial* naît de l'affrontement économique et politique des grands acteurs à la puissance militaire étendue. La Révolution russe sortira de la défaite militaire, de la modification ici comme ailleurs du système de valeurs, des transformations économiques et sociales engendrées par un capitalisme naissant et du manque d'adaptabilité d'un système autoritaire conservateur. Avec Lénine, apparaîtra le premier système totalitaire radical et sa présence rendra hétérogène le système international. Aussi, en 1918, coexistent, avec des systèmes culturels contradictoires et en mutation, des systèmes démocratiques et un système totalitaire radical, des systèmes coloniaux et quelques systèmes prémobilisés fruits de l'indépendance de certains pays sous-développés. Systèmes coloniaux et prémobilisés restent soumis à diverses formes d'impérialisme économique de la part des économies capitalistes développées.

Quant au capitalisme développé et au socialisme bureaucratique, ils vont passer tous deux par des crises graves :

Pour le second, la dictature du parti et la disparition des autres pouvoirs économiques ou sociaux conduisent à la sur-administration bureaucratique et à la centralisation du pouvoir dans les mains

d'un homme dont la volonté de puissance établira l'économie planifiée sur des millions de cadavres.

Pour le premier, l'insuffisance des régulations économiques monétaires et les crises qu'elle entraîne vont exacerber des tensions sociales renforcées par l'inégalité de la distribution des revenus et la crise du système de valeurs. Dans un certain nombre de pays, en résultera le fascisme des systèmes totalitaires conservateurs.

Ces évolutions politiques et économiques accroissent l'hétérogénéité du système international et redistribuent la puissance militaire. Elles engendreront la deuxième grande convulsion mondiale qui se termine avec l'emploi pour la première fois de l'énergie nucléaire, résultat du progrès scientifique et technique.

En 1945, l'effacement de l'Europe Occidentale et du Japon laisse la place à un système bipolaire hétérogène et à un monde où existent, compte tenu de l'accession à l'indépendance de pays en voie de développement :

— des systèmes démocratiques,
— des systèmes totalitaires radicaux,
— des systèmes prémobilisés et autoritaires conservateurs.

Chacun de ces trois ensembles connaîtra son propre mode d'évolution. Pour les systèmes prémobilisés et autoritaires conservateurs des pays en voie de développement, l'échec du parlementarisme conduira souvent au parti unique, à la personnalisation du pouvoir et à l'établissement de dictatures, tandis qu'au milieu des manifestations d'impérialisme et d'aide économiques s'amorcera une croissance économique fortement handicapée par l'explosion démographique.

Pour les systèmes totalitaires radicaux, la croissance économique se poursuivra dans l'ossification du socialisme bureaucratique. Dès lors, les valeurs de ces systèmes cesseront d'apparaître comme idéales à une fraction croissance de la jeunesse des pays socialistes ou capitalistes.

Pour les systèmes démocratiques, la croissance économique reprendra, et apparaîtront, comme nous l'avons déjà analysé, la sur-administration, le déclin du parlementarisme et l'oligopolisation de la vie sociale.

Cette croissance économique générale mettra en pleine lumière les problèmes écologiques d'épuisement des ressources non reproductibles, d'atteinte des limites et d'empoisonnement des ressources reproductibles. Elle déclenchera une lutte pour les ressources entre pays développés et sous-développés et grâce au développement de l'Europe et du Japon fera évoluer le système international vers un système bipolaire tempéré.

Quant à la science, elle continue à fournir à ces systèmes politiques une énorme puissance qu'ils utilisent à la fois à se protéger les uns des autres par leurs missiles et leurs bombes, à maintenir la croissance économique et à accroître la durée et la qualité de la vie.

Car les problèmes résultant de toute part de l'interaction des insuffisances de contrôle ont accéléré, avec le déclin des Pères et le crépuscule de l'Autorité, une contestation de la société développée dont la forme la plus remarquable est une crise de la jeunesse renforcée par l'explosion de l'éducation, la rapidité du progrès technique, les changements de la culture et les transformations de la famille.

Nous sommes ici au seuil de l'avenir, mais qu'avec ce modèle le passé apprenne au moins qu'il n'y a pas d'*interprétation linéaire de l'histoire*. Expliquer l'histoire par le développement technique, par l'évolution de la pensée, par la dynamique des infrastructures économiques, par la lutte des classes, par le progrès de l'organisation sociale est à la fois capter une lueur de vérité et accepter une immensité de ténèbres. Dans sa complexité, l'humanité se transforme et s'auto-organise *à tous les niveaux et dans toutes les directions, face à tous les défis internes et externes, dans une multitude de systèmes, écologiques et biologiques, psychologiques et familiaux, culturels et scientifiques, économiques et politiques. Systèmes partiellement hiérarchisés et souvent concurrents et qui constituent le champ où se multiplient les effets de la conjonction des trois insuffisances de contrôle.*

Les effets cumulatifs des insuffisances de contrôle

Cette dernière étape d'un constat sur le fonctionnement des systèmes à travers lesquels se joue le destin des collectivités humaines, a pour apport essentiel de montrer combien *est dangereuse l'interaction des insuffisances de régulation découvertes aux trois niveaux individuel, national et international.* Déjà, cette interaction apparaissait nécessaire pour expliquer la guerre. Maintenant, nous savons que :

— le manque de contrôle hiérarchique du système international rend beaucoup plus difficile la maîtrise d'un environnement écologique menacé par l'explosion démographique et la croissance économique permises par la science,

— la concurrence internationale exacerbe une évolution démographique dangereuse pour le niveau de vie et surtout pour la paix dans le monde,

— la science, qui puise sa force dans la première insuffisance de contrôle et son autonomie dans la seconde, fournit aux systèmes

politiques une énorme puissance qu'ils utilisent pour leurs objectifs à court terme, partiels et antagonistes,

— le système culturel, à travers tous les moyens de transmission de l'information et notamment le langage, amplifie le rôle des mythes et des idéologies,

— les systèmes éducatifs ne préparent pas l'humanité à faire face aux défis du futur, ni dans leur stabilisation conservatrice des systèmes existants, ni dans leur élaboration de modèles utopiques fragmentaires.

En sens inverse, par le long détour des transformations socio-psychanalytiques — et peut-être à la suite d'un ébranlement qu'une fois encore a déclenché la science — l'évolution de la famille, des groupes sociaux et du système culturel est en train de changer l'acquis conscient et inconscient d'une fraction de l'humanité. Certes, cette modification prend parfois à l'adolescence la forme d'un grand refus de la société actuelle et l'illusion d'un retour en arrière ; or, il n'y a pas de moyen pour faire revenir à la source le fleuve immense de l'auto-organisation. Pourtant, derrière des apparences contestables, il n'est pas impossible que sourde une évolution individuelle qui, en réduisant la première insuffisance de contrôle, laisserait entrevoir une espérance. Dans le même temps, par la violence ou par l'épaississement progressif du tissu de relations, le système international pourrait se hiérarchiser en facilitant alors une meilleure maîtrise de la deuxième insuffisance de contrôle. Mais, personne ne sait si ces mécanismes seront suffisants et joueront à temps. Le constat n'exclut pas l'espoir. Il ne l'assure pas.

CHAPITRE XI

UNE SYNTHÈSE POUR L'ESPÉRANCE

> Peut-être n'y aura-t-il plus de siècle après le nôtre. Peut-être qu'une bombe aura soufflé les lumières. Tout sera mort, les yeux, les juges, le temps.
>
> J. P. Sartre
> Les séquestrés d'Altona.

> La condition humaine est telle que si on ne se donne pas comme règle des règles un optimisme invincible, aussitôt le plus noir pessimisme est le vrai.
>
> Alain
> Libres propos.

L'individu n'a qu'une forme de mort ; les collectivités en connaissent une variété infinie. Les morts dont elles ont eu conscience depuis des millénaires et celles qu'elles sont en train de découvrir : La disparition des Etats par la révolution ou par la guerre avait constitué longtemps la seule trame de l'histoire, puis Toynbee et Spengler, en découvrant les civilisations, avaient décrit leur déclin et leur anéantissement. Mais ces deux formes de la mort ne mettaient pas en cause toute l'humanité. Les astronomes, les premiers, avaient offert la vision à long terme d'un soleil froid et d'une terre vide, puis les biologistes avaient annoncé que l'espèce humaine passerait comme les Dinosauriens et les Stagocéphales. Mais ces formes de mort étaient cette fois lointaines, imprécises et en dehors de notre contrôle. Puis, récemment, brutalement, pour la première fois, est apparu le spectre de deux catastrophes prochaines, la réduction de la population mondiale par l'épuisement des ressources naturelles et la destruction de l'humanité par la guerre nucléaire.

Et l'interrogation est revenue comme une obsession : Comment l'homme, au néo-cortex si développé, créateur des grandes religions et des grandes morales, capable de la vie pieuse et ascétique des monastères, constructeur de la science, susceptible par ses connaissances de transformer la Terre, en train de multiplier les possibilités de son cerveau grâce à la prothèse de l'informatique,

peut être dans cette situation. Et d'aucuns en recherchent la cause dans une marque de Dieu comme le péché originel, dans les méfaits de la propriété privée et du capitalisme, dans l'existence même de la société, dans la science et son orgueil et ils prônent la foi, le socialisme, l'anarchisme ou le retour à l'ignorance. Si le constat de ce livre est vrai, la réponse est à la fois plus simple et plus complexe : L'humanité ne se comprend que par son histoire, c'est-à-dire que par l'évolution diachronique d'un ensemble de systèmes.

Les systèmes du destin

Au niveau physiologique tout d'abord : Depuis la découverte de la reproduction sexuée, chaque fois qu'est conçu à partir d'un ovule et d'un spermatozoïde l'un de nos lointains ancêtres — qu'il mérite déjà ou non le qualificatif d'homo — est engendré un nouveau système, avec une possibilité de mutation au niveau chromosomique. Ce qu'il deviendra par auto-organisation au cours de son ontogenèse — et notamment la faculté qu'il aura de se reproduire — dépendra du système social auquel il appartiendra et du système écologique dans lequel est plongé ce système social. Ainsi, dès l'origine, nature et culture ne peuvent être séparées.

Ce que nous apprend ensuite la neurophysiologie comparée, c'est qu'au cours du temps les systèmes individuels de nos ancêtres — ceux qui sont en équilibre avec les systèmes sociaux et écologiques de leur époque — se compliquent progressivement. Ce phénomène d'auto-organisation phylogénique, dû au jeu des mutations et de la pression de sélection dans un environnement qui se modifie (et qui est naturellement différent du phénomène de l'auto-organisation individuelle) se traduit chez l'homme par l'existence d'un empilement de sous-systèmes nerveux partiellement hiérarchisés, chaque sous-système ayant vu ses fonctions redéfinies lors de l'apparition des autres et n'étant qu'imparfaitement contrôlé par les sous-systèmes plus récents. D'où l'importance chez l'homme contemporain du fonctionnement de structures très anciennes engendrant sans doute les pulsions d'amour et de mort, le besoin sexuel et l'agressivité, structures dont le système environnant a privilégié il y a fort longtemps la transmission puisqu'elles favorisaient les chances de descendance des individus qui les portaient. Sur ce point, la psychanalyse (et notamment la psychanalyse génétique) conduit à des résultats qui corroborent ceux de la neurophysiologie.

Ainsi, le premier des systèmes du destin de l'humanité, le système individuel, dont chaque individu est une manifestation, ne s'explique que par la manière dont il a été construit dans le processus de l'évolution des espèces animales. Malgré l'amélioration

considérable des performances et de la complexité que l'auto-organisation a permises au cours de la phylogenèse, ce système souffre par construction d'une déficience de régulation fondamentale, les possibilités énormes du néo-cortex étant à la fois au service de l'affectivité de structures plus anciennes, mal contrôlées par elles et incapables enfin de les orienter. C'est ce que nous avons appelé *le premier niveau d'insuffisance de contrôle*. Nous en avons trouvé des manifestations à toutes les étapes de l'analyse des systèmes sociaux, dans l'identification aux idéologies et aux leaders, dans les besoins de puissance et de sécurité des dirigeants, dans les « impulsions belliqueuses » des peuples.

Mais l'importance de ces caractères de la psychophysiologie humaine est renforcée par l'interaction avec les systèmes sociaux. A l'hérédité du patrimoine génétique s'ajoute la transmission à tout nouvel individu d'une partie du patrimoine de la société à laquelle il appartient au point qu'Henri Laborit a pu dire que nous n'étions que ce que les autres faisaient de nous ([1]). Cette transmission sociale n'est pas propre à l'homme puisque nous savons que, grâce à une jeune guenon, un groupe de macaques japonais a appris à laver les patates douces, mais ce que nous commençons à soupçonner est l'existence d'une double transmission :

- D'une part, au niveau conscient, sont acquis des connaissances ou des comportements qui assurent la perpétuation des coutumes, des sciences, des religions, des langues, des institutions socio-culturelles.
- D'autre part, au niveau inconscient, et sans qu'il soit nécessaire de postuler l'hérédité des caractères acquis comme le supposait Freud, la permanence de la configuration éducative familiale et sociale reproduit pour chaque individu des conditions analogues de construction du Moi et du Surmoi en assurant la pérennité de l'acquis inconscient d'une génération à l'autre. Ainsi si le conflit œdipien est universel, et même si des manifestations semblent en exister chez les Primates, la manière dont il se présente et la façon dont sa résolution modèle les psychologies des adultes dépend profondément des différentes cultures.

Construit dans et en symbiose avec la société, l'individu va à son tour l'influencer, soit en réponse aux défis qu'elle lui pose, soit de sa propre initiative puisqu'il existe à la fois dans son système nerveux des pulsions qui poussent à l'action et des processus aléatoires de recherche qui permettent d'inventer de nouvelles conduites. Ainsi, dès la nuit des temps, des petites bandes d'homi-

---

([1]) H. Laborit, L'agressivité détournée, *op. cit*

niens en interaction lâche, répandues sur la planète, ont constitué des systèmes sociaux faiblement couplés qui ont connu chacun une auto-organisation progressive sous l'influence de leurs membres et de l'environnement. Au cours de leur histoire, ces systèmes ont pu se développer, stagner, disparaître, être englobés dans de nouveaux systèmes, mais par l'intermédiaire des individus qui en faisaient parti, par-delà les guerres et les révolutions, une fraction de leur héritage a presque toujours été sauvée, si bien qu'après des périodes de régression, les groupes humains ont reconstruit des systèmes plus complexes, avec des ensembles plus riches de régulations, une maîtrise plus grande des ressources naturelles, une différenciation plus poussée des structures, une sécularisation plus avancée de la culture, des capacités de contrôle plus étendues.

Toutefois, pas plus que dans l'évolution des espèces, cette régularité dans la diachronique, cette orthogenèse de longue période, ne doit faire illusion. A aucun moment, le néo-cortex individuel n'a pu prendre en compte l'ensemble des liaisons et prévoir toutes les conséquences d'un nouveau comportement. Jamais, un groupe humain n'a créé une institution ou une règle en appréciant toutes les modifications qu'elle entraînerait dans le système social. La supériorité du cerveau de l'homme sur les systèmes nerveux de toutes les autres espèces, tout en élargissant considérablement ses facultés de création et de prospective, est insuffisante pour permettre, à l'échelle individuelle ou collective, autre chose que des initiatives locales ou des réponses locales à des problèmes locaux. D'ailleurs, les motivations individuelles tendent souvent à la fois à restreindre le champ d'exploration par le néo-cortex de l'univers du possible et à subordonner la recherche à la satisfaction des besoins de sécurité et d'affirmation de soi.

Ce livre a cherché à comprendre ce que cela impliquait au niveau de chaque nation ou à celui de l'humanité tout entière :

Les systèmes politiques des nations n'ont pas été voulus. Ils ont été le fruit de décisions partielles prises par des dirigeants s'efforçant à la fois d'obtenir le soutien nécessaire à leur maintien au pouvoir et de réaliser leurs aspirations vers un type idéal de sociétés. Les objectifs de ces dirigeants n'ont eu de ce fait ni cohérence, ni constance. D'autre part, ces dirigeants n'ont jamais pu prévoir la totalité des conséquences de leurs actes. Ils n'ont maîtrisé que partiellement les systèmes à contrôler et devant la taille de ces systèmes, l'abondance des demandes qui leur étaient faites, ils ont dû se contenter de faciliter la régulation à court terme ou d'entreprendre des bouleversements révolutionnaires sans pouvoir apprécier l'ampleur des modifications qu'ils engageaient.

Il en résulte *tout d'abord* que l'une des grandes caractéristiques

des systèmes politiques est leur adaptabilité puisque la concurrence internationale et la pression des demandes internes ont éliminé les formes d'organisation les moins viables. Tout système politique a ainsi des performances minimums fonction de son environnement. En d'autres termes, les révolutions qui sont tentées et réussissent sont rares et les guerres qui éliminent les Etats aussi.

Il en résulte, *en second lieu*, qu'un système n'est jamais qu'en quasi-équilibre puisque la résolution de chaque problème modifie le fonctionnement du système et engendre d'autres problèmes. Ainsi, la concurrence qui assure à court terme un certain équilibre du système économique, engendre les syndicats, le monopole bilatéral des dirigeants et des travailleurs puis l'oligopolisation sociale ; ainsi, la démocratie occidentale et son mode de régulation par élection conduit progressivement à la sur-administration. Car les tensions sous-jacentes dans le quasi-équilibre créent une transformation dynamique d'où se dégage l'évolution historique. Cette évolution n'a pas de forme simple prédéterminée. Elle dépend de la *vitesse* à laquelle se résoud chaque difficulté locale. Une nation est comme une armée dont le front, qui résulte de l'avance indépendante de ses diverses divisions, redéfinit à tout instant les possibilités de manœuvre et les risques à surmonter. En d'autres termes, avec les *mêmes liaisons*, l'évolution des deux derniers siècles aurait été très différente si la science avait progressé plus lentement ou si la fécondité avait été plus forte. C'est pour cela que la prospective ne peut être que globale et en termes de systèmes.

Il en résulte, *en troisième lieu*, que l'histoire peut avoir le triple caractère de contenir de nombreux éléments aléatoires, d'apparaître à posteriori déterminée dans les grandes lignes et de rester malgré tout difficilement prévisible. En effet, l'aléa est au niveau des réponses locales, mais il est réduit par le fait qu'il s'agit de réponses voulues en fonction d'objectifs immédiats souvent connus. Le déterminisme apparent vient de ce que ces aléas locaux ayant surtout pour effet d'avancer ou de retarder un phénomène n'empêchent pas que reste explicable la dynamique globale du système. (Par exemple, dans un état donné de la science, la probabilité d'une découverte peut être si forte qu'à quelques années près un savant doit y parvenir). L'imprévisibilité est la conséquence de l'interaction de ces vitesses locales d'évolution et du grand nombre de liaisons. Rappelons-nous Maruyama lorsqu'il a montré qu'à cause des contraintes, des règles simples de développement conduisaient à des formes complexes inexplicables autrement que par leur genèse.

Il en résulte, *enfin*, que la myopie des humains et la complexité de leurs sociétés engendrent parfois une ossification des régula-

tions qui empêche un système de s'adapter aux transformations des psychologies individuelles, du système lui-même ou de son environnement. Des révolutions ou des guerres désastreuses en sont la rançon avec des conséquences aux multiples nuances depuis la simple opération chirurgicale jusqu'à la mort du système ou même celle de la civilisation qu'il incarne.

C'est pourquoi nous avons parlé d'une *deuxième insuffisance de contrôle* au niveau des systèmes nationaux.

Toutefois, de l'aube de l'histoire à un passé récent, jamais les défis ou les vitesses d'adaptation imposées n'ont été assez violents pour mettre en danger tous les systèmes nationaux. Le froid polaire ou la distance entre les îles ont pu arrêter le développement des cultures des Esquimaux ou des Polynésiens ; les Espagnols ont pu détruire la civilisation aztèque, les Barbares ont pu après la mort de l'Empire Latin d'Occident faire regresser la culture pour plusieurs siècles, il y a toujours eu sur le globe des coins de terre où a pu se poursuivre ou recommencer la marche à l'auto-organisation croissante.

Au niveau de l'humanité tout entière, c'est en de nombreux points du globe que ces systèmes nationaux élémentaires sont nés des bandes de chasseurs paléolithiques. En fonction de la géographie, ils sont entrés en contact, se sont alliés, ou se sont combattus, sous la pression de la peur ou de l'agressivité, par recherche de la sécurité ou besoin de puissance, par volonté de leurs dirigeants et impulsions belliqueuses de leurs peuples. Les conflits ont conduit à l'élimination impitoyable des systèmes les moins bien adaptés. Les « demandes » externes se sont surimposées aux demandes internes pour provoquer l'auto-organisation et l'accroissement des capacités des systèmes exécutifs.

Bien qu'au cours de l'histoire, l'espace contrôlé par les systèmes nationaux se soit accru en dépit des phases de déclin des empires, et que les divers systèmes internationaux se soient progressivement fondus en un seul système mondial, jamais une nation n'a dominé les autres de manière permanente. L'absence de hiérarchie assurant le contrôle de l'ensemble a été ainsi jusqu'à nos jours une caractéristique essentielle des systèmes internationaux et c'est ce que nous avons décrit comme *le troisième niveau d'insuffisance de contrôle*. Une telle situation n'offre aucune protection contre la guerre. Elle fait de la sécurité une hantise constante des dirigeants et des peuples.

Mais ce phénomène de la guerre, il ne suffit pas de constater qu'il est possible. Il faut tenter d'expliquer sa récurrence provocante. Le jeu simultané des trois niveaux d'insuffisance de contrôle constitue une explication plausible :

● L'évolution des hominiens a donné naissance dès l'origine à des systèmes nationaux multiples. L'absence de régulation du système international est ainsi inscrite dès l'aube de l'histoire.

● Pour être viable, un système national suppose un soutien par la collectivité des structures de décision politique et un fort sentiment d'identification à la communauté. Dès lors, les pulsions d'amour et de haine œuvrent à tout moment pour renforcer la cohésion au sein des nations tout en rejetant l'Autre, celui qui appartient à un autre système national. Des conjonctures socio-économiques particulières, comme une forte pression démographique, renforcent considérablement les impulsions belliqueuses au sein d'un système national.

● Les dirigeants font le reste. Dominés par leurs propres passions, ayant réussi à parvenir au pouvoir par leur volonté de s'affirmer, incapables de contrôler véritablement le système politique national dont ils sont l'exécutif, désireux de ne pas compromettre sa survie, craignant de perdre le soutien de la population, ils acceptent ou provoquent les guerres bien qu'avec une forte probabilité, leurs conséquences mettent régulièrement en défaut les espérances de ceux qui les déclenchent.

● Enfin, il est rare que la guerre éteigne la guerre ; une guerre victorieuse ne suffit pas à assurer l'intégration des vaincus au système national des vainqueurs, car les processus d'intégration sont lents et complexes. Si, avec l'aide des guerres, ces processus ont permis l'élargissement du système international, ils n'ont pas fait disparaître la multiplicité des systèmes nationaux.

Ces mécanismes individuels, nationaux ou internationaux ne sont, même si l'intelligence y joue un rôle essentiel, que les héritiers de ceux par lesquels les espèces se sont construites, à l'œuvre dans les derniers siècles comme dans les millénaires précédents. Mais, parce que ce sont des mécanismes d'auto-organisation, ils ont modifié progressivement les conditions de leur fonctionnement et brutalement, dans les deux derniers siècles, ils ont engagé, par un double processus, l'humanité dans une crise majeure.

D'un côté, celle-ci a considérablement accru sa capacité *individuelle* ou *collective* de combiner des ressources pour réaliser au mieux des objectifs partiels. Sur le plan *individuel*, les sciences physiques et biologiques ont permis de découvrir des moyens nouveaux et de connaître les conséquences de leur emploi ; la science économique a engendré une théorie de la décision qui relie objectifs, décisions et conséquences dans des univers où la prévision est sûre ou incertaine ; l'informatique a multiplié presque à l'infini les possibilités de raisonnement logique ou de calcul. Les modèles de planification à court ou long terme en sont le fruit. Nés à l'échelle

d'une entreprise, d'un secteur ou d'un pays, ils balbutient maintenant à l'échelle du monde. Sur le *plan collectif*, les efforts des généraux, des dirigeants d'entreprise et des hauts fonctionnaires ont fait progresser l'art du contrôle des grandes administrations. La capacité de conduire collectivement des grands projets a permis de diriger des économies presque totalement planifiées, de poursuivre des programmes spatiaux menant l'homme sur la lune, de manœuvrer des armées de plusieurs millions d'hommes.

Mais, d'un autre côté, — et il n'y a nul paradoxe — la *croissance de la capacité de résolution partielle de problèmes partiels*, en accélérant la réponse à certains défis locaux, a précipité les difficultés qu'engendrait le mode d'auto-organisation de l'humanité. Le modèle esquissé pour l'histoire contemporaine a clairement mis en évidence les dimensions de ces difficultés et les enchaînements qui y ont conduits.

● *L'ère du monde fini* a commencé, comme le disait déjà Paul Valéry dans ses « Regards sur le monde actuel », et, avec elle, celle d'un système international où les interactions entre les nations se multiplient en un tissu serré de contraintes réciproques.

● *L'explosion démographique* permise par les progrès de la médecine a succédé à une longue phase de croissance lente de la population mondiale et, malgré le développement économique, la faim reste une réalité pour une grande partie des hommes.

● Sous le double aspect de l'épuisement des ressources non reproductibles et de l'épuisement ou de l'empoisonnement des ressources reproductibles, *les contraintes écologiques*, de lointaines et mythiques qu'elles étaient, apparaissent maintenant comme un mur visible vers lequel fonce le bolide de la croissance économique.

● Enfin, la destruction de l'humanité dans une guerre est à la portée de ceux qui manient les *fusées intercontinentales* et les *bombes à hydrogène* et logiquement l'explosion démographique devrait renforcer les impulsions belliqueuses des peuples.

Les composantes de cette crise se caractérisent par leur vitesse d'évolution ou par leur irréversibilité. L'explosion démographique augmentera la population de trois milliards d'hommes en trente ans. La bombe H est un fait.

Or, en face, *les régulateurs sur lesquels peut compter l'humanité ont tous un fonctionnement lent*, qu'il s'agisse des processus d'intégration entre nations à l'échelle internationale, de l'accession à une rationalité globale à l'intérieur des nations ou des modifications de l'acquis inconscient transmis à chacun par la société.

Voilà pourquoi *les mécanismes qui ont permis l'adaptation des sociétés humaines dans le passé et qui ont assuré jusqu'à maintenant*

la survie des systèmes politiques ne garantissent nullement qu'il en sera de même demain ou après-demain. Il faut accueillir ce constat sans émotion, sans une délectation tragique, sans le refoulement de l'angoisse sous une ironie mordante, sans l'indifférence béate de l'optimisme.

Les chemins de l'espoir

De l'apparition de la première trace d'acide aminé à nos jours, des êtres unicellulaires à l'humanité, des structures nerveuses aux structures sociales, la biosphère n'est qu'un système aux sous-systèmes innombrables, mais aux processus de développement identiques faits de création aléatoire, d'auto-organisation et d'adaptation. Systèmes qui constituent la trame du destin de l'homme.

Mais, pour être unitaire, une telle explication n'est pas simpliste. Elle n'emprunte pas la Voie Royale des mythes qui se terminent par une impasse, mais elle peut fonder une méthodologie de l'action. *Une méthodologie adaptée aux problèmes du XX^e siècle.*

Certes, la vision sera rejetée par ceux de nos contemporains qui, dans un rêve romantique et grandiose, espèrent, à rebours de l'histoire, retrouver la quiétude du sein maternel en un âge d'or de l'irrationnel et de l'inorganisation. Mais ce n'est pas ainsi que se maîtrise la complexité. Les grands systèmes ne remontent pas le cours du temps.

Pour tous les autres, en revanche, qu'ils soient marxistes ou non-marxistes, privilégiés des pays développés ou participants du sous-développement, la théorie des systèmes peut constituer un cadre commode pour prendre conscience de leurs oppositions.

Oui, Marx, résolument en avance sur son temps, a été l'un des premiers à penser en termes de systèmes. L'ossification n'est venue que lorsque ses descendants ont transformé en dogme la hiérarchie des liaisons qu'il avait privilégiée et tout marxisme vivant est un ferment de réflexion pour l'analyse systémique. Quant aux non-marxistes, avec l'achèvement de la séparation de leur morale et de leur métaphysique, rien ne les empêche plus de reconnaître la valeur sûre de la connaissance scientifique et d'accepter dès lors une notion de système qui n'empiète nullement sur les finalités de l'humanisme.

Héritières de civilisations qui avaient souvent refusé la césure entre l'homme et la nature, les élites des pays en voie de développement qui vivent intensément le choc de systèmes à des stades différents d'auto-organisation peuvent retrouver dans cette interprétation du monde les conditions d'un dialogue avec les dirigeants des pays développés, hantés par la planétarisation de leurs problèmes et par le contrôle de leurs sociétés complexes.

Ni de droite, ni de gauche, ni du Nord, ni du Sud, la théorie des systèmes offre à tous un *langage commun*. Pour mieux exprimer leurs conflits de valeurs. Pour mieux trouver les mille sentiers de l'espérance.

A une condition toutefois : Ne pas se laisser saisir par l'enthousiasme naïf du néophyte et ne pas croire qu'il suffise pour résoudre un problème, de l'aborder en termes de systèmes. Rapide et cruelle serait la désillusion. Car, malgré toute notre science, nous ne réussissons encore à identifier qu'une toute petite partie des liaisons des systèmes du destin. Guide sûr pour nous aider à décrire et comprendre, la théorie des systèmes n'est pas une clé pour ouvrir la serrure du grand livre du monde. Et d'ailleurs, si elle rend compte des fins que poursuivent effectivement les sous-systèmes, elle restera éternellement muette sur les finalités souhaitables et sur leurs pondérations.

Mais que faire ?

Comment surmonter le sentiment d'impuissance que suscitent ces énormes systèmes ? Comment éviter que la compréhension des rouages n'engendre l'envahissement de la paralysie, que le savoir ne fasse perdre les moyens de la conduite ?

Quel jeu est encore possible entre la fatalité et la volonté ?

La réponse n'est pas simple et l'issue incertaine.

Pourtant, comme pour toute méthodologie, les principes paraissent de bon sens :

1. *Limiter le domaine des valeurs à ce qui en fait le cœur.* La propriété privée des moyens de production n'est pas plus une valeur que le rôle historique de la classe ouvrière. Les mythes tirent leur force de leur amalgame inextricable de faits mal établis et de valeurs mal définies. Isoler les finalités, les approfondir, les purifier, est la seule façon de rendre concrètes et opératoires les discussions à leurs sujets. C'est aussi le moyen de dépassionner l'analyse des systèmes sociaux eux-mêmes. Certes, il ne suffit pas de vouloir. Les imbrications que tisse l'homme entre les faits et les valeurs ne sont pas le fruit de défaillances passagères et intermittentes. Elles proviennent de sa structure profonde. Mais, on peut opposer progressivement à ces régulations la puissance d'une auto-organisation cohérente d'une réflexion sur les finalités.

2. *Réorienter la science.* Reconnaître la nécessaire primauté des sciences de l'homme et des sciences sociales, les seules susceptibles de donner à l'homme les moyens de la maîtrise de son avenir. Et cela, non pas en accumulant les masses de psychologues médiocres et de sociologues bavards — boules de neige qui ne feront jamais chauffer un four — mais en incitant à s'y consacrer les meilleurs des prochaines générations. De la neurophysiologie à la psychana-

lyse, de l'économie à la science des organisations, de la science politique à l'histoire, ils aideront la société humaine à mieux acquérir la connaissance fondamentale de son fonctionnement. Simultanément, consacrer dans les autres domaines la recherche scientifique et technique à la solution de problèmes essentiels pour l'humanité : la protection de la santé, la découverte et l'économie des ressources non reproductibles, la conservation des ressources reproductibles... Des centres de recherche internationaux pourraient faciliter ce redéploiement de la science, car leur création correspondrait de fait à un abandon simultané par les grands pays d'une fraction de leurs recherches à des fins militaires et ne modifierait donc pas le fragile équilibre de la terreur.

3. *Développer la prospective* en tentant de construire à partir de modèles du présent divers scénarios pour le futur avec les cheminements correspondants. Le faire à tous les niveaux, de la région à la nation, de la nation au système international. Dans un esprit de recherche, mais en s'inspirant étroitement des possibilités d'action des hommes d'Etat. L'énergie, la nutrition, la course aux armements, la propagation internationale de l'inflation et du chômage, la confrontation des producteurs et des consommateurs de matières premières, la régionalisation, la propagation des secousses révolutionnaires, voilà des exemples de thèmes sur lesquels devraient travailler des équipes importantes et de qualité. Moins pour décrire l'avenir probable que pour dégager les réactions des sous-systèmes à tels ou tels enchaînements de décisions. Certes, les premières réflexions apparaîtront ridicules (rappelons-nous les premières études conjoncturelles de l'école de Harvard), mais progressivement les modèles s'enrichiront, les liaisons se multiplieront, et un dialogue constant avec les dirigeants les habituera à mieux comprendre les réactions des énormes éléphants qu'ils s'efforcent de conduire. Il y faudra de la persévérance et de la modestie.

Une grande partie de ces travaux devra faire l'objet de publications et de discussions pour habituer les citoyens à penser en termes de prospective. Il n'y a là rien d'utopique lorsque les individus sont directement impliqués dans les systèmes en cause : leur famille, leur ville, leur pays rural, leur entreprise, leur profession, ...

4. *Mettre à tous les niveaux l'imagination au pouvoir*, car c'est elle qui permet aux systèmes de trouver des réponses aux défis. C'est elle qui permet de s'affranchir des déterminismes mécaniques. Incessante, inlassable doit être la recherche de la créativité, mais il ne faut point se limiter à l'énoncé des utopies. Il faut multiplier des expériences réelles et, par conséquent, décentraliser et permettre les initiatives avant de généraliser et de codifier. Toute-

fois, de nombreux échecs seront économisés si l'invention se laisse guider par la prospective, si l'imagination au lieu d'être purement aléatoire s'inspire des problèmes concrets, si les effets de la créativité sont simulés avant l'expérimentation. Pour mieux trier et choisir.

5. *Agir constamment en fonction des trois insuffisances de contrôle et de leurs interactions.* En se rappelant que seule une multiplicité de chemins aboutissant aux éléments les plus divers des systèmes les plus différents peut permettre d'améliorer le contrôle de l'histoire et de conduire à des sociétés raisonnablement efficaces, libres, égalitaires, participatives, adaptables et sûres. *Une politique des mille sentiers.*

Et là, il ne sert à rien de se voiler la face. La reconnaissance de la première insuffisance de contrôle posera le problème des moyens de l'éviter : Par une manipulation génétique de l'espèce ? Par le recours à des substances chimiques dissoutes dans les rivières et dans les océans ? Par une révolution de l'éducation bouleversant la construction psychanalytique de la personnalité ? Ne nous y trompons pas. Tant que subsistera la troisième insuffisance de contrôle, aucune nation ne prendra le risque de s'appliquer à elle-même des remèdes susceptibles de l'affaiblir dans la compétition avec les autres, mais elle pourra avoir recours à des actions capables d'amoindrir l'agressivité des adversaires ou accepter des mesures générales et contrôlées de réduction simultanée de l'agressivité. Dès lors, seule la pharmacopée apparaît comme une voie possible. Sans doute offrira-t-elle aussi le moyen pour une coalition de nations de diminuer la fécondité d'une population qui refuserait de pratiquer le contrôle des naissances. L'humanité tout entière ne ferait alors pas autre chose que de se comporter comme le groupe de singes étudié par Delgado (2). Rien ne garantit la convergence de ces actions réciproques vers le moindre équilibre tant que subsistera l'absence de hiérarchie du système international.

Les difficultés sont moins colossales au niveau de la *deuxième insuffisance de contrôle* et les suggestions apparaîtront banales : Instaurer des débats sur les finalités. Rechercher les moyens de les concilier au maximum, de progresser sur la voie de l'égalité sans détruire la liberté, d'accroître la participation sans nuire à l'efficacité. Multiplier les études de prospective politique et sociale. En faire au préalable pour les projets de lois importants. Utiliser largement les études psychologiques pour améliorer les liaisons entre les citoyens et l'exécutif. Distinguer à tous les niveaux les décisions selon que leurs effets externes sont négligeables ou importants ; largement décentraliser les premières ; inciter partout

(2) Cf. chapitre V, paragraphe consacré à l'éthologie.

à la créativité et à l'expérimentation ; instaurer la participation dans les cellules de base, la commune ou l'atelier, là où elle répond à des aspirations profondes ; réformer les méthodes du système exécutif et construire des contre-pouvoirs pour contrôler le système administratif en dehors des zones où les effets externes sont prépondérants. En d'autres termes, engager des actions sur des points multiples du système social pour créer de nouvelles dynamiques d'auto-organisation progressive, en essayant en particulier de susciter des centres de décisions hantés par le long terme et échappant au mouvement brownien du quotidien...

Mais, c'est finalement la *troisième insuffisance de contrôle* qui fait peser sur l'humanité le risque le plus immédiat. Le risque de la destruction comme pour la civilisation de l'Ile de Pâques. Le spectre de la guerre nucléaire, chimique ou bactériologique ne s'éloignera que lorsque l'intégration politique aura donné le jour à une organisation hiérarchique du système politique mondial. De Droit ou de fait. L'espoir des pacifistes qu'il suffise que chacun proclame bien haut son refus de la guerre est une sinistre bouffonnerie. Mais il est possible inlassablement, à tous les niveaux, de tisser des relations entre les systèmes politiques nationaux. En créant des organismes communs pour gérer certaines ressources planétaires. En intensifiant les échanges économiques. En accentuant la circulation des hommes. En développant des recherches multinationales sur le système mondial. Un « monde à la carte » pour reprendre la formule que Louis Armand et Michel Drancourt avaient proposé pour l'Europe. Ainsi se préparera l'intégration. Sans illusions, car, dans l'intervalle ne garderont leur autonomie et ne pourront poursuivre leurs objectifs propres que les communautés nationales suffisamment puissantes. Aucun pays ne pourra renoncer à se défendre jusqu'au jour où une succession de révolutions ou une guerre nucléaire aura établi une autorité politique mondiale. Ce jour-là, s'il reste des survivants et s'ils éprouvent, sous le choc du cataclysme ou à la suite des efforts d'intégration de ceux qui les ont précédés le sens de la communauté politique, l'humanité se sera libérée de la troisième insuffisance de contrôle et de ses dangereuses interactions avec les deux premières. D'une crise violente naîtra une humanité nouvelle qui, en continuant son effort pour contrôler les systèmes du destin, connaîtra sans doute une survie exempte de médiocrité. Mais, le sort se sera joué à quitte ou double jusqu'au dernier moment. L'anéantissement brutal sera resté possible, tout comme la lente agonie d'une génération se sachant condamnée et s'effilochant jour après jour.

Et d'ailleurs, si l'humanité disparaissait, aurait-ce tant d'importance ?

BIBLIOGRAPHIE

CHAPITRE I

[1] Le Club de Rome. — Halte à la croissance. Fayard, Paris, 1972.
[2] H. KAHN et A. J. WIENER. — L'an 2000. Robert Laffont, Paris, 1968.
[3] Hermann KAHN et B. Bruce BRIGGS. — A l'assaut du futur. Robert Laffont, Paris, 1972.
[4] Arthur KOESTLER. — Les call-girls. Calman-Levy, Paris, 1973.
[5] D. H. MEADOWS, D. L. MEADOWS, J. RANDERS, W. W. BEHRENS III. — The limits to growth. Universe Books, New York, 1972.
[6] D. L. MEADOWS, D. H. MEADOWS. — Toward global equilibrium. Collected papers. Wright Allen Press, Cambridge, 1973.
[7] D. L. MEADOWS et autres auteurs. — Dynamics of growth in a finite world. Wright-Allen Press, Cambridge, 1974.
[8] M. MESAROVIC, E. PESTEL. — Une stratégie pour demain. Le Seuil Paris, 1974.
[9] Georg PICHT. — Réflexions au bord du gouffre. Robert Laffont, Paris, 1970.
[10] Alfred SAUVY. — Croissance Zéro ? Calmann-Levy, Paris, 1973.
[11] Alvin TOFFLER. — Le choc du futur. Denoël, Paris, 1971.
[12] C. R. URBAN. — Survivre au futur ? Mercure de France, Paris, 1973.

CHAPITRE II

[1] Sherry ARNSTEIN. — A ladder of citizen participation. J. A. I. P., vol. 35, juillet 1969.
[2] Roger BASTIDE. Sociologie et psychanalyse. PUF, Paris, 1972.
[3] Jacques DELORS. — Les indicateurs sociaux. Futuribles, Sedeis, Paris, 1971.
[4] Sigmund FREUD. — Malaise dans la civilisation. PUF, Paris, 1971.
[5] Serge-Christophe KOLM. — Justice et équité. CNRS, Paris, 1972.
[6] H. MARCUSE. — L'homme unidimensionnel. Les Editions de Minuit, Paris, 1971.
[7] Roy MEDVEDEV. — Le stalinisme. Origine-Histoire-Conséquences. Le Seuil, 1972.
[8] Vilfredo PARETO. — Traité de sociologie générale. Lausanne, 1917.
[9] J. RAWLS. — A theory of justice. Harvard University Press, Cambridge, 1971.
[10] Alfred SAUVY. — Le socialisme en liberté. Denoël, Paris, 1970.

CHAPITRE III

[1] ALAIN. — Politique. PUF, Paris, 1952.
[2] Raymond ARON. — L'opium des intellectuels. Calmann-Levy, Paris, 1955.

[3] Kenneth ARROW. — Social choice and individual values. Monograph 12. Wiley, New York, 1963.
[4] Jacques ATTALI. — Analyse économique de la vie politique. PUF, Paris, 1972.
[5] Z. BRZEZINSKI. — Ideology and power in Soviet politics. New York, 1962.
[6] Michel CROZIER. — La Société bloquée. Le Seuil, Paris, 1970.
[7] Maurice DUVERGER. — Les partis politiques. Armand Colin, Paris, 1951.
[8] J. K. GALBRAITH. — Le nouvel état industriel. Gallimard, Paris, 1968.
[9] H. MARCUSE. — Le marxisme soviétique. Gallimard, Paris, 1963.
[10] Karl MARX. Œuvres, T. I, La Pléïade, Paris, 1963.
[11] Karl MARX et F. ENGELS. — Das Kapital. Dietz Verlag, Berlin, 1955.
[12] Alfred SAUVY. — Le socialisme en liberté. Denoël, Paris, 1970.
[13] Georges VEDEL. — Les démocraties marxistes. Les cours de droit, Paris, 1951.

CHAPITRE IV

[1] Marc ALBOUY. — La régulation économique de l'entreprise. T. I. : La régulation statique. T. II : La régulation dynamique. Dunod, Paris, 1972.
[2] Maurice ALLAIS. — Explication des cycles économiques par un modèle non linéaire à régulation retardée. CNRS, Paris, 1956.
[3] W. ASHBY. — Introduction à la cybernétique. Dunod, Paris, 1956.
[4] W. ASHBY. — General systems theory as a new discipline. General Systems Yearbook, vol. III, 1958.
[5] W. ASHBY. — Design for a brain. Wiley, New York, 1960.
[6] E. F. BECKENBACH et C. B. TOMPKINS. — Concepts of communication. Wiley, New York, 1971.
[7] Stafford BEER. — Cybernetics and management. The English Universities Press, Londres, 1959.
[8] Stafford BEER. — Decision and control. Wiley, New York, 1966.
[9] Ludwig Von BERTALLANFFY. — General system theory. Georges Braziller, New York, 1968.
[10] N. BUCKLEY. — Sociology and modern system theory. Prentice-Hall, 1967.
[11] N. BUCKLEY. — Modern systems research for the behavioral scientist. Chicago Aldine, 1968.
[12] Robert BUSH et Frederick MOSTELLER. — Stochastic models for learning. Wiley, 1955.
[13] Michel CROZIER. — La société bloquée. Le Seuil, Paris, 1970.
[14] Richard M. CYERT, James G. MARCH. — A behavioral theory of the firm. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1963.
[15] Karl DEUTSCH. — The nerves of government. The Free Press of Glencoe, 1963.
[16] J. W. FORRESTER. — Industrial dynamics. MIT Press et Wiley, New York, 1961.
[17] Robert FORTET et Hubert LE BOULANGER. — Eléments pour une synthèse sur les systèmes à auto-organisation. METRA, n° 12, 1967.
[18] R. HOVASSE. — « Problèmes de l'évolution » dans Biologie. Encyclopédie de la Pléïade. Gallimard, 1965.
[19] Arthur KOESTLER. — Le cheval dans la locomotive. Calmann-Levy, Paris, 1967.

[20] Arthur KOESTLER. — Le cri d'Archimède. Calmann-Levy, Paris, 1964.
[21] H. W. KUHN et G. P. SZEGÖ. — Mathematical systems theory and economics. Proceedings of an International Summer School. Varenna (Italie). Springer-Verlag, 1969.
[22] Henri LABORIT. — Physiologie humaine cellulaire et organique. Masson, Paris, 1961.
[23] R. D. LUCE et H. RAIFFA. Games and decisions. Introduction and critical survey. Wiley, New York, 1957.
[24] A. LWOFF. — L'ordre biologique. R. Laffont, Paris, 1969.
[25] Donald M. MCKAY. — The information analysis of questions and commands (dans N. BUCKLEY [11].
[26] Jakob MARSCHAK et ROY RADNER. Economic theory of teams. A Cowles Foundation Monograph. New Haven et Londres. Yale University Press, 1972.
[27] Magoroh MARUYAMA. — The second cybernetics : deviation amplifying mutual causal processes (dans N. BUCKLEY [11]).
[28] D. H. MEADOWS, D. L. MEADOWS, J. RANDERS et W. W. BEHRENS III. — The limits to growth. Universe books. New York, 1972.
[29] J. Von NEUMANN et O. MORGENSTERN. — Theory of games and economic behavior. Princeton University Press, 1944.
[30] G. RIBEILL. — Systèmes : Analyse et Théorie. METRA. Direction Scientifique, 1972.
[31] G. ROIG. Analyse de système et sciences sociales : Perspectives de développement théorique. Rapport introductif. Journées d'études sur l'analyse systémique. Association Française de Science Politique. Paris, 24 avril 1970.
[32] J. ROSTAND et A. TETRY. — La vie. Larousse, Paris, 1962.
[33] G. SOMMERHOF. — Purpose, adaptation and « directive correlation » dans N. BUCKLEY. Modern system research for the behaviorial scientist [11].
[34] Aaron STRAUSS. — An introduction to optimal control theory. Springer-Verlag. Berlin-Heidelberg, New York, 1968.
[35] R. M. THRALL, C. H. COOMBS et R. L. DAVIES. — Decision processes. Wiley, New York, 1954.
[36] Travaux et recherches de prospective n° 14. — Prospective et analyse de systèmes. La Documentation Française, Paris, 1971.
[37] Norman WIENER. — Cybernetics or control and communication in the animal and the machine. Hermann, Paris, 1948.

CHAPITRE V

[1] Alexandre ALLAND. — Culture et comportement. La Recherche, juin 1975.
[2] L'attachement, par un groupe d'auteurs : D. ANZIEUX, J. BOWLBY, R. CHAUVIN, F. DUYCKAERTS, H. HARLOW, C. KOUPERNIK, R. LEBOVICI, K. LORENZ, F. MAHIEU, R. SPITZ, D. WILDLÖCHER et R. ZAZZO. — Delachaux et Niestlé, Neuchâtel, 1974.
[3] M. BALINT. — Le médecin, son malade et la maladie. PUF, Paris, 1960.
[4] Roger BASTIDE. — Sociologie et psychanalyse. PUF, Paris, 1972.
[5] Ruth BENEDICT. — The patterns of culture. Boston, 1934.
[6] Bruno BETTELHEIM. — La forteresse vide. Gallimard, Paris, 1969.
[7] John BOWLBY. — Attachment and loss. Penguin Books. Harmondsworth, England, 1971.
[8] P. BUSER. — Fonctions nerveuses, dans Physiologie. Encyclopédie de la Pléïade, Gallimard, 1969.
[9] Alexis CARREL. — L'homme, cet inconnu. Plon, Paris, 1959.

[10] Centre Royaumont pour une science de l'homme. L'unité de l'homme. Le Seuil, Paris, 1974.
[11] Rémy CHAUVIN. — Psychophysiologie, T. II. Le comportement animal. Masson, Paris, 1969.
[12] Noam CHOMSKY. — Le langage et la pensée. Payot, Paris, 1968.
[13] Le Courrier de l'UNESCO. — Les origines de l'homme, août-septembre 1972.
[14] A. DELMAS. — Voies et centres nerveux. Masson, Paris, 1970.
[15] Georges DEVEREUX. — Essais d'ethnopsychiatrie générale. Gallimard, Paris, 1970.
[16] Th. DOBZHANSKY. — L'homme en évolution. Flammarion, Paris, 1966.
[17] Th. DOBZHANSKY. — L'hérédité et la nature humaine. Flammarion, Paris, 1969.
[18] Th. DOBZHANSKY. — Genetics of the evolutionary process. Columbia University Press, New York, 1970.
[19] J. C. ECCLES. — Brain and conscious experience. Springer-Verlag, 1966.
[20] Irenäus EIBL-EIBESFELD. — Ethologie. Biologie du comportement. Naturalia et biologa. Editions scientifiques, Paris, 1972 (1re édition en allemand, 1967).
[21] R. FABRE et G. ROUGIER. — Physiologie médicale. Maloire, Paris, 1961.
[22] Robert FORTET et Hubert LE BOULANGER. — Eléments pour une synthèse sur les systèmes à auto-organisation. Revue METRA, n° 12, 1967.
[23] Paul FRAISSE et Jean PIAGET. — Traité de psychologie expérimentale (9 vol.). PUF, Paris 1963.
1. Histoire et méthode.
2. Sensation et motricité.
3. Psychophysiologie du comportement.
4. Apprentissage et mémoire.
5. Motivation, émotion et personnalité.
6. La perception.
7. L'intelligence.
8. Langage, communication et décision.
9. Psychologie sociale.
[24] Anna FREUD. Le normal et le pathologique chez l'enfant. Gallimard, Paris, 1968.
[25] Anna FREUD. — Le moi et les mécanismes de défense. PUF, Paris, 1949.
[26] Sigmund FREUD. — Totem et tabou. Payot, Paris, 1970.
[27] Sigmund FREUD. — Trois essais sur la théorie de la sexualité. Gallimard, Paris, 1962.
[28] Sigmund FREUD. — Cinq leçons sur la psychanalyse. Payot, Paris, 1966.
[29] Sigmund FREUD. — Malaise dans la civilisation. PUF, Paris, 1971.
[30] Sigmund FREUD. — L'avenir d'une illusion. PUF, Paris, 1971.
[31] Susan ISAACS. — Social development in young children. Routledge et Kegan Paul, Londres, 1933.
[32] A. KARDINER. — The individual and his society. New York, 1969.
[33] A. KARDINER. — The psychological frontiers of society. New York, 1945.
[34] C. KAYSER. — Physiologie : Système nerveux. Muscle. Flammarion, Paris, 1969.
[35] Mélanie KLEIN. — Essais de psychanalyse. Payot, Paris, 1972.
[36] M. KLEIN, P. HEIMANN, S. ISAACS et J. RIVIÈRE. — Développements de la psychanalyse. PUF, Paris, 1966.
[37] Arthur KOESTLER. — Le cheval dans la locomotive. Calmann-Levy, Paris, 1967

[38] Arthur KOESTLER. — Le cri d'Archimède. Calmann-Levy, Paris, 1964.
[39] Henri LABORIT. — L'agressivité détournée. Introduction à une biologie du comportement social. Union Générale d'éditions, Paris, 1970.
[40] Henri LABORIT. — Physiologie humaine cellulaire et organique. Masson, Paris, 1961.
[41] Henri LABORIT. — L'homme et la ville. Flammarion, Paris, 1971.
[42] Daniel LAGACHE. — La psychanalyse. PUF, Paris, 1966.
[43] J. LAPLANCHE et J. B. PONTALIS. — Vocabulaire de la psychanalyse. PUF, Paris, 1967.
[44] H. D. LASSWELL. — Psychopathology and politics. Chicago, 1930.
[45] Jane Van LAWICK-GOODALL. — Les chimpanzés et moi. Stock, Paris, 1971.
[46] S. LEBOVICI et M. SOULE. — La connaissance de l'enfant par la psychanalyse. PUF, Paris, 1970.
[47] S. G. M. LEE et Martin HERBERT. — Freud and psychology. Penguin psychology readings, 1970.
[48] Claude LEVI-STRAUSS. — Les structures élémentaires de la parenté. Mouton, Paris, 1967.
[49] Claude LEVI-STRAUSS. — Anthropologie structurale. Plon, Paris, 1958.
[50] Claude LEVI-STRAUSS. — Anthropologie structurale deux. Plon, Paris, 1973.
[51] André LEROI-GOURHAN. — Le geste et la parole. T. I. : Technique et langage. T. II : La mémoire et les rythmes. Albin Michel, Paris, 1964.
[52] Konrad LORENZ. — Evolution et modification du comportement. L'inné et l'acquis. Payot, Paris, 1967.
[53] Konrad LORENZ. — L'agression. Une histoire naturelle du mal. Flammarion, Paris, 1969.
[54] Konrad LORENZ. — Tous les chiens. Tous les chats. Flammarion, Paris, 1970.
[55] Konrad LORENZ. — Essais sur le comportement animal et humain. Les leçons de l'évolution de la théorie du comportement. Le Seuil, Paris, 1970.
[56] LUCE, BUSH, GALANTER. — Readings in mathematical psychology (2 vol.). Wiley, New York, 1965.
[57] LUCE, BUSH, GALANTER. — Handbook of mathematical psychology (3 vol.). Wiley, New York, 1963.
[58] MALINOWSKI. — La sexualité et sa répression dans les sociétés primitives. Payot, Paris, 1969.
[59] H. MARCUSE. — Eros et civilisation. Contribution à Freud. Les Editions de Minuit, Paris, 1963.
[60] Margaret MEAD. — Mœurs et sexualité en Océanie. Plon, Paris 1971. Traduction en français de : Coming of age in Samoa, 1928. Sex and temperament in three primitive societies, 1935.
[61] Gérard MENDEL. — La crise de générations. Payot, Paris, 1969.
[62] Gérard MENDEL. — La révolte contre le père. Payot, Paris, 1968.
[63] Gérard MENDEL. — Anthropologie différentielle. Payot, Paris, 1972.
[64] L. MORET. — Manuel de paléontologie animale. Masson, Paris, 1948.
[65] Edgar MORIN. — Le paradigme perdu : La nature humaine. Le Seuil, Paris, 1973.
[66] Desmond MORRIS. — Le singe nu. Grasset, Paris, 1968.
[67] Serge MOSCOVICI. — La société contre nature. Union Générale d'Edition, Paris, 1972.
[68] Alex MUCCHIELLI. — Cybernétique et cerveau humain. Bordas, Paris, 1972.
[69] S. NACHT. — La théorie psychanalytique. PUF, Paris, 1969.

[70] Jean PIAGET (avec B. INHELDER). — La genèse des structures logiques élémentaires. Delachaux et Niestlé, Neuchâtel, 1968.
[71] Jean PIAGET. — La naissance de l'intelligence chez l'enfant. Delachaux et Niestlé. Neuchâtel, 1968.
[72] Jean PIAGET. — Le langage et la pensée chez l'enfant. Delachaux et Niestlé, Neuchâtel, 1968.
[73] Jean PIAGET. — Psychologie de l'intelligence. Armand Colin, Paris, 1949.
[74] Jean PIAGET. — La formation du symbole chez l'enfant. Delachaux et Niestlé, Neuchâtel, 1945.
[75] Jean PIAGET. — La construction du réel chez l'enfant. Delachaux et Niestlé. Neuchâtel, 1945.
[76] Jean PIAGET (sous la direction de). — Logique et connaissance scientifique. Encyclopédie de la Pléïade, Paris, 1967.
[77] Jean POIRIER (sous la direction de). — Ethnologie générale. Encyclopédie de la Pléïade. Gallimard, Paris, 1968.
[78] K. H. PRIBRAM. — Brain and behaviour. Penguin psychology readings.
1. Mood, states and mind, 1969.
2. Perception and action, 1969.
3. Memory mechanisms, 1969.
4. Adaptation, 1969.
[79] Berthe REYMOND-RIVIER. — Le développement social de l'enfant et de l'adolescent. Charles Dessart, Bruxelles, 1965.
[80] Gezà ROHEIM. — Psychanalyse et anthropologie. Gallimard, Paris, 1967.
[81] Jean ROSTAND. — L'homme. Gallimard, Paris, 1962.
[82] H. A. SIMON. — Models of man. Wiley, New York, 1957.
[83] H. A. SIMON. — The science of the artificial. MIT Press, 1969.
[84] Victor SMIRNOFF. — La psychanalyse de l'enfant. PUF, Paris, 1974.
[85] René A. SPITZ. — De la naissance à la parole. La première année de la vie. PUF, Paris, 1968 (éd. américaine : 1965).
[86] René A. SPITZ. — Le non et le oui. PUF, Paris, 1962.
[87] Andor THOMA. — L'origine de l'homme moderne et de ses races. La Recherche, avril 1975.
[88] W. H. THORPE. — Ethology and consciousness, dans Eccles : Brain and conscious experience. Springer-Verlag, 1966.
[89] UNESCO. — Tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines. Partie 1 : Sciences sociales. Chapitre III : La psychologie par Jean PIAGET. Mouton, Paris-La Haye, 1970.
[90] Pierre VENDRYES. — Vers la théorie de l'homme. PUF, Paris, 1973.
[91] Peter B. WARR. — Thought and personality. Penguin psychology readings, 1970.
[92] Hanna SEGAL. — Introduction à l'œuvre de Mélanie Klein. PUF, Paris, 1969.
[93] P. WATZLAWICK, J. HELMICK-BEAVIN et D. JACKSON. — Une logique de la communication. Le Seuil, Paris, 1972.

CHAPITRE VI

[1] H. I. ANSOFF et R. G. BRANDENBOURG. — A language for organization design. Management Science, vol. 17, n° 12, août 1971.
[2] P. de BACKER. — Analyse des conflits dans les organisations. Revue METRA, 1974.
[3] C. I. BARNARD. — The function of the executive. Harvard University Press, Cambridge (USA), 1956.
[4] Stafford BEER. — Brain of the firm. Allen Lane. The Penguin Press, Londres, 1972.

[5] Charles P. BONINI. — Simulation of information and decision systems in the firm. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1963.
[6] C. P. BONINI, R. K. JAEDICKE et H. M. WAGNER. — Management controls : New directions in basic research. McGraw-Hill, 1964.
[7] D. CARTWRITHT et A. ZANDER. — Group Dynamics : research and theory. Evanston, Ill., 1960.
[8] William W. COOPER, Harold J. LEAVITT et Maynard W. SHELLY. — New perspectives in organization research. Wiley, New York, 1964.
[9] Michel CROZIER. — Le phénomène bureaucratique. Le Seuil, Paris, 1963.
[10] Richard M. CYERT et James G. MARCH. — A behavorial theory of the firm. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1963.
[11] François DALLE et J. BOUNINE-CABALE. — L'entreprise du futur. Calmann-Levy, Paris, 1971.
[12] Peter DRUCKER. — The practice of management. Harper and Ron, New York, 1954.
[13] C. FLAMENT. — Théorie des graphes et structures sociales. Mouton, Paris, 1965.
[14] J. K. GALBRAITH. — Le nouvel état industriel. Gallimard, Paris, 1968.
[15] Octave GELINIER. — Morale de l'entreprise et destin de la nation. Plon, Paris, 1965. Le secret des structures compétitives. Plon, Paris, 1965.
[16] Groupe d'études : Pour nationaliser l'Etat. Le Seuil, Paris, 1968.
[17] E. P. HUNT et G. HOLLANDER. — Current perspectives in social psychology. Oxford University Press, 1963.
[18] W. W. JONES. — Predicting insurgent and governmental decisions : the power bloc model. RAND memorandum, RM 6538.
[19] KAHN *et al.* — Power and conflict in organizations. Basic Books, New York, 1969.
[20] D. KATZ et R. L. KAHN. — The social psychology of organizations. Wiley, New York, 1966.
[21] Jacques LESOURNE. — Technique économique et gestion industrielle. Dunod, Paris, 1958.
[22] Bruno LUSSATO. — Introduction critique aux théories des organisations. Dunod, Paris, 1972.
[23] C. B. McGUIRE et R. RADNER. — Decision and organization. North-Holland, 1972.
[24] J. G. MARCH et H. A. SIMON. — Organizations. Wiley, 1958.
[25] Robin MARRIS. — The economic theory of managerial capitalism. McMillan, Londres, 1964.
[26] Jacob MARSHAK et Roy RADNER. — Economic theory of teams. Yale University Press, New Haven, 1972.
[27] P. MORIN. — Le développement des organisations. Dunod, Paris, 1971.
[28] C. N. PARKINSON. — Parkinson's law or the pursuit of progress. John Murray, Londres, 1957. The law and the profits. John Murray, Londres, 1960. In-laws and outlaws. John Murray, Londres, 1962.
[29] Laurence J. PETER et Raymond HULL. — The Peter principle. Souvenir Press, Londres, 1969.
[30] P. RACAMIER. — La psychanalyse sans divan. Payot, Paris, 1973.
[31] P. P. SCHODERBEK. — Management Systems. Wiley, New York, 1967.

CHAPITRE VII

[1] Maurice ALLAIS. — Traité d'économie pure. Paris, 1953.
[2] Maurice ALLAIS. — Economie et intérêt. Librairie des Publications Officielles, Paris, 1947.

[3] Maurice ALLAIS. — Explication des cycles économiques par un modèle non linéaire à régulation retardée, dans « Les modèles dynamiques en Econométrie ». CNRS, Paris, 1956.
[4] Maurice ALLAIS. — The influence of the capital-output ratio on real national income. Decembre 1961, Econometric Society Meetings.
[5] Gabriel A. ALMOND et G. Bingham POWELL. — Comparative politics. A developmental approach. Little, Brown and Company, Boston, 1966.
[6] Raymond ARON. — Dix-huit leçons sur la société industrielle. Gallimard, Paris, 1962.
[7] K. J. ARROW. — Applications of control theory to economic growth. Technical report. Institute for mathematical studies in the social sciences. Stanford, 1967.
[8] K. J. ARROW. — The economic implications of learning by doing. Review of Economic Studies, XXIX, juin 1962.
[9] K. J. ARROW et M. KURZ. — Public investment, the rate of return and optimal fiscal policy. Institute for mathematical studies in the social sciences. Stanford, 1968.
[10] W. J. BAUMOL. — Welfare economics and the theory of the state. G. Bell and Sons, Londres, 1952.
[11] A. BERGSON. — Socialist economics, dans : A survey of contemporary economics. H. S. Ellis. American economic association, 1949.
[12] J. BURNHAM. — L'ère des organisateurs. Calmann-Levy, Paris, 1969.
[13] Centre d'Etudes sur les revenus et les coûts. Les Français et le vocabulaire économique, Paris, 1971.
[14] Gérard DEBREU. — Theory of value. Monograph 17. Cowles Foundation. Wiley, New York, 1959.
[15] J. DESROUSSEAUX. — L'évolution économique et le comportement industriel. Dunod, Paris, 1966.
[16] J. F. DUPUY. Innovation et obsolescence psychologique. Essai de formalisation dans le cadre d'une économie de marché. Cahiers du Séminaire d'Econométrie, nº 25, Paris, 1973.
[17] Philippe d'IRIBARNE. — La politique du bonheur. Le Seuil, Paris, 1973.
[18] Bertrand de JOUVENEL. — Du pouvoir. Histoire naturelle de sa croissance. Hachette, 1975, première édition 1945.
[19] H. KAHN et A. J. WIENER. — L'an 2000. Robert Laffont, Paris, 1968.
[20] L. V. KANTOROVITCH. — Economitcheskii Rastchiot Nailoutchevo Ispolzovania Riesoursov. Académie des sciences de l'URSS, Moscou, 1966.
[21] S. C. KOLM. — Cours d'économie publique. 1. L'Etat et le système des prix. 2. Le service des masses. Dunod, Paris, 1971.
[22] R. N. MCKEAN. — Efficiency in government through system analysis. Wiley, New York, 1958.
[23] Jacques LESOURNE. — L'efficacité de l'économie actuelle, dans l'Encyclopédie Française. L'univers économique et social, Paris, 1960.
[24] Jacques LESOURNE. — Le calcul économique, Dunod, Paris, 1972.
[25] Marcel LOICHOT. — La mutation ou l'aurore du pancapitalisme. Tchou, Paris, 1970.
[26] Karl MARX. — Œuvres. Economie I. La Pléïade, NRF, Paris, 1963.
[27] Pierre MASSE. — Le choix des investissements. Dunod, Paris, 1959.
[28] J. E. MEADE. — The theory of international economic policy, vol. II. Trade and Welfare, Oxford University Press, 1955.
[29] V. S. NEMCHINOV. — The use of mathematics in economics (traduit du russe). Oliver and Boyd, Londres, 1964.

[30] A. C. PIGOU. The economics of welfare (4e édition). McMillan, Londres, 1952.
[31] Bruce M. RUSSETT. — Trends in world politics. McMillan, Toronto, 1969.
[32] Jean SAINT-GEOURS. — Vive la société de consommation. Hachette, Paris 1971.
[33] Paul A. SAMUELSON. — Economics. McGraw-Hill, New York, 1948, 1951.
[34] Alfred SAUVY. — Histoire économique de la France entre les deux guerres (3 tomes). Fayard, 1965.
[35] Alfred SAUVY. — Le socialisme en liberté. Denoël, Paris, 1970.
[36] Alfred SAUVY. — La mythologie de notre temps. Payot, Paris, 1965.
[37] Joseph SCHUMPETER. — Capitalisme, socialisme et démocratie. Payot, Paris, 1951.
[38] Lionel STOLERU. — L'équilibre et la croissance économiques. Principes de macroéconomie. Dunod, Paris, 1967.
[39] Lionel STOLERU. — L'impératif industriel. Le Seuil, Paris, 1969.
[40] A. TOFFLER. — Le choc du futur. Denoël, Paris, 1971.
[41] Z. BRZEZINSKI. — La révolution technétronique. Calmann-Levy, Paris, 1971.
[42] F. PERROUX. — Unités actives et mathématiques nouvelles. Dunod, Paris, 1975.

CHAPITRE VIII

[1] Gabriel A. ALMOND et G. Bingham POWELL. — Comparative politics. A developmental approach. Little, Brown and Company, Boston, 1966.
[2] Gabriel A. ALMOND et J. S. COLEMAN. — The politics of the developing areas. Princeton University Press, Princeton, New Jersey, 1960.
[3] Gabriel A. ALMOND et S. VERBA. — The civic culture : Political attitudes and democracy in five nations. Little, Brown and Company, Boston, 1963.
[4] Jacques ANTOINE. — Le pouvoir et l'opinion. Denoël, Paris, 1972.
[5] Raymond ARON. Immuable et changeante de la IVe à la Ve République. Calmann-Levy, Paris, 1959.
[6] Kenneth J. ARROW. — Social choice and individual values. Monograph 12. Wiley, New York, 1963.
[7] Vincent AURIOL. — Mon septennat 1947-1954. Gallimard, Paris, 1970.
[8] Jacques ATTALI. — Analyse économique de la vie politique. PUF, Paris, 1972.
[9] Jacques ATTALI. — Les modèles politiques. PUF, Paris, 1972.
[10] Jean BAECHLER. — Les phénomènes révolutionnaires. PUF, Paris, 1970.
[11] Maurice BAUMONT. La faillite de la paix (1918-1939).
1. De Rethondes à Stresa (1918-1935).
2. De l'affaire éthiopienne à la guerre (1936-1939).
Peuples et civilisations, PUF, Paris.
[12] Maurice BAUMONT. — L'essor industriel et l'impérialisme colonial (1878-1904). Peuples et civilisations, PUF, Paris.
[13] Pierre BENAERTS, Henri HAUSER, Fernand L'HUILLIER et Jean MAURAIN. — Nationalité et nationalisme (1860-1878). Peuples et civilisations, PUF, Paris.
[14] Zbigniew BRZEZINSKI. — La révolution technétronique. Calmann-Levy, Paris, 1971.

[15] J. M. BUCHANAN et G. TULLOCK. — The calculus of consent. Logical foundations of constitutional democracy. The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1962.
[16] Henri CHAMBRE. — Le marxisme en Union Soviétique, idéologie et institutions (1921-1955). Le Seuil, Paris, 1955.
[17] Henri CHAMBRE. — L'évolution du marxisme soviétique. Théorie économique et droit. Le Seuil, Paris, 1974.
[18] S. B. CLOUGH. — Grandeur et décadence des civilisations. Payot, Paris, 1954.
[19] Michel CROZIER. — La Société bloquée. Le Seuil, Paris, 1970.
[20] Robert A. DAHL. — Modern political analysis. Foundations of modern political science series. Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey, 1963-1970.
[21] Robert A. DAHL. — Qui gouverne ? Armand Colin, Paris, 1971 (date de l'édition américaine : 1961).
[22] Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale. Un scénario de l'inacceptable. La Documentation Française, n° 20, Paris, 1971.
[23] Jean DELORME. — Chronologie des civilisations. PUF, Paris, 1956.
[24] E. DEUTSCH, D. LINDON et P. WEILL. — Les familles politiques aujourd'hui en France. Les Editions de Minuit, Paris, 1966.
[25] Karl DEUTSCH. — The nerves of government. The Free Press of Glencoe, 1963.
[26] A. DOWNS. — An economic theory of democracy. Harper and Row, New York, 1957.
[27] Maurice DUVERGER. — Les partis politiques. Armand Colin, Paris, 1951.
[28] Maurice DUVERGER. — Sociologie de la politique. PUF, Paris, 1973.
[29] David EASTON. — A framework for political analysis. Prentice-Hall, New York, 1965.
[30] David EASTON. — A systems analysis of political life. Wiley, New York, 1965.
[31] David EASTON. — The political system. An inquiry into the state of political science. New York, 1953.
[32] W. W. JONES. — Predicting insurgent and governmental decisions : The power bloc model. RAND memorandum, RM 6538.
[33] Bertrand de JOUVENEL. — Du Pouvoir. Histoire naturelle de sa croissance. Hachette. 1975. Première édition 1945.
[34] H. D. LASSWELL. — Psychopathology and politics, 1928.
[35] Denis LINDON et Pierre WEILL. — Le choix d'un député. Les Editions de Minuit, Paris, 1974.
[36] Nicolas MACHIAVEL. — Œuvres complètes. La Pléïade, Paris, 1958.
[37] W. S. M. MCKENZIE. — La science politique, dans : Tendances principales de la recherche dans les sciences sociales et humaines Partie 1. Sciences Sociales. Unesco, Paris, 1970.
[38] K. MANNHEIM. — Ideology and utopia. Routledge and Kegan Paul, Londres, 1936.
[39] Roy MEDVEDEV. — Le stalinisme. Origine. Histoire. Conséquences. Le Seuil, Paris, 1972.
[40] Tibor MENDE. — Regards sur l'histoire de demain. Le Seuil, Paris, 1954.
[41] Gérard MENDEL. — La révolte contre le père. Payot, Paris, 1968.
[42] MONTESQUIEU. — Œuvres complètes (2 tomes). La Pléïade, Paris, 1951.
[43] Talcott PARSONS. — The social system. Glencoë, 1951. Essays in sociological theory. Glencoë, 1958. Structure and process in modern societies. Glencoë, 1960. Sociétés. Essai sur leur évolution comparée. Dunod, 1973 (Première édition américaine : Prentice-Hall, 1966).

[44] PARSONS, SHILS, NAEGELE, PITTS. — Theories of society. Foundations of modern sociological theory. The Free Press. New York, 1961.
[45] Georg PICHT. — Réflexions au bord du gouffre. Laffont, Paris, 1970.
[46] Félix PONTELL. — L'éveil des nationalités et le mouvement libéral (1815-1848). Peuples et Civilisations. PUF, Paris.
[47] Charles POUTHAS. — Démocraties et capitalisme (1848-1860). Peuples et Civilisations. PUF, Paris.
[48] D. W. RAE. — The political consequences of electoral laws. Yale University Press. New Haven, 1967.
[49] Pierre RENOUVIN. — La crise européenne et la première guerre mondiale (1909-1918). Peuples et Civilisations. PUF, Paris.
[50] W. W. ROSTOW. — The process of economic growth. At the Clarendon Press. Oxford, 1953.
[51] Bruce M. RUSSETT. — Trends in world politics. McMillan, Toronto, 1969.
[52] Bruce M. RUSSETT. — World handbook of political and social indicators. New Haven, 1964.
[53] Roger G. SCHWARTZENBERG. — Sociologie politique. Montchrestien, Paris, 1971.
[54] Martin SHUBIK. — Readings in game theory and political behavior. New York, 1954.
[55] Oswald SPENGLER. — Der Untergang des Abendlandes. C. H. Beck, Munich, 1923.
[56] Alexis de TOCQUEVILLE. — L'ancien régime et la révolution. Gallimard, Paris, 1952 (première édition 1856).
[57] Alexis de TOCQUEVILLE. — De la démocratie en Amérique. Librairie de Médicis. Paris, 1951 (première édition 1835).
[58] Arnold J. TOYNBEE. — A study of history (12 vol.). Oxford University Press, 1961.
[59] Arnold J. TOYNBEE. — La civilisation à l'épreuve. Gallimard. Paris, 1951.
[60] Léon TROTSKY. — Histoire de la révolution russe. Le Seuil, Paris, 1950.
[61] H. G. WELLS. — Esquisse de l'histoire universelle. Payot, Paris, 1948.

CHAPITRE IX

[1] R. ARON. — Paix et guerre entre les nations. Calmann-Levy, Paris, 1962.
[2] Maurice BAUMONT. — L'essor industriel et l'impérialisme colonial (1878-1904). Peuples et Civilisations. PUF, Paris.
[3] Maurice BAUMONT. — La faillite de la paix (1918-1939) :
1. De Rethondes à Stresa (1918-1935).
2. De l'affaire éthiopienne à la guerre (1936-1939).
Peuples et Civilisations. PUF, Paris.
[4] Pierre BENAERTS, Henri HAUSER, Fernand l'HUILLIER et Jean MAURAIN. — Nationalités et nationalisme (1860-1878). Peuples et civilisations. PUF, Paris.
[5] K. E. BOULDING. — Conflict and defence : A general theory. Harper and Row, 1963.
[6] Gaston BOUTHOUL. — Lettre ouverte aux pacifistes. Albin Michel, Paris, 1972.
[7] Gaston BOUTHOUL. — Traité de polémologie. Payot, Paris, 1951.
[8] Karl von CLAUSEWITZ. De la guerre. Traduction des Editions de Minuit, Paris, 1950.
[9] Karl W. DEUTSCH. — The analysis of international relations. Foundations of modern political science series. Prentice-Hall. Englewood Cliffs. New Jersey, 1968.

[10] P. M. GALLOIS. — Stratégie de l'âge nucléaire. Calmann-Levy, Paris, 1960.
[11] P. M. GALLOIS. — L'Europe change de maître. Théorie et stratégie. L'Herne, Paris, 1972.
[12] Charles de GAULLE. — Mémoires d'Espoir. Plon, Paris, 1970.
[13] René GROUSSET. — Bilan de l'histoire. Plon, Paris, 1946.
[14] Herman KAHN. — On escalation : Metaphors and scenarios. F. A. Praeger, New York et Pall Mall Press, Londres, 1965.
[15] Serge C. KOLM. — Cours d'économie publique (2 tomes). Dunod, Paris, 1971.
[16] H. D. LASSWELL et A. KAPLAN. — Power and society. Yale University Press, New Haven, 1950.
[17] D. LUCE et H. RAIFFA. — Games and decisions. Wiley, New York, 1957.
[18] Nicolas MACHIAVEL. — Le Prince. Discours sur la première décade de Tite-Live, dans Œuvres complètes, T. I. La Pléïade, Paris.
[19] Eric MURAISE. — L'irrationnel et la guerre. Etudes polémologiques 8. Paris, avril, 1973.
[20] Jacques PIRENNE. — Les grands courants de l'histoire universelle (7 tomes). Albin Michel, Paris, 1959.
[21] Félix PONTELL. — L'éveil des nationalités et le mouvement libéral (1815-1848). Peuples et civilisations. PUF, Paris.
[22] Charles POUTHAS. — Démocraties et capitalisme (1848-1860). Peuples et civilisations. PUF, Paris.
[23] A. RAPOPORT. — Fights, games and debates. The University of Michigan Press, 1960.
[24] Anthony REEVES. — Anatomie de la paix.
[25] Pierre RENOUVIN. — La crise européenne et la première guerre mondiale (1904-1918). Peuples et civilisations. PUF, Paris.
[26] B. M. RUSSETT. — Trends in world politics. McMillan, Londres 1965.
[27] Alfred SAUVY. — Théorie générale de la population (2 volumes). PUF, Paris, 1952-1959.
[28] Albert SPEER. — Au cœur du troisième Reich. Fayard, Paris, 1971.
[29] Arnold TOYNBEE. — A study of history (12 vol.). Oxford University Press, 1961.
[30] Sigmund FREUD. — Psychologie collective et analyse du Moi. Considérations actuelles sur la guerre et sur la mort. « Essais de psychanalyse ». Payot, Paris, 1973.

CHAPITRE X

[1] Raymond ARON. — La révolution introuvable. Réflexions sur les événements de mai. Fayard, Paris, 1968.
[2] Simone de BEAUVOIR. — Le deuxième sexe. Gallimard, Paris, 1949.
[3] Bruno BETTELHEIM. — Les enfants du rêve. Robert Laffont, Paris, 1971.
[4] Norman O. BROWN. — Erôs et Thanatos. Julliard, Paris, 1960.
[5] François de CLOSETS. — En danger de progrès. Denoël, Paris, 1970.
[6] EPISTEMON. — Ces idées qui ont ébranlé la France. Fayard, Paris, 1968.
[7] François HETMAN. — La société et la maîtrise de la technologie. OCDE, Paris, 1973.
[8] Philippe d'IRIBARNE. — La science et le prince. Denoël, Paris, 1970.
[9] Jean FOURASTIÉ. — Essais de morale prospective. Editions Gonthier, Paris, 1966.

[10] Bertrand de JOUVENEL. — L'art de la conjecture. Editions du Rocher, Paris, 1964.
[11] Bertrand de JOUVENEL. — Arcadie. Essais sur le mieux vivre. Futuribles, Paris, 1968.
[12] M. MCLUHAN. — La galaxie Gutenberg. Mame, Paris, 1967.
[13] H. MARCUSE. — L'homme unidimensionnel. Les Editions de Minuit, Paris, 1971.
[14] H. MARCUSE. — Eros et civilisation. Contribution à Freud. Les Editions de Minuit, Paris, 1963.
[15] Gérard MENDEL. — La crise des générations. Payot, Paris, 1969.
[16] Kate MILLETT. — La politique du mâle. Stock, Paris, 1971.
[17] Jean-François REVEL. — Ni Marx, ni Jésus. Robert Laffont, Paris, 1970.
[18] David RIESMAN. — The lonely crowd. Yale University Press, 1950.
[19] David RIESMAN. — L'abondance, à quoi bon ? Robert Laffont, Paris, 1969.
[20] Alfred SAUVY. — Théorie générale de la population (2 vol.). PUF, Paris, 1952-1959.
[21] Alfred SAUVY. — La révolte des jeunes. Calmann-Levy, Paris, 1970.
[22] Alfred SAUVY. — Mythologie de notre temps. Payot, Paris, 1965.
[23] André STEPHANE. — L'univers contestationnaire. Payot, Paris, 1969.
[24] Max WEBER. — Gesammelte Aufsätze zur Religion soziologie. Tübingen, 1920-1921.

CHAPITRE XI

[1] P. GRASSE. — L'évolution du vivant. Albin Michel, Paris, 1973.
[2] René GROUSSET. — Bilan de l'histoire. Plon, Paris, 1955.
[3] Henri LABORIT. — L'agressivité détournée. Introduction à une biologie du comportement social. Union Générale d'Editions, Paris, 1970.
[4] Jacques MONOD. — Le hasard et la nécessité. Le Seuil, Paris, 1970.
[5] Jean ROSTAND. — Pensées d'un biologiste. Stock, Paris, 1973.
[6] Alfred SAUVY. — Croissance zéro ? Calmann-Levy, Paris, 1973.
[7] Paul VALERY, — Œuvres. Tomes I et II. La Pléïade, Gallimard, Paris, 1957 et 1960.

Imprimé en France. — Imprimerie JOUVE, 17, rue du Louvre, 75001 PARIS
Dépôt légal : 4e trimestre 1976

OU STS 2

Dalloz, 11 rue Soufflot 75240 Pa
Céde

ISBN 2-247-